



HAL
open science

”Ni Rome, ni Moscou” : l’itinéraire des militants communistes libertaires de langue française à Montréal pendant l’entre-deux-guerres

Mathieu Houle-Courcelles

► **To cite this version:**

Mathieu Houle-Courcelles. ”Ni Rome, ni Moscou” : l’itinéraire des militants communistes libertaires de langue française à Montréal pendant l’entre-deux-guerres. Histoire. Université Panthéon-Sorbonne - Paris I; Université Laval (Québec, Canada), 2020. Français. NNT : 2020PA01H091 . tel-03539635

HAL Id: tel-03539635

<https://theses.hal.science/tel-03539635>

Submitted on 21 Jan 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



UNIVERSITE PARIS I PANTHÉON SORBONNE
ÉCOLE DOCTORALE D'HISTOIRE

Laboratoire de rattachement : CHS des mondes contemporains

THÈSE

Pour l'obtention du titre de Docteur en histoire
Présentée et soutenue publiquement

le 1er SEPTEMBRE 2020 par

Mathieu HOULE-COURCELLES

Titre de la thèse

« Ni Rome, ni Moscou » : l'itinéraire des militants communistes
libertaires de langue française à Montréal pendant l'entre-deux-
guerres

Sous la codirection de M. Martin PÂQUET et de M. Michel PIGENET

Professeurs.

Membres du Jury

M. Martin Pâquet, professeur, Université Laval

M. Michel Pigenet, professeur, Université Paris 1

Mme. Diane Lamoureux, professeur, Université Laval

M. Talbot Imlay, professeur, Université Laval

M. Peter Bischoff, professeur, Université d'Ottawa

Mme Jocelyne Chabot, professeure, Université de Moncton

Résumé

Cette thèse retrace l'itinéraire collectif d'un groupe de militants communistes libertaires de langue française pendant l'entre-deux-guerres à Montréal rassemblés autour d'Albert Saint-Martin (1865-1947). Figure importante du mouvement ouvrier au Québec, l'itinéraire politique de Saint-Martin est multiforme : on le retrouve associé au Parti socialiste du Canada, à la One Big Union, au Parti socialiste (communiste), à la Ligue des sans-travail, à l'Association révolutionnaire Spartakus, à l'Université ouvrière, à l'Association humanitaire, à la Ligue du Réveil féminin et à de nombreuses coopératives de consommation et de production.

Saint-Martin est entouré de camarades provenant de divers horizons politiques. Notre thèse nous a permis d'identifier plus de 300 individus ayant pris part à des activités militantes à ses côtés. À travers l'analyse croisée de leurs parcours individuels, nous cherchons à mieux comprendre les modalités de leur engagement collectif avant, pendant et après la Première Guerre mondiale, leur représentation de la société idéale et les moyens d'y parvenir, la nature et la diversité de leurs liens de sociabilité, les territoires où se déploient leurs réseaux, la fréquence et les thèmes de leurs réunions de même que les symboles et les rituels qui y sont rattachés.

Nous faisons l'hypothèse que celles et ceux qui participent aux activités de ce milieu partagent une même culture révolutionnaire articulée autour des notions de communisme, d'anticapitalisme, d'anticléricalisme et d'internationalisme, débouchant sur une critique des institutions autoritaires : l'État, l'Église catholique, la propriété privée, l'armée, le mariage, etc. Les stratégies d'émancipation individuelle et collective mises de l'avant par ces militants reposent sur l'éducation et l'action directe. C'est cet ensemble de principes théoriques, stratégiques et tactiques que nous regroupons sous le terme de communisme libertaire.

Mots clés

Histoire - communisme libertaire – Québec – Canada – sociobiographie – entre-deux-guerres – culture politique

Abstract

This thesis retraces the collective itinerary of a group of French-speaking libertarian communist militants during the inter-war period in Montreal gathered around Albert Saint-Martin (1865-1947). An important figure in Quebec's labour movement, Saint-Martin's political itinerary is multifaceted: he is associated with the Socialist Party of Canada, the One Big Union, the Socialist Party (Communist), the Workers' University, the Spartakus Revolutionary Association, the Humanitarian Association, the Women's Awakening League, the Montreal Unemployed League and various consumers and production cooperatives.

Saint-Martin is surrounded by comrades from various political backgrounds. Our thesis allowed us to identify more than 300 individuals who took part in militant activities at his side. Through the cross-analysis of their individual journeys, we seek to better understand the terms of their collective commitment, their representation of the ideal society and the means to achieve it, the nature and diversity of their sociability links, the territories in which their networks are deployed, the frequency and themes of their meetings, as well as the symbols and rituals attached to them.

We hypothesize that those who participate in the activities of this milieu share a same revolutionary culture articulated around the notions of communism, anti-capitalism, anticlericalism and internationalism, leading to a critique of authoritarian institutions: the State, the Catholic Church, private property, army, marriage, etc. The strategies of individual and collective emancipation put forward by these activists are based on education and direct action. It is this set of theoretical, strategic and tactical principles that we group together under the term libertarian communism.

Keywords

History – Libertarian Communism – Quebec – Canada – Sociobiography – Inter-War Period – political culture –

Table des matières

Résumé	ii
Abstract	iii
Table des matières	iv
Liste des tableaux.....	viii
Liste des figures.....	ix
Liste des acronymes	x
Remerciements	xi
Introduction	1
Présentation du sujet de recherche	1
Bilan historiographique	4
L'entre-deux-guerres et les transformations du champ politique révolutionnaire.....	4
Un communisme antiautoritaire : impossibilisme et anarchisme au Québec et au Canada pendant l'entre-deux-guerres	9
Problématique.....	14
Genre, classe, ethnicité	18
Une approche transnationale.....	21
Question et hypothèse de recherche	23
Méthode d'analyse des sources	24
Description du corpus de sources	27
Les bases de données spécialisées	27
Les publications	28
Les archives internes	29
Les documents externes.....	30
La correspondance entre militants.....	32
Plan de la thèse	33
Chapitre 1. Les militants socialistes et libertaires de langue française à Montréal, 1906-1918	35
1.1 Introduction.....	35
1.2 L'espace politique montréalais avant la Première Guerre mondiale	38
1.3 Albert Saint-Martin et les transformations du champ politique ouvrier, 1904-1914	41
1.3.1 Vers l'action politique ouvrière	43
1.3.2 La transition vers le socialisme.....	48
1.3.3 Critiques de Saint-Martin chez les militants de langue française.....	56
1.4 Portrait des militants de langue française avant la Première Guerre mondiale.....	57
1.4.1 Différents réseaux	57
1.4.2 Une culture politique commune?.....	62

1.4.3 La politique préfigurative	64
1.5 Portrait prosopographique.....	67
1.5.1 Un milieu masculin	67
1.5.2 Migrations	68
1.5.3 Un engagement situé géographiquement.....	70
1.5.4 Un milieu ouvrier?.....	72
1.6 Les années de guerre, 1914-1918	75
1.6.1 Les événements du printemps 1917	82
1.6.2 La révolution d’Octobre et son impact sur le champ politique révolutionnaire	89
1.7 Portrait des militants de langue française pendant la guerre, 1914-1918.....	92
1.7.1 Composition des réseaux	93
1.7.2 Implantation géographique.....	96
1.7.3 De nouveaux acteurs ?	97
1.8 Conclusion	99
Chapitre 2. Les transformations du champ politique révolutionnaire : du syndicalisme industriel au communisme, 1919-1923	101
2.1 Introduction.....	101
2.2 La révolte ouvrière, 1919-1921.....	103
2.2.1 De nouvelles alliances	106
2.3 Du socialisme au communisme, 1920-1922	116
2.3.1 La mise sur pied du Parti socialiste (communiste)	117
2.4 Les débats sur l’affiliation au Komintern, 1921-1922	122
2.4.1 La Ligue des sans-travail	128
2.5 D’autres acteurs.....	132
2.6 Portrait des militants du milieu communiste, 1919-1923.....	140
2.6.1 Un fossé générationnel ?.....	141
2.6.2 Désengagement.....	143
2.6.3 Présence immigrante	146
2.6.4 Structure occupationnelle	147
2.6.5 Les militantes.....	148
2.6.6 Lieux de vie, lieux militants	151
2.7 Conclusion	154
Chapitre 3. Un mouvement à la croisée des chemins, 1924-1937	155
3.1 Introduction.....	155
3.2 L’Association révolutionnaire Spartakus et l’Université ouvrière, 1924-1929.....	157
3.2.1 L’Association révolutionnaire Spartakus	160
3.2.2 Le développement de contre-institutions	162
3.2.3 L’action au sein des mouvements sociaux	164
3.2.4 Les débuts de l’Université ouvrière, 1925-1930.....	170
3.2.5 Quelle culture politique ?.....	175
3.2.6 Reconfiguration du milieu militant, 1928-1930	178

3.2.7 Classe contre classe ?	179
3.2.8 Portrait du milieu communiste montréalais, 1924-1930	182
3.3 Face à la crise et la répression, 1930-1935.....	189
3.3.1 L'essor du mouvement, 1931-1933	190
3.3.2 Principaux axes discursifs	193
3.3.3 De nouvelles organisations	205
3.3.4 Le milieu communiste sous pression.....	216
3.3.5 Portrait du milieu communiste libertaire, 1931-1935.....	232
3.4 Conclusion	241
3.4.1 La dissolution du milieu communiste libertaire, 1936-1937	241
Conclusion.....	244
Une culture anticléricale	246
Une culture anticapitaliste	247
Une culture révolutionnaire.....	247
Une culture antiautoritaire	248
Une culture internationaliste	249
Un message inaudible ?.....	250
Une culture orale.....	254
Du passé au présent	256
Nouvelles pistes de recherche	258
Bibliographie	260
I - Sources	260
1. Fonds d'archives.....	260
2. Sources étatiques officielles.....	262
3. Bases de données en ligne	262
4. Journaux	263
5. Brochures	265
II Ouvrages généraux	266
1. Sur l'histoire de Montréal et du Québec.....	266
2. Aspects théoriques.....	266
3. Aspects méthodologiques	268
4. Sur le rôle du livre et de la presse écrite	269
III Études	269
1. L'expérience ouvrière : approches comparées	269
2. Syndicalisme et mouvements sociaux avant la Deuxième Guerre mondiale.....	270
3. Gauche et mouvements révolutionnaires avant la Deuxième Guerre mondiale.....	271
4. Femmes et féminismes pendant l'entre-deux-guerres	274
5. L'anticommunisme pendant l'entre-deux-guerres.....	274
Annexe A.....	277
Illustrations	277

Annexe B	295
Albert Saint-Martin et le communisme intégral.	295
« Lettre d’une suffragette »	297
Annexe C	298
L’implantation géographique du milieu communiste libertaire à Montréal, 1906-1935	298
Annexe D	299
Liste des brochures anarchistes diffusées par Paul Faure pendant la période de l’entre-deux-guerres à Montréal	299

Liste des tableaux

TABLEAU 1 MÉTIERS AVANT 1914	73
TABLEAU 2 MÉTIERS (1919-1923)	147
TABLEAU 3 MÉTIERS (1924-1930)	185
TABLEAU 4 ANNÉE DE NAISSANCE DES MILITANTS (1924-1930)	187
TABLEAU 5 THÈMES PRINCIPAUX DES CONFÉRENCES À PRÉSENTÉES L'UNIVERSITÉ OUVRIÈRE (1933).....	193
TABLEAU 6 MÉTIERS 1931-1935.....	235
TABLEAU 7 ANNÉE DE NAISSANCE DES MILITANTS (1931-1935).....	238

Liste des figures

FIGURE 1 LA MANIFESTATION DU 1 ^{ER} MAI 1910 À MONTRÉAL	277
FIGURE 2 LA MANIFESTATION DU 1 ^{ER} MAI 1923 À MONTRÉAL	278
FIGURE 3 ASSEMBLÉE DE LA LIGUE DES SANS-TRAVAIL EN 1922	279
FIGURE 4 ASSEMBLÉE DE L'ASSOCIATION DES OUVRIERS SANS-TRAVAIL EN 1925	280
FIGURE 5 ARMAND GUÉRARD, CHÔMEUR DE LA RUE LOGAN.....	281
FIGURE 6 CERTIFICAT DE NAISSANCE DE JAURÈS LACOMBE.....	282
FIGURE 7 CERTIFICAT DE NAISSANCE DE FERRER ET ZOLA MARCELIN.....	283
FIGURE 8 ALBERT SAINT-MARTIN.....	284
FIGURE 9 ALBERT SAINT-MARTIN, JOSEPH-ALPHONSE RODIER ET ALPHONSE VERVILLE	285
FIGURE 10 « QU'EST-CE QUE LE SOCIALISME ? ».....	286
FIGURE 11 « LE POLICEMAN ALBERT SAINT-MARTIN... »	287
FIGURE 12 ARTHUR MAILLARD	288
FIGURE 13 CONRAD LACOMBE	288
FIGURE 14 LOUIS-NAPOLÉON-GUSTAVE PAGÉ.....	288
FIGURE 15 NAPOLÉON MÉNARD.....	289
FIGURE 16 « LES ORATEURS ANTICONSCRIPTIONNISTES » :.....	289
FIGURE 17 JOSEPH CAMPBELL	290
FIGURE 18 JOSEPH-ÉMILE GODIN.....	290
FIGURE 19 JOSEPH-A. SAINT-ANDRÉ	291
FIGURE 20 GASTON PILON ET LE PÈRE ARCHANGE GODBOUT.....	291
FIGURE 21 PAGE COUVERTURE DE LA BROCHURE « LA FEMME »	292
FIGURE 22 « L'ARMÉE DES TRAVAILLEURS »	293
FIGURE 23 ALBERT SAINT-MARTIN.....	294
FIGURE 24 L'IMPLANTATION GÉOGRAPHIQUE DU MILIEU COMMUNISTE LIBERTAIRE MONTRÉALAIS, 1906-1935	298

Liste des acronymes

AH : Association humanitaire
AJ : Archives Jésuites de Montréal
AM : Archives du Manitoba
AMM : Archives municipales de Montréal
AFL : American Federation of Labor
ACJC : Association canadienne de la jeunesse catholique
ACWU : Amalgamated Clothing Workers' Union of America
AIM : Association internationale des machinistes
ARS : Association révolutionnaire Spartakus
ASE : Amalgamated Society of Engineers
ASEO : Association sociale économique ouvrière
BAC : Bibliothèque et Archives Canada
BANQ-Q : Bibliothèque et archives nationales du Québec – centre de Québec
BANQ-M : Bibliothèque et archives nationales du Québec – centre du Vieux-Montréal
BNF : Bibliothèque nationale de France
CCF : Co-operative Commonwealth Federation
CGT : Confédération générale du travail
CLA : Canadian Labour Alliance
CMTC : Conseil des métiers et du travail du Canada
CMTM : Conseil des métiers et du travail de Montréal
CTCC : Confédération des travailleurs catholiques du Canada
EPA : Educational Press Association
FCOM : Fédération des clubs ouvriers municipaux
GRC : Gendarmerie royale du Canada
GWU : General Workers' Unit
IFHS : Institut français d'histoire sociale
IIHS : Institut international d'histoire sociale
IWW : Industrial Workers of the World
LCWIU : Lumber and Camp Workers Industrial Union
LJC : Ligue des jeunes communistes
LRF : Ligue du Réveil féminin
LUO : Ligue d'unité ouvrière
OBU : One Big Union
PCC : Parti communiste du Canada
PO : Parti ouvrier
POC : Section de la province de Québec du Parti ouvrier canadien
PSC : Parti socialiste du Canada
PS-C : Parti socialiste (communiste)
PSD : Parti social-démocrate du Canada
PSI : Parti socialiste indépendant
RCMP : Royal Canadian Mounted Police
RSPNA : Revolutionary Socialist Party of North America
SFIO : Section française de l'Internationale ouvrière
UO : Université ouvrière
WP : Workers' Party
YSF : Young Socialist Federation

Remerciements

Cette thèse a été rendue possible grâce au soutien de mes codirecteurs de recherche, Martin Pâquet et Michel Pigenet, qui m'ont prodigué leurs conseils judicieux tout au long de ma démarche. Je souhaite remercier chaleureusement les personnes suivantes pour leur aide précieuse à divers moments de la rédaction : l'équipe du Centre interuniversitaire d'études québécoises, tout particulièrement Mélanie Lanouette, Aline Charles et Marc Saint-Hilaire ; les membres et le personnel du Centre d'histoire sociale du 20^e siècle pour leur accueil lors de mon séjour de recherche ; Mohammed, qui a facilité mon intégration à Paris et m'a fait découvrir des lieux et des êtres humains formidables ; Benoit Lalonde pour son soutien dans la réalisation de cartes thématiques ; Nicolas Lefebvre Legault, Laurence Simard et Benoit Marsan, avec qui j'ai pu échanger sur le contenu de cette thèse. J'aimerais également souligner l'appui financier de la Chaire pour le développement de la recherche sur la culture d'expression française en Amérique du Nord et du Conseil de recherche en sciences humaines du Canada.

Mes derniers remerciements vont à mes proches, qui étaient présents dans les moments de joie comme dans les moments de doute. Guy et Anne, Robert et Lise, Marie-Claude, Sandrine, Erwan et Félix, je vous remercie du fond du cœur. Sans votre soutien et votre amour, je n'aurais pu compléter cette aventure.

Introduction

Présentation du sujet de recherche

La fin de la Première Guerre mondiale marque le début d'un processus de recomposition de la gauche à l'échelle internationale. Les positions contradictoires des partis socialistes européens face au conflit entraînent la disparition de la 2^e Internationale. Au sein de ces formations politiques, des minorités internationalistes s'organisent et défient les dirigeants. Alors que le système de sens qui prévalait avant 1914 vole en éclats, la révolution d'Octobre s'offre désormais comme un nouvel horizon pour les militants révolutionnaires issus de différentes traditions politiques¹. Comme le souligne Eric J. Hobsbawm, les signaux envoyés par les bolchéviques ont un écho retentissant au Nord comme au Sud :

[Ils] furent entendus partout où existaient des mouvements ouvriers et socialistes, indépendamment de leur idéologie, et même au-delà. À Cuba, où rares étaient ceux qui savaient localiser la Russie, les ouvriers des manufactures de tabac créèrent des « soviets ». En Espagne, les années 1917-1919 devaient être connues sous le nom de « biennium bolchevik », bien que la gauche locale fut passionnément anarchiste, c'est-à-dire aux antipodes de Lénine. Des mouvements estudiantins révolutionnaires surgirent à Pékin en 1919 et à Córdoba, en Argentine, en 1918, puis essaimèrent rapidement vers l'Amérique latine pour donner, localement, naissance à des chefs et à des partis marxistes révolutionnaires. (...) Bref, la révolution d'Octobre fut universellement reconnue comme un événement qui ébranlait le monde².

Au Québec et au Canada, les deux premières années d'après-guerre furent marquées par ce que plusieurs historiens ont appelé la « révolte ouvrière »³. Selon Bryan D. Palmer, « it irrupted in Canada not only in the radical West but in the metal trades of industrial centres, among railways workers in the North, and within the militant minority of urban craft workers in the cities. Fuelled by the radical rhetoric of an activist contingent of soapboxers, socialists and agitators/organizers, the 1919 revolt was driven by the belief that capitalism could not be reformed but had to be overthrown »⁴. Le mouvement ouvrier mène alors des luttes offensives aux quatre coins du Dominion. À Winnipeg, une grève générale paralyse la ville pendant six semaines au printemps 1919.

¹ Romain Ducoulombier, *Camarades! La naissance du parti communiste en France*, Paris, Perrin, 2010, p. 98.

² Eric J. Hobsbawm, *L'Âge des extrêmes. Le Court Vingtième Siècle 1914-1991*, Bruxelles, Éditions Complexe, 2003 (1994), p. 98.

³ Craig Heron, dir., *The Workers' Revolt in Canada : 1917-1925*, Toronto, University of Toronto Press, 1998, 382 p.

⁴ Bryan D. Palmer, *Working-Class Experience : Rethinking the History of Canadian Labour, 1800-1991*, Toronto, McClelland & Stewart, 1992, p. 200.

Une nouvelle organisation syndicale, la One Big Union (OBU), est mise sur pied et ses effectifs montent en flèche. L'OBU capte l'énergie des militants socialistes actifs au sein du mouvement ouvrier, amenant le regroupement de forces jusqu'alors divisées.

Dans un contexte de remise en question des structures du système capitaliste et de réorganisation des mouvements de gauche, les thèses développées par les dirigeants bolchéviques provoquent d'importants débats parmi les groupes socialistes actifs au Canada⁵. La mise sur pied en 1919 du Komintern – 3^e Internationale – va accentuer ce processus en forçant la main aux organisations qui souhaitent rejoindre le camp de la révolution mondiale⁶. Au cours des années qui suivent, les militants du Parti socialiste du Canada (PSC) et de l'OBU vont s'entredéchirer devant la perspective de devoir dissoudre leurs organisations au profit du Parti communiste du Canada (PCC) et de son incarnation légale, le Workers' Party (WP).

Si le développement du PCC a fait l'objet de nombreuses études, y compris au Québec, on ne peut en dire autant des autres courants révolutionnaires qui ont poursuivi leurs activités jusqu'en 1939. Pourtant, on retrouve dans l'entre-deux-guerres à Montréal des militants et des militantes appartenant à une multitude de sensibilités révolutionnaires : socialistes, anarchistes, trotskystes, deleonistes, bundistes, syndicalistes révolutionnaires, etc. Ces individus font partie de réseaux militants à l'échelle nationale, continentale ou transnationale. L'étude de ces expériences de militantisme politique, riches et variées, constitue un vaste champ de recherche largement inexploré.

À travers notre mémoire de maîtrise, intitulé *Une Grande Union pour tous les travailleurs : la One Big Union au Québec (1919-1929)*⁷, nous avons cherché à comprendre les stratégies d'implantation de ce syndicat révolutionnaire en nous attardant sur ses objectifs et ses moyens d'action. Cette recherche nous a permis de mettre en lumière la culture politique de l'organisation et de ses militants, ses périodes d'avancées et de reculs, de même que ses rapports parfois conflictuels avec le reste du mouvement ouvrier.

⁵ Ian Angus, *Canadian Bolsheviks : the Early Years of the Communist Party of Canada*, Montréal, Vanguard Publication, 1981, p. 63-86.

⁶ Bernard Pudal, « Références et modèles soviétiques », Michel Pigenet et Danielle Tartakowsky, dir., *Histoire des mouvements sociaux en France, de 1814 à nos jours*, Paris, Éditions La Découverte, 2012, p. 223-224.

⁷ Mathieu Houle-Courcelles, « Une Grande Union pour tous les travailleurs : la One Big Union au Québec (1919-1929) », mémoire de maîtrise (histoire), Université Laval, 2013, 160 p.

Notre thèse de doctorat s'inscrit dans le prolongement de cette démarche. Nous souhaitons comprendre quel fut l'itinéraire d'un noyau de militants et de militantes communistes libertaires de langue française pendant l'entre-deux-guerres à Montréal, regroupé autour d'Albert Saint-Martin (1865-1947). Figure importante du mouvement ouvrier au Québec, Albert Saint-Martin a commencé ses activités politiques vers 1900. Candidat du Parti ouvrier en 1905 contre le premier ministre Lomer Gouin, Saint-Martin est expulsé de ce parti en 1907 parce qu'il est membre d'une autre organisation, le Parti socialiste du Canada, dont il devient le secrétaire francophone. Saint-Martin participe activement à la plupart des manifestations du 1^{er} mai à Montréal avant la Première Guerre mondiale. Organisateur infatigable, ses nombreuses interventions font de lui une personnalité publique très connue dans la métropole. Malgré la crise qui secoue le PSC après la guerre, la section de langue française poursuit ses activités, changeant de forme et de nom au fil des ans. Auprès des travailleurs canadiens-français à Montréal, Saint-Martin et ses compagnons de lutte ont une influence considérable si on la compare à celle exercée par le PCC, lequel compte peu de militants de langue française au Québec avant 1927⁸.

Dès 1918, le groupe animé par Saint-Martin organise des assemblées publiques dans la métropole avant de participer aux instances locales de l'OBU au printemps 1919. Ceux que la GRC appelle les *French Communists* fondent en 1920 le Parti socialiste (communiste) qui revendique son indépendance vis-à-vis du PCC. En 1925, ces militants vont mettre sur pied l'Université ouvrière, un espace de débats et d'éducation populaire qui aura pignon sur rue pendant près de 10 ans dans les faubourgs ouvriers de la métropole. Au plus fort de la crise économique des années 1930, des membres de l'Université ouvrière publieront un journal – *Spartakus* – en plus d'animer les activités de l'Association humanitaire, un mouvement de défense des sans-emploi regroupant plusieurs milliers de chômeurs à Montréal.

Comme on peut s'en douter, Saint-Martin et son groupe seront rapidement dans la mire des autorités policières et religieuses. L'Église catholique s'inquiète de leur anticléricalisme et du rôle joué par les militantes de l'Université ouvrière au sein de la Ligue du Réveil féminin, un groupe féministe formé en 1933. Des communautés religieuses comme les Franciscains tentent de mettre en échec l'Association humanitaire et la

⁸ Robert Comeau et Bernard Dionne, dir., *Le Droit de se taire. Histoire des communistes au Québec, de la Première Guerre mondiale à la Révolution tranquille*, Outremont, VLB, 1989, p. 26. Pendant ses 10 premières années d'activité dans la province, le PCC demeure selon Andrée Lévesque « un parti montréalais de travailleurs nés à l'étranger ». Voir à ce sujet : Andrée Lévesque, *Scènes de la vie en rouge. L'époque de Jeanne Corbin 1906-1944*, Montréal, Éditions du remue-ménage, 1999, p. 105.

Ligue du Réveil féminin en créant de toute pièce des contre-mouvements catholiques. Conscient de l'importance de l'Université ouvrière, le Parti communiste du Canada tente lui aussi de liquider ses activités à plusieurs reprises. L'engagement de Saint-Martin et de son entourage se poursuit jusqu'à l'adoption en 1937 par le gouvernement de Maurice Duplessis de la *Loi protégeant la province contre la propagande communiste*, dite Loi du cadenas. Ces mesures mettent un terme à l'une des expériences militantes les plus importantes de la première moitié du 20^e siècle au Québec.

Si l'on souhaite saisir la complexité et la profondeur de cet engagement, nous devons résoudre plusieurs problèmes d'ordre méthodologique et conceptuel. En effet, l'itinéraire politique de Saint-Martin pendant l'entre-deux-guerres est multiforme : on le retrouve associé au Parti socialiste du Canada (1918-1920), à la One Big Union (1919-1921, 1924-1926), au Parti socialiste (communiste) (1920-1924), au Labor College (1920-1922), à l'Université ouvrière (1925-1935), à l'Association humanitaire (1933-1934) et à de nombreuses autres initiatives. Si l'on connaît l'identité de quelques-uns de ses compagnons de lutte, la très grande majorité d'entre eux demeurent inconnus. À moins de penser que les activités de ces groupes ne sont le fruit que de l'implication d'une demi-douzaine de militants, il nous faut chercher de nouvelles pistes pour dresser un portrait plus juste de ce milieu, composé de marxistes antiautoritaires, d'anarchistes, de libres penseurs, d'athées et de féministes. À travers l'analyse croisée de leurs itinéraires respectifs, nous chercherons à comprendre ce qui caractérise l'évolution de leur pensée et la convergence de leurs pratiques.

Bilan historiographique

L'entre-deux-guerres et les transformations du champ politique révolutionnaire

Pour Eric J. Hobsbawm, l'entre-deux-guerres est marquée par trois grands phénomènes historiques : l'émergence d'un camp de la révolution mondiale aligné sur Moscou, une grande instabilité économique affaiblissant le système capitaliste et une fragilisation des institutions libérales sous la pression des forces d'extrême droite. Ces trois phénomènes auront un impact direct sur le champ politique révolutionnaire à travers le monde⁹. Après 1917, rappelle Hobsbawm, « être un révolutionnaire, c'était de plus en plus être en même

⁹ Notre concept de « champ politique révolutionnaire » s'inspire de la notion de « champ politique radical » utilisée par Philippe Gottraux, elle-même tributaire du concept de « champ » formulé par Pierre Bourdieu. Gottraux définit ce champ comme un réseau constitué par les groupes, organisations, partis (ou fraction de partis), partageant des référents anticapitalistes et révolutionnaires, se revendiquant du prolétariat et/ou des sujets sociaux dominés et cherchant dans une

temps un disciple de Lénine et de la révolution d'Octobre, et un membre ou un partisan de quelque Parti communiste alignés sur Moscou »¹⁰.

Dans la plupart des pays occidentaux, des courants politiques se réclamant du bolchévisme et de la 3^e Internationale gagnent en influence. Ces partisans de la révolution d'Octobre, qui acceptent de façon « pragmatique » l'idée d'une dictature du prolétariat afin de mettre en œuvre leur programme révolutionnaire¹¹, sont particulièrement critiques face aux socialistes qui ont appuyé leurs gouvernements respectifs pendant la Première Guerre mondiale. Cette première vague d'adhésion spontanée est rapidement canalisée par les dirigeants du Komintern, lequel cherche rapidement à développer des sections « nationales » en faisant le tri parmi ses sympathisants étrangers.

Alors que Moscou complète « la prise de contrôle quasi complète de la tradition sociale-révolutionnaire »¹², le fossé se creuse au sein du mouvement ouvrier international entre les partis socialistes qui suivent la voie réformiste et le nouveau mouvement communiste international. Hormis une brève période de Front populaire antifasciste entre 1934 et 1938, « c'est d'abord la division qui caractérise les relations entre communistes et socialistes. Sur la question fondamentale de l'unité ouvrière, les différences sont considérables entre les années 1889-1914 et l'entre-deux-guerres »¹³. Ces nombreuses divisions profitent dans bien des cas à l'extrême droite, comme nous le rappelle l'arrivée au pouvoir d'Adolf Hitler en 1933 et la montée exacerbée de nombreux régimes autoritaires pendant les années 1920 et 1930.

Cette transformation du socialisme pendant l'entre-deux-guerres touche également le Canada où l'on assiste au regroupement des différentes formations actives à l'échelle locale ou régionale en vue de la formation d'un parti communiste aligné sur les positions défendues par la 3^e Internationale. Les conflits politiques et les

praxis à transformer le monde qui les entoure. Ce champ est un espace où s'exercent des rapports de force entre les différentes formations qui en font partie. Voir à ce sujet : Philippe Gottraux, « *Socialisme ou barbarie* » : *Un engagement politique et intellectuel dans la France de l'après-guerre*, Lausanne, Éditions Payot, 1997, 427 p.

¹⁰ Hobsbawm, *L'Âge des extrêmes*, p. 109.

¹¹ David Berry, *Le mouvement anarchiste en France, 1917-1945*, Saint-Georges-d'Oléron et Paris, Les Éditions libertaires et les Éditions Noir et rouge, 2014, p. 91.

¹² Hobsbawm, *L'Âge des extrêmes*, p. 110.

¹³ Michel Dreyfus *et al.*, « Au cœur du siècle », Michel Dreyfus *et al.*, dir., *Le siècle des communismes*, Paris, Éditions de l'Atelier/Éditions Ouvrières, 2004 (2000), p. 149.

divergences personnelles ne purent toutefois s'effacer complètement et certaines fractions furent *de facto* exclues de ce processus ou refusèrent d'accepter en bloc les 21 conditions d'admission au Komintern.

Dans son livre *Rebels, Reds, Radicals*, Ian McKay cherche à comprendre l'évolution des idées et des pratiques de gauche au Canada au 19^e et au 20^e siècle. McKay propose une typologie des « formations » qui caractérisent le socialisme à différentes époques. Au cours de la période 1917-1939, le socialisme se définirait d'abord et avant tout par « [the] revolutionary seizure of power by a working class under the leadership of a vanguard party »¹⁴. L'organisation qui incarne le mieux cette ligne directrice, le PCC, se trouve en position de force dans le champ politique révolutionnaire grâce à son adhésion au Komintern. Cette situation se traduit notamment par une présence sur la scène « nationale », un nombre important de militants regroupés selon différents critères – origine ethnoculturelle, territoire d'intervention, occupation professionnelle –, un appareil d'encadrement structuré et des moyens financiers conséquent permettant au Parti de soutenir une presse d'agitation dans plusieurs langues.

Cet ancrage organisationnel explique sans doute l'intérêt marqué des historiens canadiens pour le développement du PCC pendant l'entre-deux-guerres. Les travaux de William Rodney¹⁵, Ivan Avakumovic¹⁶ et Ian Angus¹⁷ ont considérablement « nuancé » l'histoire officielle du PCC écrite par son secrétaire général, Tim Buck¹⁸. À cette histoire institutionnelle s'est ajouté un nombre considérable d'études portant sur diverses questions spécifiques : le syndicalisme, la lutte des sans-emploi, la place des femmes et des personnes immigrantes, la répression et la surveillance anticommuniste. Plusieurs biographies de militants et de militantes communistes viennent enrichir ce corpus historiographique fort étoffé¹⁹.

¹⁴ Ian McKay, *Rebels, Reds, Radicals : Rethinking Canada's Left History*, Toronto, Between the Lines, 2007, p. 147.

¹⁵ William Rodney, *Soldiers of the International. A History of the Communist Party of Canada 1919-1929*, Toronto, University of Toronto Press, 1968, 204 p.

¹⁶ Ivan Avakumovic, *The Communist Party in Canada : a History*, Toronto, McClelland & Stewart, 1975, 309 p.

¹⁷ Angus, *Canadian Bolsheviks*, 404 p.

¹⁸ Tim Buck, *Thirty Years, 1922-1952 : the Story of the Communist Movement in Canada*, Toronto, Progress Books, c1952, 224 p.

¹⁹ Voir notamment : Bryan D. Palmer, dir., *A Communist Life : Jack Scott and the Canadian Workers Movement, 1927-1985*, St-John's, Committee Canadian on Labour History, 1988, 276 p. ; Anne Frances Toews, « For Liberty, Bread, and Love : Annie Buller, Beckie Buhay, and the Forging of Communist Militant Femininity in Canada 1918-1939 », mémoire de maîtrise (histoire), Burnaby, Simon Fraser University, 2009, 112 p. ; Louise Watson, *She never was afraid : The Biography of Annie Buller*, Toronto, Progress Books, 1975, 129 p.

Les activités du PCC au Québec ont également fait l'objet d'une attention soutenue. La première étude consacrée à ce sujet est le mémoire de maîtrise en sociologie de Marcel Fournier déposé en 1969. Fournier s'intéresse aux activités des militants canadiens-français du PCC entre 1925 et 1945. La rareté des sources documentaires l'incite à se tourner vers les témoignages de militants et de militantes. Son mémoire est retravaillé avant d'être publié sous forme de livre en 1979. Fournier arrive à la conclusion que les difficultés rencontrées par le PCC au Québec s'expliquent par « diverses conditions sociales, politiques et économiques (...) qui ont marqué la pratique politique de ses militants »²⁰. Fournier note que le système politique canadien ne favorise pas l'émergence de tiers partis. Il insiste également sur l'écart entre la culture des classes populaires canadiennes-françaises et la culture politique communiste. Selon Fournier, ces deux facteurs rendent la tâche du PCC beaucoup plus difficile, tout particulièrement au Québec²¹.

La publication du livre de Fournier en 1979 n'est certes pas étrangère au regain d'intérêt pour les perspectives marxistes pendant les années 1970. Les Presses de l'unité vont ainsi publier coup sur coup les travaux de Robert Comeau et Bernard Dionne²², puis ceux de Bernard Gauvin²³ au début des années 1980. Comeau et Dionne tentent de comprendre ce qui explique l'échec du PCC à s'implanter durablement dans la province, en s'intéressant plus particulièrement aux années 1940 et 1950. Ils rejettent tout autant les explications de Fournier que la thèse de la « trahison révisionniste » des dirigeants du PCC face aux principes léninistes. Les deux auteurs ciblent plutôt la ligne politique et les principes organisationnels mis de l'avant pour maintenir les activités du PCC pendant la Guerre Froide. Quant à elle, l'étude de Gauvin met en relief la difficulté d'aborder la « question nationale » québécoise chez les dirigeants du PCC.

L'historienne Andrée Lévesque est sans doute celle qui a le plus contribué par ses recherches à interroger les formes prises par l'engagement des communistes au Québec pendant les années 1930. S'appuyant sur les archives internes du PCC et du Co-operative Commonwealth Federation (CCF), son œuvre principale, *Virage à gauche interdit*, étudie les activités de ces deux partis entre 1929 et 1939. En parallèle, Lévesque s'intéresse

²⁰ Marcel Fournier, *Communisme et anticommunisme au Québec (1920-1950)*, Laval, Éditions coopératives Albert Saint-Martin, 1979, p. 114.

²¹ *Ibid.*, p. 116-117.

²² Robert Comeau et Bernard Dionne, *Les communistes au Québec, 1936-1956*, Montréal, Les Presses de l'unité, 1980, 104 p.

²³ Bernard Gauvin, *Les communistes et la question nationale au Québec : sur le Parti communiste du Canada de 1921 à 1938*, Montréal, Les Presses de l'unité, 1981, 151 p.

à l'émergence de nouveaux courants d'extrême droite au cours de cette période, cherchant à comprendre l'effet des campagnes anticommunistes sur les efforts organisationnels des forces de gauche. Pour Lévesque :

Le bilan des activités socialistes et communistes au Québec doit tenir compte tout à la fois de la structure économique et sociale, des circonstances *nationales*, de la nature du prolétariat québécois, de la politique des partis, de l'importance qu'ils attribuaient aux francophones, et enfin de l'opposition présentée par la religion, le nationalisme et les classes dominantes²⁴.

Avec sa structure rigide et hiérarchisée, le PCC peine à développer des cadres francophones pour diriger ses activités au Québec. Les membres que le Parti arrive à recruter sont à l'image du prolétariat de langue française : surexploité, nouvellement urbanisé, peu scolarisé, encore empreint de sa culture catholique. Le constat est le même du côté du CCF. « De par sa nature, soutient Lévesque, ce prolétariat ne pourra fournir aux partis de gauche les chefs francophones qu'ils espéraient recruter »²⁵. L'autrice cherche à comprendre l'impact que les rares dirigeants francophones sur ont pu avoir leur époque. Lévesque publie notamment une biographie de Jeanne Corbin, une organisatrice franco-albertaine qui est au cœur de plusieurs campagnes du PCC au Québec²⁶.

Les travaux de Fournier, Comeau, Dionne, Gauvin et Lévesque ont ouvert la voie à d'autres études touchant à divers aspects de l'activité communiste au Québec : la grève des bûcherons au Témiscamingue, celle des « Fros », l'organisation des manifestations du 1^{er} mai, la lutte des chômeurs, etc. Des biographies sur des intellectuels comme Norman Bethune²⁷ ou Stanley Bréhaut Ryerson²⁸ et les souvenirs de militants comme Henri Gagnon²⁹ et Gérard Fortin³⁰ complètent ce portrait. Plusieurs de ces contributions ont été publiées dans l'ouvrage collectif *Le Droit de se taire* en 1989, quelques mois avant la chute du Mur de Berlin³¹. Ce moment est

²⁴ Andrée Lévesque, *Virage à gauche interdit : les communistes, les socialistes et leurs ennemis au Québec 1929-1939*, Montréal, Les éditions du Boréal Express, 1984, p. 147.

²⁵ *Ibid.*, p. 148.

²⁶ Lévesque, *Scènes de la vie en rouge*, 309 p. Voir également : Andrée Lévesque, « Le Québec et le monde communiste : Cowansville 1931 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 34, 2 (septembre 1980), p. 171-182.

²⁷ Larry Hannant, *Normand Bethune. Politique de la passion. Lettres, créations et écrits*. Montréal, Lux Éditeur, 2006, 454 p.

²⁸ Robert Comeau et Robert Tremblay, dir., *Stanley Bréhaut Ryerson, un intellectuel de combat*, Vents d'Ouest, Hull, 1996, 430 p.

²⁹ Henri Gagnon, *Les militants socialistes au Québec*, Saint-Lambert, Héritage, 1985, 343 p.

³⁰ Gérard Fortin, *Life of the Party*, Montreal, Vehicule Press, 256 p.

³¹ Comeau et Dionne, dir., *Le Droit de se taire*, 545 p.

très significatif. Dans une large mesure, l'historiographie des activités communistes au Québec subit les contrecoups de la désintégration de l'empire soviétique. On remarque que le nombre de publications sur ce sujet est beaucoup moins important depuis le début des années 1990 qu'au cours de la décennie précédente. Plus marquée au Québec que dans le reste du Canada, cette tendance touche également d'autres champs d'étude connexes, comme par exemple l'histoire du mouvement ouvrier. Sauf exception, l'histoire des idées et des pratiques communistes au Québec pendant l'entre-deux-guerres n'a pas profité des apports de la « nouvelle histoire ouvrière », ni du « tournant transnational » pour se renouveler. Cette situation déteint également sur les travaux des historiens au Canada anglais. En effet, puisque ces derniers se fient presque exclusivement sur les études réalisées par des historiens francophones pour traiter de la présence communiste au Québec, celle-ci n'est généralement abordée que de manière très succincte, généralement pour justifier la quasi-absence des militants de langue française dans les rangs du PCC et la faiblesse chronique de la gauche dans la province avant 1960³².

Un communisme antiautoritaire : impossibilisme et anarchisme au Québec et au Canada pendant l'entre-deux-guerres

Les partis communistes affiliés à la 3^e Internationale furent-ils en position dominante tout au long de l'entre-deux-guerres dans leurs pays respectifs ? Certains auteurs apportent des nuances importantes à cette affirmation. Pour Claire Auzias, « La conquête bolchevique en Europe ne fut pas sans obstacle, ni résistance. Elle ne s'installa pas magiquement dès le signal donné. L'exemple de la région lyonnaise, décentrée de toutes les grandes avenues de l'entre-deux-guerres social et politique, illustre la fragilité de ces allégations »³³. Dans son livre sur les activités des mouvements de gauche dans le nord-ouest ontarien, Michel S. Beaulieu arrive aux mêmes conclusions. Beaulieu souligne à juste titre que la mise sur pied du Workers' Party permet aux militants communistes de devenir la principale force politique de gauche au Canada. Toutefois, « (...) the Lakehead evidence suggests the continuing power of alternative forms of leftism, such as those associated with the IWW [Industrial Workers of the World] » qui empêchent le Workers' Party, puis le PCC d'agir unilatéralement dans le

³² Ian McKay, *Rebels, Reds, Radicals*, p. 185. Une exception notable : Geoffrey Ewen, « Quebec : Class and Ethnicity in The Workers' Revolt in Canada 1917-1925 », Craig Heron, dir., *The Workers' Revolt in Canada 1917-1925*, Toronto, University of Toronto Press, 1998, p. 87-143.

³³ Claire Auzias, *Mémoires libertaires : Lyon 1919-1929*, Paris, Éditions L'Harmattan, 1993, p. 220.

monde ouvrier³⁴. À cet égard, les tendances observées à l'échelle nationale peuvent varier grandement d'une région à l'autre.

Malgré les velléités hégémoniques du PCC pendant les années 1920 et 1930, d'autres courants socialistes ont poursuivi leurs activités au cours de cette période. L'historien Peter J. Campbell s'est intéressé aux parcours de militants du PSC qui sont restés critiques face au léninisme et au parlementarisme : les « Marxists of the third way »³⁵. Au cours des années 1920 et 1930, cette « troisième voie » – associée au courant impossibiliste³⁶ – peine à s'extirper de la marginalité. Le PSC se dissout en 1925, ne laissant que l'OBU comme base de repli pour ces militants³⁷. Selon McKay, leur modèle d'organisation et de propagande reste imprégné de la « formation » socialiste présente avant 1914, marquée par des conceptions théoriques et pratiques héritées de la 1^{ère} Internationale. Pour eux, le rôle des militants socialistes est d'éveiller les consciences, de diffuser le plus largement possible la pensée de Marx, d'encourager et de soutenir les travailleurs en lutte. On est loin des conceptions léninistes du parti d'avant-garde, conçu comme l'état-major de la révolution. Selon McKay, ce courant s'incarne au Québec dans la figure d'Albert Saint-Martin³⁸. Campbell abonde dans le même sens : « Saint-Martin, the driving force behind the French Section of the Socialist Party of Canada in Montreal, was as committed to workers education as any Marxist of the third way in English Canada and provides a key historical link between the socialist solitudes »³⁹.

McKay et Campbell fondent leur analyse sur la biographie d'Albert Saint-Martin publiée par Claude Larivière en 1979⁴⁰. S'appuyant principalement sur des sources externes – articles de la presse quotidienne francophone, brochures, pamphlets et journaux socialistes, communistes et anticommunistes – de même que sur les premiers travaux des historiens du mouvement socialiste au Canada, Larivière parvient à broser un portrait saisissant de la vie et de l'œuvre d'Albert Saint-Martin, tout particulièrement avant la Première Guerre mondiale.

³⁴ Michel S. Beaulieu, *Labour at the Lakehead : Ethnicity, Socialism and Politics, 1900-1935*, Vancouver, UBC Press, 2011, p. 96.

³⁵ Peter Campbell, *Canadian Marxists and the Search for a Third Way*, McGill-Queen's University Press, 2000, p. 2.

³⁶ Le courant « impossibiliste » désigne les socialistes qui sont restés critiques du courant travailliste britannique et des partis affiliés à la 2^e Internationale.

³⁷ La mise sur pied du CCF en 1932 permettra aussi à d'anciens cadres du PSC de renouer avec l'action politique. À Montréal, on retrouve aussi un certain nombre de ces militants au sein de la section locale du Parti ouvrier du Canada à partir du milieu des années 1920.

³⁸ McKay, *Rebels, Reds, Radicals*, p. 185.

³⁹ Campbell, *Canadian Marxists*, p. 11.

⁴⁰ Claude Larivière, *Albert Saint-Martin, militant d'avant-garde (1865-1947)*, Laval, Éditions coopératives Albert Saint-Martin, 1979, 290 p.

Malheureusement, son ouvrage n'a pas tracé la voie à d'autres recherches. Même à ce jour, il reste donc l'une des seules sources utilisées pour décrire les initiatives auxquelles Saint-Martin a été associé. Ce livre souffre toutefois d'importantes omissions. Les sources utilisées par Larivière passent sous silence l'implication de Saint-Martin dans l'OBU et expliquent difficilement sa dissidence face au PCC. L'auteur émet l'hypothèse que le chauvinisme des dirigeants anglophones du Parti est à l'origine de cette division. Larivière s'appuie notamment sur les souvenirs de Tim Buck pour affirmer que Saint-Martin a demandé l'adhésion de « son » Parti communiste à la 3^e Internationale, adhésion qui lui aurait été refusée⁴¹.

Les historiens qui se sont intéressés spécifiquement à l'émergence du mouvement communiste au Québec dans l'entre-deux-guerres n'ont pas remis fondamentalement en cause cette interprétation, si ce n'est en corrigeant les nombreuses erreurs chronologiques qui ponctuent les souvenirs de Buck⁴². Certaines, comme Andrée Lévesque⁴³, vont reprendre l'analyse d'anciens cadres du PCC⁴⁴ pour décrire les activités de l'Université ouvrière. L'opinion de ces militants ne diffère pas fondamentalement de celle de Buck : Saint-Martin et ses camarades sont présentés comme des iconoclastes dont les diatribes anticléricales manquent définitivement de sérieux lorsqu'on les compare au discours des militants du PCC, à qui revient le mérite d'avoir permis aux idées communistes de prendre finalement racine au Québec.

Les dossiers policiers et les fonds d'archives auxquels nous avons eu accès nous indiquent toutefois que ces historiens ont sous-estimé l'ampleur et la complexité de l'itinéraire politique des membres du groupe animé par Saint-Martin, de même que les liens noués par son entourage avec des militants à l'échelle transnationale. Ardent défenseur de la révolution russe, Saint-Martin prend ses distances face au régime soviétique à partir de 1923. Les sources que nous avons consultées confirment que Saint-Martin et la majorité des membres de son groupe refuseront d'accepter en bloc les 21 conditions d'admission au Komintern. Son entourage est alors composé de militants provenant de diverses tendances réunis autour d'une triple critique, celle du capitalisme, du réformisme et de l'obscurantisme religieux.

⁴¹ Buck, *Thirty years*. p. 21-37.

⁴² Avakumovik, *The Communist Party in Canada*, p. 254-255.

⁴³ Lévesque, *Virage à gauche interdit*, p. 44-45.

⁴⁴ Stanley Bréhaut Ryerson, « Le camarade Bethune », Comeau et Dionne, dir., *Le Droit de se taire*, p. 167.

Avec la mise sur pied de l'Université ouvrière en 1925, leur influence auprès des travailleurs de langue française va prendre de l'ampleur. Plusieurs témoignages attestent l'importance de l'Université ouvrière sur le milieu ouvrier montréalais, mais aussi de la forte ascendance de Saint-Martin sur les orientations de ce courant⁴⁵. Pendant la crise économique des années 1930, ces militants vont mettre sur pied l'Association humanitaire. Regroupant plusieurs milliers de chômeurs et leurs familles⁴⁶, l'Association humanitaire est un mouvement social anticapitaliste dont le PCC cherche à prendre le contrôle. Même chose du côté de la Ligue du Réveil féminin, un groupe non-mixte où l'on remet en ouvertement en question certaines institutions patriarcales comme le mariage. On s'explique mal pourquoi leurs activités n'ont fait l'objet d'aucune étude jusqu'à ce jour, si ce n'est que les historiens qui se sont penchés sur les idées et les pratiques communistes au Québec ne se sont attardés qu'aux seules activités du PCC, négligeant de ce fait les autres courants politiques révolutionnaires pourtant présents à Montréal pendant l'entre-deux-guerres. L'étude de ces expériences militantes nous permet de mieux comprendre la diffusion des idées et des pratiques progressistes au Québec, et ce bien avant la Révolution tranquille.

À bien des égards, la démarche de Saint-Martin et de ses compagnons s'apparente entre 1919 et 1924 à celles d'autres militants révolutionnaires européens qui furent exclus des processus de formation des partis communistes ou qui manifestèrent très tôt leurs désaccords avec les thèses défendues par les bolchéviques : en France, Raymond Péricat et la Fédération communiste des soviets ; en Angleterre, Sylvia Pankhurst et le Communist Workers Group ; en Écosse, Guy Aldred et l'Anti-Parliamentary Communist Federation ; en Allemagne, Herman Gorter et le Parti communiste ouvrier (KAPD). Les positions de Saint-Martin et du Parti socialiste (communiste) rejoignent également celles défendues en Amérique du Nord par la majorité des membres des deux principales centrales syndicalistes révolutionnaires, les Industrial Workers of the World et la One Big Union, lesquels refusent de saborder leurs organisations respectives au profit de l'American Federation of Labor (AFL). Saint-Martin et le PS-C sont entrés en dissidence face à Moscou avant que la mort de Lénine n'entraîne le processus de bolchévisation puis de stalinisation des partis communistes et la constitution de

⁴⁵ Voir notamment : Jean-Louis Gagnon, « En ce temps-là », *Études françaises*, 5, 4 (1969), p. 458-459 ; Fournier, *Communisme et anticommunisme au Québec*, p. 18-22 ; Rick Salutin, *Kent Rowley, une vie pour le mouvement ouvrier*, Montréal, Éditions coopératives Albert Saint-Martin, 1982, p. 27 ; Un témoin de la crise [Willie Fortin], « Durant les années '30, la faim faisait mûrir le climat politique », *Vie Ouvrière*, 33, 170 (mai-juin 1983) p. 4-11 ; Mathieu Denis, *Jacques-Victor Morin : syndicaliste et éducateur populaire*, Montréal, VLB, 2003, p. 78-79 ; Mathieu Houle-Courcelles, *Sur les traces de l'anarchisme au Québec (1860-1960)*, Montréal, Lux Éditeur, 2008, p. 140-146.

⁴⁶ Merrily Weisbord, *Le rêve d'une génération*, Montréal, VLB, 1988, p. 33 ; Fournier, *Communisme et anticommunisme au Québec*, p. 155 ; Jean Rollieu, *Gaston Pilon*, Montréal, Apostolat populaire, 1934, p. 12.

courants oppositionnels dits de « gauche » – trotskyste – et de « droite » – boukharinien – à la fin des années 1920⁴⁷.

Dès 1922, Albert Saint-Martin et les militants rassemblés autour de lui font donc cavalier seul et cultivent leur autonomie face au Workers' Party, lequel compte peu de membres francophones à Montréal. Pendant près de quinze ans, ce courant autonome constitue un frein au développement du Parti communiste au Québec. Dans les années qui suivent cette rupture, le parti communiste « indépendant » animé par Saint-Martin noue des alliances avec divers courants oppositionnels – notamment la One Big Union – et abandonne la forme de « parti » pour se transformer en Association révolutionnaire Spartakus. Le groupe s'éloigne alors des principes organisationnels léninistes, qui comprennent notamment la formation d'un parti d'avant-garde dirigé par des révolutionnaires professionnels et l'importance du journal comme « organisateur collectif ». La fondation en 1925 de l'Université ouvrière permet à ce groupe de structurer son intervention et de rallier un nombre important de sympathisants. Ceux que le Parti communiste appelle les Spartacistes puis, de façon polémique, les Saint-Martinistes, critiquent volontiers le cours pris par la politique intérieure du régime soviétique tout en continuant de manifester une certaine admiration pour l'action de Lénine et des révolutionnaires russes. Les positions de Saint-Martin et de son entourage vont considérablement fluctuer au cours des années 1930. À partir de 1933, Saint-Martin cherche de nouvelles voies pour diffuser sa conception particulière du communisme et finira par se rapprocher des idées défendues par les partisans de la Technocratie aux États-Unis. Au plan des pratiques, on le voit s'intéresser à l'action directe non-violente, tournant ainsi le dos à la confrontation avec les forces de l'ordre. L'anticonformisme de ses positions entraîne d'importants débats et une remise en question de son leadership. Ces dissensions profitent surtout au Parti communiste du Canada, lequel parvient à prendre le contrôle de l'Association humanitaire au début de l'année 1935. Saint-Martin poursuit néanmoins ses activités « éducationnelles » avant d'être frappé de plein fouet par les mesures anticommunistes décrétées par le gouvernement de Maurice Duplessis à partir de 1937.

⁴⁷ Pour un aperçu des vagues successives de dissidence au sein du mouvement communiste international pendant l'entre-deux-guerres, voir notamment : Robert J. Alexander, *The Right Opposition. The Lovestoneites and the International Communist Opposition of the 1930s*, Westport, Greenwood Press, 1981, 342 p. ; Michel Dreyfus, *PCF : crises et dissidences*, Bruxelles, Éditions Complexe, 1990, 286 p. ; Bryan D. Palmer, *James P. Cannon and the Origins of the American Revolutionary Left, 1890-1928*, Champaign, University of Illinois Press, 2007, 576 p.

Problématique

La typologie utilisée par McKay et Campbell peut nous aider à circonscrire la pensée politique et le modèle d'action privilégié par Saint-Martin. Toutefois, peut-on en dire autant de ses compagnons ? Paul Faure, un militant anarchiste d'origine française qui accompagne Saint-Martin dans plusieurs de ses initiatives entre 1919 et 1937, ne peut raisonnablement être considéré comme un « marxiste de troisième voie ». Pourtant, il y a entre Saint-Martin et Faure des affinités sur le plan des idées comme sur celui des pratiques, notamment dans la critique de la religion et du clergé catholique de même que dans l'importance accordée à l'éducation et la diffusion de propagande.

On peut faire un lien entre les dimensions utilisées par Campbell et McKay pour décrire le modèle d'action privilégié par des marxistes comme Saint-Martin avec les idéaux-types dégagés par l'historien Gaetano Manfredonia pour décrire les conceptions du changement social chez les anarchistes avant 1939. Selon Manfredonia : « il n'y a pas eu un seul modèle d'action anarchiste, mais la coexistence simultanée, au moins jusqu'à la deuxième guerre mondiale, de trois approches distinctes de la manière d'envisager le changement social »⁴⁸. Le troisième de ces modèles – éducationniste-réalisateur – offre plusieurs similitudes avec celui décrit par Campbell et McKay pour circonscrire l'action des « marxistes de troisième voie ». Selon Manfredonia, cette approche « (...) posait comme préalable à tout changement véritable l'acquisition, de la part des individus, d'une mentalité les rendant aptes à vivre dans une société sans loi ni maître. Selon cette approche, l'objectif prioritaire à atteindre devenait la formation d'un homme nouveau obtenue au moyen de l'éducation des individus »⁴⁹. Manfredonia insiste sur le fait que les trois modèles de changement social ne s'opposent pas nécessairement entre eux. En effet, ceux-ci « partageaient tous un certain nombre de présupposés, à commencer par un même optimisme dans les capacités des individus et des masses à prendre directement en main leurs affaires ou bien dans la possibilité, à plus ou moins brève échéance, de créer un état social où règnerait l'abondance »⁵⁰. On rejoint là aussi des conceptions présentes chez les marxistes antiautoritaires et

⁴⁸ Gaetano Manfredonia, « Unité et diversité de l'anarchisme : un essai de bilan historique », *L'anarchisme a-t-il un avenir? Histoire de femmes, d'hommes et de leurs imaginaires*, Lyon, Atelier de création libertaire, 2001, p. 21. Ces trois approches sont : le modèle insurrectionnel, le modèle syndicaliste et le modèle éducationniste-réalisateur. Manfredonia développe ces concepts dans son livre *Anarchisme et changement social, Insurrectionnalisme, syndicalisme, éducationniste-réalisateur*, publié en 2007.

⁴⁹ *Ibid.*, p. 22.

⁵⁰ *Ibid.*, p. 23.

les militants syndicalistes révolutionnaires restés fidèles à l'idée maîtresse de la 1^{ère} Internationale : l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.

Le programme politique de Saint-Martin et de son groupe s'articule à partir de 1924 autour du communisme intégral théorisé par Marx dans sa *Critique du programme de Gotha et d'Erfurt* (1875). Publié pour la première fois en 1891, « (...) ce document est l'un des rares écrits de Marx où il est question de la société communiste de l'avenir »⁵¹ :

Dans une phase supérieure de la société communiste, quand auront disparu l'asservissante subordination des individus à la division du travail et, avec elle, l'opposition entre le travail intellectuel et le travail manuel ; quand le travail ne sera pas seulement un moyen de vivre, mais deviendra lui-même le premier besoin vital ; quand, avec le développement multiple des individus, les forces productives se seront accrues elles aussi et que toutes les sources de la richesse collective jailliront avec abondance, alors seulement l'horizon borné du droit bourgeois pourra être définitivement dépassé et la société pourra écrire sur ses drapeaux : « De chacun selon ses moyens, à chacun selon ses besoins »⁵².

Cette formulation, qui porte en elle toute la charge utopique du communisme, est ensuite reprise par Lénine dans *L'état et la révolution*. Dans cet ouvrage publié en septembre 1917, Lénine précise sa pensée sur la transition du socialisme vers le communisme. Au stade ultime de l'évolution de la société postrévolutionnaire, écrit Lénine, on assistera à la disparition de l'État auquel sera substituée l'auto-administration de la vie économique et sociale par les travailleurs affranchis du salariat⁵³ : « Pour que l'État s'éteigne complètement, il faut l'avènement du communisme intégral »⁵⁴. Traduit pour la première fois en français en 1921, ce texte est très favorablement reçu par les premiers réseaux communistes qui se forment en Europe au lendemain de la révolution d'Octobre, y compris dans certains milieux anarchistes et syndicalistes révolutionnaires⁵⁵. Sébastien Faure, qui appuie d'abord la révolution d'Octobre avant de se montrer particulièrement critique à l'égard des bolchéviques, tend la main en 1921 aux membres de la 3^e Internationale : « Le communisme intégral ou

⁵¹ Michael Löwy, « Notes critiques sur la Critique du programme de Gotha. Un hommage à Sonia Dayan-Herzbrun, historienne du mouvement ouvrier », *Tumultes*, 2, 37 (2011), p. 45.

⁵² Karl Marx et Friedrich Engels, *Critique du programme de Gotha et d'Erfurt*, Paris, Éditions Sociales, 1972, p. 32.

⁵³ V. Lénine, *L'État et la révolution*, Paris et Moscou, Éditions sociales et Éditions du Progrès, 1976, p. 157

⁵⁴ *Ibid.*, p. 146

⁵⁵ Voir à ce sujet : Amédée Dunois, « À propos de l'État et la Révolution », *Bulletin communiste*, 36-37 (1^{er} septembre 1921), 40 (22 septembre 1921). <https://www.marxists.org/francais/dunois/works/1921/09/etat.htm>, consulté le 2 décembre 2019.

l'anarchisme, c'est la même chose. C'est, en effet, vers cet idéal magnifique que, quelle que soit l'école à laquelle vous apparteniez, doivent tendre vos pensées et vos désirs en vue de sa réalisation »⁵⁶.

En France, le communisme intégral devient au début des années 1920 une valeur refuge pour certains révolutionnaires déçus du cours pris par la 3^e Internationale⁵⁷. Réagissant à la mise sur pied du Parti communiste français suite au Congrès de Tours, un membre de la Fédération communiste des soviets traduit ce sentiment dans les pages du journal *Le Communiste* :

Allons-nous être forcés d'adhérer en bloc à ce parti, hétéroclite assemblage de « boutiquiers » et de « parlementaires », plus soucieux en général de leur propre intérêt que de celui de la masse des spoliés qu'ils prétendent défendre, et qui se serviront du mot « Communisme », mis en faveur par les Russes, comme ils se sont servis du mot « Socialisme » pour masquer leurs basses ambitions ? (...) Or, qu'ils le veuillent ou non, le parlementarisme ne peut qu'être un instrument de collaboration avec la bourgeoisie (...). Mais pour nous, Communistes intégraux, qui n'avons d'autre ambition que de servir, malgré les persécutions, la cause de la Révolution, nous dont la plupart sont comme moi, des libertaires anti-étatistes, des fédéralistes ennemis du collectivisme centralisateur, nous ne pouvons accepter de semblables compromissions. Nous resterons, et plus que jamais, le Parti du Communisme intégral et nous continuerons la bataille contre les oppresseurs et contre tous ceux qui consciemment ou non s'en font les complices⁵⁸.

Pour ces militants, le communisme intégral permet de concilier tout à la fois l'œuvre de Marx, les objectifs premiers de la révolution russe et l'idéal d'une société libertaire et égalitaire affranchie du salariat⁵⁹. On retrouve sensiblement la même préoccupation à Montréal chez la majorité des communistes de langue française jusqu'au

⁵⁶ Sébastien Faure, *Les forces de la révolution*, Paris Librairie sociale, 1921. Dans les pages du journal *Germinal*, la Fédération anarchiste se réclame en 1920 du communisme intégral. Voir : Berry, *Le mouvement anarchiste en France*, p. 107.

⁵⁷ L'historienne Annie Kriegel qualifie « d'ultra-gauche » les positions défendues par des formations comme la Fédération communiste des soviets. Voir à sujet : Annie Kriegel, *Aux origines du communisme français, 1914-1920*, Paris, Mouton, 1964, p. 758-761. Ce qualificatif est également repris par Ducoulombier, *Camarades !*, p. 151.

⁵⁸ Pierre Mualdes, « Changement d'étiquette », *Le Communiste*, 29 août 1920.

⁵⁹ L'adjectif « intégral » – « qui n'est l'objet d'aucune diminution, d'aucune restriction » – se trouve accolé pendant l'entre-deux-guerres à toute une panoplie de courants philosophiques et idéologiques de gauche comme de droite. Chez les anarchistes, on voit ainsi apparaître des publications et des groupes se réclamant de la « libre-pensée intégrale », du « végétarisme intégral » ou encore du « naturisme intégral ». Pour sa part, Marianne Rauze publie en 1919 une brochure intitulée « Féminisme intégral », un recueil d'articles publiés dans la revue anarchiste *L'Avenir international*. À l'extrême droite, l'Action française propage le « nationalisme intégral » maurassien tandis que chez certains militants, au Québec notamment, cette pensée débouche sur l'idée d'un « corporatisme intégral » comme alternative au libéralisme et au socialisme. Chez les catholiques progressistes, on remarque aussi la publication en 1936 du livre « L'humanisme intégral » par le philosophe Jacques Maritain. Voir notamment : Auzias, *Mémoires libertaires*, p. 234 et 262 ; Jean-Jacques Becker et Serge Berstein, *Histoire de l'anticommunisme en France, Tome 1, 1917-1940*, Orban, Paris, 1987, p. 137.

milieu des années 1930. Comme l'explique Albert Saint-Martin à son auditoire lors d'une conférence prononcée à l'Université ouvrière au mois d'août 1931 :

Le principe du communisme est très simple et compréhensible facilement pour ceux qui veulent comprendre. Premièrement : adopter le décret du premier ordre du camarade Lénine. Détruire définitivement le principe de propriété. Deuxièmement : brûler tout document ou papier ceux qui constituent une entrée, en particulier tout l'argent. Troisièmement : organiser la société selon la constitution communiste, de chacun selon la capacité à chacun selon ses besoins, et tout pour l'enfant. La constitution, en dix mots : faire disparaître toutes les lois, tous les policiers, tous les militaires, puisque personne ne pourrait commettre de crime, même s'il le voulait⁶⁰.

Cette convergence entre le marxisme et l'anarchisme est moins surprenante qu'elle n'en a l'air a priori. Plutôt que d'opposer ces deux philosophies politiques, l'écrivain Daniel Guérin souligne que l'histoire du socialisme peut être comprise à travers une autre grille d'analyse. D'après Guérin, on retrouve depuis la Révolution française une tension constante entre un courant autoritaire, marqué par la pensée jacobine, puis blanquiste, et un courant antiautoritaire et libertaire attaché aux principes de démocratie directe, présent chez les « enrégés » de 1793. Cet esprit libertaire, on le retrouve pendant la Commune de Paris en 1871, parmi les soviets de 1917 en Russie, auprès des conseils ouvriers allemands et hongrois de 1918 et 1919, dans les conseils d'usine italiens en 1922, au cœur des processus autogestionnaires en Espagne entre 1936 et 1938, etc. C'est à cette conception particulière du socialisme, définie par Guérin comme « la cessation de l'exploitation de l'homme par l'homme, la disparition de l'État politique, la gestion de la société de bas en haut par les producteurs librement associés et fédérés »⁶¹, que se rattache le courant communiste libertaire⁶².

⁶⁰ BANQ-Q, Ministère du travail, 1960-01-040/80, Divers dossiers, Communisme, Lettre de G. Lafleur à J.A. Bernier, 18 novembre 1932.

⁶¹ Daniel Guérin, *Pour le communisme libertaire*, Paris, Spartacus, 2003 (1960), p. 36.

⁶² D'autres auteurs, souvent proches de l'école marxiste « autonome », partagent sensiblement la même lecture que l'écrivain français. Nous pensons notamment aux écrits du philosophe Maximilien Rubel ou à ceux de l'économiste américain Harry Cleaver, Edward P. Thompson semble également s'inscrire dans ce courant lorsqu'il écrit : « (...) le communisme libertaire, ou un socialisme à la fois démocratique et révolutionnaire dans ses moyens, ses stratégies et ses objectifs, doit se dresser fermement sur une base indépendante, sur ses deux pieds, développer sa propre critique théorique et progressivement, ses propres formes et pratiques politiques ». Edward P. Thompson, *Misère de la théorie. Contre Althusser et le marxisme anti-humaniste*, Paris, L'Échappée, 2015, p. 351.

Genre, classe, ethnicité

À la différence de la majorité des autres courants associés au « communisme de gauche », les positions défendues par le milieu communiste libertaire montréalais sont diffusées davantage par le biais de conférences et d'interventions publiques que par l'entremise de journaux ou de publications. On retrouve également son expression à travers une série de pratiques ancrées dans l'expérience vécue par les classes populaires canadienne-françaises. Ces pratiques sont davantage marquées par le contexte sociopolitique québécois et montréalais – surexploitation de la main-d'œuvre canadienne-française, omniprésence du clergé catholique dans les affaires temporelles, sous-représentation des francophones dans les mouvements de gauche, soumission juridique, économique et politique des femmes – que par les lignes de force s'exerçant au sein du mouvement communiste à l'échelle internationale. Pour nous permettre de saisir l'engagement politique de ces militantes et de ces militants, nous ne pouvons donc nous limiter d'en faire avant tout une histoire intellectuelle ou institutionnelle comme cela a pu être fait pour d'autres formations similaires⁶³. De surcroît, une telle approche tend également à passer sous silence l'apport d'individus issus de groupes marginalisés au sein du mouvement ouvrier et de limiter notre compréhension des rapports sociaux⁶⁴. En intégrant à notre analyse les dimensions de classe, de genre et d'appartenance ethnolinguistique de manière transversale, nous pensons pouvoir dégager de nouvelles pistes de réflexion permettant d'éclairer la complexité des dynamiques de pouvoir au sein du champ politique révolutionnaire montréalais. Ce faisant, nous espérons éclairer quelques-unes des « zones d'invisibilité »⁶⁵ qui ont trop souvent caractérisé l'historiographie du mouvement ouvrier.

Comme nous l'avons souligné, le milieu communiste libertaire de langue française à Montréal est loin d'être homogène. Pour arriver à comprendre les dynamiques internes de ce groupe, ses liens avec d'autres milieux politiques révolutionnaires et les oppositions qu'il suscite à gauche comme à droite, il convient de rendre compte de l'intersectionnalité des différentes formes de domination⁶⁶. Les catégories de classe, de genre et de « race » forment une « matrice »⁶⁷ à travers laquelle se construit et se reproduit l'inégalité des rapports de pouvoir dans

⁶³ Voir notamment : Marc Shipway, *Anti-Parliamentary Communism : the Movement for Workers' Council in Britain, 1917-1945*, Houndmills, MacMillan Press, 1988, 239 p.

⁶⁴ Joan W. Scott, « Gender : A Useful Category of Historical Analysis », *The American Historical Review*, 91, 5 (décembre 1986), p. 1053-1075.

⁶⁵ Christine Bard, « Une histoire de l'histoire des féministes de la première vague », Christine Bard, dir. *Les féministes de la première vague*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2015, p. 15.

⁶⁶ Élise Palomares et Armelle Testenoire, « Indissociables et irréductibles : les rapports sociaux de genre, ethniques et de classe », *L'Homme et la société*, 2, 2010 (176-177), p. 15-26.

⁶⁷ Patricia Hill Collins, *Black Feminist Thought : Knowledge, Consciousness, and the Politics of Empowerment*, Boston, Unwin Hyman, 1990, p. 221-238.

les sociétés capitalistes. Cette prise en compte, nous rappelle Laura L. Frader, « implique l'étude des représentations et des constructions discursives qui sont en partie constitutives de ces rapports ; elle doit porter également sur les processus sociaux à travers lesquels la signification est établie, et donc sur les relations sociales et matérielles, les conflits et la contestation »⁶⁸. Dans le cadre de notre thèse, nous cherchons à identifier les processus par lesquels les structures sociales construisent ces différences pendant l'entre-deux-guerres au Québec. Nous souhaitons également comprendre comment ces catégories se répercutent ensuite dans les discours et les pratiques militantes du milieu étudié et témoignent de la variété des expériences et des identités des membres qui le composent⁶⁹.

L'entre-deux-guerres est une période charnière pendant laquelle la classe ouvrière occupe une place déterminante au sein du champ politique. Comme le fait remarquer Xavier Vigna, « (...) l'histoire politique ne se résume pas à celle de ses organisations, ou des résultats électoraux, mais prend en compte les cultures et, de plus en plus, les représentations et les imaginaires politiques. À cet égard, le XX^e siècle nous semble marqué par la centralité ouvrière, c'est à dire la conviction de l'importance cardinale du monde ouvrier »⁷⁰. À Montréal, les forces politiques de gauche comme de droite se disputent son allégeance et celle des nombreux « clubs ouvriers » actifs sur son territoire⁷¹. L'Église, inquiète de perdre ses assises au sein de la classe ouvrière, propage sa doctrine sociale en s'engageant sur la voie du syndicalisme et de l'action catholique. Pour leur part, les militants communistes libertaires ancrent leurs interventions dans les faubourgs ouvriers du centre-ville de Montréal, établissant un lien direct entre mobilisation politique et urbanité⁷². La culture ouvrière a également une incidence sur les pratiques politiques – directes, en actes – et les modes de transmission – oraux plutôt qu'écrits – privilégiés par ces militants⁷³. Les périodes de crise économique les incitent à délaisser l'activité syndicale au profit des luttes menées aux côtés des chômeurs, précédant le mouvement trade-unioniste et le PCC sur cette voie⁷⁴. La majorité des chercheurs qui se sont intéressés à l'histoire du mouvement ouvrier ont minimisé la capacité des sans-emploi à mener des luttes collectives, jugeant leur action éphémère et peu significative par

⁶⁸ Laura L. Frader, « Femmes, genre et mouvement ouvrier en France aux XIX^e et XX^e siècles : bilan et perspectives de recherche », *Clio. Histoire, femmes et sociétés*, 3, 1996. <https://clio.revues.org/472>, consulté le 6 décembre 2019.

⁶⁹ Ahmed Boubeker et Abdellali Hajjat, dir., *Histoire politique des immigrations (post)coloniales : France, 1920-2008*, Paris, Éditions Amsterdam, 2008, p. 15.

⁷⁰ Xavier Vigna, *Histoire des ouvriers en France au XX^e siècle*, Paris, Perrin, 2012, p. 10.

⁷¹ Geoffrey Ewen, « The International Unions and the Workers' Revolt in Quebec, 1914-1925 », thèse de doctorat (histoire), North York, York University, 1998, p. 47.

⁷² Emmanuel Bellanger, « Une question éminemment urbaine : les mouvements sociaux de la ville », Pigenet et Tartakowsky, dir., *Histoire des mouvements sociaux en France*, p. 546.

⁷³ Michel Pigenet, « Action directe et grève générale », Pigenet et Tartakowsky, dir., *Histoire des mouvements sociaux en France*, p. 290.

⁷⁴ Bernard Dansereau, « Le mouvement ouvrier montréalais, 1918-1929 : structure et conjoncture », thèse de doctorat (histoire), Montréal, Université de Montréal, 2000, p. 218-219.

rapport au caractère permanent et structuré des *trade-unions*⁷⁵. *A contrario*, nous croyons que l'essor de ces mouvements pendant l'entre-deux-guerres témoigne des transformations de la question sociale.

Au sein de la classe ouvrière, tous n'ont pas le même rapport à l'économie et au politique, loin s'en faut. Comme le souligne Denyse Baillargeon dans son étude sur la crise économique des années 1930 à Montréal : « Pour comprendre comment les familles ouvrières sont parvenues à survivre au cours de cette époque de profonds bouleversements économiques et sociaux, il [devient] évident qu'il [faut] scruter la sphère privée et s'interroger sur le fonctionnement de l'économie familiale et du rôle du travail des femmes à l'intérieur de la famille »⁷⁶. À ce sujet, Linda Kealey note que pendant l'entre-deux-guerres au Canada, « (...) working-class women activists defined 'political' activity in terms of family and community needs rather than in the sense of formal political institutions; their ideal of service and caring for community and family needs arose from women's lived experiences within the realm of social reproduction as well as within the realm of production »⁷⁷. Intégrer la notion de genre à notre analyse nous permettra, dans un premier temps, de rendre visible la présence des femmes au sein des mouvements sociaux, d'être attentif à leurs cultures et leurs formes d'engagement spécifiques, à la place qui leur est faite et à celle qu'elles prennent, de même qu'à leurs revendications⁷⁸.

Notre analyse cherche à comprendre les idées et les pratiques du milieu communiste libertaire à partir du vécu des femmes de la classe ouvrière, en identifiant les positions qu'on y trouve sur l'accès au marché du travail et à l'éducation, sur la famille, le droit de vote, la prostitution, le mariage, la mixité et la non-mixité. En croisant la notion de genre avec celle de classe, nous souhaitons valider la présence d'un courant féministe radical distinct des courants libéraux, conservateurs ou catholiques, notamment à travers des initiatives comme la Ligue du Réveil féminin, une organisation non-mixte formée de membres de l'Association humanitaire et de l'Université ouvrière. Intégrer la notion de genre, c'est aussi s'intéresser à la construction sociale de rôles et d'attributs

⁷⁵ Richard Croucher, « The History of Unemployed Movements », *Labour History Review*, 25, 1 (avril 2008), p. 2.

⁷⁶ Denyse Baillargeon, *Ménagères au temps de la crise*, Montréal, Éditions du remue-Ménage, 1991, p. 15.

⁷⁷ Linda Kealey, « No Special Protection – No Sympathy : Women's Activism in the Canadian Labour Revolt of 1919 », Hopkin, Deian R. et Gregory S. Kealey, éd. *Class, Community and the Labour Movement : Wales and Canada, 1850-1930*, Canadian Committee on Labour History, Edmonton, Athabasca University Press, 1998, p. 136.

⁷⁸ Joanne Burgess, « Exploring the Limited Identities of Canadian Labour : Recent Trends in English-Canada and in Quebec », *International Journal of Canadian Studies*, 1, 2 (1990), p. 156.

sexués caractérisés comme féminins ou masculins⁷⁹, lesquels peuvent avoir une incidence sur les idées et les pratiques militantes⁸⁰.

Deux autres dimensions s'ajoutent à notre analyse : l'appartenance ethnique et linguistique. De nombreux auteurs ont souligné l'importance de ces facteurs sur la stratification de la classe ouvrière et le militantisme ouvrier au Québec et au Canada⁸¹. Entre 1897 et 1929, la classe ouvrière montréalaise « [a] vécu dans la pauvreté, avec des salaires à peine suffisants pour subsister et sans sécurité d'emploi. Les données dont nous disposons montrent que cette situation prévalait parmi tous les groupes ethniques, mais il est clair que les francophones étaient surreprésentés aux échelons de revenus les plus faibles, et très insuffisamment représentés chez les travailleurs qualifiés et les contremaitres »⁸². Cette surexploitation se traduit par une arrivée plus hâtive sur le marché du travail et un niveau d'instruction plus bas chez les francophones que chez les anglophones. Est-ce à cause de cette précarité que les travailleurs et les travailleuses de langue française restent globalement en retrait des mouvements révolutionnaires pendant une bonne partie des années 1920 et 1930, ou plutôt en raison d'autres facteurs comme l'importance de la pratique religieuse ? Comment expliquer la mise sur pied d'organisations spécifiques regroupant des militants en fonction de leur origine ou de leur langue, non seulement chez les Canadiens français, mais aussi chez les Juifs, les Russes ou les Italiens ? Pour trouver des réponses à ces questions, nous pensons qu'il faut explorer les cultures politiques présentes au sein des différentes communautés ethno-linguistiques. On y trouve des facteurs d'unité susceptibles d'encourager les liens de solidarité entre ces militants, mais aussi des sources de tension qui nuisent à l'unité ouvrière.

Une approche transnationale

De nombreux auteurs ont souligné que le mouvement ouvrier, par ses idéaux et ses pratiques internationalistes, porte en lui un caractère transnational. De manière paradoxale, son histoire s'est d'abord construit à une échelle

⁷⁹ Joan W. Scott, « On Language, Gender, and Working-Class History », *International Labor and Working-Class History*, 31 (printemps 1987), p. 3-6.

⁸⁰ Nous pensons notamment à l'anticléricalisme de certains militants montréalais qui s'accompagne de remarques sur la masculinité « ambiguë » des prêtres, sur leur sexualité, etc.

⁸¹ Travis Tomchuk, *Transnational Radicals. Italian Anarchists in Canada and the U.S. 1915-1940*, Winnipeg, University of Manitoba Press, 2015, p. 106-128. Beaulieu, *Labour at the Lakehead*, 299 p. Dansereau, « Le mouvement ouvrier montréalais », 420 p.

⁸² Terry Copp, *Classe ouvrière et pauvreté. Les conditions de vies des travailleurs montréalais 1897-1929*, Montréal, Boréal Express, 1978, p. 42. À Montréal, ces positions sont occupées majoritairement par des immigrants originaires de Grande-Bretagne.

nationale, y compris au Québec et au Canada, gommant l'apport des personnes immigrantes à la culture ouvrière du pays d'accueil. Toutefois, comme le rappelle l'historien Marcel van der Linden :

(...) The nation state is itself a historical product to be explained and placed in perspective. The difficulty is that this is not how we were taught to view it, but rather that the world consisted of interacting national communities. (...) It seems more logical to proceed from the premise that all people who influence one another's social lives belong to the same society. "Society" thereupon becomes a global entity in which by reason of migration, commodity flows, wars, etc. people in different regions are in contact with one another (and there are also people who do not belong to the global society because their own society is isolated from it)⁸³.

Ces interactions transnationales, qu'elles soient le fruit de rencontres directes – participation à des congrès internationaux, migration, tournées de conférences – ou indirectes – échange de littérature et de correspondance –, entraînent également une diffusion des modes d'action collective⁸⁴. Ainsi, la symbolique et la forme des mobilisations entourant le 1^{er} mai sont largement tributaires de ces interactions sur une longue durée⁸⁵. À Montréal, ces échanges se manifestent par un répertoire d'action qui fait écho à celui que l'on retrouve à la même époque ailleurs en Amérique du Nord ou en Europe, mais aussi en Inde à travers des pratiques de désobéissance civile non-violente inspirées des mouvements anticolonialistes.

Comme le souligne l'historien Kirk Neville, l'analyse de ces processus de transfert culturel peut enrichir notre compréhension de l'histoire du mouvement ouvrier sur tous les plans. Neville remarque, à juste titre, que « les sujets de l'histoire ont et continuent d'avoir plusieurs identités de lieu qui se superposent, y compris les identités locales, régionales, nationales et transnationales »⁸⁶. Neville invite les chercheurs à identifier et à analyser les réseaux ouvriers transnationaux afin de mettre à jour la dissémination des idées et des pratiques militantes, en

⁸³ Marcel van der Linden, *Globalizing Labour Historiography : The IISH Approach*, Amsterdam, International Institute of Social History, 2002, p. 3.

⁸⁴ Cherchant à comprendre la dissémination des idées et les pratiques syndicalistes révolutionnaires, l'historien Salvatore Salerno évoque quant à lui « [the] intricate patterns of "cross-fertilization" that traveled between continents ». *Red November Black November. Culture and Community in the Industrial Workers of the World*, Albany, State University of New York Press, 1989, p. 52-53.

⁸⁵ Bryan D. Palmer, « Transnational Labour Politics », Leon Fink, dir., *Workers Across the Americas: The Transnational Turn in Labor History*, Oxford University Press, 2011, p. 296.

⁸⁶ Kirk Neville, « Histoire ouvrière et biographies ouvrières au-delà des frontières nationales : la Grande-Bretagne et l'Australie de la fin du XIX^e siècle jusqu'à l'entre-deux-guerres », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 4, 104-105 (2011), p. 18-19.

prenant soin de situer « dans leurs contextes historiques, géographiques et spatiaux et dans leurs chronologies les rencontres, les échanges et les influences personnelles et collectives »⁸⁷.

À elle seule, l'approche transnationale ne permet pas de répondre à toutes les questions que l'on peut se poser, bien entendu. Elle nous incite toutefois à les considérer sous d'autres angles, en cherchant à comprendre la nature des transferts culturels, de même que la multiplicité et la synchronicité des ancrages identitaires et politiques. Elle permet également de rendre visible l'apport de militants issus de l'immigration à la culture ouvrière locale. Une analyse transnationale n'exclut donc pas de s'intéresser à des événements ou des mouvements se situant à une autre échelle, bien au contraire. Elle nous apparaît plutôt comme une façon d'enrichir de manière significative notre compréhension de phénomènes complexes pour mieux en saisir la portée.

Question et hypothèse de recherche

Nous savons qu'Albert Saint-Martin est entouré de camarades provenant de divers horizons politiques. Notre thèse nous a permis d'identifier plus de 300 individus ayant pris part à des activités militantes à ses côtés. Le concept de « milieu » nous permet de prendre en compte la pluralité des liens de sociabilité et des formes d'engagement de ces individus, que ce soit à l'intérieur ou en périphérie des groupes animés par Saint-Martin. En d'autres termes, « le milieu permet d'identifier un espace de débat d'une autonomie partielle, constitué de réseaux d'acteurs, d'organisations plus ou moins formelles et d'institutions »⁸⁸.

À travers l'analyse croisée des parcours individuels des militants associés au milieu communiste libertaire, nous cherchons à comprendre quelles sont les modalités de leur engagement collectif pendant l'entre-deux-guerres à Montréal, leur représentation de la société idéale et les moyens d'y parvenir, la nature et la diversité de leurs

⁸⁷ *Ibid.*

⁸⁸ Gabriel Rioux, *Le milieu de l'urbanisme à Montréal (1897-1941), histoire d'une « refondation »*, thèse de doctorat (Études urbaines et histoire), Université du Québec à Montréal – Université Paris 1 Panthéon Sorbonne, 2013, p. 40.

liens de sociabilité, les territoires où se déploient leurs réseaux, la fréquence et les thèmes de leurs réunions de même que les symboles et les rituels qui y sont rattachés⁸⁹.

Nous faisons l'hypothèse que celles et ceux qui participent aux activités de ce milieu partagent une même culture politique, c'est à dire « (...) un ensemble d'idées, de valeurs, de symboles et de croyances et une multitude diversifiée de règles et de pratiques qui, combinés, donnent une signification au réel, établissent les règles du jeu, façonnent les comportements politiques et conduisent à l'inculcation de normes sociales »⁹⁰. La culture politique de ces militants s'articule autour des notions de communisme, d'athéisme et d'internationalisme, débouchant sur une critique des institutions autoritaires : l'État, l'Église catholique, la propriété privée, l'armée, le mariage, etc. Les stratégies d'émancipation individuelle et collective mises de l'avant par ces militants reposent sur l'éducation – politique, morale, scientifique – et l'action directe⁹¹. C'est cet ensemble de principes théoriques, stratégiques et tactiques que nous regroupons sous le terme de communisme libertaire.

Méthode d'analyse des sources

Pour comprendre les dynamiques et les débats qui s'exercent dans le milieu communiste libertaire, nous nous intéresserons d'abord à l'itinéraire de ses membres et à leurs expériences respectives. Afin d'y parvenir, nous avons choisi de privilégier une approche sociobiographique⁹² pour mettre en perspective un ensemble de biographies individuelles de militants et de militantes associés à ce milieu au cours de la période étudiée. Plutôt que de réaliser une histoire insistant sur le parcours de grands dirigeants, cette approche privilégie l'étude des pratiques mises de l'avant par des militants « obscurs », celles et ceux qui par leur engagement font exister le mouvement ouvrier⁹³. Cette « histoire d'en bas » se construit à partir de la constitution puis du croisement de

⁸⁹ Serge Berstein, dir., *Les cultures politiques en France*, Paris, Le Seuil, 2003, pp. 19-22, 231.

⁹⁰ *Ibid.*, p. 229.

⁹¹ Par action directe, nous entendons la prise en charge d'un problème par les personnes directement concernées par celui-ci, sans la médiation d'intermédiaires politiques externes.

⁹² Bruno Groppo, Claude Penetier et Bernard Pudal, « Mouvement ouvrier : renouveau comparatiste et biographique », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 4, 104-105 (2011), p. 1-5 ; Bruno Groppo, « Les dictionnaires biographiques du mouvement ouvrier : analyse comparée d'un genre scientifique », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 4, 104-105 (2011), p. 6-15.

⁹³ Par mouvement ouvrier, nous entendons « l'ensemble des courants de pensée, des organisations politiques, syndicales, coopératives, mutualistes, des associations culturelles, des organes de presse, qui mettent leurs espoirs d'une meilleure justice sociale ou de transformations sociales dans l'action de la classe ouvrière, des salariés et des couches sociales les plus défavorisées, ou encore qui se fixent comme objectif l'émancipation des travailleurs ». Michel Dreyfus, Claude Penetier et Nathalie Viet-Depaule, dir., *La part des militants*, Paris, Les Éditions de l'Atelier, 1996, p. 341.

biographies individuelles – prosopographie – afin de développer une biographie collective des mouvements auxquels ils appartiennent.

Cette méthode d'analyse s'inspire des travaux réalisés depuis la fin des années 1960 par l'équipe du Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français, regroupée autour de l'historien Jean Maitron. Constitué par plus de 150 000 notices individuelles couvrant cinq grandes périodes historiques, le Dictionnaire s'est progressivement diversifié pour englober l'étude de différents mouvements sociaux rattachés au monde ouvrier dans différents pays, de même que certains courants de pensée spécifiques comme l'anarchisme⁹⁴. Le Dictionnaire constitue aujourd'hui un important outil de recherche pour les historiens qui s'intéressent aux activités syndicales, politiques et sociales, quelle que soit l'échelle d'analyse privilégiée. Il a servi d'assise pour de multiples travaux sur les acteurs du mouvement ouvrier français⁹⁵. Des initiatives similaires ont vu le jour dans plusieurs autres pays, notamment en Italie, au Brésil et en Allemagne. Au Québec, malgré des efforts entrepris au début des années 1990 par des historiens comme Robert Comeau, Robert Tremblay et Bernard Dansereau, la création d'un tel dictionnaire est demeuré un chantier inachevé⁹⁶.

Selon Bruno Groppo, l'intérêt pour l'approche sociobiographique s'explique à travers le renouvellement de l'histoire ouvrière depuis les années 1960, caractérisée par « le passage d'une historiographie institutionnelle politico-idéologique à une histoire sociale et culturelle des travailleurs et du monde du travail, en particulier sous l'influence d'historiens marxistes anglais comme Edward Thompson et Eric Hobsbawm »⁹⁷. Sans se limiter aux périodes d'engagement des militants au sein du mouvement ouvrier, l'approche sociobiographique cherche à comprendre l'itinéraire de vie de ces individus, de la naissance à la mort. Elle procède à une analyse synchronique et diachronique : « La diachronie est le jeu complexe des périodes d'action et de retrait, d'action et de réflexion, de déplacement du militantisme du politique au syndical, du syndical à l'associatif, avec des mouvements de retour. (...) La synchronie, quant à elle, permet de souligner la multiplicité des engagements »⁹⁸. Le croisement des données recueillies sur un nombre significatif d'individus permet de dégager des parcours

⁹⁴ Michel Cordillot, dir., *La sociale en Amérique, dictionnaire biographique du mouvement social francophone aux États-Unis d'Amérique (1848-1922)*, Paris, Éditions de l'Atelier, 2002, 431 p.

⁹⁵ Pour un aperçu de travaux récents, voir : Claude Pannetier et Bernard Pudal, dir. *Le sujet communiste. Identités militantes et laboratoire du « moi »*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2014, 258 p.

⁹⁶ Robert Comeau et Robert Tremblay, « Le dictionnaire biographique du mouvement ouvrier québécois : histoire, choix et méthodes », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 34 (1994) p. 28-32.

⁹⁷ Bruno Groppo, « Les dictionnaires biographiques du mouvement ouvrier : analyse comparée d'un genre scientifique », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 104-105 (2011), p. 8.

⁹⁸ Claude Pannetier. « Singulier-pluriel : la biographie se cherche. L'exemple de l'histoire ouvrière », Serge Wolikow, dir., *Ecrire des vies, biographie et mouvement ouvrier, XIX^e-XX^e siècles*, Dijon, EUD, 1994, Cahiers de l'IHC, 1, p. 43.

générationnels, mais aussi de « saisir les mobilités militantes et les formes nouvelles du militantisme »⁹⁹. Grâce à cette méthode d'analyse qualitative, qui se rapproche à bien des égards de la micro-histoire, nous pourrions constituer une biographie collective qui rendra compte des parcours générationnels et des stratégies déployées par les acteurs.

Dans un premier temps, il nous faut « définir une population à partir d'un ou plusieurs critères et établir à son propos un questionnaire biographique dont les différentes variables ou critères serviront à la décrire »¹⁰⁰. Comme le soulignent Lemercier et Picard, « le plus simple et efficace [...] pour tout groupe saisi par l'opération prosopographique, [est] de définir une caractéristique ou un ensemble réduit de caractéristiques qui constitueront un critère d'inclusion ou d'exclusion, un pivot, un axe qui sera le cœur commun à chacun de ses membres et autour duquel pourront s'ordonner toutes les configurations possibles des autres caractéristiques »¹⁰¹. De par la multiplicité de ses engagements politiques, coopératifs et associatifs s'échelonnant sur une trentaine d'années, Albert Saint-Martin agit comme militant-pivot au sein des milieux de gauche montréalais et constitue le point focal autour duquel se déploie l'action collective que nous cherchons à décrire.

Dans le cadre de cette thèse, nous avons identifié 328 individus – dont 25 femmes – ayant le français comme langue d'usage et qui ont pris part aux initiatives et campagnes mises de l'avant par Saint-Martin et son entourage entre 1918 et 1935. À travers l'analyse d'un certain nombre de variables communes – date de naissance ; profession ; situation familiale ; lieu de résidence ; début, fin et nature de l'implication militante –, nous serons en mesure de mettre en lumière les dynamiques sociales, privées, publiques, culturelles, idéologiques et politiques qui s'exercent dans ce milieu tout en établissant la nature des liens forgés avec d'autres réseaux militants à l'échelle locale, nationale ou transnationale. À l'aide de ces mêmes indicateurs, nous avons également sélectionné 96 individus – dont 11 femmes – ayant joué un rôle actif au sein des réseaux socialistes, anarchistes et de libres penseurs montréalais avant 1914 aux côtés d'Albert Saint-Martin. Cet exercice nous permettra d'effectuer une analyse comparative entre la période d'avant-guerre et celle d'après-

⁹⁹ *Ibid.*, p. 41.

¹⁰⁰ Isabelle Gouarné, « L'histoire des marxismes revisités. La biographie collective des intellectuels philosoviétiques de l'entre-deux-guerres », Pennetier et Pudal, dir., *Le sujet communiste*, p. 140.

¹⁰¹ Claire Lemercier et Emmanuelle Picard, « Quelle approche prosopographique ? », Philippe Nabonnand et Laurent Rollet, dir., *Les uns et les autres... Biographies et prosopographies en histoire des sciences*, Nancy, Presses universitaires de Nancy, 2012.

guerre afin de mesurer les effets de la Première Guerre mondiale et de la révolution russe sur les idées et les pratiques des milieux militants de langue française.

Description du corpus de sources

Notre analyse aura recours à cinq types de sources : les bases de données spécialisées, les publications, les archives internes, les rapports policiers, les documents gouvernementaux et la correspondance entre militants.

Les bases de données spécialisées

Dans son livre *Mémoires libertaires : Lyon 1919-1939*, l'historienne Claire Auzias retrace l'itinéraire d'un groupe de militants et de militantes anarchistes présent dans la région lyonnaise pendant l'entre-deux-guerres¹⁰². Afin de situer leur engagement politique par rapport à leur parcours de vie, Auzias utilise les dimensions suivantes dans son analyse :

Année de naissance – afin de déterminer l'appartenance à une génération militante.

Lieu de naissance – urbain ou rural.

Milieu familial – occupations professionnelles et activités militantes des autres membres.

Statut marital – mariage, union libre ou célibat.

Conjoint ou conjointe – occupation professionnelle et activité militante.

Scolarisation – âge d'entrée au travail.

Milieu de vie à l'âge adulte – quartier, occupation professionnelle.

Expériences de militantisme – syndicaliste, écrivain, conférencier, diffuseur, etc.

Enfant(s) du ménage – nombre d'enfants, en lien avec la moyenne pour les ménages urbains.

Dans un milieu antiautoritaire réceptif aux idées d'amour libre, de contrôle des naissances, d'égalité entre les hommes et les femmes, ces variables relevant de la sphère privée peuvent prendre un caractère politique. En procédant à des entretiens avec des militants anarchistes, Auzias arrive à aborder de manière exhaustive chacune de ces dimensions. Force est d'admettre que nous ne pouvons faire de même dans le cadre de notre

¹⁰² Auzias, *Mémoires libertaires*, 316 p.

thèse. Néanmoins, un certain nombre d'outils peuvent nous permettre de dresser un portrait des militantes et des militants et de leur milieu de vie. Les données nominatives des recensements fédéraux de 1901, 1911 et de 1921 fournissent un nombre considérable d'informations sur la composition des ménages, de même que sur l'occupation, la religion, le degré d'instruction, l'origine ethnique et le lieu de naissance. Le Projet d'indexation des recensements de 1901 et 1911 de même que la plateforme Ancestry pour le recensement de 1921 nous permettent d'effectuer des recherches croisées à partir du prénom, du nom de famille, du lieu de vie, etc. Bibliothèque et archives nationales du Québec (BANQ) offre également plusieurs outils de recherche permettant de retracer les actes de mariage, de naissance et de décès sur l'ensemble du territoire québécois. D'autres bases de données se trouvant sur la plateforme Ancestry répertorient diverses informations pertinentes, comme les fichiers d'enregistrement militaires, les passages aux frontières ou encore les listes de passagers sur des lignes maritimes transatlantiques. Enfin, les annuaires Lovell, disponibles sur le portail numérique de BANQ, fournissent de l'information sur le lieu de résidence et l'occupation professionnelle des chefs de famille demeurant à Montréal. Ces outils ne sont pas sans souffrir d'importantes lacunes, comme les erreurs d'orthographe, la multiplicité des homonymes et les difficultés inhérentes à la lecture de documents manuscrits. En utilisant l'ensemble des ressources à notre disposition, nous pouvons toutefois arriver à obtenir des renseignements vitaux pour contextualiser l'engagement des militants et des militantes.

Les publications

Comme l'explique l'historien René Bianco, toute étude sérieuse sur les mouvements militants passe par un dépouillement systématique de leur presse¹⁰³. De manière générale, les journaux « constituent un symptôme fort des pratiques et des représentations politiques ouvrières » et peuvent à ce titre nous aider à comprendre les référents culturels des militants¹⁰⁴. Dans le cadre de cette thèse, leur analyse nous a permis d'obtenir un nombre appréciable d'informations sur la tenue de réunions, de constater la synchronicité de certains débats et d'identifier le profil et les responsabilités des militants les plus actifs¹⁰⁵. Ce travail doit être fait en gardant à l'esprit le rôle joué par ces publications et les conditions dans lesquelles celles-ci sont produites. Les journaux

¹⁰³ René Bianco, « Les anarchistes dans le Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français », Michel Dreyfus *et al*, dir., *La part des militants*, p. 189.

¹⁰⁴ Michel Ralle, « À propos des archives du PSOE (1872-1910) : archives, sources de presse et culture ouvrière », Serge Wolikow, dir., *Une histoire en révolution? Du bon usage des archives, de Moscou et d'ailleurs*, Dijon, Éditions universitaires de Dijon, 1996, p. 65.

¹⁰⁵ Sylvain Boulouque, « La presse de la Confédération générale du travail unitaire : instrument de propagande, de formation et objet d'identification partisane dans l'élaboration du communisme syndical », José Gotovitch et Anne Morelli, dir., *Presse communiste, presse radicale (1919-2000)*, Bruxelles, Les Éditions Aden, 2007, p. 221.

servent à informer, mais sont aussi utilisés à des fins de propagande et de mobilisation des membres de l'organisation.

Notre corpus de sources peut compter sur un certain nombre de journaux publiés par les militants et les militantes présents dans notre échantillon. Ceux-ci ont toutefois une parution irrégulière et souvent éphémère. Une recension nous a permis d'identifier les publications suivantes : *Labor* (1918-1919), *Le Travailleur / The Worker* (1920), *Travailleur* (1926), *Spartakus* (1933). Ces militants ont également collaboré à d'autres journaux comme *La Lumière*, *Le Pourquoi Pas?* ou encore *L'Aube des temps meilleurs* auxquels nous ferons référence dans notre thèse. On trouve également un certain nombre de tracts et de brochures édités à Montréal, de même qu'une grande variété de matériel politique importé de France, tout particulièrement des brochures. Celles-ci furent abondamment diffusées par les militants communistes libertaires au cours de l'entre-deux-guerres et jouent un rôle important dans leur formation politique.

D'autres journaux ouvriers nous permettent également d'en savoir plus sur les activités de ce milieu antiautoritaire : *Le Monde Ouvrier / The Labor World* (1918-1939), le *One Big Union Bulletin* (1919-1934), *Le Peuple* (1922) de même que plusieurs publications associées au PCC, notamment *The Worker*, *L'Ouvrier Canadien* et *Clarté*. Une sélection d'articles provenant de journaux associés à d'autres courants politiques ou rattachés à divers mouvements d'action catholique vient enrichir notre perspective sur le mouvement en ouvrant une fenêtre sur les oppositions qui se manifestent contre lui. Chaque élément nous permettant d'identifier un événement politique – manifestation, conférence, procès – où des militants et des militantes communistes libertaires ont joué un rôle actif sera validé en consultant la presse quotidienne anglophone et francophone montréalaise. À leur tour, ces articles viennent alimenter les biographies des individus concernés. Cette démarche nous permet de construire petit à petit une trame narrative satisfaisante qui fait appel au croisement de différentes sources.

Les archives internes

Au même titre que les journaux, les archives internes fournissent aux chercheurs des informations de premier ordre sur la vie interne d'une organisation militante en « nous permettant de suivre ses débats et de mieux

connaître ses méthodes de fonctionnement. Ainsi est-il possible de suivre le décalage entre l'image que l'organisation veut donner d'elle-même et la réalité qui est la sienne »¹⁰⁶. Ces archives répondent également à une logique qui leur est propre. Des zones d'ombre peuvent persister sur certains débats déchirants ou sur les raisons justifiant l'exclusion de militants.

Hormis les moments pendant lesquels les militants et les militantes communistes libertaires ont participé aux activités de l'OBU – de 1919 à 1922, puis de 1924 à 1926 –¹⁰⁷, nous n'avons pas eu accès aux fonds d'archives de leurs autres initiatives politiques. Ces documents ont été détruits ou perdus, sauf ceux conservés par les corps policiers. Ainsi, le fonds du Département du procureur général de la province de Québec contient le verbatim de dizaines de conférences et de réunions de l'Université ouvrière et de l'Association humanitaire pendant les années 1930 à Montréal¹⁰⁸. Dans un mouvement qui accorde une grande importance à l'éducation et aux débats, ces documents offrent un regard inédit sur l'activité des militants dans une société où l'analphabétisme fait des ravages¹⁰⁹. Leur accès toutefois est soumis à certaines contraintes concernant notamment l'usage des informations nominatives. Nous avons procédé à une analyse de contenu de ces documents afin de comprendre quels sont les thèmes récurrents, identifier les débats entre les acteurs et l'évolution de leur engagement.

Les documents externes

De par la nature de leurs activités, les mouvements révolutionnaires font généralement l'objet d'une surveillance policière étroite. C'est notamment le cas du milieu communiste libertaire montréalais, tout particulièrement après 1919 alors que la GRC établit les assises d'un vaste système de renseignement à l'échelle pancanadienne fondé sur la constitution de fiches d'identification personnelle (Personal History File) et l'infiltration systématique des mouvements de gauche identifiés comme des menaces à la sécurité nationale. Les travaux réalisés par les

¹⁰⁶ Michel Dreyfus, « Le débat sur le syndicalisme à base multiples à travers les archives du Profintern... et quelques autres », Wolikow, dir., *Une histoire en révolution ?*, p. 166.

¹⁰⁷ Les archives des instances de l'OBU sont conservées principalement dans le fonds R.B. Russell aux Archives du Manitoba (AM).

¹⁰⁸ On retrouve également quelques-uns de ces documents dans le fonds Joseph-Papin Archambault conservé aux archives des Jésuites à Montréal.

¹⁰⁹ Terry Copp, *Classe ouvrière et pauvreté*, Montréal, Boréal Express, 1978, p. 65-75.

historiens Gregory S. Kealey et Reg Whitaker nous permettent de constater l'étendue de ce travail de surveillance, y compris à Montréal¹¹⁰.

Depuis la fin de la Guerre Froide, l'accès à ces rapports s'est peu à peu élargi au Canada même si d'importantes difficultés persistent pour les obtenir¹¹¹. Au cours des cinq dernières années, nous avons effectué différentes demandes d'accès à l'information auprès de Bibliothèque et Archives Canada qui nous ont permis d'obtenir des centaines de rapports de surveillance concernant les militantes et les militants communistes libertaires entre 1920 et 1932. Malheureusement, certains de ces dossiers sont manquants, incomplets ou censurés, ce qui limite la portée de notre analyse.

Nous avons également consulté une partie de la correspondance échangée par des responsables de divers services de renseignements sur le même sujet. Ces rapports sont conservés à Bibliothèque et Archives Canada (BAC) dans le fonds du Service canadien de renseignement de sécurité, du ministère de la Défense nationale, du ministère de la Justice et du Secrétariat d'état. On trouve aussi au centre de Québec de BANQ un dossier sur les militants visés par des perquisitions à Montréal en 1919. Ces documents sont conservés dans le fonds du Département du procureur général de la province de Québec. Le même fonds contient également des rapports produits par des informateurs de la police municipale de Montréal chargés de la surveillance des activités communistes à Montréal pendant les années 1930, de même que la correspondance échangée entre divers services gouvernementaux au sujet de l'Université ouvrière et de l'Association humanitaire. Les renseignements contenus dans ces différents fonds d'archives sont d'une richesse remarquable, même s'ils sont parfois soumis aux mêmes contraintes que les verbatim des réunions. Malheureusement, les rapports des services de renseignement ne sont pas exempts d'erreurs factuelles, jetant un doute sur le processus de validation interne des sources policières.

Plusieurs militants ont également subi des procès pour diverses infractions au code criminel entre 1918 et 1937. En retour, ces personnes ont entamé des procédures judiciaires pour le respect de leurs droits. On retrouve des références à ces causes dans des articles de presse, dans la correspondance gouvernementale, les verbatim

¹¹⁰ Gregory S. Kealey et Reg Whitaker, *RCMP Security Bulletins, Part 1, II, III*. Gregory S. Kealey et Reg Whitaker, *RCMP Security Bulletins : The Early Years*, St-John's, Canadian Committee on Labour History, 1994, 819 p.

¹¹¹ Robert Comeau et Bernard Dansereau, « Les archives sur la répression anticommuniste au Québec et au Canada, 1919-1956 », Wolikow, dir., *Une histoire en révolution?*, p. 105-115.

de réunions, etc. Des recherches effectuées aux Archives judiciaires de Montréal (BANQ-M) nous ont permis de prendre connaissance d'un certain nombre de décisions rendues par les tribunaux. Certaines de ces décisions ont fait jurisprudence et se retrouvent par conséquent indexées sur des bases de données spécialisées¹¹². La plupart des décisions rendues par les tribunaux de première instance pendant les années 1920 et 1930 ont malheureusement été détruites, ne laissant dans la plupart des cas que les traces de ces causes dans les plumitifs.

Nous avons retrouvé aux Archives municipales de Montréal (AMM) les documents d'enregistrement de la plupart des coopératives mises sur pied par ces militants entre 1906 et 1939. Ces dossiers nous permettent de connaître le nom de ces coopératives, le moment de leur création, la liste des membres fondateurs et diverses informations nominatives les concernant, notamment leur adresse et leur occupation professionnelle. Ces données nous ont été particulièrement utiles pour enrichir les biographies individuelles des militants concernés.

La correspondance entre militants

Nous souhaitons mettre en évidence les rapports transnationaux que les membres du milieu étudié ont établi avec d'autres militants, notamment en France. Tout au long de l'entre-deux-guerres, des contacts ont été noués avec des organisations, des publications et des éditeurs français. Ces échanges ont pris diverses formes – importation de brochures et de journaux, correspondance, lettres d'appuis, etc. Le fonds E. Armand, conservé à l'Institut français d'histoire sociale (IFHS), contient de l'information sur ces liens, notamment à travers la correspondance de l'éditeur E. Armand avec Paul Faure, un militant anarchiste français vivant à Montréal. Nos recherches dans divers fonds d'archives en France et en Hollande nous ont permis de trouver d'autres traces de ces contacts pendant la période étudiée. L'étude de ces documents nous aide à mieux comprendre les processus de transfert culturel, de même que la synchronicité de certains débats au sein des milieux de gauche.

¹¹² Nous pensons notamment à la décision *Rex c. Saint-Martin* (1933).

Plan de la thèse

Le concept d'itinéraire est polysémique. Utilisé au propre comme au figuré, il sert généralement à décrire le chemin parcouru, le tracé d'une quête, les étapes d'un voyage. En nous renvoyant « (...) à un cheminement concret ou plus abstrait, réalisé ou réalisable, la notion d'itinéraire trouve son principe dans le mouvement qui, en menant d'un endroit à un autre, décentre et déstabilise, mais enrichit aussi par la rencontre avec l'inconnu et l'ailleurs »¹¹³. Inscrit dans l'espace et dans le temps, l'itinéraire n'est pas forcément linéaire, ni prévisible : il est, au contraire, ouvert au champ des possibles.

À travers cette thèse, nous cherchons à cartographier le cheminement collectif des réseaux militants structurés autour d'Albert Saint-Martin pendant l'entre-deux-guerres. Cet exposé est divisé en trois chapitres couvrant des moments distincts de ce parcours. Dans chacun d'eux, nous prenons soin de situer l'engagement des militants dans le contexte sociopolitique de la période étudiée, en plus d'analyser la composition du milieu communiste libertaire en dressant un portrait prosopographique de ses membres, lequel met en relief les dimensions de classe, de genre et d'ethnicité, mais aussi l'insertion sociale et politique des militants à l'échelle des quartiers de la ville.

Avant d'aborder la période de l'entre-deux-guerres, nous allons d'abord faire un détour sur la décennie précédente. Dans le premier chapitre, nous allons tenter de comprendre comment se structure l'intervention des militants socialistes et libertaires de langue française entre 1906 et 1918 dans la métropole. Afin de mieux saisir l'impact de la Première Guerre mondiale et de la révolution russe sur l'engagement de ces militants, ce chapitre est subdivisé en deux parties. La première couvre la période 1906-1914, marquée par l'organisation des premières manifestations du 1^{er} mai à Montréal et l'apparition de groupes comme la section française du Parti socialiste du Canada, le cercle Alpha-Omega, la Ligue des femmes pour l'instruction publique et obligatoire, de même qu'une demi-douzaine de coopératives de production et de consommation. La seconde partie du premier chapitre s'intéresse aux années de guerre, une période cruciale où sont redéfinies les alliances forgées entre 1906 et 1914. Les militants socialistes et anarchistes revoient leurs discours et leurs pratiques, en lien avec l'essor du mouvement anticonscriptionniste et des premiers réseaux de soutien à la révolution russe.

¹¹³ Ariane Devanthery, « Entre itinéraires et trajets : représentations des déplacements dans les guides de voyage au tournant du XIX^e siècle », *In Situ*. <http://journals.openedition.org/insitu/661>, consulté le 28 novembre 2019.

Le deuxième chapitre traite de la période 1919-1923, une étape charnière dans l'itinéraire collectif du milieu communiste libertaire. Après s'être impliqués au sein de la section québécoise du Parti ouvrier du Canada, la plupart des militants regroupés autour d'Albert Saint-Martin quittent cette organisation et rejoignent une nouvelle centrale syndicale révolutionnaire, la One Big Union, formée en 1919. Face au reflux des luttes ouvrières causé par la crise économique de 1921-1922, ces militants réorientent leur action. De nouvelles organisations se disputent le champ politique révolutionnaire, notamment le Parti socialiste (communiste) et l'Association sociale économique ouvrière. Les conditions d'admission au Komintern déchirent ce milieu militant, incitant Albert Saint-Martin à fonder son propre groupe révolutionnaire. Celui-ci amorce une transition qui l'amène à se montrer de plus en plus critique vis-à-vis du régime soviétique et à proposer de nouveaux modes d'intervention à l'échelle locale.

Le troisième et dernier chapitre couvre les années 1924 à 1937. Sur le plan des idées, Albert Saint-Martin et ses camarades cherchent à reformuler leur projet révolutionnaire fondé sur les principes du communisme intégral. Sur celui des pratiques, ce milieu met sur pied de nouveaux groupes autour desquels se structure l'action de ses membres, notamment l'Association révolutionnaire Spartakus et l'Université ouvrière. La crise économique, qui touche durement la classe ouvrière montréalaise, amène le milieu communiste libertaire à réorienter ses interventions. Grâce à l'Association humanitaire et à la Ligue du Réveil féminin, ces militants parviennent à rejoindre des milliers de personnes à travers leurs activités. Les membres de ces groupes doivent faire face à la répression de l'État et des forces de l'ordre. Plusieurs militants multipositionnés, dont Saint-Martin, sont arrêtés par la police et traduits devant les tribunaux sous divers chefs d'accusation. À partir de 1934, le milieu communiste libertaire commence à se désagréger, menant à la dissolution de ses organisations et au désengagement de la majorité de ses militants les plus actifs.

Dans la conclusion de notre thèse, nous effectuerons un retour sur les fondements de la culture politique des militants communistes libertaires, en insistant sur les facteurs qui favorisent la cohésion interne de ce milieu et sa singularité par rapport aux autres composantes du champ politique révolutionnaire montréalais. Nous nous pencherons également sur les modalités de la transmission de la culture politique au sein des milieux de gauche québécois, en lien avec les idées et les pratiques mises de l'avant par le milieu communiste libertaire avant la Deuxième Guerre mondiale.

Chapitre 1. Les militants socialistes et libertaires de langue française à Montréal, 1906-1918

1.1 Introduction

« Quelques ouvriers de Montréal ont cru bon, paraît-il, de suivre le drapeau rouge, par les rues de la Métropole à l'occasion du 1^{er} mai. Est-ce que l'Europe aurait communiqué à notre jeune pays quelques-unes de ses plaies sociales ? »¹¹⁴

Le 1^{er} mai 1906, entre 1000 et 2000 personnes défilent dans les rues du centre-ville de Montréal à l'appel d'une vaste coalition de groupes syndicaux et politiques. Pour la première fois dans l'histoire du Québec, des socialistes prennent la rue à l'occasion de la Journée internationale des travailleurs, drapeau rouge au vent. Malgré la présence « [d'un] nombre fort restreint de Canadiens-français »¹¹⁵, la manifestation est un énorme succès : précédée par une fanfare italienne jouant en alternance l'Internationale et la Marseillaise, la foule se rassemble devant la salle Empire au coin de la rue Sainte-Catherine et du boulevard Saint-Laurent avant de marcher à travers le centre-ville de Montréal. De retour à la salle Empire, les orateurs se succèdent et prononcent des discours en français, en anglais, en russe, en italien, en yiddish et en espéranto.

Quelques jours plus tôt, le chroniqueur ouvrier au journal *La Patrie*, le syndicaliste Joseph-Alphonse Rodier¹¹⁶, prédit pourtant l'échec de cette mobilisation : « Il est question, paraît-il, d'une manifestation socialiste [...]. Nous sommes persuadés que pas une seule des unions professionnelles locales, alliées aux unions internationales, ne prendra part à cette manifestation, si toutefois elle a lieu. La seule fête que ces syndicats reconnaissent pour le Travail est celle du premier lundi de septembre »¹¹⁷. Au lendemain de la manifestation, la presse doit se rendre à l'évidence : la marche est un succès et plusieurs syndicats y étaient représentés. Toutefois, un doute persiste quant aux chances de voir les idées socialistes prendre pied dans la province. Comme l'explique le journal *Le Canada* : « Le drapeau rouge portait ces mots écrits en lettres bien visibles : "Travailleurs du monde, unissons-nous". Il est peu probable cependant que cette belle maxime n'ait aucun effet ici. Les ouvriers de ce pays n'ont pas le même tempérament que les manifestants d'hier. Ils n'ont pas non plus commune [sic] les

¹¹⁴ « Mélanges », *La Libre Parole*, 5 mai 1906, p. 4.

¹¹⁵ « Chronique ouvrière », *La Patrie*, 1^{er} mai 1906, p. 3.

¹¹⁶ Typographe de formation, Joseph-Alphonse Rodier est né à Troy dans l'état de New-York en 1852. Figure marquante du mouvement syndical montréalais, il est l'un des principaux dirigeants des Chevaliers du Travail au Québec et participe à la mise sur pied du Parti ouvrier en 1899. Rodier travaille également comme chroniqueur ouvrier au journal *La Presse*, puis au journal *La Patrie* avant son décès en 1910.

¹¹⁷ « Chronique ouvrière », *La Patrie*, 25 avril 1906, p. 3.

autres qui les reçoivent par hérédité ce sentiment de révolte, causé par l'oppression aristocratique et bureaucratique des pays de Russie »¹¹⁸.

La manifestation du 1^{er} mai 1906 s'inscrit dans une période de transformation importante de la société montréalaise. Des milliers d'immigrants d'Europe de l'Est, d'Europe de l'Ouest et des Amériques viennent grossir les rangs de la classe ouvrière. Ces travailleurs et ces travailleuses emportent dans leurs bagages des cultures politiques multiformes forgées par leurs expériences respectives, lesquelles enrichissent la culture politique ouvrière au Québec. La population de la ville s'accroît de 50% entre 1900 et 1910 et son périmètre urbain s'étend à la faveur d'un vaste mouvement d'annexion municipale : Saint-Henri (1905), De Lorimier (1909), Rosemont (1910) et Maisonneuve (1918) rejoignent ainsi une ville en pleine expansion dont le paysage se modifie grâce à la construction de gratte-ciels ou l'aménagement de parcs et de places publiques. Comme le souligne l'historien Paul-André Linteau, l'apparition de l'automobile et le développement de nouvelles lignes de tramways entraînent aussi des changements dans la vie quotidienne des Montréalais, donnant à leur ville « une image de métropole »¹¹⁹. Deux axes routiers importants, le boulevard Saint-Laurent et la rue Saint-Denis, favorisent le développement de nouveaux quartiers plus au nord et l'étalement de la trame urbaine.

Entre 1891 et 1914, la croissance est rapide et les champs d'activités économiques se diversifient :

On retrouve toujours à Montréal et dans sa banlieue un fort groupe d'industries manufacturières légères centrées sur le textile, le vêtement, la chaussure, le tabac et les produits alimentaires. La présence de l'industrie lourde se maintient également, avec les secteurs du fer et de l'acier et du matériel roulant de chemin de fer, qui profitent en particulier de la nouvelle poussée de construction ferroviaire. De nouvelles industries, comme la fabrication d'appareils électriques, font leur apparition, marquant l'entrée de Montréal dans un nouvel âge technologique¹²⁰.

Carrefour du transport maritime et ferroviaire, Montréal devient une plaque tournante du commerce des céréales venant des provinces de l'Ouest qui en retour s'approvisionnent en biens manufacturés de toutes sortes. Si des villes comme Toronto ou Winnipeg connaissent un essor important, Montréal demeure encore la métropole

¹¹⁸ « Les ouvriers socialistes à Montréal », *Le Canada*, 2 mai, 1906, p. 10.

¹¹⁹ Dany Fougères, dir., *Histoire de Montréal et de sa région*, tome 1, Québec, PUL, 2012, p. 439.

¹²⁰ Paul-André Linteau, *Histoire de Montréal depuis la confédération*, Montréal, Boréal, 2000, p. 150.

bancaire, commerciale et industrielle du Canada. Le secteur tertiaire occupe une place de plus en plus névralgique dans l'économie montréalaise. Dès 1911, plus de 30% de sa population active travaille dans ce secteur, dont près de 20% dans le commerce. Si la rue Sainte-Catherine avec ses grands magasins symbolise la vitalité de ce secteur d'activité, de petits établissements quadrillent la ville à l'échelle des quartiers. On retrouve également un nombre considérable de petits ateliers qui conservent un mode de production artisanal, lesquels côtoient des établissements industriels employant des milliers de travailleurs.

L'agglomération attire l'immense majorité des immigrants qui arrivent au Québec. On y trouve notamment d'importantes communautés juive et italienne qui s'ajoutent aux populations anglaise, écossaise, irlandaise et canadienne-française déjà présentes sur le territoire¹²¹. Le mouvement ouvrier y est plus développé qu'ailleurs en province, tout particulièrement les syndicats « internationaux » affiliés à la puissante Fédération américaine du travail. Leur nombre augmente de manière considérable entre 1906 et 1922 grâce à la poussée de secteurs comme le transport, la métallurgie et le secteur manufacturier. Au début des années 1920, on retrouve à Montréal 60% de tous les travailleurs syndiqués et 80% des conflits de travail au Québec¹²².

La classe ouvrière montréalaise est loin d'être homogène, ce qui se reflète dans la répartition de la main d'œuvre par corps d'emploi. Comme le souligne Geoffrey Ewen, « many workplaces had mixed compositions but members of some groups predominated in certain jobs or in some industries. Anglo-Celts tended to hold a privileged position in the labour market. They predominated in many kinds of office work, especially in firms owned by anglophones, and in supervisory factory positions. The iron and steel industries had a mixed workforce but anglophones held more skilled positions than francophones »¹²³. Cette segmentation a aussi des répercussions dans la répartition géographique des populations ouvrières. Dans le sud-ouest de l'île, à Verdun et Pointe-Saint-Charles tout particulièrement, s'enracine un prolétariat de langue anglaise originaire d'Irlande, d'Écosse ou d'Angleterre. Le long du boulevard Saint-Laurent se forme un corridor des migrations où se succèdent des communautés venues du monde entier – Chine, Syrie, Europe de l'Est, Italie, etc. Quant aux faubourgs de l'est de la ville, ils conservent leur caractère populaire et francophone. Cette segmentation n'a pas un caractère monolithique. Au cours du 20^e siècle, on assiste à un brassage et à une certaine mobilité géographique des populations donnant à Montréal un caractère cosmopolite unique au Québec.

¹²¹ Dansereau, « Le mouvement ouvrier montréalais », p. 45.

¹²² Geoffrey Ewen, « The International Unions and the Worker's Revolt in Quebec, 1914-1925 », Thèse de doctorat (histoire), North York, York University, 1998, p. 13.

¹²³ Ewen, « The International Unions », p. 30.

1.2 L'espace politique montréalais avant la Première Guerre mondiale

Tout au long de la période étudiée, la question sociale et la question urbaine demeurent intimement liées. Selon Annick Germain :

La scène politique locale représente d'ailleurs, au début du siècle, un lieu stratégique crucial dans le traitement des problèmes sociaux : les problèmes de chômage, de pauvreté, de logement, de santé publique, ainsi que tout ce qu'on appelle à l'époque les services d'utilité publique (transport, chauffage, eau, éclairage) sont en effet négociés au niveau local. C'est dire que tout ce qui concerne les conditions de vie des citoyens relève des instances locales publiques et privées. Bien plus, les relations industrielles (ouvriers-patronat) concernent jusqu'à un certain point les autorités municipales¹²⁴.

Régulés à l'échelle locale, les problèmes sociaux ne manquent pas à Montréal. Malgré les progrès réalisés depuis le milieu du 19^e siècle, l'hygiène publique et la salubrité des logements restent des enjeux criants au même titre que la mortalité infantile, laquelle demeure largement supérieure aux moyennes enregistrées ailleurs en Occident¹²⁵. Les problèmes de santé causés par les maladies contagieuses ou infectieuses touchent tout particulièrement les quartiers ouvriers de l'est de la ville où vivent de manière prépondérante les familles ouvrières canadiennes-françaises. Comme le souligne Martin Tétreault, « l'exemple montréalais de 1880 à la Grande Guerre illustre bien l'inégalité sociale devant la mort »¹²⁶. Les bas salaires et l'alternance entre les périodes d'emploi et de chômage empêchent la majeure partie de la classe ouvrière de sortir de la pauvreté. Pour arriver à boucler leur budget, les familles n'ont souvent d'autres choix que de faire travailler leurs enfants à un âge précoce. Malgré l'adoption de lois et de règlements qui encadrent le travail des enfants, force est de

¹²⁴ Annick Germain, « L'émergence d'une scène politique : mouvement ouvrier et mouvements de réforme urbaine à Montréal au tournant du siècle — Essai d'interprétation », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 37, (2), 1983, p. 185.

¹²⁵ « Alors que le taux global de mortalité infantile à Montréal variait aux alentours de 260 pour 1 000 entre 1896 et 1914, la ville de Toronto enregistrerait des taux annuels moyens de 160 pour 1 000. Songeons qu'à la même époque, la mortalité infantile des soixante-dix-huit plus grandes villes d'Angleterre était aussi d'environ 160 pour 1 000, alors que la mortalité infantile urbaine en France, entre 1880 et 1897, variait entre 150 et 200 pour 1 000. Nous possédons également quelques données concernant les plus grandes villes nord-américaines pour l'année 1910. Observons que Montréal apparaît au troisième rang sitôt après deux villes reconnues pour leur forte population d'origine canadienne-française : Fall River et Lowell. » Martin Tétreault, « Les maladies de la misère — aspects de la santé publique à Montréal — 1880-1914 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 36, 4 (1983), p. 508.

¹²⁶ *Ibid.*, p. 526

constater que ce phénomène est loin de se résorber. Prenant conscience de ces enjeux, des mouvements de réformes urbaines s'organisent pour transformer l'administration municipale et promouvoir l'amélioration des conditions de vie de la population :

Au début, ils sont le fait de membres des classes dirigeantes anglophones mais leur base sociale se diversifiera par la suite, sans pour autant inclure de nombreux représentants des classes populaires. Comme dans la plupart des grandes villes nord-américaines, ces mouvements sont composés de « comités de citoyens » qui se forment à partir des années 1880 autour de thèmes aussi variés que la réforme de l'administration municipale, l'urbanisme, l'hygiène, le contrôle des monopoles dans les services d'utilité publique, la participation des femmes à la vie publique, les terrains de jeux pour les enfants des quartiers pauvres, etc.¹²⁷

Malgré un programme de revendications ambitieux, les résultats obtenus par les forces réformistes demeurent plutôt minces à Montréal. Devant cet échec, une partie de la classe ouvrière, consciente de son importance, cherche à faire valoir ses intérêts de manière autonome. D'après Annick Germain, « la scène politique montréalaise semble servir de tremplin aux organisations ouvrières, leur permettant d'affirmer la présence de cette nouvelle force sociale que sont les ouvriers »¹²⁸. Les organisations syndicales développent leur propre programme de réforme de la ville en revendiquant, notamment, l'abolition de la qualification foncière, l'introduction du scrutin proportionnel et la municipalisation des services d'utilité publique. Ces demandes sont portées par une multitude d'associations et de clubs politiques établis à l'échelle des quartiers. Cette situation n'est pas propre à Montréal. Comme le souligne Emmanuel Bellanger, l'espace urbain est densément occupé par une panoplie de groupes :

Les syndicats, les partis et leurs associations satellites se réclamant de la classe ouvrière se partagent l'espace urbain avec d'autres acteurs de la société civile, concurrents ou complémentaires des premiers. S'y mobilisent les sociétés de secours mutuels, les coopératives, les associations de défense [des] mal lotis, des locataires et des petits propriétaires, les ligues de défense de la natalité, de l'hygiène et de la famille, les associations de quartier, les organisations communautaires d'immigrés et les sociétés locales sportives et culturelles (...). Sans oublier, sur un autre registre, les œuvres missionnaires de catholicisme social et des autres institutions confessionnelles (...). Toutes ces organisations, y compris celles qui se présentent comme apolitiques sans l'être dans leurs pratiques, donnent forme à un mouvement social urbain hétérogène et éclaté, dont la fréquence des réactions et l'intensité des actions varient selon les

¹²⁷ Germain, « L'émergence d'une scène politique », p. 192.

¹²⁸ *Ibid.*, p. 197.

traditions et les cultures des territoires soumis aux événements politiques, à la conjoncture économique et aux stratégies des organisations sociales¹²⁹.

Si la consolidation de l'état canadien et de l'état québécois s'accompagne par la nationalisation progressive des pratiques des mouvements sociaux, la Ville demeure jusqu'au milieu des années 1930 l'un des lieux où la question sociale s'exprime avec le plus d'acuité. Alors que l'État social se développe peu à peu sous les pressions exercées par les acteurs de la société civile, les problèmes de chômage, d'itinérance et de pauvreté demeurent la plupart du temps régulés à l'échelle locale¹³⁰. C'est dans cette optique que l'intervention des militants ouvriers peut être comprise à travers une « géographie des rapports sociaux »¹³¹ à l'échelle des lieux des travail et des différents quartiers qui composent la Cité. C'est dans cet espace politique, dont l'épicentre se trouve dans les faubourgs ouvriers situés à l'est du boulevard Saint-Laurent, que se déploie l'action des militants de langue française¹³².

Dans ce premier chapitre, nous verrons comment se structurent les réseaux militants regroupés autour d'Albert Saint-Martin avant 1918 en cherchant à comprendre de quelles façons et par quels moyens les socialistes et les libertaires francophones articulent leur action et nouent des alliances avec d'autres acteurs des milieux progressistes de la métropole. Nous évaluerons la portée subversive de leurs interventions et l'opposition qu'elle suscite de la part des autorités, en lien avec les rapports de force qui s'exercent dans l'espace politique montréalais. Par la suite, nous aborderons un moment crucial dans le développement des idées et des pratiques militantes en nous intéressant à la période 1914-1918, marquée par la guerre et la crise de conscription mais aussi par la révolution russe. Tout au long de ce chapitre, nous dresserons un portrait détaillé des individus

¹²⁹ Emmanuel Bellanger, « Une question éminemment urbaine : les mouvements sociaux de la ville », Pigenet et Tartakowsky, dir., *Histoire des mouvements sociaux*, p. 546

¹³⁰ En pleine crise économique, le Premier ministre du Canada, William Lyon Mackenzie-King déclare en 1922 que le chômage est « d'abord une question pour les individus en cause ; en second lieu, une question à régler entre les municipalités et leurs résidents ; et seulement quand les municipalités ne peuvent plus surmonter leurs difficultés devient-il un problème fédéral ». Cité par Lévesque, *Virage à gauche interdit*, p. 28.

¹³¹ Stanley B. Ryerson, « Le camarade Bethune », Comeau et Dionne, dir., *Le droit de se taire*, p. 163.

¹³² Le terme « espace politique » prendra ici le même sens que celui utilisé par Jean Vigreux dans son article sur le dirigeant communiste Waldeck Rochet. Vigreux utilise le concept d'« espace politique communiste » pour décrire le champ d'action des militants communistes dans la région de la Saône-et-Loire : « Ici, l'espace politique communiste est le monde des hameaux, des petits villages bressans ; pour intervenir sur ce champ d'action, les militants utilisent les moyens traditionnels de la gauche française ; ils se rendent sur les lieux de sociabilité villageoise ». Jean Vigreux, « Waldeck Rochet : l'ascension d'un militant communiste dans l'entre-deux-guerres », Wolikow, dir., « Écrire des vies », p. 101. L'espace politique désigne un territoire – physique et symbolique - où s'exercent des rapports de force, où se manifeste le pouvoir, dans lequel les acteurs politiques interviennent et s'affrontent. Il ne renvoie pas nécessairement aux délimitations prescrites par le cadre politique de la démocratie libérale (ex : circonscription électorale). Nous pouvons donc l'examiner du point de vue de la « politique populaire », distincte et alternative à la politique instituée.

constituant ces réseaux dans une approche sociobiographique. Ce travail d'analyse nous servira d'ancrage comparatif afin d'évaluer les particularités du milieu communiste libertaire pendant l'entre-deux-guerres, mais aussi de mieux saisir l'itinéraire des militants et des militantes qui en font partie¹³³.

1.3 Albert Saint-Martin et les transformations du champ politique ouvrier, 1904-1914

Dès la fin du 19^e siècle, on retrouve à Montréal divers courants politiques qui aspirent à transformer la société en fonction des intérêts de la classe ouvrière. Qu'ils soient d'inspiration travailliste, socialiste ou anarchiste, une panoplie de groupes, de partis et de syndicats déploient leurs activités dans la métropole. L'une des caractéristiques de ce champ politique est sans aucun doute sa segmentation ethnoculturelle. En effet, les principales organisations politiques ouvrières sont pour la plupart composées de sections « nationales » ou linguistiques : militants anglais, français, lettons, juifs, russes, italiens, polonais, hongrois ou allemands se regroupent sur des bases distinctes. On observe la même chose chez les anarchistes, où l'on retrouve des groupes russes, juifs, italiens et français. Certaines organisations transnationales, comme la Fédération socialiste italienne, ont aussi des sections locales dans la métropole¹³⁴. Hormis le *Cotton's Weekly* et quelques journaux syndicaux, on retrouve très peu de publications de gauche produites au Québec dans les rares librairies où l'on peut se procurer la presse socialiste et anarchiste. La plupart des brochures et des journaux révolutionnaires distribués à Montréal avant la Première Guerre mondiale proviennent d'Europe ou des États-Unis, permettant la diffusion des « idées-forces »¹³⁵ de ces courants politiques. Ces particularités ne sont pas étrangères au fait qu'avant la Deuxième Guerre mondiale, les milieux socialistes, communistes et anarchistes montréalais seront perçus « comme une enclave révolutionnaire européenne au sein de la société canadienne »¹³⁶.

Cette fragmentation ethnolinguistique est compensée par les nombreux liens de solidarité qui se tissent entre militants. Malgré la présence d'importants désaccords au plan idéologique, la période qui précède la Première

¹³³ Sur l'intérêt d'une approche comparative entre sous-groupes d'un même corpus, voir : Lemercier et Picard. « Quelle approche prosopographique ? », Rollet et Nabonnaud, dir., *Les uns et les autres*, p. 605-630.

¹³⁴ Angelo Principe, « The Least, The Last, The Lost : The Italian Radicals in Canada (1900-1925) », *Rivista di Studi Italiani*, 3, 1 (2013), p. 932-933.

¹³⁵ Pierre Bourdieu, *Propos sur le champ politique*, Lyon, Presses universitaires de Lyon, 2000, p. 13 et 63.

¹³⁶ Ryerson, « Le camarade Bethune », p. 165.

Guerre mondiale reste marquée par des pratiques de coopération entre les formations de gauche¹³⁷. À Montréal, les militants des différentes communautés tiennent leurs assemblées publiques et leurs réunions politiques dans les mêmes lieux, interviennent fréquemment sur les mêmes enjeux, emploient souvent les mêmes tactiques et les mêmes stratégies. On les retrouve au coude à coude lors des grèves qui secouent périodiquement l'industrie du vêtement. Ces rapports étroits permettent à des militants anarchistes juifs de donner un coup de main à des camarades socialistes de langue anglaise qui présentent leur candidature lors d'une élection fédérale sans que cela ne soulève de controverse particulière¹³⁸.

Un certain nombre de militants bilingues servent d'intermédiaires entre ces groupes disparates, ce qui leur permet notamment d'organiser ensemble les manifestations du 1^{er} mai à partir de 1906. L'un de ces militants, le sténographe Albert Saint-Martin (1865-1947), a un impact déterminant sur le mouvement ouvrier. La place centrale de Saint-Martin dans le champ politique révolutionnaire montréalais est incontestable : ses adversaires reconnaissent d'emblée son influence sur le plan des pratiques et des idées pendant plus d'une trentaine d'années. Ce « militant d'avant-garde », pour reprendre le terme utilisé par son biographe Claude Larivière, n'était pas pour autant isolé : des centaines d'hommes et de femmes croisent sa route et gravitent autour de lui. Qui sont ces individus? Comment se traduit leur engagement militant? Quels rapports établissent-ils avec un « poids lourd » comme Saint-Martin? Avant d'aller plus loin, il convient de dresser un portrait plus détaillé de ce personnage central.

Albert Saint-Martin est né à Montréal le 1^{er} octobre 1865. Son père, Joseph, est marchand de tabac dans le quartier Sainte-Marie. Comme le souligne l'hebdomadaire culturel *Le Passe-temps*, qui publie en 1905 quelques notes biographiques à son sujet :

M. Albert Saint-Martin a toujours habité notre ville ; c'est donc un Montréalais dans toute l'acceptation du mot. M. Saint-Martin est un teneur-de-livre diplômé de l'École du Plateau ; en 1887 il subissait les examens établis par le Barreau pour être admis sténographe officiel : profession qu'il a exercée depuis cette date. Malgré qu'il fût bien connu comme un libéral militant, les conservateurs, vu son habileté extraordinaire comme sténographe anglais et français, le

¹³⁷ Palmer, *Working-Class Experience*, p. 179.

¹³⁸ Dans son étude sur le mouvement anarchiste en France pendant l'entre-deux-guerres, David Berry mentionne qu'un certain nombre d'anarchistes entretenaient des liens étroits avec le Parti socialiste avant 1914. Plusieurs indices nous amènent à penser qu'il en fut de même à Montréal. Voir à ce sujet : Berry, *Le mouvement anarchiste en France 1917-1945*, p. 21.

nommèrent chef des sténographes des Cours Criminelles et de Police et traducteur officiel des dites cours ; charge qu'il a occupée jusqu'à ces derniers temps¹³⁹

Selon Claude Larivière, Saint-Martin a sans doute été mis en contact avec les idées progressistes à travers les assemblées des Chevaliers du travail, très actives à Montréal à la fin du 19^e siècle¹⁴⁰. Ses contacts étroits avec le typographe Joseph-Alphonse Rodier, l'un des militants les plus en vue de l'organisation, pourraient effectivement étayer cette hypothèse bien qu'aucune source ne l'atteste directement. Au début du 20^e siècle, Saint-Martin se rapproche des milieux libéraux progressistes et des cercles de libres penseurs montréalais, plus particulièrement les membres de la Ligue de l'enseignement et de la loge l'Émancipation¹⁴¹. Si son adhésion à la franc-maçonnerie demeure incertaine, on sait qu'il fréquente plusieurs membres de cette loge comme l'écrivain anarchiste français René de Marmande¹⁴² et le peintre Ludger Larose¹⁴³. Il est également très proche d'un membre influent de la loge, le sténographe Albert Pierre Beauchemin. C'est ce dernier qui initie Saint-Martin à l'espéranto. En 1905, Saint-Martin se rend avec Beauchemin à Boulogne-sur-Mer pour assister à un congrès espérantiste international. S'il s'agit sans doute de son seul voyage en Europe, Saint-Martin cultive tout au long de sa vie des contacts étroits avec des militants français et belges ayant immigré au Canada¹⁴⁴.

1.3.1 Vers l'action politique ouvrière

Un événement a sans doute joué un rôle important dans la formation politique d'Albert Saint-Martin et de ses camarades. Au mois d'octobre 1904, une délégation ouvrière française fait escale à Montréal après s'être rendue à Saint-Louis au Missouri pour assister à l'exposition universelle. Conduite par Albert Métin¹⁴⁵, elle

¹³⁹ « M. Albert Saint-Martin », *Le Passe-temps*, 11, 262 (8 avril 1905), p. 3.

¹⁴⁰ Larivière, *Albert Saint-Martin*, p. 25.

¹⁴¹ Andrée Lévesque, *Éva Circé-Côté, libre-penseuse, 1871-1949*, Montréal, Éditions du remue-ménage, 2010, p. 85 ; Éric Leroux, « L'influence du radicalisme français au Québec au début du XX^e siècle », *Mens*, 4, 2 (printemps 2006), p. 177.

¹⁴² Au sujet de René de Marmande, voir : <http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article154337>, notice MARMANDE René de [Dictionnaire des anarchistes] par Guillaume Davranche, version mise en ligne le 13 mars 2014, dernière modification le 19 janvier 2019.

¹⁴³ Sur les liens entre Ludger Larose et Albert Saint-Martin, voir : Alison Longstaff, *Ludger Larose. Un artiste engagé au tournant du XX^e siècle*, Québec, PUL, 2017, 269 p.

¹⁴⁴ Comme plusieurs de ses contemporains, Saint-Martin a sans doute correspondu avec des militants européens. S'il reste peu de traces de cette activité, nous avons toutefois retrouvé une lettre de sa part, publiée dans la revue britannique *The Esperantist* (novembre 1903), où il décrit les activités du Klubo Progresso auquel il est affilié.

¹⁴⁵ Homme politique influent sous la 3^e République, Albert Métin (1871-1918) fut d'abord connu comme militant anarchiste. Au tournant du 20^e siècle, il renonce à l'anarchisme pour passer au radicalisme. À partir de 1906, il amorce une carrière politique qui le mène à occuper divers postes, dont celui de ministre du Travail entre 1913 et 1916.

comprend plusieurs militants syndicaux actifs dans le mouvement coopératif, à la CGT, au Parti socialiste français et dans la fédération des bourses du travail¹⁴⁶. Une assemblée publique est organisée le 14 octobre à la salle Saint-Joseph à laquelle assistent plus de 300 militants ouvriers. Un article du journal *La Patrie* nous donne un aperçu des discours prononcés à cette occasion :

Disons seulement qu'il [sic] ont été unanimes à condamner le régime du salariat actuel et qu'ils ont préconisé à sa place la coopération de production. Ils se sont également fortement prononcé en faveur de l'action politique qu'ils regardent comme l'unique moyen de conserver les conquêtes que nous faisons dans le domaine économique. Ils ont prêché l'organisation syndicale et ont déclaré que toutes les réformes que nous pourrions obtenir soit du patronat, soit des gouvernements, ne seraient jamais appliquées si les ouvriers ne se solidarisent pas fortement. Les discours de ces représentants du travail organisé ont soulevé de nombreux applaudissements. (...) Il a été question (...) de fonder à Montréal une bibliothèque et une école sociale qui seraient alimentées par la littérature que leur fourniraient les syndicats ouvriers français¹⁴⁷.

Le journal *La Presse* souligne pour sa part que l'assemblée se termine « (...) par le chant de "l'Internationale", chant des travailleurs français »¹⁴⁸ dont les paroles furent distribuées aux personnes présentes dans la salle. Les militants ouvriers canadiens-français découvrent ainsi – peut-être pour la première fois – cet « hymne des unions ouvrières de France » qu'ils reprendront bientôt dans leurs activités¹⁴⁹. Si l'on en croit le témoignage du syndicaliste Alfred Charpentier, cette rencontre a un impact déterminant sur l'auditoire : « Quelques-uns des chefs ouvriers d'alors qui restèrent influencés par les émancipateurs de la Confédération générale du travail, n'ont pas peu contribué à accroître en certains milieux du travail organisé de Montréal, pour la décennie qui va suivre, les sentiments de méfiance religieuse et d'esprit des classes qui y couvaient déjà »¹⁵⁰.

¹⁴⁶ Parmi les membres de la délégation, on remarque la présence d'Henri Dugué, représentant de la Chambre syndicale des ouvriers métallurgistes du Havre ; Claude Gignoux, directeur de l'imprimerie coopérative La Laborieuse de Nîmes ; Jules Malbranque, socialiste et coopérateur, directeur de la Bourse du travail d'Amiens et militant du Syndicat national des chemins de fer ; Auguste Manoury, avocat, coopérateur et membre de la direction nationale du Parti socialiste français ; et Henry Buisson, ouvrier-peintre parisien, fouriériste et coopérateur. Pour la liste complète, voir : « Délégués ouvriers de France », *Le Canada*, 13 octobre 1904, p. 4.

¹⁴⁷ « Chronique ouvrière », *La Patrie*, 17 octobre 1904, p. 5.

¹⁴⁸ « Nouvelles ouvrières », *La Presse*, 17 octobre 1904, p. 13.

¹⁴⁹ « Lors de l'excursion du parti ouvrier à Saint-Hyacinthe, dimanche prochain, un puissant chœur chantera "l'Internationale", l'hymne des unions ouvrières de France et qui a été laissé ici l'automne dernier lors de la visite parmi nous des délégués ouvriers français. Le refrain de cet hymne sera distribué aux excursionnistes afin de permettre à tous de l'apprendre et de le chanter en cœur. ». « Nouvelles ouvrières », *La Presse*, 22 juin 1905, p. 11. Notons qu'Albert Saint-Martin fait partie des organisateurs de cette excursion.

¹⁵⁰ Alfred Charpentier, « Le mouvement politique ouvrier de Montréal (1883-1929) ». Fernand Harvey, dir., *Aspects historiques du mouvement ouvrier au Québec*, Montréal, Boréal express, 1973, p. 154-155.

Dans la foulée de cette assemblée, Saint-Martin, jusqu'alors considéré comme un libéral indépendant¹⁵¹, se joint au Parti ouvrier dont il devient rapidement le secrétaire¹⁵². Créée en 1899, cette formation politique est alors en pleine réorganisation. Elle cherche à donner une voix à la classe ouvrière afin de faire contrepoids aux partis contrôlés par la bourgeoisie. Les deux premiers articles de sa constitution adoptée au mois de décembre 1904, sont très clairs à ce sujet :

1. Le but de ce parti est de combattre toute politique adverse aux intérêts des travailleurs et de la société et d'améliorer le système d'économie politique actuel par une politique d'économie sociale et coopérative conforme à l'intérêt général et au bien de tout le pays.

2. Pour cette fin, obtenir une juste représentation dans les gouvernement fédéral et provinciaux, ainsi que dans les conseil municipaux¹⁵³.

Le programme politique du Parti ouvrier fait écho aux revendications portées par le mouvement syndical depuis la fin du 19^e siècle. Élaborée en 1899, puis amendée en 1904 et 1911, cette plateforme contient une quarantaine de propositions qui reflètent les aspirations de la classe ouvrière montréalaise en matière de justice, d'éducation, de fiscalité, de démocratie et d'égalité sociale. Si les dirigeants du parti se montrent particulièrement cinglants dans leurs interventions face aux capitalistes et aux politiciens bourgeois, le Parti ouvrier reste une formation politique réformiste qui cherche avant tout à provoquer des changements par la voie législative. La structure du parti repose sur la formation de clubs ouvriers à l'échelle locale. Ses membres s'engagent à soutenir activement les candidatures qui reçoivent l'appui du parti.

Au mois de mars 1905, Saint-Martin se porte candidat dans la circonscription de Montréal 2 – quartier Saint-Jacques – contre le premier ministre libéral Lomer Gouin dans une élection partielle. Dans ce district ouvrier majoritairement francophone, plus de 500 personnes sont présentes lors de son assemblée d'investiture, dont plusieurs représentants des syndicats internationaux de Montréal : « M. Saint-Martin explique le programme

¹⁵¹ Le terme de « libéral indépendant » est utilisé par les militants libéraux qui ne sont pas attachés à l'organisation du Parti libéral. Ainsi, Albert Saint-Martin intervient au mois de novembre 1904 en faveur de l'échevin Joseph-Thomas Marchand qui cherche à obtenir l'investiture libérale dans la circonscription Montréal no. 2 – Sainte-Marie – contre le député libéral sortant, George-Albini Lacombe. Voir à ce sujet : « La division Sainte-Marie », *La Presse*, 11 novembre 1904, p. 8.

¹⁵² « Nouvelles ouvrières », *La Presse*, 21 décembre 1904, p. 9.

¹⁵³ « Nouvelles ouvrières », *La Presse*, 5 décembre 1904, p. 9.

ouvrier, en appuyant sur les clauses demandant la nomination d'un ministre de l'Instruction publique, sur l'instruction gratuite et obligatoire et sur l'abolition du conseil législatif. Le candidat ouvrier a été très applaudi »¹⁵⁴. Bien organisée et très dynamique, sa campagne obtient une excellente couverture dans la presse montréalaise même si de l'avis général, l'élection de Lomer Gouin semble assurée. Certains remettent toutefois en doute la légitimité de Saint-Martin à parler au nom des ouvriers. C'est notamment le cas du journal *La Presse* pour qui la candidature de Saint-Martin n'est pas « ouvrière » mais « politique », « car elle n'a pas été endossée par aucune association ouvrière »¹⁵⁵. Même son de cloche dans *Le Bulletin* : « Ce candidat ne représente que lui-même, que son ambition incommensurable et celle d'un petit groupe de discoursiers qui se sont montés à quatre ou cinq en discutant sur la fameuse question sociale »¹⁵⁶. Il est vrai que Saint-Martin n'est pas un ouvrier. Son adhésion aux principes défendus par le Parti ouvrier repose avant tout sur des assises intellectuelles plutôt que sur ses propres intérêts de classe. Malgré ces critiques, les résultats qu'il obtient sont encourageants : même si Lomer Gouin gagne l'élection avec 3240 votes, Saint-Martin fait bonne figure en obtenant 13% des suffrages exprimés, soit 504 votes.

Dans les mois qui suivent cette élection, Saint-Martin est de plus en plus sollicité. À ses conférences sur l'espéranto s'ajoutent maintenant des sujets plus politiques et philosophiques. S'il s'adresse régulièrement aux membres des clubs ouvriers montréalais, on le retrouve aussi à Saint-Hyacinthe et à Buckingham, deux villes où le Parti ouvrier cherche à développer ses activités. Saint-Martin acquiert une réputation enviable auprès de ses contemporains, celle d'un militant désintéressé, entièrement dévoué aux causes qu'il défend :

Dans ce siècle d'argent, où chacun ne cherche que son intérêt personnel, où les opinions se quotent [sic] à la Bourse, M. Saint-Martin constitue une noble exception. Actif, sobre, généreux, ne comptant pas lorsqu'il s'agit d'un principe, il est vraiment ce que l'on peut appeler un apôtre (...). [C'est un] propagateur constant, résolu, tenace, persistant. En face de la conviction de M. Saint-Martin on se sent ébranlé : les arguments qu'il vous présente sont soumis avec tant de chaleur, qu'il faut être convaincu ; on sent qu'il a raison, il faut le suivre¹⁵⁷.

Scolarisé et parfaitement bilingue, Saint-Martin possède un capital culturel peu commun à cette époque, tout particulièrement dans les cercles ouvriers montréalais. Saint-Martin possède également un capital économique

¹⁵⁴ « Saint-Martin ouvre sa campagne électorale », *La Presse*, 31 mars 1905, p. 10.

¹⁵⁵ « Dans Saint-Jacques », *La Presse*, 6 avril 1905, p. 8.

¹⁵⁶ « Le bon sens des ouvriers », *Le Bulletin*, 9 avril 1905, p. 2.

¹⁵⁷ « M. Albert Saint-Martin », *Le Passe-temps*, 11 (262), 8 avril 1905, p. 3.

enviable. Son poste de sténographe au palais de justice lui procure des revenus qui s'élèvent, en 1901, à 1400\$ par année¹⁵⁸, soit trois fois plus que ceux d'un ouvrier d'une entreprise manufacturière¹⁵⁹. Cette relative aisance financière permet à sa famille d'avoir à une « servante » à leur domicile, une jeune fille de 14 ans nommée Agde Théauret (Théoret).

Saint-Martin demeure alors avec sa femme Emma Dufresne et leurs deux enfants, Théode et Berthe sur la rue Saint-Christophe¹⁶⁰. Entre 1904 et 1907, leur domicile familial sert régulièrement de lieu de rencontre pour toute une panoplie de clubs et d'associations politiques, culturelles et sportives. En juin 1904, le Klubo Progresso y inaugure une salle de réunion, bientôt rebaptisée « salle Espéranto ». On y donne des cours gratuits d'espéranto le mercredi soir. Un deuxième club, le Klubino Progresso, est également mis sur pied pour dispenser des cours aux plus jeunes : Théode et Berthe Saint-Martin le fréquentent assidument. L'Institut philotechnique canadien¹⁶¹ y tient des activités littéraires et théâtrales alors que le club de baseball Manhattan – dirigé par le militant syndical J. Foucher – s'en sert comme lieu de permanence. Cette salle héberge également entre 1904 et 1906 des réunions du comité central du Parti ouvrier, du club social-démocrate, du club ouvrier Bellamy et du club ouvrier Saint-Jacques auxquels Saint-Martin est associé. À n'en pas douter, Saint-Martin est alors au cœur des réseaux associatifs du quartier Sainte-Marie, mieux connu sous le nom de « Faubourg à m'lasse ». Comme le souligne l'historien Paul-André Linteau, ce quartier ouvrier a laissé une empreinte très forte dans l'imaginaire des Montréalais avant d'être en bonne partie rasé au début des années 1960 pendant le vaste mouvement de rénovation urbaine qui transforme la ville :

Le nom Faubourg à m'lasse n'a jamais eu de connotation officielle. C'est une appellation familière apparue au cours du XIX^e siècle et dont l'origine reste nébuleuse. La mélasse, un sirop moins coûteux que le sucre, était surtout consommée dans les milieux populaires et pouvait être associée à des familles peu fortunées. La proximité du port, où étaient déchargés les barils de mélasse, peut aussi expliquer ce nom. Dans l'imaginaire montréalais, le Faubourg à m'lasse devient l'archétype du quartier populaire canadien-français, à la fois rustre et coloré. Pour certains de ses habitants, le nom devient un élément identitaire d'une population vaillante et fière, pour d'autres, il est plutôt synonyme de mépris et de discrimination.

¹⁵⁸ *Projet d'indexation du Recensement de 1901*. <http://automatedgenealogy.com/census/ProofFrame.jsp?id=87749>, consulté le 1^{er} décembre 2019.

¹⁵⁹ Ministère du travail du Canada, *Les salaires et les heures de travail au Canada, 1900-1913*. http://publications.gc.ca/collections/collection_2014/bcp-pco/CP32-97-1915-5-fra.pdf, consulté le 6 décembre 2019.

¹⁶⁰ Le couple, qui s'est marié en 1886, aura six enfants, mais seuls Théode et Berthe atteindront l'âge adulte.

¹⁶¹ L'Institut philotechnique est présidé par le médecin Edouard Glas et compte parmi ses membres plusieurs individus connus pour leur engagement dans les cercles de libres penseurs montréalais. Voir : « Institut philotechnique », *La Presse*, 5 décembre 1904, p. 11.

Au XIX^e siècle et dans la première moitié du XX^e siècle, le Faubourg abrite surtout une population ouvrière francophone peu scolarisée et peu qualifiée, donc à faible revenu. On y trouve des débardeurs employés au port, des journaliers allant d'un chantier à l'autre au gré des contrats et des saisons, et de nombreux ouvriers d'usine. Plusieurs établissements industriels imposants se trouvent dans les environs, notamment la brasserie Molson, des usines de verre (Dominion Glass), de linoléum (Dominion Oil Cloth), de caoutchouc (Dominion Rubber) et d'autres encore. En outre, un bon nombre de petits établissements — imprimeries, ateliers d'usinage ou de réparation, manufactures modestes — sont disséminés sur le territoire¹⁶².

1.3.2 La transition vers le socialisme

Peu de temps après s'être joint au Parti ouvrier, Albert Saint-Martin effectue une transition qui le mène à devenir le responsable de la section française du Parti socialiste du Canada (PSC) à Montréal. Fondé en 1904 à Vancouver, le PSC est alors le principal groupe marxiste actif au Canada. Le parti concentre ses forces dans les provinces de l'Ouest, où il compte des sections très actives et quelques élus, notamment en Colombie-Britannique. Qualifié de dogmatique par ses adversaires, ses militants cultivent une certaine orthodoxie qui les amènent à rejeter d'emblée toute forme de réformisme et, de ce fait, critiquer le trade-unionisme et le travaillisme. Les militants du PSC cherchent à propager la « science » marxiste au sein de la classe ouvrière par divers moyens. Pour transformer radicalement la société, affirment-ils, il faut d'abord éduquer ces milliers de « wage slaves » qui suivent aveuglément les politiciens bourgeois et les chefs ouvriers réformistes, qualifiés dans la presse du parti de « labor fakirs ».

Au mois de janvier 1906, une section du PSC est formée à Montréal par des membres du German Workingmen's Club¹⁶³. Rapidement, le parti devient l'une des principales formations révolutionnaires à Montréal aux côtés du Socialist Labor Party (SLP), des Industrial Workers of the World (IWW) et de divers collectifs anarchistes (Frayhayt, Arbayter Freund, Groupe anarchiste de Montréal). Saint-Martin, que la presse montréalaise présente

¹⁶² Paul-André Linteau, *Le Faubourg à m'lasse*, Mémoire des Montréalais, 11 décembre 2015. <https://ville.montreal.qc.ca/memoiresdesmontrealais/le-faubourg-mlasse>, consulté le 6 décembre 2019.

¹⁶³ Incorporé au mois de février 1904 sous le nom de German Workmen's Club (*Gazette officielle de Québec*, 27 février 1904, p. 362). Deux des membres fondateurs de cette association joueront un rôle important dans les milieux révolutionnaires montréalais avant la Première Guerre mondiale : Otto Jahn et François Telat. Jahn devient en 1906 le premier secrétaire de la section locale du Parti socialiste du Canada à Montréal et se fera remarquer lors des manifestations du 1^{er} mai en 1906 et 1907. Quant à Telat, c'est un militant anarchiste actif depuis les années 1880. Après avoir vécu en Allemagne, en Suisse, en Belgique, en France et en Angleterre, il immigré au Canada en 1894. Telat ouvre à Montréal un atelier de fabrication d'appareils orthopédiques. Avant la Première Guerre mondiale, il prend régulièrement la parole dans des assemblées publiques où il défend des positions anarchistes.

dès 1905 comme un « socialiste actif »¹⁶⁴, va se rapprocher progressivement du PSC au cours de l'année 1906. Au mois de février, une traduction française du programme du parti est diffusée dans le journal *Le Passe-Temps*¹⁶⁵. On peut faire l'hypothèse que c'est à cette période que Saint-Martin se joint au PSC. Un autre événement tend à confirmer cette hypothèse. Au mois de mars 1906, Saint-Martin participe à la mise sur pied d'un nouveau groupe politique, le club ouvrier Bellamy, qui se réunit chez lui jusqu'en 1907¹⁶⁶. Cette référence explicite à l'auteur des romans d'anticipation *Looking Backward* et *Equality* est significative. Elle traduit l'influence d'Edward Bellamy dans la formation politique de Saint-Martin. Si ce dernier adhère à la plateforme du PSC – comme en témoigne un article paru dans *Le Nationaliste* en 1907¹⁶⁷ –, sa pensée reste teintée par celle des penseurs socialistes utopiques. Un tract diffusé vers 1911 par la section française du PSC à Montréal intitulé « Qu'est-ce que le socialisme ? » nous permet de constater cette influence sur le groupe dirigé par Saint-Martin :

1. Le Socialisme est une assurance mutuelle et universelle de tous pour tous. Moyennant un travail modéré, facilité par les machines, le Socialisme assure ou garantit à chacun l'éducation, la faculté de se marier, la nourriture, le vêtement, le logement ; en un mot, tout.
2. Le Socialisme supprime la propriété individuelle et la monnaie, source de crimes et de misère.
3. Le Socialisme, c'est la régénération de la société toute entière où, le riche est exposé à être volé, assassiné, le pauvre à mourir de faim et abandonné.
4. Le Socialisme renferme toutes les questions de morale, de philosophie, d'industrie, d'économie politique et de législation.
5. Avec le Socialisme, tous pour chacun, chacun pour tous : à chacun suivant ses besoins, de chacun suivant ses forces, c'est la communauté. Avec le Socialisme, plus de pauvres ni d'oisifs, plus de crimes ni de supplices, plus d'impôts ni de police, plus de contestations ni de procès, plus

¹⁶⁴ « Le programme ouvrier », *La Vérité*, 18 février 1905, p. 2. Au mois de janvier 1905, Saint-Martin expose « d'une façon brillante la théorie socialiste » lors d'une assemblée publique organisée à Saint-Hyacinthe par le club ouvrier de cette ville. Voir : « Nouvelles ouvrières », *La Presse*, 24 janvier 1905, p. 10.

¹⁶⁵ « Le socialisme à Montréal », *Le Passe-temps*, 24 février 1906, p. 70.

¹⁶⁶ Le club ouvrier Bellamy est affilié au Parti ouvrier. Voir : « Nouvelles ouvrières », *La Presse*, 13 mars 1906, p. 13.

¹⁶⁷ « Ce qui fait la force des socialistes, ce qui fait que leur doctrine gagne toujours du terrain, et que des millions d'hommes sérieux, sobres, actifs, intelligents, instruits et dévoués, se font un honneur d'être socialiste, c'est que, malgré les injures dont on les abreuve, les socialistes continuent poliment, paisiblement, leur propagande, sachant que l'humanité, dans sa marche continuelle, entraînée par le progrès, comprendra un jour que la PROPRIÉTÉ PRIVÉE est la cause de tous les crimes, la mère de tous les vices. (...) C'est précisément ce que nous prétendons, nous, socialistes, qu'il y a une question sociale (plus qu'une question ouvrière) à résoudre : pour résoudre cette question, nous l'abordons FRANCHEMENT, et nous tâchons de découvrir qu'elle est la cause du mal ; nous croyons l'avoir découverte, dans le mode actuel de production et de répartition de la richesse. Quand [sic] aux réformes à faire, les capitalistes n'en suggèrent aucune. Nous proposons la suppression de la cause du mal, ou pour être plus concluants, ce que nous croyons être la cause du mal : la propriété privée, et nous voulons y substituer la propriété collective ». A. Saint-Martin, « Le drapeau rouge », *Le Nationaliste*, 21 avril 1907, p. 2.

d'inquiétude ni de soucis ; tous les citoyens amis et frères ; tous non seulement heureux mais également heureux !

6. Enfin le Socialisme, c'est la société organisée, et fondée sur l'égalité et la fraternité, c'est la République universelle, le bonheur commun, l'avenir de l'humanité¹⁶⁸.

Si le PSC n'est pas tendre à l'endroit des formations politiques travaillistes comme le Parti ouvrier, Saint-Martin maintient son adhésion à ces deux organisations aux objectifs diamétralement opposés. Toutefois, après l'élection de son candidat Alphonse Verville lors d'une élection partielle en février 1906 dans Maisonneuve, le Parti ouvrier se recentre politiquement. La controverse entourant la manifestation du 1^{er} mai 1906, suivie par la défaite de son candidat Joseph Ainey dans l'élection provinciale de novembre sont déterminantes dans la décision du Parti ouvrier de couper les ponts avec sa minorité socialiste¹⁶⁹. En 1907, Saint-Martin est démis de ses fonctions de secrétaire du Parti ouvrier, lequel refuse bientôt l'adhésion des membres du PSC¹⁷⁰. Chez les dirigeants trade-unionistes et travaillistes, on se méfie des socialistes et des anarchistes qui prennent de plus en plus de place au sein du mouvement ouvrier montréalais¹⁷¹.

Au mois de septembre 1908, Albert Saint-Martin annonce qu'il est candidat socialiste dans la circonscription fédérale de Saint-Laurent. Le début de sa campagne est marqué par plusieurs assemblées publiques tenues au marché Saint-Laurent, situé sur la rue Saint-Dominique : « On peut le voir tous les soirs, juché sur un baril ou sur une boîte, au coin d'une rue, entouré d'une cinquantaine de curieux et d'une douzaine d'adeptes, pérorant en faveur de la grande réorganisation sociale dont il voudrait se faire l'instigateur »¹⁷². Saint-Martin diffuse aussi un manifeste dont certains extraits sont publiés dans le journal *Le Nationaliste*, l'hebdomadaire dirigé par le

¹⁶⁸ Parti socialiste du Canada, « Qu'est-ce que le socialisme », IHS, Coll00212, 2.1. Ce tract est reproduit dans l'Annexe A.

¹⁶⁹ Pendant toute la campagne de novembre 1906, les adversaires libéraux de Joseph Ainey cherchent à dépeindre le candidat du Parti ouvrier comme un militant socialiste, forçant ses partisans à se justifier. Le président du CMTM, J.C.E. Tardif, l'un des principaux soutiens d'Ainey, écrit : « Il est vrai qu'il peut y avoir quelques socialistes dans le parti ouvrier, mais ces radicaux n'ont pas une grande influence chez la majorité des ouvriers de Montréal ». « Nouvelles ouvrières », *La Presse*, 13 novembre 1906, p. 13.

¹⁷⁰ Ainsi, le journal *Le Soleil* rapporte qu'en 1909, le socialiste Alphonse Ouellette fait une demande de « réadmission » au Parti ouvrier qui lui est refusée : « Il est répondu à Alphonse Ouellette qu'il est libre de se présenter à n'importe quel club pour se faire admettre membre du parti, mais il aura au préalable, toutefois, à abandonner le parti socialiste, car la constitution du parti ouvrier interdit à ses membres de faire partie d'aucun autre groupement politique, et M. Ouellette ne se soumettra pas à ce règlement ». Voir à ce sujet : « Nouvelles ouvrières », *Le Soleil*, 10 novembre 1909, p. 8. Ouellette siège en 1907 au comité général du Parti ouvrier en compagnie d'Albert Saint-Martin. Voir : « Chronique ouvrière », *La Patrie*, 4 février 1907, p. 3.

¹⁷¹ Ewen, « The International Unions », p. 217.

¹⁷² « Les socialistes de Montréal », *La Presse*, 19 septembre 1908, p. 36. « Les étudiants s'amuse », *La Presse*, 10 octobre 1908, p. 36. « Albert St. Martin », *L'Action sociale*, 12 octobre 1908, p. 2.

journaliste Olivar Asselin. Après avoir mis dos-à-dos le Parti libéral et le Parti conservateur, il dénonce avec vigueur les effets de la crise économique sur la classe ouvrière :

Le Canada était un pays quasi prospère : nous voyons qu'après dix-huit années de régime libéral nous avons 5,000 sans-travail à Montréal seulement ; les prisons regorgent de malheureux qui préfèrent se faire arrêter pour de légers délits plutôt que de rester dans la misère ; des milliers d'enfants ne fréquentent pas les écoles parce que leurs parents n'ont pas les moyens de les y laisser; des milliers de pauvres petits malheureux doivent s'étioler dans les « sweat-shops », les usines, les manufactures, les magasins et les bureaux ; les ménages sont dispersés, l'amour familial disparu, parce que nos filles et nos femmes sont obligées de délaisser la maison pour aller enrichir des compagnies ; comme conséquence inévitable de tout cela : l'ivrognerie, la prostitution et tous les crimes se multiplient dans des proportions alarmantes¹⁷³.

Cette crise, dit-il, n'est pas passagère : elle prend un caractère permanent. Quelques années plus tôt, Saint-Martin aurait sans doute proposé une série de réformes pour remédier à la situation et alléger les souffrances des classes populaires, son message est maintenant tout autre :

Guidés par ses philosophes, par ses savants et par ses économistes célèbres, seul, le parti socialiste, à la suite d'études et de recherches prolongées, a trouvé la cause du mal et nous offre le remède à ce mal. Nous, membres du parti socialiste, soumettons à la sérieuse considération des travailleurs et de ceux qui favorisent leur émancipation, que la cause de nos maux sociaux, c'est la propriété privée des moyens de production, de distribution et d'échange. Au lieu de ce mode de possession capitaliste, nous suggérons que la richesse soit possédée collectivement par la société – d'où le mot « socialisme ». Avec le socialisme, la société produirait la richesse pour son utilité et non pas pour accumuler du profit : elle régulariserait la production suivant les besoins ; elle réduirait ou augmenterait les heures de travail selon que les circonstances l'exigeraient, tout le monde aurait le droit de travailler et quiconque ne voudrait pas travailler crèverait de faim, nul ne pourrait spéculer sur autrui, et, comme résultat d'un système économique supérieur, nous pourrions alors espérer voir se réaliser, dans un avenir rapproché, le règne de la véritable fraternité humaine¹⁷⁴.

¹⁷³ Jules Fournier, « Autour d'un manifeste », *Le Nationaliste*, 25 octobre 1908, p. 4.

¹⁷⁴ *Ibid.*

Malgré l'appui du journaliste Jules Fournier et de travailleurs d'origines diverses¹⁷⁵, Saint-Martin n'obtient que 186 voix, soit moins de 3% des votes exprimés. Tout porte à croire que Saint-Martin s'est porté candidat non dans l'espoir d'être élu, mais davantage pour profiter de cette tribune afin de promouvoir ses idées. Fait à noter, Saint-Martin apparaît comme candidat indépendant sur les bulletins de vote, alors que les cinq autres membres du PSC qui se présentent ailleurs au Canada le font à titre de candidats socialistes¹⁷⁶.

Cette situation montre sans doute le caractère distendu des liens entre la section française du PSC à Montréal avec la direction établie à Vancouver. Dans les pages de l'organe officiel du parti, le *Western Clarion*, on fait rarement écho aux activités des militants francophones de Montréal si ce n'est dans les comptes rendus des manifestations du 1^{er} mai. Tout porte à croire que Saint-Martin bénéficie d'une large part d'autonomie au cours des premières années suivant son adhésion. Les activités de la section française sont résolument ancrées dans l'espace politique montréalais, au point où l'on peut se questionner sur les raisons qui motivent son affiliation à une organisation pancanadienne. À cette époque, Saint-Martin se montre particulièrement critique face à la situation minoritaire des Canadiens français au sein de la Confédération. Dans un article publié dans le journal *L'Aube des temps meilleurs*¹⁷⁷, Saint-Martin dénonce l'infériorisation de sa « race » depuis la conquête britannique et s'attaque à la complicité des élites dans « la disparition de l'élément français » :

Quelques personnes de bonne foi d'ailleurs, nous disent que les deux branches – française et anglaise – de la race canadienne vivent en harmonie au Canada. Il n'y a rien de plus faux : les Canadiens-français sont maintenus en silence : leurs grands hommes sont amadoués par des titres, leurs journaux sont vendus, le tout dans un unique but : ne dites rien. Les énergies sont délogées, toute aspiration vers le progrès est écrasée ; il faut que le Canadien-français suive l'exemple de son patron – le mouton de St-Jean-Baptiste – qu'il se laisse égorger sans résistance. Je dis que l'harmonie règne entre les deux races tout comme « la paix règne à Varsovie ».¹⁷⁸

¹⁷⁵ Jules Fournier, « Autour d'un manifeste », *Le Nationaliste*, 25 octobre 1908, p. 4. « Jour de la candidature », *La Presse*, 19 octobre 1908, p. 14. Parmi les signataires du bulletin de candidature de Saint-Martin, on remarque le nom de Gustave Francq.

¹⁷⁶ Ces candidats sont : William Davidson, Kootenay, C.-B. ; James Hawthornthwaite, Nanaimo, C.-B. ; Frank Sherman, Calgary, Alb. ; John D. Houston, Winnipeg, Man. ; et Frederick Urry, Thunder Bay and Rainy River, Ont.

¹⁷⁷ *L'Aube des temps meilleurs* est un bulletin publié à Montréal en 1908 par un groupe d'étudiants à l'Université Laval. Dans les deux numéros que nous avons pu consulter, on trouve plusieurs articles sympathiques à l'action politique ouvrière, au socialisme et même à l'anarchisme.

¹⁷⁸ A. Saint-Martin, *L'Aube des temps meilleurs*, 2, 1908.

S'il partage à l'occasion la même tribune qu'Henri Bourassa, Saint-Martin n'adhère pas aux idées de la Ligue nationaliste canadienne. Il exprime cependant une position peu orthodoxe parmi les socialistes en dénonçant l'oppression nationale des Canadiens français. C'est ce qui explique sans doute qu'au sein des structures du PSC, Saint-Martin et son groupe cherchent à affirmer leur autonomie politique et organisationnelle. Dans les assemblées organisées par le parti à Montréal, les sections française et anglaise font souvent bande à part. Le compte-rendu d'une rencontre organisée au Temple du travail le 28 février 1909 témoigne bien de cette situation. Près de 400 personnes sont présentes pour entendre William Ulric Cotton prononcer une conférence en anglais sur la question du chômage. Pendant ce temps, les socialistes de langue française se réunissent dans une autre salle pour débattre d'un tout autre sujet :

Dans la section réservée à la section française du parti socialiste montréalais, le citoyen Boulé [Elzear Boulay] faisait une conférence sur le militarisme. Cent cinquante personnes environ ont attentivement écouté et souvent applaudi l'argumentation très serrée du conférencier, portant plutôt durement sur l'organisation militariste, ses tendances, son objet et surtout ses conséquences. (...) Après les deux conférences, les sections anglaise et française du parti socialiste ont discuté séparément de la démonstration du premier mai prochain¹⁷⁹.

En fait, les militants socialistes de langue française de Montréal entretiennent sans doute des liens plus étroits avec les militants francophones du Parti socialiste américain qu'avec leurs camarades de l'Ouest canadien. Ils diffusent dans leurs assemblées le journal de cette organisation – *L'Union des travailleurs* – et plusieurs militants montréalais collaborent régulièrement à cette publication¹⁸⁰. Cette proximité n'est sans doute pas étrangère au fait que son éditeur, Louis Goaziou, soit venu au Québec à quelques reprises pour y faire des conférences¹⁸¹. Lors d'une assemblée tenue au Temple du travail de Montréal le 30 mars 1908, Goaziou « (...) a développé avec une certaine éloquence la théorie qu'il veut mettre en pratique. Il définit le Socialisme [comme étant] "la prise de possession des moyens de production" c'est-à-dire l'enlèvement aux propriétaires de tout ce qui peut produire un bénéfice quelconque aux ouvriers. Il veut arriver à ce but en faisant élire pour nos parlements une majorité de députés socialistes qui passeront alors des lois permettant de jeter hors de leurs manufactures et de leurs bureaux tous les capitalistes »¹⁸². Cette conception du changement social, qui se rapproche des idées

¹⁷⁹ « L'agitation socialiste », *Le Canada*, 2 mars 1909, p. 2

¹⁸⁰ Voir à ce sujet : Michel Cordillot, *La Sociale en Amérique. Dictionnaire biographique du mouvement social francophone aux États-Unis (1848-1922)*, Paris, Les Éditions de l'Atelier, 2002, 431 p. Des extraits de *L'Union des travailleurs* sont régulièrement publiés dans les journaux du Québec afin d'attaquer les militants socialistes. Voir notamment : « Les Canadiens-français socialistes », *Le Bulletin*, 16 septembre 1906, p. 1.

¹⁸¹ « Nouvelles ouvrières », *La Presse*, 3 août 1904, p. 10.

¹⁸² « Le socialisme à Montréal », *Le Canada*, 31 mars 1908, p. 8.

mises de l'avant par Jean Jaurès au sein de la SFIO¹⁸³, rejoint celle de la majorité des socialistes de langue française avant la Première Guerre mondiale.

Sur papier, les sections montréalaises du PSC sont parmi les plus importantes au pays. Leur position centrale dans le champ politique révolutionnaire montréalais masque toutefois certaines difficultés qui n'échappent pas aux organisateurs du PSC de passage dans la métropole. Déçus de l'accueil qu'on leur réserve, ceux-ci remettent en cause la cohésion interne des sections montréalaises, qu'on juge trop laxistes dans l'application de la ligne politique de l'organisation, la diffusion de sa propagande et le paiement des cotisations. Ces critiques mettent les sections montréalaises sur la défensive. La situation à Montréal est plus complexe qu'elle n'y paraît, affirme Matthew Wayman¹⁸⁴, le secrétaire du PSC à Montréal. Les divisions ethnolinguistiques, l'omniprésence de l'Église, la domination des « labor fakirs » sur le mouvement syndical sont autant de facteurs qui expliquent les difficultés rencontrées par les militants révolutionnaires. Dans ces conditions, explique-t-il :

Tell me how we can get a Socialist organization to survive such overwhelming ignorance. In spite of this, we have five branches in four languages, a headquarters and leases on two large halls for every Sunday. Boys, don't look at the local coloring and framing ; look at the fact and take heart. If we don't come up to your standard, tell us so – don't sling mud. We can stand the vinegar of the capitalists, the slime of the church, the ignorance of the mass, but your intolerance sort of knocks the sand out of us¹⁸⁵.

Les sections montréalaises cherchent des solutions pour redresser cette situation jugée problématique, ce qui provoque une crise au sein du PSC à Montréal. En janvier 1910, Saint-Martin se porte candidat au poste de contrôleur lors des élections municipales. Toutefois, le PSC lui retire rapidement son appui. D'après le journal socialiste *Cotton's Weekly*, Saint-Martin a contrevenu à la ligne du parti dans ses prises de position publiques au début de la campagne électorale :

¹⁸³ On peut aussi voir une filiation de cette perspective avec celle, plus ancienne, du groupe de députés démocrates-socialistes élus lors des élections législatives françaises en 1849.

¹⁸⁴ Tapissier-décorateur né en Grande-Bretagne en 1879, Matthew Wayman émigre au Canada en 1906. Il occupe la fonction de secrétaire du PSC à Montréal entre 1909 et 1910 avant de déménager à Ottawa vers 1911 en compagnie de sa femme et de son fils. Wayman se joint ensuite au Social Democratic Party (Parti social-démocrate) dont il devient l'un des organisateurs en 1912.

¹⁸⁵ M. Wayman, « In Defense of Montreal », *Western Clarion*, 25 décembre 1909, p. 3.

The reason is simple : Saint Martin broke one of the rules of the Socialist Party organization by speaking from a Conservative platform and advising electors to vote for the Conservative candidate for Board of Control. No one doubts that Comrade Saint Martin has done many things for Socialism in Montreal. He has kept the red flag flying for years. He has suffered for his Socialist principles. Yet the Socialist Party must maintain discipline within its organization. If Socialist candidates were allowed to go abroad advocating the election of Liberals or Conservatives there would be nothing left of the Socialist Party¹⁸⁶.

Ce n'est pas la première fois que Saint-Martin agit de la sorte depuis son adhésion au Parti socialiste. Ainsi, au mois d'octobre 1906, il se rend dans le comté de Québec pour soutenir la candidature du libéral indépendant Lorenzo Robitaille contre le candidat libéral « gouvernemental », l'homme d'affaire Georges-Élie Amyot. Il partage à cette occasion la même tribune qu'Henri Bourassa et Armand Lavergne¹⁸⁷. Ces deux situations sont révélatrices d'un trait de la personnalité de Saint-Martin. Son indépendance d'esprit et ses amitiés l'incitent à prendre des positions qui cadrent mal avec la discipline de parti, quitte à déplaire à ses camarades et à se mettre en porte-à-faux avec le reste de l'organisation.

Plutôt que de s'amender auprès des instances du PSC, Saint-Martin maintient sa candidature et se présente comme socialiste indépendant. Il prend les grands moyens pour rejoindre la population ouvrière : « Les paisibles piétons de la rue Sainte-Catherine furent quelque peu surpris, hier, en voyant M. Albert Saint-Martin, brandir un drapeau rouge et leur crier avec un mégaphone de vouloir bien entrer dans la salle Saint-Joseph pour assister à l'inauguration de sa campagne »¹⁸⁸. Après avoir réussi à remplir la salle à moitié, Saint-Martin prononce un discours où il s'en prend aux partis bourgeois « qui flagornent le peuple (...). Jamais il ne peut y avoir d'harmonie entre le capital et le travail »¹⁸⁹. En posant sa candidature, Saint-Martin souhaite « (...) se servir de cette occasion pour répandre dans le public de Montréal la semence socialiste »¹⁹⁰. Il recueille un peu plus de 1000 voix, davantage que le candidat – anglophone – soutenu par le PSC, le syndicaliste Edmund Western.

¹⁸⁶ « Three Candidates », *Cotton's Weekly*, 27 janvier 1910, p. 1.

¹⁸⁷ Voir notamment : « Assemblées mémorables dans le comté de Québec », *La Presse*, 22 octobre 1906, p. 1 ; « Le socialisme et la "Libre Parole" », *La Vigie*, 18 mai 1907, p. 1. La présence de Saint-Martin s'explique peut-être par la personnalité d'Amyot qui est un grand propriétaire capitaliste.

¹⁸⁸ « Assemblée socialiste », *Le Devoir*, 10 janvier 1910, p. 9.

¹⁸⁹ *Ibid.*

¹⁹⁰ *Ibid.*

Dans la foulée de cette controverse, la section française dirigée par Saint-Martin quitte momentanément le parti, ce qui n'est pas sans causer beaucoup d'amertume parmi les membres de langue anglaise¹⁹¹. Pendant quelque temps, les socialistes de langue française poursuivent donc de façon autonome leurs activités pendant qu'au PSC de nouvelles divisions provoquent le départ de l'aile gauche du parti et de son aile droite, plus modérée. Deux nouvelles organisations socialistes surgissent ainsi dans le champ politique révolutionnaire au Canada : le Revolutionary Socialist Party of North America (RSPNA) et le Parti social-démocrate du Canada (PSD). Aucune des deux n'obtient l'adhésion de la majorité des socialistes de langue française à Montréal qui suivent le chemin tracé par Saint-Martin¹⁹².

1.3.3 Critiques de Saint-Martin chez les militants de langue française

Hormis quelques appuis exprimés ici et là, Saint-Martin est généralement tourné en ridicule par la presse, qu'elle soit libérale, conservatrice ou ultramontaine. On l'affuble de divers surnoms peu flatteurs comme celui de « grand Lama du socialisme dans notre ville »¹⁹³. Mais les critiques formulées à son égard proviennent aussi de son flanc gauche, tout particulièrement des milieux anarchistes. Si l'on reconnaît qu'avec son caractère « actif et courageux », Saint-Martin est parvenu à conquérir « le droit de parole sur les places publiques » et à faire « beaucoup de propagande »¹⁹⁴, on constate « [qu'il] est obtus sur bien des questions. C'est un causeur à la canadienne des plus amusants, se mettant ou étant absolument à la portée de la mentalité d'ici. Pas de question intellectuelle, tout est réduit à la tyrannie économique »¹⁹⁵.

¹⁹¹ The Arrival from the East, « Montreal », *Western Clarion*, 2 juillet 1910, p. 3.

¹⁹² Alors que RSPNA compte majoritairement des membres anglophones établis en Ontario, le PSD se forme autour des sections locales du PSC composées d'immigrants originaires d'Europe de l'est, déçus du sectarisme de l'organisation. Rapidement l'organisation devient le groupe socialiste le plus important au Canada avec près de 4000 membres. En 1912, le PSD compte une centaine de membres au Québec répartis dans trois sections locales : Cowansville (5), Montréal Ukrainian (80) et Blui-Bonetz Ukrainian (15). Deux ans plus tard, le SDP ne réunit plus que 80 membres d'origine ukrainienne dans la province à Montréal (54) et Lachine (26) et une section locale anglophone à Cowansville (7 membres). La présence du PSD dans cette petite ville des Cantons-de-l'est est tributaire des efforts de William Ulric Cotton, l'éditeur du journal *Cotton's Weekly*. Il est plausible qu'une section de langue française soit formée par le PSD à Montréal pendant la Première Guerre mondiale comme l'atteste une traduction française de la plateforme du parti publiée vers 1914 et conservée à l'Institut international d'histoire sociale (IHS) à Amsterdam.

¹⁹³ « Conférence socialiste », *L'action sociale*, 9 mai 1908, p. 11. L'auteur de l'article mentionne la présence de « trois figures de nègres » au milieu de la foule. Le PSC compte à cette époque au moins un militant d'origine afro-caribéenne, le charpentier Jonathan Knight. Né à la Barbade en 1875, il immigré au Canada en 1906. Knight sera actif au sein de la section de langue anglaise du PSC jusqu'à son décès en 1916, prenant la parole à de nombreuses reprises lors des manifestations du 1^{er} mai.

¹⁹⁴ IFHS, Fonds É. Armand, 14AS 211, Lettre d'Émile Toupin à Émile Armand, Montréal, 1914.

¹⁹⁵ *Ibid.*

Une lettre publiée dans le journal anarchiste français *Les Temps Nouveaux* va plus loin. L'auteur, qui semble être un militant socialiste, reproche à Saint-Martin d'être « un riche propriétaire, bourgeois, capitaliste, qui dimanche après dimanche, verse des larmes de crocodiles sur le sort des ouvriers qu'il exploite. (...) Voici celui que les journaux cléricaux citent à tout instant comme parole autorisée du socialisme, alors que c'est un charlatan politique, qui mange à tous les plats »¹⁹⁶. Parmi les reproches qui lui sont adressés, on mentionne son attitude ambiguë face à la police, sa connivence avec les échevins et ses nombreux recours devant les tribunaux pour obtenir le recouvrement de créances. De toute évidence, les pratiques politiques et la personnalité de Saint-Martin ne font pas l'unanimité. Ces critiques formulées avant la Première Guerre mondiale seront de nouveau émises pendant l'entre-deux-guerres par d'autres militants.

1.4 Portrait des militants de langue française avant la Première Guerre mondiale

1.4.1 Différents réseaux

Afin de mieux cerner le profil des militants socialistes et libertaires de langue française avant la Première Guerre mondiale, nous nous sommes intéressés aux réseaux qui se structurent autour d'Albert Saint-Martin. Celui-ci participe aux activités d'une douzaine de groupes différents entre 1906 et 1914 à travers lesquels se déploient plusieurs réseaux. Le premier et le plus central d'entre eux est formé par les membres de la section française du Parti socialiste. Une analyse approfondie des articles publiés à son sujet dans la presse d'avant-guerre nous a permis d'identifier une douzaine de militants qui composent le noyau de cette organisation : Joseph Adjutor Bernier, Elzéar Boulay, Adélarde Desjardins, Albert-Ernest Forget, Étienne Gravelet, Conrad Lacombe, Cyrille Lévesque, Arthur Maillard, Alphonse Ouellette, Solomon Larocque, Zotique Marcelin, Henri Mathurin, Mathilde Prévost et Edmond Simard.

Plusieurs de ces militants sont également actifs au sein du cercle Alpha-Omega, un groupe de discussion mis sur pied en 1909. Cette double affiliation témoigne des contacts fréquents entre le groupe socialiste et un vaste

¹⁹⁶ « Canada », *Les Temps nouveaux*, 19 septembre 1908, p. 5. Les mêmes termes – charlatan, bourgeois, etc. – se retrouvent également dans une lettre anonyme dénonçant Albert Saint-Martin qui est conservée à l'Institut international d'histoire sociale à Amsterdam. Cette lettre se trouve reproduite dans notre thèse à l'annexe A, figure 11.

réseau de libres penseurs avec lesquels Saint-Martin entretient des rapports de sociabilité, comme en témoigne sa participation aux obsèques du Dr Salomon Côté¹⁹⁷ et ses liens étroits avec plusieurs membres de la loge l'Émancipation. Les activités de Saint-Martin au sein du Klubo Progresso fournissent un autre point de rencontre entre ces deux réseaux.

En plus de Saint-Martin, une autre personne agit comme pivot entre le milieu socialiste et celui des libres penseurs. Il s'agit d'Arthur Maillard, un militant anarchiste arrivé de France en 1907. Correspondant du journal libertaire *Les Temps Nouveaux* et de la revue anticléricale *La Calotte*, Maillard joue un rôle-clé au sein de la section française du Parti socialiste et du cercle Alpha-Omega pour lesquels il organise la tenue de conférences publiques. Maillard développe d'autres projets avec plusieurs membres du cercle. On compte parmi eux d'autres anarchistes – Albert Étienne, François Telat, Napoléon Therrau – et libres penseurs – Charles Ernest Aimé Holmes, Louis Fleuty, Marc Lassonde, Georges et Fernand Marrié – qui vont s'associer aux socialistes lors des campagnes électorales menées par Saint-Martin ou encore dans la mise sur pied de coopératives.

Ce n'est pas le fruit du hasard si l'on retrouve des socialistes ou des anarchistes dans les activités organisées par le cercle Alpha-Omega. Le groupe offre à ces militants un espace de débat qui leur permet de propager leurs idées sur une base hebdomadaire. Comme l'explique son secrétaire dans une lettre ouverte publiée dans *Le Devoir* au mois d'août 1910 :

Le cercle Alpha-Oméga (inc.) [...] a été fondé pour l'instruction plus complète de ses membres au moyen de conférences et d'une bibliothèque. Les conférences qui se font sous nos auspices n'impliquent en aucune façon la responsabilité du cercle qui, lui, n'a pas d'opinion propre, mais simplement celle des conférenciers, et le premier venu peut, au cours d'une de nos réunions, la conférence étant terminée, combattre l'argumentation du conférencier, chacun étant absolument libre de dire ce qu'il veut et comme il l'entend. C'est ainsi que toutes les conférences faites chez nous sont suivies de discussions parfois très intéressantes et faites toujours sur le ton de la plus entière courtoisie, bien qu'on y voie souvent aux prises des gens aux opinions les plus opposées.

¹⁹⁷ Le docteur Pierre-Salomon Côté est un médecin montréalais, libre-penseur et franc-maçon. En 1905, il épouse la journaliste Éva Circé, elle aussi libre-penseuse. Le couple a un enfant. Son décès en décembre 1909 donne lieu à une vive controverse dans les journaux de la métropole. Conformément à ses dernières volontés, le Dr Côté est incinéré après la célébration de funérailles civiles, ce qui suscite l'indignation du clergé catholique.

Et quand vous saurez que nous possédons une fort belle bibliothèque dont les livres sont lus avec fruit par tous nos membres, vous en saurez autant que le secrétaire du cercle lui-même sur le sujet, qui nous occupe.

Nous ne nous sommes jamais occupés de politique, mais je n'en saurais dire autant des questions religieuses qui ont été quelquefois traitées depuis que nous faisons des conférences régulières. Il est vrai qu'elles l'ont toujours été au point de vue rationnel, mais nous ne demanderions pas mieux qu'un clérical quelconque vienne soutenir chez nous la cause défailante du dogme. Il y serait poliment reçu, je vous prie de le croire, et pourrait, autant qu'il lui conviendrait de le faire, anathématiser les « charlatans de la libre-pensée », à la condition toutefois, qu'il veuille écouter, sans l'interrompre, un libre-penseur étaler, à son tour, l'impudence des « charlatans de sacristie » exploitant les peuples dont ils entretiennent l'ignorance pour s'en faire plus sûrement une source de revenus. Et quelle source ! Et quant à cette neutralité en matière religieuse [...], je suis d'avis qu'on ne peut pas l'observer, surtout si, dans la discussion, on met la raison au-dessus de la foi ou bien quand, au cours d'une conférence sur l'Homme préhistorique, en insistant sur l'évolution naturelle de l'homme, on se voit dans l'obligation de ridiculiser quelque peu cette partie du mythe chrétien qui s'intitule la création de l'homme par Dieu¹⁹⁸.

Là ne s'arrêtent pas les efforts de ce groupe. Contrairement à la section française du Parti socialiste, des membres du cercle Alpha-Omega vont publier deux bulletins diffusés de façon éphémère entre 1909 et 1912 auxquels Arthur Maillard sera associé : *Le Pourquoi Pas?* et *La Lumière*. Si la plupart des articles ne sont pas signés, on y trouve des contributions d'Eva Circé-Côté – sous le pseudonyme de Colombine –, de Marc Lassonde – sous le pseudonyme de Marc – et du militant anarchiste Albert Étienne. Dissous en 1912, le cercle est remplacé en 1914 par l'Université populaire. Se réunissant dans des locaux syndicaux sur le boulevard Saint-Laurent, celle-ci a une brève existence, n'organisant qu'une demi-douzaine de conférences avant de disparaître peu après le déclenchement de la Première Guerre mondiale. Là encore, on remarque la présence de militants socialistes et anarchistes : Conrad Lacombe, François Telat et Albert Étienne y prennent notamment la parole, tout comme Conrad Bercovici¹⁹⁹ et Cesare Veglio²⁰⁰.

Alors que le PSC et le cercle Alpha-Omega semblent presque exclusivement composés d'hommes, une troisième organisation, la Ligue des dames pour l'instruction publique et obligatoire, est mise sur pied par les compagnes des militants de la section française du PSC. Parmi les membres les plus actives de la Ligue, on

¹⁹⁸ Fernand Marrié, « Un témoignage », *Le Devoir*, 5 août 1910, p. ?

¹⁹⁹ Conrad Bercovici (1881-1961) est un romancier, dramaturge et musicien d'origine roumaine. Après un séjour à Paris où il participe aux activités de groupes anarchistes, Bercovici immigre avec sa femme à Montréal où il poursuit son engagement. Il quitte Montréal pour New-York où sa carrière prend son envol.

²⁰⁰ Il pourrait s'agir de Cesare Veglio, un anarchiste d'origine italienne arrêté à San Francisco en 1916 pour avoir diffusé un tract en compagnie de deux autres militants, dont l'un s'appelle Louis Aubert. Voir : « San Francisco would deport it's anarchists », *Press Democrat*, 4 août 1916, p. 1.

remarque Alphonsine Rodier – Mme Pierre Drolet –, Mathilde Prévost – Mme Salomon Larocque –, Delvina Courchesne – Mme Henri Mathurin – et Emma Dufresne – Mme Albert Saint-Martin. Si le groupe compte une vingtaine de femmes à ses débuts en 1910, il revendique près de 200 membres trois ans plus tard. En plus de faire un travail de propagande et d'intervenir auprès des autorités provinciales, la Ligue diffuse au mois de novembre 1911 un manifeste où la question de l'éducation est analysée dans une perspective matérialiste :

Les ouvriers ne doivent compter que sur eux-mêmes pour élever leur famille et préparer l'avenir de leurs enfants. Les ouvriers forment une masse nombreuse, mais ils n'ont pas dans notre pays l'influence et la force que devrait présenter pareille collectivité.

Les pouvoirs publics, les capitalistes, tous les gens qui s'engraissent et s'enrichissent des sueurs du pauvre monde ne s'occupent pas de nous. Il leur est indifférent que nous vivions dans l'ignorance et la sujétion, dans la gêne, dans la misère même, que nous habitions des maisons malsaines, des quartiers d'où l'hygiène est bannie. Il leur est indifférent que nous soyons exploités.

Les ouvriers sont pauvres, ils ont généralement de grosses familles et ils gagnent péniblement de petits salaires. Qu'importe, il leur faut payer pour tout, même pour l'eau, même pour l'école.

Le salut de l'ouvrier est dans l'instruction de ses enfants. Il faut que leur fils soient moins exploités que leurs pères et qu'ils soient mis en état de mieux gagner leur vie.

Le grand moyen de relèvement, c'est l'instruction gratuite et obligatoire. C'est-à-dire l'école à la portée de tout le monde, sans que l'on se fasse carotter pour les livres et pour les fournitures scolaires. Quand on est ignorant et qu'on n'a pas la force de penser pour soi-même, on se fait mener et tondre comme des moutons.

Les métiers de peine et les petits salaires échoient à tous les malheureux qui n'ont pas d'instruction. Avec de l'instruction, un homme est plus fort pour faire son chemin, il peut espérer améliorer sa situation, il peut connaître l'avantage du confort, la joie de vivre, la satisfaction d'être libre et de penser par soi-même. Ceux qui sont contre l'instruction gratuite et obligatoire ont intérêt à nous tenir dans l'ignorance.

Mères de famille qui aimez vos enfants, ne vous laissez pas aveugler par les préjugés, ralliez-vous à celles qui demandent de la lumière, de l'air, de la liberté pour les classes ouvrières. Aidez-nous à faire triompher la grande réforme des pauvres gens : l'instruction gratuite et obligatoire²⁰¹.

Un tel intérêt s'explique aisément. Dans une société où l'enseignement est la chasse gardée des communautés religieuses, où la fréquentation scolaire demeure facultative après l'âge de 14 ans et où bien des familles sont contraintes d'envoyer leurs enfants sur le marché du travail pour assurer leur simple survie, l'éducation est l'un

²⁰¹ « Appel aux ouvriers : faites instruire vos enfants pour qu'ils deviennent des hommes libres », *Le Pays*, 16 novembre 1912, p. 1.

des marqueurs les plus flagrants de l'inégalité de classe. Ce qui est plus étonnant en revanche, c'est l'absence de référence à la condition féminine dans le manifeste de la Ligue. Sous-scolarisées, les jeunes filles ne reçoivent aucune formation générale dans les institutions catholiques une fois leur cours primaire terminé, hormis des cours de préparation au mariage et à l'économie familiale. La seule alternative pour les familles qui souhaitent offrir une éducation supérieure à leurs filles demeure la fréquentation des écoles protestantes. À l'initiative d'Eva Circé-Côté et de Gaétanne de Montreuil, le réseau des libres penseurs avait pourtant tenté de résoudre ce problème en mettant sur pied en 1908 un lycée pour filles dont l'enseignement laïc mettait à la fois l'emphase sur l'apprentissage des langues, de la sténographie, des arts et des sciences. Celui-ci disparaît au bout de deux ans, sans doute victime de difficultés financières et de l'opposition du clergé catholique, lequel met rapidement sur pied un collège pour jeunes filles pour faire contrepoids à l'influence du lycée « neutre »²⁰².

L'éducation, clé de voute de l'émancipation des femmes? Certains militants masculins l'affirment haut et fort, parfois au détriment d'autres revendications portées par des femmes. C'est notamment le cas du droit de vote, défendu par Mathilde Prévost²⁰³ mais tourné en ridicule par certains de ses camarades anarchistes : « Vouloir voter? Aller au parlement? Quand ce milieu est pourri, et son atmosphère si dangereusement empoisonnée. Allons donc! Braves canadiennes, aidez-nous plutôt à renverser l'idole du Parlementarisme, siège de tant de maux. (...) Ce qu'il faut à nos femmes ce ne sont pas des bulletins de vote, mais des livres, et encore des livres, des bibliothèques ; qu'elles fassent table rase de tous ces préjugés religieux, et la femme sera vraiment femme »²⁰⁴. Si le mouvement défend l'égalité salariale et l'accès à l'éducation pour toutes et tous, il faut attendre après la Première Guerre mondiale pour que d'autres enjeux féministes prennent une place déterminante au sein des groupes socialistes de langue française à Montréal.

²⁰² Micheline Dumont, « Cent ans d'études supérieures pour les filles à Montréal », *Le Devoir*, 29 septembre 2008. Malgré ces contraintes, certains militants font le « choix » de promouvoir l'éducation de leurs filles. Pensons notamment à Albert Saint-Martin, dont la fille Berthe est la première femme diplômée de l'école de pharmacie de l'Université de Montréal en 1922. Voir à ce sujet : « Bachelière en pharmacie », *La Presse*, 29 mai 1922, p. 2.

²⁰³ Mathilde Prévost prend position sur l'enjeu du droit de vote pour les femmes dans une lettre ouverte publiée en 1908 dans le journal *La Patrie*. Nous avons reproduit cette lettre dans l'annexe B de notre thèse.

²⁰⁴ « Mouvement international : Canada », *Les Temps nouveaux*, 27 janvier 1912, p. 11.

1.4.2 Une culture politique commune?

Il existe une forte convergence entre la section française du Parti socialiste, le cercle Alpha-Omega et la Ligue des femmes pour l'instruction publique et obligatoire. Des liens étroits unissent les membres de ces trois « organisations de combat »²⁰⁵ qui luttent « pour le triomphe de la vérité sans voile, et de la justice sans glaive »²⁰⁶. Si leurs objectifs peuvent parfois diverger, leurs pratiques restent similaires : par l'éducation et la diffusion de propagande, elles cherchent à confronter les préjugés en provoquant des débats dans l'espace politique montréalais.

Entre 1908 et 1914, nous avons recensé près de 70 assemblées, conférences ou causeries organisées par la section française du Parti socialiste, le cercle Alpha-Omega et l'Université populaire. Tenues principalement à la salle de l'Union Saint-Joseph, au Temple du travail et à la salle Saint-Édouard pendant les mois d'hiver, puis sur les marchés publics pendant l'été, ces rencontres portent sur divers thèmes : explications des principes du socialisme ou de l'anarchisme, débats philosophiques, éducation scientifique. La recension de ces conférences nous permet de distinguer un profil bien particulier de militant, celui de conférencier. Si Saint-Martin apparaît comme l'un des principaux orateurs – huit mentions –, d'autres individus se démarquent également : Arthur Maillard – six mentions –, Albert Étienne – quatre mentions –, Charles Holmes – quatre mentions. Deux femmes apparaissent dans la liste, soit Alphonsine Rodier – Mme Pierre Drolet – et Mathilde Larocque – Mme Solomon Larocque –, lesquelles sont à la fois socialistes et membres-fondatrices de la Ligue des dames pour l'instruction publique et obligatoire. À quelques reprises, des pasteurs protestants ou des intellectuels catholiques sont invités à participer à des débats contradictoires. Cette formule est reprise avec beaucoup de succès pendant l'entre-deux-guerres.

Le journal *La Patrie* nous donne un aperçu du déroulement de ces assemblées organisées sur une base hebdomadaire :

²⁰⁵ Pierre Duchemin, S.T., *Le Pays*, 28 octobre 1911, p. 3. Pierre Duchemin est le pseudonyme du militant socialiste Salomon Larocque.

²⁰⁶ *Ibid.*

Le parti socialiste, section française de Montréal, a tenu avant-hier après-midi, à la salle Saint-Joseph, un mass meeting. Le drapeau rouge était hissé à la tribune. M. Alph. Ouellette, l'un des militants du parti, fut invité à présider. Un des membres du groupe s'était tenu à la porte pendant une demi-heure, invitant à l'aide d'un porte-voix, les passants à assister au meeting. À la fin, vers quatre heures, il y avait bien une couple de cents personnes réunies pour entendre les orateurs socialistes annoncer leur doctrine.

Le président apprit à l'assemblée qu'il avait été envoyé à une quarantaine de députés fédéraux un questionnaire sur le moyen de solutionner le douloureux problème du chômage. Sept seulement ont accusé réception de ce document; un seul a ajouté à sa réponse des commentaires et une solution, c'est le député de Terrebonne, M. Nantel. Ce représentant du peuple prétend qu'il y a dans notre « heureux » Canada du travail pour tout le monde, et invite les ouvriers insatisfaits de leur situation dans les villes, à se faire colon.

M. A. Saint-Martin, le fondateur et l'âme de ce groupe, fit une critique vigoureuse et amère de la réponse du député de Terrebonne, qu'il qualifia de non-sens. Puis, une conférence sur les mauvais effets de notre système social fut faite par un des membres, qui a été très applaudit²⁰⁷.

Avant la Première Guerre mondiale, le journal libéral *Le Pays* publie dans son édition hebdomadaire les convocations à ces assemblées. Celles-ci sont parfois accompagnées de commentaires qui nous indiquent le type de public recherché. Alors que le PSC invite tout spécialement « les ouvriers syndiqués », « les dames », « les sans-travail et ceux qui gagnent moins que \$20 par semaine », les « causeries scientifiques » du cercle Alpha-Omega visent principalement « les médecins, les avocats et, en général, tous ceux qui se livrent à l'étude des choses sérieuses ». Cette différence est significative, dans la mesure où elle concorde avec la composition de classe des deux organisations. En effet, le noyau de la section française du Parti socialiste est majoritairement composé d'ouvriers alors que le cercle Alpha-Omega compte un nombre considérable de représentants des professions libérales parmi ses membres les plus actifs.

Les deux groupes se rejoignent sur le terrain de la critique religieuse, laquelle occupe une place importante dans l'engagement des militants. Ceux-ci diffusent dans leurs rassemblements des tracts et des brochures « (...) qui accusent le Pape, l'archevêque de Montréal, les prêtres d'une série de crimes »²⁰⁸, ce qui n'est pas sans causer des altercations, parfois musclées, avec des catholiques mécontents²⁰⁹. Une partie de cette propagande anticléricale est importée de France grâce aux contacts noués par des militants montréalais.

²⁰⁷ « Chronique ouvrière », *La Patrie*, 2 novembre 1909, p. 3.

²⁰⁸ « Les réunions socialistes au Marché Saint-Jacques », *Le Devoir*, 10 août 1910, p. 4.

²⁰⁹ « La cause Houde », *Le Devoir*, 2 août 1910, p. 4.

Les militants et les militantes de ces réseaux n'hésitent donc pas à intervenir sur la place publique, quitte à désobéir aux autorités municipales ou religieuses. Ainsi, lorsque la loge l'Émancipation subit les attaques du clergé entre 1909 et 1910, on voit ce milieu se mobiliser pour mettre en échec la stratégie d'intimidation orchestrée par l'Église. Une cinquantaine de membres du cercle Alpha-Omega, du Parti socialiste et de la Ligue des dames pour l'instruction publique et obligatoire signent conjointement une pétition demandant à la municipalité qu'elle intervienne pour faire cesser les assemblées publiques organisées par des membres de l'Association canadienne de la jeunesse catholique (ACJC) afin de discréditer les francs-maçons de Montréal²¹⁰.

1.4.3 La politique préfigurative

Ces militants se rejoignent aussi sur un autre terrain, celui de la politique préfigurative²¹¹, ce qui se traduit par la création de coopératives de travail et de consommation. Albert Saint-Martin est particulièrement actif sur ce front de lutte, publiant de nombreux articles qui font la promotion de la formule coopérative²¹². Au cours de l'année 1905, Saint-Martin délaisse provisoirement la profession de sténographe pour mettre sur pied avec d'autres militants socialistes une première coopérative dans le quartier Sainte-Marie, un magasin « (...) dont les membres devaient tous parler espéranto »²¹³. Cette épicerie, qui achète et vend au comptant, est rapidement minée par des problèmes de gestion qui entraînent sa disparition six mois à peine après son ouverture. Deux ans plus tard, Saint-Martin élabore un nouveau projet plus ambitieux. Située au 817, rue Notre-Dame Est entre les rues Plessis et Maisonneuve²¹⁴, la coopérative Espéranto démarre ses activités en 1907. Selon Humphrey Michell :

(...) he bought an old mansion wherein a socialist colony was to be inaugurated. Five families agreed to live together on a communal basis, Kitchen, dining room, library and sitting rooms were common to all, and each family had bedrooms allotted to it. Food was provided for all, and each

²¹⁰ « Des citoyens s'y opposent », *La Presse*, 29 novembre 1910, p. 11.

²¹¹ Par politique préfigurative, nous entendons la volonté politique de construire dans la société actuelle celle de demain à travers des initiatives ou des formes d'engagement répondant de façon cohérente à leur projet de transformation sociale, politique et économique.

²¹² A. Saint-Martin, « La coopérative », *Le Nationaliste*, 21 juillet 1907, p. 4 ; A. Saint-Martin, « La coopérative », *Le Nationaliste*, 4 août 1907, p. 4 ; Albert Saint-Martin, « Le lait à 5 c. la pinte », *Le Nationaliste*, 13 octobre 1907, n.p.

²¹³ George Nestler Tricoche, « La coopération au Canada », *Revue des études coopératives*, 24 (juillet-septembre 1927), p. 389-390.

²¹⁴ La rue Maisonneuve en question a depuis changé de nom. Il s'agit aujourd'hui de la rue Alexandre DeSève.

of the women of the colony was supposed to take turns in cooking, house-cleaning, etc. A back kitchen was transformed into a co-operative grocery for the general public, and all profits of the store, and all earnings of the men of the community were paid into the common fund²¹⁵.

Le compte-rendu de la première assemblée générale annuelle de la coopérative permet de constater que le projet parvient à être rentable²¹⁶. D'après le journal *La Presse*, la coopérative compte une vingtaine de membres et quelques employés. Toutefois, selon Michell, ces résultats encourageants furent de courte durée : « This strange community flourished, more or less, for about nine months and then ended in the inevitable dissensions and failure »²¹⁷.

À la suite de la dissolution de la coopérative Espéranto, on retrouve Saint-Martin au cœur de plusieurs autres initiatives de même nature. La première à voir le jour est la coopérative Le Bon Pain en 1910, une boulangerie qui est en activité pendant environ un an sur la rue Sainte-Catherine²¹⁸. Plus de la moitié des membres fondateurs de cette coopérative sont des militants socialistes ou des membres du cercle Alpha-Omega²¹⁹, auxquels s'ajoutent des travailleurs et des travailleuses du commerce et de l'alimentation. L'année suivante, Saint-Martin met sur pied avec plusieurs autres militants un nouveau projet, La Kanado, en 1911²²⁰. Cette coopérative de colonisation, qui semble avoir eu des liens avec la coopérative Espéranto, fait l'achat de terres dans le comté de Labelle, non loin de Mont-Laurier : « on nous annonce une tentative d'établissement socialiste aux cantons Rochon, Campbell et Boyer. Le promoteur du mouvement serait un nommé Maillard, ancien résident de ces parages, flanqué du socialiste bien connu à Montréal, Albert St-Martin. Ces deux amis seraient allés visiter les cantons ci-haut, dans la perspective d'y faire fleurir le "contrat social" »²²¹. Plusieurs socialistes et anarchistes, majoritairement des immigrants européens, s'installent en milieu rural pour y faire de l'agriculture. Le projet va de l'avant jusqu'au début des années 1920 avant d'être transformé en compagnie privée.

²¹⁵ Humphrey Michell, « The Co-Operative Store in Canada », *Queen's Quarterly*, 23, 3 (janvier-février-mars 1916), p. 336.

²¹⁶ « Le fondateur de la Coopérative fit la lecture du premier rapport annuel finissant le 1er mai 1907, disant que l'actif était de \$2,073 et le passif de \$1,822, laissant un bénéfice net de \$251, pour la première année. Ce rapport fut reçu au milieu de vigoureux applaudissements, et adopté d'emblée et des remerciements sont votés au dévoué fondateur, le camarade Albert Saint-Martin (...). L'assemblée s'ajourna par trois hourrahs pour la Coopérative ». « Nouvelles ouvrières », *La Presse*, 18 juin 1907, p. 5.

²¹⁷ Michell, « The Co-Operative Store in Canada », p. 337.

²¹⁸ AMM, Registre des syndicats coopératifs, 1906-1975, 108-02-01-20, dossier 7.

²¹⁹ La coopérative Le Bon Pain vend des billets pour le « pique-nique international » organisé en août 1910 par le cercle Alpha-Omega. Voir : « Pique-nique international », *Le Pays*, 23 juillet 1910, p. 5.

²²⁰ Pour la liste des membres, voir : AMM, Registre des syndicats coopératifs, 1906-1975, 108-02-01-20, dossier 11.

²²¹ « Dans notre région », *Le Pionnier*, 10 novembre 1910, p. 1. Maillard semble effectivement avoir déjà habité la région en 1909. Voir notamment : « L'émigration française au Canada et la circulaire Briand », *Le Canada*, 17 septembre 1909, p. 3.

L'établissement de cette « colonie » dans la région des Laurentides a également d'autres retombées, comme la formation d'une section du Parti socialiste dans le village de Sainte-Agathe suite au passage d'Albert Saint-Martin dans la localité.

Dans les années qui précèdent la Première Guerre mondiale, deux autres initiatives voient le jour : La Liberté en 1912 et le Montreal Socialist Council en 1914²²². Ces projets visent à faire l'acquisition d'édifices pour la tenue d'activités sociopolitiques. Tous deux sont réalisés avec la participation de militants et de militantes révolutionnaires d'origines et de sensibilités politiques diverses. Ces efforts débouchent sur l'ouverture d'un local sur la rue Saint-Urbain en 1913 où se réunissent les militants du PSC, de l'IWW et de la Young Socialist Federation (YSF).

Les coopératives mises sur pied par Saint-Martin et son entourage permettent de constater l'étendue de son réseau militant et les liens étroits qui unissent ses membres avant 1914. Socialistes, anarchistes et libres penseurs collaborent ensemble sur une base régulière. Ce réseau s'est aussi construit à travers une série d'initiatives communes, tout particulièrement l'organisation des manifestations du 1^{er} mai. D'autres événements viennent consolider cette solidarité, comme en témoigne la tenue de meetings de protestation contre l'exécution de Francisco Ferrer en 1909²²³ et de Shusui Kotoku en 1910²²⁴, mais aussi par la présence de Saint-Martin lors d'assemblées syndicales où se côtoient des travailleurs et des travailleuses d'origines diverses²²⁵. Jusqu'au déclenchement de la Première Guerre mondiale, Saint-Martin se trouve donc impliqué dans la plupart des

²²² En plus de ces projets, nous avons identifié trois autres coopératives mises sur pied par des militants socialistes entre 1910 et 1914 : la Société de fournitures ouvrières en 1910-1911, un magasin coopératif établi dans le quartier Hochelaga dont les membres fondateurs font partie du PSC, du cercle Alpha-Omega et du club ouvrier Maisonneuve ; la Maison du peuple, fondée en 1910 ; et la coopérative Le Travail, créée vers 1913. Nous avons très peu d'information sur ces projets, hormis la liste de leurs membres fondateurs conservée aux Archives municipales de Montréal dans le Registre des syndicats coopératifs. Au sujet de la Société de fournitures ouvrières, voir : « Nouvelles ouvrières », *La Presse*, 13 mars 1911, p. 3.

²²³ Francisco Ferrer (1859-1909) est un pédagogue libertaire catalan, fondateur de l'École moderne. Désigné comme l'un des responsables d'une insurrection avortée à Barcelone en 1909, il est fusillé la même année après un procès expéditif.

²²⁴ Shusui Kotoku (1871-1911) est un journaliste et militant socialiste-anarchiste japonais. Accusé de trahison, il est condamné à mort et exécuté en 1911 par le gouvernement qui cherche à éradiquer le mouvement anarchiste.

²²⁵ Saint-Martin est notamment invité à prononcer un discours lors de la mise sur pied d'une section de la Ladies Garment Workers Union (« Nouvelles ouvrières », *La Presse*, 8 janvier 1907, p. 8). Il témoigne également devant la Commission royale d'enquête au sujet des différends entre les ouvriers du textile et la compagnie Dominion Textile (« Travail et gaieté », *L'Action sociale*, 4 août 1908, p. 8). On le retrouve aussi aux côtés des travailleurs lors de grèves qui surviennent à l'entreprise Canada Car (« M. L.A. Rivet comme arbitre », *La Presse*, 15 juin 1911, p. 13) et dans l'industrie de la confection en 1912 et 1913 (Simon Belkin, *Adler*, 22 juillet 1912 ; « Une réunion au Champ de Mars samedi », *La Presse*, 25 septembre 1913, p. 1 ; « Parade et discours de grévistes », *La Presse*, 29 septembre 1913, p. 5.)

campagnes de mobilisation mises de l'avant par les milieux progressistes montréalais, dont celles organisées aux côtés des sans-emploi pendant les récessions de 1909 et 1914²²⁶.

1.5 Portrait prosopographique

Afin de mieux comprendre la composition du milieu dans lequel évolue Albert Saint-Martin, nous avons retenu cinq dimensions que nous allons aborder successivement : le genre, le lieu de naissance, l'activité professionnelle, le milieu de vie et les formes d'engagement des militants. Notre échantillon est composé de 96 individus que nous avons sélectionnés en fonction de critères précis. Tous ont en commun d'avoir eu un rôle actif dans l'un des douze groupes auxquels Saint-Martin est associé entre 1906 et 1914 et d'avoir le français comme langue d'usage. Nous avons également inclus dans notre échantillon les individus associés à trois groupes animés par deux autres militants-pivots de ce milieu, Arthur Maillard et Mathilde Prévost : le journal *La Lumière*, la coopérative Société de fournitures ouvrières et la Ligue des dames pour l'instruction publique et obligatoire. Malgré nos efforts, nous ne disposons pour certains d'entre eux que de données incomplètes ou partielles. Néanmoins, nous estimons que les informations que nous avons pu rassembler nous permettent de dégager un portrait d'ensemble satisfaisant et utile pour les fins de notre analyse que nous pourrons ensuite comparer avec celui qui se dégage dans l'après-guerre.

1.5.1 Un milieu masculin

Hormis la Ligue des dames pour l'instruction publique et obligatoire, force est de constater que les réseaux structurés autour d'Albert Saint-Martin sont très majoritairement masculins. Nous n'avons recensé qu'onze femmes ayant joué un rôle actif comme militante, dont une seule – Mathilde Prévost – au sein de la section française du Parti socialiste. Sept d'entre elles ont participé à la mise sur pied de coopératives, dont quatre avec la Maison du peuple. Seule Mathilde Prévost a plus d'un engagement connu – trois – alors qu'au moins le tiers

²²⁶ La campagne de 1914 fut la plus réussie des deux. Les socialistes montréalais arrivent à rassembler jusqu'à 3000 sans-travail dans une série d'assemblées et de manifestations en avril et mai. Outre Saint-Martin, on retrouve au sein du comité des sans-travail Zotique Marcelin, L.A. Girard et E. Larocque, de même que plusieurs autres militants du PSC et du PSD d'origines diverses (Michael Buhay, P. Cielli, etc.). On rapporte que Saint-Martin et les autres orateurs recommandent « le plus grand ordre » aux sans-emploi auxquels ils s'adressent. Voir notamment : « Une délégation de sans-travail va rencontrer le maire Martin », *La Presse*, 29 avril 1914, p. 1 et 15.

des militants masculins – 28 sur 85 – sont multipositionnés. Il est toutefois probable que la présence des femmes dans les activités des groupes fut plus importante que ne le laissent croire les sources consultées, mais ces femmes n'occupèrent pas de rôle-clé qui nous auraient permis de les identifier. Cette sous-représentation au sein des groupes militants peut s'expliquer par la séparation très nette entre les sphères publique et privée, mais aussi par la subordination des femmes au plan politique, légal et culturel. Comme nous le verrons plus loin dans ce chapitre, cette situation ne va guère évoluer pendant l'entre-deux-guerres au sein des milieux militants de langue française.

1.5.2 Migrations

Un premier constat s'impose : les réseaux structurés autour d'Albert Saint-Martin reposent en bonne partie sur la présence d'immigrants²²⁷. Les comptes rendus des manifestations du 1^{er} mai à Montréal sont d'ailleurs assez précis à ce sujet : la grande majorité des manifestants proviennent des communautés immigrantes, tout particulièrement celles originaires d'Europe de l'Est. Mais qu'en est-il parmi les militants de langue française avant la Première Guerre mondiale? Dans notre échantillon, un militant sur cinq est d'origine européenne. Tous, sans exception, sont des hommes. La majorité d'entre eux sont nés dans des pays francophones, soit la France (10, dont 1 à Saint-Pierre-et-Miquelon), la Belgique (2) et la Suisse (2). Quelques autres proviennent de Roumanie (2), d'Allemagne (1), d'Italie (1) et d'Irlande (1). La plupart (18 sur 20) ont immigré au Canada à l'âge adulte entre 1904 et 1913, amenant avec eux un bagage d'expériences et une culture politique différente de celle du pays d'accueil. Si nous ignorons les motifs qui les ont poussés à immigrer au Canada, nous faisons l'hypothèse que plusieurs l'ont fait pour des motifs d'ordre économique – perte d'emploi, recherche de nouvelles opportunités – ou personnel – divorce, séparation, mariage – plutôt que politique. Hormis Émile Arbogast²²⁸ et dans une moindre mesure François Telat, aucun ne semble avoir occupé de fonction importante au sein du mouvement ouvrier de son pays d'origine avant d'arriver au Canada.

²²⁷ Afin de déterminer l'origine des militants et leurs parcours migratoires, nous nous sommes appuyés sur différents types de sources, notamment des articles de journaux, la correspondance entre militants, les données nominatives du recensement de 1911, mais aussi sur diverses bases de données que l'on retrouve sur la plateforme Ancestry, comme les rapports produits sur les passages à la frontière canado-américaine, les listes de passagers sur les lignes transatlantiques et la collection Drouin, portant sur les certificats de naissance, de mariage et de décès.

²²⁸ Au sujet d'Émile Arbogast, voir : <http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article77002>, notice ARBOGAST Émile par Didier Bigorgne, Mathieu Houle-Courcelles, version mise en ligne le 17 août 2016, dernière modification le 15 juin 2018. Consulté le 2 décembre 2019.

Parmi ces immigrants, Arthur Maillard est sans doute celui qui a entretenu les liens les plus étroits avec des groupes politiques européens, ayant correspondu de façon soutenue avec des publications comme le journal anarchiste *Les Temps Nouveaux* et le bulletin anticlérical *La Calotte* où ses articles sont publiés sous le pseudonyme de « Canadien français ». Il y décrit avec précision les aléas de la vie politique montréalaise, les multiples problèmes auxquels font face les militants aux idées « avancées » et les initiatives qu'ils mettent de l'avant, tout en implorant le soutien – financier et politique – de ses camarades français et européens.

S'il nous est difficile de connaître avec précision le lieu de naissance des autres individus composant notre échantillon²²⁹, nous savons en revanche que plusieurs militants multipositionnés sont nés à l'extérieur de Montréal. Ce sont les cas des socialistes Conrad Lacombe, originaire de Lavaltrie, Salomon Larocque, originaire de Sainte-Marthe, Mathilde Prévost, originaire de Terrebonne, Elzéar Boulay, originaire de l'Ontario et Joseph-Adjutor Bernier, originaire de Lévis. Le même constat vaut également pour des libres penseurs et des coopérateurs tels que Charles-Ernest-Aimé Holmes, originaire de Québec ou Marc Lassonde, originaire des États-Unis. La présence de militants nés à l'extérieur de Montréal ne semble pas avoir eu d'influence sur la diffusion des idées socialistes ailleurs en province. Nous n'avons pas trouvé de sources permettant d'identifier la tenue d'activités ou l'existence de groupes de langue française à l'extérieur de la métropole, hormis les quelques conférences prononcées par Saint-Martin à Saint-Hyacinthe, Buckingham et Sainte-Agathe. Seule la coopérative La Kanado témoigne d'un effort concerté pour implanter à long terme les idées et les pratiques socialistes à l'extérieur de la région montréalaise. Faut-il en conclure que les différents courants de pensée révolutionnaires furent totalement absents ailleurs au Québec? Si l'on se fie à la liste des abonnés du journal *Cotton's Weekly*²³⁰ ou aux contacts établis par *l'Union des travailleurs* dans la province, on constate que le nombre de sympathisants socialistes à l'extérieur de la métropole fut très restreint, laissant peu de chances à ces militants de pouvoir s'organiser à l'échelle locale.

²²⁹ Les nombreux homonymes rendent difficile le repérage des militants dans les sources primaires. En outre, les données du recensement de 1911 sont fragmentaires pour ceux nés au Québec : le nom de la ville de naissance n'est pas spécifié.

²³⁰ D'après son éditeur, l'édition du mois d'avril 1913 est diffusée à Montréal (930 copies), Québec (62), Saint-Jean-sur-Richelieu (61), Sherbrooke (29), Sutton Junction (25) et Cowansville (25). Voir à ce sujet : W.U. Cotton, « Where Cotton's Goes », *Cotton's Compendium of Facts*, Cowansville, 1913, p. 113.

1.5.3 Un engagement situé géographiquement

Si Montréal constitue un pôle d'attraction pour les militants socialistes et progressistes de langue française au Québec avant la Première Guerre mondiale, leurs activités se déploient sur un territoire très spécifique. Par le croisement de différentes sources – annuaires municipaux, recensement fédéral de 1911, articles de journaux, liste de membres des coopératives –, nous sommes arrivés à établir un portrait de l'implantation géographique des militants composant notre échantillon. La grande majorité d'entre eux habitent un même secteur de la ville. En effet, les deux tiers des militants de langue française demeurent dans le quadrilatère compris entre le boulevard Saint-Laurent à l'ouest, la rue Sherbrooke au nord, la rue d'Iberville à l'est et le fleuve au sud. Cet espace correspond aux limites des quartiers Sainte-Marie et Saint-Jacques, dont nous avons évoqué plus tôt le caractère ouvrier et francophone. Si quelques-uns habitent Maisonneuve, ces militants sont à toute fin pratique absents du sud-ouest de l'île ou du quartier Rosemont, deux secteurs où l'on compte pourtant une riche tradition syndicale et une forte population ouvrière.

Nous avons fait le même exercice avec les lieux de la vie militante – espaces de débats, locaux politiques, sites de manifestation – afin de pouvoir les situer dans la ville. Dans le quotidien des militants, la frontière est mince entre vie privée et vie publique. Les lieux où se déploie leur engagement politique sont tous situés dans le quadrilatère formé par la rue Saint-Urbain à l'ouest, la rue Notre-Dame au sud, la rue Prince-Arthur au nord et la rue Parthenais à l'est. Ce léger décalage vers le quartier Saint-Louis s'explique par leur collaboration avec des militants d'origine juive, très présents dans ce secteur de la ville où bon nombre d'entre eux travaillent dans l'industrie du vêtement. Les activités de la vie militante se déroulent à proximité des lieux de sociabilité ouvrière que sont les marchés publics, les théâtres, les cinémas, les cantines et débits de boisson situés le long des grandes artères commerciales du centre-ville ou sur les rues malfamées du « Red Light » montréalais. Pour les militants, il s'agit d'être visibles et d'inciter la population ouvrière à participer aux activités publiques qu'ils organisent

Toutes les manifestations du 1^{er} mai se déroulent également dans le même périmètre urbain. Les défilés débutent en général sur le boulevard Saint-Laurent à l'angle de la rue Sainte-Catherine ou de la rue Prince-Arthur, empruntent la rue Saint-Denis vers le sud et se terminent presque invariablement au Champ de Mars, derrière l'Hôtel de ville. Une fois le rassemblement terminé, les célébrations se poursuivent généralement dans une salle du centre-ville par une soirée festive accompagnée de chants, de musique et de discours politiques.

Si les lieux de la vie militante changent fréquemment au fil des années ou selon le rythme des saisons, on remarque aussi une forte mobilité chez plusieurs militants ouvriers. On déménage souvent chez les socialistes : trois fois pour Salomon Larocque et Mathilde Prévost, trois fois également pour Elzear Boulay et sa famille entre 1906 et 1914. Sans surprise, cette tendance ne s'observe pas de manière aussi soutenue chez les membres des professions libérales ou parmi les cols blancs, notamment ceux qui adhèrent au cercle Alpha-Omega, lesquels sont pour la plupart propriétaires plutôt que locataires. Saint-Martin est à ce titre une exception à la règle : sa famille change quatre fois d'adresse entre 1906 et 1914. Cette situation s'explique davantage par des motifs d'ordre politique qu'économique. En effet, celui-ci fait l'acquisition – seul ou avec d'autres militants - d'au moins quatre immeubles qu'il met au service des causes qu'il défend.

On peut également observer quelques cas de cohabitation de militants à une même adresse. Ainsi, l'anarchiste François Telat héberge chez lui en 1911 deux camarades arrivés d'Europe, Albert Étienne et Philippe Dustoor. Pour sa part, la famille de Marc Lassonde et de Rose Choinière loge chez elle quatre autres libres penseurs, dont un originaire de France. On voit aussi des célibataires partager le même toit pendant quelques mois avant de s'établir ailleurs, seul ou en couple. À ces formes d'entraide se juxtaposent les expériences qui visent explicitement à transposer les principes anarchistes et socialistes dans l'organisation de la vie quotidienne. Nous avons évoqué deux d'entre elles : la coopérative Espéranto et la coopérative La Kanado. Une troisième s'ajoutera à la liste en 1915, la coopérative Logis ouvriers à laquelle sont notamment associés Albert Saint-Martin et Aline Brochu, une libre penseuse avec laquelle Saint-Martin vivra après s'être séparé de sa femme Emma Dufresne. En 1915, Aline Brochu demeure dans l'un des immeubles appartenant à Saint-Martin, situé sur la rue Hôtel-de-Ville. On trouve aussi à cette même adresse deux autres militants socialistes en 1911, John Stapleton et Zotique Marcelin, de même qu'un local servant aux activités du PSC.

Pour Albert Saint-Martin comme pour plusieurs de ses camarades, la frontière entre la vie privée et la vie militante est quasiment absente. Cette proximité se traduit dans la composition de certains ménages. On retrouve quelques cas où la sociabilité militante débouche sur des unions. Ainsi, la sœur d'Albert Saint-Martin, Evelina, se marie à l'église presbytérienne Saint-Jean avec un autre militant socialiste, Conrad Lacombe, avec qui elle a deux enfants. Fait à noter, le couple donne le prénom de Jaurès à leur fils né en 1913, une référence explicite aux convictions politiques des parents. On remarque le même type d'union chez les libres penseurs. La sœur de Georges et Fernand Marrié, Hortense, épouse un autre membre du cercle Alpha-Omega, le publiciste Charles Holmes. Sans qu'il s'agisse d'une norme, il n'est pas rare de voir un couple ou une fratrie s'engager ensemble dans les mêmes activités militantes. Cet engagement commun se traduit de différentes

façons : participation aux mêmes assemblées, signatures conjointes de pétition ou de lettres ouvertes, adhésion aux mêmes coopératives, etc. Certains couples choisissent également d'affirmer leur athéisme en enregistrant la naissance de leur enfant au greffe de l'Hôtel de ville plutôt que de le faire baptiser. Très marginale avant 1914, cette pratique prend de l'ampleur après la guerre.

Si la critique religieuse occupe une place importante dans le discours et la propagande du réseau de Saint-Martin avant la guerre, on remarque que la plupart des militants de langue française se sont d'abord mariés à l'église catholique, exception faites des immigrants d'origine française qui eurent la possibilité de se marier civilement avant de partir pour le Canada et de quelques libres penseurs de confession presbytérienne. Si l'amour libre est sans doute présent, il n'est pas revendiqué ni promu par ce milieu comme c'est le cas pendant l'entre-deux-guerres. Toutefois, on commence à voir apparaître dans le recensement de 1911 des militants qui se présentent comme « libres penseurs » ou « sans religion ». Nous pensons à la famille d'Alphonsine Drolet, celles de Zotique Marcelin et de Marc Lassonde, au Dr Arthur Laliberté ou encore à Aline Brochu, avec qui Albert Saint-Martin partage sa vie après sa séparation avec sa femme. Leur nombre est sans doute plus élevé que ne le laissent croire les données nominatives du recensement, certains fonctionnaires chargés de remplir les formulaires ayant tendance à classer systématiquement les ménages canadiens-français comme catholiques. On peut aussi faire l'hypothèse que des militants, inquiets de l'intrusion de l'État dans leur vie privée, aient tout simplement omis de déclarer leurs véritables convictions religieuses craignant peut-être les conséquences de ce geste.

1.5.4 Un milieu ouvrier?

Le dernier aspect que nous allons traiter est celui de la composition professionnelle des réseaux structurés autour d'Albert Saint-Martin. Le tableau suivant permet de donner un aperçu de la structure occupationnelle de ce milieu.

**Tableau 1
Métiers (avant 1914)**

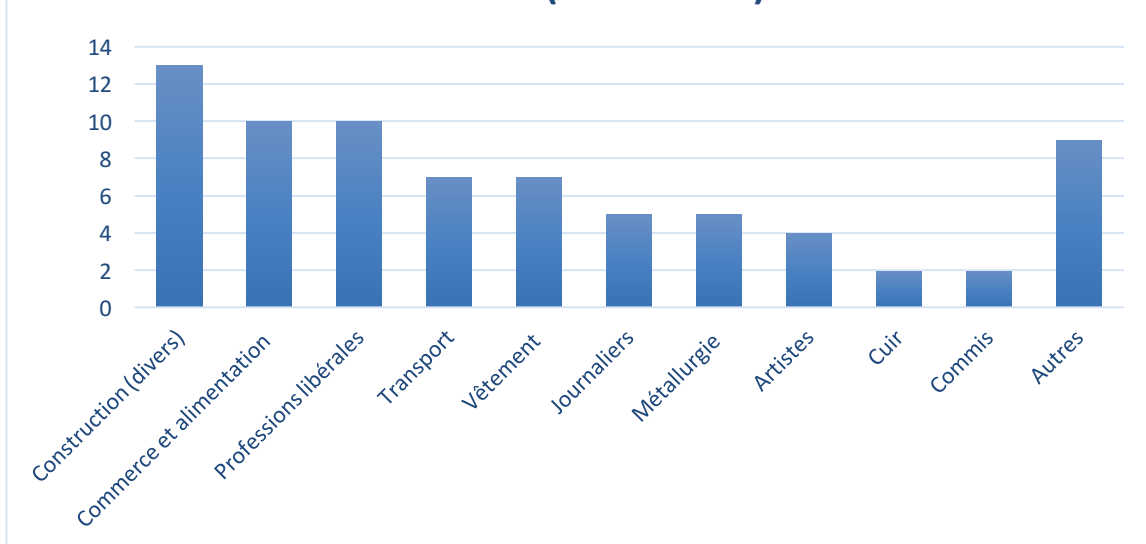


Tableau 1 Métiers avant 1914

D'entrée de jeu, on doit constater que l'entourage d'Albert Saint-Martin n'est pas homogène : on retrouve dans son réseau militant aussi bien des ouvriers qualifiés – construction, métallurgie, transport – que non qualifiés – journaliers –, de même qu'un nombre significatif de cols blancs – avocats, publicistes, sténographes, agents, médecins, herboriste, commis – et d'artistes – peintres, photographes. Parmi ceux qui travaillent dans le secteur du commerce et de l'alimentation, tous n'ont pas le même rapport aux moyens de production. Des distinctions existent entre les propriétaires de petits établissements – restaurateurs, libraires, marchands de tabac –, les marchands ambulants – vendeurs de charbon, voyageurs de commerce – et les employés à gage – serveuses, garçons de table, cuisiniers, boulangers.

Si le groupe des militants et sympathisants socialistes est très majoritairement composé d'ouvriers, les cols blancs, les membres des professions libérales et les artistes sont plus nombreux parmi les libres penseurs et les espérantistes. Quant aux coopérateurs, leur membership est diversifié, avec une forte présence de travailleurs et de travailleuses du secteur de l'alimentation, du commerce et des services à la personne dans le cas des femmes tout particulièrement. On ne peut donc dégager de cet échantillon une identité de classe très définie : nous sommes plutôt face à une structure occupationnelle hétéroclite d'où surgissent en apparence des contradictions entre le discours et les pratiques militantes. Le profil d'Albert Saint-Martin, un sténographe

défendant les ouvriers et les sans-travail, à la fois coopérateur et propriétaire immobilier, est à ce sujet très pertinent à étudier.

Bien que la majorité des militants de notre échantillon travaille dans des secteurs où le syndicalisme est présent – construction, transport, métallurgie, vêtement, cuir –, moins de 10% d'entre eux ont une activité syndicale connue avant 1914. Parmi les rares exceptions, on peut noter :

Émile Arbogast, sympathisant du PSC et coopérateur : Confédération générale du travail (France) puis Conseil des métiers et du travail de Montréal (CMTM).

Louis-Maxime Dupont, coopérative espéranto : organisateur du local 317 des tailleurs-couturiers, affilié au CMTM et collaborateur au journal *Vox Populi*²³¹.

L.A. Girard, comité des sans-travail : secrétaire de la Fédération des ouvriers textiles du Canada et chroniqueur ouvrier au journal *La Presse*.

Fernand Marrié, cercle Alpha-Omega : collaborateur au journal *Vox Populi*.

Celien Froidevaux, sympathisant du PSC : trésorier de l'Union typographique Jacques-Cartier.

Salomon Larocque, PSC et coopérateur : 1^{er} vice-président de l'Union des maçons en pierre, affiliée au CMTM.

Elzear Boulay, PSC : collaborateur au journal *Vox Populi*.

Alain Burke, PSC et coopérateur : porte-parole des grévistes des usines de la Canada Car & Foundry à Blue Bonnets et Lachine²³².

²³¹ Le journal *Vox Populi* est édité entre novembre 1905 et juillet 1906 (28 numéros). Se présentant comme « un organe franchement ouvrier, indépendant de toutes influences ou cliques » tout en étant étroitement lié aux unions internationales affiliées au CMTM, *Vox Populi* compte parmi ses collaborateurs de nombreux membres du Parti ouvrier. La publication est considérée comme l'ancêtre du journal *Le Monde ouvrier*. Voir : « Les ouvriers », *Le Canada*, 17 novembre 1905, p. 8 ; « Nouvelles ouvrières », *La Presse*, 31 juillet 1906, p. 10.

²³² Cette grève déclenchée en juin 1911 touche plus de 2000 ouvriers (à 90% canadiens-français) dans deux usines montréalaises. Elle vise à obtenir des augmentations de salaires. Mouvement spontané et autonome, le conflit semble avoir surgi de la base sans intervention des organisations syndicales avant d'être repris en main par les unions internationales. Les ouvriers de la Canada Car se mobilisent à nouveau en 1913, 1919 et 1921.

L'engagement des militants socialistes, anarchistes et libres penseurs se traduit davantage par un travail d'agitation-propagande, la mise sur pied de coopératives et l'action politique ouvrière que par une implication au sein du mouvement syndical, laquelle semble secondaire à leurs autres champs d'intervention. Quatre raisons peuvent expliquer en partie cet état de fait : leur propre situation professionnelle, le conservatisme de plusieurs organisations syndicales, la proximité de leurs dirigeants les plus « avancés » avec le Parti ouvrier et l'animosité qui caractérise les relations entre ce parti et le PSC après 1907. Notons au passage qu'aucun militant de langue française ne semble avoir été membre des Industrial Workers of the World (IWW), un syndicat révolutionnaire implanté à Montréal entre 1905 et 1913. Même si l'on sait que plusieurs militants francophones établissent des contacts avec cette organisation²³³, les IWW sont surtout actifs dans l'industrie du vêtement et regroupent principalement des ouvriers d'origine juive ou italienne issus de l'immigration.

Bien que Saint-Martin et son réseau soutiennent activement les ouvriers sans-travail pendant les récessions de 1909 et 1914, aucun militant ne s'identifie ou n'est identifié comme « chômeur » dans notre échantillon. Cela s'explique notamment par les sources consultées, mais aussi par la condition ouvrière de l'époque : les périodes de chômage sont cycliques et ne prennent pas un caractère quasi-permanent comme c'est le cas pendant la crise économique des années 1930.

1.6 Les années de guerre, 1914-1918

« Montréal est aux mains des militaires. On ne voit et n'entend qu'eux. À toute heure du jour, à toute heure du soir, de leur uniforme, ils garnissent les rues où se presse la foule. Deux ou trois sentinelles montent la garde à la porte des bureaux d'enrôlement. Les vitrines et les poteaux sont placardés de proclamations militaires. (...) Puis c'est le régiment qui passe. Les cuivres retentissent. De la grosse caisse s'échappe un tonnerre de coups. Les badauds s'amassent. Les tramways s'arrêtent. Les autos retroussent chemin. Et les militaires défilent aux accents aigus de la "Marseillaise". La foule hurle. La fanfare attaque "God save the King", la foule se découvre. Et c'est ainsi chaque jour. »²³⁴

Les idées et les pratiques de Saint-Martin se transforment dans le sillon tracé par la Première Guerre mondiale et la révolution russe. Son parcours fait écho à celui de bien d'autres militants socialistes de sa génération : « Au sortir de la terrible épreuve, rien ne sera plus comme avant. Ni la société, ni les hommes, ni leurs idées.

²³³ Des lettres publiées dans le journal *Les Temps Nouveaux* et le partage d'un local sur la rue Saint-Urbain à la même époque sous-entendent que des liens de solidarité existent entre les militants socialistes et anarchistes de langue française et les membres de l'IWW à Montréal avant la Première Guerre mondiale.

²³⁴ « Les Italiens et la Triple Alliance », *Le Devoir*, mardi 11 août 1914, p. 4

L'apparente continuité des organisations et des dirigeants masque mal la profondeur des changements intervenus. Il faut remettre à l'heure les projets et les pratiques, ainsi que les mots qui les désignent »²³⁵. Le système de sens qui prévalait avant 1914 disparaît²³⁶. Comme le souligne David Berry, l'axe du mouvement ouvrier international se déplace de la France vers la Russie²³⁷. Un nouveau cycle de mobilisation permet de renouveler les formes d'engagements politiques des militants de gauche, y compris à Montréal²³⁸.

La guerre entraîne l'apparition de fractures au sein des milieux progressistes montréalais. Alors que la plupart des militants socialistes et anarchistes adoptent très tôt des positions antimilitaristes et anti-impérialistes, d'autres choisissent d'appuyer l'effort de guerre contre l'Allemagne. C'est notamment le cas d'un proche collaborateur d'Albert Saint-Martin, l'anarchiste Arthur Maillard. Entre 1916 et 1918, Maillard s'engage aux côtés des sociétés patriotiques de Montréal qui soutiennent le gouvernement français²³⁹, implication qu'il poursuit jusqu'à son décès en 1925²⁴⁰. Fait à noter, les prises de position de Maillard rejoignent en partie celles de Jean Grave et du journal anarchiste *Les Temps Nouveaux* auquel il collabore avant la guerre.

Les socialistes perdent aussi le soutien du journal libéral radical *Le Pays* dans lequel ils ont l'habitude de publier leurs lettres ouvertes et leurs communiqués²⁴¹. Dans son édition du 8 août 1914, *Le Pays* condamne « l'horrible guerre » et dénonce l'assassinat de Jaurès. Le journal diffuse également une convocation pour l'assemblée

²³⁵ Pigenet et Tartakowsky, dir., *Histoire des mouvements sociaux*, p. 292. Voir également : Palmer, *Working Class Experience*, p. 196.

²³⁶ Ducoulombier, *Camarades*, p. 98.

²³⁷ Berry, *Le mouvement anarchiste en France*, p. 54.

²³⁸ Le sociologue Sidney Tarrow définit les cycles de mobilisation comme « des contextes où, sous l'effet d'une crise majeure, politique, économique ou sociale, les conflits sociaux se généralisent et se diffusent tant dans l'espace que dans les différents secteurs de la société, avec pour effet une rupture des routines politiques, un brouillage des anticipations rationnelles tant du côté des contestataires que du pouvoir, l'émergence de nouvelles organisations et donc de nouveaux acteurs protestataires, ouvrant la voie à de nouveaux modes d'action et forçant les autorités à adapter rapidement les modalités de la répression ». Olivier Fillieule, « Tombeau pour Charles Tilly. Répertoires, performances et stratégies d'action », Olivier Fillieule et al, dir., *Penser les mouvements sociaux. Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines*, Paris, La Découverte, 2010, p. 90-91.

²³⁹ Maillard fait notamment partie du comité d'organisation d'un grand rassemblement au Monument national pour souligner le 2^e anniversaire de la bataille de la Marne. « La victoire de la Marne », *Le Devoir*, 11 septembre 1916, p. 1.

²⁴⁰ Voir à ce sujet : « Funérailles de M. Arthur Maillard », *Le Canada*, 4 décembre 1925, p. 8. Avant sa mort, Maillard fait notamment partie de la société La France Républicaine qui organise des activités de bienfaisance au profit des membres de la « colonie » française de Montréal.

²⁴¹ Nous n'avons trouvé qu'une mention d'une activité organisée par les socialistes montréalais dans l'édition du 29 juillet 1916 pour un « ralliement socialiste » tenu le 2 août 1916. Cette annonce est également publiée dans le journal *La Presse* dans son édition du 1^{er} août 1916.

organisée par les socialistes montréalais en sa mémoire²⁴². Deux semaines plus tard, *Le Pays* change toutefois de position et se rallie à « l'Union sacrée »²⁴³. Signe de cette évolution, on constate que les liens entre Saint-Martin et le réseau des libres penseurs s'amenuisent considérablement pendant cette période.

Dès le déclenchement de la guerre, des militants socialistes russes, juifs et anglophones interviennent pour dénoncer le recrutement militaire à Montréal²⁴⁴. Des rassemblements organisés au square Phillips et au Champ de Mars sont dispersés par la police :

Trois cent russes se sont réuni hier soir sur le Champ de Mars pour manifester en faveur de la Triple-Entente. Plusieurs femmes y portèrent la parole. À peine commencée l'assemblée tourna en manifestation socialiste. Tous les orateurs dénoncèrent la guerre et invitèrent leurs compatriotes à ne pas s'enrôler leur disant qu'ils ne gagneraient rien autre que de perdre un bras ou... la vie. Les socialistes, tous juifs-russes, voulurent alors se former en rangs mais la police intervint et les dispersa. Le consul russe accompagné d'un prêtre arriva aussitôt sur le Champ de Mars demandant aux patriotes de s'enrôler. Tous ceux qui n'étaient pas juifs répondirent avec empressement à l'appel de la patrie. Les autres s'en allèrent en maugréant contre le pays dont à juste titre ils avaient été chassés [nous soulignons]²⁴⁵.

Du côté des militants de langue française, il faut attendre le printemps 1915 pour trouver les premières traces de mobilisation. La manifestation du 1^{er} mai donne aux socialistes l'occasion de défier les autorités. Lors du rassemblement au Champ de Mars, auquel prennent part Saint-Martin et Zotique Marcellin, les orateurs dénoncent « (...) la guerre en général, et le conflit entre l'Allemagne et les Alliés en particulier. La gent des capitalistes a été tenue responsable de la guerre »²⁴⁶. L'esprit internationaliste des socialistes montréalais s'affirme avec vigueur, comme en témoigne cet extrait d'un discours reproduit dans le journal *La Patrie* : « Je ne vous parle pas comme canadien, mais comme ouvrier. Je n'ai pas de pays à défendre contre aucun ouvrier d'une nationalité quelconque. Je représente l'humanité toute entière, et je vous supplie d'embrasser la cause

²⁴² « Grande assemblée socialiste pour honorer la mémoire du grand chef socialiste Jean Jaurès », *Le Pays*, 8 août 1914, p. 8.

²⁴³ Le terme d'Union sacrée désigne le mouvement de ralliement patriotique derrière les politiques du gouvernement français pendant la Première Guerre mondiale. Il est utilisé par le président Raymond Poincaré lors d'un discours prononcé le 4 août 1914.

²⁴⁴ « Les socialistes ont manifesté contre la guerre », *La Presse*, 3 août 1914, p. 13.

²⁴⁵ « Les socialistes russes », *Le Devoir*, 11 août 1914, p. 4.

²⁴⁶ « On dénonce la guerre », *Le Devoir*, 3 mai 1915, p. 4.

de la fraternité universelle et vous convaincre qu'il serait votre ennemi le Kaiser allemand ou le Roi anglais ou bien le Tzar russe qui vous lancerait dans la bataille pour massacrer vos frères »²⁴⁷.

En juillet 1915, certains d'entre eux perturbent des activités de recrutement militaire au Parc Lafontaine et défilent à quelques reprises dans les rues du centre-ville pour dénoncer tout projet de conscription²⁴⁸. On s'attaque verbalement aux hommes d'affaires partisans « de l'enrôlement par la famine ». Les journaux rapportent aussi la présence d'affiches avec le slogan « Qui donc le premier cassera la [gueule] à Ballantyne », le président de l'Association des manufacturiers canadiens, partisan de la conscription²⁴⁹. Ces activités se poursuivent le 1^{er} août, alors que 1000 personnes soulignent l'anniversaire de la mort de Jaurès en se réunissant Champ de Mars : « Des discours furent prononcés en français, anglais, russe, allemand, italien, polonais et hébreu. Avant l'assemblée, il y eut une procession qui défila par la rue Saint-Laurent »²⁵⁰.

Du côté des autorités civiles et militaires, des voix s'élèvent pour condamner ces manifestations « antipatriotiques » qui tournent parfois à l'affrontement avec les forces de l'ordre. Le 26 juillet 1915, un groupe de soldats et de policiers dispersent un groupe de socialistes rassemblé au Champ de Mars pour protester contre l'envoi de troupes en Europe²⁵¹. Au lendemain de cette altercation, l'officier responsable du district militaire de Montréal, le colonel E.W. Wilson, affirme que les autorités ne laisseront pas de tels événements se reproduire impunément. Même son de cloche du côté de l'Hôtel de ville, où le maire Médéric Martin demande à la police d'arrêter toute personne qui s'en prend verbalement à la Couronne britannique et d'intervenir dans les assemblées où l'on tient des propos séditions²⁵².

C'est pendant cette période agitée que les socialistes de langue française vont s'allier à des militants nationalistes actifs au sein du mouvement ouvrier. Entre 1915 et 1918, ceux-ci partagent régulièrement les mêmes tribunes et organisent ensemble la tenue d'assemblées antimilitaristes. Le premier militant d'envergure à rejoindre les socialistes est Louis-Napoléon-Gustave Pagé. Impliqué dans le mouvement syndical depuis son

²⁴⁷ « Une parade des socialistes », *La Patrie*, 3 mai 1915, p. 3.

²⁴⁸ « Contre la contrainte », *Le Devoir*, 22 juillet 1915, p. 3 ; « Manifestation au Parc Lafontaine », *Le Devoir*, 24 juillet 1915, p. 10. Parmi les socialistes présents, on note le nom d'Henri Mathurin.

²⁴⁹ « Manifestation rue S.-Denis », *Le Devoir*, 20 juillet 1915, p. 6.

²⁵⁰ « L'anniversaire de la mort de Jaurès », *Le Canada*, 2 août 1915, p. 5.

²⁵¹ « More Trouble in Montreal », *Sherbrooke Daily Tribune*, 26 juillet 1915, p. 5.

²⁵² « Anti-recruiters Guilty of Treason », *The Quebec Chronicle*, 27 juillet 1915, p. 3.

plus jeune âge, Pagé est élu président de la section montréalaise de l'Union internationale des barbiers d'Amérique en 1902. Pendant les quatre années suivantes, il mène une campagne victorieuse contre le travail du dimanche²⁵³. Après sa démission en 1906, il devient organisateur pour ce syndicat, poste qu'il conserve pendant une dizaine d'années. Pagé reste actif au sein de l'Union des barbiers jusqu'au début des années 1920²⁵⁴. Pendant la guerre, il se fait connaître comme porte-parole des ouvriers sans-travail puis comme orateur antimilitariste, participant à de nombreux rassemblements aux côtés des socialistes dès 1915²⁵⁵. Ses positions controversées sur l'immigration juive et italienne – qu'il juge responsable du chômage – sont loin de faire l'unanimité chez les militants de gauche. Lors d'un rassemblement tenu au Champ de Mars le 1^{er} septembre 1915 auquel participent Albert Saint-Martin et Edmond Simard, Pagé s'adresse en ces termes à la foule :

M. Pagé toucha à tant de sujets dans le cours de sa philippique, qu'on ne savait, plus, en fin de lieu, où l'on en était rendu. Il donna lecture d'une trentaine de résolutions que l'entourage adopta par un vote à main levée. S'il faut en croire quelques bons ouvriers qui étaient de la réunion, quelques-unes de ces résolutions sont pleines de bon sens, tandis que les autres n'en ont pas du tout. Trois de ces résolutions censurent le gouvernement municipal, le gouvernement provincial et le gouvernement fédéral. D'autres proposent l'expulsion des juifs, l'abolition du sénat, des élections générales immédiates, la municipalisation du tramway et de la lumière électrique, la nationalisation des chemins de fer, la construction du canal de la Baie Géorgienne. Une de ces résolutions proteste contre l'envoi des commandes de guerre à l'étranger. Une autre demande la stricte observance du dimanche.

L'orateur qui se fit entendre ensuite critiqua sans se gêner certaines théories de M. Pagé. Puis il prêcha l'abolition du « système de la propriété privée » et prédit l'avènement prochain du « règne de la collectivité ». Un autre orateur, un Italien celui-ci, protesta contre les paroles de M. Pagé à l'endroit des Israélites, disant que les Juifs qui viennent au pays sont des réfugiés politiques qui ont droit à la liberté tout autant que M. Pagé. Il termina sa harangue par un appel frénétique en faveur de la « collectivité »²⁵⁶.

²⁵³ « Nouvelles ouvrières », *La Presse*, 1^{er} décembre 1906, p. 27.

²⁵⁴ Pagé est également l'auteur de la brochure *Lettre ouverte à messieurs les abbés E. Hébert, M. Fortin et J. Massicotte : Organiseurs des unions ouvrières catholiques, hauts protecteurs des politiciens juifs, protestants et catholiques* publiée en 1920. Il se présente comme un « ancien maître d'école et ex-président et secrétaire-organisateur des barbiers de Montréal », « un catholique » ayant vécu plusieurs années aux États-Unis et « un des rares ouvriers possédant de l'instruction, ayant beaucoup étudié, beaucoup voyagé, beaucoup observé les différentes classes de la société, leur mentalité, leurs aspirations et leurs besoins sociaux ». Son propos est un curieux mélange de nationalisme canadien-français, d'antisémitisme et d'ouvriérisme, débouchant sur une défense inconditionnelle de la révolution russe et de l'instruction obligatoire.

²⁵⁵ « Contre la contrainte », *Le Devoir*, 22 juillet 1915, p. 3. ; « Manifestation au Parc Lafontaine », *Le Devoir*, 24 juillet 1915, p. 10.

²⁵⁶ « La propriété privée et la collectivité », *Le Canada*, 2 septembre 1915, p. 6.

Au cours de l'année 1916, alors que le recrutement de volontaires connaît d'importants ratés, le débat s'amplifie au sein du mouvement ouvrier montréalais sur les moyens à prendre pour mettre en échec le projet de conscription obligatoire du gouvernement fédéral. Cet enjeu trouve un écho dans les assemblées du CMTM. Pour certains délégués des unions internationales, il faut se préparer à lancer un mot d'ordre de grève générale advenant le cas où le gouvernement irait de l'avant. Une partie significative des membres s'oppose toutefois à cette proposition, la jugeant radicale, injuste et antipatriotique.

Le débat se poursuit tout au long de l'année 1917. L'organe officiel du CMTM, *Le Monde ouvrier*, permet de mieux comprendre les positions exprimées de part et d'autre. Son éditeur, le typographe d'origine belge Gustave Francq, tient une ligne politique ambiguë. Il soutient de toutes ses forces l'effort de guerre, n'appuie pas la conscription obligatoire, mais entend respecter la loi si elle est adoptée plutôt que de s'engager sur le terrain de l'action directe. Plusieurs articles et publicités patriotiques reflètent son engagement et celui de son journal. À *contrario*, aucune mention n'est faite des actions organisées à Montréal par les anticonscriptionnistes, dont l'audience ne cesse de croître au sein de la population. On dénonce par contre régulièrement les positions des « socialistes », des « radicaux », des « pacifistes », des « exaltés » et des partisans de l'IWW. *Le Monde ouvrier* fait aussi grand cas du ralliement de Gustave Hervé²⁵⁷ et de la majorité des socialistes français et belges à « l'Union sacrée ». Le temps où le *Monde ouvrier* publiait occasionnellement les communiqués et annonces des socialistes est révolu. Dorénavant, le journal sert à les attaquer. En lieu et place, on voit apparaître des publicités appelant les ouvriers à prendre les armes et les encourageant à s'enrôler volontairement dans l'armée. Un bureau de recrutement est même ouvert au Temple du travail sur la rue Saint-Dominique.

Au mois de mars 1917, le monde entier apprend avec stupeur le renversement du pouvoir tsariste et l'instauration d'un régime démocratique en Russie. La « révolution de février » est accueillie avec enthousiasme par les militants ouvriers montréalais. En première page du *Monde ouvrier*, Jean Lacroix célèbre la révolution russe : « Nous, du Nouveau Monde, depuis longtemps émancipés, nous nous réjouissons de la grande victoire remportée par le peuple russe, par l'ouvrier russe surtout, contre les tyrans. Aucun succès militaire, ni aucune avance triomphale en pays ennemi ne peuvent être comparés à cette victoire du prolétariat. Nous souhaitons que pareils combats se livrent partout où la monarchie règne encore en maîtresse absolue, que ses sujets

²⁵⁷ Gustave Hervé (1871-1944) est un militant socialiste et antimilitariste français. Rallié à l'Union sacrée, il met son journal *La Guerre Sociale* au service de cette cause, reniant ses convictions passées.

puissent bientôt briser leurs chaînes, que cette affreuse guerre soit vraiment la “grande guerre de délivrance” »²⁵⁸.

Le 20 juin 1917, une première assemblée de solidarité avec la révolution russe est organisée à Montréal. Plus de 900 personnes s’entassent dans le théâtre Casino pour écouter un conférencier venu des États-Unis. Dans le journal du PSD, la militante montréalaise Rebecca Buhay se réjouit des « bonnes nouvelles » qui proviennent de Russie : « The Socialist victories at the elections in Petrograd were stupendous, and give us much cause for encouragement in spite of the darkness of autocracy here and the States (or perhaps because of it). Socialism is making headway, and I hope and feel that us in Canada, too, will shortly have a few victories »²⁵⁹. Ce vent de révolte trouve un écho au Québec. C’est au printemps 1917 qu’un vaste mouvement d’opposition s’amorce, lequel touche bientôt les principaux centres urbains. Le 18 mai 1917, le Premier ministre Robert Borden annonce sa décision d’aller de l’avant avec le service militaire obligatoire. Les assemblées et les manifestations contre le projet de conscription se multiplient alors à travers la province. La révolution de février en Russie semble avoir un effet tangible sur le mouvement : elle vient nourrir l’imagination de certains manifestants et beaucoup voient dans l’effondrement du régime tsariste la fin prochaine des autres puissances impérialistes. Pour le syndicaliste Richard Kerrigan, « the province of Québec [is] the only place in the world at present, with Russia, where the citizens enjoyed the liberty of speech »²⁶⁰. Les slogans et les chansons révolutionnaires deviennent monnaie courante dans les rassemblements tout comme les appels à la grève générale pour mettre en échec le projet de conscription²⁶¹. Le mouvement prend aussi une dimension anti-impérialiste alors que des militants anticonscriptionnistes dénoncent la politique coloniale britannique en Inde et en Irlande et tracent des parallèles avec l’oppression nationale des Canadiens français²⁶².

À Montréal, un nouvel acteur joue un rôle déterminant dans ces mobilisations. Il s’agit de la Fédération des clubs ouvriers municipaux (FCOM), regroupant des associations de différents quartiers de la métropole. La FCOM fait scission du Parti ouvrier vers 1912 et devient rapidement un pôle d’organisation très dynamique. À partir de 1917, on voit se dessiner une alliance entre les militants socialistes de langue française et de jeunes militants affiliés à cette fédération. Parmi ceux-ci, quelques noms sont régulièrement cités par les journaux : Alphonse Bernier, Paul Lafortune, Paul-Émile Mongeau, Fernand Villeneuve et Gaston Pilon. Un groupe d’anarchistes

²⁵⁸ « Bienfait de la guerre », *Le Monde ouvrier*, 24 mars 1917, p. 1.

²⁵⁹ « Pen Punched by Locals », *The Canadian Forward*, 25 juin 1917, p. 8.

²⁶⁰ « Workers Will Protest », *Le Monde ouvrier*, 25 juin 1917, p. 4.

²⁶¹ « Grève générale par tout le Canada », *La Tribune*, 29 juin 1917, p. 1.

²⁶² « Contre la conscription », *L’Union des Cantons de l’Est*, 31 mai 1917, p. 1.

juifs venus clandestinement des États-Unis²⁶³ et des membres du PSD d'origines diverses²⁶⁴ collaborent activement avec les militants socialistes de langue française. Entre le mois de mai et le mois de septembre 1917, cette coalition organise plus d'une vingtaine de meetings de masse sur les places et les marchés publics²⁶⁵. Ces militants feront aussi pression sur le CMTM pour que les syndicats internationaux déclenchent une grève générale afin de combattre les politiques militaristes du gouvernement fédéral dirigé par le conservateur Robert Borden²⁶⁶.

Alors que certains politiciens tentent d'attiser les divisions « raciales », ce groupe tente plutôt un rapprochement avec les communautés immigrantes qui s'opposent à la guerre, rappelant que celle-ci est d'abord et avant tout « une guerre capitaliste ». Dans un discours prononcé au Champ de Mars le 20 juin 1917 devant 3000 personnes, Paul Lafortune réaffirme cette position de principe : « Je regrette que certains Canadiens-français demandent que nous renvoyions les étrangers qui sont dans ce pays. Ces étrangers savent ce que c'est la conscription et c'est pourquoi ils ne veulent pas la voir imposer ici. Si l'on renvoie ces étrangers dans leurs pays, le gouvernement viendra nous dire alors qu'il est temps que nous marchions à notre tour, et que nous allions à la guerre tandis que si nous gardons ces étrangers parmi nous, ils seront avec nous contre ceux qui veulent nous envoyer à la boucherie »²⁶⁷.

1.6.1 Les événements du printemps 1917

Le 27 mai 1917, plusieurs centaines de personnes viennent applaudir les discours d'Albert Saint-Martin et de quelques autres militants socialistes et anticonscriptionnistes au marché Saint-Jacques. Saint-Martin recommande aux ouvriers de Montréal de résister à l'ordre de conscription s'il doit être promulgué en faisant appel à leur masculinité :

²⁶³ Le groupe en question est mené par Robert Parson, pseudonyme de l'anarchiste Shmuel Marcus. Voir à ce sujet : Kenyon Zimmer, « "The Whole World Is Our Country" : Immigration and Anarchism in the United States, 1885-1940 », thèse de doctorat (histoire), Pittsburgh, University of Pittsburgh, 2010, p. 333-334.

²⁶⁴ Parmi les militants du PSD actifs dans le mouvement anticonscriptionniste à Montréal, on remarque les noms de Rebecca et Michael Buhay, Joseph Schubert et Harry Levitt.

²⁶⁵ Ewen, *International Unions*, p. 220-221.

²⁶⁶ « Montreal Antis Are Undaunted », *The Quebec Telegraph*, 15 septembre 1917, p. 1.

²⁶⁷ « Les Anglais n'y vont pas », *Le Devoir*, 21 juin 1917, p. 2.

Si on vous menace de mort, dit-il, pour votre refus d'aller au front, ce sera le temps de montrer si vous êtes des hommes ou des lâches. Si vous êtes des lâches, vous consentirez à sauver vos vies pour un temps et à être des assassins, mais si vous êtes des hommes et voulez pas faire l'œuvre d'assassins, dites-leur de vous tuer à l'instant plutôt que de vous faire tuer plus tard. Les guerres, continua-t-il, sont pour le bénéfice des capitalistes, et l'ouvrier canadien ne devrait ressentir aucune haine contre l'ouvrier allemand ou autrichien qu'il ne connaît même pas²⁶⁸.

Trois jours plus tard, les socialistes organisent un nouveau meeting, cette fois-ci au Champ de Mars. D'après les journaux, le rassemblement attire près de 5000 personnes : « Quatre orateurs seulement ont porté la parole – à l'assemblée française. Car plusieurs assemblées ont eu lieu en même temps : pendant que les Canadiens-français péroraient au rond-point du Champ de Mars, les Russes, les Italiens et les Anglais haranguaient les leurs de distance en distance le long des escaliers sis derrière le palais de justice »²⁶⁹. Les socialistes de langue française dénoncent avec vigueur l'impérialisme britannique et les « Parliamentary Bureaucrats ». Ils n'hésitent pas à établir des liens entre leur lutte et celles menées par les patriotes lors des rebellions de 1837-1838. Dans son discours, Edmond Simard invoque « le sang de nos pères de '37 et de '38 » et invite la foule à jurer solidairement :

[...] de résister à toute mesure se rapportant à la dite loi, même si l'on nous menace d'être jetés en prison ou fusillés ; car nous préférons mourir ici, bravement, en hommes libres, que d'aller, comme des lâches poussés par la crainte, mourir en esclaves. (...) Voulez-vous savoir qui doit être tenu responsable de la guerre ? (...) [Ce] n'est ni l'Allemagne, ni l'Angleterre qui a enflammé l'Europe, mais les m.... capitalistes de ces deux grandes puissances (...). Au diable les partis politiques ! (...) On traite les socialistes de fauteurs de discorde, et pourtant nous sommes et nous avons toujours été en faveur de la paix.

Pour sa part, Pagé s'attaque à la monarchie britannique, qui chancelle « comme toutes les autres » et met en garde les responsables gouvernementaux canadiens : « Si nous avons la conscription, ce sera une grève générale par tout le pays : le peuple montrera à nos prétendus hommes d'État que c'est lui qui est maître »²⁷⁰.

²⁶⁸ « La Conscription. Les socialistes manifestent », *La Patrie*, 28 mai 1917, p. 3. Voir également : « Do not register, Socialists advise », *The Gazette*, 28 mai 1917, p. 7.

²⁶⁹ « Grève dans tout le pays », *Le Devoir*, 31 mai 1917, p. 2.

²⁷⁰ *Ibid.*

Alors que les socialistes et leurs alliés multiplient tout au long du mois de juin les assemblées publiques où ils invitent le peuple à résister par la force à l'ordre de conscription²⁷¹, plusieurs observateurs commencent à s'inquiéter de ces « dérapages » verbaux et invitent le gouvernement à la plus grande prudence. Dans *Le Devoir*, Henri Bourassa met en garde les autorités :

Que l'on pèse bien ces paroles : la conscription marquerait, pour les Canadiens-français, le commencement d'une évolution qui ne tarderait pas à transformer en un peuple révolutionnaire la population la plus paisible, la mieux ordonnée peut-être des deux Amériques. Une fois déchaîné, cet esprit révolutionnaire ne s'arrêterait pas en route : il ne s'attaquerait pas seulement au régime militaire : il se manifesterait à l'usine, aux champs, partout, dans toutes les fonctions de la vie industrielle, sociale et politique. [...] Du jour où l'on aura fait de ces ouvriers des révoltés, ils deviendront les plus incontrôlables des insurgés contre l'ordre social et économique²⁷².

La tension monte d'un cran au cours de l'été 1917. Lors d'une assemblée organisée par la FCOM au début du mois d'août, on brûle les effigies des ministres Pierre-Édouard Blondin et Albert Sévigny, de même que celle du vice-président de la chambre des communes, Joseph-Hormisdas Rainville :

Qu'il soit proclamé, d'une extrémité à l'autre du Dominion, que les ouvriers de Montréal, constituant la classe la plus nombreuse, libre de tous liens de partis, en plein centre de la métropole du Canada, ont brûlé en effigie ces trois hommes. Qu'il soit connu de tous que ce sont ces hommes qui ont trahi, non seulement leurs compatriotes, mais tout le peuple du Canada, et que Blondin, Sévigny et Rainville sont aussi coupables à l'égard des Anglo-Canadiens qu'à l'égard des Canadiens-français²⁷³.

À Montréal, la police recherche activement les auteurs d'un attentat à la bombe qui détruit en partie la résidence de Hugh Graham, propriétaire du *Montreal Star* et farouche partisan de la conscription²⁷⁴. On assiste à une radicalisation du discours et des pratiques des opposants : les militants socialistes et ceux qu'on surnomme désormais les « antis » s'attaquent non seulement au gouvernement Borden et à la couronne britannique, mais

²⁷¹ « Les Anglais n'y vont pas », *Le Devoir*, 21 juin 1917, p. 2.

²⁷² Henri Bourassa, « La conscription », *Le Devoir*, 2 juin 1917, p. 2.

²⁷³ « On les brûle en effigie », *Le Devoir*, 2 août 1917, p. 3.

²⁷⁴ Élie Lalumière, l'un des « dynamitards » impliqué dans l'attentat du 9 août 1917, a pris la parole aux côtés des socialistes pendant l'été 1917 à Montréal. Pour un résumé de cette affaire, voir : Daniel Proulx, « La tragique bande de dynamiteurs », *La Presse*, 18 octobre 1992, p. A8.

aussi aux membres du clergé catholique et aux dirigeants des syndicats internationaux qu'on accuse de collaborer avec le pouvoir²⁷⁵.

La mobilisation atteint son apogée à la fin du mois d'août 1917 après l'adoption par le parlement fédéral de la Loi du Service Militaire. Le 27 août, 3000 personnes assistent à un grand rassemblement au Parc Lafontaine et au Champ de Mars. Lors de cette assemblée, plusieurs orateurs « (...) ont proposé d'opposer la force aux moyens de rigueur ; à cet effet, ils ont prié leurs auditeurs à se procurer des armes et des munitions nécessaires, afin de mettre entrave à l'application du service obligatoire »²⁷⁶. Les personnes présentes ont applaudi ces discours révolutionnaires : « Ils ont acclamé M. Robert Parson, lorsqu'il déclara que tous devaient mourir sur le sol de leur province pour la défense de leurs droits sacrés. L'orateur anglais conseilla la grève générale comme moyen suprême de résistance, disant que les ouvriers n'avaient pas à craindre la famine, puisque les entrepôts frigorifiques regorgent de vivres et de provision de tout genre, capables de nourrir les grévistes pendant un an »²⁷⁷. Paul-Émile Mongeau suggère de jeter en bas des escaliers les officiers qui viendront les arrêter. Pour Fernand Villeneuve, « ç'eut été un plaisir plus grand de brûler en personne les Borden, les Sévigny et les Blondin ». Le rassemblement terminé, un défilé se forme avec pour objectif de se rendre au Champ de Mars : « D'énormes enseignes bilingues portant bien en évidence les mots : "Suivez-nous ! Follow us ! À bas nos boches ! Down with our boches !" précédaient les manifestants »²⁷⁸.

Le lendemain, 5000 personnes se rassemblent au Parc Lafontaine où Fernand Villeneuve, Paul Lafortune, Paul-Émile Mongeau et Robert Parson prennent de nouveau la parole. Suite à ce rassemblement, 2000 personnes prennent la rue pour se diriger vers le Champ de Mars. Les vitrines de journaux pro-conscriptionnistes volent en éclat pendant que se font entendre des slogans révolutionnaires²⁷⁹. Le 29 août, le jour même où la Loi du Service Militaire entre en vigueur, une foule de 10 000 personnes se rassemble au coin des rues Garnier et Laurier « sans chef de file, sans organisation » et défile ensuite sur la rue Papineau « sonnait du clairon et tirant du revolver »²⁸⁰. Les troubles se poursuivent pendant la soirée du 31 août, alors que le centre-ville de Montréal

²⁷⁵ « Crowd Resented Speaker's Words », *The Gazette*, 27 août 1917, p. 4.

²⁷⁶ « La résistance par la force », *Le Devoir*, 28 août 1917, p. 6.

²⁷⁷ *Ibid.*

²⁷⁸ *Ibid.*

²⁷⁹ « Des carreaux sont brisés », *Le Devoir*, 29 août 1917, p. 4.

²⁸⁰ « Intervention de la police », « On continue de protester », *Le Devoir*, 30 août 1917, p. 7.

est le théâtre d'affrontements entre manifestants et forces policières, lesquelles empêchent la tenue d'un rassemblement au Champ de Mars²⁸¹.

Au lendemain de cette journée mouvementée, Robert Parson et Paul-Émile Mongeau préparent un manifeste, qui reçoit l'assentiment des autres « leaders » du mouvement. Après avoir dénoncé la répression qui s'est abattue sur celles et ceux qui ont pris la rue au cours des derniers jours, Parson lance un appel à la résistance contre l'attitude autoritaire du gouvernement :

The Government thinks that by stopping the meetings which are to give expression to our wish to remain free men, they have killed the anti-conscription movement. But they are mistaken. The stopping of the meetings by the police will make the people realize the danger of the coming slavery stronger than our voice could. If the Government has Prussianized its methods to uphold slavery we will Prussianize our methods to fight for our liberty to remain free men. It will not take us long, and every liberty-loving man will hear our voice in every house of the city. We ask the people of Canada to have confidence in us and to be prepared. We ask the people of Montreal to assemble at a protest meeting against the police clubbing attacks and against the conscription slavery law²⁸².

La police, qui exerce une surveillance étroite des milieux anticonscriptionnistes²⁸³, procède à l'arrestation de plusieurs militants. Le 21 septembre, Fernand Villeneuve, Paul-Émile Mongeau, Paul Lafortune, Alphonse Bernier et deux autres « antis » comparaissent devant les tribunaux pour répondre à des accusations de sédition. Cette vague de répression force Robert Parson à entrer dans la clandestinité. Celui-ci quitte Montréal pour Toronto où il fonde un journal anarchiste en yiddish, *Der Eyntsiiker* (L'unique)²⁸⁴.

²⁸¹ « Les troubles augmentent », *Le Devoir*, 1^{er} septembre 1917, p. 1

²⁸² « Montreal Mobs Aim at Anarchy », *The Daily Colonist*, 2 septembre 1917, p. 2.

²⁸³ Le procès des auteurs présumés de l'attentat de Cartierville révèle qu'un agent provocateur de la police du Dominion, Charles « Ti-Noir » Desjardins, a infiltré les milieux socialistes au début du mois de juillet 1917 et proposé des armes à certains militants anticonscriptionnistes. Il semble que la police s'intéresse aux activités de groupes comme les Chevaliers de la mort ou les Fils de la liberté. Voir à ce sujet : « "Ti-Noir" Desjardins est témoin dans sa propre cause », *Le Canada*, 21 mars 1918, p. 8 ; « L'inspecteur Giroux savait ce que faisaient les "antis" », *Le Canada*, 22 mars 1918, p. 8.

²⁸⁴ Parson – Shmuel Marcus – rentre éventuellement aux États-Unis après la guerre où sous le pseudonyme de Marcus Graham, il devient l'un des animateurs de la revue anarchiste *Man!* en plus de collaborer à plusieurs autres publications libertaires.

Ces arrestations ont un effet direct sur la capacité de mobilisation des « antis ». Les militants inculpés sont dans l'obligation de « s'abstenir (...) de discourir publiquement sur les faits qui [les] incriminent »²⁸⁵. Ces procédures judiciaires entraînent une réorientation de leur engagement vers l'action politique. Bernier et Mongeau se déclarent candidats aux prochaines élections avec l'appui de clubs ouvriers du centre-ville de Montréal²⁸⁶. Quant à Pilon, il affirme de plus en plus clairement ses opinions socialistes : « Je ne suis pas un nationaliste, mais un ouvrier. (...) Le peuple veut élire des ouvriers qui surveilleront ses intérêts, et non des hommes qui ont failli à leurs engagements, comme Laurier, Lemieux, Borden et les autres politiciens. Ce sont des aristos, et les ouvriers doivent les combattre »²⁸⁷.

Pendant que les militants de la FCOM se préparent à entrer dans l'arène électorale, d'autres voix s'élèvent pour critiquer l'inertie du Parti ouvrier et proposer sa réorganisation sur de nouvelles bases. Depuis 1912, des syndicats et des clubs ouvriers affichent ouvertement leur dissidence face à l'exécutif du parti. Pour sa part, l'aile gauche du CMTM représentée par des militants socialistes comme Michael Buhay ou Richard Kerrigan, mène campagne en faveur d'une affiliation au PSD²⁸⁸. Pour trancher le débat, un comité est formé pour étudier les options s'offrant au CMTM : « Le rapport du comité spécial chargé d'étudier la question politique recommandait que le Conseil se séparât du parti ouvrier, et agisse à sa place aux prochaines élections, avec pouvoir de s'affilier à d'autres organisations politiques. Cette dernière recommandation fut aisément comprise par la majorité des délégués présents comme signifiant l'intervention prochaine de l'élément radical socialiste dans l'organisation ouvrière et fut la cause principale de la réjection de ce rapport »²⁸⁹.

Une voie de compromis est finalement trouvée, entraînant la dissolution du Parti ouvrier et la création d'une nouvelle formation politique. Le 20 octobre 1917, le *Monde ouvrier* annonce la mise sur pied d'un « (...) Parti ouvrier indépendant pour le Canada dans le genre du Parti ouvrier anglais et reconnaissant les organisations ayant des buts similaires à ceux de ces organisations affiliées au Parti ouvrier anglais »²⁹⁰. Contrairement à l'ancien Parti ouvrier, les groupes socialistes sont invités à faire partie de la nouvelle organisation. D'abord sceptiques, les clubs affiliés à la FCOM décident malgré tout d'envoyer des délégués au congrès de fondation du parti qui doit avoir lieu au Temple du travail le 3 et le 4 novembre 1917. Les militants anticonscriptionnistes

²⁸⁵ « Paul Lafortune en Cour de police », *La Presse*, 17 septembre 1917, p. 3.

²⁸⁶ « Candidat contre M. Médéric Martin », *Le Devoir*, 19 septembre 1917, p. 2.

²⁸⁷ « Des interruptions peu académiques », *La Presse*, 10 octobre 1917, p. 6.

²⁸⁸ « Delegates Urge Political Action », *Le Monde ouvrier*, 21 juillet 1917, p. 4.

²⁸⁹ « Soyons unionistes purement et simplement », *Le Monde ouvrier*, 8 septembre 1917, p. 1-4.

²⁹⁰ « La formation d'un Parti Ouvrier », *Le Monde ouvrier*, 20 octobre 1917, p. 1.

craignent en effet que la nouvelle formation ne soit inféodée aux directions syndicales, lesquelles viennent de rejeter une proposition de grève générale pour combattre les politiques militaristes du gouvernement fédéral²⁹¹.

En observant de plus près la liste des délégués au congrès de fondation du Parti ouvrier du Canada, section de la province de Québec (POC), on constate la présence de nombreux militants socialistes et anticonscriptionnistes. Alphonse Bernier, Gaston Pilon, Fernand Villeneuve, Henri Mathurin, Edmond Simard et Ulric Binette participent activement aux débats, tout comme Rebecca et Michael Buhay, Joseph Shubert et Richard Kerrigan²⁹². Les membres de la nouvelle formation politique choisissent de ne pas présenter de candidats à la prochaine élection fédérale. Néanmoins, le parti effectue une réelle percée : les adhésions sont nombreuses et le POC se targue de compter près de 3000 membres au Québec deux mois à peine après sa mise sur pied²⁹³. Au cours de l'hiver 1918, les militants socialistes investissent les clubs ouvriers²⁹⁴ et la section montréalaise du POC où ils parviennent à se faire élire à divers postes²⁹⁵. Mais l'unité retrouvée entre trade-unionistes et socialistes n'est qu'apparente. Au cours des deux années qui vont suivre, le POC deviendra l'un des principaux terrains de lutte où s'affronteront les révolutionnaires et les réformistes actifs au sein du mouvement ouvrier.

²⁹¹ « Nouvelles ouvrières », *La Presse*, 31 octobre 1917, p. 14.

²⁹² « Les ouvriers ne mettront pas de candidats sur les rangs », *Le Canada*, 5 novembre 1917, p. 10. Voir également : « Nouvelles ouvrières », *La Presse*, 29 octobre 1917, p. 11. Ulric Binette est délégué du local 1127 de l'Union des ouvriers de manufactures de portes et chassis.

²⁹³ « Les adhésions au Parti ouvrier », *Le Monde ouvrier*, 19 janvier 1918, p. 1.

²⁹⁴ Les socialistes sont souvent présents dans plus d'un club, lesquels sont ouverts à tous sans égard au lieu de résidence. Voici la liste des adhésions que nous avons pu recenser en consultant les journaux de cette période. Au club ouvrier fédéré de Tétraulville : Edmond Simard, secrétaire-archiviste et délégué au POC, Gaston Pilon, délégué au POC, Zotique Marcelin, délégué au POC. Au club ouvrier Saint-Édouard : Ulric Binette, Salomon Larocque et Mathilde Prévost, déléguée au POC. Au club ouvrier Maisonneuve : Fernand Villeneuve. Au club ouvrier Lafontaine-Saint-Jacques : Alphonse Bernier, délégué au POC, Fernand Villeneuve, délégué au POC, Paul-Émile Mongeau, Elphège Paquette, Gaston Pilon. Au club ouvrier Mont-Royal : Fernand Villeneuve, assistant-secrétaire financier, Henri Mathurin, Albert Duquette. Au club ouvrier Saint-Jean-Baptiste : Gaston Pilon.

²⁹⁵ Lors du congrès de fondation de l'assemblée de Montréal du POC tenue au Temple du travail au mois de mars 1918, on remarque une forte présence des socialistes de langue française et de leurs alliés : Fernand Villeneuve et Alphonse Bernier pour le club ouvrier Saint-Jacques-Lafontaine, Napoléon Ménard pour le local 455 de l'Union des barbiers, Ulric Binette pour le local 1127 de l'Union des ouvriers de portes et chassis ainsi que Paul Lafortune, Henri Mathurin et Edmond Simard pour le « Parti socialiste, section française ». De nombreux autres socialistes sont également présents : Michael Buhay, Richard Kerrigan, Joseph Shubert, Bella Hall, Mme Mendelsohn, Georges Figg, Herman Reich, Rose Henderson, Alex Gauld, etc. Bien que minoritaires, les socialistes comptent pour environ 15% à 20% des 110 délégués présents. Voir à ce sujet : « Le Parti ouvrier du Canada », *Le Monde ouvrier*, 16 mars 1918, p. 1.

1.6.2 La révolution d'Octobre et son impact sur le champ politique révolutionnaire

Dans la nuit du 7 novembre 1917, les Gardes rouges se lancent à l'assaut du palais d'Hiver de Petrograd et prennent le contrôle de la capitale russe. Le gouvernement provisoire est dissous : la révolution d'Octobre est en marche, consacrant la prise du pouvoir d'État par les bolchéviques. Trois mois plus tard, une grande assemblée est organisée au Monument national, présidée par Michael Buhay. Devant une salle « archicomble », le syndicaliste torontois James Simpson, qui revient d'une conférence socialiste internationale tenue à Londres, lance un vibrant plaidoyer en faveur de la révolution russe :

M. Simpson parla des révolutionnaires russes et dit que leurs noms sont universellement acclamés dans les milieux ouvriers anglais, surtout à Londres. M. Simpson dit que les ouvriers anglais souhaitent la paix, non pas une paix déshonorante ou humiliante, mais une paix démocratique, durable et basée sur la fraternité des peuples. À l'issue de l'assemblée, plusieurs auditeurs se levèrent et posèrent diverses questions à l'orateur. Plusieurs lui reprochèrent d'avoir voté en faveur de la conscription en Canada, lors du dernier congrès ouvrier, à Ottawa. M. Simpson s'en défendit. Comme les interruptions devenaient très vives, le président crut sage de lever la séance²⁹⁶.

Les premiers réseaux d'appuis à la révolution d'Octobre se manifestent dans les communautés immigrantes de Montréal au printemps 1918. Au mois d'avril, le journal du PSD annonce qu'un groupe de « maximalistes » montréalais se prépare à rentrer en Russie pour participer à la révolution. C'est aussi à cette période que paraissent à Montréal les premiers numéros du bulletin *Labor*, rédigé en anglais par un jeune militant révolutionnaire juif d'origine russe, Isidore Boltuck. Dans le numéro du mois de mai 1918, Boltuck proclame son adhésion aux principes défendus par les bolcheviks et reproduit la traduction d'une longue entrevue avec Lénine. Dans son éditorial, Boltuck écrit : « (...) we the rebels of the world are thrilled by the voice and laughter of new and free Russia, we are quickened by the revolutionary rays gradually dispelling the centuries' accumulated clouds of tradition, reaction, and stagnation. There the peasants, workers and soldiers are coming to their own. The heritage of ages is restored to its legitimate offspring »²⁹⁷. Avec ses 3000 copies, *Labor* devient rapidement le journal socialiste le plus diffusé dans l'Est du Canada et l'un des premiers à appuyer la révolution d'Octobre.

²⁹⁶ « Nouvelles ouvrières », *La Presse*, 18 février 1918, p. 12. Voir également : « Les buts de guerre du prolétariat anglais », *Le Canada*, 18 février 1918, p. 7.

²⁹⁷ « The First of May », *Labor*, 1, 2 (mai 1918), p. 1.

Ces interventions ne passent pas inaperçues. Le 28 juillet 1918, une assemblée organisée par le PSD à laquelle participent près de 700 personnes se termine par une intervention policière. Une quarantaine de militants, tous issus de l'immigration, sont arrêtés par la police du Dominion²⁹⁸. Depuis les émeutes de Québec d'avril 1918, les autorités resserrent leur surveillance des milieux opposés à la guerre alors que les rumeurs concernant l'existence de camps d'entraînement composés de déserteurs canadiens-français, d'agents allemands et de « bolchévistes » font surface dans la presse²⁹⁹. La volonté affichée par la Russie de négocier un traité de paix avec l'Allemagne provoque l'hostilité des autorités canadiennes, mais aussi de plusieurs dirigeants des unions internationales qui soutiennent l'effort de guerre. Dans les pages du *Monde ouvrier*, on dénonce les « anarchistes » et les « matamores » qui se manifestent « depuis le début de la guerre » dans les conventions du CMTM : « Ce sont des abus du même genre qui mettent actuellement en péril l'avenir de la révolution russe. Pas d'exaltés dans nos organisations, ils nous mèneraient comme les chefs bolshéviques au pire des désastres »³⁰⁰.

Pour leur part, les partisans de la révolution russe n'hésitent pas à critiquer ouvertement les orientations prises par les dirigeants du CMTM, lesquels refusent d'emboîter le pas aux propositions de grève générale pour agir efficacement contre la conscription. Au sein du POC, les militants socialistes de langue française commencent aussi à affirmer des positions anticapitalistes et pro-bolchéviques³⁰¹. Des leaders syndicaux sont vertement critiqués lors de leurs interventions publiques. C'est notamment le cas du président de l'Association internationale des machinistes, William H. Johnston. Lors d'un discours prononcé à Montréal au mois de septembre 1918, il défend l'idée qu'aucune grève n'est envisageable aux États-Unis comme au Canada tant que la guerre se poursuit en Europe. D'après le journal *La Presse*, « M. Johnston, dans son discours, fut violemment et souvent interrompu. On alla jusqu'à lui demander pourquoi les Alliés allaient faire la guerre aux Bolshéviques, en Russie. L'orateur répondit que les Bolshéviques sont des anarchistes qui ne constituent pas un gouvernement régulier. Les interpellations devinrent si nombreuses que le président Foster, ne pouvant ramener le silence, déclara la séance close »³⁰².

²⁹⁸ « Canadian Russ Support Republic of Bolsheviks », *The Quebec Telegraph*, 29 juillet 1918, p. 6. Voir également : « Une réunion bolshéviste interrompue », *La Presse*, 29 juillet 1918, p. 11.

²⁹⁹ « Un groupe aux allures hostiles », *Le Devoir*, 11 avril 1918, p. 2.

³⁰⁰ « Des attaques injustes », *Le Monde ouvrier*, 21 septembre 1918, p. 1.

³⁰¹ « Still Vexed over Congress Vote », *The Gazette*, 23 septembre 1918, p. 7. Voir également : « Nouvelles ouvrières », *La Presse*, 23 septembre 1918, p. 11.

³⁰² « Nouvelles ouvrières », *La Presse*, 24 septembre 1918, p. 7.

À la fin du mois de septembre 1918, la répression des mouvements de gauche se durcit. Le gouvernement canadien décrète l'interdiction de 13 organisations « révolutionnaires » dont le PSD et l'IWW. Les publications et les rassemblements dans les langues « ennemies » sont également suspendus « tant que le Canada serait en guerre ». Ces ordonnances donnent des pouvoirs accrus aux forces de l'ordre dans leur lutte contre la « menace bolchévique » en limitant de façon drastique la liberté d'expression. En vertu du décret CP 2384, « Tous livre [sic], journaux, lettres, écrits, imprimés, feuilles, affiches, publications ou documents de nature quelconque émis par ou pour une association illégale ou préconisant sa propagande, peuvent être saisis par mandat par tout agent de la paix, agent de police ou constable, ou par toute personne autorisée par le ministre, et peuvent être confisqués par Sa Majesté ». Les personnes trouvées coupables d'infraction s'exposent à une peine de cinq ans de prison et jusqu'à 5000\$ d'amende. Après de vives protestations, le PSD est retiré de la liste quelques mois plus tard, mais sa presse est muselée et ses activités ne peuvent se tenir qu'en anglais et en français alors que sa base militante est principalement composée d'immigrants.

Pendant que la guerre tire à sa fin, les militants de gauche ne rament plus à contresens : ils sont, pour un temps, « dans le courant de la crise sociale engendrée par la guerre et la révolution russe »³⁰³. Au Québec comme ailleurs, socialistes et anarchistes sont en phase avec les luttes populaires et profitent de « l'élan révolutionnaire » ambiant et du « réveil explosif des sentiments de classe » pour nouer des alliances avec des milieux jusqu'alors réfractaires à leurs idées³⁰⁴. La manifestation du 1^{er} mai 1918 reflète bien cet état d'esprit. Malgré la présence de nombreux policiers chargés de faire respecter les décrets adoptés par le gouvernement fédéral en vertu de la Loi des mesures de guerre, plus de 1000 personnes prennent la rue, drapeau rouge au vent. Le journal *The Gazette* indique que les Canadiens-français forment le groupe le plus nombreux, ce qui constitue un précédent. On rapporte la présence de plusieurs militants anticonscriptionnistes comme Fernand Villeneuve, Paul Lafortune et Alphonse Bernier, lesquels ont fait campagne au sein de la FCOM pour que les clubs ouvriers participent à la manifestation³⁰⁵.

³⁰³ Annie Kriegel, *Aux origines du communisme français, 1914-1920 : contribution à l'histoire du mouvement ouvrier français*, tome 2, Mouton, Paris, 1964, p. 353.

³⁰⁴ *Ibid.*, p. 350.

³⁰⁵ « Nouvelles ouvrières », *La Presse*, 29 avril 1918, p. 11 ; « Red Flag Carried in Orderly March », *The Gazette*, 2 mai 1918, p. 4 ; « La fête des socialistes à Montréal », *La Presse*, 2 mai 1918, p. 14.

Cette vague d'agitation ne se limite pas à Montréal. L'effet combiné de la guerre et de la révolution russe, jumelé à la multiplication des conflits de travail dans divers secteurs industriels « sensibles », servent d'électrochoc dans d'autres régions du Canada³⁰⁶. Des vents contraires freinent toutefois sa progression. La surveillance et la répression des milieux révolutionnaires s'amplifient, mobilisant toute une panoplie d'acteurs gouvernementaux³⁰⁷. Au sein du mouvement syndical, le fossé se creuse entre les dirigeants ralliés à l'effort de guerre et une partie de la base militante qui refuse la conscription³⁰⁸. Au contact de ce mouvement social extraparlémentaire, une nouvelle cohorte de militants se forme. Plusieurs auteurs ont souligné qu'au Canada, cette génération prend peu à peu la place de celle d'avant-guerre³⁰⁹. Toutefois, ce constat doit être nuancé en regard du parcours des socialistes de langue française après 1918.

1.7 Portrait des militants de langue française pendant la guerre, 1914-1918

Il s'avère difficile de décrire les milieux militants regroupés autour d'Albert Saint-Martin entre 1914 et 1918 avec les mêmes indicateurs que la cohorte active avant la guerre. Les sources disponibles limitent l'identification d'un nombre suffisant d'individus pour permettre d'effectuer une analyse prosopographique complète. Néanmoins, on décèle des différences notables qui méritent d'être soulignées. Celles-ci sont tributaires des formes d'engagements privilégiées pendant cette période et de la composition des réseaux qui se structurent pendant la crise de la conscription.

Les alliances forgées avec le réseau des libres penseurs regroupés autour du cercle Alpha-Omega semblent s'être estompées, tout comme l'intérêt pour la politique préfigurative. On ne compte en effet qu'une seule coopérative fondée pendant la durée du conflit, et celle-ci ne prend pas la forme de celles mises sur pied avant la guerre³¹⁰. Même chose du côté de l'action électorale. Albert Saint-Martin, pourtant très actif sur ce front dès

³⁰⁶ Palmer, *Working-Class Experience*, p. 192. Campbell, *Canadian Marxists*, p. 184.

³⁰⁷ Voir à ce sujet : Mathieu Houle-Courcelles, « Censure et surveillance de la presse socialiste au Québec (1918-1920) : le cas du journal Labor et de son éditeur Isidore Boltuck », *Bulletin d'histoire politique*, 24, 3 (2016), p. 34-50.

³⁰⁸ Daniel Francis, *Le péril rouge : La première guerre canadienne contre le terrorisme, 1918-1919*, Montréal, Lux Éditeur, 2012, p. 43-44.

³⁰⁹ Joan Sangster, *Dreams of Equality : Women on the Canadian Left, 1920-1950*, Toronto, McClelland & Stewart, 1989, p. 26 ; Campbell, *Canadian Marxists*, p. 182-183.

³¹⁰ Il s'agit de la coopérative Logis ouvriers, fondée en 1915, à laquelle se joint Albert Saint-Martin. La forme prise par la coopérative ressemble davantage à celle d'une compagnie que d'une coopérative, dans la mesure où le nombre de parts sociales fluctue en fonction de l'investissement initial de ses membres. Voir à ce sujet : AMM, Registre des syndicats

1905, ne prend part à aucune campagne municipale, provinciale ou fédérale après 1914³¹¹. Si l'on voit les militants socialistes actifs aux côtés des sans-emploi en 1915³¹², la conjoncture politique et économique ne se prête plus à ce type de mobilisation.

La place occupée par les différentes organisations actives dans le champ politique révolutionnaire se brouille également. Si l'on sait avec certitude que le PSD se développe pendant la guerre à Montréal et que le PSC compte au moins une section de langue anglaise active de 1914 à 1917³¹³, on ne peut affirmer avec certitude que la majorité des militants socialistes de langue française soient formellement membres de l'une ou l'autre de ces deux formations. Le journal du PSC, le *Western Clarion*, ne rapporte aucune activité impliquant des militants francophones, ni même les mobilisations contre la conscription qui se tiennent à Montréal au printemps 1917. Lorsqu'il aborde les conditions de travail des francophones et leur capacité à se mobiliser, le ton utilisé est même empreint d'un certain chauvinisme³¹⁴. Ces indices nous incitent à faire l'hypothèse que la section française du Parti socialiste a retrouvé une complète autonomie pendant la durée du conflit.

1.7.1 Composition des réseaux

Lorsqu'on s'attarde à dresser la liste des militants les plus actifs pendant la guerre, un constat s'impose : trois cohortes différentes vont collaborer étroitement ensemble à partir de 1917. La première est composée des membres de la section française du Parti socialiste. Outre Albert Saint-Martin, on retrouve aux premiers rangs Mathilde Prévost, Henri Mathurin, Zotique Marcelin et Edmond Simard. Un deuxième groupe se constitue autour

coopératifs, 1906-1975, 108-02-01-20, dossier 59. La coopérative fait l'achat de terrains dans la municipalité de Saint-Léonard-de-Port-Maurice, en banlieue de Montréal, afin d'y construire des résidences. Fait à noter, c'est également dans cette municipalité que se développe après la Deuxième Guerre mondiale un important chantier de logements coopératifs qui servira de modèle pour le développement du mouvement coopératif en habitation au Québec pendant près d'une trentaine d'années.

³¹¹ Tout juste avant le début du conflit, Saint-Martin annonce qu'il se porte candidat dans la circonscription provinciale de Montréal-Saint-Louis laissée vacante suite à la nomination du député sortant, le libéral « radical » Godfroy Langlois, au poste d'agent général du Québec à Bruxelles. Cette élection partielle est reportée suite au déclenchement de la guerre. Elle n'a lieu qu'en 1916 et Saint-Martin n'apparaît pas sur les bulletins de vote.

³¹² « United Action is Need of Workmen », *The Gazette*, 28 août 1915, p. 9 ; « Que le peuple se réveille », *Le Devoir*, 28 août 1915, p. 10.

³¹³ Voir à ce sujet : « Socialist Party Directory », *The Western Clarion*, 11 avril 1915, p. 15 ; « Socialist Party Directory », *The Western Clarion*, 1^{er} mars 1916, p. 15 ; « Socialist Party Directory », *The Western Clarion*, 1^{er} juin 1916, p. 15. Le local PSC est d'abord situé au 666, rue Cadieux – domicile de Herman Trobs – en 1915 avant d'être transféré au 178, rue Dorchester Ouest puis au 98, rue City Councillors en 1916.

³¹⁴ Barton, « The Eastern Canadian Proletariat », *The Western Clarion*, 1^{er} mars 1917, p. 4.

des orateurs anticonscriptionnistes réceptifs aux idées de gauche. Parmi eux, on note la présence de Paul Lafortune, Paul-Émile Mongeau, Alphonse Bernier, Gaston Pilon, Louis-Omnes Maillé, Fernand Villeneuve et Ubald Paquin. Enfin, une troisième cohorte est formée de syndicalistes comme Albert Duquette, L-N-G Pagé, Napoléon Ménard ainsi que les frères Anselme et Ulric Binette.

Le dénominateur commun à tous ces militants est leur opposition à la guerre et à la conscription, mais aussi leur dissidence face à la direction du CMTM et leur implication au sein de la FCOM. Cet engagement au sein des clubs ouvriers distingue nettement les militants de langue française de ceux appartenant à d'autres communautés ethno-linguistiques. Les nouveaux venus sont aussi relativement jeunes. À l'exception de Pagé, Maillé³¹⁵, Duquette³¹⁶ et A. Binette³¹⁷, tous sont nés entre 1889 et 1898. Au moment de la crise de la conscription, ils sont donc âgés entre 19 et 28 ans et pour la plupart célibataires. Concernés directement par l'enjeu de conscription, ces militants s'investissent dans le mouvement d'opposition extraparlamentaire qui prend forme à Montréal. Ils ont aussi en commun d'être nés pour la plupart à l'extérieur de la métropole. Au moins deux d'entre eux, Fernand Villeneuve et Gaston Pilon, sont originaires de l'Ontario, ce qui peut expliquer les références à l'oppression linguistique vécue par les francophones de cette province dans le discours porté par les « antis ». Fait à noter, on ne compte dans ce groupe aucun immigrant européen, ce qui diffère avec la composition des réseaux militants d'avant-guerre³¹⁸.

³¹⁵ Louis-Omnes Maillé (1862-1961) est un photographe, né à Sainte-Thérèse-de-Blainville. Marié en 1894 avec Rosina Shiller, le couple a cinq enfants. Libéral nationaliste, Maillé fonde le Club des francs-libéraux en 1900 dont il est le secrétaire. Il se présente la même année comme candidat « libéral-indépendant-ouvrier-anti-trust et anti-impérialiste » dans la circonscription d'Hochelaga. Au cours de la guerre, il prend part à plusieurs assemblées anticonscriptionnistes aux côtés des jeunes « antis » et pose sa candidature comme « libéral-ouvrier-anti-conscriptionniste » dans la circonscription de Saint-Denis en 1917 (où il s'oppose notamment à Alphonse Verville, l'un des chefs de file du Parti ouvrier). Maillé participe aux activités du Club ouvrier Saint-Jacques-Lafontaine avant d'adhérer au Parti ouvrier où il appuie les socialistes. À partir de 1919, il se rapproche du Parti socialiste indépendant de la province de Québec présidé par F.W. Gerrish. Maillé est l'auteur de plusieurs brochures et manifestes politiques en plus d'être champion canadien du jeu de dames.

³¹⁶ Albert Duquette (c1881-1952). Natif de Saint-Augustin, il se marie en 1910 avec Bernadette Gagnon. Le couple aura trois enfants. Duquette, qui habite Montréal, exerce alors le métier de tailleur. En mai 1915, il contribue à la mise sur pied du local 115 de l'Amalgamated Clothing Workers Union, lequel regroupe les tailleurs canadiens-français. Duquette en devient l'agent d'affaire, poste qu'il occupe jusqu'au début des années 1940. Dès 1917, il prend la parole lors des rassemblements du 1^{er} mai. Après la guerre, il poursuit son engagement et se joint au Workers' Party. Sur la naissance du local 115, voir notamment : « Le 27^e anniversaire des ouvriers de la confection », *La Presse*, 18 mai 1942, p. 8.

³¹⁷ Anselme Binette (c1878-1959) est un charpentier en fer, mécanicien et garde-moteur. Il se marie en 1906 avec Mathilda Brodeur. Le couple aura quatre enfants. Délégué du local 93 de l'Union des charpentiers en fer au CMTM en 1911, il travaille comme organisateur général de ce syndicat en 1915 et représente à ce titre les ouvriers sur le chantier du pont de Québec. En 1918, il est élu secrétaire de l'assemblée de Montréal du Parti ouvrier. En 1920, il est élu secrétaire francophone de la Metal Trade Unit, affiliée à la One Big Union.

³¹⁸ Le contraste est également frappant avec les sections montréalaises du PSD, composées très majoritairement d'immigrants d'Europe de l'Est. Ses militants participent activement au mouvement anticonscriptionniste.

Deux raisons peuvent expliquer ce désengagement. Comme nous l'avons vu dans le cas d'Arthur Maillard, il est possible qu'un certain nombre de militants actifs avant 1914 aient choisi de rallier le camp de « l'Union sacrée » au nom de la défense « républicaine » du territoire national. Quelques-uns sont sans doute retournés en France au cours de la guerre comme c'est le cas pour Albert-Ernest Forget, qui revient à Montréal après avoir combattu sur les champs de bataille. On peut aussi faire l'hypothèse que les campagnes de dénonciation menées par les partisans de l'effort de guerre visant ceux qu'on appelle les « Français embusqués » aient incitées certains militants à prendre un profil bas pendant toute la durée du conflit³¹⁹. Une fois la guerre terminée, plusieurs d'entre eux recommencent effectivement à militer après une période d'inactivité prolongée.

La structure occupationnelle du groupe nous réserve également quelques surprises. Les jeunes « antis » occupent tous des postes de cols blancs : Bernier, Villeneuve et Mongeau sont comptables, Pilon travaille comme commis, Paquin est étudiant en droit et journaliste tandis que Paul Lafortune travaille brièvement comme agent de presse avant de devenir prestidigitateur³²⁰. Leurs réseaux affinitaires, professionnels et familiaux les rapprochent des milieux nationalistes opposés à la politique militariste du gouvernement Borden, notamment le club des Constitutionnels et le journal *Le Devoir*, lequel accorde une grande place à leurs activités³²¹. Des liens étroits unissent également certains de ces militants avec les milieux littéraires d'avant-garde du quartier latin. C'est notamment le cas d'Ubalde Paquin, lequel fréquente assidument un groupe de jeunes poètes canadiens-français influencés par Paul Verlaine et Guillaume Apollinaire. Surnommé la tribu des Casoars et animé par l'écrivain Marcel Dugas, le cercle compte parmi ses membres un autre orateur anticonscriptionniste qui prend

³¹⁹ En mai 1915, le journal *La Presse* mène une campagne de dénonciation contre les citoyens français « embusqués » à Montréal. Un éditorial publié le 15 mai nous donne quelques détails : « Autant les vrais patriotes méritent d'être connus et admirés, autant les lâches insoumis, qui laissent d'héroïques volontaires le soin d'aller se faire tuer à leur place être doivent impitoyablement dénoncés au tribunal de l'opinion publique. C'est à cette tâche que la "Presse" veut se dévouer. Que les Français de la colonie de Montréal qui sont en règle dans leurs relations militaires avec le Consulat général nous fournissent les preuves officielles de leur situation normale, et nous serons heureux de publier leurs noms dans la "Presse", afin que ces bons patriotes ne puissent pas être confondus avec les pusillanimes trembleurs qui ne se sentent pas le courage d'aller combattre pour l'honneur du Tricolore. Gloire aux braves qui sont prêts à payer le tribut du sang, et sus aux "embusqués"! » (« Sus aux "embusqués" », *La Presse*, 15 mai 1915, p. 12.) Les membres des sociétés patriotiques françaises de Montréal appuient cette campagne et certains proposent même le port d'un insigne pour distinguer « les vrais Français » des déserteurs et des embusqués.

³²⁰ Paul Lafortune exerce ses talents d'illusionniste dans les concerts-boucanes organisés par les clubs ouvriers montréalais dès 1917. Après la guerre, il sillonne le Québec pour y présenter ses spectacles sous le pseudonyme du professeur Paul-Georges Hoffman. Sa carrière de prestidigitateur se poursuit jusque dans les années 1950.

³²¹ Fondé en 1917, le club des Constitutionnels est mis sur pied par des militants anticonscriptionnistes montréalais. Élie Lalumière, l'un des auteurs de l'attentat de Cartierville, fait partie de son exécutif, tout comme Ubalde Paquin. Celui-ci travaille comme journaliste au *Devoir* avant de fonder son propre journal, *La Bataille*, en 1916. Le frère de Paul Lafortune, Napoléon, occupe également des fonctions importantes au *Devoir*. Napoléon Lafortune héberge son frère pendant la guerre et payera sa caution pour lui permettre de sortir de prison après son arrestation en 1917.

la parole aux côtés des socialistes au cours de l'été 1917, le romancier Philippe Panneton, alors étudiant en médecine³²².

Ces militants, qui exercent un réel leadership sur le mouvement anticonscriptionniste à Montréal aux côtés des socialistes de langue française, ont donc un pied dans la classe ouvrière par leur implication au sein des clubs ouvriers municipaux et un autre dans des cercles de jeunes intellectuels radicalisés par la guerre. Scolarisés et lettrés, leur profil se rapproche davantage des libres penseurs et des animateurs de la revue *l'Aube des temps meilleurs* qui ont croisé le chemin des militants socialistes avant la Première Guerre mondiale. Leur engagement politique de gauche prendra fin assez rapidement : à partir de 1919, on ne retrouve plus aucune mention d'eux dans les comptes rendus des activités socialistes. Seule exception, celle de Gaston Pilon dont l'implication aux côtés d'Albert Saint-Martin se poursuit jusqu'au début des années 1930. Tel n'est pas le cas pour les syndicalistes qui se rapprochent des socialistes pendant la crise de la conscription. Les frères Binette militent au sein de la One Big Union entre 1919 et 1921 et poursuivent leur engagement au sein des premières structures communistes montréalaises. Quant à Pagé et Ménard, ils sont partie prenante des campagnes menées par la section française du Parti socialiste et du Parti socialiste (communiste) jusqu'en 1923.

1.7.2 Implantation géographique

Les données que nous avons recueillies pour la période 1914-1918 ne nous permettent pas de localiser avec précision le lieu de vie de la majorité des militants de notre échantillon. En revanche, nous sommes en mesure de situer l'espace où se déploie leur engagement politique. Si tout porte à croire que les socialistes de langue française n'occupent pas de locaux permanents pour tenir leurs activités pendant la guerre³²³, ces militants

³²² Élie Lalumière, Napoléon Lafortune et le notaire Amédée Jasmin assistent également aux soirées organisées par le cercle. Nous reviendrons plus en détail sur l'engagement d'Amédée Jasmin au sein du mouvement communiste dans le prochain chapitre. Au sujet de la tribu des Casoars, voir : « L'âme poétique de notre quartier latin », *Le Devoir*, 27 avril 1917, p. 5.

³²³ Les locaux socialistes que nous avons trouvés pour la période 1914-1918 sont situés au 22, Sherbrooke Est (août 1916), le 98, City Councillors (local de la section anglaise du PSC, 1916-1918), le 301, Saint-Dominique (Socialist Party – PSD? - 1915-1918, puis section française du PSD, 1918), le 314, Sainte-Catherine Ouest (Social Democratic Party Workers Educational Society, 1918) et le 37, Prince-Arthur Est. Cette adresse héberge plusieurs syndicats de l'industrie du vêtement, dont l'Amalgamated Clothing Workers Union où s'impliquent de nombreux militants socialistes associés au PSD dont Michael Buhay et Albert Duquette. La salle Prince-Arthur, située au 29, Prince-Arthur Est, sert aussi de lieu de rassemblement, notamment lors des manifestations du 1^{er} mai. Toutefois, rien ne nous permet d'affirmer que les socialistes de langue française y tiennent des activités sur une base régulière.

investissent plusieurs lieux publics dans les quartiers ouvriers de Montréal, tout particulièrement pendant la crise de la conscription.

Une recherche dans les journaux publiés à cette époque nous a permis d'identifier 25 assemblées contre la conscription organisées par les socialistes et leurs alliés entre le 27 mai 1917 et le 3 septembre 1917. Dix d'entre elles se sont déroulées au Champ de Mars, trois au parc Lafontaine, deux au parc Jeanne-Mance, une au marché Saint-Jacques et une au marché Saint-Jean-Baptiste, confirmant l'importance des lieux associés traditionnellement à la sociabilité ouvrière montréalaise. Les huit autres assemblées se sont tenues sur des artères commerciales dans divers quartiers de la ville : Sainte-Marie (3), Mont-Royal (3), Petite-Italie (1), Saint-Henri (1). On profite alors du balcon d'un sympathisant pour haranguer les foules – nombreuses – qui se pressent pour écouter les discours. Si les faubourgs ouvriers du centre-ville demeurent au cœur de l'activité militante des socialistes de langue française, ceux-ci commencent à tenir des assemblées dans les secteurs limitrophes où réside la population ouvrière canadienne-française. Cette tendance va en s'accroissant au fur et à mesure qu'un nombre significatif de militants migre vers le nord de la ville pendant l'entre-deux-guerres.

1.7.3 De nouveaux acteurs ?

Lui-même engagé dans la bataille contre la conscription, le journal *Le Devoir* publicise la tenue de ces assemblées et offre un compte-rendu détaillé de chacune d'entre elles. Il ressort de cette lecture divers constats sur les acteurs clés de ces mobilisations. On remarque que la présence d'Albert Saint-Martin s'efface à partir du mois de juin 1917 jusqu'au début de l'année 1919, au point où certains journalistes vont jusqu'à affirmer que le « chef socialiste » n'est pas apparu en public pendant la guerre³²⁴. Si celui-ci conserve une adresse à Montréal, plusieurs indices nous portent à croire que Saint-Martin partage son temps entre la métropole et la région des Laurentides³²⁵. En juin 1918, Saint-Martin reprend contact avec le Parti socialiste du Canada en

³²⁴ « Les radicaux s'en donnent », *Le Devoir*, 27 janvier 1919, p. 8.

³²⁵ D'après l'annuaire Lovell, Saint-Martin demeure au 241, rue Saint-Hubert pendant toute la durée de la guerre. Mais selon des rapports de surveillance policière produits après 1918, celui-ci à l'habitude de quitter Montréal pendant l'été pour se rendre sur les terres cultivées sur une ferme qu'il possède au nord de Montréal, vraisemblablement celles de la coopérative La Kanado.

s'abonnant à son journal, le *Western Clarion*. Il habite alors à Lac-David, un village situé non loin de la coopérative La Kanado³²⁶.

En l'absence de Saint-Martin, d'autres militants prennent la relève. Chez les socialistes présents à ses côtés avant la guerre, Henri Mathurin et Edmond Simard sont sans doute ceux qui furent les plus visibles pendant la crise de la conscription. Contrairement aux jeunes « antis », tous les deux sont des ouvriers. Mathurin (1885-1952) travaille dans une manufacture de tabac. Membre du local 58 de l'Union internationale des cigariers, il est impliqué dans la FCOM et occupe le poste de secrétaire lors de l'assemblée de fondation de la section québécoise du POC en novembre 1917. Quant à Simard (c1881- ?), c'est un forgeron impliqué lui-aussi dans la FCOM. Au sein du club ouvrier fédéré de Tétraulville, quartier où il réside, Simard s'oppose d'abord à la mise du pied du POC, convaincu que les directions syndicales vont prendre le contrôle du nouveau parti et le placer sous la tutelle du gouvernement. Au mois d'octobre 1918, Simard est élu sur l'exécutif de la FCOM en compagnie de deux militants « antis » qui se sont rapprochés des socialistes, Gaston Pilon et Fernand Villeneuve³²⁷.

Signe de son importance au sein du mouvement, Simard est l'objet d'une surveillance policière étroite pendant l'été 1917. C'est aussi le cas de Paul Lafortune. Ce dernier est de loin l'orateur le plus actif pendant la crise de la conscription comme l'atteste sa présence dans au moins 18 assemblées publiques entre le mois de mai et le mois d'octobre 1917, soit deux à trois fois plus que la plupart des autres militants présents dans notre échantillon. Qualifié de « nationaliste » par un informateur de la police du Dominion, Lafortune devient le premier militant « anti » à adhérer officiellement à la section française du PSC à la fin de l'année 1917.

Comme nous pouvons l'observer, la crise de la conscription permet à de nouveaux militants de développer leurs talents d'organiseurs et de propagandistes. Force est de constater que cette dynamique est essentiellement masculine. Une seule femme, Mathilde Prévost – Mme Salomon Larocque –, apparaît dans les comptes rendus des assemblées auxquelles participent les socialistes de langue française entre 1914 et 1918. Le 15 juillet 1917, elle partage la tribune avec une demi-douzaine d'autres militants de gauche lors d'une assemblée anticonscriptionniste au Carré Papineau. L'une des organisatrices du PSD à Montréal, Rebecca Buhay, est

³²⁶ Claude Larivière arrive sensiblement aux mêmes conclusions dans sa biographie d'Albert Saint-Martin (p. 193-194).

³²⁷ « Nouvelles ouvrières », *Le Soleil*, 3 octobre 1918, p. 7.

présente à ses côtés. Devant une foule nombreuse, « [ces] deux femmes socialistes ont mêlé leurs arguments à ceux des hommes. Elles reprochent, conformes en cela aux doctrines socialistes, aux capitalistes d'être les seules causes de la guerre, dénoncent l'autocratie de la mesure militariste de la conscription et recommandent aux ouvriers de tenir en leur pouvoir le gouvernement et l'autorité »³²⁸. Tout comme les autres militants de langue française, Mathilde Prévost s'investit d'abord au sein de la FCOM avant de se joindre au Parti ouvrier. Elle prononce d'ailleurs un discours lors du congrès de fondation du POC au mois de novembre 1917³²⁹. Prévost poursuit cette implication tout au long de l'année 1918, multipliant les interventions lors des assemblées de propagande organisées par le parti³³⁰ avant d'être élue comme 2^e vice-présidente de l'organisation lors de la convention tenue à Montréal le 14 décembre 1918³³¹. Son retrait de la vie militante vers la fin de l'année 1919 ne sera comblé par l'arrivée d'autres femmes qu'à la fin des années 1920.

1.8 Conclusion

La Première Guerre mondiale a un impact décisif sur les militants socialistes de langue française à Montréal. Cette période d'agitation sociale et politique modifie le jeu des alliances parmi les milieux progressistes de la métropole. Le champ politique révolutionnaire se transforme radicalement, provoquant l'abandon de certaines pratiques et l'adoption de nouveaux axes discursifs. Au contact du mouvement anticonscriptionniste, les socialistes parviennent à rejoindre une partie de la population ouvrière jusqu'alors peu réceptives à leurs idées. Au plus fort de la crise de la conscription, ces militants arrivent à mobiliser des milliers de personnes, soir après soir. Ils réussissent aussi à se faire entendre auprès des militants les plus à gauche du mouvement syndical en investissant la Fédération des clubs ouvriers municipaux et le POC, deux formations politiques où les socialistes occupent des postes de responsabilité.

Lorsque la guerre prend fin avec la signature de l'armistice le 11 novembre 1918, les militants socialistes de langue française savent encore peu de choses de la révolution d'Octobre et des thèses défendues par les

³²⁸ « Trois moyens de résister », *Le Devoir*, 16 juillet 1917, p. 3.

³²⁹ « Les ouvriers ne mettront pas de candidats sur les rangs », *Le Canada*, 5 novembre 1917, p. 10.

³³⁰ Elle prend notamment la parole devant les membres du club ouvrier Saint-Édouard au mois d'août 1918 : « L'ouvrier aujourd'hui, plus que jamais, a dit Mme Larocque, doit ouvrir les yeux, afin de voir de quelle manière ses intérêts sont défendus et sauvegardés par les autres partis politiques, les libéraux aussi bien que par les conservateurs. Il est temps que les travailleurs s'emparent résolument de leur gouvernail, sur le navire de l'État, s'ils ne veulent pas être jetés par-dessus bord ». Voir à ce sujet : « Nouvelles ouvrières », *La Presse*, 12 août 1918, p. 3.

³³¹ « Nouvelles ouvrières », *Le Soleil*, 18 décembre 1918, p. 2.

bolchéviques. Tout au plus savent-ils qu'une révolution ouvrière est en marche et que les socialistes y jouent un rôle prédominant. Leurs sources d'information sont éparpillées : à peine ont-ils accès à quelques textes et entrevues avec Lénine diffusés au compte-goutte dans les journaux ouvriers de langue anglaise ou les articles – souvent incomplets ou sensationnalistes – reproduits dans la presse nord-américaine.

C'est véritablement au début de l'année 1919, alors que reprennent les échanges avec leurs camarades européens, que les militants socialistes regroupés autour d'Albert Saint-Martin affirment leur adhésion au « bolchévisme » ou du moins à son image déformée par le prisme des transferts politiques transnationaux. Ces prises de positions s'accompagnent d'une évolution de leur identité comme groupe. Ces changements s'effectuent sur une très courte période, laquelle reste marquée par une vague de grèves sans précédent dans l'histoire québécoise et canadienne : la révolte ouvrière de 1919-1921.

Chapitre 2. Les transformations du champ politique révolutionnaire : du syndicalisme industriel au communisme, 1919-1923

2.1 Introduction

La Première Guerre mondiale et la révolution russe ont modifié en profondeur les lignes de démarcation au sein du mouvement ouvrier. Le milieu socialiste de langue française adopte dès 1915 des positions anti-impérialistes et internationalistes qui le place en porte-à-faux avec les directions syndicales et une partie du réseau des libres penseurs regroupé autour du cercle Alpha-Omega. Au cours de l'année 1917, de nouveaux liens sont forgés avec de jeunes militants anticonscriptionnistes actifs au sein de la Fédération des clubs ouvriers municipaux, mais aussi avec des socialistes et des anarchistes d'origines diverses. La collaboration entre ces trois réseaux favorise l'émergence d'un nouveau discours et de nouvelles pratiques qui s'expriment avec force pendant la crise de la conscription. Pour ces militants, le champ des possibles reste grand ouvert.

Leur action s'inscrit aussi dans un contexte socio-économique en constante évolution. La Première Guerre mondiale a eu d'importantes retombées partout au Canada. Stimulée par de lucratifs contrats militaires, l'industrie lourde s'est considérablement développée, principalement dans les zones urbaines. Des centaines d'usines chargées d'approvisionner l'armée canadienne et ses alliés fonctionnent à plein régime aux quatre coins du pays. À lui seul, ce secteur emploie 250 000 personnes, dont près de 40 000 femmes. Le nombre de sans-travail diminue de manière importante : à la campagne comme à la ville, la pénurie de main-d'œuvre pose problème et les femmes sont appelées à prendre la relève des hommes partis au front.

Ce dynamisme économique n'est pas sans conséquence sur le coût de la vie. Si le chômage a fait place au plein emploi, les conditions matérielles de la classe ouvrière ne se sont guère améliorées. Pour de nombreux observateurs, un doute plane sur la capacité de l'économie de guerre à se reconvertir en temps de paix sans faire trop de dégâts. Au sein du mouvement ouvrier, de nombreuses voix s'élèvent pour réclamer un meilleur partage de la richesse. Soucieux d'établir un rapport de force suffisant face à l'État et à la classe capitaliste, de plus en plus de militants syndicaux estiment qu'il faut dépasser les clivages entre ouvriers qualifiés et non-

qualifiés, entre travailleurs et sans-emploi, afin de réunir l'ensemble de la classe ouvrière en une seule et même organisation.

Signe tangible de cette prise de conscience, le mouvement syndical connaît une croissance spectaculaire de ses effectifs entre 1918 et 1919, passant de 250 000 à près de 380 000 membres. Le nombre de jours de grève explose également, atteignant des niveaux qui ne seront égalés qu'au milieu des années 1960. La « révolte ouvrière » amorcée en 1918 prend fin abruptement trois ans plus tard, alors que l'économie canadienne entre dans une phase de récession dont les effets se font sentir jusqu'en 1924.

Dans le cadre de ce chapitre, nous allons chercher à mieux comprendre l'itinéraire des militants communistes de langue française entre 1919 et 1923, une période charnière dans l'évolution du champ politique révolutionnaire. Tout en manifestant leur appui aux luttes menées par le mouvement ouvrier, les militants regroupés autour d'Albert Saint-Martin cherchent à trouver leur propre voie entre les thèses défendues par les bolchéviques et leur désir d'autonomie politique.

Aux fins de notre analyse, cette période est subdivisée en deux moments distincts. Entre 1919 et 1921, ces militants appuient le développement d'une nouvelle centrale syndicale née de la révolte ouvrière : la One Big Union (OBU). Après avoir perdu la lutte de ligne qu'ils mènent au sein de la section québécoise du Parti ouvrier du Canada (POC) formée l'année précédente à Montréal, les militants nouvellement acquis au syndicalisme industriel explorent d'autres voies politiques. De nouvelles organisations, comme le Parti socialiste (communiste) et l'Association sociale économique ouvrière (ASEO) font leur apparition dans un contexte de reflux des luttes ouvrières, accentué par le début de la récession économique de 1921-1922.

De 1922 à 1923, les militants communistes canadiens-français se positionnent face à l'émergence du Parti communiste du Canada (PCC), dont l'adhésion au Komintern vient d'être confirmée par Moscou. Partagés entre le désir de se joindre au « camp de la révolution mondiale » et le maintien de leurs propres organisations, ces militants empruntent des chemins différents, incitant les uns à formaliser leurs liens avec le PCC et les autres à rejeter le modèle qui leur est proposé.

2.2 La révolte ouvrière, 1919-1921

« Pour recouvrer la liberté de parole et la liberté de la presse (...) il faut aller jusqu'à la grève générale et faire comprendre au gouvernement de ce pays, une fois pour toutes, que la classe ouvrière de ce pays, [est] d'accord avec les bolshéviques de Russie »³³²

« Il nous reste à choisir entre la servitude et la liberté, entre Wilson et Lénine »³³³.

La fin de la Première Guerre mondiale est accueillie par un soupir de soulagement au Canada. Ce sentiment cède toutefois sa place à de l'inquiétude au fur et à mesure que se succèdent les avis de licenciements dans les entreprises qui ont bénéficié des contrats d'approvisionnement militaire. Une semaine à peine après la signature de l'armistice, l'entreprise sherbrookoise Canadian Ingersoll Rand congédie 300 travailleurs affectés à la fabrication de munitions. La réaction des employés ne se fait pas attendre : le jour même, « quelques ouvriers, mécontents de ce fait, se sont rendus aux abords de l'usine et ont brisé, au moyen de perches, des carreaux et des ampoules électriques en grande quantité »³³⁴.

Les fermetures touchent aussi la région de Montréal, occasionnant beaucoup d'insatisfaction parmi les travailleurs mis au chômage. Au mois de février 1919, on estime que le nombre de sans-travail varie entre 5000 et 18 000 personnes dans la métropole³³⁵. Conscients du problème, les syndicats internationaux se mobilisent pour exiger un meilleur partage du temps de travail. Le 23 janvier 1919, le CMTM organise une assemblée publique à laquelle assistent plus de 1500 travailleurs touchés par le chômage. Une surprise de taille attend les dirigeants syndicaux. Un groupe de militants révolutionnaires mené par Isidore Boltuck, Mathilde Prévost, Albert Étienne et Anselme Binette prend vite le contrôle de l'assemblée. Malgré leurs sensibilités politiques diverses³³⁶, ces quatre militants interviennent ensemble au nom du « Provisional Committee of the Unemployed ». Ils s'attaquent au réformisme des propositions des représentants du CMTM et invitent les travailleurs à adopter d'autres moyens d'action : « The solution of the problem lies in our hands. (...) The Russian workers have shown us what that solution is »³³⁷. À défaut d'obtenir du travail, affirment-ils, les chômeurs doivent refuser de payer leur loyer et se servir dans les entrepôts pour nourrir leurs familles. Le temps des pétitions est terminé : le

³³² « Les propos sont osés », *Le Devoir*, 16 décembre 1918, p. 4.

³³³ « Assemblée très clairesemée », *Le Devoir*, 18 février 1919, p. 5.

³³⁴ « Des troubles ouvriers se produisent à Sherbrooke », *La Presse*, 15 novembre 1918, p. 1.

³³⁵ « Assemblée très clairesemée », *Le Devoir*, 18 février 1919, p. 5.

³³⁶ Prévost est membre du PSC, Binette est un syndicaliste actif au sein du POC, Boltuck provient de la YSF tandis qu'Étienne est anarchiste.

³³⁷ « Bolshevik Capture the Labor Meeting », *The Montreal Star*, 24 janvier 1919, p. 14.

moment est venu de s'organiser « [in] one big organization. Then, if your landlord wants to put you out, because you have not paid your rent, your union will stand by you and keep out the bailliff or whoever wants to evict you »³³⁸. D'après le journaliste du *Montreal Star* présent dans la salle, ces propos touchent une corde sensible dans l'auditoire : « Every reference to Bolshevistic principles, every reference to the present Russian administration, every reference to Lenin or Trotzky, brought salvos of cheers from the assembly »³³⁹.

Les interventions rapportées dans le *Star* reflètent bien les lignes de fractures qui s'expriment au sein du mouvement ouvrier dans l'après-guerre. Celles-ci sont apparues très clairement lors du congrès du CMTC tenu à Québec au mois de septembre 1918. Une partie des délégués, provenant principalement des provinces de l'Ouest canadien, proposent de changer en profondeur le mode d'organisation syndical. Face aux grands conglomérats capitalistes, avancent-ils, la classe ouvrière doit abandonner le syndicalisme de métier pour privilégier une stratégie d'organisation sur des assises industrielles afin d'exercer un rapport de force plus efficace dans la sphère du travail.

Ces propositions se heurtent à un refus catégorique de la majorité des délégués présents au congrès, lequel est dominé par les syndicats de métier ontariens et québécois. À cet enjeu fondamental se superposent trois autres questions liées au contexte politique national et international : la lutte contre la conscription, l'appui à la révolution russe et la défense des droits démocratiques. Si la guerre a pris fin, les décrets limitant la liberté de parole demeurent en vigueur et ciblent les militants de gauche, tout particulièrement ceux issus des communautés immigrantes.

À Montréal, l'un des bastions du syndicalisme international au Canada, le leadership du CMTM est contesté par des syndicats très combatifs, notamment l'Amalgamated Clothing Workers Union et certaines sections locales de l'Association internationale des machinistes, mais aussi par quelques militants socialistes délégués de leur syndicat aux assemblées du Conseil. L'essentiel de cette opposition s'exprime toutefois à l'extérieur des structures syndicales. Les militants socialistes actifs au sein du POC, du PSC et du PSD remettent en question la légitimité du CMTM et cherchent à mobiliser directement les ouvriers mécontents. Le fossé qui s'est creusé

³³⁸ *Ibid.* Cet extrait se retrouve textuellement dans le manifeste du Montreal Unemployed Committee, lequel est reproduit sous forme de tract par l'exécutif national du PSD et diffusé lors d'un rassemblement à Toronto au mois de mars 1919. Pour le texte complet du manifeste, voir : BAC, Secrétariat d'État, RG6, E, volume 614, dossier 292, partie 3.

³³⁹ *Ibid.*

pendant la guerre continue donc de s'élargir. Les directions syndicales restent campées sur leurs positions traditionnelles alors qu'émergent de nouveaux enjeux de luttes ouvrières. Pour leur part, les militants contestataires estiment que le temps est venu de se débarrasser des structures héritées de la période d'avant-guerre. Cherchant à suivre l'exemple de la révolution russe, ces militants vont tenter de développer de nouveaux leviers pour mener ces luttes à leur terme. Plus que jamais, le temps est venu pour la classe ouvrière de se débarrasser du système capitaliste et des gouvernements bourgeois.

Tout au long de l'hiver et du printemps 1919, les militants socialistes et anarchistes de langue française se lancent dans cette bataille en tenant une série d'assemblées publiques destinées à regrouper les chômeurs de la métropole. Dans un meeting organisé le 27 janvier 1919 au Temple du travail, Albert Saint-Martin affirme que l'Europe toute entière s'apprête à basculer dans le camp révolutionnaire. Jugeant qu'il faut mettre un terme aux calomnies de la classe dirigeante, Saint-Martin offre sa propre définition du bolchévisme – teintée d'anarchisme – avant d'inviter les personnes présentes à lutter contre le chômage les armes à la main :

Bolshevism, (...) he declared, meant "the majority". He spoke of Lenine and his principle that all property holding was robbery. With this principle the speaker was in full agreement. (...) In referring to unemployment, St. Martin said that there were four outlets. First, looking for work, which he declared was useless. Second, begging, which was below a man's dignity. Third, stealing ; and fourth, ignating torches. (...) He reiterated the hatred of the working-class against the bourgeoisie. In Canada, this bourgeoisie was as hateful and oppressive as elsewhere, and would be dealt the same way that Russia had dealt with them. (...) The speech was made in French and was warmly applauded³⁴⁰.

Si le discours de Saint-Martin touche une corde sensible, c'est qu'il fait appel aux sensibilités des ouvriers canadiens-français, dont la culture reste marquée par le modèle de l'homme-pourvoyeur. À leurs yeux, rien ne peut justifier le déshonneur d'avoir recours à la mendicité pour survivre.

³⁴⁰ « Fiery Speeches by Bolshevists », *The Montreal Daily Star*, 27 janvier 1919. Voir également : Une assemblée de cosmopolites », *La Patrie*, 27 janvier 1919, p. 7 ; « Chercher du travail, mendier ensuite et puis se livrer au vol ou recourir aux torches » », *La Presse*, 27 janvier 1919, p. 7.

2.2.1 De nouvelles alliances

Dépassant les clivages ethniques, cette campagne d'agitation est menée conjointement avec d'autres militants révolutionnaires juifs et anglophones. Signe tangible de ce rapprochement, une section en français apparaît au mois de mars 1919 dans le bulletin *Labor* auquel collabore Salomon Larocque. Sous le pseudonyme de Pierre Duchemin, ce dernier lance un appel à l'auto-organisation de la classe ouvrière :

L'Humanité est à un tournant de son histoire. L'épouvantable cauchemar, dont nous sortons à peine, l'horrible boucherie qui dura plus de quatre années, ont désillés les yeux des travailleurs qui sont las d'être spoliés. La classe dominante s'est fourvoyée. Personne ne peut acquitter la note. Le système actuel a fait banqueroute. Les fauteurs de la guerre subiront toutes les responsabilités de leurs actes. Les socialistes parlementaires eux-mêmes ont fait [sic] leur choix entre – transformation sociale ou régression. L'émancipation des travailleurs ne peut-être que l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ! Passons-nous des intermédiaires !³⁴¹

L'éditeur de *Labor*, Isidore Boltuck, reproduit aussi des textes de sympathisants bolchéviques français comme Victor Méric³⁴² et annonce la tenue d'assemblées « publiques et contradictoires » organisées par la section canadienne-française du PSC les dimanches après-midi à la salle des Métiers de la construction, située au 417, rue Ontario Est. On voit se multiplier les signes de convergence entre les militants de différentes origines ethnolinguistiques.

Les liens entre Boltuck et les socialistes de langue française remontent à la période d'avant-guerre, alors que ce dernier adhère à la Young Socialist Federation, groupe avec lequel la section française du PSC entretient alors des rapports étroits³⁴³. Dans les premières années d'après-guerre, ces contacts se précisent et se solidifient. Dès la fin de l'année 1918, Boltuck partage régulièrement la tribune avec Gaston Pilon, lequel devient rapidement l'un des militants-pivots parmi ceux que les journaux appellent désormais « les bolchévistes

³⁴¹ Pierre Duchemin, « À propos de bolchévisme », *Labor*, mars 1919, p. 7.

³⁴² Victor Méric (1876-1933) est un militant anarchiste de tendance insurrectionnaliste passé au Parti socialiste en 1906, puis au Parti communiste dont il fut l'un des dirigeants. En 1923, il est exclu de ce parti et participe à la mise sur pied de l'Union socialiste-communiste. Voir à son sujet : <http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article155289>, notice MÉRIC Victor, Célestin [Dictionnaire des anarchistes] par Michel Dreyfus, Nicolas Offenstadt, notice revue par Guillaume Davranche, version mise en ligne le 13 mars 2014, dernière modification le 6 janvier 2015. Consulté le 2 décembre 2019.

³⁴³ Sur les liens entre Boltuck et Saint-Martin, voir notamment : « Le serment au tribunal », *Le Devoir*, 24 octobre 1913, p. 3 ; Pierre Mance, « Manifestation socialiste », *La Vérité*, 10 mai 1913, p. 330.

montréalais ». Entre le 22 septembre 1918 et le 1^{er} mai 1919, la présence de Pilon est rapportée dans la plupart des assemblées auxquelles participent les socialistes de langue française.

Signe d'une polarisation croissante face aux enjeux politiques, ces meetings attirent des foules considérables : entre 500 et 700 personnes s'entassent au Théâtre français ou au Temple du travail pour écouter les orateurs révolutionnaires. Ces rencontres n'attirent pas seulement des chômeurs ou des ouvriers radicalisés par le contexte sociopolitique ambiant. Des détectives de la police du Dominion font sentir leur présence et procèdent à l'arrestation de Boltuck et de Pilon, tous deux accusés d'avoir tenu des propos séditions interdits par les décrets adoptés pendant la guerre³⁴⁴.

Malgré la répression, les militants se préparent pour la manifestation du 1^{er} mai 1919. Celle-ci se déroule dans un climat tendu, la police prévenant les participants qu'aucun drapeau rouge n'est toléré : « Une forte escouade d'agents de police sera prête à toute éventualité, lors du départ de la parade, et tous les moyens en notre pouvoir seront pris pour empêcher ou réprimer les désordres »³⁴⁵. Le journal *La Presse* rapporte que la plupart des manufactures de vêtements seront fermées, permettant aux ouvriers de participer à la mobilisation. En début d'après-midi, environ 5000 personnes se réunissent sur la rue Sainte-Catherine en face du Théâtre français. Le rassemblement, sous haute surveillance, est quadrillé par une escouade de 50 policiers en civil :

À une heure et demie, la parade n'était pas encore commencée et personne n'avait sorti de drapeau rouge. Tout ce qu'on voit un peu partout à travers la foule ce sont des bannières portant des inscriptions diverses. L'une même souhaite la bienvenue aux vétérans. (...) Au moment où nous allons sous presse on nous informe que la procession va se mettre en branle. Le drapeau rouge flotte en tête. Sur les placards on lit des mots de sympathie pour Jaurès, Liebknecht et Rosa Luxembourg. Des agents à motocyclettes circulent avec peine au milieu de la foule compacte. On entend des sonneries de clairon. Deux étrangers ont été arrêtés. Ce sont probablement des Russes. On a trouvé en leur possession un grand nombre de numéros du

³⁴⁴ « Un nommé Pilon est arrêté pour avoir tenu des propos séditions », *La Presse*, 28 mai 1919, p. 1. On reproche à Pilon d'avoir déclaré : « Allons travailleurs, serons nos rangs, et débarrassons-nous du Roi Georges et de Borden. Prenons les rênes du pouvoir dans nos propres mains et mettons un Trotsky et Lénine à la place des b....., le roi Georges et Borden ». Ces propos auraient été prononcés lors d'une assemblée publique au Théâtre Français le 6 avril 1919. Au sujet des démêlés d'Isidore Boltuck avec la police, voir : Mathieu Houle-Courcelles, « Censure et surveillance de la presse socialiste au Québec (1918-1920) : le cas du journal *Labor* et de son éditeur Isidore Boltuck », *Bulletin d'histoire politique*, 24, 3 (2016), p. 34-50.

³⁴⁵ « "Pas de drapeau rouge", dit la police », *La Presse*, 1^{er} mai 1919, p. 1.

journal *Labor*, contenant des appels incendiaires contre les capitalistes. M. Saint-Martin, chef socialiste, a été acclamé. La grande majorité des manifestants semblent être des Israélites³⁴⁶.

Les manifestants se dirigent vers le Champ de Mars pour ensuite revenir à leur lieu de départ pour écouter des discours en différentes langues. Saluant la révolution russe et le triomphe des idées bolchéviques, les orateurs affirment que l'heure de la révolte approche au Canada³⁴⁷. Parmi la foule, des jeunes gens distribuent aux personnes présentes un manifeste adressé « aux ouvriers canadiens » signé par le comité central du Parti communiste du Canada³⁴⁸. Ce texte, écrit en anglais, est une charge virulente contre les partis socialistes qui persistent sur la voie du parlementarisme. La révolution russe, affirment les auteurs du manifeste, « (...) marks a turning point in the conception of Socialist tactics. (...) The tactics of the Bolsheviki are based upon the fact that we do not need the institutions of capitalism for our emancipation, but we must destroy them and substitute our institutions in their place, and the success of the social revolution can only be assured by the arming of the workers and the disarming of the capitalist class and its followers. (...) We oppose the use of parliamentary action as a snare and delusion. »³⁴⁹. Le texte critique aussi les efforts entrepris pour « réorganiser » le mouvement syndical, y compris sur des assises industrielles, en réfutant l'idée qu'une grève générale puisse en elle-même assurer la transition vers le communisme.

Selon Ian Angus, ce tout premier parti communiste a été fondé par des membres de l'aile gauche du PSD et des militants de la Russian Workers Union, un syndicat d'inspiration anarchiste ayant des ramifications dans la diaspora russe à travers toute l'Amérique du Nord. Qualifiées d'ultra-gauche, « the political views expressed by the 1919 Communist Party were typical of the mixture of anarchist, syndicalist, and generally "leftists" views that were common in Western Europe and North American communist circles in 1918-1921, and which Lenin was to criticize in the pamphlet "*Left-Wing" Communism : an Infantile Disorder* »³⁵⁰.

³⁴⁶ « La parade des socialistes », *Le Devoir*, 1^{er} mai 1919, p. 3. D'autres slogans sont notés dans les journaux : « Bienvenus aux soldats de retour » ; « Nous avons gagné la guerre mais perdu la démocratie » ; « Salut à nos frères de France qui chôment aujourd'hui » ; « Et maintenant que faire des kaisers qui sont au pays ? ».

³⁴⁷ « Le drapeau rouge a été déployé, mais la police s'en empara prestement », *La Presse*, 2 mai 1919, p. 19.

³⁴⁸ « Le drapeau rouge sera déployé et défendu, déclarent les socialistes », *La Presse*, 1^{er} mai 1919, p. 1.

³⁴⁹ « Programme du Parti communiste du Canada », Groupe de chercheurs de l'Université du Québec à Montréal sur l'histoire des travailleurs québécois, *L'action politique des ouvriers québécois*, Montréal, Presses de l'Université du Québec, 1976, p. 121.

³⁵⁰ Angus, *Canadian Bolsheviks*, p. 46.

Formé dans la clandestinité et sans assise réelle au sein du mouvement ouvrier « officiel », ce parti communiste ne parvient pas à rallier autour de lui un nombre significatif de militants. Une autre organisation arrivera toutefois à canaliser les forces des révolutionnaires à travers le Canada. Mise sur pied au mois de mars 1919 lors d'un congrès tenu à Calgary, la One Big Union (OBU) cherche à rassembler les travailleurs et les travailleuses en une seule et même organisation afin de développer un meilleur rapport de force face à la classe dominante³⁵¹. Comblant provisoirement le vide causé par l'interdiction de plusieurs organisations de gauche par le l'État fédéral, « the OBU provided a natural, if temporary home for many of the radicals »³⁵², y compris à Montréal où les anciens clivages idéologiques, ethniques et linguistiques semblent s'effacer pour un temps.

Dans la métropole, l'OBU peut compter sur l'appui de la plupart des militants de gauche actifs dans le mouvement ouvrier : des socialistes de langue française comme Albert Saint-Martin, des marxistes juifs comme Rebecca et Michael Buhay ou Isidore Boltuck, des militants anticonscriptionnistes nouvellement acquis à la cause ouvrière comme Gaston Pilon, une poignée d'anarchistes regroupés autour du charpentier-menuisier Paul Faure, des femmes impliquées dans la section québécoise du Parti ouvrier du Canada comme Rose Anderson, des syndicalistes italiens et irlandais qui travaillent aux ateliers Angus ou dans le quartier Pointe Saint-Charles et d'ex-servicemen dégoûtés par la guerre. Pour ces militants, la mise sur pied de la nouvelle centrale syndicale permet enfin des possibilités concrètes d'organisation en rupture avec le réformisme qui caractérise le mouvement trade-unioniste incarné à Montréal par le CMTM.

Cette alliance entre en scène pendant l'été 1919 alors que la ville de Winnipeg est paralysée par une grève générale. Dans un contexte propice à la mobilisation, un rassemblement de solidarité est organisé dès la fin du mois de mai au marché Maisonneuve par l'Amalgamated Society of Engineers (ASE) et l'Association internationale des machinistes (AIM). Plus de 2000 personnes, principalement des ouvriers travaillant à la Canadian Vickers, assistent à l'assemblée. Un fort sentiment d'unité se dégage de cette rencontre malgré l'étonnante diversité des orateurs qui se succèdent à la tribune³⁵³. D'une seule voix, les participants donnent leur appui moral et financier aux grévistes de Winnipeg.

³⁵¹ Larry Peterson, « The One Big Union in International Perspective : Revolutionary Industrial Unionism 1900-1925 », *Labour / Le Travailleur*, 7 (printemps 1981), p. 41-66. Campbell, *Canadian Marxists*, 179-180.

³⁵² Beaulieu, *Labour at the Lakehead*, p. 68-69.

³⁵³ Les journaux rapportent la présence A.-H. McNamee (ASE), Richard Kerrigan (AIM), Mme Mendelsohn (PSD), Rebecca Buhay (PSD), Rose Henderson (POC), Ulric Binette (POC) et Albert Saint-Martin (PSC). Voir notamment : « Appuis aux grévistes de l'Ouest », *La Presse*, 28 mai 1919, p. 13.

L'étincelle allumée à Winnipeg enflamme le Canada tout entier. Le mouvement de grève générale s'étend bientôt à d'autres villes de l'Ouest comme Calgary, Edmonton, Prince-Albert, Saskatoon et Regina. En Ontario, au Québec et en Nouvelle-Écosse, des conflits de travail éclatent dans plusieurs secteurs. Tout au long de l'été 1919, des grèves paralysent l'activité économique à Montréal. Que ce soit chez les électriciens, les barbiers, les carrossiers, les tailleurs de pierre, les ouvriers du vêtement ou de la métallurgie, les revendications ouvrières portent principalement sur la reconnaissance syndicale, l'augmentation des salaires et la diminution de la semaine de travail³⁵⁴. On compte à la mi-juin plus de 12 000 grévistes à Montréal et des milliers d'autres s'appêtent à les rejoindre. Débordées sur leur gauche, les directions des syndicats affiliés au CMTM cherchent à garder le contrôle sur le mouvement. À Montréal, l'exécutif du CMTM s'oppose ainsi à la proposition de grève générale de solidarité avec les travailleurs de Winnipeg soumise par les ouvriers de la Canadian Vickers³⁵⁵.

En phase avec les revendications portées par les travailleurs au cours de l'été 1919, l'OBU est en bonne position pour faire des gains appréciables à Montréal³⁵⁶. Malgré l'enthousiasme initial provoqué par sa mise sur pied, l'organisation peine toutefois à se développer dans la métropole. Les syndicats les plus à gauche soutiennent les grévistes de Winnipeg et donnent leur appui aux principes défendus par l'OBU sans toutefois adhérer formellement à la nouvelle centrale. Peu nombreux et relativement isolés, les militants révolutionnaires n'arrivent pas non plus à provoquer la scission tant attendue. Pressenti comme un soutien possible à l'OBU au sein de l'ACWU³⁵⁷, le socialiste Albert Duquette reste ainsi « fidèle » à son syndicat.

Plusieurs facteurs peuvent nous permettre d'expliquer cette situation en apparence contradictoire. Dans un premier temps, l'OBU en est encore à ses premiers balbutiements. Son congrès de fondation vient tout juste d'avoir lieu sans la participation de délégués du Québec et de l'Ontario. Les ouvriers montréalais savent donc encore très peu de choses à son sujet, si ce n'est les échos rapportés par des journaux comme *Le Monde ouvrier*, hostile à sa mise sur pied. Pour beaucoup de syndicalistes, un changement d'affiliation reste synonyme d'incertitude. Qu'advient-il des contrats négociés avec l'employeur ou des avantages sociaux découlant de

³⁵⁴ Voir notamment : « Une grève se déclare chez les gantiers », *La Presse*, 28 mai 1919, p. 13. « Un ultimatum des employés de magasins », *La Presse*, 30 mai 1919, p. 23.

³⁵⁵ Ewen, « Quebec : Class and Ethnicity », p. 113.

³⁵⁶ *Ibid.*, p. 111.

³⁵⁷ Le nom de Duquette apparaît dans une lettre adressée par Richard Kerrigan à R.J. Johns. Voir : AM, MG10 A3, One Big Union, R. Kerrigan à R.J. Johns, 17 mai 1919, p. 3.

leur adhésion syndicale ? Dans un contexte où les travailleurs en grève cherchent avant tout à réaliser des gains, la question de l'adhésion à la nouvelle centrale est tout simplement reléguée à plus tard.

L'appui des militants socialistes à l'OBU se manifeste plus concrètement au sein de la section locale du POC dont ils contrôlent l'exécutif³⁵⁸. Le 1^{er} juin 1919, la section de Montréal du Parti ouvrier du Canada se prononce par un vote de 30 contre 21 « en faveur du principe de la "One Big Union" comme étant sa forme de politique industrielle (...) »³⁵⁹. Une semaine plus tard, *Le Monde ouvrier* dénonce l'action des « délégués socialistes » et leur influence sur le Parti à Montréal : « Ceux qui ont le droit de se prononcer sur cette question de la "One Big Union" sont les membres des unions ouvrières qui sont directement intéressés et ils se sont prononcés d'une manière non équivoque au Conseil des Métiers et du Travail »³⁶⁰.

Alors qu'à Winnipeg, la grève générale se termine par l'arrestation de huit leaders syndicaux et la mort d'un manifestant, une vaste opération policière se déroule à Montréal dans la nuit du 1^{er} au 2 juillet. À la demande de la police montée du Nord-Ouest, les policiers montréalais perquisitionnent le domicile de 25 militants socialistes et anarchistes connus pour leur appui à l'OBU. Dans un climat de paranoïa alimenté par la chasse aux « rouges », les autorités cherchent des preuves visant à incriminer les syndicalistes arrêtés à Winnipeg dans un vaste complot visant à renverser l'État canadien. Divers lieux militants sont également visés, dont ceux du PSD, de la Progressive Library, de la Cooperative Press et du journal russe *Novy Mir*³⁶¹.

Malgré la mise sur pied au cours du mois de juillet d'un Conseil industriel de l'OBU à Montréal auquel prennent part deux sections locales de l'AIM et des travailleurs d'horizon divers³⁶², le CMTM parvient à juguler la crise qui secoue son organisation. Les leaders syndicaux sont parvenus à réduire au silence les voix discordantes qui minaient leur autorité. Redoublant de confiance face à cette victoire, *Le Monde ouvrier* annonce même à la fin

³⁵⁸ Le 2 mars 1919, le journal *La Presse* annonce la composition du nouveau bureau d'officiers de la section montréalaise du POC. On y remarque la présence d'au moins une dizaine de militants connus pour leur implication socialiste ou anticonscriptionniste : Président : J.O. Gagnon. Vice-présidents : Mme Mendelsohn et P. Fennell. Secrétaire archiviste : U. Binette. Secrétaire correspondant : H. Binette. Trésorier : A. Simard et Émile Perreault. Statisticien : L.-M. Dupont. Comité d'organisation : Président : G. Pilon ; N. Ménard, P. Martel, Mme Henderson, I. Boltuck, F. Villeneuve et O. Guérin. Voir à ce sujet : « Nouvelles ouvrières », *La Presse*, 2 mars 1919, p. 9.

³⁵⁹ « La "One Big Union" », *Le Monde ouvrier*, 7 juin 1919, p. 1.

³⁶⁰ *Ibid.*

³⁶¹ BANQ, Fonds du Département du Procureur-Général de la Province de Québec, Dossier 5007-1919, P. Bélanger à M. E. R. Décary, 2 juillet 1919.

³⁶² « New Body Bidding for Labor Control », *The Gazette*, 21 juillet 1919, p. 4.

du mois d'août la mort prochaine de l'OBU³⁶³. Les dirigeants des syndicats internationaux arrivent aussi à reprendre le contrôle de la section québécoise du POC lors de la troisième convention du parti tenue le 15 et le 16 novembre 1919. Le soutien apporté à l'OBU par la section montréalaise du parti occupe une bonne partie des échanges. Malgré les interventions des militants socialistes, dont celles d'Adélar Lanouette³⁶⁴ et de Joseph Schubert³⁶⁵, la position de la section locale de Montréal est désavouée par la majorité des délégués présents³⁶⁶.

Albert Saint-Martin est également présent comme représentant de la section française du Parti socialiste. C'est à notre connaissance sa première participation dans les instances officielles du POC. Il défend, sans succès, le recours à la grève générale pour combattre la répression dirigée par l'État contre les militants ouvriers³⁶⁷. Malgré ces défaites, l'aile gauche du POC parvient à faire quelques gains. Des résolutions réclamant la libération des leaders ouvriers de Winnipeg, le retrait des troupes canadiennes de Russie³⁶⁸, le rappel de la loi de l'immigration et la reprise des relations commerciales entre le Canada « et le gouvernement soviétique » sont ainsi adoptées³⁶⁹. Ces modestes concessions ne sont pas suffisantes aux yeux de la majorité des militants socialistes de langue française qui rompent leurs liens avec le POC. Pour Mathilde Prévost, déléguée de la Ligue auxiliaire des dames unionistes à cette convention, ce moment coïncide aussi avec son retrait du militantisme révolutionnaire.

Malgré l'échec de leur stratégie syndicale et politique, les sympathisants de l'OBU ne baissent pas les bras. Au cours de l'automne 1919, ils parviennent à mettre sur pied une section locale interprofessionnelle – « General Workers Unit » ou GWU – regroupant l'ensemble des militants du syndicat dans la métropole³⁷⁰. Ceux-ci sont encore peu nombreux, mais particulièrement actifs. Le 29 octobre 1919, le journal *La Patrie* annonce la formation

³⁶³ « Capturons le congrès » et « Une bande docile », *Le Monde ouvrier*, 16 août 1919, p. 1.

³⁶⁴ Élu vice-président de l'assemblée de Montréal du POC en 1918, Adélar Lanouette exerce le métier de cordonnier. Délégué au CMTM et président d'une coopérative de consommation à Verdun, il participe en 1917 à la fondation de la Ligue des droits du peuple/People's Power League. Élu comme échevin à Verdun en 1919, Lanouette poursuit son action politique tout au long des années 1920 et 1930 au sein du POC, puis du CCF. Lanouette décède en 1976 à l'âge de 93 ans.

³⁶⁵ Joseph Schubert (1889-1952) est un militant socialiste et syndical juif. Né en Roumanie, il immigré à Montréal en 1903. Schubert participe à la mise sur pied des premiers syndicats de l'industrie du vêtement et de l'Arbayter Ring, une organisation ouvrière juive. Lors des élections municipales de 1916, Schubert se présente comme candidat pour le PSD. Il est finalement élu comme échevin dans le quartier Saint-Louis en 1924, poste qu'il occupe pendant 16 ans.

³⁶⁶ « La convention du Parti Ouvrier », *Le Monde ouvrier*, 22 novembre 1919, p. 2.

³⁶⁷ « Le parti ouvrier du Québec désavoue l'attitude de la section de Montréal en faveur de l'OBU », *La Patrie*, 17 novembre 1919, p. 9.

³⁶⁸ Rappelons que le gouvernement canadien envoie en 1918 plusieurs contingents de soldats en Sibérie pour lutter contre les bolchéviques aux côtés des armées « blanches ».

³⁶⁹ « L'établissement d'un système commercial coopératif », *Le Canada*, 17 novembre 1919, p. 3.

³⁷⁰ « Chronique ouvrière », *La Patrie*, 29 octobre 1919, p. 7 ; Dansereau, « Le mouvement ouvrier montréalais », p. 151.

du « Local numéro 1 » de l'OBU à Montréal. Le syndicat affirme dès le départ son intention de former une organisation de type industriel. Son président, Ulric Binette, invite ainsi les « ouvriers salariés sans distinction de catégories [nous soulignons] » à participer aux rencontres du groupe qui se tiennent au Temple du travail³⁷¹. Une semaine plus tôt, Binette s'était fait expulser de son syndicat pour ses prises de position en faveur de l'OBU et ses critiques à l'endroit du CMTM³⁷². Au cours de l'année 1920, Binette prend une place de plus en plus importante au sein des milieux de gauche montréalais aux côtés de Gaston Pilon et d'Albert Saint-Martin.

Au mois d'avril 1920, Binette devient le premier organisateur francophone embauché par l'OBU au Québec. Il est employé par l'Union industrielle des campeurs et producteurs de bois de la Grande Union, mieux connue sous le nom de Lumber and Camp Workers Industrial Union (LCWIU). Avec ses 12 000 membres répartis à travers le Canada, la LCWIU est alors considérée comme l'épine dorsale de l'OBU et jouit d'une large autonomie financière. Ce statut incite Binette à militer à temps plein pour le syndicat. Un local est ouvert sur la rue Craig, tout près du Champ de Mars. La LCWIU lance aussi un journal bilingue, *The Worker / Le Travailleur* le 1^{er} mai 1920. Le moment choisi pour la sortie du premier numéro n'est pas anodin : il traduit l'importance symbolique du 1^{er} mai pour le syndicat et ses références culturelles révolutionnaires. Le contenu reflète d'ailleurs ces préoccupations : les rapports sur l'organisation des bûcherons et des hommes de chantier côtoient les articles sur les concepts d'action directe ou de grève générale. Il est difficile d'évaluer avec précision les progrès réalisés par la section québécoise de la LCWIU. Une branche du syndicat est formée dans la région de Mont-Laurier au mois de mai 1920, mais cette présence fut de toute évidence éphémère.

L'influence de l'OBU semble tout de même significative, même si la centrale peine à franchir le cap des 300 membres dans la métropole. Dans un rapport préparé par la GRC au mois de février 1920, on précise que la One Big Union peut compter sur une centaine de membres à Montréal répartis en deux sections :

(...) one under the heading of "General Workers" and the other under the heading of "Whitewear Workers". The Whitewear Workers' local is entirely composed of women while the other is mostly men. The members of the O.B.U. locals are variously divided as to their opinions, running from syndicalism to Anarchism. The unions covered by these members of the O.B.U. locals are as

³⁷¹ *Ibid.*

³⁷² Dansereau, « Le mouvement ouvrier montréalais », p. 149.

follows : carpenters, plumbers, steam-fitters, electricians, cigar makers, tailors, garment workers, painters, printers and whitewear workers³⁷³.

Selon cette source, l'OBU conserve d'importants appuis au sein des syndicats de machinistes et ceux présents dans l'industrie du vêtement. En cas de crise, estime la GRC, ses militants pourraient arriver à mobiliser jusqu'à 20 000 personnes dans les rues de la métropole. Si ces chiffres sont sans doute exagérés, un constat demeure : aux yeux des autorités fédérales, l'OBU constitue une menace sérieuse pour la sécurité nationale. Soumise à une étroite surveillance policière, la GWU multiplie les assemblées publiques tout au long du printemps 1920. Entre le 18 mars et le 3 juin, diverses sources rapportent la tenue d'au moins quatorze réunions, lesquelles attirent entre 100 et 1000 personnes, majoritairement des ouvriers canadiens-français travaillant dans les ateliers ferroviaires. Ces rencontres ont lieu au Temple du travail, mais aussi dans les quartiers Rosemont et Saint-Henri. Cette campagne porte ses fruits : le nombre de membres passe de 240 au mois de mars à un peu plus de 600 vers la fin du mois d'avril³⁷⁴.

C'est au cours de cette période que Saint-Martin se joint formellement à l'OBU et commence un travail de propagande en sa faveur. Exerçant le métier de sténographe, Saint-Martin n'adhère pas à l'OBU dans la perspective de syndiquer ses confrères au Palais de justice, mais bien parce qu'il juge que la conjoncture s'y prête et favorise son rapport de force pour atteindre ses objectifs militants. Le 28 mars, il prend la parole au Temple du travail devant 750 personnes dont environ 25 femmes. Selon un agent d'infiltration présent à cette assemblée, Saint-Martin est le premier orateur à monter sur la tribune :

[He] spoke from 8.30 until 9.30. In fact, they had hard work to get him to stop. He is very excitable and has a reputation of wanting to do all the talking at whatever meeting he attends. Among other things he stated that the Government was paying spies to attend the meeting and that they were not afraid as they could do no harm. He said that small unions were absolutely a failure and advocated joining the OBU. He criticised Sir Lomer Gouin whom he characterized as the "King of Quebec" who was keeping everybody else in slavery. He said the working men of this country were slaves. He advocated the Union of all races in the labour movement. (...) When St. Martin

³⁷³ BAC, Demandes d'accès à l'information 88-03-08 et 87-12-15, RCMP, *One Big Union – Re- Statistics*, 25 février 1920, p. 91-92. La section des « whitewear workers » à laquelle fait référence ce rapport fut sans doute constituée d'ouvrières juives. Elle n'a laissé aucune autre trace de son existence.

³⁷⁴ Houle-Courcelles, « Une grande union pour tous les travailleurs », p. 49.

was making his speech he referred in disparaging terms to the King and Prince of Wales and said that the King's picture which was hanging in the City Hall should be torn down³⁷⁵.

Le 1^{er} mai 1920, les membres de l'OBU participent à la manifestation organisée par une vaste coalition de syndicats et de groupes de gauche. Du côté des services de renseignement, on s'attend à voir près de 30 000 personnes répondre à cet appel³⁷⁶. Si le résultat s'avère bien en deçà de ces estimations, la manifestation peut néanmoins être considérée comme un succès : 4000 personnes, dont un grand nombre de femmes et d'enfants, marchent dans les rues du centre-ville et assistent au rassemblement organisé à l'aréna Mont-Royal où plusieurs militants et sympathisants de l'OBU – Albert Saint-Martin, Rebecca Buhay, Michael Buhay, Gaston Pilon, Torzo Boschi, Joseph Schubert, Ulric Binette, W.E. Long – prennent la parole.

Fort de cette mobilisation, l'OBU multiplie les activités publiques. Dans les semaines qui suivent, au moins dix-neuf assemblées sont organisées, la grande majorité d'entre elles attirant plusieurs centaines de personnes. Selon les services de renseignement, le *membership* de l'organisation triple au cours de l'été 1920, passant de 600 à 1500 membres³⁷⁷. Une nouvelle section, composée de 225 ouvriers métallurgistes, est mise sur pied au début du mois de mai. Coprésidée par Anselme Binette, le frère d'Ulric Binette, la « Metal Workers Unit » permet à l'OBU de s'implanter dans les plus importantes usines de la métropole.

Après des débuts difficiles, la One Big Union semble avoir réussi à poser son pied à Montréal grâce à l'engagement d'une poignée de militants dédiés. La rupture est désormais consommée avec les formations syndicales et politiques réformistes, mais ces acquis sont toutefois fragiles. Comme nous serons à même de le constater, l'OBU va traverser au cours des deux prochaines années d'importants défis qui conduiront à la dissolution de ses sections et au réalignement de ses militants.

³⁷⁵ BAC, RG24, 4472, Lt. Colonel G.E.B. to Lt. Colonel P.E. Davis, 30 mars 1920, p. 1.

³⁷⁶ *Ibid.*, 3 mai 1920, p. 3.

³⁷⁷ *Ibid.*, 14 mai 1920, p. 1.

2.3 Du socialisme au communisme, 1920-1922

Après avoir lutté contre les dirigeants du CMTM pendant la guerre, les socialistes de langue française vont se ranger derrière l'OBU et appuyer ses initiatives. Leur implication syndicale demeure toutefois secondaire : très actifs sur le plan politique, ils privilégient la mise sur pied d'un parti communiste. Cette position mène ce groupe à des conflits avec certains syndicalistes comme Ulric Binette pour qui la consolidation de l'OBU doit être priorisée par les militants révolutionnaires.

Vers le mois de mars 1920, Albert Saint-Martin publie un texte où il défend avec vigueur la révolution d'Octobre et le régime soviétique. Intitulée *T'as menti!*, cette brochure se veut une réplique à celle publiée par Gustave Francq au mois d'août 1919 dans laquelle le dirigeant du CMTM critique le bolchévisme en y opposant les principes trade-unionistes³⁷⁸. *T'as menti!* nous fournit plusieurs informations pertinentes sur l'engagement politique de Saint-Martin à un moment clé de son itinéraire militant. Au moment de sa publication, la section canadienne-française qu'il anime revendique toujours son affiliation au PSC. On retrouve également dans la brochure une invitation aux assemblées organisées par La Grande Union – l'OBU – au Temple du travail ainsi qu'une publicité pour le journal révolutionnaire français *La Vie Ouvrière*. Cette mention est significative, dans la mesure où *La Vie Ouvrière*, publiée par des militants de la CGT rattachés au bolchévisme, est au cœur des débats qui agitent les milieux syndicalistes révolutionnaires français. *La Vie Ouvrière* mentionne dans son édition du 4 avril 1920 avoir obtenu copie de la brochure de Saint-Martin. Ce lien nous permet d'entrevoir que les échanges transnationaux ont repris entre des militants français et montréalais, lesquels auront un impact sur les décisions prises par les socialistes de langue française dans la métropole.

D'autres indices nous permettent de mieux saisir l'ampleur de ces échanges. Au début du mois de septembre 1920, un informateur de police rapporte que des journaux et des brochures révolutionnaires importées de France

³⁷⁸ La brochure de Francq, « Syndicalisme ou bolchévisme : lequel ? » est publiée en français et anglais. Tout porte à croire que Francq a reçu l'appui de responsables du gouvernement fédéral pour l'imprimer et assurer sa diffusion. Voir à ce sujet : BAC, Secrétariat d'État, RG6, E, volume 614, dossier 292, partie 4. Son propos s'inspire d'un texte du socialiste français Albert Thomas, lequel prononce d'ailleurs une conférence à Montréal au mois de décembre 1922 à l'invitation du CMTM. Il est alors interpellé par des militants communistes – Saint-Martin, Marcelin et Pagé notamment – qui lui crient : « Nous ne sommes pas vos camarades ! », « Vous êtes un socialiste d'hier ! ». Voir à ce sujet : « Nos pseudos-socialistes voudraient réformer la société plus vite que ça », *La Patrie*, 16 décembre 1922, p. 24 ; « Ce que les ouvriers ont obtenu grâce au traité de Versailles », *La Presse*, 16 décembre 1922, p. 7.

circulent à Montréal³⁷⁹. Un nouveau groupe, l'Educational Press Association (EPA), est mis sur pied par Isidore Boltuck. Celui que la police considère comme étant « one of the most influential men in the radical movement in Montreal »³⁸⁰ n'est pas le seul militant impliqué dans cette opération. La vente des publications est confiée à une militante d'origine antillaise, Carmen Gonzales, laquelle tient kiosque en compagnie de sa fille dans les assemblées socialistes et syndicales. Parfaitement bilingue, Gonzales exerce le métier de sténographe. Ses aptitudes font d'elle une proche collaboratrice de Saint-Martin jusqu'au début des années 1930.

En plus de *La Vie Ouvrière*, l'EPA diffuse *Le Soviet*, « organe de la Fédération Communiste des Soviets, Section de langue française de l'Internationale Communiste de Moscou », *La Vague* – « pacifiste, socialiste, féministe » –, le journal anarchiste *Le Libertaire*, de même que le *Bulletin communiste*, « organe du Comité de la troisième internationale ». À ces journaux francophones s'ajoutent une multitude de brochures éditées par des groupes communistes anglais³⁸¹. À travers ces publications, les militants socialistes ont donc accès à un large éventail de positions exprimées par les réseaux de soutien à la révolution russe à travers le monde alors que s'amorce une réflexion sur les stratégies à adopter au Canada pour s'engager sur la voie révolutionnaire.

2.3.1 La mise sur pied du Parti socialiste (communiste)

Dans la foulée de la grève générale de Winnipeg et de la vague de répression anticommuniste qui marquent les premières années d'après-guerre, on assiste à une reconfiguration des mouvements révolutionnaires à l'échelle canadienne. De nouveaux groupes surgissent dans les principaux centres urbains, agissant pour la plupart dans la clandestinité. À Montréal, les raids policiers du 1^{er} juillet 1919 ont entraîné la dissolution des sections anglaises et juives du PSC sans toutefois freiner les activités de la section française. Si le PSD cesse virtuellement d'exister au début du mois de janvier 1920, ses militants poursuivent leur engagement au sein du mouvement syndical et participent à la mise sur pied du Montreal Labor College³⁸².

³⁷⁹ Kealey et Whitaker, *RCMP Security Bulletins 1919-1929*, p. 81 et 99.

³⁸⁰ *Ibid.*, p. 160.

³⁸¹ L'Educational Press Association distribue notamment des textes de la Workers' Socialist Federation (G-B), du Communist Party of Great-Britain (G-B), du People's Russian Information Bureau (G-B), du British Communist Party (G-B) et du Independent Labour Party (G-B), en plus d'éditer ses propres brochures sur la révolution russe.

³⁸² Créé à l'initiative de la militante socialiste et syndicaliste montréalaise Annie Buller (1895-1973), le Labor College ouvre ses portes à l'automne 1920 à la salle Saint-Joseph, située au 182, Sainte-Catherine Est. Entièrement dédié à l'éducation de la classe ouvrière, le « College » débute officiellement ses activités au mois de novembre 1920 en offrant des conférences sur l'histoire, l'économie et la politique, ainsi que des cours de langue. Voir notamment : BAC, RG146, 92-A-

Devant le vide causé par la désintégration du PSC et du PSD, les socialistes montréalais évaluent la possibilité de former un parti révolutionnaire regroupant les militants de divers groupes ethno linguistiques. La tâche s'avère difficile : malgré une certaine convergence au plan des idées, ces militants proviennent de groupes qui jusqu'à tout récemment étaient en compétition les uns contre les autres. Une rencontre est organisée au mois d'octobre 1920 à laquelle participent Albert Saint-Martin, Joseph Schubert, Michael Buhay et Isidore Boltuck. Dans son intervention, Saint-Martin presse ses camarades de créer une nouvelle organisation dans les plus brefs délais. D'après un rapport de renseignement préparé par la police du Dominion, Saint-Martin se montre particulièrement dur à l'égard du PSC :

(...) he said that he lost his hope for the Socialist Party and he said that such a party was no use for the present Labour movement and he said, now on the eve of the Third Anniversary of Russian Soviet Revolution, we must organize a Communist Party and join to the Third International (...); revolution is coming now and we must be prepared for it and lead that revolution to success, he said he had no use for peaceful teaching, we must act at once, after his speech he produced two Typewritten sheets with Constitution and Preamble of the Communist Party, which he gave to Shubert³⁸³.

Devant l'opposition de certains militants qui jugent cette initiative prématurée, Saint-Martin réagit fortement : « Only cowards can say such things and we are fed up with this careful system of the Socialists, our comrades in Russia did great work and we must do the same »³⁸⁴. Saint-Martin n'est pas le seul à manifester son impatience. Depuis quelque temps déjà, la majorité des socialistes de langue française interviennent publiquement en tant que militants communistes. Vers le mois d'avril 1920, la section française du Parti socialiste change de nom pour devenir le Parti socialiste (communiste) du Canada (PS-C). Malgré quelques références à la dictature du prolétariat et au matérialisme historique dans son nouveau programme, on ne trouve aucune mention de la révolution russe, ni de la Troisième Internationale formée l'année précédente à Moscou. Le préambule de sa constitution s'inscrit même dans la continuité des pratiques mises de l'avant par les militants socialistes avant la guerre, notamment en ce qui a trait à la politique préfigurative :

00012, One Big Union General Workers Unit, Montreal, 16 août 1920, p. 1 et « Montreal Labor College », *Le Travailleur / The Worker*, 14 (15 novembre 1920), p. 1.

³⁸³ BAC, Demande d'accès à l'information 88-06-20, RCMP, *Communist Party, Montréal P.Q.*, 31 octobre 1920, p. 125-127.

³⁸⁴ *Ibid.*

Malgré tous les stratagèmes auxquels le profitariat a recours, malgré toute la cruauté que la bourgeoisie exerce pour galvaniser le système capitaliste, ce système est maintenant moribond. Tout organisme politique, éducationnel et social n'est que le reflet du régime économique existant. En s'écroulant, le régime actuel, basé sur la propriété privée et la production de la richesse pour profit, devra être remplacé par un système basé sur la possession collective de la propriété et la production de la richesse pour usage. Au moment du cataclysme inévitable, la classe ouvrière doit s'emparer de tout l'organisme économique et ce nouveau régime nécessite un nouvel organisme politique. La mission du parti socialiste (communiste) est d'éduquer et d'organiser les travailleurs en vue d'accomplir cette destinée historique à laquelle ils sont appelés.

Pour cela nous devons :

1. Éduquer les travailleurs en vue de la disparition inévitable du régime capitaliste.
2. Les organiser pour qu'ils s'emparent du pouvoir économique.
3. Établir dès maintenant les institutions qui doivent constituer la base du futur régime politique³⁸⁵.

À partir du printemps 1920, le PS-C tient des assemblées publiques chaque dimanche après-midi au Temple du travail. Leur déroulement ressemble à s'y méprendre à celles que les socialistes organisaient avant la guerre : « These meetings are usually started on the street (St-Lawrence Blvd) where one the active member will stand off a box and declares himself a Communist, etc. As soon as there is sufficient crowd around them to hold a meeting the crowd is requested and in some cases almost forced to go to the Labor Temple where the meeting is opened by the singing of a French revolutionary song »³⁸⁶.

Une fois la conférence terminée, une période de discussion libre est ouverte³⁸⁷. La rencontre se conclut invariablement par un appel à se joindre au PS-C. Les personnes présentes sont également invitées à donner quelques sous pour permettre au groupe de défrayer les frais de location de la salle et ainsi s'assurer de pouvoir se réunir à nouveau la semaine suivante. Habités à verser leur offrande lors de la quête à l'église, les ouvriers

³⁸⁵ BAC, Demande d'accès à l'information A-2016-00352, Communist Party of Canada (French Branch), Supp. 1, Vol. 1, *Préambule du Parti socialiste (communiste) du Canada*, non daté, p. 168-171.

³⁸⁶ BAC, Demande d'accès à l'information A-2016-00352, RCMP, Communist Party of Canada (French Branch), Supp. 1, Vol. 1, *French Socialist Communist Party*, 27 juillet 1920, p. 159.

³⁸⁷ Fait à noter, les conférenciers invités ne sont pas exclusivement des membres du PS-C : on remarque parmi eux des militants de différentes organisations de gauche montréalaise, parfois concurrentes. Au fil des ans, quelques personnalités politiques connues viendront également s'adresser aux personnes réunies au Temple du travail. On note ainsi la présence du député travailliste manitobain James Shaver Woodsworth le 29 octobre 1922 et celle du député socialiste français Jean Longuet le 7 janvier 1923.

canadiens-français sont généralement enclins à contribuer de cette façon à l'édification de leur mouvement. Ce rituel s'accompagne parfois d'hommages à la mémoire des martyrs de la cause révolutionnaire, comme Jean Jaurès, Rosa Luxembourg, Karl Liebknecht, ou encore aux militants français Bertho Lepetit et Marcel Vergeat³⁸⁸. La ritualisation et la constitution d'une mémoire partagée sont des éléments cruciaux dans l'expérience militante, et en particulier l'expérience militante au sein d'organisations. La ritualisation permet la mise en commun et le partage de valeurs communes, ce qui soude un esprit de corps. Quant à la mémoire, elle assure la constitution d'un sentiment d'appartenance qui transcende le présent, tout en permettant à l'organisation d'assurer une permanence temporelle.

Les conférences organisées par les militants du PS-C attirent rapidement l'attention des services de renseignement qui dépêchent sur place des informateurs. « This organization is confined to French Canadians » écrivent-ils dans leur premier rapport daté du 7 juin 1920. Si les rencontres du PS-C se déroulent effectivement en français, on compte au sein du premier noyau de militants un nombre significatif d'immigrants européens. C'est notamment le cas de son secrétaire, Raymond Godtseels. Né en Belgique en 1878, Godtseels arrive au Canada en 1896. Dans son pays d'adoption, il occupe divers métiers, dont celui de journalier et de barbier. Avant la Première Guerre mondiale, Godtseels habite successivement en Alberta et en Colombie-Britannique où il diffuse le journal de langue française du Parti socialiste américain. Selon Michel Cordillot et Bernard Dansereau : « On retrouve Raymond Godtseels au lendemain de la Première Guerre mondiale à Montréal. On peut penser que ce dernier était retourné en Europe durant le conflit, puis revenu au Canada après l'armistice »³⁸⁹.

En 1920, Raymond Godtseels se marie avec Berthe Gacon à l'église presbytérienne Saint-Jean. Cette église du centre-ville de Montréal occupe une place importante dans la vie des militants ouvriers montréalais. Contrairement à d'autres pays comme la France, le code civil québécois n'autorise pas le mariage civil à cette époque. Plutôt que de « s'abaisser » à se marier devant un prêtre catholique, beaucoup d'athées et de libres

³⁸⁸ BAC, Demande d'accès à l'information A-2016-00352, RCMP, Communist Party of Canada (French Branch), Supp. 1, Vol. 1, French Socialist Communist Party, 20 décembre 1920, p. 114-115. Délégués au 2^e congrès du Komintern tenu à Moscou au mois de juillet 1920, Bertho Lepetit, Marcel Vergeat et Lefebvre périssent en mer à leur retour en France au cours de l'automne 1920. Leur mort suscite de vives réactions, les anarchistes soupçonnant les bolchéviques d'avoir planifié leur disparition en raison des critiques très vives de Lepetit et Vergeat, tous deux anarchistes, à l'égard du régime soviétique. Voir à ce sujet : Berry, *Le mouvement anarchiste en France*, p. 127-129.

³⁸⁹ Au sujet de Godtseels, voir : <http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article159675>, notice GODTSEELS Ray [Raymond] [Dictionnaire biographique du mouvement social francophone aux États-Unis] par Michel Cordillot, Bernard Dansereau, version mise en ligne le 9 juin 2014, dernière modification le 9 juin 2014. Consulté le 2 décembre 2019.

penseurs montréalais prennent la décision de se marier à l'Église Saint-Jean où, de toute évidence, le pasteur pose beaucoup moins de questions aux futurs époux. C'est le cas de Godtseels, dont les positions anticléricales sont bien connues³⁹⁰.

À ses débuts, le PS-C peine à attirer un large public à ses assemblées hebdomadaires. On compte rarement plus d'une centaine de personnes à ces rencontres. Quelques femmes sont présentes mais elles ne forment guère plus de 10% de l'auditoire. Les thématiques de ces conférences reflètent le travail de clarification politique qui est en cours. On discute du fonctionnement d'une société communiste, de la situation politique en Russie, des différences idéologiques entre l'anarchisme, le socialisme et le bolchévisme. La question syndicale occupe également une place importante dans ces assemblées. Ulric Binette y défend avec vigueur la One Big Union et son programme. Les travailleurs ont besoin d'éducation, affirme Binette : le discours des militants du PS-C est trop radical pour eux. Toutefois pour Raymond Godtseels, le modèle d'organisation bolchévique reste la voie la plus sûre et la plus rapide pour arriver au communisme. La révolution russe est là pour le prouver³⁹¹.

Ce débat se déroule alors que des divisions profondes apparaissent au sein de l'OBU, alimentées par des débats sur la forme de syndicalisme qui doit être privilégiée et le plafonnement du *membership* de la centrale syndicale. Au cours de l'automne 1920, les services de renseignement militaires rapportent qu'Albert Saint-Martin et Ulric Binette s'affrontent de plus en plus fréquemment dans les réunions syndicales. « There seems to be a great deal of dissatisfaction among the French Canadians and agent reports that very little progress in being made in organisation »³⁹². De moins en moins de personnes assistent aux assemblées syndicales. Selon Ulric Binette, les travailleurs sont trop sollicités à faire des dons lors des réunions, ce qui explique la perte de nombreux membres³⁹³. Cette attitude s'explique en partie par le ralentissement de l'économie montréalaise et l'incertitude causée par les pertes d'emplois.

³⁹⁰ Cela explique peut-être que la police le considère comme un anarchiste, même si ce dernier se montre particulièrement hostile face à ce courant de pensée. Voir : BAC, Demande d'accès à l'information A-2016-00352, RCMP, Communist Party of Canada (French Branch), Supp. 1, Vol. 1, French Socialist Communist Party, 27 juillet 1920, p. 159-160.

³⁹¹ BAC, Demande d'accès à l'information A-2016-00352, RCMP, Communist Party of Canada (French Branch), Supp. 1, Vol. 1, French Socialist Communist Party, 3 août 1920, p. 157.

³⁹² BAC, RG24, 4472, Lt. Colonel G.E.B. à Lt. Colonel P.E. Davis, 8 octobre 1920, p 1.

³⁹³ BAC, RG146, 92-A-00012, One Big Union General Workers Unit, Montreal, 16 août 1920, p. 1.

Au mois d'octobre 1920, la LCWIU ferme son bureau montréalais faute de ressources financières. On demande à Binette de continuer son travail d'organisateur de façon bénévole, mais celui-ci refuse et retourne à son métier de charpentier. Il est finalement remplacé par Walter Cowan, un militant de Vancouver employé comme organisateur par le syndicat en Ontario. Ce dernier prend également en charge l'édition du journal *Le Travailleur / The Worker*. À la suite de la démission de Binette, le PS-C propose à Cowan de produire la portion française du journal. Cette entente permet à la publication de survivre pendant quelques mois avec un comité de rédaction formé de délégués des différentes unités de l'OBU et du PS-C. En décembre 1920, *Le Travailleur / The Worker* cesse définitivement ses activités. Après plusieurs mois de débats acrimonieux avec la direction de l'OBU établie à Winnipeg, la LCWIU quitte la centrale et demande son affiliation au Profintern au cours de l'année 1921³⁹⁴. Cette défection porte un dur coup à la One Big Union qui perd du même souffle près de 10 000 membres.

Les six derniers mois de l'année 1920 ont été très difficiles pour les sections montréalaises de l'OBU. Après avoir réussi tant bien que mal à s'implanter dans les milieux de travail, l'unité du groupe est en train de se fissurer. Des divergences stratégiques apparaissent entre les militants impliqués dans le syndicat qu'accroît la difficulté de recruter de nouveaux membres. Pour certains syndicalistes comme Ulric Binette, il ne fait aucun doute que les membres du PS-C nuisent au développement de l'OBU en proposant la construction d'un parti communiste.

Les comptes rendus des réunions de l'OBU et du PS-C préparés par les services de renseignement rendent compte des rapports de force qui s'exercent entre ces deux tendances et décrivent en détails les querelles politiques et personnelles entre militants. Malgré leurs limites, ces documents nous permettent de mieux comprendre les dynamiques à l'œuvre au sein du mouvement communiste canadien et d'entrevoir la perception – souvent erronée – des militants francophones montréalais à l'égard de la Troisième Internationale.

2.4 Les débats sur l'affiliation au Komintern, 1921-1922

Alors que l'OBU connaît des moments difficiles, beaucoup de militants ont les yeux tournés vers Moscou. Au mois de juillet 1920, le Komintern lance un appel à ses sympathisants disséminés à travers le monde à se

³⁹⁴ Le Profintern, ou Internationale syndicale rouge, est fondée à Moscou en 1921.

regrouper au sein de sections nationales et d'aligner leurs structures et leurs méthodes sur celles des bolchéviques. On trouve alors au Canada un grand nombre de cercles communistes actifs, dont certains sont directement affiliés à l'un des deux partis communistes présents aux États-Unis. D'après Ian Angus :

There was little or no communication or coordination between the various Communist groups in Canada until March 1921, when the International's Pan American Agency sent a representative to Canada with instructions to merge the groups into a single party. Caleb Harrison, who used the pseudonym Atwood, visited Winnipeg, Montreal and Toronto, establishing the first links between the Canadian groups. The result was the secret Unity Convention that founded the Communist Party of Canada in Guelph, Ontario, on May 23, 1921³⁹⁵.

Sous la supervision du Komintern, ces militants vont donc amorcer un processus d'unification qui mènera à la formation du Parti communiste du Canada (PCC) au mois de mai 1921. Comment Saint-Martin et les militants du PS-C s'inscrivent-ils dans cette dynamique? D'entrée de jeu, on constate que ceux-ci ont très peu d'influence dans les débats qui ont cours au sein des milieux révolutionnaires canadiens entre 1920 et 1922. Tant du côté de l'OBU que du mouvement communiste naissant, les militants montréalais – de toutes origines ethno-linguistiques confondues – sont souvent à la remorque des orientations prises à Vancouver, Winnipeg ou Toronto. Quant aux francophones, ils sont généralement absents des rencontres pancanadiennes où se prennent les décisions les plus importantes. Aucun militant de langue française n'est ainsi présent lors des premiers congrès de la One Big Union, ni lors de la fondation du Parti communiste du Canada en 1921. Plusieurs facteurs peuvent expliquer cet état de fait. La barrière linguistique est un obstacle majeur à la participation pleine et entière des militants ouvriers canadiens-français, les rencontres pancanadiennes se déroulant exclusivement en anglais. Il s'avère presque impossible pour les militants unilingues francophones de prendre part à ces débats et de se sentir concernés par les décisions qui y sont prises.

D'autre part, les membres du PS-C estiment déjà faire partie de la Troisième Internationale du seul fait qu'ils appartiennent à un parti communiste, même si celui-ci n'a aucune reconnaissance formelle de Moscou. Le Komintern voit cependant les choses d'un autre œil : un ménage s'impose parmi les organisations qui se réclament du bolchévisme à travers le monde. Vers la fin de l'automne 1920 ou au début de l'année 1921, les

³⁹⁵ Ian Angus, « A Party of a New Type. The Socialist Party of Canada and the Birth of Canadian Communism », *Marxism: A Socialist Annual*, Volume 4 (2006). <https://www.socialisthistory.ca/Docs/History/Party-New-Type.htm>, consulté le 2 septembre 2019.

militants du PS-C prennent connaissance des 21 conditions d'admission posées par le Komintern à ses sympathisants³⁹⁶. Celles-ci provoquent des débats déchirants, tout particulièrement sur les questions d'organisation syndicale. En Amérique du Nord, le Komintern privilégie une stratégie d'entrisme dans les centrales « majoritaires » plutôt qu'un soutien aux syndicats révolutionnaires comme l'OBU ou l'IWW. Ce choix délibéré a d'importantes répercussions au Canada où un parti communiste vient d'être formé. À Montréal, la One Big Union perd de nombreux militants actifs au profit du PCC³⁹⁷. Ceux-ci appliquent à la lettre les consignes du Komintern et reprennent contact avec les syndicats affiliés au CMTM. Cette position ne fait toutefois pas l'unanimité. Albert Saint-Martin refuse ainsi d'appuyer cette stratégie et ne se gêne pas pour critiquer l'action des syndicats internationaux.

Cette opposition provoque son exclusion du PS-C au mois de septembre 1921, lequel passe provisoirement sous le contrôle de Raymond Godtseels. Selon l'inspecteur Wilcox, l'officier de la GRC responsable du district de la province de Québec, « It seems a difficult matter for these radical leaders to work in harmony for any length of time. They all aspire to be the "big man" in the movement. A. St. Martin will no doubt turn up again either as the leader of a new group or change his views regarding the 9th and 10th point of the Third International and comeback into the fold again »³⁹⁸.

L'exclusion de Saint-Martin survient au moment même où le PCC reçoit la confirmation de son adhésion au Komintern. Sous le leadership de Godtseels, le groupe communiste francophone se rapproche rapidement de ce parti. Dans les assemblées organisées par son groupe au Temple du travail, Godtseels appelle les travailleurs à se joindre à la Canadian Labor Alliance (CLA). Façade « légale » du PCC clandestin, la CLA regroupe des organisations locales dirigées par des militants du parti. L'Alliance est dissoute au début de l'année 1922 pour être remplacée par le Workers' Party³⁹⁹.

³⁹⁶ Le *Bulletin communiste*, diffusé à Montréal par l'EPA, publie en effet une liste partielle de ces conditions au mois d'octobre 1920. Voir à ce sujet : Ducoulombier, *Camrades*, p. 213. Une traduction anglaise circule au Canada au début de l'année 1921.

³⁹⁷ C'est notamment le cas de Rebecca et Michael Buhay, qui retournent militer à l'ACWU après leur adhésion au PCC.

³⁹⁸ BAC, Demande d'accès à l'information A-2016-00352, RCMP, Communist Party of Canada (French Branch), Supp. 1, Vol. 1, French Socialist Communist Party, 19 septembre 1921, p. 78.

³⁹⁹ L'antenne montréalaise de la CLA, la Workers' League, soutient la candidature de Michael Buhay dans la circonscription de Georges-Étienne-Cartier lors des élections fédérales de décembre 1921. Buhay termine en troisième place avec 1500 voix. Voir notamment : « News of the W.P. of C. », *The Workers' Guard*, 7 janvier 1922, p. 1.

Malgré l'embauche de Godtseels comme permanent salarié du PCC⁴⁰⁰, force est de constater que la greffe s'avère plus difficile que prévue. Dans un article publié dans le journal *The Workers' Guard* le 17 décembre 1921, Michael Buhay admet que les efforts pour amener les militants francophones à s'impliquer dans le nouveau parti ont échoué : « Our difficulty is French-Canadians who are Reds, we cannot get them to work, they think that all we need do is to sing the Internationale three times every Sunday »⁴⁰¹.

Tout comme ce fut le cas avant la guerre après son exclusion du PSC, Saint-Martin maintient le cap. Il peut s'appuyer sur plusieurs camarades comme Zotique Marcelin, Henri Mathurin, L-N-G Pagé, Léo Mercier et Joseph Larocque, lesquels poursuivent leur engagement à ses côtés. Entre le mois de novembre 1921 et le mois d'avril 1922, les assemblées qu'ils organisent ensemble chaque dimanche après-midi au Temple du travail attirent en moyenne près de 400 personnes, soit dix fois plus que celles tenues de manière sporadique par le groupe dirigé par Godtseels.

Fidèle à la tradition établie avant la guerre, ces rencontres « publiques et contradictoires » sont ouvertes à tous. Chacun est libre de prendre la parole et les sympathisants du PCC-WP ne se gênent pas pour utiliser cette tribune afin de critiquer les positions de Saint-Martin. Le 29 janvier 1922, Ulric Binette prononce une conférence devant une salle comble au Temple du travail. Défendant la stratégie syndicale du PCC-WP⁴⁰², Binette affirme que chaque travailleur a le devoir de se joindre à la Fédération américaine du travail afin de permettre aux révolutionnaires d'en prendre le contrôle. Au lieu de chercher à mettre sur pied son propre parti communiste, Saint-Martin « (...) should work in harmony with other revolutionists who have agreed and adopted the 21 points of the Third Internationale »⁴⁰³. Saint-Martin lui réplique de manière cinglante : « I am not going to tell you to join Gomper's Union because it is controlled by the capitalist class. Do not throw your money away. The time is not far off when the American Federation of Labour will disappear »⁴⁰⁴. La révolution est à nos portes, affirme-t-il : grâce à la formation de partis communistes, la classe ouvrière sera bientôt en mesure de prendre le contrôle des industries, de l'armée et du gouvernement.

⁴⁰⁰ Nous ne sommes pas en mesure de déterminer avec certitude la provenance des fonds qui servent à payer son salaire, mais tout porte à croire qu'il s'agit de cotisations locales.

⁴⁰¹ Cité par Gauvin, *Les Communistes et la Question Nationale au Québec*, p. 37.

⁴⁰² Après son départ de l'OBU, Binette a réintégré les structures du CMTM. Voir à ce sujet : « Au Conseil des métiers et du travail », *Le Peuple*, 14 octobre 1922, p. 2.

⁴⁰³ BAC, Demande d'accès à l'information A-2016-00352, RCMP, Communist Party of Canada (French Branch), Supp. 1, Vol. 2, French Socialist Communist Party, 19 septembre 1921, p. 98.

⁴⁰⁴ *Ibid.*, p. 98-99.

Un autre aspect de la critique de Binette porte sur le recrutement des sans-travail. À ses yeux, les chômeurs ne constituent pas une assise assez solide sur laquelle on peut construire un parti communiste. Pour Saint-Martin, en revanche, les sans-travail et les journaliers forment un segment de la classe ouvrière essentiel dans la transition du capitalisme au communisme. Avec le soutien d'intellectuels, les sans-travail joueront à son avis un rôle majeur dans le processus révolutionnaire⁴⁰⁵.

Au cours de l'hiver 1922, l'audience du groupe dirigé par Saint-Martin s'élargit grâce à une vigoureuse campagne de mobilisation auprès des chômeurs. Cette stratégie éprouvée donne des résultats tangibles : elle s'appuie sur l'expérience acquise au fil des ans par ces militants. Depuis 1909, Saint-Martin et ses camarades cherchent à canaliser leur révolte. Ils parviennent en 1914 à rassembler plusieurs milliers de sans-travail au Champ de Mars et répètent à nouveau cette expérience en 1918. Au mois de janvier 1921, Saint-Martin et Pilon s'adressent aux soldats démobilisés qui organisent des actions d'éclat dans les restaurants du centre-ville. Soutenue par l'OBU, cette campagne donne pendant quelques mois un second souffle au syndicat et permet aux militants communistes de langue française de développer une assise dans la classe ouvrière⁴⁰⁶.

Si l'OBU cesse ses activités à Montréal peu de temps après la fondation du PCC, les communistes de langue française regroupés autour d'Albert Saint-Martin poursuivent leur campagne d'organisation auprès des sans-travail. Dès le mois de novembre 1921, les rapports de la GRC mentionnent que l'auditoire des assemblées communistes est majoritairement composé de chômeurs, « (...) the lowest class of the French people in Montreal, mostly unemployed who never work and never will work »⁴⁰⁷. Au mois de février 1922, Albert Saint-Martin affirme que 500 d'entre eux ont rejoint son groupe, ce qui se traduit par une forte augmentation de la participation aux réunions publiques organisées au Temple du travail. Le succès de cette campagne renforce le leadership d'Albert Saint-Martin dans les milieux de gauche. Le rapport de force s'est inversé : plusieurs militants quittent le groupe de Godtseels alors que d'autres reprennent leur engagement à ses côtés. C'est notamment

⁴⁰⁵ *Ibid.*

⁴⁰⁶ Au sujet de cette campagne, voir : Mathieu Houle-Courcelles, « Un syndicat pour les chômeurs : la One Big Union et le mouvement des sans-travail à Montréal (1921) », *Cheminevements* (mai 2016), p. 47-56.

⁴⁰⁷ BAC, Demande d'accès à l'information A-2016-00352, RCMP, Communist Party of Canada (French Branch), Supp. 1, Vol. 1, *French Socialist Communist Party*, 19 septembre 1921, p. 12.

le cas d'Albert-Ernest Forget, un militant d'origine française appelé à jouer un rôle-clé dans le milieu communiste montréalais.

Né à Montcy-Saint-Pierre en 1874, Forget immigré au Canada en 1908 en compagnie de sa deuxième épouse, Alice Theriot (ou Thiriet), avec laquelle il s'est marié l'année précédente. Le couple aura une fille dont la naissance est enregistrée au greffe de l'Hôtel de ville sans être baptisée, Forget déclarant n'être d'aucune religion. Peu de temps après son arrivée à Montréal, Forget devient un militant actif dans les milieux progressistes de langue française. En 1909, il participe à un débat organisé par le cercle Alpha Omega où il défend les principes du syndicalisme français face à Gustave Francq. Forget occupe divers métiers : inspecteur d'assurance, publiciste, peintre. Il s'implique au sein du PSC et fait partie des membres fondateurs de la coopérative La Maison du Peuple en 1910. La même année, Forget met sur pied une compagnie de prêts immobiliers avec un proche d'Albert Saint-Martin, le libre-penseur Albert-Pierre Beauchemin. Forget retourne en France en 1915 « (...) to fight for his country »⁴⁰⁸. Au moment de son départ, il est séparé de sa femme et vit en union libre.

Après de nombreux allers-retours entre l'Amérique et le vieux continent pendant et après la guerre, Forget s'établit à Montréal en 1921 en tant que « returned soldier ». Il reprend ses activités militantes à la fin de l'année, quelques mois après avoir officialisé son divorce. Le retour de Forget ne passe pas inaperçu. Selon la GRC, Forget est un très bon orateur et un radical « (...) of the worst type »⁴⁰⁹, ce qui lui vaut d'être étroitement surveillé par la police. Il apparaît régulièrement aux assemblées organisées au Temple du travail et devient rapidement l'un des militants-pivots du groupe communiste dirigé par Saint-Martin.

⁴⁰⁸ BAC, Demande d'accès à l'information A-2016-00352, RCMP, *French Socialist Communist Party*, 19 septembre 1921, Communist Party of Canada (French Branch), Supp. 1, Vol. 1, p. 20.

⁴⁰⁹ *Ibid.*

2.4.1 La Ligue des sans-travail

« To solve the unemployment question in Montreal, nothing less than a revolution is needed »⁴¹⁰

Après des mois de préparation, Saint-Martin et son entourage lancent un appel à la mobilisation des sans-travail. Leur nombre ne cesse d'augmenter à Montréal pour atteindre près de 50 000. Le 5 avril 1922, les journaux de la métropole annoncent la tenue prochaine d'une grande assemblée au Champ de Mars :

Des groupes nombreux de chômeurs parcouraient les principales rues, hier, notamment les rues Sainte-Catherine et Saint-Laurent, en protestant contre ce qu'ils ont appelé l'incurie des autorités. Plusieurs portaient des pancartes annonçant, en grosses lettres, une assemblée de sans-travail, pour aujourd'hui à 3 h. p.m., sur le Champ de Mars. Cette assemblée est appelée par le comité des sans-travail, dont le secrétaire est M. Zotique Marcellin [sic], et qui a son siège au Temple du Travail. M. Marcellin a expliqué que son comité a fait écrire près de 200 lettres personnelles aux échevins, aux députés, aux membres des principaux corps publics de la métropole ; le Board of Trade, le conseil des métiers et du travail, l'association des manufacturiers, et autres, pour leur exposer la situation créée par le chômage. Or, c'est pour faire connaître les réponses reçues jusqu'ici aux lettres du comité, que cette assemblée est convoquée sur le Champ de Mars⁴¹¹.

Le 6 avril, entre 1000 et 3000 personnes répondent à l'appel des communistes. Les journaux font un portrait très détaillé de la manifestation :

Parmi l'auditoire, on remarquait des hommes de tous les âges ; tous étaient bien mis et propres. Plusieurs ouvriers autour de nous "roulaient" leurs cigarettes ce qui nous a convaincu qu'ils étaient sans travail. On verra par le résumé que nous donnons des discours que la note gaie n'a pas dominé. Les orateurs ont fait appel indirectement [sic] à la révolution. L'un d'eux, monsieur Saint-Martin, a même été très formel. (...) Le problème discuté est l'un des plus importants au monde. C'est un problème universel. En Angleterre, il y a 1,700,000 sans travail ; à Montréal, il y en a 50,000, chiffre effarant puisqu'il représente près de 150,000 bouches qui sont appelées à manquer de pain⁴¹².

⁴¹⁰ « Revolt Cure for Unemployment », *Montreal Daily Star*, 7 avril 1922, p. 35.

⁴¹¹ « Pour les sans-travail », *Le Canada*, 6 avril 1922, p. 8. Voir également : « 50,000 chômeurs au Champ de Mars, demain », *La Patrie*, 5 avril 1922, p. 7. ; « Une manifestation des sans-travail », *La Presse*, 6 avril 1922, p. 13.

⁴¹² « Le capitaliste devrait se reposer, et les ouvriers conduire les industries », *La Patrie*, 7 avril 1922, p. 12.

D'après le journal *La Patrie*, Saint-Martin « est bolchéviste et tient à ce qu'on le sache »⁴¹³. Il explique à la foule que chaque phase de l'histoire de l'humanité se termine par une révolution et que celle qui se débarrassera de la bourgeoisie est proche, donnant en exemple « les pays comme la Russie et autres pays environnants qui se sont révoltés, ont adopté le communisme et s'en trouvent bien. Il déclare qu'il n'hésitera pas à prononcer le mot fatidique de la révolte aux sans-travail le moment arrivé. Il cite le cas de l'armée expéditionnaire de Sibérie qui s'est ralliée au bolchévisme et qui, dit-il s'est révoltée contre ses officiers »⁴¹⁴.

Prenant la parole après lui, Henri Mathurin s'attaque également au système capitaliste : « Il faut que l'ouvrier retire 100 p.c. de ce qu'il produit et c'est la doctrine du communisme. (...) Il faut changer cela par une grande organisation des sans travail. Il faut des réunions nombreuses et multiples afin de faire trembler le capitaliste »⁴¹⁵. Un autre militant communiste, le syndicaliste Napoléon Ménard, insiste pour « (...) que le capitaliste abandonne les clefs de ses manufactures aux ouvriers »⁴¹⁶.

Les militants communistes proposent aux chômeurs présents « (...) la fondation immédiate d'une ligue dite "la ligue des sans-travail" qui sera chargée (...) de faire ce que les gouvernements ont négligé de faire. (...) À l'issue de l'assemblée, M. Saint-Martin annonça que la ligue des sans-travail, qui venait d'être formée, allait se mettre immédiatement à l'œuvre et que ses délibérations seront communiquées aux sans-travail au cours d'une nouvelle assemblée qui aura lieu jeudi prochain sur le Champ de Mars »⁴¹⁷

Le journal *The Gazette*, qui consacre un long article à cette manifestation, insiste sur le caractère révolutionnaire du rassemblement. Pour les communistes de langue française, la mise sur pied de la Ligue doit servir à « bolchéviser » leur mouvement aux moyens d'une structure quasi-militaire et d'une chaîne de commandement hiérarchisée :

Nothing short of red, fiery revolution will solve the unemployment question in Montreal, according to Albert St. Martin, stenographer of the Superior Court (...). Speaking through a megaphone, so

⁴¹³ *Ibid.*

⁴¹⁴ *Ibid.*

⁴¹⁵ *Ibid.*

⁴¹⁶ *Ibid.*

⁴¹⁷ « L'assemblée des sans-travail sur le Champ de Mars », *La Presse*, 7 avril 1922, p. 23.

that his voice carried to the other side of Craig street, Mr. St. Martin announced that further demands of a peaceful nature were futile, and the League of the Unemployed would be formed. An executive committee or council, on the Soviet model, will be chosen and a "plan of campaign" will be studied. (...) Bare-headed, gesticulating, and with the perspiration streaming from his face, Mr. St. Martin thundered out imprecations against the capitalists and the existing social system. The great ideal held forth was Russia; the means of attaining his goal was revolution, and revolution only ; the hero of the movement [is] the workman in general, and the unemployed in particular. (...) There will be no violence until the crucial moment has arrived ; but when it does come, and beware capitalists, we shall shout « Forward » and nothing shall withstand our storm⁴¹⁸.

L'article attire aussi notre attention sur un autre orateur, dont l'allure et la langue recherchées tranchent avec le reste de la foule : « The last speaker, who was wearing light grey suede gloves, a Raglan spring overcoat and spats, spoke on the same line, but very academically, Latin quotations here and there, for the edification of his audience »⁴¹⁹. L'homme en question s'appelle Louis-Achille Cusson. Né à Saint-Liboire en 1866, Cusson déménage dans le quartier Sainte-Marie avec sa famille vers 1882. Tout comme Saint-Martin, Cusson exerce le métier de sténographe au Palais de justice de Montréal⁴²⁰. Son frère, Victor Cusson, siège en tant que juge à la Cour des Sessions. Avant la Première Guerre mondiale Louis-Achille Cusson fréquente les milieux franc-maçon et libre-penseur, notamment le cercle Alpha Omega. Il se joint au PS-C en 1920 et prononce plusieurs conférences au Temple du travail. Contrairement aux autres orateurs révolutionnaires, ses interventions sont soigneusement préparées d'avance et donnent lieu parfois à des transcriptions sous forme de brochures lorsque les fonds du groupe le permettent. Sous le pseudonyme de Jean Valjean, son allocution devant la Ligue des sans-travail est d'ailleurs publiée à Montréal en 1922⁴²¹

Une semaine après sa première assemblée, la Ligue des sans-travail organise un deuxième rassemblement au Champ de Mars réunissant entre 2000 et 3000 personnes. D'après le compte-rendu publié dans *La Patrie*, « on a distribué la constitution de la "Ligue" sur des feuillets. Il y est dit qu'un sans travail reste membre, même s'il travaille »⁴²². Le journal insiste surtout sur la formation d'une « armée rouge » par Saint-Martin et ses camarades, la tournant au ridicule :

⁴¹⁸ « 'Red' Speeches on Champ de Mars », *The Gazette*, 7 avril 1922, p. 4.

⁴¹⁹ *Ibid.*

⁴²⁰ Les rapports entre Saint-Martin et Cusson se brouillent en 1927. Dans un article du journal *La Presse*, on apprend que Saint-Martin a l'habitude de jouer aux échecs dans la salle réservée aux sténographes du Palais de justice de Montréal, ce qui est interdit. Les deux hommes en viennent aux coups après que Saint-Martin eut accusé Cusson de l'avoir dénoncé aux responsables du Palais du justice. « Partie d'échecs qui a mal fini », *La Presse*, 30 mai 1927, p. 2.

⁴²¹ À ce sujet, voir : Jean Valjean, *La Crise*, Montréal, Éditions de la rue Dorion, 2017 (1922), 80 p.

⁴²² « Montréal possède depuis jeudi son armée rouge », *La Patrie*, 15 avril 1922, p. 21.

Son effectif est de 34 hommes ; un généralissime, M. Saint-Martin, sténographe, trois caporaux et trente hommes divisés en trois bataillons de 10 hommes chacun. Cela nous rappelait le temps de la guerre alors que paraient des bataillons. L'appel aux armes n'a pas manqué de solennité. Il a été fait après deux heures de discours les plus incendiaires qu'il soit possible d'imaginer sur les relations futures du capital et du travail. (...) En bolchévisme montréalais, les bataillons s'appellent des "gangs"⁴²³.

Le journal *La Presse* utilise le même champ lexical pour décrire cet événement [nous soulignons] : « La constitution de cette ligue pourvoit aussi à l'organisation d'une hiérarchie militaire. Ainsi, des caporaux sont nommés, avec mission de former des équipes ou escouades de soldats de dix hommes chacune. Hier, on remarquait parmi les nouveaux caporaux MM. Simon et L-N-G Pagé qui firent manœuvrer leurs hommes sur le Champ de Mars »⁴²⁴. L'usage répété de termes militaires pour décrire les activités de la Ligue et du rôle joué par Saint-Martin peut s'expliquer à la lumière de « l'expérience de guerre » des Montréalais. Pendant plusieurs années, les citoyens de la métropole ont vu les soldats parader dans leur ville, tout particulièrement au Champ de Mars. D'autres articles décrivant les préparatifs des socialistes en vue du 1^{er} mai utilisent le même vocabulaire [nous soulignons] : « M. Albert Saint-Martin, grand maréchal de la parade depuis quelques années qui a enregistré sur le Champ de Mars des bataillons de sans-travail, se mettra encore en tête de la procession cette année. Il a pris en mains l'organisation et il compte grouper un grand nombre de manifestants »⁴²⁵.

Quelques jours avant la Journée internationale des travailleurs, il prend de nouveau la parole au Champ de Mars, cette fois-ci devant un groupe de débardeurs du Port de Montréal, lesquels souhaitent éviter que les chômeurs ne prennent leur place s'ils devaient déclencher une grève⁴²⁶. Cet événement confirme le rôle-clé joué par Saint-Martin auprès des sans-travail. Le 1^{er} mai, environ 3000 personnes participent au rassemblement organisé par les formations de gauche. Le groupe de Saint-Martin choisit de se rassembler au Temple du travail avant « (...) de se rendre en corps »⁴²⁷ jusqu'au lieu de départ de la marche sur la rue Prince-Arthur. Ce détail est significatif : en agissant de la sorte, les communistes de langue française cherchent à projeter une image de cohésion et de discipline conforme à celle qu'ils se font du bolchévisme.

⁴²³ *Ibid.*

⁴²⁴ « Une assemblée de sans-travail sur le Champ de Mars », *La Presse*, 15 avril 1922, p. 13.

⁴²⁵ « Prochaine parade des socialistes », *Le Canada*, 18 avril 1922, p. 6.

⁴²⁶ « Le différend des ouvriers du port dans le 'Statu Quo' », *La Presse*, 25 avril 1922, p. 11.

⁴²⁷ « On célèbre le 1^{er} mai à Montréal », *La Presse*, 1^{er} mai 1922, p. 19.

Fidèle à son habitude, Saint-Martin quitte Montréal pour La Kanado à la mi-mai, laissant à d'autres membres de son groupe le soin d'organiser les conférences hebdomadaires au Temple du travail. Si l'on se fie aux rapports produits par la GRC, la participation à ces assemblées décline rapidement après la manifestation du 1^{er} mai. Comme plusieurs autres campagnes similaires menées antérieurement par Saint-Martin, les premiers gestes posés par la Ligue des sans-travail furent spectaculaires mais ses retombées à moyen et long terme demeurent beaucoup moins tangibles. Les sources que nous avons consultées restent muettes sur ce qu'il advient de cette organisation. Il est plausible que les actions de la Ligue aient favorisé le recrutement de nouveaux militants, mais tout porte à croire qu'elle fut dissoute après avoir permis au groupe communiste de faire bonne figure lors de la manifestation du 1^{er} mai. Cet aspect ne doit pas être négligé, dans la mesure où Saint-Martin accorde une importance toute particulière à ce rendez-vous annuel, l'un des moments-clés du calendrier militant montréalais. Présent depuis le début de cette tradition à Montréal, son rôle comme organisateur lui donne une visibilité publique non négligeable. Le 1^{er} mai sert aussi de baromètre permettant de jauger le poids relatif des différentes formations qui se partagent le champ politique révolutionnaire. Une mobilisation réussie, avec une forte participation canadienne-française, permet à Saint-Martin d'affirmer son leadership et sa crédibilité auprès des autres militants.

2.5 D'autres acteurs

La réorganisation du champ politique révolutionnaire entraîne l'apparition de nouvelles formations politiques. Parallèlement au développement du PS-C, d'autres groupes sont mis sur pied et cherchent à rassembler les militants francophones. Le premier d'entre eux, le Parti socialiste indépendant (PSI), est animé par F.W. Gerrish et Hyman Edelstein, tous deux d'origine irlandaise. Créé en 1920 dans la foulée du mouvement d'opposition à la conscription, le PSI se distingue par son discours anti-impérialiste, son appui à l'OBU, au Sinn Fein et à la révolution russe⁴²⁸. Pendant sa courte existence, le PSI offre une tribune à des militants de langue française comme L-N-G Pagé et Ulric Binette⁴²⁹. Malgré la publication d'un journal (*Revolt*) et de nombreux appels à l'unité

⁴²⁸ Kealey et Whitaker, *RCMP Security Bulletins 1919-1929*, p. 97-98.

⁴²⁹ « Assemblée socialiste à Montréal », *La Patrie*, 12 août 1920, p. 11. « Pour résister à la guerre jusqu'à l'extrême limite », *Le Canada*, 12 août 1920, p. 6.

des révolutionnaires afin de soutenir la candidature de F.W. Gerrish dans la circonscription de Saint-Laurent⁴³⁰, le PSI aura une existence éphémère, disparaissant moins de deux ans après sa fondation.

Un autre groupe a une influence plus significative dans le milieu militant montréalais : l'Association sociale économique ouvrière (ASEO). Mise sur pied au mois de septembre 1921 et animée à l'origine par l'avocat Dan McAvoy et le syndicaliste d'origine belge Auguste Boddard, l'ASEO cherche à « (...) grouper tous les salariés dans une immense société secrète qui aurait ses ramifications non seulement dans l'Amérique du Nord, mais dans l'univers entier »⁴³¹. L'Association résume ainsi ses objectifs :

(...) s'aider les uns les autres, non seulement par de vaines paroles, mais par une action suivie ; se protéger au point de vue économique, non seulement entre eux, mais même contre les autres classes de la société ; se mettre en dehors et au-dessus de toutes les questions ne ressortent pas intégralement de l'ordre social et économique ; fonder des œuvres qui auront pour but d'améliorer la position sociale du salarié, de lui permettre d'avoir une place plus grande au soleil, une vie plus digne d'un homme libre et des plaisirs proportionnés au travail qu'il doit s'imposer⁴³².

Cherchant à former « (...) un groupe compact dont les membres pourront et devront se considérer comme des frères »⁴³³, l'ASEO insiste sur le fait qu'elle n'empiète sur les prérogatives d'aucune organisation ouvrière déjà existante : « nous laissons les Unions de métiers accomplir leur œuvre, qu'elles soient nationales ou internationales »⁴³⁴. Son fonctionnement reproduit les codes et les pratiques de la franc-maçonnerie, à laquelle McAvoy a appartenu avant la Première Guerre mondiale. Si l'ASEO invite « (...) tous les salariés syndiqués, organisés ou non organisés, de quelque sexe, race ou nationalité ou [de] quelque opinion religieuse ou politique qu'ils soient »⁴³⁵, elle demeure une organisation exclusivement masculine. Lors de son initiation, chaque nouveau membre doit choisir un pseudonyme et se voit remettre un mot de passe – « Liberté », « Justice » - afin de pouvoir assister aux assemblées.

⁴³⁰ *Le Monde ouvrier*, 1^{er} octobre 1921, p. 3.

⁴³¹ BAC, Demande d'accès à l'information A-2016-00352, Communist Party of Canada (French Branch), Supp. 1, Vol. 1, Association sociale économique ouvrière, *Programme*, p. 81.

⁴³² *Ibid.*, p. 82.

⁴³³ *Ibid.*, p. 83.

⁴³⁴ *Ibid.*, p. 82.

⁴³⁵ *Ibid.*

Les pseudonymes choisis par les membres de l'ASEO nous permettent d'ouvrir une fenêtre sur l'imaginaire individuel et collectif de ces militants ouvriers. Cet imaginaire traduit la valorisation de la lutte politique dans leur expérience militante. Très diversifiés, ces pseudonymes reprennent souvent le nom de figures révolutionnaires – Spartacus⁴³⁶, Marat⁴³⁷, Robespierre⁴³⁸, Jaurès⁴³⁹, Lénine⁴⁴⁰, Reclus⁴⁴¹ –, littéraires – Rabelais⁴⁴², Voltaire⁴⁴³, Burns⁴⁴⁴ – ou religieuses – Lucifer⁴⁴⁵. D'autres marquent l'identité de classe des militants – Prolo⁴⁴⁶, Couturier⁴⁴⁷ –, leurs valeurs – Justice⁴⁴⁸, Observateur⁴⁴⁹, Laliberté⁴⁵⁰ –, leurs lieux de naissance – Sylvan Danube⁴⁵¹, Breton⁴⁵², Scott⁴⁵³ –, leurs passe-temps – Cosmos⁴⁵⁴, Belvoie⁴⁵⁵ – voire même des animaux auxquels ils s'identifient – Pigeon⁴⁵⁶, Tigre⁴⁵⁷, Oiseau⁴⁵⁸.

Après seulement quelques mois d'existence, l'ASEO parvient à recruter une bonne partie des militants ouvriers francophones les plus actifs de Montréal et éveille l'intérêt des forces policières qui y voient un groupe mieux organisé et plus influent que le PS-C, notamment en raison de la « qualité » de ses membres : « The majority of the members are able to address any audience in a very forceful manner, far different from the members of say, the French Socialist Party or the Workers Political Party of Canada, the majority of whose active members are culled from the working and unskilled labouring classes »⁴⁵⁹. Si la GRC estime qu'à ses débuts l'ASEO est

⁴³⁶ Pseudonyme d'Ulric Binette.

⁴³⁷ Pseudonyme d'Albert Boisseau.

⁴³⁸ Pseudonyme de Joseph Saint-André.

⁴³⁹ Pseudonyme d'Albert-Ernest Forget.

⁴⁴⁰ Pseudonyme de W. Bélanger.

⁴⁴¹ Pseudonyme de Louis Beausoleil.

⁴⁴² Pseudonyme d'Émile Dumont.

⁴⁴³ Pseudonyme de J.L. Lambert.

⁴⁴⁴ Pseudonyme de William Dixon. Dixon est le secrétaire de la section anglophone de l'ASEO.

⁴⁴⁵ Pseudonyme de Charles Monette.

⁴⁴⁶ Pseudonyme d'Auguste Boddard.

⁴⁴⁷ Pseudonyme de Joseph Veauligney.

⁴⁴⁸ Pseudonyme d'Étienne D. Gravelet.

⁴⁴⁹ Pseudonyme de L-N-G Pagé.

⁴⁵⁰ Pseudonyme d'A. Saint-Jacques.

⁴⁵¹ Pseudonyme d'Alexandre Cincinat.

⁴⁵² Pseudonyme d'Étienne Tilliol.

⁴⁵³ Pseudonyme d'Alex Gauld.

⁴⁵⁴ Pseudonyme d'Alfred Doyen.

⁴⁵⁵ Pseudonyme d'A.P. Beauchemin.

⁴⁵⁶ Pseudonyme de Conrad Lacombe.

⁴⁵⁷ Pseudonyme de T. Taillefer.

⁴⁵⁸ Pseudonyme de J.B. Malboeuf.

⁴⁵⁹ BAC, Demande d'accès à l'information A-2016-00352, RCMP, Communist Party of Canada (French Branch), Supp. 1, Vol. 3, *Social Economic Labour Association*, 17 novembre 1922, p. 103.

un groupe radical, voire communiste, son programme et la composition initiale de son *membership* nous incitent à douter de cette affirmation.

L'ASEO s'est construite sur des assises très fragiles. Ses membres fondateurs prétendent en effet que l'Association est dirigée par un comité secret et qu'elle compte des militants en France et aux États-Unis. Le nombre d'adhérents est gonflé artificiellement afin de donner l'impression que l'Association compte plus de 1000 membres, alors que leur nombre réel avoisine plutôt les 300. McAvoy affirme également avoir fait l'acquisition d'un terrain au centre-ville à la demande des membres de l'exécutif secret pour y faire construire une « Maison du peuple » sur le modèle de celles qu'on trouve en Europe, projet qui ne se matérialisera jamais. Ces affirmations ont pour but de créer un effet d'attractivité et de favoriser la position du groupe dans le rapport de force face aux autres organisations. La seule activité concrète de l'ASEO se limite à la publication du journal *Le Peuple* dont la production est confiée à Auguste Boddard et à Albert-Ernest Forget. Le premier numéro paraît le 2 septembre 1922 pour être diffusé à l'occasion de la Fête du travail. Le moment choisi pour lancer *Le Peuple* est significatif : il traduit la proximité de Boddard avec le CMTM où ce dernier occupe les fonctions d'agent de propagande⁴⁶⁰.

Au cours de l'automne 1922, des divergences apparaissent au sein de l'ASEO. Menée par Albert-Ernest Forget, son aile gauche cherche à obtenir des précisions sur la véritable composition du groupe et demande à rencontrer les membres du soi-disant exécutif secret⁴⁶¹. Une crise éclate au mois de novembre 1922, menant au départ de McAvoy et la reprise en main de l'Association par une nouvelle équipe dirigeante composée exclusivement de militants communistes : Albert-Ernest Forget, L-N-G Pagé, Joseph Saint-André, Joseph Larocque, Henri Bélec, Charles St-John⁴⁶² et C. Paquette.

⁴⁶⁰ Rappelons que le CMTM s'oppose à la célébration du 1^{er} mai et continue de souligner exclusivement la Fête du travail qui a lieu chaque année le premier lundi du mois de septembre.

⁴⁶¹ BAC, Demande d'accès à l'information A-2016-00352, Communist Party of Canada (French Branch), Supp. 1, Vol. 3, *Report presented to Local no. 2 of the S.E.L.A., by the Investigation Committee appointed regularly by unanimous decision of the local*, non daté, p. 97-101.

⁴⁶² Charles St-John, alias Violette, est né à Bridgetown (British West Indies) en 1881. Marié, père de deux enfants, il occupe le métier d'imprimeur après son arrivée à Montréal en 1910. St-John est l'un des rares militants socialistes afro-caribéen actifs dans la métropole. Il quitte le Canada pour les États-Unis en 1923. St-John décède à Brooklyn en 1931.

Au début de l'année 1923, Forget et l'ASEO prennent leurs distances face au groupe dirigé par Saint-Martin. Selon la GRC, ces deux militants sont devenus des rivaux au sein du milieu communiste montréalais : « St. Martin looks upon himself as the only real Communist in the movement and that his party (...) is the only one which is worthy of affiliation with the Third Internationale. On the other hand, Forget adopts much the same attitude, and he asserts that he is in communication with 'Reds' in France who have sufficient influence to bring affiliation about »⁴⁶³. Les liens présumés de Forget avec des militants français sont plausibles. Après tout, celui-ci effectue de nombreux aller-retour entre la France et le Canada après la guerre. Cependant, on ne trouve aucune trace de son engagement politique en France avant son arrivée à Montréal vers 1909, pas plus lors de son séjour dans ce pays pendant la guerre. Dans ces circonstances, cette affirmation ressemble davantage à un argument d'autorité destiné à répondre aux attentes des militants de l'ASEO afin d'affermir la légitimité de son leadership. Cette stratégie semble fonctionner : d'après la police, le groupe de Forget compterait environ 80 membres contre seulement une vingtaine pour celui dirigé par Saint-Martin.

Les changements qui s'opèrent au sein de l'ASEO suscitent l'intérêt du PCC, qui cherche depuis sa fondation à rallier des militants francophones. Le parti est en contact depuis quelque temps avec le secrétaire de l'ASEO, C. Paquette⁴⁶⁴. Avec l'aide de Joseph Knight, un ancien organisateur de l'OBU qui s'est joint au PCC dès sa fondation, Paquette parvient à convaincre les autres membres de l'exécutif de l'ASEO d'entamer un processus de fusion avec le Workers' Party. Signe tangible de ce rapprochement, l'ASEO délègue son président, « Tigre » Taillefer, comme observateur lors du 2^e congrès annuel de cette organisation tenu à Toronto à la fin du mois de février 1923. Malheureusement pour Paquette et Knight, Taillefer se montre particulièrement critique à son retour. D'après la GRC, « Taillefer (...) strongly opposed affiliation with that Party, on the grounds that in his opinion the Party is composed of Bourgeois and not Communists »⁴⁶⁵. Il reproche aussi au Workers' Party d'avoir des permanents payés 30\$ par semaine et doute même de l'affiliation du PCC au Komintern.

⁴⁶³ BAC, Demande d'accès à l'information A-2016-00352, RCMP, Communist Party of Canada (French Branch), Supp. 1, Vol. 3, *Social Economic Labour Association*, 8 mars 1923, p. 41.

⁴⁶⁴ Il s'agit vraisemblablement d'Elphège Paquette (1880-1956), un employé civil qui pendant la guerre a fait partie du Club ouvrier Lafontaine. Selon divers témoignages, dont ceux de Sidney Sarkin et de Tim Buck, Paquette jouera un rôle prépondérant au PCC pendant les années 1920. Voir à ce sujet : Régine Robin, « Sidney Sarkin : Un destin juif canadien ». Krzysztof Majer, Justyna Fruzińska, Józef Kwaterko et Norman Ravvin, dir., *Kanade, di Goldene Medine?*, Leiden, Brill, p. 218-229.

⁴⁶⁵ BAC, Demande d'accès à l'information A-2016-00352, RCMP, Communist Party of Canada (French Branch), Supp. 1, Vol. 3 *Social Economic Labour Association*, 28 février 1923, p. 45.

Soucieux d'obtenir une reconnaissance formelle de Moscou, l'exécutif de l'ASEO prend la décision de demander directement son adhésion à la Troisième Internationale. Au mois de mars 1923, l'ASEO – rebaptisée Fédération communiste ouvrière – entreprend des démarches auprès de Gueorgui Tchitcherine⁴⁶⁶ afin de devenir la section canadienne-française de l'Internationale communiste. Cette correspondance interceptée par la GRC nous permet de mieux comprendre le chemin parcouru par les militants de l'ASEO, mais aussi leur compréhension limitée des débats qui ont cours depuis 1920 au sein du mouvement communiste international.

La lettre mentionne que ses membres ont d'abord milité au sein de la section française du PSC avant d'adhérer à l'ASEO où ils sont parvenus à expulser les « francs-maçons bourgeois ». À leur avis, seule une organisation secrète peut agir efficacement au Canada. Différentes raisons sont invoquées, dont le fait de pouvoir garantir l'anonymat de ses dirigeants, d'assurer une meilleure sélection des membres et de faciliter leur action clandestine au sein des syndicats et des organisations ouvrières⁴⁶⁷.

Sans surprise, l'exécutif de l'ASEO ne reçoit aucune réponse à sa demande. Moscou contacte plutôt le PCC pour que celui-ci réitère aux militants canadiens-français les directives du Komintern, qui ne reconnaît qu'une seule section nationale par pays⁴⁶⁸. Le 3 juillet 1923, le secrétaire du PCC, William Moriarty, informe l'ASEO de cette décision et propose au groupe de devenir « (...) a French Branch of the Communist Party »⁴⁶⁹. Quelques jours plus tard, les membres de l'ASEO réunis en assemblée générale acceptent à l'unanimité – moins une voix – la proposition soumise par le PCC⁴⁷⁰. Le groupe compte alors une centaine de membres, dont environ 70 militants actifs.

Au cours de l'année 1923, la section française du PCC-WP prend le dessus sur le parti dirigé par Saint-Martin. L'affiliation du groupe au Komintern semble jouer un rôle important dans ce rapport de force. Déçu et amer de

⁴⁶⁶ Gueorgui Tchitcherine (1872-1936) est un militant bolchévique russe ayant occupé la fonction de Commissaire du peuple aux affaires étrangères de 1918 à 1930.

⁴⁶⁷ BAC, Demande d'accès à l'information A-2016-00352, RCMP, Communist Party of Canada (French Branch), Supp. 1, Vol. 3, *Social Economic Labour Association*, 31 mars 1923, p. 23-25. Il semble que cette lettre, écrite d'abord en français, fit l'objet d'une traduction avant d'être envoyée le 25 avril 1923.

⁴⁶⁸ BAC, Demande d'accès à l'information A-2016-00352, Communist Party of Canada (French Branch), Supp. 1, Vol. 4, William Moriarty à Michael Buhay, 3 juillet 1923, p. 71-72.

⁴⁶⁹ *Ibid.*

⁴⁷⁰ BAC, Demande d'accès à l'information A-2016-00352, RCMP, Communist Party of Canada (French Branch), Supp. 1, Vol. 4, *Social & Economic Labor Association*, 12 juillet 1923, p. 67.

voir de plus en plus de ses camarades rejoindre le camp adverse, Saint-Martin se retire de la vie militante et cesse toute activité politique pendant plusieurs mois. Les conférences organisées au Temple du travail se poursuivent néanmoins. Comme ce fut le cas pendant la guerre, Henri Mathurin prend la relève de Saint-Martin et anime plusieurs de ces rencontres. La GRC rapporte aussi la présence de militants anarchistes comme Joseph Bonnefoy et Alfred Desjardins dans les assemblées tenues au mois décembre 1923. Dans leurs discours, on voit apparaître un point de vue critique sur le régime soviétique, prélude aux lignes de fractures qui surgiront dans le milieu communiste entre 1924 et 1935 :

(...) it is nothing else but another Capitalist System which is established in Russia. The name has changed but it is as bad under the Red Guard as any Capitalist Government at its worst because they have taken control of everything and force everybody to work. The so called Communists have killed all anarchists they can get hold of in Russia, - all the best intellects. This Soviet Government is going back to slavery⁴⁷¹.

Dans les mois qui suivent l'adhésion de l'ASEO au PCC-WP, les communistes de langue française réorganisent leurs activités. Sous la supervision de Paquette, le fonctionnement du groupe se formalise et ses militants participent aux meetings organisés par le parti à Montréal. Le 19 août, Forget et Taillefer prennent ainsi la parole au parc Jeanne-Mance (Fletcher Field) lors d'une assemblée de solidarité avec les mineurs de Nouvelle-Écosse en compagnie du président (*chairman*) du PCC, Jack McDonald⁴⁷². Dans sa presse officielle, l'exécutif du PCC-WP se félicite de la présence des Canadiens français⁴⁷³. Celle-ci lui assure une meilleure légitimité en tant que parti « authentiquement » canadien et lui permet de répondre également aux attentes formulées par le Komintern concernant la composition de son *membership*. Cette lune de miel est toutefois de courte durée. La « French Branch » demande la publication de contenu francophone dans la propagande du parti, ce que le PCC-WP refuse en prétextant le manque de fonds⁴⁷⁴. Des tensions apparaissent également au sein du groupe et la section commence à expulser des membres pour divers motifs, craignant tout particulièrement la présence « d'espions » envoyés par Saint-Martin⁴⁷⁵.

⁴⁷¹ BAC, Demande d'accès à l'information A-2016-00352, RCMP, Communist Party of Canada (French Branch), Supp. 1, Vol. 4, *French Socialist Communist Party*, 11 décembre 1923, p. 10.

⁴⁷² BAC, Demande d'accès à l'information A-2016-00352, Communist Party of Canada (French Branch), Supp. 1, Vol. 4, *Défendons les victimes de la grève de Nouvelle-Écosse*, tract non daté, p. 65.

⁴⁷³ « Montreal Celebrates Anniversary », *The Worker*, 24 novembre 1923, p. 1

⁴⁷⁴ BAC, Demande d'accès à l'information A-2016-00352, Communist Party of Canada (French Branch), Supp. 1, Vol. 4, William Moriarty à Michael Buhay, 3 juillet 1923, p. 71-72.

⁴⁷⁵ BAC, Demande d'accès à l'information A-2016-00352, RCMP, Communist Party of Canada (French Branch), Supp. 1, Vol. 4, Workers Party of Canada. French Branch (District no. 2), 31 octobre 1923, p. 71-72. Voir également : BAC, Demande

Celui-ci prépare en effet une contre-offensive destinée à reprendre le leadership du milieu communiste de langue française. Le 6 janvier 1924, Saint-Martin prononce un discours lors d'une assemblée tenue au Temple du travail dans lequel il s'en prend avec virulence au Workers' Party : « I have not been at the meetings for the last eight months. My reason everybody knows. It was because all the best members of the Communist Party had joined the Workers Party. Today, I have decided to fight to Workers Party openly »⁴⁷⁶.

Poursuivant sur sa lancée, Saint-Martin critique également le régime soviétique et son emprise sur le mouvement communiste international :

He made a general review of Russia from the Revolution up to the present saying Lenine and others of his 'gang' have tried different systems of Government but have not succeeded. They had to come to use money and deal with Capitalist classes, so we cannot call it a Communist Government. He also spoke about Germany, France, Poland and Italy saying that all those countries are under the control of Soviet Russia. Also in the United States there is a big clan of the Workers Party organizing by order of the Soviet of Russia. They are also organizing here in Canada⁴⁷⁷.

Dans sa conclusion, Saint-Martin lance un appel à l'auto-organisation des travailleurs canadiens-français : « This is what I want to make you Workers understand, that we organize the French Communists without depending upon Russia. We don't want Dictators from other countries in Canada, we can do our world ourselves »⁴⁷⁸.

Ce discours marque un point tournant dans l'itinéraire politique d'Albert Saint-Martin. En affirmant que les dirigeants bolchéviques ont échoué dans leur tentative d'instaurer un régime communiste, Saint-Martin rompt avec les positions qu'il défend depuis 1918. C'est le début d'un long processus de redéfinition de sa pensée

d'accès à l'information A-2016-00352, RCMP, Communist Party of Canada (French Branch), Supp. 1, Vol. 5, Workers Party of Canada. French Branch, 16 janvier 1924, p. 122.

⁴⁷⁶ BAC, Demande d'accès à l'information A-2016-00352, RCMP, Communist Party of Canada (French Branch), Supp. 1, Vol. 5, French Socialist Communist Party, 16 janvier 1924, p. 124.

⁴⁷⁷ *Ibid.*

⁴⁷⁸ *Ibid.*

politique qui l'incite à élaborer un nouveau projet révolutionnaire se situant à la croisée du marxisme, de l'anarchisme et du socialisme utopique : le communisme intégral.

La période qui vient de s'écouler s'avère cruciale dans la redéfinition des rapports de force au sein du champ politique révolutionnaire. Beaucoup de militants revoient leur engagement afin de répondre à l'appel du Komintern. Les Canadiens français doivent se résoudre à l'évidence : pour rejoindre le camp de la « révolution mondiale », il faut d'abord passer par Toronto. Pour ceux qui refusent de renoncer à leur autonomie politique et organisationnelle, il ne reste qu'un seul chemin possible : trouver de nouveaux référents afin de poursuivre leur engagement militant.

2.6 Portrait des militants du milieu communiste, 1919-1923

Avant de nous pencher sur les implications de cette décision sur les idées et les pratiques mises de l'avant par les militants communistes de langue française, prenons le temps d'analyser la composition de leur milieu entre 1919 et 1923. Cette période extrêmement volatile peut être subdivisée en trois moments distincts au cours desquels se repositionnent les militants communistes : la révolte ouvrière (1919-1920), la construction du PS-C (1920-1922) et l'émergence de l'ASEO comme pôle d'organisation communiste (1922-1923). Reprenant les mêmes catégories utilisées dans notre premier chapitre, nous avons identifié 78 individus ayant joué un rôle actif au sein de la section française du PSC, de la One Big Union, du Parti socialiste (communiste) et de la Ligue des sans-travail. Nous avons exclu de cet échantillon les militants ayant adhéré exclusivement à l'ASEO comme D. McAvoy, au PCC-WP comme C. Paquette ou à d'autres groupes de gauche comme le POC ou le PSI afin de nous concentrer exclusivement sur ceux faisant partie de l'entourage d'Albert Saint-Martin ou dont la présence est rapportée dans les activités qu'il contribue à organiser.

2.6.1 Un fossé générationnel ?

Dans ce milieu presque exclusivement masculin⁴⁷⁹, à peine un militant sur cinq a un engagement politique connu avant 1914. Cela confirme le renouvellement de ce milieu politique, en lien avec les ruptures provoquées par la guerre et la révolution russe. Si quelques-uns se sont radicalisés pendant la crise de la conscription – pensons à L-N-G Pagé, Gaston Pilon ou Napoléon Ménard – la grande majorité d'entre eux amorcent leur « carrière » de militants révolutionnaires après 1918. Cela se reflète sur l'âge médian de ces deux cohortes en 1919 : 43 ans pour celle d'avant-guerre contre 34 ans pour la cohorte d'après-guerre. Né en 1865, Saint-Martin fait figure de vétéran : 33 ans le séparent des militants les plus jeunes, nés en 1898. Cet écart générationnel a des conséquences importantes sur la stabilité des groupes animés par Saint-Martin entre 1924 et 1934.

La cohorte d'après-guerre ne constitue pas une génération homogène. Une douzaine d'individus ont combattu dans l'armée canadienne ou l'armée française. D'autres ont plutôt cherché à éviter le service militaire en s'exilant au Canada, comme le militant anarchiste d'origine italienne Joseph Rolle. Le prestige entourant la révolution russe a certainement joué un rôle important dans la « conversion » de plusieurs militants, dont certains plus âgés.

L'itinéraire d'Amédée Jasmin montre bien l'attrait exercé par la révolution russe. Né à Saint-Laurent en 1881, Jasmin s'établit en 1906 à Terrebonne où il exerce la profession de notaire. Avant la Première Guerre mondiale, Jasmin fréquente les cercles littéraires d'avant-garde montréalais⁴⁸⁰. S'il voue une grande admiration à Jean Jaurès, Jasmin ne semble jouer aucun rôle actif dans le milieu socialiste. En janvier 1917, Jasmin fonde le journal *L'Écho de Terrebonne*, dans lequel il défend ses idées sociales et politiques tout en s'intéressant à l'actualité internationale. Alors que la guerre fait rage en Europe, la révolution de février en Russie apporte à Jasmin une lueur d'espoir :

⁴⁷⁹ Les deux seules femmes que nous sommes parvenus à identifier sont Mathilde Prévost et Carmen Gonzales. Les rapports produits par la GRC, qui accordent une importance toute particulière à l'identification des membres et sympathisants des groupes révolutionnaires, n'identifient aucune autre militante francophone active au sein du PS-C et de l'ASEO avant 1924. Il s'agit d'un net recul par rapport à la situation prévalant avant 1914. Nous reviendrons sur cet aspect un peu plus loin dans ce chapitre.

⁴⁸⁰ Nous avons évoqué sa présence lors des soirées organisées par la Tribu des Casoars dans notre premier chapitre. Jasmin est également proche du poète Marcel Dugas, qu'il fréquente lors de son séjour en France pendant les années 1920.

De toutes les dépêches heureuses qui nous arrivent actuellement du champ de bataille et peuvent encore nous arriver, aucune ne pourra nous faire égaler la joie qui nous envahit quand nous apprîmes d'un seul coup que Petrograd avait renversé son tsar et que la Russie entière, en possession de ses libertés civiles, allait se choisir un gouvernement. Pour éprouver tout l'allégresse contenue dans cette nouvelle, il suffit de songer à la misère morale et physique qui fut pendant des siècles le lot de ce peuple nombreux et fort, à ses hommes colossaux et intelligents, à ses femmes rêveuses et belles, tous ensevelis dans l'ignorance, la servitude et la misère. Pour le peuple, défense de s'instruire, pour tous, défense de se réunir en assemblée politique, condamnation sans procès ; et voilà maintenant, dans l'héritage commun, la jouissance de toutes les libertés des civilisations occidentales⁴⁸¹.

Au fil des numéros, Jasmin publie divers articles sur le socialisme⁴⁸² et la situation politique en Russie où les avancées de la classe ouvrière suscitent son admiration. *L'Écho de Terrebonne* prend également position contre la conscription obligatoire⁴⁸³ et le militarisme, reproduisant notamment un article de la militante féministe et socialiste libertaire française Marcelle Capy paru dans *Le Journal du Peuple*⁴⁸⁴.

À la fin du mois d'août 1921, Jasmin quitte le Canada pour la France avec sa femme Rosaria Desjarlais et ses deux enfants, Claude et Judith⁴⁸⁵. Dans le dernier numéro de son journal paru au mois de juin 1921, il explique les raisons de son départ : « Le jour où j'ai compris certains désastres d'enseignement, d'éducation, de mentalité, et la multitude des mensonges sociaux, j'ai résolu – comme obsédé, et malgré mes préférences à l'isolement et à la tranquillité – de joindre mes efforts, tout minimes qu'ils soient, à ceux des réformateurs héroïques qui composent l'armée des socialistes, dans tous les pays »⁴⁸⁶.

Les services de renseignement britanniques informent la police française de son arrivée dans l'Hexagone. Jasmin est immédiatement placé sous surveillance par la Sûreté générale qui ouvre une enquête à son sujet.

⁴⁸¹ Amédée Jasmin, « La révolution russe », *L'Écho de Terrebonne*, 1, 3 (31 mars 1917), p. 1.

⁴⁸² Albert Maillé, « Le socialisme n'a pas été tué par la guerre », *L'Écho de Terrebonne*, 1, 4 (28 avril 1917), p. 1-2. Albert Maillé (1866-1949) est un journaliste et chroniqueur très actif sur la scène littéraire montréalaise. Sous le pseudonyme d'Albert Dreux, il publie également deux recueils de poésie.

⁴⁸³ Amédée Jasmin, « La liberté de parole », *L'Écho de Terrebonne*, 1, 8 (28 août 1917), p. 1.

⁴⁸⁴ Marcelle Capy, « La plus grande force », *L'Écho de Terrebonne*, 1, 4 (28 avril 1917), p. 3.

⁴⁸⁵ Tout comme sa sœur Claude, Judith Jasmin est scolarisée en France. Après la Deuxième Guerre mondiale, elle devient la première femme à être embauchée comme correspondante internationale par Radio-Canada. Amédée Jasmin est aussi l'oncle du romancier Claude Jasmin.

⁴⁸⁶ Amédée Jasmin, « Départ », *L'Écho de Terrebonne*, juin 1921, p. 1.

D'après la police, Jasmin a en sa possession « une lettre du parti communiste français à [sic] Québec, 72 Jeanne Mance Street⁴⁸⁷, l'accréditant auprès du parti communiste à Paris »⁴⁸⁸. On le soupçonne d'avoir pris contact avec des militants communistes de la région parisienne. Jasmin aurait notamment suivi des cours à l'École du propagandiste où l'on offre de la formation pour les militants du PCF⁴⁸⁹. Pendant tout son séjour en territoire français, Jasmin fait l'objet d'une surveillance discrète de la part des autorités, lesquelles ne trouvent toutefois rien de sérieux pour l'incriminer⁴⁹⁰.

Le cas d'Amédée Jasmin est singulier : il est à notre connaissance le seul communiste canadien-français à avoir voyagé en Europe pendant la période couverte dans ce chapitre, ce qui témoigne de la non-homogénéité de la cohorte d'après-guerre. La surveillance dont il fait l'objet nous permet également de mesurer la collaboration étroite entre les services de renseignement occidentaux dans la lutte anticommuniste après la guerre.

2.6.2 Désengagement

D'après les sources que nous avons pu consulter, environ la moitié des militants actifs avant 1914 ont cessé toute forme d'engagement révolutionnaire entre 1919 et 1923. Selon Georg Simmel, le désengagement est l'une des options de la mobilisation lorsque l'agent – en l'occurrence le militant – considère que les coûts de son action l'emporte sur les bénéfices tirés⁴⁹¹. Si l'on ne peut identifier pour chacun d'eux les motifs exacts de leur retrait de la vie militante, deux types de facteurs doivent être pris en compte pour expliquer leur désengagement : ceux d'ordre politique – conflit, exclusion, répression – et ceux d'ordre personnel – mariage, divorce, changement d'occupation, etc.

⁴⁸⁷ Cette adresse est celle du Montreal Labor College. Le PS-C y tient des réunions au mois d'août 1921.

⁴⁸⁸ BNF, Direction de la Sûreté générale, Fonds Moscou, 19940455-0048.

⁴⁸⁹ Voir à ce sujet : <http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article96598>, notice JASMIN Amédée par Mathieu Houle-Courcelles, version mise en ligne le 2 novembre 2010, dernière modification le 23 septembre 2019. Consulté le 2 décembre 2019.

⁴⁹⁰ Jasmin rentre avec sa famille au Canada en 1929. Il s'établit à Montréal où il reprend son travail comme notaire. Il semble alors avoir tourné le dos aux idées communistes. Jasmin est candidat en 1935 pour le Parti de la reconstruction dans la circonscription de Saint-Henri avant de défendre les couleurs du CCF à plusieurs reprises après la guerre.

⁴⁹¹ Georg Simmel, *Sociologie. Étude sur les formes de la socialisation*. Paris, PUF, 2013, coll. Quadrige.

Le cas de Mathilde Prévost est intéressant à bien des égards. Militante multi-positionnée avant, pendant et après la guerre, Prévost met un terme à son engagement politique dans la foulée du troisième congrès du POC alors qu'elle occupe la fonction de vice-présidente du parti. L'aile gauche du POC, qui affiche des positions pro-OBU, y subit une défaite importante qui entraîne le départ de la majorité des délégués socialistes. Comment Prévost s'est-elle positionnée lors de cette convention ? La question mérite d'être posée, dans la mesure où celle-ci a amorcé un travail d'organisatrice syndicale quelques mois avant que n'éclate la controverse autour de la One Big Union. Au mois de novembre 1919, alors que l'OBU développe ses activités à Montréal, Mathilde Prévost poursuit son implication syndicale au sein de la Ligue auxiliaire des dames unionistes aux côtés d'autres militantes affiliées au CMTM⁴⁹². Il est plausible que son militantisme syndical ait pris le dessus sur son engagement politique, menant à son retrait du milieu communiste.

La situation vécue par Napoléon Ménard est différente. Tout comme Mathilde Prévost, Ménard milite au sein du CMTM après la guerre. Les deux sont d'ailleurs impliqués dans une campagne d'organisation menée en 1919 par l'Union des chapeliers auprès des ouvrières de l'industrie du vêtement⁴⁹³. Ménard est également présent au sein du Parti ouvrier où il siège comme délégué de l'Union internationale des barbiers entre 1918 et 1921. Mais contrairement à Prévost, celui-ci demeure actif dans les milieux révolutionnaires et participe à la mise sur pied de la Ligue des sans-travail en 1922. Son retrait du militantisme s'explique davantage par les problèmes qu'il rencontre dans sa vie personnelle. Au cours de l'été 1923, sa femme Lucia Bincette intente une poursuite contre lui devant les tribunaux afin de récupérer une partie des biens du couple, lequel s'est séparé. La même année, Ménard quitte le Canada pour s'établir aux États-Unis où l'on perd ensuite sa trace.

Si les divorces ou les séparations peuvent avoir des répercussions sur l'engagement militant, on peut en dire autant des mariages ou des marqueurs d'ascension sociale tels qu'un nouvel emploi, l'accession à la propriété, etc. C'est ce qui ressort de l'itinéraire d'Albert Étienne, un anarchiste français arrivé à Montréal en 1911. Avant la guerre, Étienne est actif dans les milieux libertaires de langue française, prononçant des conférences au cercle Alpha Omega et à l'Université populaire. Il voyage en 1915 aux États-Unis ce qui lui permet d'échapper

⁴⁹² « Les femmes de Montréal et la politique », *Le Soleil*, 21 novembre 1919, p. 1.

⁴⁹³ « Les modistes de chapeau », *Le Canada*, 9 avril 1919, p. 5. « Une nouvelle grève surgit », *Le Devoir*, 21 avril 1919, p. 3.

à l'ordre de mobilisation visant les ressortissants français au Canada. La guerre terminée, on le retrouve à Montréal où il se démarque par la radicalité de ses discours anticapitalistes⁴⁹⁴.

Malgré ses positions anticléricales, Étienne se marie en 1921 avec Adéline Allard à l'église Sainte-Cécile de Valleyfield. Sur le certificat de mariage, Étienne déclare occuper le métier d'ingénieur-mécanicien. Le couple emménage l'année suivante à Montréal-Nord dans une maison construite par un autre anarchiste, le charpentier Paul Faure. Étienne cesse alors toute activité militante, ce qui lui est d'ailleurs reproché par certains de ses camarades qui l'ont côtoyé avant la guerre. Au cours d'un débat sur l'anarchisme organisé au Temple du travail le 2 décembre 1923, Henri Bélec se montre particulièrement cinglant à son égard. Il utilise même l'itinéraire d'Étienne pour attaquer l'ensemble des militants anarchistes : « (...) anarchists are like the Capitalists – once they have a house or a piece of land they do not care for anybody else or anything else. He stated that a man by Étienne who lives in Montreal North, was an anarchist from Paris and he wished to kill everybody three years ago, but today he owns property and lots and we dont see him any more. More than that if you go and ask him anything, he puts you out of his house. He has a good job, house and land. What more does he want »⁴⁹⁵.

On rencontre également des situations où les facteurs d'ordre personnels et politiques se superposent. Prenons le cas de Raymond Gottseels : après être parvenu à exclure Albert Saint-Martin du PS-C, il amorce un rapprochement avec le WP-PCC qui en profite pour l'engager comme organisateur salarié. Malgré les apparences, sa vie est en train de basculer. Après le départ de Saint-Martin, son influence au sein du mouvement communiste décline rapidement⁴⁹⁶. Selon un rapport de la GRC daté du 30 mars 1922 :

Gottsell [sic] is losing the confidence of his few followers for the simple reason that he has been unemployed for the last few months, and no effort has been made by him to secure employment. The woman he his living with has notified Gottsell's friends of her intention of leaving him, and she also suggested that Gottsell has been using funds belonging to the organization for his personal use. Gottsell is an executive of the « Third Internationale » working in conjunction with the « Workers Labour Party » [WP] but so far he has been unable to submit a satisfactory report to the members of the F.S.C Party [PS-C] of what transpired at

⁴⁹⁴ Étienne participe également à la campagne d'organisation des modistes aux côtés de Prévost et Ménard. Voir : « Les modistes de chapeau », *Le Canada*, 9 avril 1919, p. 5.

⁴⁹⁵ BAC, Demande d'accès à l'information A-2016-00352, RCMP, Communist Party of Canada (French Branch), Supp. 1, Vol. 4, French Socialist Communist Party, 8 décembre 1923, p. 13.

⁴⁹⁶ BAC, Demande d'accès à l'information A-2016-00352, RCMP, Communist Party of Canada (French Branch), Supp. 1, Vol. 2, French Socialist Communist Party, 16 janvier 1922, p. 110.

the executive meetings of the « Third Internationale », thus causing dissatisfaction amongst the French group⁴⁹⁷.

On perd alors la trace de Godtseels. Tout porte à croire qu'il se sépare de sa femme et quitte Montréal pour l'Ouest canadien où il demeure jusqu'à son décès en 1962.

2.6.3 Présence immigrante

Après une absence notable entre 1914 et 1918, les immigrants retrouvent une place importante après la guerre au sein des milieux révolutionnaires de langue française. En effet, environ le quart des militants présents dans notre échantillon sont nés à l'extérieur du Canada. Ceux-ci proviennent majoritairement de France (9), mais aussi d'Italie (2), de Belgique (2), de Roumanie (1), des États-Unis (1), des Antilles (1) et de pays européens non-spécifiés (2). Ces militants apportent avec eux un bagage d'expériences qu'ils mettent au service des groupes auxquels ils adhèrent et servent de relais dans la diffusion des idées et des pratiques à l'échelle transnationale⁴⁹⁸.

Quelques-uns d'entre eux occupent des fonctions-clés dans le milieu révolutionnaire montréalais. Nous avons mentionné le rôle joué par Raymond Godtseels et Albert-Ernest Forget au sein du PS-C et de l'ASEO. Il faut ajouter à cette liste l'anarchiste Paul Faure, un sympathisant de l'OBU qui fréquente les assemblées organisées par le groupe dirigé par Albert Saint-Martin. Né en 1881 à Montbrison en France, Faure s'établit à Montréal entre 1915 et 1919. Son travail de menuisier-charpentier l'incite à ouvrir un atelier dans le quartier Saint-Jacques. Homme discret, Faure est tout de même repéré par les services de renseignements policiers qui perquisitionnent son domicile dans la nuit du 1^{er} au 2 juillet 1919. Dès 1922, Faure distribue à Montréal des journaux et des brochures libertaires qu'il importe directement de France⁴⁹⁹. Il entretient une correspondance avec quatre militants affiliés à la Revue anarchiste et à la Librairie Sociale, Émile Bidault, Louis Descarsin, Gaston Deleuze et P. Bertelletto, ainsi qu'avec les écrivains anarchistes-individualistes E. Armand et Gérard de Lacaze-Duthier

⁴⁹⁷ *Ibid.*, p. 62.

⁴⁹⁸ Nous pensons notamment au meeting de solidarité avec Sacco et Vanzetti organisé par le groupe de Godtseels au Temple du travail le 30 novembre 1921, lequel a rassemblé près de 200 personnes, dont une soixantaine de travailleurs italiens.

⁴⁹⁹ De toute évidence, Faure prend la relève de l'EPA qui cesse ses activités vers 1922.

auprès desquels Faure s'approvisionne en littérature⁵⁰⁰. Faure joue un rôle-clé dans la diffusion des idées anarchistes au sein du réseau animé par Albert Saint-Martin après 1924.

2.6.4 Structure occupationnelle

Par le croisement de différentes sources, nous sommes arrivés à identifier l'occupation de 54 individus présents dans notre échantillon. Si l'entourage militant d'Albert Saint-Martin est majoritairement composé d'ouvriers, on remarque la présence d'un grand nombre de membres des professions libérales. Les nombreux contacts établis par Saint-Martin dans le milieu juridique expliquent sans nul doute cette situation. On note aussi une forte participation d'ouvriers du secteur des transports, conséquence directe des campagnes menées par la One Big Union dans les ateliers ferroviaires entre 1920 et 1921.

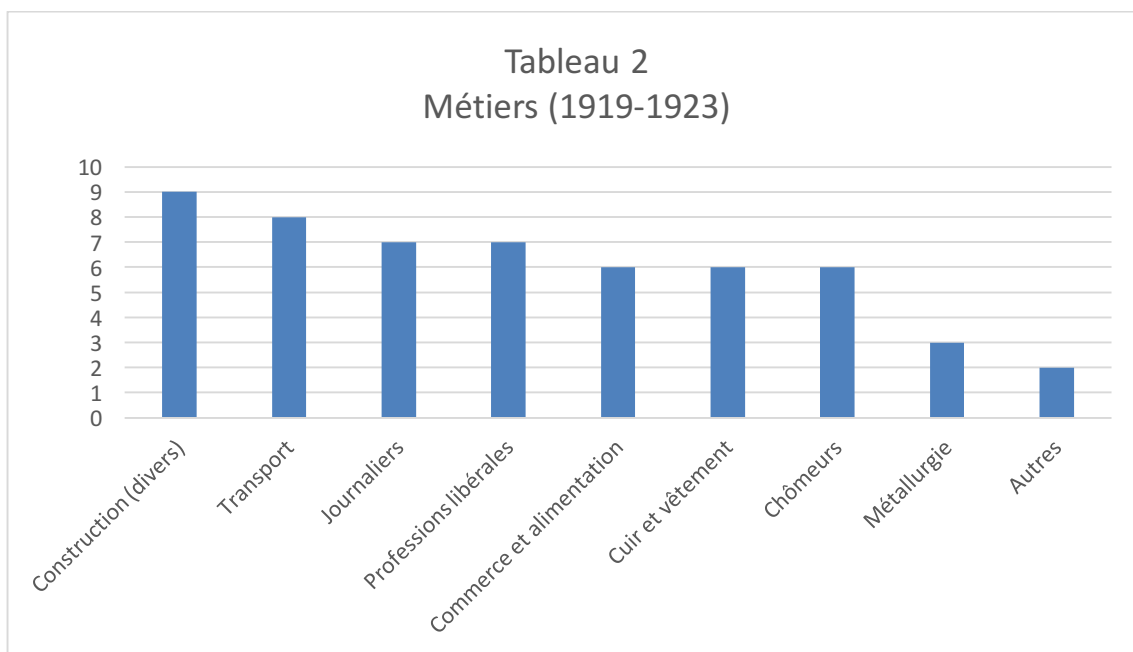


Tableau 2 Métiers (1919-1923)

⁵⁰⁰ Voir à ce sujet la correspondance de Paul Faure conservée dans le fonds E. Armand à l'IFHS.

Notre échantillon sous-estime en revanche le militantisme des sans-travail au sein du milieu communiste. Hormis un groupe de six chômeurs arrêtés lors d'une action soutenue par l'OBU le 22 février 1921⁵⁰¹, nous n'avons pu identifier aucun autre individu répondant à cette classification, même si la présence de sans-emploi est largement confirmée par les sources que nous avons consultées. Cette situation paradoxale traduit sans doute le mépris affiché par les informateurs policiers à l'égard des sans-travail, lesquels n'ont aucune valeur à leurs yeux. Au même titre que pour les femmes, on peut aussi faire l'hypothèse que les chômeurs n'ont occupé aucun rôle-clé dans les groupes animés par Albert Saint-Martin, entraînant leur invisibilisation subséquente. Cette situation changera drastiquement avec la mise sur pied de l'Association humanitaire au début des années 1930, entraînant du même souffle une remise en question du leadership d'Albert Saint-Martin par les membres de ce groupe.

Dans notre premier chapitre, nous avons estimé qu'à peine 10% des militants de notre échantillon avaient occupé des responsabilités syndicales avant 1914. D'après les données que nous avons colligées, ce pourcentage passe à près de 30% entre 1919 et 1923. Cette forte progression traduit l'importance prise par les questions syndicales pendant la période 1919-1921, marquée par la multiplication des conflits de travail et l'augmentation rapide des effectifs syndicaux. Cet engagement est partagé de façon presque égale entre la One Big Union et les syndicats internationaux affiliés au CMTM. Trois individus occupent successivement des fonctions au sein des deux organisations. Il s'agit de Torzo Boschi, Ulric Binette et Oscar Charrette, lesquels retournent militer dans les structures du CMTM après leur passage à l'OBU. La place occupée par le syndicalisme dans les pratiques militantes nous permet d'expliquer l'animosité des débats suscités par les conditions d'admission au Komintern et d'affiliation au PCC-WP. Sans cette expérience concrète acquise dans les luttes, on peut penser que ces lignes de fracture auraient sans doute été moins profondes.

2.6.5 Les militantes

Le moins qu'on puisse dire, c'est que la présence des femmes dans le milieu communiste de langue française fut très marginale entre 1919 et 1923. Aucune ne prononce de discours lors des assemblées organisées sur

⁵⁰¹ Tous âgés de moins de 30 ans, ces chômeurs sont Arthur Dagenais, Georges Demers, Pierre Desjardins, Joseph Lacroix, Eugène Piché et Henri Savard.

une base hebdomadaire par le PS-C. Le constat vaut également pour l'ASEO et la Ligue des sans-travail, deux groupes exclusivement masculins. Bien que minoritaires, des militantes de langue française étaient pourtant actives dans le milieu socialiste avant la guerre. Les interventions de la Ligue des femmes pour l'instruction publique et obligatoire ont eu pour effet d'établir un lien entre la question sociale et celle de l'éducation des enfants dans une perspective d'émancipation de la classe ouvrière. Rien de tel ne peut être observé entre 1919 et 1923 : dans le *topos* des militants révolutionnaires, les enjeux priorités par les femmes avant la guerre sont relégués au second plan, alors que les luttes de pouvoir et les querelles idéologiques occupent une place disproportionnée. Une certaine conception de la masculinité imprègne aussi le discours des militants communistes. La force, le courage et la discipline sont promues au rang de valeurs-clés, comme le montre cet extrait d'un discours prononcé par Albert Saint-Martin le 19 décembre 1920 : « It is time to organize, and I only want men with courage, no timids. I would prefer to have only 100 ready and well disciplined men than 2000 timids, and when the time comes to strike and I say "To arms" I will have men to be depended upon »⁵⁰².

Pour certains militants ouvriers, l'entrée des femmes sur le marché du travail représente aussi une source d'inquiétude. Plusieurs craignent que leur présence n'entraîne une pression à la baisse sur les salaires et une augmentation du chômage parmi les hommes. D'autres établissent un lien direct entre la pauvreté des jeunes travailleuses avec l'omniprésence de la prostitution dans les rues de la métropole avec la complicité tacite de la bourgeoisie. Ces deux extraits de la brochure *La Crise*, publiée en 1922 par Achille Cusson sous le pseudonyme de Jean Valjean, témoignent bien du regard posé par les militants communistes face à cet enjeu :

Vous savez à quoi est exposée dans les villes la jeune fille pauvre, surtout quand elle est belle et bien faite ; qu'au milieu du luxe et des plaisirs, que ses ressources lui interdisent, elle est sans cesse tentée de vendre ses charmes ; qu'il lui faudrait pour résister une dose de vertu et de force dont peu de personnes sont douées ; qu'un grand nombre, hélas ! succombe, et s'en vont de chute en chute, à la dégradation morale, à la déchéance physique, pour devenir le jouet abject et méprisé de la luxure et du libertinage ; parias de la société, égout où se déverse le trop plein des passions et qui reçoit et transmet toute la pourriture et les immondices sociales. Vous savez qu'un grand nombre des filles qui peuplent les lupanars ou guettent les passants sur les trottoirs sont sorties de vos foyers, pures et belles, et que c'est la cité qui les a broyées, et en a fait ces loques immondes et repoussantes⁵⁰³.

(...)

⁵⁰² BAC, Demande d'accès à l'information A-2016-00352, RCMP, Communist Party of Canada (French Branch), Supp. 1, Vol. 1, French Socialist Communist Party, 20 décembre 1920, p. 124.

⁵⁰³ Jean Valjean, *La Crise*, p. 39.

La moitié des servantes de Montréal sont des filles du nord et de la Gaspésie. Et si encore elles demeuraient toutes servantes, mais on sait que ce métier-là est le pourvoyeur principal de la prostitution⁵⁰⁴.

Dans un article publié dans *Le Peuple*, Albert-Ernest Forget pointe également du doigt la bourgeoisie comme grande responsable de ce fléau. Il oppose « la belle, la saine morale communiste » à « l'exploitation odieuse du travail par le capital, (...) la prostitution qui s'étale avec la complaisance des gros (...), [le] vice qui sévit surtout dans la haute société où cocaïne, morphine, etc. sont en honneur, pour augmenter la sensibilité des belles dames entretenues, et pour la plus grande joie des bandits qui les dopent »⁵⁰⁵. Les positions de Cusson et Forget sont conformes à celles qui s'expriment généralement dans les milieux de gauche à cette époque, pour qui le travail sexuel monnayé est considéré comme le « plus grand des esclavages »⁵⁰⁶.

Gaston Pilon est l'un des rares militants masculins à analyser l'oppression des femmes avec une approche plus radicale. Dans un discours prononcé au Temple du travail le 16 janvier 1921, il dénonce le rôle joué par les gouvernements, les religions et par les hommes en général dans leur asservissement : « Laws have been made whereby woman becomes the property of man. The Bible attributes to Eve the fall of Adam, and man thinks that woman is good enough to cook cabbages, clean the house and in a word good enough for the household drudgery »⁵⁰⁷. Pilon s'en prend aussi aux pressions qui s'exercent sur les femmes pour qu'elles aient un maximum d'enfants sans égard à leur santé, ni à leur bien-être, et s'attaque à l'institution du mariage qu'il considère comme une forme de prostitution déguisée : « Woman of a certain class, as it is now, do not marry for love, but simply for the sake of getting a home and to not have to work in factories, or in other words, for pecuniary advantages. This explain why communism believes in free love, for under that economic system (...) if a man and woman get tired of each other other they will only have to part without having to source a divorce »⁵⁰⁸. Tout en affirmant que les femmes ont des droits et que ceux-ci doivent être défendus, Pilon ne va pas jusqu'à remettre en cause les rôles sexués attribués aux hommes et aux femmes dans la sphère privée : il

⁵⁰⁴ *Ibid.*, p. 45.

⁵⁰⁵ Marcel Jaures, « O liberté! », *Le Peuple*, 7 octobre 1922, p. 1.

⁵⁰⁶ Martha A. Ackelsberg, *La vie sera mille fois plus belle : Les Mujeres Libres, les anarchistes espagnols et l'émancipation des femmes*, Lyon, Atelier de création libertaire, 2010, p. 175-176. Cité par Francis Dupuis-Déri, « Les anarchistes et la prostitution : perspectives historiques », *Genre, sexualité & société*, 9 (printemps 2013), <http://journals.openedition.org/gss/2775>, consulté le 13 décembre 2019.

⁵⁰⁷ BAC, Demande d'accès à l'information A-2016-00352, RCMP, Communist Party of Canada (French Branch), Supp. 1, Vol. 1, French Socialist Communist Party, 20 décembre 1920, p. 114-115.

⁵⁰⁸ *Ibid.*

soutient plutôt que le communisme offrira aux femmes une reconnaissance pleine et entière de leur travail domestique.

Si les sources que nous avons consultées nous apprennent peu de choses au sujet des rapports de genre dans la sphère privée, on sait en revanche que de nombreux militants font des choix allant à l'encontre des valeurs dominantes de la société canadienne-française. Alors que certains décident de vivre en union libre avec leur compagne, d'autres prennent la décision d'enregistrer la naissance de leurs enfants au greffe de l'Hôtel de ville plutôt que de les faire baptiser. C'est notamment le cas de Malvina Dubeau et de Zotique Marcelin : le couple donne même des prénoms rationalistes plutôt que religieux à leurs jumeaux nés en 1918⁵⁰⁹. En apparence anodins, ces gestes traduisent une forme de résistance face à l'Église et au clergé catholique. Ils impliquent aussi une volonté de cohérence entre les décisions prises dans la sphère privée et le discours porté en public.

2.6.6 Lieux de vie, lieux militants

Par le croisement de différentes sources – rapports policiers, articles de journaux, correspondance, annuaires municipaux, registres publics –, nous sommes arrivés à identifier l'adresse de 39 individus présents dans notre échantillon. À défaut d'être exhaustif, ce relevé nous donne un aperçu des changements survenus dans l'implantation géographique des militants entre la période d'avant-guerre et les premières années de l'après-guerre.

D'entrée de jeu, on remarque un déplacement significatif de notre échantillon vers le nord de la ville. Avant 1914, environ 65% des militants habitent les quartiers Sainte-Marie et Saint-Jacques contre moins de la moitié entre 1919 et 1923. Un militant sur quatre habite désormais au nord de la rue Sherbrooke dans le même corridor, tout particulièrement dans les quartiers Villeray et Petite-Patrie. Les militants qui vivent dans la partie ouest de la ville sont dispersés dans divers secteurs, sans réel encrage géographique. Le même constat vaut également pour ceux qui demeurent en périphérie, que ce soit à Maisonneuve, Côte-des-Neiges ou Montréal-Sud. Nous faisons l'hypothèse que la proximité du lieu de travail et la possibilité d'améliorer ses conditions de vie par l'accès

⁵⁰⁹ Ces deux garçons s'appellent Zola et Hugo Ferrer Marcelin. Nous reviendrons sur leur itinéraire politique dans notre prochain chapitre.

à la propriété ou à des logements plus spacieux compte pour beaucoup dans le choix du domicile, davantage que la proximité des lieux de la vie militante.

Entre 1919 et 1923, l'activité des militants révolutionnaires de langue française se déroule presque exclusivement au centre-ville de Montréal. Après avoir occupé un local à la salle des Métiers de la construction, la très grande majorité des assemblées du PS-C ont lieu au Temple du travail sur la rue Saint-Dominique. Pour sa part, l'ASEO se réunit d'abord à la salle Lavoie avant de passer à la salle des Voyageurs de commerce, située au 149, rue Berri. Les deux groupes tiennent aussi des réunions au Labor College sur la rue Jeanne-Mance où Saint-Martin enseigne des cours de français et « d'économie domestique »⁵¹⁰. Lorsque la température le permet et que le nombre de participants le justifie, les militants communistes organisent des rassemblements au Champ de Mars, derrière l'Hôtel de ville de Montréal, et dans des salles de concert situées à proximité. Hormis les assemblées convoquées par la One Big Union dans les quartiers Saint-Henri et Rosemont, les militants révolutionnaires s'aventurent rarement à l'extérieur du centre-ville de Montréal.

Au mois d'octobre 1922, le PS-C tente de s'implanter plus à l'est en tenant une série d'assemblées publiques à la salle Gareau, située au 243, rue Maisonneuve au coin de la rue Sainte-Catherine⁵¹¹. L'endroit héberge également l'Union nationale des ouvriers en chaussure, un syndicat catholique affilié à la CTCC. D'après la GRC, ces rencontres attirent un public très restreint : à peine une soixantaine de personnes assistent à ces rencontres où Saint-Martin prononce des conférences sur l'histoire du mouvement ouvrier et sur la révolution mexicaine. Du côté de la police, on prédit l'échec de cette initiative car contrairement à la population ouvrière du centre-ville, « (...) the people in the East End are not radically inclined »⁵¹².

Sortir du centre-ville s'avère effectivement une tâche très ardue. Les autorités locales s'inquiètent de l'arrivée des communistes dans leur secteur. Un échevin du quartier décide de prendre les grands moyens pour faire cesser leurs activités. À sa demande, deux détectives de la police municipale procèdent à l'arrestation d'Albert

⁵¹⁰ « Des conférences en économie domestique seront données au Montreal Labor College, 70 rue Jeanne-Mance, par Albert Saint-Martin le mercredi à 8:30 p.m., à partir du 1^{er} novembre. Série de 12 conférences \$1,50. Chaque conférence, 15 c. ». *La Presse*, 28 octobre 1922, p. 44.

⁵¹¹ La rue Maisonneuve porte aujourd'hui le nom de rue Alexandre-DeSève.

⁵¹² BAC, Demande d'accès à l'information A-2016-00352, RCMP, Communist Party of Canada (French Branch), Supp. 1, Vol. 3, French Socialist Communist Party, 18 octobre 1922, p. 129.

Saint-Martin alors que celui-ci harangue les passants tout près de la salle Gareau. L'événement est rapporté dans le journal *Le Peuple* par Albert-Ernest Forget :

Dimanche dernier, à 8 heures du soir, les socialistes de Montréal comme ils le font depuis très longtemps et comme le font d'ailleurs constamment d'autres organisations, parlaient en plein air, coin Maisonneuve et Ste-Catherine et engageaient les passants à se rendre à une assemblée tenue non loin de là. Il ne s'agissait pas d'une assemblée publique en plein air, mais d'un appel, seul moyen dont disposent les humbles pour se faire entendre. (...) Les Socialistes continueront à parler en public. C'est leur seul moyen de se faire connaître du peuple auquel on a tant de fois menti, peut-être par votre bouche M. l'échevin, mais certainement par la presse servile, à la solde du Patronat toujours prête à toutes les bassesses du moment qu'elle y trouve son avantage⁵¹³.

Ces conférences prennent fin abruptement le 19 novembre 1922. Ce soir-là, accompagné par trois autres militants, Albert Saint-Martin « (...) proceeded to Maisonneuve (...) where they intended to hold a meeting in the Garrow [sic] Hall. Upon arrival there however, they found the door locked against them and they were informed by the landlord that the hall was no longer available to them as they wanted no Bolshevism in that Locality »⁵¹⁴. Il faudra attendre la fin des années 1920 avant que Saint-Martin et ses camarades puissent s'implanter de manière durable dans les quartiers situés à l'est du centre-ville.

Les salles choisies par les militants communistes pour la tenue de leurs activités ont un point en commun : chacune d'elle héberge également des syndicats ou des organisations ouvrières. Ces lieux sont donc fréquentés quotidiennement par des travailleurs, le « public cible » du milieu communiste. Situé à proximité des principales artères commerciales de la métropole, le Temple du travail est également proche du refuge Meurling qui offre chaque jour de l'hébergement et des repas à des centaines de sans-travail célibataires ou veufs. Considérant l'importance que la mobilisation des chômeurs revêt pour le groupe communiste dirigé par Saint-Martin, on comprend mieux l'intérêt de tenir des assemblées à cet endroit.

⁵¹³ Marcel Jaures, « O liberté! », *Le Peuple*, 7 octobre 1922, p. 1.

⁵¹⁴ BAC, Demande d'accès à l'information A-2016-00352, RCMP, Communist Party of Canada (French Branch), Supp. 1, Vol. 3, French Socialist Communist Party, 20 novembre 1922, p. 136.

2.7 Conclusion

Les premières années d'après-guerre sont déterminantes dans l'itinéraire politique des militants communistes. Cette courte période reste marquée par une extrême volatilité organisationnelle. Les alliances nouées pendant la crise de la conscription et la révolte ouvrière sont, dans bien des cas, circonstancielles. Nées de la contestation face à la guerre et au conservatisme des directions syndicales, elles résistent difficilement aux nouveaux enjeux qui se posent après 1921. L'échec – relatif – du mouvement de grève générale de 1919-1920 porte un dur coup aux certitudes des militants nouvellement acquis aux thèses du syndicalisme industriel. Ceux-ci retournent vers une stratégie fondamentalement « politique » s'inspirant librement du modèle d'organisation proposé par les bolchéviques.

Pour beaucoup de militants canadiens-français comme Albert Saint-Martin, le « sens de Moscou » s'avère difficile à suivre. L'adhésion au Komintern a un prix : retourner militer dans les syndicats réformistes et se soumettre à la discipline d'un parti – le PCC – dont la culture politique leur est étrangère. En se plaçant « en dehors » du cadre qui est en train de s'imposer au Canada, ces militants doivent aussi imaginer de nouveaux modes d'intervention pour conserver leur place au sein du champ politique révolutionnaire. Ces lignes de démarcation apparaissent nettement à partir de 1922. Elles continuent de s'accroître entre 1924 et 1935, alors que de nouveaux groupes portés par les militants communistes libéraux émergent à Montréal.

Chapitre 3. Un mouvement à la croisée des chemins, 1924-1937

3.1 Introduction

Après avoir subi les contrecoups de la récession économique de 1921-1922, la classe ouvrière montréalaise reprend peu à peu son souffle. Au cours de la deuxième moitié des années 1920, l'économie de la métropole connaît une période de prospérité marquée par une expansion de la production manufacturière. Le taux de chômage fléchit, entraînant un regain des luttes ouvrières. Après avoir perdu le tiers de ses membres entre 1920 et 1923, le mouvement syndical voit croître ses effectifs, arrivant à récupérer en 1928 le palier atteint au début de la décennie⁵¹⁵.

Entre 1920 et 1930, le processus d'urbanisation de la société québécoise s'accélère. D'après les données du recensement de 1921, environ la moitié de la population de la province habite en milieu urbain. Ce taux s'établit à plus de 60% au début de la décennie suivante. Cette croissance se reflète sur l'évolution de la population de l'agglomération montréalaise, dont le nombre d'habitants augmente de 32% au cours de cette période. La métropole continue d'attirer la majorité des immigrants qui choisissent de s'établir dans la province, mais aussi les surplus de population rurale. Si des milliers d'hommes et de femmes quittent les campagnes pour la ville, c'est avant tout pour améliorer leurs conditions de vie. Avec un revenu annuel moyen par habitant de 363\$ dans la province – comparativement à 491\$ en Ontario – la reprise économique qui s'amorce au milieu des années 1920 ne profite pas à tous de la même façon⁵¹⁶. La pauvreté continue d'être une réalité quotidienne pour la classe ouvrière montréalaise : « dans les années de prospérité de 1928-1929, avec un taux de chômage relativement faible, les deux tiers des ouvriers adultes de Montréal, travaillant à plein temps, gagnaient moins de 1300\$, ce qui était de beaucoup inférieur aux 1590\$ jugés nécessaires pour les besoins d'une famille moyenne »⁵¹⁷. S'ajoutent d'importants problèmes de salubrité des logements et le manque d'installation sanitaires, lesquels contribuent à la propagation de maladies infectieuses comme la tuberculose. La province occupe le dernier rang au Canada en matière d'investissement en santé, ce qui a des conséquences dramatiques sur l'espérance de vie des enfants⁵¹⁸. D'autres problèmes sociaux s'ajoutent à cette liste. Profitant

⁵¹⁵ Ian Angus, *Canadian Bolsheviks*, p. 133-135.

⁵¹⁶ John A. Dickinson et Bryan Young, *Brève histoire socio-économique du Québec*, Bibliothèque québécoise, 2014, p. 297.

⁵¹⁷ Leo Roback, « Les travailleurs du Québec au XX^e siècle », James D. Thwaites, dir., *Travail et syndicalisme. Origines, évolution et défis pour une action sociale*, Québec, PUL, 2007, 3^e édition, p. 41.

⁵¹⁸ Lévesque, *Virage à gauche interdit*, p. 11.

de la prohibition aux États-Unis, Montréal devient au cours des années 1920 une plaque tournante du tourisme en Amérique du Nord. Si l'essor de ce secteur génère d'importantes retombées économiques, ces activités ont aussi pour effet de fragiliser le tissu social en augmentant de façon importante la prostitution et le nombre de maisons de jeu.

Les « années folles » prennent fin abruptement en 1929 après l'effondrement de la bourse de New-York. L'onde de choc atteint de plein fouet l'économie canadienne, précipitant la faillite de nombreuses entreprises, tout particulièrement celles dont l'activité dépend des marchés d'exportation. Pendant les sept années qui vont suivre, le mouvement ouvrier est placé sur la défensive. Au plus fort de la crise, le taux de chômage atteint des niveaux inégalés au Canada. À l'échelle du pays, on estime que plus du quart de la main-d'œuvre se retrouve sans travail. Ce chiffre cache toutefois de nombreuses disparités régionales : dans certains quartiers de la métropole, le taux de chômage dépasse même les 40%⁵¹⁹. En 1935, les autorités municipales révèlent que 85% des ménages montréalais vivent sous le seuil de la pauvreté⁵²⁰.

Après avoir tergiversé sur l'aide à apporter aux ménages touchés par la crise, les gouvernements de Robert Bennett au fédéral et de Louis-Alexandre Taschereau au provincial adoptent en 1930 des mesures de soutien financier aux municipalités pour la réalisation de projets de travaux publics destinés à offrir du travail aux sans-emploi. Malgré l'importance des projets réalisés, l'effet escompté s'avère insuffisant. En plus d'être coûteuses, ces mesures ne parviennent pas à enrayer le problème du chômage qui ne cesse de s'amplifier. Devant l'incapacité des communautés religieuses à répondre aux besoins des chômeurs, les différents ordres de gouvernement doivent envisager la création de programmes de secours direct. À partir du mois d'avril 1933, les municipalités se voient confier la responsabilité de la distribution de l'aide financière gouvernementale à près de 50 000 ménages à travers la province.

Si la crise se résorbe peu à peu à partir de 1936, celle-ci a d'importantes conséquences sur le plan social et politique. Elle provoque une remise en question de l'ordre libéral, incapable de résoudre les contradictions inhérentes au système capitaliste. À gauche comme à droite du spectre politique, de nouvelles propositions émergent pour dépasser cet état de fait. Préoccupée par cette perte de repères, l'Église catholique élabore son

⁵¹⁹ Dickinson et Young, *Brève histoire socio-économique du Québec*, p. 359.

⁵²⁰ Andrée Lévesque, *Virage à gauche interdit*, p. 22.

propre programme de reconstruction sociale. « La misère », explique-t-on, « est l'explication principale du succès qu'obtient dans certains milieux populaires la propagande communiste »⁵²¹. Entre Rome et Moscou, affirme-t-elle, il faut maintenant choisir⁵²².

À travers ce chapitre, nous chercherons à mieux comprendre comment se structure l'action des militants communistes libertaires entre 1924 et 1937. Dans un premier temps, nous aborderons la période comprise entre 1924 et 1930. Celle-ci est marquée par la mise sur pied de deux nouvelles organisations, l'Association révolutionnaire Spartakus et l'Université ouvrière, mais aussi par l'implication des militants communistes libertaires au sein de la One Big Union et de l'Association des ouvriers sans-travail. Dans la deuxième partie de ce chapitre, nous couvrirons les années 1931 à 1935. Au cours de cette période, les militants communistes libertaires étendent leurs activités à travers la formation de deux nouveaux groupes – l'Association humanitaire et la Ligue du Réveil féminin – tout en développant la vie associative centrée autour de l'Université ouvrière. Soumises à d'intenses pressions de la part du clergé et des autorités provinciales, ces organisations doivent faire face à une vague de répression sans précédent qui entraîne l'incarcération de plusieurs militants. Ce contexte répressif va accélérer la dissolution du milieu communiste libertaire entre 1935 et 1937 et provoquer la disparition de ses organisations.

3.2 L'Association révolutionnaire Spartakus et l'Université ouvrière, 1924-1929

« Ce qu'il faut, c'est abolir le principe même de la propriété privée en confisquant cette propriété de la classe capitaliste et en convertissant cette propriété en possession collective de toute la classe travailliste »⁵²³
– Article 9 des statuts de l'Association révolutionnaire Spartakus.

L'année 1924 marque un point tournant pour le mouvement communiste international. Le 21 janvier, Lénine meurt à Moscou d'une hémorragie cérébrale. Son décès ouvre la porte à une lutte pour sa succession à la tête du Parti communiste russe. À Montréal, le PCC-WP organise le 3 février un grand meeting au Monument

⁵²¹ Gilles Routhier, « L'ordre du monde. Capitalisme et communisme dans la doctrine de l'École sociale populaire, 1930-1936 », *Recherches sociographiques*, 22, 1 (1981), p. 7.

⁵²² *Ibid.*

⁵²³ « Les Communistes auraient l'intention de lancer une bombe dans les bureaux de la "Croix" », *La Croix*, 9 juin 1928, p. 4.

national pour saluer sa mémoire⁵²⁴. D'après les comptes rendus publiés dans la presse du parti, près de 3000 personnes assistent à cette assemblée⁵²⁵. Au cours de la soirée, le comité organisateur refuse de donner la parole à Albert Saint-Martin, qui souhaite s'adresser à l'auditoire. Comme le remarque un informateur de la police : « this meeting was arranged under the auspices of the Workers Party and nobody could talk from that platform if not a member of that party »⁵²⁶.

Déjà conflictuels, les rapports entre le groupe communiste de Saint-Martin et le PCC-WP continuent de se détériorer. Rompant avec la tradition établie avant la Première Guerre mondiale dans les milieux de gauche francophones, chaque organisation se replie sur elle-même, interdisant aux militants de l'autre camp de s'exprimer dans ses assemblées. Au printemps, le groupe de Saint-Martin affiche cette nouvelle politique à l'entrée de sa salle⁵²⁷. Lorsque des militants du PCC-WP dérogent à cette règle, ils sont expulsés par la force du Temple du travail.

Le sectarisme s'est-il emparé de la gauche montréalaise? La réponse à cette question est plus complexe qu'elle ne paraît à prime abord. D'entrée de jeu, on remarque indéniablement un durcissement des rapports entre les formations actives dans le champ politique révolutionnaire. Les militants du PCC-WP sont en guerre ouverte avec ceux de la One Big Union qu'ils accusent de miner la solidarité ouvrière en tentant de s'implanter dans les milieux de travail syndiqués à l'AFL : « It is the I.W.W. all over again. Beginning as a revolutionary union, it has become a yellow pacifistic organization whose bureaucracy and press are distinctly counter-revolutionary »⁵²⁸.

Au cours de l'année 1924, les membres du Parti communiste du Canada décident de dissoudre leur façade légale, le Workers' Party (WP). Le PCC, jusqu'alors semi-clandestin, apparaît au grand jour. Ce changement traduit les nouvelles orientations prises par le Komintern, lequel insiste pour que ses « sections nationales » bolchévisent leur mode d'organisation. Cette nouvelle ligne politique se répercute sur les opposants du PCC au sein du champ politique révolutionnaire. Le PCC s'en prend à ceux et celles qui osent critiquer le régime

⁵²⁴ « Grande assemblée commémorative à la mémoire de Nicolai Lenine », *La Presse*, 2 février 1924, p. 40.

⁵²⁵ *The Worker*, 16 février 1924, p. 2.

⁵²⁶ BAC, Demande d'accès à l'information A-2016-00352, RCMP, Communist Party of Canada (French Branch), Supp. 1, Vol. 5, Workers Party of Canada. French Branch, 8 février 1924, p. 112.

⁵²⁷ BAC, Demande d'accès à l'information A-2016-00352, RCMP, Communist Party of Canada (French Branch), Supp. 1, Vol. 5, French Socialist Communist Party, 15 avril 1924, p. 77.

⁵²⁸ « A Voice From the Graveyard », *The Worker*, 30 août 1924, p. 3.

soviétique. À Montréal, ses militants perturbent une conférence de Raphael Abramovitch tenue au Monument national⁵²⁹, dénoncent la militante anarchiste Emma Goldman lors de son passage dans la métropole⁵³⁰ et s'opposent aux anciens membres du PSC et du PSD qui freinent selon eux le développement des idées révolutionnaires :

This field is one of the most important in Canada. The party must establish itself among the industrial workers of Montreal. An uncompromising fight must be conducted against the do-nothing, fatalistic, attitude of the spittoon philosophers who spread scepticism and cynicism among the workers. They are counter-revolutionaries, these "veteran" and one-time "Socialists". An equally vigorous fight must be conducted against nationalistic prejudices. These are outright poison to the working class⁵³¹.

Cette attitude provoque une crise au sein de la section québécoise du POC. Des militants socialistes et leurs alliés dans le mouvement syndical parviennent à expulser les délégués communistes au mois de novembre 1925 après plusieurs mois de querelles intestines⁵³². Malgré ces tensions, la gauche révolutionnaire demeure solidaire face à la montée de l'extrême droite en Europe, comme en témoigne la vigoureuse campagne de soutien à Sacco et Vanzetti et les premiers meetings antifascistes dénonçant le régime de Benito Mussolini⁵³³. Jusqu'en 1927, les défilés du 1^{er} mai fournissent également un espace commun où se retrouvent au coude-à-

⁵²⁹ Le 8 mars 1925, le Parti socialiste juif et la branche 204 de l'Arbayter Ring – « Eugene Debs Branch » – organisent un meeting au Monument national, auquel participent 900 personnes. Raphael Abramovitch, bundiste et menchevik en exil, prend la parole. Près de 150 militants du PCC tentent de museler ce « traître ». Ils sont pour la plupart expulsés de la salle par la police. *The Worker* rapporte une arrestation et critique vivement Joseph Schubert. Voir à ce sujet : *The Worker*, 21 mars 1925, p. 1.

⁵³⁰ « En mémoire de E. Debs », *La Presse*, 2 novembre 1926, p. 8.

⁵³¹ « Organization in Montreal », *The Worker*, 1^{er} novembre 1924, p. 4.

⁵³² Dès novembre 1924, le journal *The Worker* dénonce l'attitude de Richard Kerrigan, Joseph Schubert et W.E. Long, trois militants socialistes proches de l'OBU : « (...) the elements that have once been in the revolutionary movement and are now anti-Communist come into another category altogether and must be reckoned with in the same way as the yellow revolutionary ». Voir à ce sujet : « "Progressives" in United Front with Reactionaries at Quebec Labor Party Convention », *The Worker*, 22 novembre 1924, p. 4.

⁵³³ Nous pensons notamment à l'assemblée organisée avec Arturo Giovannitti, militant de l'IWW et principal organisateur de la grève de Lawrence le 22 avril 1923 et celle tenue au Monument national par le Club Matteotti le 21 mars 1926, à laquelle participent le PCC, l'OBU et le groupe communiste animé par Saint-Martin. Voir à ce sujet : *The Worker*, 9 mai 1923, p. 1 ; « Grande assemblée d'anti-fascistes », *La Presse*, 22 mars 1926, p. 2. Sur la présence des antifascistes au sein de la communauté italienne montréalaise, voir : Franca Iacovetta et Robert Ventresca, « Italian Radicals in Canada. A Note on Sources in Italy », *Labour/Le Travail*, 37 (Printemps 1996), p. 205-220 ; Roberto Perin, « Conflits d'identité et d'allégeance. La propagande du consulat italien à Montréal dans les années 1930 », *Questions de culture*, 2, 1982, p. 81-102.

coude les militants des différentes formations, qui n'hésitent pas à dénoncer de façon unanime les interventions de la police contre les manifestants⁵³⁴.

Tout au long des années 1920, le PCC peine à effectuer une percée auprès des ouvriers canadiens-français. Les membres de la « French Branch » sont sollicités pour prendre part aux rassemblements et aux campagnes du parti, mais ceux-ci restent à la remorque des militants juifs ou anglophones. Après le départ d'Albert-Ernest Forget⁵³⁵, Henri Bélec demeure l'un des rares militants de langue française dont le nom apparaît dans les comptes rendus publiés dans le journal *The Worker*⁵³⁶. L'absence d'organisateur francophone jumelé au manque de propagande destinée spécifiquement aux ouvriers canadiens-français accentuent les difficultés de recrutement et de rétention des militants⁵³⁷.

3.2.1 L'Association révolutionnaire Spartakus

Au mois d'avril 1924, une crise éclate dans la « French Branch » du PCC, entraînant le départ de Conrad Lacombe et de Joseph-Émile Godin. Tous deux rejoignent le groupe de Saint-Martin, dont le noyau compte alors une vingtaine de militants⁵³⁸. Ceux-ci vont mettre sur pied une nouvelle organisation composée exclusivement de francophones, l'Association révolutionnaire Spartakus (ARS), dont les activités débutent au mois de mai 1924.

Le nom choisi par le groupe traduit les nouvelles orientations prises par ces militants. En se désignant comme une « association », ceux-ci délaissent la forme de « parti », ce qui implique une rupture avec les codes et les pratiques privilégiés par les formations communistes adhérant au Komintern. Sans sous-estimer le rôle-clé joué par Saint-Martin, le groupe se donne un mode d'organisation beaucoup moins hiérarchisé, sans chef ni dirigeant

⁵³⁴ Voir notamment les interventions de Joseph Schubert au conseil de ville de Montréal face aux provocations policières lors de la manifestation du 1^{er} mai 1924 : « Déployer librement ce drapeau », *Le Soleil*, 2 mai 1924, p. 1.

⁵³⁵ Le départ de Forget survient vers 1925. Celui-ci demeure d'abord à Toronto avant d'immigrer aux États-Unis en 1928. On retrouve sa trace en Californie en 1932 où il exerce le métier de scénariste dans l'industrie du cinéma. En 1935, il change de nom pour devenir Albert Forget de Saint-Géry. Forget décède à Los Angeles en 1940 à l'âge de 66 ans.

⁵³⁶ Voir notamment : « News from Montreal », *The Worker*, 18 juillet 1925, p. 1.

⁵³⁷ « Report of the C.E.C. of Communist Party for Convention Year », *The Worker*, 18 juillet 1925, p. 3.

⁵³⁸ Parmi eux, on retrouve Zotique Marcelin, Téléphore Galarneau, Charles Monette, Henri Mathurin, L-N-G Pagé, Alexandre Cincinat, Gaston Pilon et Abel Godin, le frère de Joseph-Émile Godin.

officiel. La référence à Spartacus est pour sa part doublement symbolique. Elle renvoie évidemment à la révolte menée par ce gladiateur contre l'empire romain dont le récit mythifié s'est rendu jusqu'à eux. Pendant les années 1930, les communistes libertaires mettent sur pied un journal portant ce nom où ils inscrivent la devise suivante : « Nous n'avons pas d'armes, les Romains en ont pour nous ».

Avant la Première Guerre mondiale, le combat de Spartacus fait écho pour les socialistes aux luttes menées par la classe ouvrière contre l'esclavage salarié. En 1861, en pleine révolution industrielle, Karl Marx témoigne déjà de son admiration pour celui qu'il considère comme « un véritable représentant du prolétariat antique »⁵³⁹. Fondée en 1915 par Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht, la Ligue spartakiste (Spartakusbund) se réfère au même imaginaire⁵⁴⁰. Dans un texte intitulé *Que veut la Ligue Spartakiste*, Luxembourg mobilise ainsi le courage et l'audace de Spartacus, lequel « (...) exhorte les révolutionnaires à agir » tout en défiant les menaces proférées par ses ennemis de classe⁵⁴¹. À *contrario*, la figure de Spartacus est aussi utilisée à la même époque par le clergé canadien-français pour caractériser les « semeurs de discorde » actifs au sein de la classe ouvrière auquel s'oppose la démarche « pacifique » et « charitable » initiée par les apôtres du Christ⁵⁴².

Après sa rupture avec le bolchévisme, Saint-Martin cherche également d'autres sources pour étayer ses idées et ses pratiques. Un certain nombre de principes défendus par Rosa Luxembourg s'apparentent aux positions politiques de l'ARS : l'opposition résolue aux guerres impérialistes, le rejet du parlementarisme, la critique de la conception léniniste du parti et des dérives du régime soviétique. Tous deux assassinés en 1919, le martyr de Luxembourg et Liebknecht est souligné à plusieurs reprises par Saint-Martin lors des manifestations du 1^{er} mai. Leur mort tragique lui permet de donner un sens aux valeurs d'engagement, de courage et d'abnégation dont

⁵³⁹ Letter from Marx to Engels In Manchester, London 27 février 1861, www.marxists.org/archive/marx/works/1861/letters/61_02_27-abs.htm, consulté le 6 décembre 2019.

⁵⁴⁰ Au sujet de Rosa Luxembourg, voir notamment : Diane Lamoureux, *Pensées rebelles. Autour de Rosa Luxembourg, Hannah Arendt et Françoise Collin*, Montréal, Les éditions du remue-ménage, 2010, 200 p.

⁵⁴¹ Rosa Luxembourg. « Que veut la Ligue Spartakiste ? », www.marxists.org/francais/luxembur/spartakus/programme.htm, consulté le 6 décembre 2019.

⁵⁴² « L'industrie depuis un siècle a pris un vaste essor. Elle a groupé dans des centres jusque-là déserts des masses d'hommes enlevés à la culture des champs et séduits par l'appât d'exploitations nouvelles. Ces hommes se sont coudoyés ; ils se sont suggestionnés ; ils se sont comptés. De leurs rangs drus et pressés une armée a surgi, l'armée des travailleurs. De nouveaux Spartacus se sont mis à leur tête. Ils leur ont dépeint sous les couleurs les plus sombres l'infériorité de leur vie. Ils leur ont montré des besoins à satisfaire, des salaires à majorer, des terres à conquérir. Ils ont, trop souvent hélas! allumé dans leurs cœurs la flamme des convoitises malsaines, et le feu de cette haine du riche qui éclate si aisément dans la mansarde du pauvre ». Mgr Louis-Adolphe Pâquet, *Droit public de l'Église. Volume 4. L'action religieuse et la loi civile*, Québec, Laflamme et Proulx, 1915, p. 240. Voir également : « La prédication du carême dans nos églises », *Le Devoir*, 16 mars 1925, p. 2

doivent faire preuve les militants révolutionnaires. La « pureté » des spartakistes offre également un contre-modèle idéalisé qui tranche avec les contradictions apparentes du bolchévisme.

3.2.2 Le développement de contre-institutions

Dans l'esprit de Saint-Martin, l'un des objectifs de l'ARS doit être le développement d'une communauté de militants révolutionnaires qui mettent en commun leurs ressources afin de construire dans la société actuelle celle de demain, inscrivant le groupe dans une dynamique caractéristique des mouvements libertaires. Cela passe par l'établissement de contre-institutions⁵⁴³, une tâche à laquelle les membres du groupe vont consacrer une bonne partie de leurs énergies. L'ARS commence par louer un immeuble situé au 275, boulevard Saint-Laurent qu'elle transforme en maison de chambres dont l'usage reste incertain⁵⁴⁴. Surnommée *Spartakus 2*, sa gestion administrative est confiée à une militante du groupe. Entre 1925 et 1927, l'ARS ouvre quatre autres locaux dans les quartiers ouvriers du centre-ville, dont trois épiceries : *Spartakus 5*, située au 4, Place-du-Marché, *Spartakus 7*, au 560, rue de Lagauchetière et *Spartakus 9*, au 1364, rue Sainte-Catherine Est. Au mois de février 1927 s'ajoute *Spartakus 10*, une « salle d'amusement » dont l'adresse n'est pas spécifiée mais qui pourrait être celle utilisée par l'Université ouvrière.

À priori, il semble que Saint-Martin renoue avec ses pratiques d'avant-guerre. La forme juridique de ces entreprises est toutefois fort différente des coopératives fondées par les socialistes avant 1914. En effet, les raisons sociales sous lesquelles opèrent les différents comptoirs Spartakus appartiennent officiellement à des individus qui en délèguent la gestion complète à Albert Saint-Martin par le biais d'actes notariés⁵⁴⁵. Dans la

⁵⁴³ Par contre-institutions, nous entendons les institutions alternatives que le mouvement ouvrier révolutionnaire met en place dans sa lutte contre l'ordre établi et ses institutions. Ces contre-institutions s'inscrivent dans une dynamique de contre-pouvoir. Voir à ce sujet : Valentin Schaepeynck, *L'institution renversée. Folie, analyse institutionnelle et champ social*, Paris, Éditions Eterotopia, 2018.

⁵⁴⁴ La police soupçonne que l'immeuble sert de « blind pig » (bar clandestin).

⁵⁴⁵ BANQ-M, Greffe du notaire Alfred Zénon Graton, Procuration par Spartakus 2 à Albert Saint-Martin pardevant Mtre Alfred Zénon Graton, 5308, 13 mai 1924 ; Procuration par Albert Pilon faisant affaires sous la raison sociale de « Spartakus 5 » à Albert Saint-Martin pardevant Mtre Alfred Zénon Graton, 5427, 6 février 1925 ; Procuration par Honorius Bédard comme faisant affaires sous la raison sociale de « Spartakus 7 » à Albert Saint-Martin pardevant Mtre Alfred Zénon Graton, 5540, 30 décembre 1925 ; Procuration par Henri Campbell comme faisant affaires sous la raison sociale de « Spartakus 9 » à Albert Saint-Martin pardevant Mtre Alfred Zénon Graton, 5617, 9 juin 1926 ; Procuration par Georges Bilodeau comme faisant affaires sous la raison sociale de « Spartakus 10 » à Albert Saint-Martin pardevant Mtre Alfred Zénon Graton, 5697, 23 février 1927.

convention établie entre Honorius Bédard, épicier, et Albert Saint-Martin, sténographe officiel, les termes de cette entente sont spécifiés :

Ledit H. Bédard déclare avoir accepté de faire seul le commerce d'épicerie à Montréal sous ladite raison sociale de : « Spartakus 7 » aux seules fins d'en faire bénéficier la classe ouvrière en général et spécialement aux fins de favoriser l'organisation ou le développement du mouvement Spartakiste. (...) Les dits H. Bédard et A. Saint Martin déclarent tous deux que ledit commerce d'épicerie et partant les biens et bénéfices réalisés et à être réalisés de ladite raison sociale ne seront pas pour les profits, bénéfices et avantages personnels mais seront exclusivement pour les profits, bénéfices et avantages de la classe ouvrière⁵⁴⁶.

En se réservant le droit de mettre un terme unilatéralement aux activités des comptoirs Spartakus⁵⁴⁷, Saint-Martin s'assure de garder le contrôle sur ces projets. Fidèle à ses habitudes, celui-ci a sans doute investi ses propres fonds personnels dans cette initiative. On peut toutefois se questionner sur les motifs qui le poussent à agir ainsi, d'autant plus que cette pratique entre en contradiction avec les objectifs du mouvement Spartakus, lequel cherche à développer l'autonomie de la classe ouvrière et à abolir la propriété privée. Bien au fait des dispositions du droit civil, Saint-Martin souhaite sans doute protéger les administrateurs contre d'éventuelles poursuites judiciaires pour défaut de paiement et pour dettes.

Si nous savons peu de choses sur le fonctionnement des comptoirs Spartakus, un entrefilet du journal *La Presse* nous permet néanmoins de mesurer leur visibilité à l'échelle des quartiers :

Les communistes ont, dit-on, établi à Montréal plusieurs postes de distribution où ils vendent des épiceries. Sur ces postes, ils ont placé des annonces. Une de ces affiches, placée dans l'est de la ville, se lisait comme suit : « Procédons à la confiscation, tout pouvoir aux travailleurs ». Or, la police est allée, hier, enlever cette enseigne. M. Albert Saint-Martin s'est rendu ce matin aux quartiers généraux de la police afin de s'informer pourquoi l'on a ainsi enlevé l'affiche sans avoir au préalable averti les intéressés⁵⁴⁸.

⁵⁴⁶ Déclaration & convention entre Honorius Bédard faisant affaires sous la raison sociale de : "Spartakus 7" et Albert Saint-Martin devant le notaire Alfred Zénon Gratton, 5541, 30 décembre 1925.

⁵⁴⁷ *Ibid.*

⁵⁴⁸ « Des protestations que font les communistes », *La Presse*, 17 novembre 1926, p. 2.

En plus de jouer un rôle économique préfiguratif, les comptoirs Spartakus servent aussi à diffuser les mots d'ordre et la propagande de l'ARS. Comme nous allons le voir, l'engagement des militants du groupe ne se limite pas à ce champ d'activité. Il s'accompagne d'une insertion dans le mouvement syndical et dans la défense des sans-travail.

3.2.3 L'action au sein des mouvements sociaux

Les communistes regroupés au sein de l'ARS renouent brièvement avec le syndicalisme entre 1924 et 1926 en adhérant de nouveau à la One Big Union. Après deux ans d'inactivité à Montréal⁵⁴⁹, la centrale vient de reprendre pied dans la métropole grâce aux efforts d'un militant anglophone travaillant aux « shops » Angus⁵⁵⁰, Thomas E. Moore. Au mois d'août 1924, celui-ci arrive à former une section locale composée d'ouvriers métallurgistes travaillant dans les ateliers ferroviaires. D'après Moore, le succès à long terme de cette campagne d'organisation reste toutefois tributaire de sa capacité à recruter un nombre significatif de militants francophones :

(...) the metal workers have a good unit which is spreading in numbers and influence. (...) We have a difficulty here also that is found to a lesser extent all over Canada, but here is of supreme importance – the language difficulty. Montreal is largely a French-speaking city and any effort to organize the workers here that has not a good nucleus of capable French speakers actively helping, is doomed. That is why we are attempting to influence some French comrades and we have had some success, with promise of a still larger group in the near future. Both English and French have been subject to the propaganda of the bosses, but we are getting some influential French members who are ready to really work to build up a strong local movement⁵⁵¹.

De toute évidence, les « French comrades » mentionnés dans cet article sont des militants de l'ARS. Dans un texte paru dans le *One Big Union Bulletin* le 9 octobre 1924, Moore donne d'ailleurs un aperçu de leurs idées et de leurs pratiques :

⁵⁴⁹ Rappelons qu'entre 1922 et 1923, l'OBU ne compte aucun syndicat actif dans la région de Montréal.

⁵⁵⁰ Ouverts au début du 20^e siècle, les ateliers – « shops » – Angus sont un vaste complexe industriel situé dans le quartier Rosemont. Destiné à la production de matériel pour le réseau ferroviaire du Canadien Pacifique, jusqu'à 12 000 ouvriers y travaillent avant la fermeture du complexe au début des années 1990.

⁵⁵¹ « Conditions in Eastern Canada », *OBU Bulletin*, 14 août 1924, p. 1.

The French Communists in Montreal have been conducting meetings every Sunday for a number of years. Their meetings are well attended and one understanding the language is assured of an intellectual treat. These comrades are not affiliated with the now moribund Workers' Party, and on entering their hall one sees a prominent sign that reads, « Members of the Workers' Party are not welcome. »

Last Sunday the hall was packed to the door with workers listening to a rousing address by Comrade Pilon. His analysis of the capitalist system of production was a masterly one. In handling his subject he made it very clear that the capitalist system has one outstanding earmark, namely, the wages system exists, whether it be Canada or Russia, the US or Germany, that there flourished capitalism in full flower and fruit. Communism, declared he, is only possible when the material basis for it is well established.

Needless to say that these comrades do not get their inspiration from either Moscow or Rome [nous soulignons]. A strong sentiment for the OBU prevails among them and OBU speakers are always welcome⁵⁵².

La démarche de Moore auprès des membres de l'ARS semble porter fruit. Au mois de mai 1925, une section interprofessionnelle francophone est formée à Montréal. Pour la toute première fois de sa courte histoire, l'OBU accepte l'adhésion d'un syndicat local regroupant des travailleurs en fonction de leur origine ethnolinguistique, une pratique pourtant déjà courante au sein du mouvement ouvrier⁵⁵³. Il s'agit d'un compromis important pour cette organisation qui tente de promouvoir un syndicalisme de type industriel où s'effacent également les distinctions ethniques, sexuelles ou nationales.

L'OBU pose un autre geste important en embauchant le militant communiste Joseph Saint-André comme organisateur. Son salaire de 15\$ par semaine est payé à même les fonds de la centrale. L'itinéraire de Saint-André ressemble jusqu'alors à celui de plusieurs militants de sa génération. Né en 1898, il grandit sur une ferme à Saint-Ambroise, un village situé près de Joliette. Saint-André s'engage en 1917 dans l'armée comme volontaire : il est incorporé dans le 87^e bataillon des Canadian Grenadier Guards, une unité d'infanterie qui combat en France à partir de 1916. La guerre terminée, on retrouve Saint-André à Montréal où il diffuse le journal *Western Clarion* et commence à militer au sein du PS-C, intervenant régulièrement dans les assemblées tenues au Temple du travail. Selon la police, l'engagement socialiste de Saint-André s'expliquerait par ses liens familiaux avec Albert Saint-Martin, dont il serait le neveu. En parallèle à son implication au PS-C, Saint-André se joint à l'ASEO. Sous le pseudonyme de Robespierre, il participe à la reprise en main du groupe aux côtés

⁵⁵² « Notes from the East », *OBU Bulletin*, 9 octobre 1924, p. 3.

⁵⁵³ Le mouvement ouvrier montréalais a depuis longtemps intégré cette pratique, déjà présente dans les assemblées locales des Chevaliers du travail au cours des années 1880.

d'Albert-Ernest Forget, mais ne semble pas avoir suivi ce dernier lors du processus de fusion entre l'ASEO et le PCC-WP.

L'embauche de Saint-André donne le coup d'envoi des activités de la « French Section » de l'OBU. Celle-ci commence à tenir des assemblées au Temple du travail. Moore convainc les membres de l'exécutif de l'OBU de donner un appui financier à ses militants, lesquels souhaitent amorcer une campagne d'organisation auprès des « casual workers » [journaliers]⁵⁵⁴. Les dirigeants de la centrale acceptent cette proposition, mais confient la gestion de ces fonds à Richard Kerrigan, un sympathisant de l'OBU jouissant d'une excellente réputation dans les milieux de gauche montréalais. En apparence banale, cette décision a néanmoins de lourdes conséquences sur les rapports entre la section française et l'exécutif de la centrale.

Les militants francophones de l'OBU commencent par investir les structures de l'Association des ouvriers sans-travail de Montréal, un mouvement créé pendant la crise économique de 1921-1922 par des syndicalistes actifs au CMTM⁵⁵⁵. Au mois de juillet 1924, l'exécutif du CMTM décide de retirer ses délégués de l'Association, prétextant qu'on y retrouve désormais « (...) des personnes qui sont loin d'avoir de la sympathie pour le Travail Organisé et dont la mentalité ne correspond pas avec celle de la majorité saine et modérée des ouvriers canadiens »⁵⁵⁶. Le vide causé par leur départ profite aux membres de l'OBU qui en prennent les commandes. Le groupe entre en scène le 21 décembre 1925, alors qu'une centaine de sans-travail se rendent à l'Hôtel de ville pour obtenir un emploi sur les chantiers municipaux ou, à défaut, une indemnité de chômage⁵⁵⁷. La mobilisation se poursuit deux jours plus tard par une grande assemblée au Champ de Mars :

Plusieurs centaines de sans-travail ont manifesté leur mécontentement hier après-midi [23 décembre], sur le Champ de Mars, et ont vivement protesté contre l'attitude des autorités municipales à leur égard.

⁵⁵⁴ AM, MG10 A142, JEB, 11 juin 1925, p. 1.

⁵⁵⁵ Les responsables de l'Association rencontrent au mois de février 1922 le Premier Ministre du Québec afin de lui faire part des difficultés rencontrées par les « ouvriers de métiers » en recherche d'emploi. En 1923, elle compte 75 délégués représentant 38 organisations différentes. Selon son président-général, « (...) les membres de l'association ne sont pas des sans-travail, mais des ouvriers qui se groupent dans le but d'empêcher ou de prévenir le chômage ». Voir à ce sujet : « Campagne contre le blasphème », *La Presse*, 13 février 1922, p. 18 ; « Nouvelles ouvrières », *La Presse*, 19 novembre 1923, p. 15.

⁵⁵⁶ « Des taux plus bas pour le public », *Le Monde ouvrier*, 19 juillet 1924, p. 1.

⁵⁵⁷ « Les sans-travail sur le Champ de Mars », *La Presse*, 22 décembre 1925, p. 25.

Comme la température devenait très froide, les manifestants décidèrent d'aller tenir une grande assemblée de protestation au Temple du Travail. Cette assemblée était présidée par M. C. Ouimet, président de l'Association des ouvriers sans-travail de Montréal, assisté des autres officiers de cette organisation. Plus de cinq cents chômeurs y assistaient.

Le comité chargé du placement des hommes, fit rapport qu'en dépit des promesses solennelles faites par l'échevin Brodeur, président du comité exécutif municipal, de faire donner du travail aux chômeurs, pas un seul sans-travail n'a pu trouver de l'ouvrage aux trois chantiers de la corporation où M. Brodeur leur avait dit de se présenter, mardi matin. Là-dessus, la foule protesta contre l'attitude des autorités municipales.

Des orateurs lancèrent des appels révolutionnaires, et appelèrent les sans-travail à se joindre à la « One Big Union », et des pamphlets de cette organisation furent distribués dans la foule. Finalement, il fut décidé d'organiser une grande parade dans les rues de la ville, pour dimanche après-midi, avec tambours, clairons et pancartes. Le rendez-vous des manifestants a été fixé à 2 h. p.m. sur le Champ de Mars⁵⁵⁸

Le journal *La Presse* publie les noms des « officiers » de l'Association. Outre Saint-André, désigné comme organisateur général, on compte parmi eux plusieurs individus qui se sont joints à l'ARS au cours des derniers mois, notamment Charles Ouimet, Joseph Campbell, Léo Lebrun et Évariste Dubé. Ces quatre militants ont plusieurs points communs et partagent une même expérience. Issus de milieux modestes, leur vie adulte reste marquée par les années de guerre et la crise économique de 1921-1922. Âgés entre 27 et 32 ans, ils occupent tous des emplois précaires, que ce soit comme journalier, débardeur ou tailleur de cuir. Lebrun et Dubé sont nés dans le même village, celui de Grande-Rivière en Gaspésie. Ouimet provient lui aussi d'un milieu rural, ayant d'abord vécu dans la région de Saint-Jean-sur-Richelieu où il se marie en 1913 à l'âge de 20 ans. Quant à Campbell, il grandit dans le quartier Sainte-Marie d'un père d'origine écossaise et d'une mère canadienne-française ne sachant ni lire, ni écrire. Campbell et Lebrun ont combattu pendant la guerre, le premier au sein du 22^e Régiment d'infanterie, le second dans la marine, alors que Dubé échappe à la conscription en travaillant comme pêcheur à Chandler en Gaspésie. À divers degrés, ces quatre militants jouent un rôle prépondérant dans les milieux révolutionnaires montréalais au cours des années 1930⁵⁵⁹.

⁵⁵⁸ « Vives protestations de ces sans-travail », *La Presse*, 24 décembre 1925, p. 5. La manifestation prévue n'a finalement pas lieu : la police disperse le rassemblement et saisit les pancartes de l'Association. Voir à ce sujet : « Manifestation de sans-travail qui est empêchée par la police », *La Presse*, 31 décembre 1925, p. 10.

⁵⁵⁹ Au sujet d'Évariste Dubé, voir : Andrée Lévesque, « Évariste Dubé, un Gaspésien communiste », *Magazine Gaspésie*, 53, 3 (novembre 2016), p. 41-43. Au sujet de Léo Lebrun, voir : Dorothy Sauras, « Hommage posthume au président fondateur du local 301 », *Le 301*, 33, 4 (décembre 1980), p. 3.

Des rapports conflictuels

Avec le soutien financier de la centrale, la section française de l'OBU arrive à publier un journal, *Le Travailleur*, dont le premier – et unique – numéro paraît au mois de mars 1926⁵⁶⁰. Ce projet marque un point tournant dans les rapports entre l'ARS et l'OBU. Après plusieurs mois de retard, le journal n'est pas à la hauteur des attentes de l'exécutif de l'OBU établi à Winnipeg⁵⁶¹. On reproche aux militants de l'ARS d'avoir utilisé les fonds qui leur avaient été attribués pour produire leur propre propagande sans se soucier des objectifs du syndicat, entraînant la mise en veilleuse du journal⁵⁶². Cette critique montre bien la nature conflictuelle des rapports entre l'ARS et la One Big Union. Comme ce fut le cas en 1920 lors de leur brève collaboration au bulletin *Le Travailleur-The Worker*, les militants communistes de langue française cherchent à instrumentaliser les outils de propagande syndicale pour se faire connaître des ouvriers montréalais. De son côté, l'OBU a cruellement besoin de ces militants pour lui permettre de s'implanter dans la métropole mais demeure méfiante face à leurs intentions réelles.

Comme il fallait s'y attendre, ce mariage de raison résistera difficilement à l'épreuve du temps. Déjà mise à rude épreuve par des tensions internes⁵⁶³, la stabilité de la section française se fragilise lorsque Joseph Saint-André est appelé à quitter Montréal pour Minto au Nouveau-Brunswick où l'OBU mène une campagne auprès des mineurs de charbon⁵⁶⁴. Ce départ porte un dur coup aux efforts entrepris par l'OBU dans la métropole. Quelques mois plus tard, Saint-André est contraint de démissionner de son poste après avoir détourné les fonds d'une section locale à des fins personnelles. Les militants de l'ARS mettent un terme à leur engagement aux côtés de l'OBU peu de temps après la démission de Saint-André. Après seulement deux ans d'activité, le groupe disparaît de la liste des syndicats affiliés à l'OBU au mois d'avril 1927, sans doute parce que ses membres ont cessé de

⁵⁶⁰ Thomas Poulin, « Nous vous présentons », *L'Action catholique*, 30 mars 1926, p. 7.

⁵⁶¹ AM, MG10 A142, Winnipeg CLC, 7 avril 1926, p. 1.

⁵⁶² Le journal contient notamment un article présentant les activités du mouvement Spartakus : « Les capitalistes s'efforcent toujours de faire croire aux travailleurs que toute lutte est impossible ; qu'ils sont nos maîtres et que nous n'avons pas à nous soumettre à leur domination. Cependant une simple poignée de travailleurs n'étant organisée pour [un ou deux mots manquent], au bout de quelques mois, ils peuvent lancer le fier défi suivant : "Jusqu'à aujourd'hui la classe capitaliste à [sic] exercé une dictature absolue, la classe ouvrière, guidée par vous, commence à exercer le pouvoir, [un ou deux mots manquent] ainsi que nous ordonnons aux épiciers, de vendre à tels prix, dictés par nous, et s'ils n'obéissent pas, c'est nous qui vendrons. Tout pouvoir aux travailleurs ».

⁵⁶³ AM, MG10 A142, JEB, 27 avril 1926, p. 1.

⁵⁶⁴ Au sujet de cette campagne et du rôle joué par Saint-André, voir : Allen Seager, « Minto, New Brunswick : A Study in Canadian Class Relations Between the Wars », *Labour-Le Travailleur*, 5 (printemps 1980), p. 81-132.

payer leurs cotisations à la centrale depuis plusieurs mois. Quant à Saint-André, il rejoint brièvement le PCC avant de poursuivre son engagement militant aux côtés de diverses autres formations politiques ouvrières⁵⁶⁵.

Divers facteurs peuvent nous permettre d'expliquer cette fin en queue de poisson. Malgré les efforts de Saint-André, force est de constater que son bilan comme organisateur reste assez mince. À l'exception d'un noyau de militants formé à l'usine d'Imperial Tobacco située dans le quartier Saint-Henri⁵⁶⁶, la section française de l'OBU n'a pas réussi à mettre sur pied de section syndicale à l'échelle des entreprises. La campagne d'organisation auprès des journaliers n'a pas non plus obtenu les résultats escomptés. En fait, le cœur des activités de la section française semble s'être limité à de l'agitation-propagande par le biais d'un journal et la tenue d'assemblées publiques, notamment sur la question du racisme et de l'antifascisme⁵⁶⁷.

Confrontée à d'importantes difficultés organisationnelles et financières, l'OBU ne pouvait qu'être déçue des faibles résultats obtenus par Saint-André à Montréal, menant à son départ vers les provinces maritimes. Désireux de conserver leur pleine autonomie, les militants de langue française furent sans doute surpris de voir l'exécutif de l'OBU prendre des décisions sans les consulter, en confiant notamment la gestion des fonds destinés à leurs campagnes à un militant extérieur à leur organisation. De part et d'autre, ces désaccords ont été accentués par des cultures politiques différentes. Du côté de l'OBU, on cherche à rivaliser coûte que coûte avec le CMTC en consacrant énormément de ressources au recrutement de nouveaux membres. Cette stratégie de mobilisation est fondée sur le court terme. La marge de manœuvre de la centrale est toutefois limitée : elle s'appuie sur le travail d'un petit nombre d'organiseurs salariés, lesquels doivent rendre des comptes à l'exécutif de la centrale. À défaut d'obtenir des résultats satisfaisants, ceux-ci sont rapidement déplacés vers

⁵⁶⁵ Après son court passage au PCC, Saint-André est élu comme président du Club ouvrier Saint-Denis en avril 1928 avant de devenir secrétaire-général de la section de la province de Québec du POC l'année suivante. Pendant les années 1930, Saint-André se rapproche successivement du CCF et du Front populaire après avoir mis sur pied le Club ouvrier des ex-soldats de la Grande Guerre en 1932. Saint-André publie également deux livres au cours de cette période : *La technocratie par la démocratie industrielle*, Montréal, A. Lévesque, 1933, 201 p. et *La Démocratie de demain : un exposé des principes, buts, programme, constitution, règlements du Parti démocratie canadien*, Montréal, s.e., ca1936, 98 p.

⁵⁶⁶ AM, MG10 A142, Winnipeg CLC, 18 mai 1926, p. 1.

⁵⁶⁷ Cet engagement se traduit par la participation de Saint-André à un meeting organisé au mois de mai 1926 aux côtés de plusieurs autres organisations ouvrières : « A public meeting was held in the Auditorium Hall, Montréal, at which the Italian situation was discussed. The speakers were as follows : J.S. Woodsworth, M.P. ; M. Colasurdo, Secretary of the Matteotti Club ; J. Shubert, J. Salerno, general organizer of the ACW [Amalgamated Clothing Workers Union of America] ; A. Giovannitti, Secretary of the Italian Socialist Party in America ; A. St. Martin, representing the French Communist Party (Independent), and J.A. St. Andre, OBU organizer. A large audience listened attentively to the addresses, which were delivered in French, Italian, and English. Comrade St. Andre spoke of the work his organization was doing and stressed the necessity of the working class organizing on the industrial field if they hoped to rid themselves of all dictators and parasites ». « Anti-Fascisti Meeting », *OBU Bulletin*, 20 mai 1926, p. 6.

d'autres régions du pays ou tout simplement limogés. Pour leur part, les militants de l'ARS continuent de privilégier une stratégie sur le long terme, reposant essentiellement sur l'éducation de la classe ouvrière comme moyen d'élargir leur mouvement. Cette intervention ne se fait pas à l'échelle des entreprises, s'inscrivant davantage dans le modèle éducationniste-réalisateur que dans celui propre au syndicalisme⁵⁶⁸. Les militants communistes libertaires vont plutôt s'appuyer sur une contre-institution qu'ils viennent de créer au centre-ville de Montréal : l'Université ouvrière.

3.2.4 Les débuts de l'Université ouvrière, 1925-1930

Au cours de l'été 1925, les militants de l'ARS formalisent le fonctionnement de leurs réunions publiques hebdomadaires en mettant sur pied l'Université ouvrière (UO), un forum de débat reprenant sensiblement la même formule que les assemblées « publiques et contradictoires » organisées depuis près de vingt ans dans les milieux progressistes de Montréal. Son nom s'apparente à celui du Labor College. Si des similitudes existent entre ces deux initiatives, qui visent à émanciper la classe ouvrière par l'éducation, l'UO s'adresse d'abord et avant tout aux travailleurs francophones, qu'ils soient d'origine canadienne-française ou immigrante, alors que la programmation du Labor College se déroule presque exclusivement en anglais.

Les premières rencontres de l'UO se tiennent les dimanches en après-midi au 222, boulevard Saint-Laurent, non loin d'un marché public où les communistes vont haranguer la foule pour inviter les passants à assister à leurs conférences⁵⁶⁹. Située au deuxième étage du restaurant Capitol Lunch, la salle est utilisée depuis près de quinze ans comme lieu de rencontre par des militants socialistes⁵⁷⁰. D'après les recherches menées par l'historienne Andrée Lévesque, « The Université ouvrière got its charter under the Loi des bibliothèques et des instituts d'artisans, c.256, S.R.Q. 1925. The first administrators were Évariste Dubé, president, Téléphore Galarneau, treasurer, Conrad Dumas, secretary, Zotique Langlois, organizer, Louis Pelletier, Roméo Boisclair,

⁵⁶⁸ Manfredonia, *Unité et diversité de l'anarchisme*, p. 21.

⁵⁶⁹ À la suite des changements survenus dans la numérotation des immeubles à Montréal, le 222, boul. Saint-Laurent devient le 1108, boul. Saint-Laurent vers 1926.

⁵⁷⁰ La Progressive Library and Reading Room (1909) et le PSC (1910-) y ont notamment élu domicile avant la Première Guerre mondiale. Au sujet de la Progressive Library and Reading Room, animée par des militants du PSC, voir : IISH, Fonds *Freedom Press*, boîte 456-465, Correspondance (1902-1919).

Émile Godin, Charles Godin, and Albert Saint-Martin »⁵⁷¹. On peut se questionner sur les raisons qui poussent les militants de l'ARS à se placer sous la juridiction de cette loi provinciale adoptée en 1851 pour encadrer le fonctionnement des bibliothèques et des « mechanic's institute »⁵⁷². La création d'une corporation dûment enregistrée a sans doute facilité la location d'un local et l'acquisition de biens et meubles. Elle leur permet aussi d'imposer un droit d'entrée aux conférences et de pouvoir recouvrer devant les tribunaux des sommes qui pourraient leur être dues. Plus fondamentalement, l'incorporation assure aussi aux administrateurs de conserver le plein contrôle sur l'organisation ainsi formée et de se protéger contre les vicissitudes financières. Les déboires du Labor College ont peut-être incité Albert Saint-Martin et ses camarades à privilégier cette formule. Après avoir servi de lieu de formation pour les militants du PCC-WP, le Labor College subit les contrecoups de la lutte interne qui déchire la section québécoise du POC, menant au départ de ses membres fondateurs et la reprise en main du lieu par des militants socialistes au cours des années 1920.

La mise sur pied de l'UO ne semble inquiéter ni la police, ni les autorités. Près de deux ans s'écoulent avant que les assemblées de l'UO n'attirent l'attention de Paul Cazeau, un chroniqueur du journal catholique d'extrême droite *La Croix*. Dans le premier d'une longue série d'articles, celui-ci décrit en détail ce qu'il observe sur place :

Le dimanche, 7 août, malgré la chaleur humide qui écrasait Montréal, les communistes tinrent leur assemblée ordinaire. Un jeune échappé se rendit au marché Saint-Laurent pour racoler des gens. Les « camarades » Galarneau et Lacombe prirent la parole. Ces deux orateurs nous dirent qu'ils ne prêchaient pas moyennant finance. Ils le répétèrent tant et tellement que je finis par les soupçonner de mensonge, mais passons. Les auditeurs furent invités à descendre au numéro 1108 rue Saint-Laurent où une conférence suivie de questions et de réponses devait être prononcée. Je m'y rendis.

Après monté un sale escalier où deux annonces de Juifs s'étaient sur les contremarches, je débouchai dans une salle pouvant contenir environ 300 personnes. Pour y pénétrer, les communistes, ces « stigmatisateurs » du capital, nous obligent à payer cinq sous. Histoire de payer les dépenses, à ce qu'ils disent. En face de la porte, appuyée au mur s'étale une guenille rouge portant cette inscription : « Poste communiste ; Local no. 1 ». Dans une espèce de trou, de biais avec la guenille, se cache la bibliothèque, car on a une bibliothèque, pas très considérable si l'on veut, 300 volumes environ ; mais ces 300 volumes, on les fait circuler ! De plus, le bibliothécaire, une petite femme qui fait des farces sur le dos de Sainte-Thérèse, vend des tracts

⁵⁷¹ Andrée Lévesque, « Red Scares and Repression in Quebec, 1919-39 », Barry Wright, Eric Tucker et Susan Binnie, dir., *Canadian State Trials Volume IV. Security, Dissent, and the Limits of Toleration in War and Peace, 1914-1939*, Toronto, University of Toronto Press, 2015, p. 316.

⁵⁷² Au sujet du développement des bibliothèques et des « mechanic's institute » au Canada, voir notamment : Yvan Lamonde, Peter F. McNally et Andrea Rotundo, « Les bibliothèques publiques et l'émergence d'une culture publique », Yvan Lamonde, Patricia Fleming et Fiona A. Black, dir. *Histoire du livre et de l'imprimé au Canada, v. 2. De 1840 à 1918*, Montréal, PUM, 2005, p. 262-285.

antireligieux et antisociaux (...) à 5 sous chacun, 6 pour 25 sous. Deux nudités et deux gravures (l'une portant une torche, l'autre un marteau passé dans une faucille), décorent les murs. Quelques tables, des chaises, des bancs, un piano complètent l'ameublement. Dans l'auditoire, une quarantaine de personnes aux yeux louches, on remarque 4 ou 5 femmes et quelques « habitants »⁵⁷³ émigrés en ville. (...)

Un autre jeune excité, à la cravate rouge, vint nous donner le programme. Après l'élection du président et le chant de « l'Internationale », il nous débita sa conférence sur les Soviets de Russie (on prononce *soviète*, en communisme). Il nous apprit dans un déluge de « comme on dit », « comme vous voyez », que les ouvriers russes sont les plus heureux de la terre, que les ouvriers canadiens pourront jouir du même bonheur sans verser trop de sang et qu'ils en jouiront, car les communistes sont à former une pléiade de jeunes orateurs pour faire une propagande des plus actives. (...)

Un jeune Italien prononça un discours en mauvais français. Si je compris bien, il est de descendance catholique ; mais plus intelligent que son père, il est communiste depuis qu'un livre révolutionnaire lui a « ouvert l'esprit » ! Il nous apprit encore que l'on devait tuer le capitaliste, car il n'a jamais rien produit, que le patriotisme était « une invention de curés et de capitalistes ». Il termina en demandant d'envoyer un télégramme pour protester contre l'exécution de Sacco et Vanzetti.

Suivirent les commentaires du « camarade » Galarneau. Cet homme est un vrai caméléon : il fut catholique, conservateur, libéral, nationaliste ; de ce temps-ci, il est communiste athée. Il propage ses théories dans le « faubourg de Québec » où « lève une généreuse moisson »⁵⁷⁴.

Malgré son ton résolument polémique et ses références antisémites, cet article met en relief plusieurs éléments centraux des pratiques développées par l'ARS. Située sur la principale artère commerciale de la métropole, l'UO remplit plusieurs rôles essentiels : espace dédié à l'éducation de la classe ouvrière, local permettant la diffusion de propagande, lieu de sociabilité politique. Le 1^{er} mai, l'UO sert de point de rendez-vous aux militants de l'ARS qui convergent ensuite vers le lieu de la manifestation. La salle est également utilisée pour tenir des soirées culturelles⁵⁷⁵ où alternent les discours politiques, la musique et les chants révolutionnaires comme *l'Internationale*, *Spartacus* ou *l'Armée des travailleurs*, une pièce composée par le pianiste montréalais Léo Lamontagne⁵⁷⁶.

⁵⁷³ Le terme « habitant » désigne une personne demeurant à la campagne et cultivant la terre.

⁵⁷⁴ Paul Cazeau, « Deux assemblées communistes à Montréal », *La Croix*, 27 août 1927, p. 1.

⁵⁷⁵ D'après la GRC, « (...) St-Martin and his followers had a celebration of the 10th anniversary of the Russian Soviet Government on Nov. 6th [1927] at his Hall over the Capital [sic] Cafe on St. Lawrence Main near Dorchester St., about 150 people were present. Revolutionary songs were sung and there was other music, and speeches were made ». BAC, Demande d'accès à l'information A-2016-00352, RCMP, Communist Party of Canada – French Branch, Supp. 1, Vol. 7, 7 novembre 1927, p. 81.

⁵⁷⁶ *L'armée des travailleurs* est une « chanson d'actualité » dédiée à la révolution russe et à la lutte anti-impérialiste en Chine. Reprise dans les assemblées de l'Université ouvrière dès 1927, sa partition est conservée dans les dossiers de la GRC. BAC, Demande d'accès à l'information A-2016-00352, RCMP, Supp. 1, Vol. 8, p. 127-129. Un extrait de la partition se trouve dans l'annexe A de notre thèse.

L'Université ouvrière possède une bibliothèque accessible au public, ce qui indique que le groupe s'est structuré et se stabilise. Celle-ci est placée sous la responsabilité de Carmen Gonzales, une militante originaire des Antilles. Tout comme elle le faisait au sein de l'EPA, Gonzales s'occupe aussi de la vente de brochures anarchistes et anticléricales dont Cazeau fournit une liste exhaustive dans l'un de ses articles⁵⁷⁷. Importées de France par Paul Faure, la plupart d'entre elles sont éditées par le Groupe de propagande par la brochure, animé par des militants de l'Union anarchiste et de la Librairie sociale, ou encore par l'anarchiste-individualiste E. Armand avec lequel Faure entretient une correspondance jusqu'à son décès dans les années 1950⁵⁷⁸.

Cazeau rapporte également que des membres de l'UO distribuent au porte-à-porte le pamphlet *Le Christ au Vatican*, un court texte satirique écrit par Victor Hugo en 1862 qui se conclut par les strophes suivantes :

Leur pouvoir qu'ils nomment temporel,
J'en jure par mon sang, est loin d'être éternel ;
Cette puissance tyrannique,
Et dont le ridicule égale l'odieux ;
Cette exécrable Église catholique,
Je l'écraserai, moi, Jésus, du haut des cieux !⁵⁷⁹

En se penchant sur les thèmes de ces publications, nous constatons que l'anticléricisme et l'athéisme surpassent très nettement tous les autres, marquant une évolution par rapport aux premières années d'après-guerre où prédominent les références à la révolution russe. Nous y voyons le signal, parmi d'autres, que les références culturelles du groupe sont en train de changer.

⁵⁷⁷ Paul Cazeau, « Leurs ordures littéraires », *La Croix*, 5 novembre 1927, p. 1.

⁵⁷⁸ *Jésus-Christ n'a jamais existé* (Bossi) ; *Pourquoi je ne crois plus en Dieu* (Émile Chapelier), *L'amour, la femme et l'enfant* (Raoul Odin), *Les principes humanitaristes et l'Internationale des intellectuels* (Eugen Relgis), *Immoralité du mariage* (René Chaughi), *Dieu n'existe pas* (Dikran Elmassian), *Le grand fléau c'est le christianisme* (A. Satterthwaite), *L'absurdité « Dieu »* (Bakounine), *La prière de l'Athée* (H. Spencer), *L'Évangile de l'Heure* (Paul Berthelot), *L'action révolutionnaire dans la Révolution* (Kropotkine), *Évolution et Révolution* (Élisée Reclus). Une liste complète des brochures anarchistes diffusées à Montréal pendant l'entre-deux-guerres apparaît en annexe D de notre thèse.

⁵⁷⁹ De nombreuses éditions de ce texte existent. Cette citation provient d'une version diffusée à Montréal avant la Première Guerre mondiale conservée à l'Institut international d'histoire sociale (IHS) d'Amsterdam sous la référence F710 / 574 C.

Les articles publiés par Cazeau entre le mois d'août 1927 et le mois de juin 1928 n'ont qu'un seul but : démasquer l'UO pour obtenir sa fermeture. En ce sens, le journal *La Croix* emploie les mêmes procédés que ceux utilisés avec succès par les milieux catholiques « intransigeants » contre le cercle Alpha Omega avant la Première Guerre mondiale⁵⁸⁰. De nombreux parallèles existent d'ailleurs entre ces deux groupes. Tout comme le cercle Alpha Omega, l'Université ouvrière accorde une grande importance à la critique religieuse en ayant recours à une approche scientifique. Comme le souligne l'historienne Claire Auzias dans son étude sur le mouvement libertaire lyonnais pendant l'entre-deux-guerres, le scientisme « (...) représente l'espace fragile des quêtes intellectuelles »⁵⁸¹ en prétendant résoudre les problèmes philosophiques par la science. Les thèmes des assemblées rapportées par Cazeau traduisent d'ailleurs cette orientation : plus de la moitié des conférences portent sur l'inexistence de Dieu, l'origine de l'univers et la théorie de l'évolution des espèces, combinant la pensée de Charles Darwin et d'Herbert Spencer à celle de Karl Marx ou de Sébastien Faure, un auteur anarchiste français dont les brochures connaissent un réel succès à Montréal. S'ils peuvent compter sur la présence occasionnelle d'intellectuels sympathiques à leurs idées⁵⁸², les membres de l'Université ouvrière sont volontiers autodidactes. Foncièrement rationalistes, ils entendent montrer les incohérences du discours et des pratiques religieuses en faisant appel à l'autorité de la « science » ou du moins à leur compréhension de celle-ci.

Si la campagne du journal *La Croix* n'entraîne aucune conséquence à court terme pour l'UO et ses militants⁵⁸³, leurs attaques répétées contre le clergé provoqueront une forte réaction de la part de l'Église catholique et de ses alliés politiques. Le nouveau local de l'UO situé sur la rue Craig est saccagé en octobre 1930 par des étudiants de l'Université de Montréal qui brûlent le mobilier et les livres de la bibliothèque⁵⁸⁴. Alors que la police

⁵⁸⁰ L'éditeur de *La Croix*, Joseph Bégin, est d'ailleurs le gendre de Jules-Paul Tardivel, propriétaire du journal *La Vérité* qui s'était attaqué aux militants socialistes, anarchistes et libres penseurs avant la Première Guerre mondiale.

⁵⁸¹ Auzias, *Mémoires libertaires*, p. 261.

⁵⁸² Nous pensons au Dr Jean Delâge, lequel prononce une conférence à l'Université ouvrière en 1927. Le Dr Delâge, qui rentre d'un séjour de trois ans à Paris, est professeur d'anatomie à la faculté de médecine de l'Université de Montréal. Il est le frère de Victor Delâge, l'un des avocats d'Albert Saint-Martin, et d'Achille Delâge, un avocat qui représente les membres de la One Big Union à Nominique au début années 1920. Voir à son sujet : « Mort subite d'un célèbre anatomiste », *La Presse*, 7 avril 1953, p. 13.

⁵⁸³ Au mois de mai 1928, l'Université ouvrière change toutefois de local, passant du boulevard Saint-Laurent à la rue Craig. *La Croix* attribue ce déménagement au succès de sa campagne, mais aucune autre source ne permet d'appuyer cette affirmation.

⁵⁸⁴ « Les universitaires auraient endommagé un club communiste », *La Patrie*, 27 octobre 1930, p. 3. D'après un article publié dans le même journal en 1934, 3000 livres auraient été brûlés au Champ de Mars, un piano et un gramophone auraient été détruits, engendrant des pertes de 5600\$ en dommages. Voir : « Écho d'une émeute en cour d'Appel », *La Patrie*, 22 octobre 1934, p. 30. Albert Saint-Martin intente une poursuite au nom de l'UO contre le service de police de la ville de Montréal, à qui il reproche de ne pas être intervenu. La demande est rejetée par le tribunal. Voir : « La ville de Montréal n'aura rien à payer à l'Université ouvrière pour ces dommages », *La Patrie*, 1^{er} avril 1933, p. 15. La cause est

fédérale concentre toutes ses énergies à contrecarrer le PCC, les milieux catholiques vont se mobiliser et faire pression sur le gouvernement provincial afin qu'il intervienne pour fermer définitivement l'UO.

3.2.5 Quelle culture politique ?

À première vue, les militants de l'ARS et de l'UO baignent dans une culture politique communiste. Albert Saint-Martin et ses camarades se rassemblent le 1^{er} mai, soulignent l'anniversaire de la révolution russe et celui de la commune de Paris, participent aux campagnes internationales contre l'exécution de Sacco et Vanzetti et dénoncent les agressions impérialistes en Chine. Toutes ces manifestations ne suffisent toutefois pas à singulariser une culture strictement communiste.

Sans être au beau fixe, la relation avec la section française du PCC s'est tout de même améliorée au cours de la deuxième moitié des années 1920 après plusieurs années marquées par le sectarisme. Tout en demeurant des rivaux au sein du champ politique révolutionnaire, on voit des militants de l'ARS prendre la parole lors des rassemblements organisés par le PCC. Ce dernier peine encore à maintenir une présence active auprès des ouvriers francophones malgré la formation en 1927 du Club éducationnel canadien-français destiné à regrouper ses membres et sympathisants.

L'ARS soutient en 1928 la formation du *Workers Unity Council* afin d'organiser la manifestation du 1^{er} mai⁵⁸⁵. Une invitation est lancée à une trentaine d'organisations ouvrières pour qu'elles envoient des délégués aux rencontres de planification⁵⁸⁶. L'assemblée tenue au Monument national attire « une foule considérable ». En

ensuite portée en appel, où l'on perd ensuite sa trace. Voir : « Écho d'une émeute en cour d'Appel », *La Patrie*, 22 octobre 1934, p. 30.

⁵⁸⁵ D'après la GRC, « The Workers Unity Council is St. Martin's club and has a membership of about fifteen et twenty ». BAC, Demande d'accès à l'information A-2016-00352, RCMP, Communist Party of Canada – French Branch, Supp. 1, Vol. 7, Mayday Parade, 6 mars 1928, p. 57.

⁵⁸⁶ Le 18 janvier 1928, le secrétaire du Workers Unity Council (1108, Saint-Laurent), B. Valinsky, écrit aux organisations ouvrières et révolutionnaires de Montréal pour leur demander d'envoyer des délégués à une rencontre prévue le 5 février à la salle de l'ARS « (...) for the formation of a May-Day conference for 1928. You are no doubt aware of the difficulty encountered with the police in this city last year, in view of which this matter is of great importance ». Les organisations suivantes reçoivent cette lettre d'invitation, laquelle nous fournit des indices concernant les organisations ouvrières en mesure de mobiliser leurs membres pour le 1^{er} mai : Millinary Workers Union local 49, Capmakers Union local 33, Carpenters and Joiners Union local 1270, ACWA (joint board, local 209, Pressers local 167), National Union of Bakers local 1, IAM (local 111 et 631), Club ouvrier éducationnel, Canadian Labor Circle, Spartakus no. 5, Université Ouvrière no. 2,

plus des discours d'Albert Saint-Martin et de Maurice Spector⁵⁸⁷, la soirée se termine par « un grand concert de musique et de danse » avec la participation d'un orchestre de mandolines, d'une troupe de danseurs ukrainiens et des prestations du baryton Yvon Tremblay et du pianiste Léo Lamontagne⁵⁸⁸. De toute évidence, aucune formation n'est alors en mesure d'organiser ce rassemblement en comptant uniquement sur ses membres, forçant chacune d'elle à travailler avec les autres. Face aux pressions de la police, qui empêche depuis 1927 les organisations de gauche de « parader » dans les rues, les militants révolutionnaires n'ont d'autres choix que de faire front commun pour lutter contre les mesures limitant leur droit de manifester⁵⁸⁹.

Des différences fondamentales existent toutefois entre ces organisations. L'importance grandissante accordée à l'athéisme dans les conférences présentées à l'Université ouvrière distingue nettement les militants de ce groupe de ceux du PCC ou de l'OBU, au point de devenir un trait distinctif de leurs idées et de leurs pratiques. Cette ligne de démarcation est d'ailleurs observée par la GRC dans un rapport portant sur la diffusion de propagande anticléricale à Montréal au début des années 1930 :

(...) While the French Group of the Communist Party in Montreal adopt an anti-Church attitude there is little actual atheist propaganda. Most of the members have been baptized in the Roman Catholic faith and have not renounced it officially through the regular channels.

Albert St. Martin's Labour Club on the other hand is more atheistic than Communistic (...) leading members of this club, St. Martin, Pilon, Godin, Aubin, Lacombe, Paulin, etc. have severed themselves entirely from the Roman Catholic Church. They have sworn the necessary papers, which involve a small fee, and Aubin named above, who is a court bailliff, have delivered them without additional charge to the Bishop. (...) There is a good deal of atheist propaganda at all St. Martin's meetings. This is particularly the case in speeches made by Gaston Pilon, who indulges in blasphemy and obscenity. He was trained as a Priest but left the Church and now is very bitter

OBU, Lithuanian Progressive Club, Women's Labor League, PCC (8 branches), YCL (3 branches), Matteotti Circle, PCC (branche ukrainienne de Lachine), CDL (5 branches « ethniques »). Voir : BAC, Demande d'accès à l'information A-2016-00352, RCMP, Communist Party of Canada – French Branch, Supp. 1, Vol. 7, Workers Unity Council, 6 mars 1928, p. 58-59.

⁵⁸⁷ Maurice Spector fut l'un des principaux dirigeants du PCC pendant les années 1920. Directeur du journal *The Worker*, il rompt avec le PCC peu de temps après le 6^e congrès du Komintern tenu à Moscou en 1928 auquel il assiste comme délégué. Il rejoint alors l'Opposition de gauche internationale et participe à la construction du mouvement trotskyste en Amérique du Nord.

⁵⁸⁸ « Les socialistes exposent leurs réclamations », *La Presse*, 2 mai 1928, p. 29. Lamontagne et Tremblay sont régulièrement sollicités par les organisations syndicales et ouvrières pour offrir un volet culturel dans leurs rassemblements.

⁵⁸⁹ La dernière manifestation du 1^{er} mai autorisée par la police se déroule en 1926 : « Le cortège socialiste se composait pour le moins de trois ou quatre mille paisibles citoyens, marchant en double haie, avec forces de drapeaux rouges et quelques inscriptions plus menaçantes que terribles, telles que "Procédons immédiatement à la confiscation" avec M. Albert Saint-Martin en tête. » Voir : « Et la parade des socialistes », *L'Autorité*, 2 mai 1926, p. 1.

sweet against it. His language is so strong that other members of the club sometimes are inclined to object to it⁵⁹⁰.

Saint-Martin et ses camarades ne sont pas les seuls à mener un combat contre l'influence du clergé auprès de la population ouvrière canadienne-française. Ils sont soutenus par un groupe d'anarchistes dont fait partie Paul Faure, un militant français très actif depuis la fin de la guerre. En plus d'être présents aux conférences de l'UO où leurs idées reçoivent un accueil généralement favorable, ces libertaires organisent leurs propres rencontres « (...) en été, le soir au square Vigier [sic], ou dans une taverne de la rue Sainte-Catherine »⁵⁹¹. Malgré leur petit nombre⁵⁹², les anarchistes montréalais vont organiser une campagne de solidarité pour obtenir la libération de Joseph-Séraphin-Avila Gaudry, accusé de libelle blasphématoire⁵⁹³. Considéré dans les milieux de gauche comme un prisonnier d'opinion, Gaudry est appréhendé par la police au mois d'octobre 1929 pour avoir proféré des insultes à un prêtre et fait circuler des textes contre ce qu'il appelle le « fumier romain »⁵⁹⁴. Remis en liberté après plusieurs semaines de détention préventive, Gaudry est à nouveau arrêté puis incarcéré à l'Hôpital pour aliénés criminels de la prison de Bordeaux où il passe la majeure partie de sa vie. Le cas de Gaudry n'est pas unique : au cours des années 1930, les autorités provinciales se servent de l'accusation de libelle blasphématoire pour tenter de museler les principaux responsables de l'Université ouvrière.

⁵⁹⁰ BAC, Demande d'accès à l'information A-2016-00353, RCMP, Atheist Propaganda – Montreal, Que., 6 juin 1931, p. 85.

⁵⁹¹ E. Bertran, « Lettre sur le Canada », *L'En dehors*, 194-195 (15 novembre 1930). Ernest Bertran est le pseudonyme de Léon Rodriguez (1878-1969), un anarchiste-individualiste français proche des milieux illégalistes. Rodriguez semble avoir effectué quelques séjours au Québec entre 1924 et 1932 alors qu'il réside à New-York sous une fausse identité. Voir à son sujet : <http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article155963>, notice RODRIGUEZ Léon, Armand [dit Édouard Leduc, Ernest Bertran] [Dictionnaire des anarchistes] par Marianne Enckell, notice complétée par Anne Steiner, version mise en ligne le 17 mars 2014, dernière modification le 21 mai 2017. Consulté le 2 décembre 2019.

⁵⁹² Entre vingt et trente selon Bertran. Une demi-douzaine d'après la GRC, la plupart originaires de France : BAC, Demande d'accès à l'information A-2016-00353, RCMP, Atheist Propaganda – Montreal, Que., 6 juin 1931, p. 86.

⁵⁹³ Le libelle blasphématoire est interdit est vertu de l'article 198 du code criminel, lequel prohibe la publication de tout écrit sur un sujet religieux lorsque le langage employé dans ces discussions est indécent, de mauvaise foi et de nature à blesser le sentiment religieux du public, en l'occurrence catholique ou chrétien. « Tirant son origine du droit canon, le blasphème devient une infraction de common law au cours du XVII^e siècle en Angleterre, alors que le droit pénal subit fortement l'influence de la morale chrétienne. Le fait d'offenser Dieu, ou le christianisme, est vu comme un comportement tellement immoral qu'il mérite l'intervention de l'État. (...) En droit canadien, l'infraction de libelle blasphématoire a été incorporée dans le Code criminel d'origine, datant de 1892 ». Marie-Pierre Robert, « Des crimes religieux : aux confluent de droit pénal et de la liberté de religion », *Les Cahiers de Droit*, 3-4, 50 (septembre-décembre 2009), p. 685-686.

⁵⁹⁴ IFHS, 14AS 211, Fonds E. Armand, Lettre de JSA Gaudry à E. Armand, Montréal, 5 février 1930.

3.2.6 Reconfiguration du milieu militant, 1928-1930

Malgré les apparences, la stabilité de l'ARS est en train de vaciller. Vers la fin de l'année 1928, plusieurs membres du groupe se constituent en faction et se joignent au PCC. Ils commencent à se rassembler dans une salle située dans l'est de la ville⁵⁹⁵. Parmi eux, on compte Évariste Dubé, Léo Lebrun, Charles Ouimet, Téléphore Galarné et Zotique Marcelin. Il ne s'agit pas encore d'une scission à proprement parler : ces militants continuent de participer aux activités de l'Université ouvrière et Saint-Martin est invité à prononcer occasionnellement des discours à la salle de la Ligue des jeunes communistes (LJC).

Pour quels motifs ces militants choisissent-ils de rallier le PCC ? À défaut d'être en mesure de fournir une réponse définitive à cette question, divers facteurs nous semblent pouvoir expliquer leur décision. Après avoir quitté l'OBU, les membres de l'ARS voient leurs activités au sein des mouvements sociaux se réduire considérablement. La plupart des comptoirs Spartakus ferment leurs portes au cours de l'année 1929, sans doute victimes de difficultés financières causées par la crise économique. L'UO demeure alors le seul projet d'envergure porté par les membres de l'ARS. Devant ce constat, il est possible que ces militants se soient sentis à l'étroit dans le groupe animé par Saint-Martin, dont les préoccupations se tournent de plus en plus vers l'athéisme et l'anticléricalisme sous l'influence des anarchistes. De son côté, le PCC peut s'appuyer sur le prestige de la révolution russe tout en offrant un espace d'organisation, un programme politique et des perspectives de lutte concrètes.

La position de Saint-Martin face à la répression policière a peut-être joué un rôle dans leur décision. Le 1^{er} mai 1927, les 700 personnes rassemblées à la salle Prince-Arthur apprennent avec stupeur que leur manifestation est interdite par les autorités municipales⁵⁹⁶. Le même scénario se répète en 1928, puis de nouveau en 1929,

⁵⁹⁵ Cette salle est située au 2521, rue Sainte-Catherine Est, entre la rue d'Iberville et la rue Frontenac.

⁵⁹⁶ Plusieurs articles publiés dans les journaux rapportent que des affrontements ont eu lieu l'année précédente entre communistes et fascistes. Affirmant craindre de nouvelles altercations entre les deux groupes, le chef du service de police utilise ce prétexte pour boucler les rues adjacentes à la salle Prince-Arthur et empêcher la tenue de la manifestation. Deux cents policiers et une quarantaine de détectives sont présents sur les lieux, prêts à intervenir. Voir : « Police Prevent Mayday Parade », *Montreal Daily Star*, 2 mai 1927. Il est vrai que les tensions entre fascistes et antifascistes sont vives à Montréal depuis plusieurs années. En 1924, l'un des militants de l'ARS, Torzo Boschi, est arrêté suite à une altercation avec l'un des chefs de file du mouvement fasciste montréalais, Leone Castelli. Voir à ce sujet : « Pour voies de fait », *La Presse*, 30 avril 1924, p. 9. Militant anarchiste avant la Première Guerre mondiale, Castelli effectue une transition vers le fascisme après 1918. Arrivé à Montréal en 1922, il fonde le journal *Le flamme d'Italia*. À son sujet, voir notamment : Angelo Principe, *The Darkest Side of the Fascist Years : The Italian-Canadian Press, 1920-1942*, Toronto, Guernica, 1999, p. 43-44.

la police effectuant même une perquisition au local de l'Université ouvrière pour y saisir des drapeaux rouges⁵⁹⁷. Après avoir incité les ouvriers à utiliser tous les moyens nécessaires pour lutter contre la conscription en 1917 et tenté de former d'une « armée rouge » après la guerre, Saint-Martin change son fusil d'épaule. Cherchant à éviter tout affrontement avec la police, celui-ci lance un appel au calme : « Nous n'en voulons pas à la police, déclara M. Saint-Martin, mais à ceux qui sont en arrière. Nous ne voulons pas nous chicaner avec la police. (...) Sortir ? Pourquoi ? Pour avoir des coups ? Cela n'avancera pas notre cause »⁵⁹⁸. En lieu et place, Saint-Martin dépose une requête en mandamus devant les tribunaux pour obtenir la reconnaissance du droit de manifester sans toutefois obtenir gain de cause⁵⁹⁹. Une fois de plus, celui-ci utilise sa formation juridique pour combattre les décisions des autorités municipales.

3.2.7 Classe contre classe ?

L'adhésion des membres de l'ARS au PCC s'effectue dans une période de changements importants au sein mouvement communiste international, marquée par la victoire de Staline sur l'opposition de gauche lors du 15^e congrès du Parti communiste russe. En 1928, Le Komintern adopte une nouvelle ligne politique, dite « classe contre classe », qui provoque un durcissement du discours et des pratiques des partis communistes à travers le monde. Au Canada, le PCC exclut de ses rangs les militants suspectés de sympathies trotskystes et modifie en profondeur sa stratégie syndicale. Après avoir tenté sans succès de prendre le contrôle des structures du CMTC, le PCC procède en 1929 à la mise sur pied de la Ligue d'unité ouvrière (LUO), une centrale syndicale révolutionnaire dirigée par des militants communistes⁶⁰⁰. Le PCC combat ouvertement les autres formations de gauche, à commencer par les « traîtres sociaux-démocrates » accusés de pactiser avec les capitalistes. En parallèle, les militants du PCC jouent un rôle actif dans les luttes menées par les sans-emploi dont les manifestations se terminent de plus en plus fréquemment par des affrontements avec la police⁶⁰¹.

⁵⁹⁷ « Les débuts du 1^{er} mai commencent avec calme », *La Presse*, 1^{er} mai 1929, p. 1. Voir également : Dansereau, « Le mouvement ouvrier montréalais », p. 354.

⁵⁹⁸ « La police empêcha la parade », *La Patrie*, 2 mai 1927, p. 2.

⁵⁹⁹ « Le permis de parade, le 1^{er} mai », *La Patrie*, 23 avril 1928, p. 3. La Cour reconnaît au service de police municipal le droit d'empêcher la tenue d'une « parade » s'il craint que la paix publique ne soit troublée, invitant les organisateurs d'une manifestation à s'adresser au comité exécutif de la ville de Montréal s'ils estiment être lésés dans leur droit.

⁶⁰⁰ Au sujet de la LUO, voir notamment : Stephen L. Endicott, *Raising the Workers' Flag : The Workers' Unity League of Canada 1930-1936*, Toronto, University of Toronto Press, 2012, 480 p. ; Lévesque, « Le Québec et le monde communiste », p. 171-182.

⁶⁰¹ « Vives échauffourées entre communistes et policiers devant l'hôtel de ville », *La Presse*, 6 mars 1930, p. 3. Des actions coordonnées sur cet enjeu sont organisées le même jour par des militants communistes dans plusieurs villes à travers le monde.

Lors du 6^e congrès du PCC tenu à Toronto au début du mois de juin 1929, les délégués présents adoptent un plan d'action en trois points, destiné à accroître la visibilité du parti auprès des masses canadiennes-françaises. Ce programme prévoit le développement d'une propagande adaptée à leur réalité nationale spécifique, la production d'un journal à grand tirage et l'envoi d'un organisateur au Québec. Toutefois, d'après la GRC, ce dernier point pose problème : « (...) no Quebec Frenchman wanted the position or was suitable, so Moscow and Toronto decided to get a Frenchman from the Old Country »⁶⁰². Les responsables du PCC estiment que les candidats potentiels à Montréal n'ont ni la formation politique, ni l'expérience d'organisation nécessaire pour pouvoir occuper ce poste, ce qui pose problème. Leur choix s'arrête donc sur Léon Mabile, un jeune cadre du Parti communiste américain. Né à Paris en 1901, Mabile émigre aux États-Unis au début des années 1920 et commence à militer au sein du Parti communiste. D'après Nathalie Viet-Dépaule, c'est à New York « [qu'il] fonda en 1922-1923 la première cellule communiste en langue française composée surtout de juifs immigrés »⁶⁰³. Après quelques années passées à sillonner les États-Unis comme permanent salarié du parti et comme organisateur syndical, Mabile est appelé à se rendre au Québec pour mener une campagne d'agitation auprès des travailleurs canadiens-français.

Le 31 mars 1930, Mabile tente de traverser la frontière canado-américaine à Windsor mais il est refoulé par les douaniers⁶⁰⁴. C'est finalement sous le pseudonyme de Georges Dubois qu'il parvient à entrer au Canada. Au début du mois d'avril, Mabile s'établit à Montréal où il prend en charge la production du journal *L'Ouvrier canadien*⁶⁰⁵. Dès son arrivée, ce dernier met en garde les militants du parti :

(...) he said that the Communist groups in Montreal were not doing enough just by holding meeting every week. They must hold open air meetings, shop meetings, make propaganda in the shops, issue shop papers, etc. Every member of the Montreal district must be active and must do his duty. They must ignore the Police and if they got arrested and sent to gaol, that would be their real test as Party members. If members were not active they must be expelled from the party, and

⁶⁰² BAC, Demande d'accès à l'information A-2016-00352, RCMP, Communist Party of Canada – French Branch, Supp. 1, Vol. 8, 14 septembre 1929, p. 108.

⁶⁰³ <http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article73753>, notice MABILLE Léon par Nathalie Viet-Depaule, version mise en ligne le 1er septembre 2009, dernière modification le 31 janvier 2011. Consulté le 2 décembre 2019.

⁶⁰⁴ Canadian Immigration Service, Report of Admissions and Rejections at the Port of Windsor, Ontario for the Month ending March 31, 1930, v. 2, p. 272.

⁶⁰⁵ Sa présence à Montréal est rapportée par la GRC le 9 avril 1930. BAC, Demande d'accès à l'information A-2016-00352, RCMP, Communist Party of Canada – French Branch, Supp. 1, Vol. 8, 10 avril 1930, p. 77.

he quoted the cases of Spector, McDonald, Buhay, Shalinsky and Margolese, who have been expelled or recommended for expulsion⁶⁰⁶.

La GRC rapporte une recrudescence des activités de la section française après son arrivée. Des bulletins d'entreprises sont produits dans différentes usines, notamment celles de la Northern Electric, de la Phillip-Place Building, de la Dominion Oil Cloth et des ateliers Vickers⁶⁰⁷. Le parti présente également la candidature d'Edmond Simard lors des élections fédérales de juillet 1930 dans la circonscription de Maisonneuve⁶⁰⁸. Le séjour de Mabile à Montréal est toutefois de courte durée. Arrêté le 1^{er} mai par la police municipale lors d'un rassemblement organisé par le PCC au square Viger⁶⁰⁹, il est de nouveau appréhendé par la GRC le 30 juin, puis condamné à un mois de prison pour avoir contrevenu à la loi sur l'immigration. Mabile est ensuite déporté vers les États-Unis avant d'être expulsé vers la France où il poursuit son engagement communiste.

Il ne fait aucun doute que Mabile a contribué à structurer et solidifier la section française du PCC. Ce dernier comprend rapidement le besoin de développer à Montréal des cadres susceptibles d'effectuer un travail d'organisation conséquent. Ses pressions sur les instances du PCC pour que cette formation soit offerte en priorité à de jeunes ouvriers canadiens-français vont favoriser l'éclosion d'une nouvelle génération de militants au début des années 1930. Avec le soutien de Jeanne Corbin⁶¹⁰, cette cohorte remplace progressivement celle d'avant-guerre⁶¹¹, entraînant une remise en cause de l'influence exercée par Saint-Martin dans le champ politique révolutionnaire.

⁶⁰⁶ *Ibid.* Expulsé du parti en 1930, Michael Buhay rejoindra l'Opposition communiste internationale – dite « Opposition de droite » - en formant à Montréal la Workers Education League. Buhay réintègre le PCC au cours des années 1930. Au sujet des activités de l'Opposition communiste internationale à Montréal, voir : Robert J. Alexander, *The Lovestoneites and the International Communist Opposition of the 1930s*, Westport, Greenwood Press, 1981, p. 255-256.

⁶⁰⁷ BAC, Demande d'accès à l'information A-2016-00352, RCMP, Communist Party of Canada – French Branch, Supp. 1, Vol. 8, 22 mai 1930, p. 51-52.

⁶⁰⁸ Simard obtient 313 votes, finissant bon dernier.

⁶⁰⁹ « La police a raison de la matinée du premier mai », *La Presse*, 1^{er} mai 1930, p. 1. Fait à noter, cet article prétend que Dubois est d'origine... finlandaise.

⁶¹⁰ Au sujet de Jeanne Corbin et de ses activités à Montréal, voir : Lévesque, *Scènes de la vie en rouge*, 309 p.

⁶¹¹ L'un des derniers « représentants » de cette cohorte, Edmond Simard, quittera le PCC en 1931 après avoir essuyé de nombreuses critiques sur son incapacité à défendre la ligne politique du parti. Simard refuse notamment de tenir des meetings à la porte des usines, craignant – avec raison – de se faire arrêter.

3.2.8 Portrait du milieu communiste montréalais, 1924-1930

Le milieu communiste reste divisé entre 1924 et 1930. Afin de circonscrire nos recherches, nous avons tenté d'identifier les militants présents dans l'entourage d'Albert Saint-Martin au cours de cette période. Par le croisement de différentes sources, nous sommes parvenus à repérer 58 individus ayant joué un rôle significatif au sein de l'ARS, de l'UO, de l'Association des ouvriers sans-travail, de la section française de l'OBU et de la coopérative Canada Taxicab mise sur pied par Joseph Saint-André.

Une fois de plus, cet échantillon est très majoritairement masculin. À peine trois femmes sont mentionnées dans les sources que nous avons consultées, soit Carmen Gonzales, Alice Rose – l'épouse de Joseph-Émile Godin – et une certaine Mme Barbeau, laquelle préside une assemblée de l'Université ouvrière en 1927. Si nous savons très peu de choses au sujet de cette militante, le rôle qu'elle occupe revêt une importance particulière. La fonction de président ou de présidente est au cœur du rituel qui accompagne les assemblées communistes. La personne affectée à ce poste est nommée à chaque début de rencontre. Elle a le pouvoir d'orienter les débats, d'accorder ou de refuser un temps de parole aux participants et de maintenir l'ordre dans les discussions. Pour la première fois, une source vient confirmer que cette responsabilité est confiée à une femme, une pratique qui devient de plus en plus fréquente au cours des années 1930.

Il est possible que d'autres femmes aient été impliquées dans les activités de l'Université ouvrière entre 1925 et 1930. Tout comme ce fut le cas dans les périodes antérieures, la participation des femmes est encouragée et rapportée dans les comptes rendus des assemblées. La présence d'Alice Rose aux côtés de son mari nous incite à penser que d'autres conjointes de militants ont sans doute été actives à un degré ou un autre, tout particulièrement celles qui s'affichent comme libre-penseuses. C'est le cas d'Yvonne Colin, qui vit à cette époque en union libre avec le militant communiste Wenceslas Bélanger, alias Lénine. Cinq ans avant leur mariage en 1932 à l'église anglicane Saint-Rédempteur, le couple enregistre la naissance de leur premier enfant au « registre des athées » de l'Hôtel de ville de Montréal. La marraine de leur deuxième enfant, Bernadette Lebrun, est la première femme à devenir membre de la section française du PCC au début des années 1930⁶¹². N'ayant trouvé aucune mention de la présence d'Yvonne Colin ou de Bernadette Lebrun dans les activités publiques

⁶¹² Bernadette Lebrun est également la femme du militant de l'ARS, puis du PCC Léo Lebrun. Fait à noter, la sœur d'Yvonne Colin, Émilienne, se marie en 1941 avec un autre militant de l'UO, puis du PCC, Willie Fortin. Wenceslas Bélanger lui sert de témoin lors de la cérémonie.

organisées entre 1924 et 1930, nous avons choisi de ne pas les inclure dans notre échantillon. Néanmoins, il est indéniable qu'elles appartiennent au même milieu politique que leurs conjoints respectifs, ce qui mérite d'être souligné.

Migrations

Nous constatons que la présence des immigrants dans ce milieu est restée stable entre 1924 et 1930. Nos recherches nous ont permis d'identifier 11 individus nés à l'étranger. Plus de la moitié d'entre eux sont actifs depuis plusieurs années dans les mouvements de gauche⁶¹³. Pour la première fois, les immigrants français ne constituent plus la majorité de ce sous-groupe, hormis chez les anarchistes qui gravitent autour de l'Université ouvrière. À l'exception de Willie Fortin qui occupera d'importantes fonctions au sein du PCC et du mouvement syndical, les autres individus ne seront que de passage dans ce milieu militant⁶¹⁴.

Dans ses articles consacrés à l'Université ouvrière, Paul Cazeau remarque dans l'auditoire la présence « d'habitants » arrivés depuis peu en ville. Ce sous-groupe est effectivement très bien représenté dans notre échantillon, tout particulièrement les militants provenant du Bas-Saint-Laurent et de la Gaspésie ou des régions rurales situées à proximité de Montréal. La plupart d'entre eux s'établissent dans la métropole à l'adolescence ou au début de l'âge adulte pour y trouver de l'emploi. Peu éduqués, sans réelle formation technique ou connaissance pratique de la langue anglaise, ils se retrouvent souvent dans les couches les plus exploitées de la classe ouvrière montréalaise. Cette réalité est décrite par Willie Fortin, lui-même né aux États-Unis⁶¹⁵ mais dont la famille provient de la région de Montmagny :

Je suis né en 1908 à Providence, Rhode Island. En ce temps-là, l'ouvrage était rare et ma famille avait émigré aux États-Unis pour trouver du travail dans les filatures de laine. Après ma naissance,

⁶¹³ Paul Faure, France ; Carmen Gonzales, Antilles ; Torzo Boschi, Italie ; Alexandre Cincinat, Roumanie ; Gustave Scoupe, France ; Joseph Rolle, Italie ; Joseph Bonnefoy, États-Unis.

⁶¹⁴ Il s'agit de José Benito Ortun Moreno, dit José d'Ortun, Pays Basque espagnol ; Ernest Gislard, France ; Benjamin Valinsky, Russie.

⁶¹⁵ Dans le cas de Fortin, Franco-Américain, la présence de l'Université ouvrière dans le quartier Saint-Jacques est sans doute un facteur déterminant dans son intégration. Le quartier Saint-Jacques est l'un des principaux lieux montréalais où les rapatriés franco-américains vont s'installer. Voir : Martine Rodrigue, « Les Franco-Américains à Montréal en 1901 : un regard sur le retour au pays », *Francophonies d'Amérique*, 9 (1999), p. 107–115.

mes parents sont revenus au Canada mais nous avons dû retourner aux États-Unis en 1917, quand mon père a été rappelé pour faire son service militaire.

Ma famille était pauvre, père journalier, mère obligée de travailler pour aider à boucler le budget. Être journalier, ça signifiait travailler dans des conditions pénibles pour des salaires de famine, vivre constamment au jour le jour, déménager d'année en année pour trouver mieux et moins cher. Je me souviens de mes oncles saisis, de leur ménage vendu à l'encan, parce qu'ils ne pouvaient plus payer le loyer...

Une fois retournés aux États-Unis, mon père a été déclaré inapte au service militaire, alors il a trouvé un emploi. Peu après, il est décédé de la grippe espagnole, à 33 ans, sans personne pour s'occuper de lui. Ma mère a donc dû continuer à travailler. Moi, je gardais les plus jeunes ; c'était difficile pour moi d'aller à l'école, d'autant plus que je ne parlais pas l'anglais.

Finalement, nous sommes revenus au Canada. Ma mère ne gagnait pas assez pour prendre un logement, alors elle vivait en chambre. Moi, je me débrouillais : je livrais les commandes pour mon oncle qui tenait une petite épicerie. Puis, j'ai demeuré au Patronage St-Vincent-de-Paul, qui s'occupait de nous trouver du travail. J'ai travaillé un peu partout, dans une manufacture de boîtes de cigares, chez Benson & Hedges, dans une manufacture de chapeaux, dans des épiceries... toujours un milieu qui vous porte à réfléchir, à penser... Je gagnais 4.50\$ par semaine et ma mère devait me donner 0.25\$ pour que je parvienne à payer ma pension⁶¹⁶.

L'Université ouvrière offre un milieu favorable à l'éclosion de nouvelles solidarités pour ces travailleurs récemment implantés à Montréal. Pour la plupart isolés, ces derniers découvrent un lieu de sociabilité favorisant l'acquisition de connaissances intellectuelles, où leur parole est écoutée et leur expérience, valorisée. Ceux qui s'intéressent à la composition des assemblées témoignent du fait que les pauvres et les sans-travail s'y rendent en grand nombre pour profiter d'activités offertes à un prix modique, ce qui leur permet de passer un après-midi au chaud dans la froideur de l'hiver.

Structure occupationnelle

Ce n'est pas un hasard si les rencontres de l'Université ouvrière ont lieu tous les dimanches après-midi. Au début du 20^e siècle, il s'agit de la seule journée de repos hebdomadaire pour la plupart des ouvriers montréalais, lesquels travaillent en moyenne 60 heures par semaine et ne disposent que de deux jours fériés par année. En regardant de plus près la structure occupationnelle du milieu communiste, nous constatons que c'est sans doute le seul moment où peuvent se réunir la majorité des militants. Même si l'on compte plusieurs représentants des

⁶¹⁶ Un témoin de la crise [Willie Fortin], « Durant les années '30, la faim faisait mûrir le climat politique », *Vie Ouvrière*, 33, 170 (mai-juin 1983), p. 4.

professions libérales issus principalement du milieu juridique, les travailleurs manuels et les ouvriers d'usine forment le socle sur lequel s'appuient les groupes animés par Albert Saint-Martin. Les militants travaillant dans les secteurs de la construction, du vêtement et du cuir, de la métallurgie et les travailleurs à statut précaire – comme les journaliers et les débardeurs – composent près de la moitié de notre échantillon.

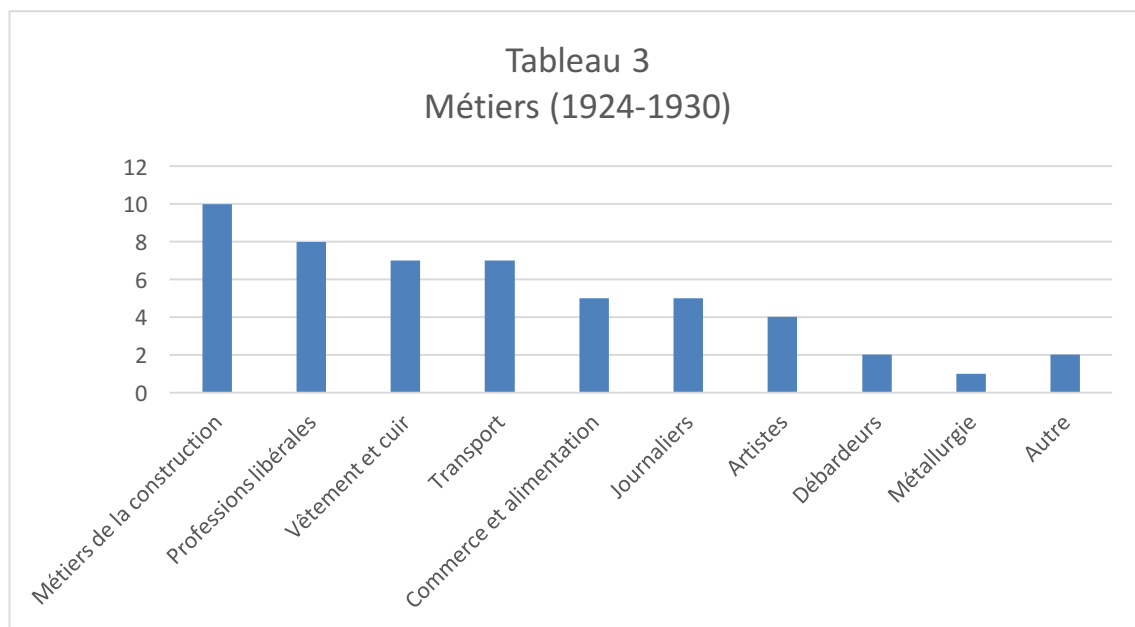


Tableau 3 Métiers (1924-1930)

Tout comme ce fut le cas avant la Première Guerre mondiale, la forte présence de travailleurs de l'alimentation et du commerce s'explique en partie par l'ouverture des comptoirs Spartakus entre 1924 et 1927. La même situation prévaut dans le secteur du transport : ce sous-groupe est composé principalement de chauffeurs et d'employés de garage qui se sont joints à la coopérative Canada Taxicab fondée en 1925 par Joseph Saint-André, lui-même chauffeur. La coopérative compte aussi parmi ses membres plusieurs militants de l'ARS ou de l'OBU qui ne travaillent pas dans ce secteur, dont le sténographe Albert Saint-Martin, le tailleur de cuir Joseph Campbell, le forgeron aux ateliers du CNR Téléphore Galarnau, le peintre J.A. Langlois et le couturier Charles Monette⁶¹⁷. Tout porte à croire que leur appui à ce projet s'inscrit dans une démarche politique, cohérente avec les visées de l'ARS, laquelle cherche à développer l'autonomie ouvrière à travers des projets concrets, préfigurant une société où la propriété privée serait abolie. Rien ne nous indique que cette coopérative fut réellement en opération. L'un de ses membres, le garagiste d'origine basque José Benito Ortun Moreno, dit

⁶¹⁷ Voir à ce sujet : AMM, Registre des syndicats coopératifs, 1906-1975, 108-02-01-20, dossier 110.

Joseph d'Ortun, fonde lui-même une autre entreprise l'année suivante, ce qui pourrait laisser penser que Canada Taxicab soit restée à une étape embryonnaire de son développement.

Malgré sa forte dimension ouvrière, le milieu communiste libertaire est loin d'être aussi homogène que la section française du PCC. Un rapport produit par la GRC au mois de novembre 1924 indique que ce groupe compte entre 30 et 35 membres, dont environ 25 ouvriers. Huit d'entre eux travaillent dans les ateliers ferroviaires du CNR et du CPR où ils occupent divers métiers. Rédigé au mois d'août 1930, un second rapport établit que la section française du PCC compte 39 membres, dont plusieurs sans-emploi ne payant aucune cotisation. En croisant les informations colligées par la GRC avec celles de l'annuaire Lovell, des journaux numérisés par la BANQ et de notre propre base de données, nous sommes arrivés à établir l'occupation de 19 d'entre eux. De ce nombre, 16 sont des ouvriers manuels ou travaillant en usine. On ne compte que trois travailleurs du secteur du commerce et de la restauration dont le secrétaire de la section française, Cléophas [Elphège] Paquette, lequel est alors employé comme inspecteur par la compagnie Willis & Co., spécialisée dans la fabrication de pianos.

L'analyse de ces deux listes de membres nous permet aussi de mieux comprendre les difficultés rencontrées par le PCC auprès des francophones. Des 24 militants identifiés par la GRC en 1924, seulement 4 se retrouvent dans la seconde liste produite en 1930. Malgré l'arrivée de nouveaux militants, le PCC doit se résoudre à l'évidence : jusqu'à présent, seuls les ralliements successifs de membres du PS-C, de l'ASEO, de l'ARS et de l'UO lui ont permis de se développer dans les milieux francophones. En analysant la liste des membres du « French Group » produite par la GRC au mois d'août 1930, on constate que plus du tiers d'entre eux - 15 sur 39 - ont milité dans l'une ou l'autre de ces quatre organisations⁶¹⁸. Plus fondamentalement, presque tous les militants francophones les plus actifs entre 1924 et 1930 – pensons à Évariste Dubé, Edmond Simard ou encore Henri Bélec – ont entamé leur « carrière » aux côtés d'Albert Saint-Martin. À l'inverse, le milieu communiste libertaire continue d'exercer un pouvoir d'attraction pour les militants exclus du PCC ou déçus par son action. Loin d'être hégémonique, le PCC doit donc composer avec la présence d'un autre groupe communiste dissident qui refuse son leadership et dont l'audience auprès des Canadiens-français est non-négligeable.

⁶¹⁸ BAC, Demande d'accès à l'information A-2016-00352, RCMP, Communist Party of Canada – French Branch, Supp. 1, Vol. 8, 12 août 1930, p. 19.

Structure générationnelle

Nous sommes parvenus à déterminer l'année de naissance de 37 des 58 individus compris dans notre échantillon. À défaut d'être exhaustif, ce relevé nous donne de précieux indices sur les dynamiques à l'œuvre dans ce milieu. D'entrée de jeu, on remarque un certain déséquilibre entre les différentes cohortes. Comme le montre le graphique suivant, on assiste à un renouvellement du milieu militant, même si la cohorte la plus jeune reste largement sous-représentée dans notre échantillon.

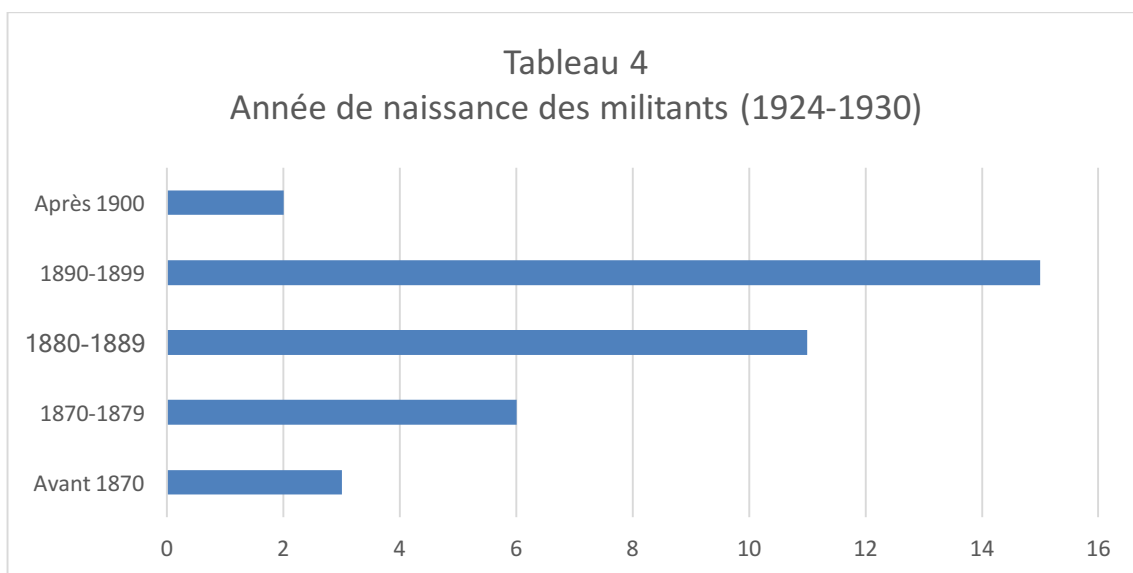


Tableau 4 Année de naissance des militants (1924-1930)

Plusieurs facteurs peuvent expliquer cette situation. Les sources que nous avons consultées ne rapportent généralement que les noms des militants ayant joué un rôle important au sein des mouvements révolutionnaires. Toutefois, ces fonctions sont rarement occupées par des individus âgés de moins de 25 ans. Tout comme nous pouvons l'observer pour les femmes, il est possible que cela se traduise par une invisibilisation de la présence des militants les plus jeunes.

D'autres facteurs, plus fondamentaux, doivent toutefois être pris en considération. Dans une étude sur l'évolution des premiers mariages au Canada, le démographe Jean Dumas démontre que le taux de nuptialité fluctue tout

au long du 20^e siècle en lien avec le contexte socio-économique⁶¹⁹. Des événements marquants – guerres mondiales, crise économique, etc. – ont un impact sur les attitudes et les mentalités face au mariage. Au début des années 1920, le taux de nuptialité chez les hommes atteint son sommet entre l'âge de 23 et de 25 ans. Cette période, généralement suivie par la naissance d'un premier enfant, n'est certainement pas la plus propice pour s'engager dans la vie militante, encore moins pour y occuper des fonctions importantes susceptibles d'être remarquées.

Voilà peut-être une raison expliquant pourquoi l'âge médian des militants présents dans notre échantillon 1925 est de 37 ans. L'itinéraire d'Alice Rose, née en 1888, et de son mari Joseph-Émile Godin, né en 1889, nous permettent de mieux comprendre le chemin parcouru par les militants de cette tranche d'âge. Alice Rose et Joseph-Émile Godin sont originaires de Sainte-Geneviève-de-Pierrefonds où ils se sont mariés en 1908. Le couple a six enfants, dont trois vont décéder avant l'âge d'un an. Libre penseurs et adeptes du spiritisme⁶²⁰, Alice et Joseph-Émile prennent la décision de faire incinérer le corps de leur fille Margaret lors de son décès en 1928 à l'âge de 17 ans, une pratique encore peu répandue au Québec⁶²¹. Joseph-Émile Godin occupe alors le métier de voyageur de commerce, profession qu'il conserve jusqu'à ce que la crise économique bouleverse le quotidien de sa famille.

Après son arrivée à Montréal⁶²², Joseph-Émile Godin participe aux activités de l'ASEO, puis du PS-C avant d'adhérer au PCC-WP où il cherche à mettre sur pied une école communiste destinée aux enfants des militants francophones. Il quitte ce groupe en 1924 pour rejoindre l'ARS. Très actif à l'UO, Joseph-Émile Godin devient rapidement l'un des piliers de ce groupe en compagnie de ses frères Charles et Abel, lequel est également impliqué dans la section française de l'OBU.

⁶¹⁹ Jean Dumas, « L'évolution des premiers mariages au Canada », *Cahiers québécois de démographie*, 16 (2), 1987, 237–265.

⁶²⁰ Le spiritisme est une doctrine philosophique prétendant que les vivants peuvent communiquer avec l'esprit des morts.

⁶²¹ « Décès », *La Presse*, 26 juin 1928, p. 27.

⁶²² D'après le recensement de 1911, le couple réside à Sainte-Geneviève en compagnie de leurs deux enfants au même domicile que les parents de Godin. Alice Rose et Joseph-Émile Godin demeurent en 1921 à Montréal sur la rue Drolet, entre les rues Rachel et Marianne.

Implantation géographique

Tout comme d'autres militants présents dans notre échantillon, Alice Rose et Joseph-Émile Godin habitent d'abord près du centre-ville avant de déménager plus au nord, dans le quartier Villeray⁶²³. Déjà observée pour les années antérieures, cette tendance se poursuit entre 1925 et 1930. Des trente-trois adresses de militants que nous avons retrouvées, quatorze se trouvent en haut de la rue Sherbrooke, dont six au nord du boulevard Rosemont, de part et d'autre de la rue Saint-Denis.

Malgré ce déplacement, un nombre équivalent de militants continuent d'élire domicile dans le bas de la ville, plus spécifiquement dans le quadrilatère compris entre la rue Sherbrooke au nord, la rue Craig au sud, le boulevard Saint-Laurent à l'ouest et l'avenue d'Iberville à l'est. Ce secteur, qui comprend les quartiers Sainte-Marie et Saint-Jacques et la partie sud du quartier Saint-Louis, est également celui où se trouvent tous les lieux importants de la vie associative du milieu communiste libertaire : les locaux de l'Université ouvrière, le marché Saint-Laurent, le Champ de Mars, le square Viger, la maison de chambre *Spartakus 2*, les épiceries *Spartakus*, ainsi que toutes les salles utilisées pour tenir des rassemblements publics. Le territoire d'intervention des militants demeure donc ancré dans les faubourgs ouvriers du centre-ville. C'est dans cet espace politique qu'ils continuent de déployer leurs efforts de propagande au cours des années 1930.

3.3 Face à la crise et la répression, 1930-1935

Entre 1930 et 1935, le milieu communiste libertaire est confronté à d'importants défis qui entraîneront la dissolution de ses organisations et l'emprisonnement de ses principaux militants. Marquée par la crise économique et la montée du populisme et de l'extrême droite, cette période peut être subdivisée en trois moments. Dans un premier temps, les militants communistes libertaires étendent leur influence grâce au développement de nouvelles organisations de masses. Entre 1930 et 1933, ceux-ci vont créer l'Association humanitaire et la Ligue du Réveil féminin en plus d'accroître la visibilité de l'Université ouvrière grâce à l'ouverture d'une deuxième salle située sur la rue Montcalm. Affecté durement par la répression et les attaques

⁶²³ Secteur convoité, le quartier Villeray offre un cadre de vie « modèle » pour les familles ouvrières. Jumelée à la construction de logements spacieux et la proximité du parc Jarry inauguré en 1925, la présence de nombreuses entreprises favorise son développement avant la crise des années 1930.

de groupes fascistes, le milieu traverse une crise majeure l'année suivante, entraînant le départ d'Albert Saint-Martin et la défection de Gaston Pilon. Sous le leadership de Joseph-Émile Godin, l'Association humanitaire poursuit néanmoins ses activités. Elle entame en 1935 un rapprochement avec le PCC, menant ses membres à prendre part à la Marche sur Ottawa et aux campagnes du Front populaire, une vaste coalition progressiste mise sur pied en 1936.

La surveillance étroite dont fait l'objet le milieu communiste libertaire au cours de cette période a eu divers effets, dont celui d'engendrer une grande quantité de documents d'enquêtes utilisés pour incriminer ses militants. Conservés au centre de BANQ à Québec et dans les archives des Jésuites à Montréal, l'analyse de ces dossiers nous permet aujourd'hui de jeter un regard nouveau sur les idées et les pratiques des militants de gauche pendant les années 1930, mais également sur les tactiques utilisées par l'État afin de mettre un terme à leur engagement.

3.3.1 L'essor du mouvement, 1931-1933

Après avoir feint d'ignorer les activités de l'Université ouvrière pendant plusieurs années, l'Église catholique doit se rendre à l'évidence : l'action de ses militants dans les faubourgs ouvriers de la métropole commence à porter fruit. Les responsables du diocèse de Montréal s'inquiètent ouvertement de la présence de ces communistes et de la propagande qu'ils déploient : « (...) l'archevêque de Montréal, Mgr [Georges] Gauthier, déplore en janvier 1931 les nombreuses déclarations d'apostasie recueillies par l'Université ouvrière et s'étonne que "les Soviets aient trouvé des adeptes parmi les nôtres et que des hommes de notre sang et de notre ville se soient voués à la même tâche" »⁶²⁴. Les responsables de l'École sociale populaire⁶²⁵ arrivent au même constat : « (...) les nombreuses formules d'apostasie que les autorités religieuses ont reçues depuis quelques mois indiquent qu'un travail constant et méthodique se fait dans notre classe ouvrière »⁶²⁶.

⁶²⁴ Marcel Fournier, « Clarté ou le rêve d'un Front populaire », Fernand Dumont *et al.*, dir., *Idéologies au Canada français, 1930-1939*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1978, p. 273.

⁶²⁵ « Société de propagandistes sociaux » fondée par les Jésuites en 1911, l'École sociale populaire a pour but « de travailler au salut du peuple et à l'amélioration de son sort, en propageant l'idée d'association catholique, surtout sur le terrain professionnel ». Jean-Claude St-Amant, « La propagande de l'École sociale populaire en faveur du syndicalisme catholique 1911-1949 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 32, 2 (septembre 1978), p. 203.

⁶²⁶ *Le communisme au Canada*, Montréal, L'Œuvre des tracts, Coll. "Œuvre des tracts", 140, C1931, p. 12.

Si l'Église est piquée au vif par la propagande anticléricale de l'Université ouvrière, c'est sans doute parce que celle-ci commence à avoir des répercussions inattendues. À cette époque, le mode de financement des commissions scolaires dépend étroitement de l'appartenance confessionnelle des familles. En 1937, on estime que l'augmentation du nombre d'apostasies chez les catholiques provoque des pertes de 60 000\$ par année à la Commission scolaire catholique de Montréal en raison du transfert des écoliers « neutres » vers les établissements de la Commission scolaire protestante, laquelle se montre beaucoup moins hostile à leur présence⁶²⁷.

Galvanisée par l'intervention de l'archevêché, l'Association catholique de la jeunesse canadienne-française (ACJC)⁶²⁸ se mobilise pour mettre en échec l'Université ouvrière. Encouragés par leur directeur spirituel, les membres du cercle Félix-Martin, regroupant des étudiants du Collège Sainte-Marie, décident de donner la réplique aux communistes en se rendant chaque dimanche aux assemblées organisées sur la rue Craig. Au début de l'année 1932, le cercle publie un rapport accablant sur ce que ses membres y ont vu et entendu au cours des six derniers mois. Intitulé *L'Université ouvrière et ses dangers*, le document est ensuite diffusé sous forme de brochure par le journal antisémite *Le Miroir* dirigé par Adrien Arcand⁶²⁹.

D'entrée de jeu, les auteurs du rapport signalent que l'Université ouvrière a pris de l'expansion en ouvrant un nouveau local au 1408, rue Montcalm, au coin de la rue Sainte-Catherine. Beaucoup plus grande que celle sur la rue Craig, la salle peut accueillir jusqu'à 1500 personnes⁶³⁰. Le lieu devient rapidement le centre à partir duquel le mouvement communiste libertaire rayonne sur les quartiers Sainte-Marie et Saint-Jacques.

⁶²⁷ « Écoles catholiques », *Le Devoir*, 2 septembre 1936, p. 3. ; « Les apostasies augmentent chez les Catholiques », *La Presse*, 4 mai 1937, p. 11.

⁶²⁸ L'ACJC est une organisation fondée au début du 20^e siècle à l'initiative des abbés Lionel Groulx et Émile Chartier. Elle vise à regrouper les collégiens afin de développer dans la jeunesse une élite catholique. S'appuyant sur le modèle développé en France par l'Association de la jeunesse française, son réseau s'étend à travers le Québec et l'Ontario.

⁶²⁹ Journaliste de formation, Adrien Arcand (1899-1967) met sur pied à partir de 1929 divers groupes fascistes, dont le Parti national social chrétien en 1934. Interné pendant la Deuxième Guerre mondiale, il poursuit son action après la fin du conflit, devenant l'un des négationnistes les plus influents à l'échelle internationale. Au sujet d'Adrien Arcand, voir : Hughes Théorêt, *Les chemises bleues. Adrien Arcand, journaliste antisémite canadien-français*, Québec, Septentrion, 2012, 410 p.

⁶³⁰ Voir : BANQ-Q, Département du Procureur-Général de la Province de Québec, Dossier 722-1933. Rapports RE : Communistes à Montréal, Rapport sur la conférence du 28 décembre 1932. Le 8 janvier 1933, un débat entre un militant de l'UO et un pasteur protestant attire plus de 2000 personnes. Un informateur de police, présent sur place, affirme que plusieurs centaines de personnes n'ont pu entrer, faute de place : « (...) le tout semblait une affaire montée pour donner plus de publicité aux paroles de [militant UO] et cela a très bien réussi car une foule que j'estime à plus de deux mille

Citations à l'appui, les membres de l'ACJC affirment que la critique antireligieuse occupe une place centrale dans les conférences présentées à l'Université ouvrière :

À chaque fois que nous avons assisté à une assemblée communiste, inmanquablement nous y avons entendu parler de Dieu. Tous les orateurs, les Pilon, les Saint-Martin, les Bédard, les Latreille, les Laviolette, sont revenus sur le sujet. Dieu, ils l'ont traité de fantôme, de revenant inventé pour enchaîner, tyranniser les hommes et les empêcher de jouir de leur liberté. Ils ont nié son existence et, pour donner plus d'autorité à leurs paroles et pour attirer la faveur des gens, ils ont déterré les objections déjà vieilles de Sébastien Faure et de Jean Nost [Johann Most]⁶³¹ et de tous leurs adeptes⁶³².

Les membres de l'ACJC n'ont pas tort : la religion est effectivement un thème transversal abordé dans la plupart des conférences présentées à l'Université ouvrière. Si la critique du catholicisme est un élément essentiel du discours des communistes libertaires, les militants de l'Université ouvrière abordent une panoplie d'autres sujets dans leurs réunions publiques. Afin de valider cette affirmation, nous avons procédé à une analyse du contenu des conférences présentées à l'UO au cours l'année 1933, une période pendant laquelle les activités du milieu communiste sont scrutées à la loupe par les autorités municipales et provinciales. Le tableau suivant donne un aperçu des principaux thèmes abordé dans chacune des 82 conférences que nous avons recensées entre le mois de janvier et le mois de décembre 1933.

personnes emplissait la salle. Plus de deux cent personnes ont du demeurer debout pendant plus de deux heures et plusieurs centaines ont du retourner à la porte. Je n'ai jamais vu pareille assistance à aucune de leurs assemblées ». *Ibid.* Rapport de l'Assemblée du 8 janvier 1933.

⁶³¹ Johann Most (1848-1906) est un militant social-démocrate, puis anarchiste d'origine allemande. Victime de la répression, il s'exile en Angleterre puis aux États-Unis où ses écrits trouvent un écho favorable parmi les travailleurs d'origine immigrante.

⁶³² Fernand Charest, *L'Université ouvrière et ses dangers*, Montréal, Le Miroir, 1931, p. 8.

Tableau 5
Thèmes principaux des conférences présentées à
l'Université ouvrière (1933)

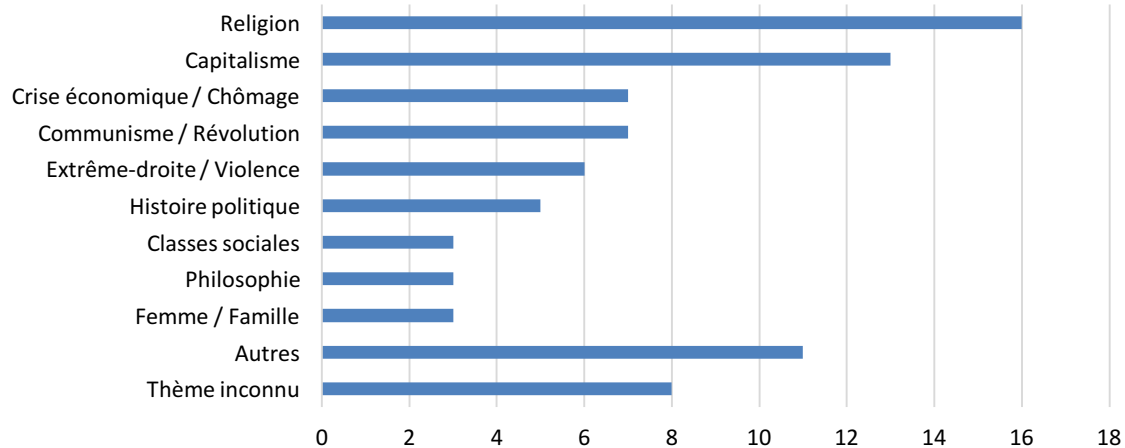


Tableau 5 Thèmes principaux des conférences présentées à l'Université ouvrière (1933)

La lecture des comptes rendus de ces rencontres nous permet de constater que la plupart des conférenciers passent rapidement d'un sujet à l'autre et intègrent à leurs présentations des éléments qui semblent à priori hors contexte. Voilà pourquoi notre analyse du discours porté par ces militants doit prendre en considération l'ensemble de leurs présentations, sans se limiter à celles qui semblent s'adresser à un sujet particulier, afin de dresser un portrait plus juste de leur pensée politique.

3.3.2 Principaux axes discursifs

Afin de mieux comprendre ce qui distingue les communistes libertaires des autres courants présents dans le champ politique révolutionnaire, nous avons choisi d'aborder quatre questions qui sont au cœur de leur praxis pendant les années 1930 : la critique religieuse, la crise du système capitaliste, le communisme intégral et la place des femmes au sein de la société canadienne-française. Après avoir analysé leur discours public sur ces enjeux, nous chercherons ensuite à comprendre comment ces idées se traduisent dans leurs pratiques militantes. Nous compléterons cette analyse en abordant les réactions que suscitent ces interventions auprès des autorités politiques et religieuses de même que des autres formations politiques de gauche à Montréal.

La religion

« Dieu n'est pas un créateur mais une créature de la folie de l'homme »⁶³³.

Les militants communistes libertaires s'opposent à toute forme de croyances religieuses. Les religions, affirment-ils, n'ont pour but que d'entraver le progrès de l'humanité en servant d'outil pour contrôler les masses. S'ils écorchent à l'occasion les autres religions monothéistes, les communistes libertaires s'attaquent d'abord et avant tout au christianisme. Ils mettent en lumière son rôle oppressif à travers les siècles, y compris dans le processus de conquête coloniale qui a mené à la création de l'État canadien :

C'est comme Jacques Cartier (...) qui est venu ici, avec un crucifix et des arquebuses, massacrer les Indiens. Comme les Anglais aux Indes, un clergyman et des mitrailleuses. Comme les Français au Maroc, en Algérie, en Tunisie, avec des braves Frères Capucins, des mitrailleuses et des carabines. Quand les peuples ne voulaient pas croire aux dieux des conquérants, la soldatesque était là, des fonctionnaires de l'État avec des mitrailleuses, pour massacrer ceux que l'on vient de conquérir en disant : « Crois à mon Dieu. Sinon, c'est la mort »⁶³⁴

Dans leurs conférences, les communistes libertaires se montrent particulièrement critique vis-à-vis de l'Église catholique, dont l'influence sur la société canadienne-française est à son apogée. Ils considèrent que son emprise freine l'émancipation de la classe ouvrière en la gardant dans la peur et l'ignorance. Grâce à sa mainmise sur le système d'éducation québécois, l'Église enseigne la soumission à l'autorité, celle du clergé bien sûr, mais aussi celle de l'État et du Capital : « L'amie de Morgan, l'amie de Ford à l'heure actuelle, c'est Notre Sainte Mère l'Église »⁶³⁵.

D'après les communistes libertaires, l'Église catholique cherche par tous les moyens à assurer la paix sociale afin de préserver la stabilité du système capitaliste. La raison est fort simple : les congrégations religieuses sont d'importants propriétaires fonciers en plus d'être actionnaires de plusieurs grandes entreprises. D'après ces militants, « (...) le clergé n'a jamais agi que par intérêt et a toujours protégé les riches et les puissants contre le

⁶³³ BANQ-Q, Département du Procureur-Général de la Province de Québec, Dossier 722-1933. Rapports RE : Communistes à Montréal, Université ouvrière, Rapport de l'assemblée du 4 janvier 1933.

⁶³⁴ BANQ-Q, Département du Procureur-Général de la Province de Québec, Dossier 479-1934. Rapports RE : Discours sténographiés (l'Université ouvrière). Université ouvrière, Conférence du 17 décembre 1933.

⁶³⁵ *Ibid.*, Conférence du 18 octobre 1933.

peuple parce qu'il y voyait un moyen de s'enrichir aux dépens de ce même peuple »⁶³⁶. À leurs yeux, les religieux sont donc des « hypocrites sinistres » qui prêchent la charité mais cultivent la misère :

(...) pendant qu'on nous enseigne tout ça [la religion] le peuple crève de faim pendant que les maitres de la société nous exploitent avec l'éducation religieuse. (...) et n'aller pas enseigner au peuple, oh ! non, parce qu'il va vous arriver des curieux désagréments ! N'allez pas dire au peuple que tout ça c'est des inventions mystiques, puis là c'est aussi bien d'aller plus loin, que l'Eucharistie est un tabou, un fétiche et un totem, que le tribunal de la confession n'est ni plus ni moins qu'une organisation policière, que les religieux sont des exploiters au service des maitres, que prière, péché et blasphème ça été inventé pour leurrer le cerveau des creux !⁶³⁷

Désarmés face aux préjugés et leur propre ignorance, les travailleurs doivent s'emparer des armes de la Raison pour se gouverner eux-mêmes. Matérialistes et athées, les militants communistes libertaires estiment que « le devoir de tout révolutionnaire est de prêcher la science »⁶³⁸ afin de mener la lutte contre « l'Internationale de la stupidité »⁶³⁹.

Les conférences qui portent sur la religion trouvent un public nombreux, sans doute à cause de leur caractère controversé. C'est tout particulièrement le cas lorsque Gaston Pilon prend la parole. Bon orateur, celui-ci attire l'attention par ses excès de langage. Pilon dénonce de manière très crue l'hypocrisie sexuelle du clergé et rapporte de façon sarcastique les scandales – réels comme fictifs – qui touchent l'Église. Cet angle d'attaque ressemble à s'y méprendre à celui de l'hebdomadaire anticlérical français *La Calotte*, lequel compte plusieurs abonnés au Québec avant la Première Guerre mondiale.

Ces « provocations » n'empêchent pas Gaston Pilon d'être invité par le père franciscain Archange Godbout à un débat sur l'existence de Dieu. Le 29 janvier 1934, plus de 1500 personnes s'entassent dans la salle Salaberry pour assister à cette joute oratoire, laquelle reçoit une excellente couverture de presse. La publicité générée par ces discours a toutefois de fâcheuses conséquences pour le milieu communiste libertaire. Ces propos vont

⁶³⁶ BANQ-Q, Département du Procureur-Général de la Province de Québec, Conférence du 11 décembre 1932.

⁶³⁷ BANQ-Q, Département du Procureur-Général de la Province de Québec, Dossier 479-1934. Rapports RE : Discours sténographiés (l'Université ouvrière). Université ouvrière, Conférence du 16 mai 1934.

⁶³⁸ *Ibid.* Conférence du 27 octobre 1933.

⁶³⁹ *Ibid.* Conférence du 18 octobre 1933.

servir de prétexte aux catholiques pour exiger la fermeture immédiate de l'Université ouvrière et l'arrestation de ses principaux militants.

Si les conférences occupent une place importante dans les activités politiques de ces militants, leur propagande anticléricale se présente également sous d'autres formes. En plus des campagnes d'apostasie et de la diffusion à grande échelle de brochures anticléricales par des anarchistes, toutes deux sources d'inquiétudes pour les milieux catholiques, l'auditoire des assemblées de l'UO est invité à chanter des chansons tournant en ridicule les pratiques religieuses⁶⁴⁰. Les murs de la salle sont également tapissés d'affiches⁶⁴¹ et de tableaux du même ordre⁶⁴². Diverses sources indiquent aussi que des militants ont mis sur pied « une société de frais funéraires » dont la cotisation est fixée à 0,50\$ par mois jusqu'à concurrence de 30\$: « À sa mort, les communistes iront chercher son corps, et le transporteront en grande pompe pour le faire brûler. Quelques musiciens seront engagés pour que la cérémonie soit plus impressionnante. Ce grand défilé et cette cérémonie, ce n'est pas pour le culte de la charogne, mais c'est un puissant moyen de publicité »⁶⁴³.

Cette référence au « culte de la charogne » – c'est-à-dire la glorification des morts et des massacres, bloquant l'évolution du vivant et son émancipation du passé – est mentionnée à plusieurs reprises dans les conférences

⁶⁴⁰ Notamment une chanson intitulée « La Messe » dont voici le refrain et le quatrième couplet : « Ding Din Don. Ding Din Don, Et ding et dindon, dindes et dindons, La cloche au loin sonne la messe, Et ding et din din dindes et dindons, C'est bien à vous qu'elle s'adresse, Et ding et din don, dindes et dindons, Dépêchez-vous donc. (...) O Pauvres gens que terrorise, L'incertitude de la fin, Je me ris de votre sottise, De vos prêtres et du destin, Que la mort vienne tard ou vite, Cela m'importe peu vraiment, La vie est courte j'en profite, Sans grimace tout simplement. ». BANQ-Q, Département du Procureur-Général de la Province de Québec, Dossier 722-1933. Rapports RE : Communistes à Montréal, *La Messe*.

⁶⁴¹ « De chaque côté de l'estrade se trouve une pancarte, l'une intitulée "Si Dieu est partout pourquoi bâtir des églises" et l'autre "Si Dieu est si bon, pourquoi le craindre" ». BANQ-Q, Département du Procureur-Général de la Province de Québec, Dossier 478-1934. Rapports RE : Activités de l'Université ouvrière. RE : Communisme – Université ouvrière – 1408, Montcalm, 15 février 1934.

⁶⁴² Les autorités souhaitent valider si ces tableaux sont contraires aux bonnes mœurs. Voici la description qu'en font les informateurs policiers : « (...) un grand tableau représentant des ouvriers au travail et, dessous de ces ouvriers, des capitalistes d'amusant à boire, avec une jeune fille presque nue dansant sur une table et une autre jeune fille couchée sur un sofa et buvant également. (...) sur les murs de chaque côté, des cadres, l'un représentant un prêtre montrant [à un ouvrier] l'apparition de la Vierge tandis qu'il lui vole son argent dans sa poche de pantalon, un autre intitulé 'Dieu et son Représentant', montrant Dieu maigre et en guenille debout sur une table tandis qu'un prêtre assis à cette table, mange et boit à sa santé ». BANQ-Q, Département du Procureur-Général de la Province de Québec, Dossier 722-1933. Rapports RE : Communistes à Montréal. Lettre de Maurice C. Lalonde à Charles Lanctôt, 16 mai 1933. « Plusieurs bouffonneries sur les questions d'actualité, toutes sur le même cadre ; chaque caricature contient une phrase, savoir : 1- Un sac avec un signe de piastre : "Le Dieu de la terre et les trésors" ; 2- Le pape assis sur un trône et des femmes autour de lui, une d'entre elles a les seins nus : "Dieu et son serviteur de la terre" ; 3- Un prêtre qui dit sa messe à l'autel : "Nous vous trompons" ; (...) Un prêtre parlant à ses fidèles – Il tient dans une main un crucifix, qu'il montre aux gens en disant : "Voilà pour vous". Dans l'autre main, il tient un sac d'argent et dit : "Voilà pour moi". » *Ibid.* 8 juillet 1933.

⁶⁴³ AJ, Fonds J-P Archambault, Assemblée d'affaires de l'Université ouvrière, 5 août 1931.

présentées à l'Université ouvrière. L'expression est empruntée au militant anarchiste-individualiste français Albert Libertad⁶⁴⁴, qui a consacré plusieurs articles à ce sujet dans le journal *L'Anarchie* au début du 20^e siècle. Son usage dans le milieu communiste libertaire montréalais au cours des années 1930 traduit l'influence manifeste de la pensée anarchiste sur ses membres. Il en va de même pour plusieurs autres références culturelles présentes dans le discours et les pratiques antireligieuses des militants.

Le capitalisme en crise

« Tout est fini, il n'y a plus à y revenir »⁶⁴⁵.

Au cours des années 1930, le monde occidental est frappé par une crise économique sans précédent. Des millions d'hommes, de femmes et d'enfants sont réduits à demander la charité pour pouvoir survivre. Comme le soulignent les communistes libertaires, « (...) il y a 45% à 50% des individus qui souffrent aujourd'hui sous notre régime odieux, et la proportion augmente toujours »⁶⁴⁶. Pour ces militants, les solutions proposées par les politiciens bourgeois ou par le clergé catholique ne changeront rien : le système capitaliste, fait par et pour les riches, est en train de s'effondrer.

Cherchant à expliquer les causes de cette crise, les communistes libertaires pointent du doigt le profond déséquilibre qui existe entre la production et la consommation. Trop de marchandises sont produites pour lesquelles aucun débouché n'existe. Alors que les entrepôts débordent, le peuple meurt de faim faute d'argent pour acheter ces produits. Ces militants sont convaincus que cette contradiction inhérente au capitalisme ne peut être résolue qu'en changeant radicalement le mode de redistribution de la richesse.

Tout en reconnaissant que la Russie se tire sans doute mieux d'affaire que le continent nord-américain, les communistes libertaires estiment qu'il faut trouver des solutions adaptées « à la mentalité d'ici » pour résoudre une fois pour toute les problèmes économiques et sociaux générés par la crise. Désireux de trouver des

⁶⁴⁴ Au sujet d'Albert Libertad, voir : <http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article154625>, notice LIBERTAD (Albert, Joseph, dit) [Dictionnaire des anarchistes] par Anne Steiner, version mise en ligne le 12 mars 2014, dernière modification le 30 avril 2019. Consulté le 2 décembre 2019.

⁶⁴⁵ BANQ-Q, Département du Procureur-Général de la Province de Québec, Dossier 722-1933. Rapports RE : Communistes à Montréal, Université ouvrière, Conférence du 9 juillet 1933.

⁶⁴⁶ *Ibid.*

réponses « rationnelles » et « scientifiques » à ces questions, Albert Saint-Martin et ses camarades se tournent vers les propositions formulées par les partisans de la Technocratie, un mouvement apparu au début des années 1930 aux États-Unis. Ce courant de pensée s'inspire des écrits de Thorstein Veblen, un économiste socialiste d'origine norvégienne. Dans son livre *The Engineers and the Price System* paru en 1921, Veblen affirme que les capitalistes sabotent sciemment la capacité de production des entreprises afin de maintenir le plus haut taux de profits possible, privant ainsi la population de biens et de services de première nécessité. Afin de pouvoir répartir équitablement les bienfaits du développement industriel, Veblen propose de confier l'appareil de production à un « soviet de techniciens »⁶⁴⁷ qui en assurerait la gestion pour le bénéfice de la communauté. Grâce à une grève générale, menée par les techniciens avec le soutien de la classe ouvrière, le peuple arriverait à prendre le contrôle de l'économie et ainsi satisfaire ses besoins.

Si les idées développées par Veblen reçoivent un accueil favorable dans les milieux syndicalistes révolutionnaires nord-américains⁶⁴⁸, elles peinent à rejoindre un plus large public. C'est chose faite au début des années 1930 grâce aux interventions d'Howard Scott. « Scientifique », ou plutôt « scientiste » autodidacte, Scott adhère aux idées de Veblen au cours des années 1920. Après un court passage à l'IWW, Scott devient au début des années 1930 le principal porte-parole de la Technocratie, dont le programme s'inspire librement des écrits de Veblen. Tout comme Veblen, Scott estime que l'inefficacité du système de production peut être corrigé en le confiant à des spécialistes animés par le désir de servir le bien commun et en abolissant les mécanismes de fixation des prix. Toutefois, Scott n'inscrit pas cette démarche dans un processus révolutionnaire contrairement à Veblen. Il cherche davantage à la présenter comme une stratégie de sortie de crise rendue inévitable par le développement des forces productives et l'automation des entreprises.

⁶⁴⁷ Thorstein Veblen, *The Engineers And the Price System*, Kitchener, Batoche Books, 2001 (1921), p. 102.

⁶⁴⁸ C'est notamment le cas de l'IWW et de l'OBU. Comme l'écrit Ralph Chaplin en 1933 : « Not only is it true that Professor Veblen is in perfect accord with the industrial philosophy, program and methods of the I.W.W. in regard to the General Strike, but the preponderance of competent technological opinion of America favors that viewpoint also. The advanced technician has learned from experience to look upon the General Strike with favor. He sees in it the quickest and most dependable method of keeping the vital processes of production and transportation unimpaired during the impending breakdown of the system of production for profit ». Ralph Chaplin, *The General Strike*, Chicago, Industrial Workers of the World, 1972. Sur l'intérêt des sections de l'IWW au Canada concernant la Technocratie, voir : Beaulieu, *Labour at the Lakeheads*, p. 194.

Les idées véhiculées par Scott sont largement publicisées, y compris dans les journaux québécois qui multiplient les articles à propos de la Technocratie à partir du mois de décembre 1932⁶⁴⁹. À leur tour, les communistes libertaires vont adapter cette perspective en l'intégrant peu à peu à leur programme et en proposant de multiples conférences sur ce sujet. Afin de comprendre ce qui pousse ces militants à adopter certains concepts proposés par les Technocrates, il convient de s'arrêter quelques instants sur l'évolution de leur pensée politique depuis 1924.

Après avoir rompu avec le bolchévisme, Saint-Martin et ses camarades vont chercher à redéfinir leur projet révolutionnaire en puisant librement dans l'œuvre d'auteurs associés au marxisme, à l'anarchisme et à la science positiviste. Au début des années 1930, ils suggèrent ainsi aux nouveaux militants désireux de parfaire leur éducation politique la lecture du *Capital* de Marx, mais aussi *L'ABC du communisme* de Boukharine et le roman d'anticipation *Mon Communisme* écrit par Sébastien Faure⁶⁵⁰. Ce texte est particulièrement intéressant, dans la mesure où Faure y décrit en détail les contours d'une société postrévolutionnaire à travers les yeux d'un ouvrier français de retour d'un séjour à l'étranger. Dans sa forme et dans son contenu, ce texte offre de nombreuses similitudes avec le roman *Looking Backward* d'Edward Bellamy, une œuvre marquante dans la formation politique d'Albert Saint-Martin. Tout au long de sa vie, celui-ci cherchera à imaginer l'Utopie dans le sens premier du terme : une société idéale, en tout point parfaite, où peuvent s'épanouir les êtres humains vivant en harmonie.

Au cours des années 1930, Saint-Martin complète la rédaction d'un roman en langue Ido⁶⁵¹ intitulé *Belino* [*La Belle*], dont l'action se déroule dans un monde où l'on aurait aboli l'argent et fait disparaître le droit de propriété. Écrit avec la collaboration « [d'un] comité votant, composé des membres présents à l'assemblée de l'Université ouvrière »⁶⁵², ce livre est aujourd'hui malheureusement introuvable. En revanche, le compte-rendu d'une

⁶⁴⁹ Voir notamment : « La vie future sera-t-elle gouvernée par la technocratie », *L'autorité*, 21 janvier 1933, p. 1. « En quoi consiste la technocratie », *La Tribune*, 25 janvier 1933, p. 9 ; « La nouvelle science sociale : la technocratie », *Le Soleil*, 2 février 1933, p. 4.

⁶⁵⁰ Sébastien Faure, *Mon communisme. Le bonheur universel*, Paris, Les Amis de Sébastien Faure, Deuxième édition, N.D., 365 p.

⁶⁵¹ L'ido est une langue dérivée de l'esperanto dont le développement s'amorce avant la Première Guerre mondiale. Les espérantistes canadiens-français en font la promotion active à partir des années 1920. Albert Saint-Martin, Achille Cusson et Albert-Pierre Beauchemin proposent ainsi en 1924 des cours d'ido sur les ondes du poste de radio CKAC. Voir : « Cours d'ido », *La Presse*, 3 octobre 1924, p. 9. L'Université ouvrière offre également des leçons d'ido gratuites tout au long des années 1930.

⁶⁵² « M. le juge Demers entend la demande », *Le Canada*, 6 décembre 1934, p. 7. D'après une source, ce livre aurait été écrit en 1931. BANQ-Q, Département du Procureur-Général de la Province de Québec, Dossier 722-1933. Rapports RE : Communistes à Montréal. Lafcadio, « L'Université ouvrière », *Le Canada*, n.d.

conférence présentée par Saint-Martin au mois de février 1932 nous permet de mieux comprendre les aspects économiques, sociaux et juridiques de cette société communiste intégrale. Saint-Martin imagine la création d'établissements agricoles et industriels organisés sous la forme de phalanstères, fournissant aux producteurs tous les services et le « perfectionnement moderne » nécessaires pour jouir d'une vie pleine et entière sous la supervision de techniciens et d'ingénieurs élus par les ouvriers. Ne travaillant que trois ou quatre heures par jour, « chacun ferait le travail pour lequel il a des aptitudes » :

Tous travailleraient en commun pour la communauté. Tous pour chacun et chacun pour tous. Le cuisinier et son aide qui donnent tout leur travail méritent autant de la société que l'ingénieur et le technicien. (...)

Tous seraient ainsi égaux. (...) Les rapports des hommes et des femmes ne seraient conditionnés qu'à leur volonté réciproque. Il n'y aurait plus de Madame Une telle. La vie et l'avenir des enfants ne seraient plus subordonnés aux moyens et à l'intelligence de leurs pères et mères. Ils seraient les enfants de la société et élevés dans d'immenses pouponnières sous les soins de "nurses" compétentes. Il y aurait là tous les jouets et tout ce qu'il faut pour leur développement physique et moral.

Je rêve souvent, dit M. Saint-Martin, que je vois les communistes s'emparer de tous les papiers qui constituent la monnaie et les droits de propriété, et tous les brûler sur le Champ de Mars. Chacun d'entre vous serait disposé à fournir l'allumette pour y mettre le feu. J'y vois s'évanouir avec la fumée, les dernières illusions de ceux qui ont encore confiance au capitalisme et à la propriété privée⁶⁵³.

À la lecture de ces extraits, nous comprenons mieux les affinités entre la pensée des communistes libertaires et celle des partisans de la Technocratie, tout particulièrement leur confiance mutuelle dans le potentiel quasi-infini des forces productives héritées du capitalisme. Dans cette description d'un passage idéalisé du gouvernement des hommes à l'administration des choses, Saint-Martin cherche à préciser le fonctionnement d'une « démocratie industrielle » où les compétences des producteurs primeront sur les privilèges acquis par la naissance ou la fortune. Ce faisant, il oppose l'autorité illégitime des capitalistes à celle, légitime et rationnelle, des techniciens dans leur champ d'expertise. Cette idée, présente sous d'autres formes chez des penseurs anarchistes comme Bakounine, se traduit dans le vocabulaire utilisé par ces militants pour expliquer leur doctrine, résumée dans la formule suivante : « Que la consommation soit contrôlée par les consommateurs et que la production soit contrôlée par les ingénieurs industriels et par les ingénieurs agronomes »⁶⁵⁴. Après avoir

⁶⁵³ Donat-C. Noiseux, « Doctrines communistes ! », *Le Bulletin des Agriculteurs*, 25 février 1932, p. 1. Ce texte est reproduit dans l'annexe B de notre thèse.

⁶⁵⁴ BANQ-Q, Département du Procureur-Général de la Province de Québec, Dossier 722-1933. Rapports RE : Communistes à Montréal. Université ouvrière, conférence du 25 juin 1933.

aboli l'argent et détruit l'ensemble des titres de propriété, ces militants affirment que toute la richesse produite – biens et services – doit être mise à la disposition de chaque consommateur, c'est-à-dire de tout être humain ayant des besoins à satisfaire : « Le premier point de notre programme, c'est de commencer par prendre les marchandises qu'il y a dans les entrepôts et de les consommer »⁶⁵⁵. Une fois cette première étape franchie, les communistes libertaires estiment qu'il faut donner aux ingénieurs le plein contrôle de l'appareil de production qu'ils sont les seuls à pouvoir administrer de façon efficace grâce à leur savoir. Quant à elle, la coordination entre consommation et production devrait s'effectuer sur un principe d'aide mutuelle et d'interdépendance des besoins. L'humanité pourrait ainsi vivre dans l'abondance et jouir pleinement de tous les bienfaits apportés par la science dans une société sans État, sans police et ni armée.

La transition vers le communisme intégral

Au début des années 1930, le milieu communiste libertaire exprime de façon très nette son rejet du parlementarisme et des institutions politiques. Cette critique, très proche des objections « classiques » de l'anarchisme vis-à-vis de l'électoralisme, renvoie dos-à-dos tous les partis politiques, y compris le CCF ou le PCC. Comme l'explique un membre fondateur de l'UO : « (...) si je vais pas voter c'est que je veux pas être une barbotte. Je veux pas mordre à ce ver-là. Vous ne me prendrai pas. Prenez les autres barbottes, moi je ne vais pas voter, avec votre ver, prenez les autres barbottes, pas moi ! »⁶⁵⁶.

Avec la crise économique qui ne cesse de s'amplifier, le milieu communiste libertaire demeure convaincu que le système capitaliste va bientôt s'effondrer : « pour eux, la révolution prolétarienne est le terme d'une évolution fatale, nécessaire, terme qui doit se produire par la force des choses »⁶⁵⁷. Selon ces militants, le jour approche où les chômeurs seraient en mesure d'imposer eux-mêmes à la minorité d'exploiteurs leurs propres revendications, sans intermédiaire⁶⁵⁸. D'ici là, le rôle des révolutionnaires doit être celui d'élargir les brèches déjà existantes en poursuivant leur travail d'éducation afin que les travailleurs et les sans-emploi prennent conscience de leur force collective.

⁶⁵⁵ *Ibid.*

⁶⁵⁶ BANQ-Q, Département du Procureur-Général de la Province de Québec, Dossier 479-1934. Rapports RE : Discours sténographiés (l'Université ouvrière). Université ouvrière, conférence du 11 avril 1934.

⁶⁵⁷ « Les activités communistes à Montréal », *Le Devoir*, 24 novembre 1932, p. 2.

⁶⁵⁸ BANQ-Q, Département du Procureur-Général de la Province de Québec, Dossier 722-1933. Rapports RE : Communistes à Montréal, Université ouvrière, conférence du 9 juillet 1933.

Il va sans dire que cette conception d'un communisme « technoscientifique » apparaissant spontanément grâce à l'éducation des masses et l'exacerbation de la crise capitaliste n'est pas partagée par tous, loin de là. Certains tournent en ridicule « (...) les sources phalanstériennes de Fourier et de Victor Considerant »⁶⁵⁹ dont s'inspire Albert Saint-Martin. La presse du PCC se montre également très acerbe face aux idées mises de l'avant par les communistes libertaires. Les attaques fusent contre l'Université ouvrière, à qui l'on reproche de semer la confusion chez les travailleurs en s'opposant à la dictature du prolétariat et en critiquant le régime soviétique⁶⁶⁰. Qualifié d'anarchiste et de démagogue, Saint-Martin est particulièrement visé par ces accusations. Le PCC cherche à le dépeindre comme un contre-révolutionnaire, un « fakir » qui bourre le crâne des jeunes ouvriers « (...) avec son utopie impossible et ridicule en préconisant le communisme intégrale [sic] »⁶⁶¹.

La place des femmes dans la société canadienne-française

Avant d'entrer dans mon sujet (...), je vais poser une question : y a-t-il plus d'hommes que de femmes dans le monde? Il semblerait que oui, si l'on en juge par ce qui se passe à l'Université ouvrière où l'on entend toujours des conférences pour hommes, faites par des hommes, et surtout au point de vue des hommes⁶⁶².

Au cours des années 1930, la présence des femmes devient de plus en plus visible au sein du milieu communiste libertaire. Leur militantisme se traduit par une remise en question des conceptions traditionnelles de la sexualité, du couple et de la famille.

Le 15 mars 1931, une jeune militante communiste âgée d'à peine 16 ans, Mignonnette Ouimet⁶⁶³, prononce une conférence à l'Université ouvrière. Pour la première fois depuis la fondation de l'UO en 1925, une femme monte à cette tribune pour s'adresser à l'auditoire. Écorchant au passage le caractère très « masculin » du milieu

⁶⁵⁹ *Ibid.*, Lafcadio, « L'Université ouvrière », *Le Canada*, n.d. Les références utilisées par l'auteur de cet article nous laisse penser qu'il s'agit pourrait s'agir d'un militant de gauche.

⁶⁶⁰ « L'hypocrisie de l'Université ouvrière », *L'Ouvrier canadien*, 1, 1 (janvier 1933), p. 9.

⁶⁶¹ « Le rôle de l'Université ouvrière », *Le Jeune Ouvrier*, 6 février 1933, p. 3

⁶⁶² *La Femme. Conférence donnée par Mlle. M. Ouimet le 15 mars 1931 à l'Université ouvrière*, Montréal, L'Université ouvrière, n.d., n.p.

⁶⁶³ Née en 1915 à Saint-Jean-sur-Richelieu, Marie Marguerite Mignonnette Ouimet est la fille d'Eva Dextraze et du militant communiste Charles Ouimet. Peu de temps après le décès de sa mère en 1932, Mignonnette Ouimet se marie avec Germain Desrosiers à l'Église Saint-Pierre-Apôtre. On perd ensuite sa trace jusqu'à son décès en 1989.

militant révolutionnaire, Ouimet décortique avec précision les multiples facettes de l'oppression vécue par les femmes dans les sociétés nord-américaines.

Pointant du doigt le capitalisme et le patriarcat, Ouimet dénonce tour à tour la surexploitation du travail féminin et l'autorité illégitime exercée dans la sphère privée par le père ou le mari. Se penchant sur le rôle joué par les institutions politiques et religieuses gardant les femmes dans un statut d'infériorité au niveau juridique, économique et culturel, elle pose un constat sans appel : « J'accuse donc la société actuelle de tenir la femme dans un état d'esclavage. S'il est vrai que certains hommes sont des esclaves d'autres hommes, nous, les femmes, sommes les esclaves même de ces derniers esclaves »⁶⁶⁴. Publié sous forme de brochure, le discours de Mignonne Ouimet va alimenter la réflexion du milieu communiste libertaire sur divers enjeux liés à la condition féminine au cours des années qui vont suivre.

Le mariage, les enfants et la famille

Lorsque deux individus de sexe différent ont un penchant l'un pour l'autre et qu'ils le prouvent, c'est de l'amour... Mais quand il entre dans l'esprit de l'un des deux une considération économique, c'est de la prostitution⁶⁶⁵.

La critique de l'institution du mariage est très présente dans le discours des militants communistes libertaires pendant les années 1930. Ce thème est abordé à plusieurs reprises dans les conférences de l'Université ouvrière, par des hommes comme par des femmes. Comme l'explique un conférencier de l'Université ouvrière : « (...) la famille basée sur l'autorité du père et l'esclavage de la mère est une monstruosité et un crime et est indigne de peuples qui se disent civilisés. (...) Nous voulons la vraie famille d'après les principes communistes basés sur la science et l'hygiène où chaque enfant sera véritablement le fruit de l'amour (...) »⁶⁶⁶. Un certain nombre de brochures anarchistes traitant de cette question circulent également dans ce milieu, comme *L'Immoralité du mariage* de René Chaughi ou encore *La camaraderie amoureuse*, un texte d'E. Armand⁶⁶⁷. Sans

⁶⁶⁴ *Ibid.*

⁶⁶⁵ *Ibid.*

⁶⁶⁶ BANQ-Q, Département du Procureur-Général de la Province de Québec, Dossier 722-1933. Rapports RE : Communistes à Montréal. Rapport de la conférence du 28 décembre 1932.

⁶⁶⁷ Sur ce texte et les idées développées par E. Armand en matière de sexualité, voir : Gaetano Manfredonia et Francis Rosin, *E. Armand et « la camaraderie amoureuse ». Le sexualisme révolutionnaire et la lutte contre la jalousie*, Amsterdam, IISH, 6 octobre 2000, <http://www.iisg.nl/womhist/manfredo.pdf>, consulté le 6 décembre 2019

négliger l'influence de ces écrits, c'est souvent à partir de leurs propres expériences que ces militants vont peu à peu établir leur position.

Pour Albert Saint-Martin, qui vit séparé de sa femme depuis près de 20 ans, le mariage est d'abord et avant tout un contrat civil entre un homme et une femme afin de protéger la transmission de l'héritage et de permettre la reproduction des classes sociales. Comme la plupart des militants qui se prononcent sur cet enjeu, Saint-Martin ne croit pas à l'amour éternel, ni pour les hommes, ni pour les femmes. À leurs yeux, il ne fait aucun sens d'obliger des individus à « passer toute leur vie avec un être qu'ils détestent uniquement parce que les lois en ont décidé ainsi »⁶⁶⁸. Les militants communistes libertaires sont en faveur de l'amour libre : chaque partenaire doit être en mesure de mettre un terme à une relation amoureuse si tel est son désir⁶⁶⁹. C'est la seule façon logique de concevoir les rapports de couple si l'on souhaite abolir toute forme de propriété privée.

Si les communistes s'opposent au mariage, c'est aussi parce que cette institution relègue la femme au rang d'objet en la plaçant sous la tutelle de son mari, lui retirant jusqu'à son propre nom de famille. Tout en considérant le mariage comme une abomination, ceux-ci refusent de conseiller à une femme d'avoir des enfants hors-mariage. Ce serait la placer devant une situation d'extrême précarité, dans une société qui stigmatise celles qu'on appelle les filles-mères. Devant l'impossibilité de contracter un mariage civil, plusieurs couples athées devront donc se résoudre à se marier à l'Église - chez les protestants, notamment - afin de protéger leurs enfants.

Constatant que toutes les demandes de modification au code civil visant à rendre la femme l'égal de l'homme ont été rejetées par le gouvernement provincial, plusieurs militantes et militants de l'Université ouvrière insistent sur le fait que seule une société communiste sera en mesure de mettre un terme à cette injustice en permettant aux femmes de vivre librement : « À l'œuvre mes amis, nous établirons un état de société où le mariage dans ce qu'il a d'horrible sera disparu »⁶⁷⁰.

⁶⁶⁸ BANQ-Q, Département du Procureur-Général de la Province de Québec, Dossier 479-1934. Rapports RE : Discours sténographiés (l'Université ouvrière). Université ouvrière, Conférence du 28 mars 1934.

⁶⁶⁹ Cette conception de l'amour libre se rapproche davantage de l'union libre que de l'amour plural – ou polyamour – préconisé par E. Armand. Sur la distinction entre ces termes, voir : Auzias, *Mémoires libertaires*, p. 253-254.

⁶⁷⁰ BANQ-Q, Département du Procureur-Général de la Province de Québec, Dossier 479-1934. Rapports RE : Discours sténographiés (l'Université ouvrière). Université ouvrière, conférence du 28 mars 1934.

Tout au long des années 1930, les communistes libertaires vont insister sur l'importance de libérer les enfants du joug de l'éducation religieuse, de l'autorité du père et de l'indigence causée par la crise économique. « À l'enfant, tout pour l'enfant » devient la formule consacrée par laquelle les communistes libertaires expriment leur désir de ne plus voir la vie des enfants subordonnée à celles de leurs parents.

3.3.3 De nouvelles organisations

Afin d'ancrer leur discours dans les luttes sociales, les membres du milieu communiste libertaire vont mettre sur pied deux nouvelles organisations au cours de l'année 1933. Les activités de l'Association humanitaire et de la Ligue du Réveil féminin vont permettre à ces militants d'accroître leur audience en intervenant directement sur les revendications portées par les chômeurs et les femmes de la classe ouvrière.

L'Association humanitaire, 1933-1935

« Il y a assez qu'on a massacré les Indiens. Nous autres Canadiens-français, on ne va pas se laisser couper le cou par des capitalistes comme la Hudson Bay, le CPR, la Banque de Montréal »⁶⁷¹

Le 11 janvier 1933, les militants communistes libertaires annoncent officiellement la formation d'une nouvelle organisation visant à défendre les droits des chômeurs : l'Association humanitaire (AH). Fondée par des membres de l'Université ouvrière, « (...) cette association est absolument athée et se place au-dessus des races et des religions »⁶⁷². Se réunissant tous les mardis soir dans les locaux de l'UO situés sur la rue Montcalm, l'AH dénonce particulièrement la discrimination dont sont victimes les « sans-religion » qui demandent de l'aide à la Société Saint-Vincent-de-Paul.

Critiquant ouvertement le principe même de charité, les membres fondateurs de l'AH estiment que les secours directs sont un droit inaliénable devant être garanti à tous les citoyens, sans distinction. Avant la crise, affirment

⁶⁷¹ *Ibid.*, Assemblée de l'Association humanitaire, 11 décembre 1934.

⁶⁷² BANQ-Q, Département du Procureur-Général de la Province de Québec, Dossier 722-1933. Rapports RE : Communistes à Montréal. Université ouvrière, conférence du 11 janvier 1933.

ces militants, les chômeurs et leurs familles ont versé à l'État des taxes et des impôts, pendant que la plus-value de leur travail leur était volée par les capitalistes. Alors que ni les gouvernements, ni les employeurs ne peuvent leur trouver d'emplois décents, l'AH revendique le droit pour les chômeurs d'obtenir le soutien qui leur est dû. Ces militants considèrent que cette aide serait en fait le remboursement d'une dette contractée par la société à l'endroit de ses membres. Par conséquent, l'AH s'oppose aux mesures de « workfare », qui forceraient les sans-emploi à accomplir n'importe quel travail en contrepartie d'une aide financière pour alléger leur souffrance. Ces revendications sont résumées par le secrétaire de l'AH :

Le but de notre association n'est pas de distribuer les secours, mais de forcer ceux qui sont désignés pour les distribuer de s'exécuter suivant la Loi.

1. D'avoir votre logement gratuitement.
2. De vous vêtir convenablement.
3. De vous fournir le chauffage nécessaire.
4. De vous donner les moyens de vous procurer les vivres nécessaires suivant le nombre de personnes dans chaque famille.

Attendu qu'il n'y a pas de Loi au Canada, qui force les citoyens à travailler; cela veut dire que ceux qui vivent sous les secours directs n'ont pas d'affaire à travailler.

Nous sommes, non pas des Bolshéviki, mais des Communistes, et notre but final c'est que nous voulons vivre de la manière suivante, à savoir : « De chacun selon ses aptitudes à chacun selon ses besoins »⁶⁷³.

En renversant les rôles traditionnellement dévolus à chacun, l'AH adopte une position qui va à contre-courant de l'idéologie dominante. Elle innove également en proclamant que le caractère « permanent » de la crise économique a fait apparaître une nouvelle classe sociale : les chômeurs⁶⁷⁴. D'après l'AH, ceux-ci n'ont pas à avoir honte de leur condition, puisqu'ils ne sont pas responsables de ce qui leur arrive. Tout comme les

⁶⁷³ BANQ-Q, Département du Procureur-Général de la Province de Québec, Dossier, 765-1934. Rapport au sujet du communisme à Joliette (Association humanitaire inc.), Lettre de J.-M. Vandal, 20 novembre 1933.

⁶⁷⁴ Le secrétaire de l'AH écrit en 1934 au ministre fédéral de la justice pour lui demander de modifier le Code criminel afin que les chômeurs poursuivis devant les tribunaux soient jugés par leurs pairs : « (...) cette nouvelle classe appelée chômeurs, se trouve dans les circonstances à ne pas être protégée de façon équitable, vu que l'intérêt de cette classe est absolument opposé à la classe qui détient la richesse, même si ceux qui la détiennent sont de biens petits propriétaires. La conception de ceux qui détiennent la richesse se trouve différente dû au fait que l'instinct naturel influant sur le cerveau de ces personnes ne peut faire autrement que de les forcer à agir suivant ce qu'elles croient être leur intérêt ; et par conséquent le verdict à être rendu ne peut que produire des injustices à l'égard des victimes ». BANQ-Q, Département du Procureur-Général de la Province de Québec, Dossier 480-1934. Rapports RE : Discours sténographiés (L'Association humanitaire inc.), Lettre de J-M Vandal au Ministre de la Justice, Montréal, 7 novembre 1934.

travailleurs, les chômeurs doivent au contraire s'organiser à visage découvert afin de défendre leurs intérêts face aux autorités.

L'AH connaît un développement rapide : un mois à peine après sa mise sur pied, l'organisation compte déjà plusieurs centaines de membres⁶⁷⁵. L'association adopte dès ses débuts une structure et un mode de fonctionnement démocratiques. La lecture des comptes rendus préparés par des sténographes à l'emploi de la police nous permet de constater que ces rencontres suivent un ordre du jour et un code de procédure offrant une étonnante similitude avec le rituel des assemblées générales des mouvements sociaux contemporains.

Au début de chaque réunion, le directeur-général de l'association, Joseph-Émile Godin, prononce un discours dans lequel il réitère les objectifs et les revendications de l'organisation. Un président et un secrétaire sont nommés afin de s'assurer du bon déroulement de la rencontre. Un procès-verbal est rédigé, lequel doit être adopté lors de la réunion suivante, tout de suite après l'admission des nouveaux membres. Une fois cette étape passée, le trésorier présente son rapport : les membres sont appelés à verser ce qu'ils peuvent afin de compenser le déficit accumulé pendant la semaine. Le secrétaire de l'association, Jean-Michel Vandal, procède ensuite aux suivis des plaintes formulées par les membres. Brutalité policière, difficultés administratives, mauvaise qualité de la nourriture et problèmes d'hygiène dans les refuges, discrimination pour cause politique ou religieuse : la liste des problèmes vécus par les chômeurs et leurs familles ne cesse de s'allonger. S'occupant respectivement des enfants, des familles, des célibataires et des vieillards, quatre sous-comités sont placés « (...) sous la direction de dames qui pourront s'adjoindre des messieurs au besoin »⁶⁷⁶. Les responsables de ces sous-comités sont directement redevables devant l'assemblée, laquelle a la capacité de les destituer de leur fonction⁶⁷⁷.

L'organisation cherche également à étendre ses activités à l'ensemble du Québec. Une structure de coordination est adoptée, laquelle doit reposer sur un réseau de représentants officiels dans chaque comté de

⁶⁷⁵ Au mois de juin 1933, l'AH affirme avoir 1260 membres avant de revendiquer plus 6000 membres l'année suivante.

⁶⁷⁶ Le nombre de comités actifs passe de quatre à quatorze à la fin de l'année 1933. L'AH affirme alors traiter jusqu'à 250 plaintes par semaine. Voir à ce sujet : BANQ-Q, Département du Procureur-Général de la Province de Québec, Dossier 480-1934. Rapports RE : Discours sténographiés (L'Association humanitaire inc.). Assemblée d'affaire de l'Association humanitaire inc., 26 décembre 1933.

⁶⁷⁷ BANQ-Q, Département du Procureur-Général de la Province de Québec, Dossier 722-1933. Rapports RE : Communistes à Montréal, Assemblée de l'Association humanitaire, 4 juillet 1933.

la province : « Les officiers désignés devront faire une propagande efficace, en inscrivant autant de femmes que possible afin d'unir tous nos efforts pour atteindre le même but »⁶⁷⁸. Au mois de décembre 1933, l'AH compte des représentants dans la plupart des quartiers de Montréal⁶⁷⁹, mais l'implantation du mouvement à l'extérieur de la métropole s'avère toutefois plus difficile que prévue. Lorsque des membres de l'AH se rendent à Joliette pour y rencontrer des sympathisants au mois de décembre 1933, ils sont arrêtés et renvoyés vers Montréal sans ménagement⁶⁸⁰. L'association parvient néanmoins à nouer des contacts à Lachute, Québec, Rivière-du-Loup, Sherbrooke, Saint-Jean-sur-Richelieu, de même qu'en Gaspésie et au Témiscamingue. Ce réseautage s'effectue généralement par l'entremise de chômeurs récemment déménagés à Montréal ou en région. L'AH critique durement le plan de colonisation mis en place par le gouvernement provincial de Louis-Alexandre Taschereau avec le soutien du clergé catholique. Elle invite les chômeurs partis défricher la terre à revenir dans la métropole pour combattre à ses côtés.

Stratégies et tactiques

Les communistes libertaires ne sont évidemment pas les seuls à tenter d'organiser les chômeurs. Le PCC déploie en effet beaucoup d'efforts pour mobiliser les sans-travail en développant son propre réseau de comités présents à l'échelle des quartiers de Montréal, organisant des manifestations et en diffusant des bulletins d'agitation qui leur sont destinés⁶⁸¹. L'AH et le PCC divergent toutefois quant aux stratégies à privilégier pour mener cette lutte.

Très tôt dans son développement, l'AH met de l'avant trois types de tactiques pour faire pression sur les autorités. Dans un premier temps, l'AH multiplie les requêtes auprès des instances municipales, provinciales et fédérales pour dénoncer des situations d'injustice qui lui sont rapportées. À chaque assemblée de l'association, le secrétaire fait un suivi de cette correspondance et des réponses obtenues⁶⁸². En parallèle, les membres de

⁶⁷⁸ BANQ-Q, Département du Procureur-Général de la Province de Québec, Dossier, 765-1934. Rapport au sujet du communisme à Joliette (Association humanitaire inc.), Lettre de J.-M.Vandal, 20 novembre 1933.

⁶⁷⁹ BANQ-Q, Département du Procureur-Général de la Province de Québec, Dossier 480-1934. Rapports RE : Discours sténographiés (L'Association humanitaire inc.). Assemblée d'affaire de l'Association humanitaire incorporée, 26 décembre 1933.

⁶⁸⁰ « Le communiste Émile Godin écrit aux échevins et au maire », *L'Étoile du Nord*, 7 décembre 1933, p. 1.

⁶⁸¹ Voir à ce sujet : Benoît Marsan, « *Battez-vous, ne vous laissez pas affamer !* ». *Les communistes et la lutte des sans-emploi pendant la Grande Dépression*, Saint-Joseph-du-Lac, M éditeur, 2014, 126 p.

⁶⁸² Parmi les destinataires de ces lettres, nous retrouvons à l'échelon municipal : le Bureau d'hygiène de la ville de Montréal, le Conseil municipal de Montréal ; à celui du provincial : le Premier ministre du Québec, le Ministre des travaux publics ; à

l'AH offrent un soutien individuel aux chômeurs en les accompagnant dans leurs démarches, ayant pour objectif de développer leur capacité d'agir : « Si ceux qui souffrent, ceux qui peinent, tous ceux qui subissent des injustices ne veulent pas s'aider, c'est malheureux, mais ne vous plaignez pas (...). N'attendez pas après les autres pour régler vos affaires, vous êtes sûrs de crever »⁶⁸³. Au cours de l'année 1933, les responsables de l'AH affirment recevoir jusqu'à 250 demandes par semaine, un nombre qui diminue de moitié lorsque la ville de Montréal prend le relais des institutions religieuses dans l'aide apportée aux chômeurs.

L'AH organise également des actions de désobéissance civile non-violente – sit-in, occupations, grève de la faim – visant à créer un rapport de force collectif face aux autorités. L'association encourage d'abord les chômeurs à poser des actes de résistance individuelle afin d'obtenir l'aide qui leur est due. En cas de refus, ceux-ci ne doivent pas hésiter à occuper les bureaux administratifs jusqu'à ce que leur situation se règle, quitte à se faire arrêter : « N'ayez pas peur, les autorités, nous pouvons les faire trembler comme nous voulons. Pourquoi? Parce qu'ils n'ont pas la conscience tranquille. Il ne faut pas se gêner, allez-y grandement, franchement »⁶⁸⁴. L'AH incite également les locataires évincés de leur logement pour cause de non-paiement de loyer à occuper le trottoir devant leur immeuble afin de rendre visible leur situation. En prévision de la journée des déménagements – lesquels ont généralement lieu le 1^{er} mai à l'échéance des baux locatifs – l'AH annonce « [qu'il y] aura des gens en permanence au local pour aller déménager les meubles des membres qui n'ont pas pu avoir de logis et les mettre sur le trottoir afin de forcer les autorités à leur donner un abri »⁶⁸⁵.

Même si cette tactique semble donner des résultats en exposant des cas qui n'auraient obtenu autrement aucune attention publique⁶⁸⁶, elle place les locataires dans une situation d'extrême vulnérabilité. Beaucoup de chômeurs hésitent donc à l'employer, préférant s'en remettre à la solidarité de leur réseau familial ou à l'hébergement d'urgence qui leur est offert dans les refuges. Solution de dernier recours pour beaucoup de chômeurs, tout particulièrement pour les célibataires, les refuges font l'objet de critiques virulentes de la part des militants de l'AH. Déplorant le manque d'hygiène, la mauvaise qualité de la nourriture offerte et plus

celui du fédéral : le Ministère de la défense nationale, le Ministère de la justice, le Ministère des affaires étrangères ; ainsi que des organisations de la société civile telles que l'Archevêché de l'Église anglicane de Montréal et la Ligue des propriétaires de Montréal.

⁶⁸³ BANQ-Q, Département du procureur général de la Province de Québec, Rapports re : Communistes à Montréal, 722-1933, Assemblée d'affaire de l'Association humanitaire incorporée, 27 juin 1933.

⁶⁸⁴ *Ibid.*, Assemblée d'affaire de l'Association humanitaire incorporée, 20 juin 1933.

⁶⁸⁵ *Ibid.*, Rapport de l'assemblée de l'Université ouvrière, 28 avril 1933.

⁶⁸⁶ Voir notamment : « L'Association Humanitaire déménage prestement un de ses membres sur la chaussée », *La Presse*, 3 novembre 1933, p. 11.

globalement leur caractère déshumanisant, l'AH revendique que les chômeurs puissent obtenir l'argent nécessaire afin de se loger et de se nourrir convenablement.

À l'automne 1933, des militants de l'Association occupent à tour de rôle les marches de l'Hôtel de ville afin de dénoncer les conditions de vie des chômeurs, affirmant que de passer une nuit en prison vaut mieux que d'être logé dans un refuge. Pendant près d'une semaine, des sans-emploi, tous des hommes célibataires, se succèdent soir après soir devant l'Hôtel de ville où la police les arrête pour vagabondage⁶⁸⁷. Les journaux ne manquent pas de souligner les similitudes entre ces actions et les moyens de « résistance passive » préconisés par Gandhi⁶⁸⁸ dont les actions sont régulièrement mentionnées dans les journaux canadiens depuis la fin de la Première Guerre mondiale⁶⁸⁹. Sans partager les idées de Gandhi, les militants communistes libertaires ne cachent pas leur admiration pour ce « génie politique » qui a osé défendre les droits des Intouchables tout en s'attaquant au colonialisme britannique⁶⁹⁰. Jeté en prison, Gandhi refuse de coopérer avec les autorités : « Au bout de huit jours, on l'a sacré dehors. C'est pareil comme avec les chômeurs qui ont été s'asseoir sur le perron de l'Hôtel de ville »⁶⁹¹.

Au début de l'hiver 1934, l'AH change de cible et organise deux autres actions directes non-violentes, visant cette fois des bureaux administratifs chargés d'administrer les mesures de secours directs. Une quinzaine de sans-emploi sont arrêtés le 12 janvier alors qu'ils occupent les locaux de la Commission du chômage situés sur la rue Sainte-Élizabeth :

Les constables Caron, Longtin et Lécuyer, de l'escouade anti-communiste, accoururent sur les lieux et ordonnèrent aux « visiteurs » de déguerpir. Ceux-ci refusèrent et les agents firent mander le « panier à salade ». Les récalcitrants décidèrent alors d'opposer une résistance passive à la police et refusèrent de monter dans le « wagon particulier » qu'on leur réservait. Ils s'assirent sur

⁶⁸⁷ Ce « sit-in » à relais débute le 1^{er} octobre 1933. Voir notamment : « La préférence des communistes va au régime des prisons », *La Patrie*, 4 octobre 1933, p. 4.

⁶⁸⁸ « City Hall Steps Vigil Curtailed », *The Gazette*, 3 octobre 1933, p. 10 ; « La préférence des communistes va au régime des prisons », *La Patrie*, 4 octobre 1933, p. 4

⁶⁸⁹ La plus ancienne référence à Gandhi que nous avons retrouvée dans la presse québécoise remonte à 1911. Le *Quebec Chronicle* rapporte son combat contre les lois racistes en Afrique du Sud. Voir : « The Color Bar in South Africa », *The Quebec Chronicle*, 22 avril 1911, p. 8.

⁶⁹⁰ BANQ-Q, Département du Procureur-Général de la Province de Québec, Dossier 479-1934. Rapports RE : Discours sténographiés (l'Université ouvrière). Université ouvrière, Conférence du 22 octobre 1933.

⁶⁹¹ *Ibid.*

le plancher et refusèrent de bouger. Les policiers durent les transporter dans la voiture-patrouille un à un⁶⁹².

L'AH récidive une semaine plus tard dans un bureau sur la rue Saint-Denis. « L'escouade anticommuniste » de la police de Montréal procède à l'arrestation de huit militants, dont une femme, qui sont accusés d'avoir refusé d'obéir à ses ordres⁶⁹³. Saint-Martin se porte à la défense des membres de l'AH incarcérés. Alors que certains d'entre eux s'apprentent à débiter une grève de la faim⁶⁹⁴, il témoigne en leur faveur devant le tribunal. De toute évidence, Saint-Martin cherche à politiser leur procès :

L'existence de ces refuges où l'on héberge et nourrit les chômeurs est une honte pour une ville comme Montréal (...). La nourriture que l'on y donne aux chômeurs est de la plus mauvaise qualité et la quantité donnée à chaque miséreux est absolument insuffisante. De telle sorte que les chômeurs obligés de se contenter de cela deviennent bientôt dans un tel état de faiblesse qu'ils sont incapables de tout travail manuel ou intellectuel. Les accusés vont lutter séparément en Cour contre les accusations portées contre eux, non parce qu'ils craignent d'aller en prison, car ils y seraient bien mieux traités qu'ils ne le sont dans les refuges, mais pour démontrer l'injustice dont ils sont victimes. Et si l'on continue le même régime inique, ils seront encore traduits en Cour par centaines et peut-être par milliers⁶⁹⁵.

Cette tactique fonctionne en partie : la plupart des accusés sont finalement relâchés après une ou deux semaines de prison⁶⁹⁶. Leur action a permis d'attirer l'attention du public sur les problèmes vécus par les chômeurs dans les refuges. Malgré les risques d'arrestation, les militants de l'AH sont alors convaincus que la désobéissance civile non-violente a plus de chance d'obtenir du succès que la confrontation avec les forces de l'ordre. Saint-Martin se montre particulièrement cinglant à l'égard des militants du PCC, qu'il accuse de saboter les efforts entrepris par l'AH en provoquant des affrontements inutiles avec la police. La réplique du PCC ne se fait pas attendre : le discours pacifiste de Saint-Martin fait le jeu de la bourgeoisie, trahissant ses véritables intérêts de classe :

⁶⁹² « Chômeurs accusés d'avoir résisté à des constables », *La Presse*, 15 janvier 1934, p. 7.

⁶⁹³ « Autre désordre dans un bureau de secours », *La Presse*, 18 janvier 1934, p. 3.

⁶⁹⁴ « Opposition aux refuges », *La Patrie*, 9 février 1934, p. 1.

⁶⁹⁵ « Albert Saint-Martin opposé aux refuges », *La Presse*, 17 janvier 1934, p. 3.

⁶⁹⁶ « Le juge interrompt le discours de S.-Martin », *La Presse*, 19 janvier 1934, p. 3. Saint-Martin est pour sa part condamné à payer une amende de 25\$ ou à 15 jours de prison pour « avoir conseillé à d'autres personnes de se faire arrêter par la police ». Voir : « A. Saint-Martin est condamné à l'amende », *La Patrie*, 13 mars 1934, p. 19.

Si la manifestation en face de la commission du chômage n'a pas rapporté la (sic) succès que les sans travail attendaient, c'est la faute de ces « maudits bolchevicks » ! (...) Il oublie cependant de faire mention des pauvres bougres qu'il a envoyé se faire massacrer sur le perron de l'hôtel de ville, un par un. Les petits fils à papa y ont trouvé un grand plaisir. Le grand Maître, lui, pendant ce temps-là, était confortablement au chaud chez-lui !

Ce même « ennemi terrible du système capitaliste » qui a peur de s'unir à ceux qui luttent jour et nuit contre la classe bourgeoise, dit qu'il n'a aucune sympathie pour les chômeurs du Belmont ou d'ailleurs. « S'ils restent dans les refuges, ils ne sont que des lâches ! » *Ils n'ont pas tous les moyens d'avoir des maisons comme vous Monsieur St. Martin ! (...)*

Je crois qu'il est grand temps que nous ouvrons les yeux. St. Martin est à se bâtir un piédestal avec notre misère. Si nous voulons obtenir quelque chose, ce n'est pas en léchant le derrière de l'escouade rouge que nous l'obtiendrons ! Ni en gueulant au Vatican de la rue Montcalm ! Ce n'est pas par des discours mais par de l'ACTION que nous obtiendrons ce que nous réclamons ! Nous avons perdu notre temps assez longtemps. Formons un Front Uni avec ceux qui luttent et nous vaincrons !⁶⁹⁷

À la décharge des militants du PCC, il est juste d'affirmer que le discours de Saint-Martin sur la question de la violence frise le dogmatisme. Depuis la fin des années 1920, celui-ci condamne tout acte de résistance « violent », sans tenir compte du contexte dans lequel ces gestes sont posés : « La violence n'a jamais convaincu personne ; c'est par la violence que l'humanité a été maintenue en esclavage. Chaque fois qu'une révolution s'est faite par les opprimés pour sortir de leur oppression et que pour en sortir ils se sont servis de la violence, bien après ils ont été plus malheureux qu'avant »⁶⁹⁸. Cette approche pacifiste prend chez Saint-Martin un aspect quasi-mystique. Ce dernier affirme ainsi que par la seule force de leur pensée, 500 personnes réunies sont en mesure de lancer « dans les airs » un message de non-violence capable de désarmer un militaire... sur le continent africain⁶⁹⁹. Ce message tranche avec le discours sur la lutte des classes mis de l'avant par le PCC, lequel commence à trouver un écho parmi les chômeurs montréalais, y compris dans les rangs de l'AH.

⁶⁹⁷ Un ex-Saint-Martiniste, « En Garde Contre Saint Martin », *La Vie Ouvrière*, 1, 9 (janvier 1934), p. 6.

⁶⁹⁸ BANQ-Q, Département du Procureur-Général de la Province de Québec, Dossier 479-1934. Rapports RE : Discours sténographiés (l'Université ouvrière). Université ouvrière, Conférence du 27 octobre 1933.

⁶⁹⁹ *Ibid.*

La Ligue du réveil féminin, 1933-1935

Plusieurs sources attestent que les femmes jouent un rôle actif au sein de l'Association humanitaire. En 1933, ces militantes vont former une nouvelle organisation destinée à faire connaître leurs revendications : la Ligue du Réveil féminin (LRF). Pour la première fois depuis plus de 20 ans, un groupe composé exclusivement de femmes surgit dans le milieu révolutionnaire de langue française à Montréal. Animée par Eva Varrieur⁷⁰⁰, la LRF offre un espace non-mixte où des femmes se réunissent pour débattre et mener des campagnes d'éducation. Leurs rencontres ont lieu tous les lundis soir à 20h30 dans les locaux de l'UO sur la rue Montcalm. Contrairement aux assemblées de l'UO et de l'AH, nous n'avons retrouvé aucune retranscription des réunions de la LRF dans les fonds d'archives du Département du procureur général. D'autres sources nous permettent en revanche d'en savoir un peu plus sur les idées et les pratiques mises de l'avant par les membres de la Ligue.

Le journal *l'Autorité* est l'une des rares publications à s'intéresser aux revendications portées par la LRF. Associé à l'aile gauche du Parti libéral, cet hebdomadaire ouvre ses pages à trois reprises aux communiqués de la Ligue. Si l'on se fie à ces articles, la LRF s'est formée afin de soutenir les familles ouvrières aux prises avec le chômage. Ses membres souhaitent forcer la classe dominante à prendre les moyens nécessaires pour mettre un terme aux souffrances vécues par les familles :

Ni les financiers, ni nos gouvernants ne sont en droit de rester indifférents à cet état de chose puisque ces mêmes gouvernants et autres associations ont vanté la multiplication [des naissances] à outrance, les financiers parce qu'ils ont profité de cette masse dans les temps prospères pour bâtir leur fortune. Il est temps de prêter attention aux graves problèmes des nombreuses familles (...), les enfants irresponsables de leur naissance n'ont pas raison d'avoir faim⁷⁰¹.

La LRF publie dans le même journal une liste de ses revendications. On y trouve différentes demandes portées par les mouvements de défense des droits des sans-emploi, telles que la mise en place d'un programme d'assurance-chômage non contributoire, mais aussi des mesures destinées à améliorer la qualité de vie des familles et leurs conditions de travail, notamment l'aménagement de parcs dans chaque quartier ou encore

⁷⁰⁰ Eva Varrieur (née Durocher) est née en 1885 à Chute-à-Blondeau, une petite communauté francophone de l'Est ontarien située près de Hawkesbury. Elle est la veuve de Joseph Varrieur, un journalier avec lequel elle se marie en 1908. Militante de l'AH et de l'Université ouvrière, Eva Varrieur-Durocher travaille comme garde-malade. Elle décède en 1960.

⁷⁰¹ « Cette Ligue du Réveil féminin », *L'Autorité*, 9 septembre 1933, p. 4.

l'interdiction du travail pour les enfants de moins de 18 ans⁷⁰². C'est toutefois dans son manifeste rendu public au mois d'octobre 1933 qu'on retrouve sans doute l'analyse la plus intéressante et la plus radicale :

Dans ce chaos indescriptible, il est malheureux de constater que la femme, mère de l'humanité, a toujours joué un rôle plutôt effacé et reste stationnaire dans l'évolution, imbue de préjugés soigneusement entretenus, pour ne pas dire cultivés. Elle est demeurée un objet de cuisine et de boudoir engoncée dans sa soi-disant dignité féminine. (...)

C'est pourquoi le Réveil Féminin s'impose, le vrai, non la léthargie habituelle où l'on continue dans un rêve à se laisser bercer d'illusions et de promesses. Non ! plus de sacrifices, de dévouement pour l'intérêt de quelques femmes, mais le réveil de la femme par l'éducation logique naturelle, basée sur des faits et leurs réalisations, opposée à l'obscurantisme de toujours. Dans un siècle de science et de lumière, faut-il que nous, les femmes, restions aveugles, laissant aux hommes le soin d'essayer d'arranger les choses à leur guise et restions à notre éternel rôle de servante et de poupée ? Le Réveil Féminin entreprend de réveiller les intelligences (brillantes souvent) mais somnolentes et faire évoluer la femme vers sa véritable émancipation⁷⁰³.

Si la LRF n'échappe pas à un certain essentialisme, ses militantes proposent une conception de la maternité bien différente de celle que le clergé cherche à leur imposer. Parce qu'elles unissent des partenaires sur une assise plus égalitaire, les relations fondées sur l'amour libre permettent à leur avis d'affranchir la maternité des relations de domination : « L'amour libre, c'est l'expression la plus élevée de l'idéal humain, c'est l'homme et la femme évolués qui contractent dans la libre volonté des sens, une alliance pour la reproduction de l'espèce, mettant la concertation du meilleur de leur énergie, le plus pur de leur pureté, pour permettre à l'embryon qui va naître de cette union d'aller vers le progrès, vers la lumière, au service de l'humanité »⁷⁰⁴. Sans le proclamer ouvertement – la promotion de la contraception est passible de poursuites judiciaires –, le Réveil Féminin s'intéresse également au contrôle des naissances afin que les enfants puissent bénéficier de meilleures conditions pour développer pleinement leurs capacités⁷⁰⁵.

⁷⁰² « Les commandements de la Ligue du Réveil féminin », *L'Autorité*, 16 septembre 1933, p. 4. Fait à noter, l'obtention du droit de vote ne fait pas partie de ces revendications. Cela s'explique peut-être par l'anticommunisme de certaines des responsables de la principale organisation qui lutte en sa faveur, la Fédération nationale Saint-Jean-Baptiste, ou encore par la critique de l'électoratisme portée par le milieu communiste libertaire.

⁷⁰³ « La Ligue du Réveil Féminin », *L'Autorité*, 14 octobre 1933, p. 4.

⁷⁰⁴ BANQ-Q, Département du Procureur-Général de la Province de Québec, Dossier 479-1934. Rapports RE : Discours sténographiés (l'Université ouvrière). Bibliothèque [Université] ouvrière, Conférence du 21 septembre 1934.

⁷⁰⁵ Au sujet de la question du contrôle des naissances à cette époque, voir : Danielle Gauvreau et Diane Gervais, « Les chemins détournés vers une fécondité contrôlée : le cas du Québec, 1930-1970 », *Annales de démographie historique*, 106 (2003), p. 89-109.

S'il s'avère difficile d'évaluer avec précision la composition du groupe, divers comptes rendus nous permettent de mesurer son audience. Les « réunions d'affaires » de la LRF étant non-mixtes, les informateurs de la police n'y ont pas accès. Le groupe organise toutefois des conférences ouvertes à tous. Au mois de mars 1934, la LRF organise deux assemblées publiques dans les locaux de l'Université ouvrière sur la rue Montcalm. Sur le millier de personnes venues entendre le discours d'un avocat de gauche montréalais portant sur la défense des libertés civiles, un informateur estime à près de 200 le nombre de femmes présentes⁷⁰⁶. Une semaine plus tard, le Réveil féminin organise un débat sur l'existence de Dieu entre René Bergeron⁷⁰⁷ et Gaston Pilon. D'après un article publié dans le bulletin catholique *La Chandelle*, une cinquantaine de femmes accompagnées de leurs enfants prennent part activement à cette assemblée. L'auteur s'inquiète ouvertement de l'apport des femmes au mouvement communiste :

De ce groupe, l'élément féminin est peut-être le plus dangereux, celui qui fera le plus de ravages. Car, ne l'oublions pas, la femme a, de par sa nature, des attributs, des moyens, des ruses, des artifices ignorés de son compagnon. De par sa nature, cet être faible, délicat, plein de charme et de grâce, plein de sensibilité, destiné aux plus nobles choses, inspirant le respect et l'amour, personnifiant ce qu'il y a de plus sacré, cet être dis-je, est l'élément le plus astucieux et celui qui fera le plus pour l'avancement du mouvement communiste. C'est donc vers les femmes qu'il faudra faire converger nos efforts. Les femmes présentes à cette assemblée étaient les personnes les plus enthousiastes. Elles ressemblaient à des lionnes, à des tigresses qui guettent une proie, en écoutant l'orateur qui essayait de leur démontrer l'existence de Dieu⁷⁰⁸.

Prenant cet avertissement au pied de la lettre, le clergé met sur pied son propre contre-mouvement, le Réveil féminin catholique, placé sous la direction du père Archange Godbout⁷⁰⁹. Cette stratégie, amorcée en 1935,

⁷⁰⁶ BANQ-Q, Département du procureur général, Dossier 506-34, Communisme à Montréal, Rapports des indicateurs, Lettre de Maurice Lalonde à Charles Lanctôt, 7 mars 1934.

⁷⁰⁷ René Bergeron (1904-1971) est un peintre, journaliste et militant catholique ayant notamment collaboré au bulletin *Debout!* et aux publications de l'École sociale populaire.

⁷⁰⁸ H.B. « À l'Université Ouvrière », *La Chandelle*, 1, 13 (24 mars 1934), p. 1.

⁷⁰⁹ « Le Réveil féminin catholique est né en juin 1935, d'une réaction contre le communisme qui, à Montréal, avait fondé une section féminine dénommée Le Réveil Féminin. Le but premier de cette dernière organisation était de déchristianiser les familles pauvres au moyen d'alléchantes promesses. Le Réveil féminin catholique, par sa sympathie et par son assistance aux familles indigentes, a eu raison du Réveil communiste aussi bien que de son substitut la Solidarité féminine [note : groupe fondé par des militantes du PCC en 1935-1936]. Les visiteuses du Réveil féminin catholique répandues par toute la ville adoptent une ou plusieurs familles tombées dans la misère, leur procurent les secours nécessaires et tâchent de faire régner la vertu dans ces foyers encore plus dénués des secours spirituels que des biens temporels ». Alberta L.-Onslow, « Le Réveil Féminin catholique », *La Bonne Parole*, juillet-août 1943, p.33. *La Bonne Parole* est l'organe de la Fédération nationale Saint-Jean-Baptiste.

s'inscrit dans la lutte menée par les milieux catholiques afin de contrer l'influence acquise par les idées radicales parmi la population des faubourgs ouvriers du centre-ville.

3.3.4 Le milieu communiste sous pression

Entre 1932 et 1935, une série d'événements viennent affecter la stabilité du milieu communiste libertain Montréalais. Dans un climat tendu, accentué par les attaques de groupes d'extrême droite et une étroite surveillance policière, Albert Saint-Martin voit son leadership contesté, menant à son retrait complet de l'engagement politique. Par le croisement de différents types de sources, nous tenterons de mieux comprendre le rôle joué par différents acteurs – gouvernementaux, policiers et religieux – dans la répression des activités menées par le milieu communiste. Nous chercherons aussi à expliquer les raisons pour lesquelles une partie significative des militants de l'UO, de l'AH et de la LRF choisiront de s'engager aux côtés du PCC, lequel tente de fédérer sous son aile l'ensemble des forces de gauche au sein d'une nouvelle coalition, le Front populaire.

L'application de l'article 98

Au mois d'août 1931, l'État canadien annonce que le Parti communiste du Canada est désormais considéré comme une organisation illégale au sens de l'article 98 du Code criminel. Adopté en 1919 en pleine « révolte ouvrière »⁷¹⁰, l'article 98 interdit l'affiliation à toute association cherchant à « produire un changement ministériel, industriel ou économique » par la force, ou qui défend l'usage de la violence à cette fin. Toute personne identifiée comme étant membre ou sympathisant d'une organisation illégale encourt une peine de 20 ans de prison et la saisie de ses biens. La GRC procède à l'arrestation de huit dirigeants du PCC, dont son secrétaire-général Tim Buck, forçant l'organisation à entrer dans un état de semi-clandestinité. Le PCC poursuit néanmoins ses activités grâce à ses nombreux groupes satellites, au premier rang desquels figurent la Ligue d'unité ouvrière et la Ligue de défense ouvrière, qui mènent campagne pour obtenir la libération de tous les prisonniers politiques au Canada⁷¹¹.

⁷¹⁰ Voir entre autres : Heron, dir., *The Workers' Revolt in Canada*, 398 p.

⁷¹¹ Au sujet de la LDO, voir : C. Scott Eaton, « A Sharp Offensive in all Direction : The Canadian Labour Defense League and the Fight against Section 98, 1931-1936 », *Labour / Le Travail*, 82 (automne 2018), p. 41-80.

Au Québec, les militants du PCC sont depuis plusieurs mois dans la mire des autorités. Cinq membres de l'organisation sont arrêtés en janvier 1931 lors d'une assemblée tenue au Temple du travail⁷¹². Dans les semaines qui suivent, la police effectue deux autres « raids » visant les militants du PCC⁷¹³. L'étau se resserre sur les milieux révolutionnaires, lesquels doivent maintenant composer avec la menace constante de la répression.

Le 7 février 1932, un jeune militant communiste libertaire, Philippe Bédard, est arrêté par la police en marge d'une réunion tenue au local de l'UO sur la rue Montcalm. On lui reproche d'avoir « (...) pris la parole à une assemblée illégale en tant que membre d'une société illégale »⁷¹⁴. L'acte d'accusation déposé devant le tribunal montre toutefois des lacunes évidentes, le nom de la « société illégale » à laquelle Bédard est sensé appartenir n'apparaissant pas au dossier. Assisté par Albert Saint-Martin, qui témoigne en sa faveur, Bédard arrive à démontrer que la transcription sténographique de sa conférence est incomplète : « Bédard nie vouloir "mettre fin à la société" comme le suggère la poursuite sur la base du compte-rendu de la sténo, mais plutôt "mettre fin aux maux de la société" »⁷¹⁵. Cet argument convainc le juge, qui l'acquitte au terme de son procès⁷¹⁶.

Cette décision aura diverses répercussions, tant du côté des autorités municipales et provinciales que du milieu communiste libertaire. Les forces policières raffinent leurs méthodes d'enquête et s'assurent de retranscrire de façon plus systématique toutes les interventions faites lors des assemblées de l'Université ouvrière. La victoire de Bédard galvanise quant à elle les militants, qui poursuivent leurs activités sans modifier la nature de leurs propos. Se sachant surveillés, les responsables de l'UO et de l'AH cherchent à obtenir les transcriptions de leurs rencontres auprès des autorités municipales et provinciales, sans succès.

⁷¹² « Cinq orateurs sont arrêtés par la police », *La Patrie*, 20 janvier 1931, p. 3.

⁷¹³ « Communist Given Three Months and Severe Reprimand », *The Gazette*, 28 janvier 1931, p. 4 ; « Deux étrangers sont arrêtés à la salle Prince Arthur, hier », *La Patrie*, 31 janvier 1931, p. 10.

⁷¹⁴ « Communiste arrêté », *La Presse*, 8 février 1932, p. 3.

⁷¹⁵ « Jeune conférencier plaidant sa propre cause au tribunal » *La Patrie*, 15 avril 1932, p. 2. Voir également : « Stenographers in Clashes as Bedard Defends Himself », *The Gazette*, 3 mars 1932, p. 7. ; « Frank Pleading in Seditious Case », *The Gazette*, 31 mars 1932, p. 4.

⁷¹⁶ « Un acquittement », *La Presse*, 18 mai 1932, p. 11.

L'échec du procès intenté contre Bédard provoque une levée de bouclier dans les milieux catholiques, qui tentent depuis près de deux ans d'obtenir la fermeture de l'Université ouvrière. Le Comité des œuvres catholiques de Montréal et l'École sociale populaire, dirigée par le prêtre jésuite Joseph-Papin Archambault, s'adressent directement au premier ministre Taschereau pour réitérer leurs inquiétudes et demander la dissolution de l'UO. Devant l'inaction du gouvernement libéral, les milieux catholiques passent eux-mêmes à l'offensive. Prétendant l'arrestation d'un membre de l'Université ouvrière - Zotique Langlois - pour détournement de mineurs, un groupe de « jeunes ouvriers catholiques » vient perturber une conférence d'Albert Saint-Martin, provoquant des affrontements avec l'auditoire présent. D'après *L'Action catholique*, les militants communistes cherchent à corrompre les jeunes garçons⁷¹⁷ et méritent la correction qui leur est infligée :

L'assemblée communiste semble en effet un vrai cirque de bêtes féroces déchainées à la vue des fouets de leurs dompteurs. Le chahut dura tout l'après-midi. Cris, hurlement, interpellations, chaises renversées, vacarme assourdissant empêchent tout à fait ce jour-là les Éducateurs communistes d'exposer leur doctrine. Et dans ces volées d'injures et de blasphèmes, dans ces coups de poing et ces hurlements de rage qui servaient de réponses à toutes les objections, les communistes ont montré ce qu'ils sont vraiment : des dévoyés, des bandits, des gens sans aveu sortis des prisons et de pénitenciers. Leur université prétendue ouvrière, n'est pas, comme son nom l'indique pour tromper le public, une institution de la seule classe ouvrière. La classe ouvrière est respectable, tandis que les communistes se recrutent chez les rebuts et les vauriens de toutes les classes (...) Cette propagande a assez duré. Peu importe à quel prix, l'Université Ouvrière devra fermer ses portes⁷¹⁸.

La campagne de presse dirigée par les milieux catholiques contre l'Université ouvrière se poursuit tout au long de l'été et de l'automne 1932. Le journal *Le Devoir* et *Le Bulletin des agriculteurs*⁷¹⁹ dénoncent à tour de rôle les « apostats » et « prédicants communistes » qui profitent de la morosité du climat économique pour prêcher

⁷¹⁷ Jugeant ces propos diffamatoires, vingt membres de l'UO entament une poursuite en dommages et intérêts devant les tribunaux contre le journal et son rédacteur en chef, leur réclamant une somme de 2500\$. Ce chassé-croisé juridique, qui s'étale sur plusieurs années, se solde en 1935 par la condamnation de *L'Action catholique*. Le journal doit verser 100\$ à Saint-Martin à titre de compensation. Voir : « Saint-Martin obtient \$100 en dommages », *Le Quotidien*, 5 mars 1935, p. 4. Quant à Langlois, il est condamné à 50\$ plus les frais ou deux mois de prison. Voir : « Condamné à l'amende », *Le Devoir*, 28 juin 1932, p. 1.

⁷¹⁸ « Le Chef de l'Université ouvrière est en prison », *L'Action catholique*, 30 mai 1932, p 1-5.

⁷¹⁹ *Le Bulletin des Agriculteurs* est l'organe officiel de l'Union des cultivateurs catholiques. Lors de son congrès tenu à l'automne 1932, cette organisation adopte une résolution demandant aux autorités de « (...) supprimer l'Université ouvrière de Montréal qui est un foyer de communisme et de bolchévisme ». Voir « Résolutions adoptées du congrès de Sherbrooke », *Le Bulletin des Agriculteurs*, 29 septembre 1932, p. 4.

la discorde entre les classes et la haine de Dieu⁷²⁰. À mots couverts, on pointe du doigt l'inaction du substitut du procureur général, l'avocat Charles Lanctôt, accusé de partager les idées professées à l'UO :

Quand on connaît le rôle prépondérant joué à Québec par un homme que l'on dit athée et franc-maçon, quand on en voit d'autres qui étaient connus autrefois pour avoir des idées semblables et qu'on les voit aujourd'hui arrivés au [sic] plus hautes positions, on est inquiet. Ces gens-là ne dorment pas si nous dormons trop, nous. Quand on sait que l'Université Ouvrière est un foyer de communisme, d'anticléricalisme et d'athéisme, et que nos dirigeants refusent de prendre les moyens de la fermer, probablement parce que quelqu'un qui y a une certaine autorité aime à voir répandre ces idées pernicieuses, on est porté à la crainte⁷²¹.

Ces insinuations dirigées contre le plus haut fonctionnaire de l'État québécois et éminence grise du gouvernement Taschereau, produisent l'effet escompté. Les forces policières et le bureau du procureur général s'activent à trouver des solutions pour satisfaire les milieux catholiques sans toutefois arriver à leurs fins⁷²². En réponse à une lettre que lui adresse le Conseil des œuvres catholiques, le sous-ministre du Travail Gérald Tremblay doit reconnaître l'échec des démarches jusqu'alors entreprises, mais assure que son gouvernement fait tout en son pouvoir pour corriger la situation :

(...) le Gouvernement ne peut fermer l'Université ouvrière, tant que celle-ci ne viole pas carrément les prescriptions du code criminel, c'est-à-dire si on prêche dans son enceinte un recours à la violence. Ne serait-il pas préférable de suggérer un amendement au code criminel, qui permettrait une intervention ? L'Honorable Premier Ministre m'a dit que la police provinciale surveille continuellement les activités des centres communistes, et aussitôt que les rapports reçus autoriseront juridiquement une intervention, celle-ci aura lieu⁷²³.

⁷²⁰ Voir notamment : Oscar Gatineau, « Offensive anti communiste », *Le Bulletin des Agriculteurs*, 11 août 1932, p. 1 ; Louis Dupont, « Cette université », *Le Devoir*, 29 août 1932, p. 2 ; Joseph Alix, « L'Université ouvrière », *Le Devoir*, 6 septembre 1932, p. 2. ; « Les activités communistes à Montréal », *Le Devoir*, 24 novembre 1932, p. 2.

⁷²¹ Oscar Gatineau, « Une grande pitié soudaine », *Le Bulletin des Agriculteurs*, 1^{er} septembre 1932, p. 1.

⁷²² Au cours de l'été 1932, des accusations sont ainsi déposées contre six membres de l'Université ouvrière, à qui l'on reproche d'avoir contrevenu à la Loi sur le repos dominical en tenant des assemblées le dimanche « ailleurs que dans une église ». Les militants communistes libertaires se défendent en insistant sur le fait que « (...) les réunions du dimanche n'étaient que des soirées sociales pour les travailleurs et par conséquent parfaitement légales », en tous points conformes aux coutumes établies. Le procès devant la cour du Recorder se solde par un nouvel échec des autorités. Voir : « Une université ne peut aller en prison », *La Presse*, 26 juillet 1932, p. 3 ; « Question que le recorder Thouin devra trancher », *La Presse*, 20 août 1932, p. 27.

⁷²³ AJ. Fonds Joseph-Papin Archambault, Lettre de Gérald Tremblay au Conseil des œuvres catholiques de Montréal, 16 décembre 1932.

Les autorités s'apprêtent effectivement à frapper un grand coup. Sur ordre de Charles Lanctôt, la police provinciale effectue le 25 janvier 1933 une descente dans les locaux de la Coopérative d'imprimerie Spartakus situés sur la rue Favard dans le quartier Pointe-Saint-Charles⁷²⁴. Les policiers saisissent sur place près de 25 000 journaux, pamphlets et feuillets de chansons, dont 5000 copies du journal *Spartakus*. Le lendemain, Albert Saint-Martin est arrêté par deux détectives et accusé de libelle blasphématoire pour des articles publiés dans les cinq numéros du journal *Spartakus* entre le 1^{er} octobre 1932 et le 8 décembre 1932⁷²⁵. Les articles en question sont en fait des extraits d'une brochure écrite par Saint-Martin intitulée *Les Sandwiches à la « Shouashe »*, où celui-ci dénonce de façon acerbe le sort réservé aux chômeurs qui dépendent des œuvres de charité pour survivre. Présenté sous la forme d'un dialogue entre un sans-emploi et Spartakus, le texte écorche aussi les politiciens bourgeois et les membres du PCC, accusés d'être les ennemis de la classe ouvrière.

Remis en liberté sous condition, Saint-Martin est de nouveau arrêté trois mois plus tard. Le bureau du procureur général dépose contre lui de nouvelles accusations en lien avec sa brochure, cette fois-ci pour libelle sédition. Ce deuxième procès se déroule au mois de juin 1933. Alors que le juge s'apprête à rendre sa décision, celui-ci ordonne à Saint-Martin de subir un examen psychiatrique réalisé par le Dr Daniel Plouffe afin de vérifier s'il est apte à subir son procès. Interné pendant près de trois semaines à l'Hôpital pour aliénés criminels de la prison de Bordeaux, Saint-Martin parvient à sortir de captivité après que son avocat eut présenté une demande d'habeas corpus, laquelle est finalement acceptée par le tribunal au mois de juillet 1933. Saint-Martin échappe donc au sort réservé à J-S-A Gaudry, lequel reste interné pendant une bonne partie de sa vie suite au dépôt d'accusations similaires.

Les conditions de détention de Saint-Martin furent sans doute très pénibles : plusieurs hommes incarcérés à ses côtés ont commis des crimes violents ou présentent de graves problèmes de consommation d'alcool⁷²⁶. Au terme de son procès pour l'accusation de libelle blasphématoire, le juge décide de tenir compte de cette période de détention qui « (...) a eu un effet désastreux sur sa santé » dans la détermination de sa peine. Reconnu

⁷²⁴ Au sujet des membres de la coopérative, voir : AMM, Registre des syndicats coopératifs, 1906-1975, 108-02-01-20, dossier 178.

⁷²⁵ « On accuse A. Saint-Martin d'un libelle », *La Patrie*, 26 janvier 1933, p. 3).

⁷²⁶ Isabelle Perreault, « Sans honte et sans regret : Les chemins de traverse entre le pénal et le psychiatrique dans les cas d'aliénation criminelle à Montréal, 1920-1950 », *Canadian Bulletin of Medical History*, 32, 1 (printemps 2015), p. 61.

coupable, Saint-Martin est condamné à une amende de 100\$ au mois de décembre 1933. Quant à l'accusation de libelle séditieux, elle semble avoir été abandonnée par le procureur général.

Le choix de poursuivre Saint-Martin pour libelle blasphématoire n'est pas innocent. De l'avis même de Charles Lanctôt, l'absence de discours incitant directement à la violence empêche tout recours à l'article 98 du code criminel pour réprimer ses agissements⁷²⁷. En 1934, Saint-Martin se retrouve à nouveau devant les tribunaux pour répondre à ce même chef d'accusation. Il n'est toutefois pas le seul à être visé : deux autres militants communistes libertaires – Gaston Pilon et Ernest Davignon – seront condamnés en 1934 et en 1936 à des peines de prison pour ce crime d'opinion, le premier pour des propos tenus à l'Université ouvrière, le second pour avoir distribué une brochure anarchiste anticléricale à Saint-Jean-sur-Richelieu⁷²⁸. Le bureau du procureur général se sert également de ce chef d'accusation pour poursuivre des membres de différents groupes religieux minoritaires tout au long de la décennie⁷²⁹. Au pouvoir depuis 1897, le Parti libéral fait tout en son possible pour apaiser les milieux catholiques, de plus en plus critiques à son égard.

Entre 1933 et 1935, les autorités provinciales et municipales vont multiplier les attaques contre les militants de l'UO et de l'AH. L'arrestation au mois de mars 1933 de huit membres et sympathisants de l'Association humanitaire soupçonnés d'avoir incendié l'église Saint-Jacques-le-Mineur fournit une occasion de plus pour s'en prendre au milieu communiste libertaire⁷³⁰. Dirigée par Maurice Duplessis, l'opposition conservatrice presse les libéraux d'agir rapidement contre l'Université ouvrière⁷³¹. Au mois d'avril, le ministre du Travail, Charles-Joseph Arcand, dépose deux projets de lois visant à abroger la charte obtenue par l'Université ouvrière en 1925. Le gouvernement pense avoir trouvé le moyen de mettre un terme à ses activités. Albert Saint-Martin contourne

⁷²⁷ Le gouvernement provincial ne peut intervenir en cette matière, puisque le Code criminel est de compétence fédérale. La GRC ne considère pas à cette époque Saint-Martin comme quelqu'un de dangereux, par opposition aux militants du PCC dont les activités à Montréal sont sévèrement réprimées.

⁷²⁸ « Des sentences prononcées par le juge Donat Lalonde », *La Presse*, 18 janvier 1936, p. 49. Dans sa décision contre Davignon qu'il condamne à trois mois de prison, le juge indique : « J'ai lu, dit-il, le livre que vous vouliez répandre dans notre population, et je n'y ai trouvé que pourriture. Vous voulez abattre les gouvernements, les lois et toute autorité pour vous y substituer ». Le livre en question est une brochure intitulée *Les crimes de Dieu* de Sébastien Faure.

⁷²⁹ Le pasteur anglican Victor Rahard, plusieurs représentants des Témoins de Jéhovah ainsi que des membres de la Mission de l'Esprit-Saint sont condamnés pour ce crime entre 1934 et 1938 par les tribunaux québécois. Voir à ce sujet : « En cour suprême », *Le Soleil*, 14 juin 1935, p. 11 ; « Le ministre se désiste de son appel », *L'Action catholique*, 17 septembre 1935, p. 1 ; « Le juge Lazure est clément, aux Assises », *Le Canada*, 22 décembre 1938, p. 3.

⁷³⁰ Deux semaines après les faits, les autorités reconnaissent ne pas être en mesure de déterminer si l'incendie est d'origine criminelle ou non. Voir : « Huit prévenus sont remis en liberté », *La Patrie*, 6 avril 1933, p. 3.

⁷³¹ « Québec va faire une guerre à mort au mouvement bolchéviste », *La Patrie*, 29 mars 1933, p. 5.

toutefois cet obstacle en enregistrant l'Université ouvrière en tant que coopérative le 18 avril 1933 auprès de la Ville de Montréal⁷³².

Un mois plus tard, 200 militants de l'UO, « accompagnés d'une dizaine d'enfants en bas âge », se réunissent pour procéder à l'enterrement de leur charte. Cette rencontre donne lieu à une cérémonie hautement symbolique : « Il y avait un orchestre composé de musiciens nègres. La première chanson au programme fut une chanson révolutionnaire : « Révoltez-vous » [dont le refrain] fut chanté plusieurs fois »⁷³³. Un informateur décrit ensuite le déroulement d'une pièce de théâtre où les participants, costumés, brûlent la charte de l'UO :

(...) six porteurs apportèrent un petit cercueil en bois, puis quinze personnes les suivirent, faisant le tour de la salle ; ils vinrent ensuite apporter le « corps » sur la chaise en face de la tribune, puis Albert [Gaston] Pilon prit un livre (censé être un livre de messe) et il chanta un service semblable à ceux qui sont chantés dans nos églises. De temps à autre, il se mit à genoux, fit toutes sortes de simagrées ; il embrassa le piano représentant l'autel ; un jeune homme le suivit portant un verre d'eau dans lequel il y avait une échalote ; il fit le tour du cercueil en le bénissant ; pour terminer, deux jeunes filles, l'une voilée de noir et l'autre de rouge, vinrent enlever le dessous du cercueil, puis elles allumèrent la charte qui était dans ce cercueil et celle-ci fut brûlée. Ceci termina la cérémonie⁷³⁴.

Cette cérémonie n'est pas organisée pour souligner la fin des activités de l'Université ouvrière. Bien au contraire, elle symbolise la renaissance du groupe sous une autre forme. De toute évidence, les mesures législatives prises par le gouvernement Taschereau n'obtiennent pas le résultat escompté. Si l'Université ouvrière parvient à déjouer les plans de l'État, ses militants continuent d'être la cible d'attaques diverses. Des organisations d'extrême droite, comme la Fédération des clubs ouvriers de Montréal (FCOM) dirigée par Joseph-Anaclel Chalifoux, s'en prennent physiquement aux militants communistes libertaires⁷³⁵. Sous l'œil de « l'escouade

⁷³² Ils font également de même avec l'Association humanitaire le 1^{er} juin 1933. Voir à ce sujet : AMM, Registre des syndicats coopératifs, 1906-1975, 108-02-01-20, dossiers 179 et 180.

⁷³³ « Révolution pour que la Terre soi, Soit un jour égalitaire, Révolution pour renverser, Tout ce qui peut nous opprimer, Révolution pour que les sciences, En paix vous donnent leurs jouissances, Par la raison et par l'action, Debout – Partout – Révolution ». Claire Auzias note que cette même chanson est la plus populaire au sein des milieux anarchistes lyonnais pendant l'entre-deux-guerres.

⁷³⁴ BANQ-Q, Département du Procureur-Général de la Province de Québec, Dossier 722-1933. Rapports RE : Communistes à Montréal. Lettre de Maurice C. Lalonde à Charles Lanctôt, 16 mai 1933.

⁷³⁵ « Foes of Fascism Forced to Flee », *The Gazette*, 23 septembre 1933, p. 26. « Bagarre entre communistes et fascistes, rue St-Zotique », *Le Canada*, 25 septembre 1933, p. 10. « Nouvelles échauffourée, rue Saint-Zotique », *Le Canada*, 29 septembre 1933, p. 1. « St-Martin et Godin victimes d'agressions », *Le Canada*, 2 octobre 1933, p. 1-7.

anticommuniste » de la police de Montréal, Saint-Martin et plusieurs autres personnes sont grièvement blessés lors de ces altercations.

Des dizaines de militants doivent également se défendre devant les tribunaux contre des accusations de libelle séditieux, vagabondage, incitation à des méfaits, conduite tapageuse, vol d'électricité, usage d'une salle sans permis, loterie illégale, etc.⁷³⁶ L'effet cumulatif de ces poursuites judiciaires n'est pas sans conséquence sur leur militantisme et leur vie personnelle. Si certains comme Joseph-Émile Godin poursuivent leur engagement politique malgré ces obstacles, d'autres cèdent sous la pression avant de tourner dos au mouvement.

Le cas le plus médiatisé et sans doute le plus significatif est probablement celui de Gaston Pilon. Militant-pivot du milieu communiste libertaire depuis la fin de la Première Guerre mondiale, Pilon est l'un des conférenciers les plus actifs à l'Université ouvrière où il intervient tout particulièrement sur les questions religieuses. Exception faite d'Albert Saint-Martin, c'est aussi le militant le plus connu, ne serait-ce que par la publicité engendrée par ses discours incendiaires contre le clergé. Le 13 décembre 1933, alors qu'il prononce une conférence sur la papauté, Pilon est arrêté par des détectives de la Sûreté provinciale et accusé de libelle blasphématoire. Il est remis en liberté moyennant le versement d'une caution de 2000\$, une somme considérable pour l'époque⁷³⁷. Lors de son procès qui s'étend sur plusieurs mois, Pilon cherche à démontrer que le libelle par définition ne peut s'appliquer à un discours mais seulement à des écrits : « L'accusation contre moi, dit Pilon, est un éléphant blanc. Puis-je écrire oralement ? »⁷³⁸. Sans modifier la nature de ses conférences, Pilon est de nouveau arrêté le 23 janvier par la police provinciale « pour avoir prononcé des paroles blasphématoires et obscènes »⁷³⁹ lors d'une allocution la semaine précédente : « Lors de sa première arrestation, Pilon était accusé d'avoir insulté la personne du Pape et de ses prédécesseurs. Cette fois, il aurait blasphémé contre la Sainte Vierge et le Saint Esprit et aurait proféré des insultes contre les couvents et les monastères »⁷⁴⁰.

⁷³⁶ On reproche à des militants de faire tirer des prix de présence – 100 livres de charbon, entrées gratuites aux conférences de l'Université ouvrière, brochures, etc. – lors des assemblées de l'Association humanitaire.

⁷³⁷ « Charged with Libel » *The Gazette*, 18 décembre 1933, p. 3 ; « Fauteur de discorde en correctionnelle », *Le Canada*, 19 décembre 1933, p. 8.

⁷³⁸ « Sieur Gaston Pilon parle oralement... », *Le Canada*, 3 janvier 1934, p. 10.

⁷³⁹ « Gaston Pilon est arrêté du nouveau », *Le Canada*, 24 janvier 1934, p. 2.

⁷⁴⁰ *Ibid.*

Lorsqu'on s'attarde sur le contenu de ces conférences, il faut convenir que les propos de Pilon peuvent choquer les croyants dans leurs convictions profondes. Celui-ci en est conscient, mais s'obstine à vouloir « dire la vérité », quitte à déplaire. Les couvents, affirme-t-il, sont des lieux de prostitution créés pour remédier aux « (...) nécessités mystiques sensuelles de tous les membres du clergé, mâles et femelles »⁷⁴¹. Des « orgies terribles » et des « sacrilèges » s'y déroulent afin de satisfaire les « bestialités sexuelles » des prêtres. Les religieuses, à qui l'on enseigne très tôt la soumission à l'autorité des hommes, ne sont pas les seules victimes de cette exploitation. Selon Pilon, les couvents et les monastères cachent des fosses communes où l'on enterre par centaines les cadavres de nouveau-nés, y compris à Montréal⁷⁴². Pour étayer ses affirmations, Pilon s'appuie sur le livre *Awful Disclosures of Maria Monk, or, The Hidden Secrets of a Nun's Life in a Convent Exposed* publié en 1836 aux États-Unis. L'autrice, Maria Monk, y rapporte les abus sexuels dont seraient victimes les sœurs qui habitent les couvents montréalais et les infanticides commis par le clergé pour cacher ces crimes. Au moment de sa sortie, le livre de Monk connaît un vif succès : plus de 20 000 copies sont vendues dans les mois qui suivent sa publication, faisant de ce livre « probably the most widely read contemporary book in the United States before *Uncle Tom's Cabin* »⁷⁴³.

Le fait que Pilon s'appuie sur une thèse conspirationniste, écrite dans un contexte de polarisation religieuse aux États-Unis marquée par un fort sentiment de paranoïa anticatholique, ne peut que nous laisser songeur. Affirmant vouloir lutter contre la « dictature chrétienne », ce dernier sait pertinemment que ses propos franchissent les limites de la liberté d'expression imposées à cette époque dans la province de Québec. Malade et à bout de souffle, Pilon est conscient que les accusations pesant contre lui vont sans doute le mener en prison. Il abat ses dernières cartes.

Au mois de juin 1934, Gaston Pilon est condamné à un an de prison par un jury exclusivement composé d'anglophones pour la première accusation de libelle blasphématoire⁷⁴⁴. Plaidant coupable à la seconde, il reçoit une autre peine de six mois de prison à purger de façon concurrente. Alors qu'il est incarcéré à la prison de Bordeaux, Pilon demande au père Archange Godbout de venir le rencontrer. Des rumeurs commencent à circuler dans les milieux communistes à l'effet que Pilon serait sur le point de retourner sa veste, mais ses plus

⁷⁴¹ BANQ-Q, Département du Procureur-Général de la Province de Québec, Dossier 478-1934. Rapports RE : Activités de l'Université ouvrière. Université ouvrière, conférence du 17 janvier 1934.

⁷⁴² *Ibid.*

⁷⁴³ Richard Hofstadter, « The Paranoid Style in American Politics », *Harper's Magazine*, novembre 1964, p. 81.

⁷⁴⁴ C'est Gaston Pilon qui avait formulé cette demande, croyant qu'un jury anglophone aurait sans doute plus de chance de l'acquitter qu'un jury composé majoritairement de francophones.

proches amis refusent de le croire. Au mois de septembre, sa « conversion » est rendue publique. Dans une lettre adressée à l'archevêque de Montréal, Pilon dénonce ses anciens camarades et proclame qu'il se battra dorénavant pour faire triompher les idées de l'Église dans sa campagne contre le communisme. De longs extraits de cette lettre sont aussitôt reproduits dans les journaux avant que le récit de sa conversion ne soit publié dans deux brochures parues à quelques mois d'intervalle⁷⁴⁵. Pilon tire à boulet rouge sur Albert Saint-Martin et le milieu communiste libertaire. La conversion de Pilon fait grand bruit à Montréal, mais plusieurs doutent de sa sincérité, y compris dans les cercles libéraux pourtant très critiques à l'égard des communistes⁷⁴⁶.

Dans une réunion de l'Association humanitaire tenue dans les jours qui suivent cette annonce, les militants présents expriment leur colère, qualifiant Pilon de « rat », de « lâche » et de « Judas maudit ». Si l'on se fie aux discours des intervenants à cette assemblée, de vives tensions existent depuis plusieurs mois entre Pilon et une partie du milieu communiste, lesquelles remontent bien avant la tenue de ses deux procès. Une militante du Réveil féminin rapporte l'hostilité de Pilon face à l'autonomie prise par les femmes lorsque celles-ci décident de s'organiser entre elles seulement. D'autres lui reprochent son manque de rigueur intellectuelle, en citant son adhésion momentanée à l'Armée du Salut, ou encore ses problèmes de consommation d'alcool et de drogue pour lesquels Pilon a fait quelques séjours en prison. Toutefois, plus fondamentalement, c'est l'attitude prise lors de son procès qui a fait déborder le vase :

(...) si on n'a pas entrepris une campagne plus active pour faire libérer Pilon, c'est parce qu'il avait commencé à pêcher au procès quand il s'est avoué coupable pour la deuxième offense. À ce moment-là, notre devoir (...) était de le rayer. C'était une question de principe. On a été tolérant, mais c'était là notre devoir, lui qui avait toujours conseillé ainsi que nous autres, à ceux qui se faisaient arrêter, de ne jamais plaider coupable. Jamais⁷⁴⁷.

⁷⁴⁵ Jean Rollieu, *Gaston Pilon*, Montréal, L'Apostolat Populaire, c1934 ; Gaston Pilon, *Du communisme au catholicisme*, Montréal, L'Apostolat Populaire, 1935.

⁷⁴⁶ C'est notamment le cas de l'hebdomadaire *L'Autorité* : « Parce que *L'Autorité* garde jalousement son franc-parler, plusieurs nous avaient demandé dans le temps d'intervenir en faveur de Gaston Pilon, ce "gueulard" que l'on disait en butte à la persécution. Nous étant enquis du dossier judiciaire de Pilon, condamné tour à tour pour vente de drogue, "botlegging", vol et autres méfaits, nous nous étions fait une assez juste idée de la valeur et surtout de la sincérité du personnage. Qu'aujourd'hui des journaux prennent au sérieux ce grotesque personnage, qui se compare modestement, dans la prison de Bordeaux, à saint Paul sur le chemin de Damas, à Mussolini, et à Henri Rochefort, voilà qui nous dépasse. De grâce, laissez au Père Archange son archangélique naïveté ! ». Vulcain, « Coups de marteau », *L'Autorité*, 29 septembre 1934, p.1.

⁷⁴⁷ BANQ-Q, Département du Procureur-Général de la Province de Québec, Dossier 480-1934. Rapports RE : Discours sténographiés (L'Association humanitaire inc.). Assemblée de l'Association humanitaire, 12 septembre 1934.

De l'avis de la majorité des personnes présentes, c'est la peur qui a poussé Pilon à changer de camp pour mieux se « vendre » aux autorités. Après de longs débats, l'assemblée décide à l'unanimité de l'expulser officiellement de l'AH. Par ce geste symbolique, les membres du groupe réitèrent leurs propres valeurs, tout particulièrement le courage et la solidarité dont doivent faire preuve les militants révolutionnaires face à la répression. Cette démarche a aussi pour but d'unir le collectif face à un événement déstabilisant qui peut compromettre l'existence même de leur organisation.

Le rapprochement avec le PCC, 1934-1935

D'autres facteurs peuvent expliquer la « conversion » soudaine de Pilon. Au fil de ses conférences, Pilon ne cesse de se comparer aux plus grandes figures intellectuelles du siècle des Lumières ou du mouvement révolutionnaire :

(...) je suis un révolutionnaire avec le génie et le sarcasme d'un Voltaire, avec la compréhension d'un Diderot, avec la pensée de Marat, avec la fourberie d'un Danton et même avec la force de Robespierre, avec la science économique de Karl Marx et d'Engels, avec la politique de Lénine et Trotsky, c'est pour ça que je combats jusqu'au bout. (...) Comme disait Stirner : l'Unique, c'est moi. (...) Vous allez me dire que je suis un prétentieux. Non, loin de là. Je suis un homme logique qui sait m'abaisser à mes semblables, qui sait me prêter aux circonstances⁷⁴⁸.

Cette image arrogante et jusqu'au-boutiste est en train de se fissurer. L'attitude défaitiste adoptée lors de son procès serait-elle une manifestation d'un état de dissonance cognitive devenue impossible à gérer ? De toute évidence, Pilon sait qu'il n'est pas à la hauteur de la situation et qu'il a perdu le soutien de son milieu politique. Que lui reste-t-il ? Se sentant abandonné par ses camarades, Pilon saisit la main tendue par son contradicteur, le père Archange Godbout, lequel va lui permettre de sortir de cette impasse en mettant à contribution ses talents d'orateur au service d'une nouvelle cause. Avec le soutien de Godbout, Gaston Pilon devient l'un des conférenciers les plus en vue de la campagne anticommuniste menée par l'Église pendant la deuxième moitié des années 1930⁷⁴⁹. Cette collaboration se traduit notamment par la mise sur pied de trois contre-mouvements

⁷⁴⁸ BANQ-Q, Département du Procureur-Général de la Province de Québec, Dossier 479-1934. Rapports RE : Discours sténographiés (l'Université ouvrière). Université ouvrière, Conférence du 9 mai 1934.

⁷⁴⁹ Pilon parcourt également la province pour y prononcer des discours à l'invitation d'associations catholiques. L'itinéraire militant de Pilon prend fin abruptement en 1939, alors qu'il est inculpé pour détournement de fonds. Voir à ce sujet : « Gaston Pilon subira l'examen volontaire », *L'illustration nouvelle*, 11 janvier 1939, p. 9. « Gaston Pilon et ses frères les

visant à combattre l'influence des communistes dans le « Faubourg Québec » : l'Université ouvrière catholique, le Réveil féminin catholique et l'Association humanitaire catholique. Comme le résume bien un article du journal *La Presse* : « [Leur] programme décalquera de près celui de l'organisation communiste pour lui faire contrepoids en chaque point : réunion du dimanche ; grandes conférences le vendredi soir auxquelles des personnages distingués des sphères de la vie universitaire et intellectuelle seront invités ; samedi soir récréatifs ; travaux humanitaires ouverts toute la journée pour les chômeurs »⁷⁵⁰.

Il est d'autant plus facile pour Pilon de s'engager dans cette lutte que les principales organisations issues du milieu communiste libertaire – l'UO, l'AH et la LRF - sont en train de passer dans l'orbite du PCC. Ce rapprochement s'effectue sur une période de deux ans pendant laquelle le rôle hégémonique du PCC dans le champ politique révolutionnaire montréalais s'affirme peu à peu. Divers facteurs peuvent expliquer cette transition : la perte d'influence d'Albert Saint-Martin, le contexte de polarisation politique et les stratégies mises de l'avant par le PCC pour répondre aux enjeux de la période.

Au printemps 1934, les journaux montréalais rapportent une recrudescence des cas d'éviction pour non-paiement de loyer. Des milliers de locataires sont sur la corde raide : « Le danger existe que les 42 000 chômeurs actuels soient expulsés de leurs logis le 1^{er} mai prochain »⁷⁵¹. Pendant que le maire de Montréal, Camillien Houde, s'active pour éviter ce « désastre », les membres de l'Association humanitaire se préparent en vue de cette journée. Depuis plus d'un an, l'AH conseille à tous les locataires sans-logis d'occuper l'espace public pour rendre visible leur situation. Pas question d'accepter le premier logement qui leur est offert, tout particulièrement s'il n'est pas salubre ou ne répond pas à leurs besoins : « Le mot d'ordre est donné pour le 1^{er} mai à 10 heures, le ménage dehors et s'il fait froid le soir, tous dans l'église avec vos enfants, laissez-les promener dans les allées, dans le sanctuaire, partout (...) Le meilleur moyen de ne pas rester dans la rue c'est de faire du chaud, plus vous mènerez de bruit, plus vous encombrerez la rue, plus vite vous mettrez du ménage, plus vite vous aurez des chances »⁷⁵². D'après Saint-Martin, si 10 000 personnes descendent dans la rue le 1^{er} mai, le problème du logement serait réglé « pour toujours » :

chômeurs », *Le Canada*, 15 mars 1939, p. 3. Absent de l'avant-scène pendant plusieurs années, Pilon apporte son soutien au Bloc Populaire lors des élections fédérales de 1945 avant de décéder en 1948 à l'âge de 54 ans. « Décédé », *La Presse*, 12 août 1948, p. 10.

⁷⁵⁰ « Université ouvrière catholique face à l'Université communiste », *La Presse*, 22 juin 1935, p. 19.

⁷⁵¹ « 42 000 familles menacées d'expulsion le premier mai », *La Patrie*, 19 avril 1934, p. 31.

⁷⁵² BANQ-Q, Département du Procureur-Général de la Province de Québec, Dossier 479-1934. Rapports RE : Discours sténographiés (l'Université ouvrière). Réunion de l'Association humanitaire, 10 avril 1934.

Ne cherchez pas de logis, sortez tous ensemble à 10 heures le 1^{er} mai, gais, contents, marchez droit, triomphants, sortez, montez le poêle si vous en avez, installez les meubles, le radio, si avez de la misère à le connecter, on a un tas de comités [militants] ici qui connaissent ça comme il faut, ils vont vous le connecter en criant ciseaux. La musique, haut donc, si vous le pouvez dansez donc un set américain, envoyez donc une valse, un two-step, mais il y a moyen de faire quelque chose de sage, de spirituel avec finesse pour que les autres ignorants comprennent que les êtres sages, que les canayens sont pas des fous, ils déménagent pas sans prendre un coup⁷⁵³.

Le soulèvement spontané des locataires n'a finalement pas lieu. Une semaine avant l'échéance du 1^{er} mai, la ville de Montréal procède à un emprunt de 500 000\$ pour rembourser les propriétaires, évitant ainsi la crise appréhendée⁷⁵⁴. La ville répond aux demandes formulées par les locataires menacés d'éviction, lesquels se pressent aux bureaux de la Commission municipale du chômage pour obtenir de l'aide. Si certains membres de l'AH, comme Joseph-Émile Godin⁷⁵⁵, suivent effectivement la consigne de leur organisation, le mouvement d'occupation n'obtient pas de résultats concrets. Contrairement à certains de ses camarades qui insistent pour qu'on respecte la liberté de chacun de mener la lutte comme il l'entend, Saint-Martin se montre beaucoup plus catégorique, allant même jusqu'à proposer que chaque membre de l'AH soit obligé de respecter les consignes du groupe : « (...) allez-vous être plus lâches que les rats, ou allez-vous résister ? La façon de résister elle est bien simple, et si vous la pratiquez, vous triompherez, mais chacun d'entre vous qui sera appelé à sortir et qui ne sortira pas est un renégat, un judas à sa classe et à lui-même. Il fait partie d'une armée qui doit faire une lutte et au moment d'aller en avant (...) s'en va se cacher »⁷⁵⁶.

La position de Saint-Martin ne doit pas nous étonner outre mesure. Elle est conforme à sa conception du changement social, lequel doit se produire par l'exacerbation de la crise et déboucher sur un soulèvement spontané des masses ouvrières. Les revendications immédiates des chômeurs, qui cherchent avant tout à sauver leur peau dans un contexte d'extrême précarité, apparaissent secondaires à ses yeux. Déçu du résultat de cette campagne et du faible soutien obtenu des membres de l'AH à ses propositions, Saint-Martin va se retirer de l'organisation. À partir du mois de juin 1934, Saint-Martin cesse également de participer aux

⁷⁵³ *Ibid.*

⁷⁵⁴ « 1000 chômeurs se pressent à la Commission du Chômage », *La Patrie*, 24 avril 1934, p. 18 ; « Paiement des loyers », *La Patrie*, 25 avril 1934, p. 1.

⁷⁵⁵ « Émile Godin subira son procès le 2 mai », *La Presse*, 25 avril 1934, p. 3 ; « Émile Godin est condamné », *La Presse*, 2 mai 1934, p. 3 ; « Émile Godin bénéficie d'une plainte retirée », *La Presse*, 8 mai 1934, p. 3

⁷⁵⁶ BANQ-Q, Département du Procureur-Général de la Province de Québec, Dossier 479-1934. Rapports RE : Discours sténographiés (l'Université ouvrière). Réunion de l'Association humanitaire, 17 avril 1934.

conférences présentées à l'Université ouvrière. Jumelée à celle de Gaston Pilon, son absence oblige d'autres militants comme Joseph-Émile Godin à prendre la relève. Plusieurs membres et sympathisants du PCC sont également présents dans les structures des deux groupes, lesquels profitent du vide causé par le retrait de Saint-Martin pour compléter leur travail de noyautage au sein de l'Université ouvrière et de l'Association humanitaire⁷⁵⁷.

Les signes extérieurs de ce rapprochement sont nombreux et visibles. Dès le printemps 1934, des délégués de l'AH et de l'UO prennent la parole lors d'un meeting organisé par la Ligue d'unité ouvrière à l'occasion du 1^{er} mai et participent aux rencontres de l'association des Amis de l'Union soviétique visant à envoyer une délégation ouvrière canadienne en Russie⁷⁵⁸. Les membres de l'UO et de l'AH se mobilisent également contre la montée de l'extrême droite à travers les actions organisées par la Ligue de la jeunesse contre la guerre et le fascisme et prêtent leur local de la rue Montcalm pour des activités politiques et culturelles initiées par le PCC⁷⁵⁹.

Au mois de novembre 1934, l'AH fait le point sur la décision prise par Saint-Martin. Si la majorité des militants témoignent du respect pour l'engagement et les sacrifices consentis par Saint-Martin, le temps est venu de tourner la page et d'aller de l'avant :

Si St-Martin ne vient plus avec nous il a des raisons personnelles, c'est encore son affaire. (...) Si St-Martin a jugé à propos de ne pas fréquenter notre milieu [nous soulignons], c'est encore une question personnelle qui intéresse St-Martin. (...) St-Martin a préconisé les idées radicales depuis 45 ans. Il est rendu à 70 ans, pendant 45 ans alors il a travaillé, tous ceux qui peuvent en faire autant bien je leur souhaite. Je ne veux pas dire que St-Martin est un homme parfait. (...) Je parle des idées. S'il abandonne de venir pour des certaines raisons, que ça soit à cause de certaines tactiques, ça se peut, ça c'est encore de son affaire (...). C'est l'action qui compte, et je reviens encore sur St-Martin. N'oubliez pas que St-Martin n'est pas chômeur (...). Vous pouvez pas exiger de St-Martin ce que vous pouvez exiger d'un chômeur, il n'est pas pour faire exprès pour aller dans les bureaux de distribution pour demander un chèque de secours, il n'en a pas besoin ; il n'est pas pour mettre son ménage sur la rue, ça serait fou. Vous n'êtes pas pour exiger

⁷⁵⁷ Dans son bulletin interne, la direction insiste sur l'importance de cette approche, qui est l'un des cinq axes prioritaires pour l'aider à se développer au Québec : « 5. Penetration of the Labor Clubs, Fascist organisations, CCF clubs and of St-Martin's organization, especially the latter where we have the best chances at the present moment. This must be done indiscriminately, but by careful selection in conjunction with our concentration work ». UQAM, Service des archives, Fonds Stanley-B. Ryerson, 27P-630 :02/2. « On Our Work Among the French-Canadians », 3, Mai-Juin 1934, p. 14.

⁷⁵⁸ « Les unions internationales et le communisme », *La Vie Syndicale*, octobre 1934, p. 9.

⁷⁵⁹ La salle est notamment utilisée pour une réception organisée en l'honneur de l'équipage du navire soviétique Kim amarré au port de Montréal. Voir à ce sujet : Kealey et Whitaker, *The Depression Years, Part I*, p. 281-283.

en mesure d'agir de la même façon que les chômeurs en ce qui concerne certaines méthodes, mais sur la question des principes, moi pour ma part, malgré que je ne suis pas dans la tête de St-Martin, je suis convaincu que St-Martin est un homme qui mérite notre estime parce qu'il a toujours préconisé une idée qui est la nôtre : le communisme.

Il faut se grouper, s'unir, agir, les grands mots sont dangereux, on s'écarte avec cela, l'action est beaucoup plus utile (...) Agissez comme des gens logiques et méfiez-vous des grands parleurs, méfiez-vous des politiciens, il y en a qui vont vous dire qu'ils sont pour le communiste, ce n'est pas le temps, nous n'avons pas besoin de députés, c'est l'action entre nous qui compte, sauvons-nous nous-mêmes⁷⁶⁰.

Moins de discours, plus d'action : voilà précisément ce qui définit le programme de l'AH au cours de l'année 1935. Sortant de son isolement relatif, l'AH décide de faire front commun avec les groupes qui défendent les chômeurs à l'échelle pancanadienne. Sous l'influence des militants du PCC, des membres de l'AH vont participer au Dominion Congress for Unemployment Insurance tenu à Ottawa au mois de février 1935⁷⁶¹. L'AH aligne dès lors ses revendications et ses tactiques d'intervention sur celles privilégiées par le PCC. Le 27 avril 1935, l'organisation parvient à mobiliser jusqu'à 1500 personnes lors d'une manifestation devant les bureaux de la compagnie Montreal Light Heat & Power sur la rue Cartier afin de dénoncer l'arrestation de chômeurs accusés d'avoir volé du gaz et de l'électricité. Le rassemblement est dispersé violemment par la police qui procède à l'arrestation de plusieurs militants communistes⁷⁶². Au mois de juin, l'AH mobilise ses membres en vue de la Marche sur Ottawa, une vaste campagne visant à faire converger vers la capitale fédérale des milliers de chômeurs provenant des quatre coins du Canada⁷⁶³. Le récit de cette mobilisation est bien connu : à l'arrivée en gare de Régina le 1^{er} juillet, les marcheurs venant de l'Ouest sont durement réprimés par la police qui les empêche de poursuivre leur route. Ces événements ne découragent pas les militants de l'AH qui décident de marcher coûte que coûte vers la capitale fédérale malgré les avertissements de la police.

⁷⁶⁰ BANQ-Q, Département du Procureur-Général de la Province de Québec, Dossier 479-1934. Rapports RE : Discours sténographiés (l'Université ouvrière). Université ouvrière, conférence du 23 novembre 1934.

⁷⁶¹ Ce congrès, qui rassemble 156 délégués représentant 371 organisations de partout au Canada, se tient à Ottawa du 17 au 19 février 1935 : « The congress marked the culmination of the national campaign of agitation for a United Front conducted by the Communist Party of Canada based on one of its immediate demands or tasks. The congress stands out as one of the major achievements of the Communist Party in recent years in its effort to mobilise the workers for mass action ». Le secrétaire du congrès est J-E Godin de Montréal. « The congress was completely under Communist Party domination. (...) A noteworthy feature of the congress was the manifest enthusiasm especially that displayed by the large French-Canadian delegation from Montreal ». Voir à ce sujet : Kealey et Whitaker, *Depression Years, Part II*, p. 133-134.

⁷⁶² « 2000 communistes troublent le congrès du marché St-Jacques », LP, 29 avril 1935, p. 25. *La Presse* évalue pour sa part la foule à environ 300 personnes. « La police joue du bâton pour disperser la foule », *La Presse*, 29 avril 1935, p. 3.

⁷⁶³ Kealey et Whitaker, *Depression Years, Part II*, p. 384.

La salle de la rue Montcalm se transforme en quartier général pour la mobilisation : les journalistes accourent pour obtenir les derniers détails sur les préparatifs des chômeurs⁷⁶⁴. On annonce l'arrivée imminente de délégations provenant des différentes régions du Québec. Au cours des trois semaines qui suivent, des centaines de chômeurs sont arrêtés entre Montréal et la frontière ontarienne. Jour après jour, les journaux de la métropole rapportent le résultat des opérations policières et la condamnation de chômeurs à des peines de prison pour vagabondage.

Malgré la répression du mouvement, les efforts du PCC semblent enfin récompensés d'un point de vue organisationnel. Entre le mois de mai et le mois de novembre 1935, le nombre de militants francophones augmente de façon significative, passant de 167 à près de 250. Dans quelle mesure cette progression se justifie-t-elle par la campagne de noyautage menée par ses militants au sein de l'AH ? S'il s'avère difficile de répondre à cette question, nous savons en revanche que la plupart des membres les plus actifs de l'AH ont rejoint le PCC ou s'appêtent à le faire. L'adhésion de Joseph-Émile Godin, Napoléon Saint-André, Paul Gervais ou Napoléon Nadeau fournissent au parti une assise solide au sein du groupe.

Tout au long de l'année 1935, le PCC mène également une lutte de ligne politique au sein de l'Université ouvrière, « (...) which at one time was under the leadership of fanatics, who even now are continuing that struggle, although we have a majority of the executive with us »⁷⁶⁵. D'après le journal communiste *Clarté*, Saint-Martin a été expulsé du groupe dès le mois de janvier « (...) pour ses activités contraires aux buts de l'Université ouvrière »⁷⁶⁶. Malgré ce départ forcé, son influence se fait toujours sentir dans les milieux révolutionnaires. Teintées d'anticléricalisme et d'anarchisme, ses idées sont encore très présentes parmi les travailleurs radicalisés par la crise. Cependant, cette culture politique cadre mal avec les orientations préconisées par la direction du PCC, laquelle cherche alors à dépasser les clivages qui existent avec les ouvriers catholiques.

⁷⁶⁴ Kealey et Whitaker, *Depression Years, Part II*, p. 397. Voir également : Nous "marcherons" coûte que coûte! », *La Patrie*, 1^{er} juillet 1935, p. 20 ; « Avant la bataille », *La Patrie*, 10 juillet 1935, p. 3 et 38.

⁷⁶⁵ Communist Party of Canada, *Toward a Canadian People's Front. Reports and Speeches at the Ninth Plenum of the Central Committee*, novembre 1935, p. 158.

⁷⁶⁶ « M. A. St-Martin poursuit la Ville pour \$883.09 », *Clarté*, 21 janvier 1935, p. 4. À la fin du mois de janvier, *Le Devoir* rapporte que Saint-Martin a déposé en Cour supérieure une demande contre la « Société d'enseignement mutuel, Cours et conférences, Université ouvrière » afin d'être reconnu comme le propriétaire, « unique et véritable, de toutes les chaises, tables, poêles, armoires, lits, tableaux, livres et autres meubles qui, le 10 avril 1933, se trouvaient au local portant le numéro 2036 Fafard [Favard], à Montréal, et maintenant au local portant le numéro 1408 Montcalm, à Montréal ». Voir : « Faits divers », *Le Devoir*, 23 janvier 1935, p. 10.

La mainmise du PCC sur l'Université ouvrière se confirme quelques mois plus tard. En compagnie d'une dizaine d'autres militants, Napoléon Nadeau et Joseph-Émile Godin forment le 12 décembre 1935 la Coopérative Université du prolétariat pour l'enseignement mutuel, cours et conférences⁷⁶⁷. Cette nouvelle entité prend la relève de l'Université ouvrière en tenant ses rencontres au 3^e étage du 1408, rue Montcalm⁷⁶⁸. Les activités de l'Université du prolétariat se poursuivent à cet endroit jusqu'à ce qu'un groupe de 650 jeunes catholiques « portant canne et béret »⁷⁶⁹ n'attaque le local au mois d'octobre 1936, brisant tout sur leur passage⁷⁷⁰. On ne recense après cette date aucune autre conférence publique à cet endroit. Ainsi disparaît l'une des plus importantes contre-institutions du milieu communiste libertaire⁷⁷¹.

Tout en ayant des conséquences importantes sur le milieu révolutionnaire montréalais, cette disparition n'entraîne pas un arrêt définitif de l'engagement des militants associés à l'UO ou à l'AH. Avant d'évoquer les différents chemins empruntés par ces individus entre 1936 et 1937, nous allons d'abord dresser un portrait de la composition de ce milieu politique pendant la période qui vient de s'écouler.

3.3.5 Portrait du milieu communiste libertaire, 1931-1935

L'émergence de l'AH, de l'UO et la LRF est venue modifier la structure du milieu communiste libertaire. En croisant divers types de sources – rapports d'enquêtes policières, correspondance, journaux quotidiens, presse militante, etc. - nous sommes arrivés à identifier 201 individus ayant joué un rôle significatif dans l'une ou l'autre de ces trois organisations. Comme ce fut le cas pour les périodes antérieures, nous ne disposons pour la plupart d'entre eux que d'informations partielles malgré l'abondance des données disponibles. Ce paradoxe s'explique à la fois par le contenu de ces sources – listes de membre incomplètes ou manquantes, identification des militants par leur nom de famille, nombreux homonymes, non-disponibilité des données nominatives du

⁷⁶⁷ Voir à ce sujet : AMM, Registre des syndicats coopératifs, 1906-1975, 108-02-01-20, dossier 198.

⁷⁶⁸ Saint-Martin loue le deuxième étage de cet édifice où pour y opérer une « salle de danse » en 1936. La municipalité refuse toutefois de lui accorder un permis d'exploitation.

⁷⁶⁹ « Un groupe de jeunes gens saccagent une salle de réunion communiste », *L'illustration nouvelle*, 5 octobre 1936, p. 5. Cet uniforme est également celui des Camelots du Roi, une organisation royaliste et contre-révolutionnaire d'extrême droite proche de l'Action française dirigée par Charles Maurras.

⁷⁷⁰ *Ibid.* Voir également : Kealey et Whitaker, *Depression Years, Part III*, p. 442.

⁷⁷¹ En 1936, il tente sans succès de conserver son permis pour y exploiter une « salle de danse ». Devant le refus des autorités, le lieu change de fonction en 1937 pour devenir un restaurant.

recensement de 1931 - mais aussi par la composition du milieu lui-même. Dans un contexte socioéconomique difficile, marqué par le chômage de masse et la répression, la vie quotidienne des militants se fragilise : les déménagements sont fréquents et le travail se précarise, ce qui complique la collecte de données. Malgré ces difficultés, l'analyse prosopographique garde sa pertinence, tout particulièrement lorsque ces résultats sont utilisés à titre comparatif avec les périodes antérieures.

Présence des femmes

Nous avons pu identifier 18 femmes actives entre 1931 et 1935. Malgré cette nette progression, le milieu communiste libertaire demeure très majoritairement masculin, les femmes représentant moins de 10% des individus présents dans notre échantillon. Ces militantes ont des profils très variés en ce qui concerne leur âge⁷⁷², leur situation familiale⁷⁷³ ou leur occupation⁷⁷⁴. S'il s'avère difficile de dresser un profil-type de ces militantes, celles-ci sont surtout présentes à l'AH et à la LRF où plusieurs d'entre elles occupent des postes importants : présidente d'assemblée, responsables de comité, organisatrices de manifestation ou d'événements à caractère social – pique-nique, parties de cartes, activités de financement, etc. Fait à noter, quelques-unes ont également été arrêtées dans le cadre d'action de désobéissance civile ou d'interventions policières. C'est le cas d'Irène Bergeron, appréhendée par un détective de la Commission du chômage alors qu'elle fait du porte-à-porte pour le compte de l'AH⁷⁷⁵ ou encore de Mary Godin, arrêtée par « l'escouade anticommuniste » lors d'un sit-in en janvier 1934.

Leur rôle actif dans le milieu communiste libertaire a des répercussions sur les dynamiques de genre, en modifiant son discours et ses pratiques. Nous avons évoqué l'apparition de revendications spécifiques portant sur les droits de la jeunesse, conséquence directe de la présence des femmes dans ces groupes militants. Accompagnées de leurs enfants, les mères de famille font également leur entrée dans les assemblées politiques, au grand désespoir des membres du clergé qui y voient une menace pour leur intégrité morale.

⁷⁷² Trente ans séparent la plus jeune, Mignonne Ouimet née en 1915, de la plus âgée, Eva Varrieur née en 1885.

⁷⁷³ Sur les 18 femmes de ce sous-groupe, on compte six célibataires, six qui sont mariées, quatre veuves, et deux autres dont le statut est incertain.

⁷⁷⁴ Nous ne disposons d'information que sur quatre d'entre elles : Pauline Rochon, opératrice ; Carmen Gonzales, sténographe ; Eva Varrieur, garde-malade ; Mignonne Ouimet, étudiante. Nous présumons que la majorité des autres militantes furent sans doute ménagères.

⁷⁷⁵ « Godin serait encore mêlé à une histoire de chômeurs », *La Presse*, 13 septembre 1934, p. 3.

Accusant un certain retard face aux milieux révolutionnaires issus de l'immigration, les groupes militants canadiens-français s'ouvrent donc peu à peu aux femmes pendant les années 1930 même si de nombreux obstacles freinent encore leur participation pleine et entière. Ce changement pourrait-il s'expliquer par le contexte socioéconomique de l'époque ? Le chômage de masse a eu des répercussions sur les rôles traditionnellement dévolus aux hommes et aux femmes dans la sphère privée. Sans la débrouillardise et le savoir-faire des femmes, bien des familles ouvrières n'auraient pu passer à travers la crise⁷⁷⁶. Cette détermination est soulignée au sein de l'AH où les femmes sont perçues comme des militantes plus responsables que les hommes, lesquels « (...) passent leur temps à jouer aux cartes ou prendre un verre »⁷⁷⁷. On oppose cette apathie au courage témoigné par les femmes pour obtenir le respect de leurs droits, un trait de caractère traditionnellement associé à l'identité masculine, y compris dans les milieux militants. Comme le résume une militante en réunion : « Si les hommes sont trop peureux [pour demander leur allocation-chômage], ils n'ont qu'à laisser faire leur femme »⁷⁷⁸.

Structure occupationnelle

Sans surprise, la crise économique a également eu un impact majeur sur la composition professionnelle du milieu communiste libertaire. Le tableau suivant rend compte de cette évolution entre 1931 et 1935.

⁷⁷⁶ À ce sujet, voir : Baillargeon, *Ménagères au temps de la crise*, 311 p.

⁷⁷⁷ BANQ-Q, Département du Procureur-Général de la Province de Québec, Dossier 479-1934. Rapports RE : Discours sténographiés (l'Université ouvrière). Université ouvrière, conférence du 28 mars 1934.

⁷⁷⁸ BANQ-Q, Département du Procureur-Général de la Province de Québec, Dossier, 546-1934, Activités communistes en général à Montréal. Association humanitaire, réunion du 20 novembre 1934.

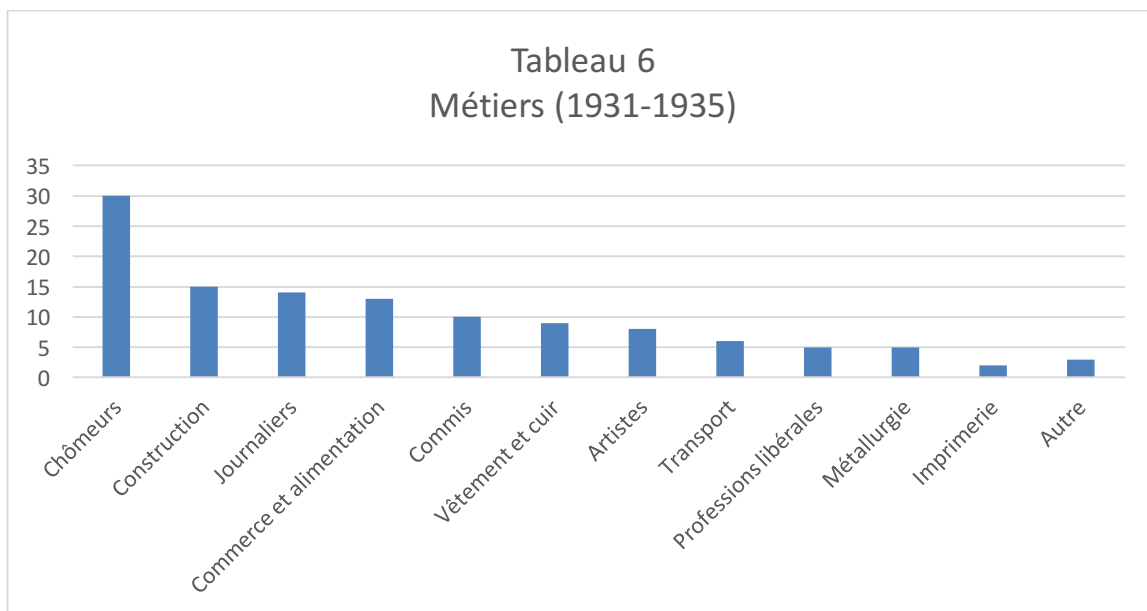


Tableau 6 Métiers (1931-1935)

Les chômeurs forment le sous-groupe le plus nombreux : le quart des militants, soit 30 sur 120, sont sans-emploi au moment où nous avons relevé leur présence. Ce chiffre sous-estime sans aucun doute leur nombre réel, l'AH revendiquant à elle seule plus de 6000 membres en 1934. Dans leur immense majorité, les chômeurs n'ont toutefois pas occupé de fonction militante qui nous auraient permis de les repérer dans les sources que nous avons consultées. Nous n'avons pas non plus inclus les individus arrêtés pendant la Marche sur Ottawa, puisque cette action survient après la prise de contrôle de l'AH par le PCC. Il s'avère également difficile de départager les militants des autres chômeurs interceptés par la police au cours de cette période.

Nous observons également qu'un grand nombre de militants occupent des emplois précaires et mal payés. Ce sont le cas des journaliers et de la plupart des commis : environ 20% des militants présents dans notre échantillon se retrouvent donc au bas de l'échelle salariale en travaillant comme concierge, veilleur de nuit ou laveur d'automobile. La plupart d'entre eux ont sans doute vécu des périodes de chômage au cours des années 1930, étant donné la nature de leur travail. La même remarque vaut également pour les ouvriers de la construction, un secteur industriel très sensible aux cycles économiques. Le militant anarchiste Paul Faure, lui-même menuisier, témoigne d'ailleurs de ses difficultés dans une lettre adressée à E. Armand au mois d'octobre 1931 : « Très en retard pour payer mes dettes. Disons que les affaires périclitent. Je dirais même que la situation

devient catastrophique. Quant à l'issue, je ne vois que misère grandissante et la mort par inanition, devant une montagne de bonnes choses. Bref c'est le chaos économique et moral »⁷⁷⁹.

Si la crise touche tout particulièrement les ménages ouvriers, elle fragilise aussi la classe moyenne. Nous pouvons observer dans cet échantillon une nette diminution du nombre de représentants des professions libérales par rapport aux périodes antérieures. Plusieurs d'entre eux ont vu leurs conditions de vie se détériorer brusquement dès les premières années de la crise. C'est notamment le cas du secrétaire de l'AH, Jean-Michel Vandal. Avant la crise, celui-ci travaille comme comptable. Marié et père d'un enfant, il demeure pendant plusieurs années à la même adresse sur la rue Azilda dans le quartier Tétraulville. Son quotidien change radicalement entre 1931 et 1934. Vandal change trois fois d'occupation, passant de comptable à journalier, puis à vendeur, avant de devenir voyageur de commerce. La famille Vandal déménage également à trois reprises en l'espace de quatre ans, quittant l'Est de la ville pour le Faubourg Québec où elle cohabite avec d'autres militants dans le même appartement. Ce parcours est loin d'être unique. Il témoigne de l'expérience vécue par des milliers d'autres ménages pendant la crise, lesquels voient leurs certitudes réduites en poussières.

Présence immigrante

Malgré la taille de notre échantillon, nous n'avons pu retrouver qu'une quinzaine d'immigrants parmi les militants de l'UO et de l'AH entre 1931 et 1935. En nombre absolu, cette donnée est comparable aux périodes précédentes, mais il s'agit d'une diminution très nette en termes de pourcentage. Ce changement s'explique probablement par les modifications des politiques canadiennes en matière d'immigration. Au cours des années 1930, le nombre d'immigrants reçus au Canada diminue drastiquement, passant de 129 000 en 1929 à moins de 12 000 en 1935. Cela se reflète dans le parcours migratoire de ces militants. La moitié d'entre eux se sont établis au Canada avant la Première Guerre mondiale, l'autre moitié pendant les années 1920 : aucun n'est arrivé pendant les années 1930.

Si ces militants proviennent très majoritairement de pays européens, tout particulièrement de France⁷⁸⁰, ce sous-groupe est loin d'être homogène. Sur le plan, professionnel, on compte parmi eux deux artistes, deux anciens

⁷⁷⁹ IFHS, 14AS 209, Fonds E. Armand, Lettre de Paul Faure à É. Armand, 21 octobre 1931.

⁷⁸⁰ France : 6 ; Angleterre : 2 ; Italie : 1 ; Belgique : 1 ; Suisse : 1 ; Autriche : 1.

ouvriers agricoles au chômage, trois menuisiers-charpentiers, une sténographe et quelques journaliers. Seuls trois d'entre eux ont un engagement politique connu avant 1931. Si quelques-uns s'impliquent à l'AH⁷⁸¹, la plupart des immigrants entrent en contact avec le milieu communiste libertaire par l'entremise des conférences présentées à l'Université ouvrière. L'accueil réservé à ces militants venus d'ailleurs est souvent animé d'un sentiment internationaliste sincère entremêlé à la curiosité de l'exotisme, comme en témoigne cet extrait d'une assemblée tenue au mois de juin 1933 :

Camarade Président, mes amis. C'est la 2^e fois que j'assiste à une réunion de l'U.O. où on ait eu un président de couleur, un noir. Il y a quelques années, un des compatriotes de notre ami qui venait de l'Amérique du Sud – on était sur la rue Craig dans ce temps-là – qui avait les mêmes idées que nous, un dimanche après-midi, il nous avait entendu chanter l'Internationale et il a chanté avec nous. On lui a demandé s'il voulait agir comme président. Naturellement, ça pouvait pas faire autrement que lui faire plaisir. Ça nous faisait doublement plaisir à nous autres, car notre ami parlait français comme celui-ci. Ça démontre que les idées communistes ne viennent pas seulement dans un coin de la terre. Souvent les adversaires du Communisme essaient à faire croire à la jeune génération que les idées communistes viennent de Moscou. Non mes amis (...)⁷⁸².

Si les activités de l'UO et de l'AH se déroulent presque exclusivement en français, les militants cherchent – timidement – à élargir la composition ethnolinguistique de ces deux groupes. L'AH publie notamment une traduction anglaise de ses buts et principes, même si le groupe est formé « à 99% » de chômeurs canadiens-français. Du côté de l'UO, cette ouverture se traduit par la formation d'un comité de langue anglaise au début de l'année 1933 : « (...) ce sera eux-seuls qui seront maîtres de leur section, trouveront les orateurs et feront leur propre propagande. En attendant, l'Université ouvrière est prête à mettre à leur disposition toute son expérience et son organisation »⁷⁸³. Cette initiative s'avère toutefois un échec. Les trois premières rencontres attirent moins d'une trentaine de personnes, dont à peine sept ou huit anglophones. Pis encore, les deux militants invités à prononcer des discours – l'un d'origine danoise, l'autre d'origine juive – ne se présentent pas, obligeant des militants francophones à les remplacer au pied levé. Devant ces échecs répétés, ce comité est rapidement dissous. Aucune nouvelle conférence dans une autre langue que le français n'est organisée à l'Université ouvrière.

⁷⁸¹ C'est notamment le cas d'Oscar Couckhuyt, un ouvrier agricole flamand né en 1890 à Menin (Belgique). Arrivé au Canada en 1927, Couckhuyt se dirige d'abord vers l'Ouest canadien avant de s'installer à Montréal, sans doute au début de la crise. Il est arrêté en 1934 par la police alors qu'il participe à une action de désobéissance civile organisée par l'AH.

⁷⁸² BANQ-Q, Département du Procureur-Général de la Province de Québec, Dossier 722-1933. Rapports RE : Communistes à Montréal, Université ouvrière, Assemblée du 11 juin 1933.

⁷⁸³ *Ibid.*, Assemblée du 5 janvier 1933.

Structure générationnelle

Le portrait générationnel du milieu communiste libertaire entre 1931 et 1935 reflète assez bien les tendances observées entre 1924 et 1930. L'âge médian des militants reste sensiblement le même, se situant à 39 ans en 1933 contre 37 ans en 1925. Si l'on compte très peu de militants âgés de moins de 25 ans, le milieu se renouvelle grâce à la cohorte née entre 1900 et 1910, pourtant minoritaire au cours de la période précédente.

Parmi les plus âgés, on ne remarque à priori aucun changement majeur : le nombre absolu de militants nés avant 1880 – la génération d'Albert Saint-Martin – reste stable. Leur poids relatif est toutefois en train de chuter, ne formant plus que 10% des effectifs contre près de 25% quelques années plus tôt.

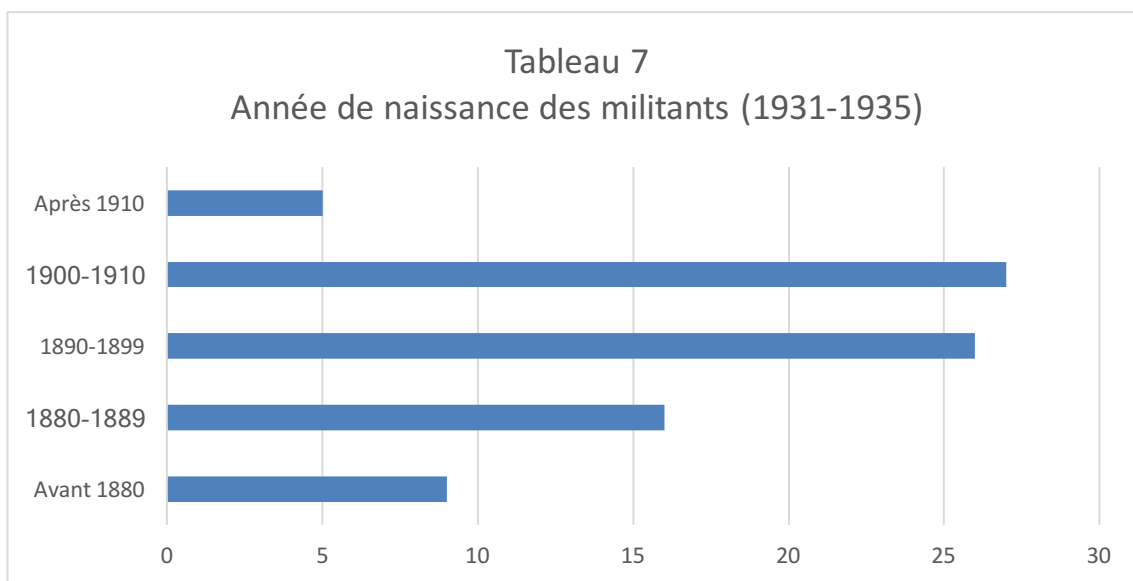


Tableau 7 Année de naissance des militants (1931-1935)

Parmi ces « vétérans », l'avenir du mouvement est une source d'inquiétude. Le développement de l'UO et de l'AH leur a permis d'entrer en contact avec des centaines de personnes, dont certaines commencent à jouer un rôle plus actif dans la vie de ces groupes. Ces nouveaux venus n'ont toutefois pas la même fibre militante que les « anciens », ni les mêmes références culturelles :

Qu'est-ce qu'un mouvement ? C'est un ensemble d'individus. Cet ensemble d'individus doit s'aider mutuellement. Voilà un mouvement. Appelez ce mouvement parti, appelez-le du nom que vous voudrez, les hommes doivent s'aider dans un mouvement. Malheureusement, je vois qu'à l'heure actuelle, au lieu de s'aider, c'est à celui qui ferait le moins. (...) On vous demande pas d'être des orateurs ou des journalistes ou des écrivains. Loin de là. C'est pas de faire des polémiques. C'est pas ça qu'on vous demande. On vous demande de faire chacun un peu votre part. Si vous êtes pas capable de faire un grand discours, vous êtes au moins capable de chanter une chanson. Je ne comprends pas que vous ne puissiez pas chanter l'Internationale. L'Internationale, pour moi, ça fait si longtemps que je l'entends que je ne le connais plus que par cœur⁷⁸⁴.

Comme l'explique un « vétéran » lors d'une assemblée tenue en 1934, ceux qui se battent depuis la période d'avant-guerre ont un urgent besoin de relève :

Vous me voyez sur cette tribune après des années de lutte, quasi un vieillard (...). J'aimerais avoir des jeunes pour pouvoir nous remplacer. Des jeunes pour pouvoir prendre notre place. On nous a accusé quelques fois d'être sectaires. Qu'est-ce que je veux c'est d'établir ce principe que les jeunes, les jeunes puissent prendre notre place. (...) c'est aux jeunes, peu m'importe le nom (...), c'est d'être assez audacieux, assez hommes pour monter sur la tribune ou prendre la plume si c'est possible et écrire dans les journaux. (...) Nous, les vieux, on a semé, on a produit cette chose. Maintenant c'est à vous tous de la continuer⁷⁸⁵.

Beaucoup de « jeunes » militants ont la tête ailleurs. Ils n'ont pas vécu les combats menés par leurs camarades de la génération d'avant-guerre. Qui plus est, plusieurs d'entre eux ne partagent pas l'animosité des « anciens » face au PCC. Lorsque Saint-Martin se retire du mouvement en 1934, ils n'ont pas le réflexe de fermer la porte aux avances des militants de ce parti.

Implantation géographique

Le dernier aspect concerne le territoire de vie et d'engagement politique des militants. En croisant différentes sources, nous sommes arrivés à identifier 71 adresses différentes où des individus présents dans notre

⁷⁸⁴ BANQ-Q, Département du Procureur-Général de la Province de Québec, Dossier 479-1934. Rapports RE : Discours sténographiés (l'Université ouvrière). Université ouvrière, Conférence du 16 mai 1934.

⁷⁸⁵ *Ibid.*, Conférence du 9 mai 1934.

échantillon ont vécu entre 1931 et 1935. Bien qu'incomplètes, ces données nous donnent un aperçu des changements qui s'opèrent dans l'implantation géographique du milieu communiste libertaire montréalais.

Entre 1924 et 1930, nous avons observé un déplacement des lieux de résidence vers le nord de la ville. Cette tendance se poursuit pendant la première moitié des années 1930 : près de 40% des adresses identifiées sont situées au nord de la rue Sherbrooke. Si la plupart de ces militants habitent le plateau Mont-Royal, un nombre significatif d'entre eux résident au nord du boulevard Rosemont. C'est le cas pour plusieurs des membres les plus actifs de l'Université ouvrière et de l'Association humanitaire comme Philippe Bédard ou les frères Charles, Abel et Joseph-Émile Godin. Leur présence explique sans aucun doute l'ouverture d'une salle de conférence sur la rue Saint-Zotique en 1933. Cette expérience ne dure toutefois que quelques semaines : leur « arrivée » entraîne une mobilisation d'une partie des habitants du quartier, sous l'influence des militants fascistes actifs au sein de la communauté italienne vivant dans ce secteur⁷⁸⁶. Des affrontements violents font plusieurs blessés, dont Albert Saint-Martin, entraînant la fermeture définitive de la salle. Les locaux de la coopérative d'imprimerie Spartakus dans le quartier Pointe-Saint-Charles subissent un sort similaire : l'intervention de la police empêche les communistes libertaires de s'implanter dans le sud-ouest de Montréal, un secteur où l'UO et l'AH commencent à développer une assise militante.

Les militants doivent donc renoncer à ces projets d'expansion en 1933, ce qui les oblige à recentrer leurs activités au centre-ville où vivent d'ailleurs la majorité des membres de l'AH et de l'UO. Un peu plus de 50% des adresses que nous avons identifiées sont situées dans le quadrilatère compris entre la rue Sherbrooke au nord, la rue d'Iberville à l'est, le fleuve au sud, et le boulevard Saint-Laurent à l'ouest. Ce pourcentage est légèrement supérieur à celui observé au cours de la période 1924-1930. C'est dans ce secteur, tout particulièrement sur les rues Wolfe et Montcalm, que résident une bonne partie des militants-pivots présents dans notre échantillon – Albert Saint-Martin, Jean-Michel Vandal, Ernest Despaties, Louis Pelletier, Eva Varrieur, etc. – ainsi que la plupart des femmes que nous avons identifiées.

Au cours des années 1930, la salle de l'UO située sur la rue Montcalm devient l'épicentre du milieu communiste libertaire. Soir après soir, des cours se succèdent sur divers sujets – économie politique, physique, langue Ido,

⁷⁸⁶ Une rumeur court dans le quartier à l'effet que des « communistes » ont insulté des paroissiens lors d'une procession religieuse, ce que démentent les militants visés par ces accusations.

sociologie, éloquence – en plus des assemblées de la LRF et l’AH, des conférences contradictoires du dimanche après-midi et des activités sociales en tout genre – soirées musicales ou théâtrales, parties de carte, etc. On y célèbre aussi des fêtes comme le Mardi gras ou encore la Sainte-Catherine où les familles sont invitées à participer. Cette vie associative, riche et variée, permet de faire rayonner une sociabilité ouvrière fondée sur des valeurs de liberté, d’égalité et de solidarité au cœur des faubourgs ouvriers du centre-ville. Cela nous aide à comprendre ce qui motive le clergé à redoubler d’efforts pour reconquérir ce territoire, gangréné par les « doctrines libertaires et subversives ». En établissant en juin 1935 les locaux de l’Université ouvrière catholique, de l’Association humanitaire catholique et du Réveil féminin catholique devant ceux de l’Université ouvrière « communiste », le père Archange Godbout entend faire contrepoids aux efforts déployés par les militants révolutionnaires à l’échelle du quartier⁷⁸⁷. S’il s’avère difficile de mesurer l’effet concret de ces contre-mouvements dans la dissolution des groupes associés au milieu communiste libertaire, leur mise sur pied témoigne du sentiment d’urgence qui anime le clergé face à la progression des idées révolutionnaires et anticléricales au sein de la classe ouvrière montréalaise

3.4 Conclusion

3.4.1 La dissolution du milieu communiste libertaire, 1936-1937

« Rome ou Moscou ? Le choix est tout fait, chers ouvriers ! Pas d’hésitation possible ! À bas Moscou ! Vive Rome ! À bas Staline ! Vive Pie XI ! À bas Satan ! Vive Jésus-Ouvrier ! »⁷⁸⁸

Trente ans se sont écoulés depuis la première manifestation du 1^{er} mai à Montréal. Que reste-t-il du mouvement construit patiemment par Albert Saint-Martin et ses camarades de lutte ? La disparition de l’UO annonce la fin des conférences « publiques et contradictoires » qui avaient permis aux idées révolutionnaires de se frayer un chemin auprès de milliers d’ouvriers canadiens-français. Si Saint-Martin continue d’être invité à prononcer des conférences publiques⁷⁸⁹, le cœur n’y est plus. En 1939, il publie néanmoins un dernier livre intitulé *Frankenstein ou Consommateurs*⁷⁹⁰. Dans cet exposé, qui reprend en partie le contenu d’une conférence prononcée au Labor College près de 20 ans plus tôt, Saint-Martin aborde certains thèmes qu’il a développés au début des années

⁷⁸⁷ « Université ouvrière catholique face à l’Université communiste », *La Presse*, 22 juin 1935, p. 19. Ce local est situé au 1168, Sainte-Catherine Est.

⁷⁸⁸ RP H. Levasseur, C.S.S.R., Causerie prononcée sur les ondes de CKCH. Reproduit dans *Le Droit*, 3 mai 1937.

⁷⁸⁹ « MM. Saint-Martin et Francq conférenciers », *L’Autorité*, 26 janvier 1935, p. 1.

⁷⁹⁰ Albert Saint-Martin, *Frankenstein ou Consommateurs*, Montréal, Ligue des consommateurs, 1939, 144 p. La Ligue des consommateurs sera enregistrée comme coopérative pendant la Deuxième Guerre mondiale. Quelques anciens membres de l’UO en font alors partie.

1930 lorsqu'il amorce sa réflexion sur la technocratie. À son avis, la bannière de « consommateur » doit rallier l'ensemble des hommes sous le joug de l'oligarchie bancaire, par-delà les religions et les idéologies. Saint-Martin conclut en proposant le Crédit-Social comme système de redistribution de la richesse, appelant même les consommateurs à voter pour des partis défendant cette option, renonçant à la position abstentionniste qu'il défend depuis une quinzaine d'années⁷⁹¹.

Pour sa part, l'AH poursuit ses activités jusqu'en 1936 au sein du Front populaire où Joseph-Émile Godin occupe un rôle important. Cette coalition organise plusieurs grandes assemblées sur différents marchés publics, lesquelles attirent des milliers de personnes. Confiant devant le succès remporté par ces rassemblements, Godin se présente aux élections provinciales de 1936 sous la bannière du PCC dans la circonscription de Sainte-Marie en tant que candidat du « parti des affamés »⁷⁹². Son maigre résultat – 288 voix – à l'effet d'une douche froide. Amer face au manque de soutien des militants du PCC dans sa campagne, celui-ci se retire complètement de l'action politique⁷⁹³. Après son départ, l'AH change de nom pour devenir La Protection des Citoyens de Montréal sous la direction de Napoléon Nadeau avant de disparaître sans laisser de trace⁷⁹⁴.

L'élection provinciale de 1936 a des conséquences importantes sur le champ politique révolutionnaire. Le Parti libéral est défait par une nouvelle formation politique, l'Union nationale, dirigée par l'ancien chef du Parti conservateur du Québec, l'avocat Maurice Duplessis. Dès l'année suivante, celui-ci dépose à l'Assemblée nationale un projet de loi controversé destiné à enrayer une fois pour toute le communisme dans la province. Adoptée à l'unanimité par le parlement, la *Loi protégeant la province contre la propagande communiste* entre en vigueur le 24 mars 1937. Ses effets sont bien connus : les autorités policières utilisent ses dispositions pour procéder à l'arrestation de militants soupçonnés de communisme, « cadenasser » leurs locaux de réunions, perquisitionner leurs domiciles et saisir toute littérature jugée « subversive ». D'après le militant anarchiste Paul Faure, lui-même visé par une descente policière à son domicile, cette loi met définitivement un terme aux activités du milieu communiste libertaire :

⁷⁹¹ L'année précédente, Saint-Martin assiste à un congrès organisé par les « théoriciens du Crédit social » à Saint-Hyacinthe où sa présence est remarquée : « M. Albert Saint-Martin, le chef socialiste de Montréal, circulait dans la foule pendant l'assemblée ». Voir : « Le congrès du Crédit social », *Le Courrier de Saint-Hyacinthe*, 3 juin 1938, p. 1.

⁷⁹² « Candidat du "parti des affamés" dans le comté de Ste-Marie », *Le Canada*, 23 juillet 1936, p. 16.

⁷⁹³ Kealey et Whitaker, *Depression Years, Part III*, p. 453.

⁷⁹⁴ *Ibid.*

Il a suffi d'une loi dite du cadenas, loi d'exception par excellence visant les communistes mais appliquée à tous les éléments considérés comme non conformistes, pour que les camarades rentrent sous la tente, leur chef en tête [Saint-Martin], l'âme dirigeante, qui je dois l'admettre était la seule valeur de la bande. Il était âgé et sans doute voyant qu'il ne pouvait compter même sur ses rares lieutenants, il cessa toute activité. Ce fut la fin, cela se passa vers 1937. À quelques reprises, j'ai tenté de pousser à l'action les quelques rares Canadiens qui avaient été le plus en vue dans le mouvement. Mais hélas ! Aucun n'a voulu reprendre la lutte. Apparemment chacun songeait à sa situation économique et reprenait sa course aux dollars. La propagande, cela ne paie pas. D'ailleurs j'en sais quelque chose⁷⁹⁵.

Après l'adoption de la Loi du cadenas, les communistes libertaires ne tiennent aucune autre activité publique connue, pas même durant la Guerre civile espagnole, un événement qui mobilise pourtant les milieux révolutionnaires à travers le monde⁷⁹⁶. Leurs idées restent toutefois bien présentes dans les cercles progressistes de la métropole. Le militant communiste Emery Samuel s'en plaint d'ailleurs ouvertement en septembre 1937, attaquant très durement les « idées de la petite-bourgeoisie radicale (Technocratie teintée d'anarchisme) »⁷⁹⁷. De toute évidence, l'anticléricalisme de ces « sociologues astronomes »⁷⁹⁸ a encore des partisans à Montréal. Mais sans relais organisationnel, cette influence reste longtemps diffuse, intangible. Il faudra attendre la fin des années 1940 pour qu'elle surgisse à nouveau, sans préavis, à travers un manifeste qui aura un effet retentissant dans le paysage intellectuel québécois : le *Refus global*⁷⁹⁹. C'est cette question, celle de la transmission de l'héritage culturel et politique au sein des milieux de gauche québécois, que nous examinerons dans la conclusion de notre thèse.

⁷⁹⁵ IFHS, 14AS 209, Fonds É. Armand, Lettre de Paul Faure à E. Armand, Montréal, 12 juillet 1956.

⁷⁹⁶ Des militants associés au milieu communiste libertaire combattent en Espagne dans le camp républicain pendant la guerre civile. Ayant adhéré au PCC après son passage à l'ARS puis à l'IWW, Joseph Campbell sert dans les Brigades Internationales (Bataillon Abraham Lincoln) et meurt lors d'un affrontement à Jarama le 27 février 1937. Le journal communiste *Clarté* consacre un court article biographique à son sujet : « Joseph Campbell », *Clarté*, 22 mai 1937, p. 1. Selon certaines sources – voir références plus bas – les frères Zola et Ferrer Marcelin, fils jumeaux du militant socialiste, puis communiste Zotique Marcelin, auraient servi dans différentes unités avant de revenir au Canada – indemnes – après la fin du conflit. Ferrer Marcelin sera incarcéré dans un camp disciplinaire des Brigades Internationales à Figueras. Le journal *Clarté* consacre un court article biographique à Campbell : « Joseph Campbell », *Clarté*, 22 mai 1937, p. 1. Voir également : Au sujet de Campbell : <https://spanishcivilwar.ca/volunteers/joseph-campbell> ; Au sujet de Ferrer Marcelin : <https://spanishcivilwar.ca/volunteers/ferrer-mercelin> ; Au sujet de Zola Marcelin : <https://spanishcivilwar.ca/volunteers/zola-mercelin>

⁷⁹⁷ Emery Samuel, « Ce qui reste de la mauvaise école », *Discussion*, septembre 1937, p. 3.

⁷⁹⁸ *Ibid.*

⁷⁹⁹ Sur les liens entre les signataires du *Refus global* et la pensée anarchiste, voir : Mathieu Houle-Courcelles, *Sur les traces de l'anarchisme au Québec (1860-1960)*, Montréal, Lux Éditeur, 2008, pp. 183-218.

Conclusion

Le 9 février 1947, Albert Saint-Martin meurt à son domicile à l'âge de 83 ans. Les rares articles publiés dans les journaux au lendemain de son décès ne laissent rien transparaître de son itinéraire politique au cours des cinquante dernières années. « Montréalais bien connu »⁸⁰⁰, l'action politique de Saint-Martin est retombée dans l'oubli, tout comme les mouvements qu'il a contribué à forger aux côtés de centaines d'autres militants au fil des ans. Sa famille procède aux obsèques en cherchant à éviter toute publicité. Dans la discrétion, le corps de Saint-Martin est d'abord incinéré avant que ses cendres ne soient ensevelies au cimetière protestant d'Hawtorn-Dale à Pointe-aux-Trembles⁸⁰¹. Nous ignorons ce qu'il advient de ses documents personnels ou de sa bibliothèque. Aucune archive ne semble avoir été conservée par ses proches. Depuis sa séparation avec sa femme trente ans plus tôt, les liens de Saint-Martin avec les membres de sa famille n'ont cessé de se détériorer. Interrogée à ce propos, sa petite-fille, l'historienne de l'art Fernande Saint-Martin, rapporte l'anecdote suivante : « j'ai appris l'existence de mon grand-père le jour où il est mort. Nous étions réunis autour de la table pour le souper dominical lorsque le téléphone sonna. Mon père nous apprit le décès d'un grand-père dont on m'avait jusqu'alors caché jusqu'à l'existence »⁸⁰².

Le cas de Saint-Martin n'est pas isolé. La transmission d'un patrimoine culturel et politique au sein de la structure familiale demeure aléatoire. Pour l'historien à la recherche d'informations sur un militant décédé, l'entretien avec les descendants s'avère souvent peu concluant. Que retiennent ces derniers après le passage du temps ? Bien que la famille reste un important vecteur de transmission des valeurs et des comportements sociaux, elle n'est qu'un des multiples lieux de socialisation pour l'individu au même titre que l'école ou le marché du travail. Si l'engagement apporte son lot de bénéfices avec la gratification issue de la solidarité ainsi que de l'accomplissement personnel et collectif, qu'en est-il de ses retombées sur les autres membres de la famille ? Ceux-ci peuvent arriver au constat que l'engagement parental eu des conséquences négatives sur leur propre développement socio-affectif : sentiment d'abandon lié à l'absence, tensions familiales, appauvrissement du ménage suite à une perte d'emploi, stigmatisation, etc.⁸⁰³ Le poids des conventions et des structures sociales

⁸⁰⁰ « M. Albert Saint-Martin est décédé subitement hier, à l'âge de 85 ans », *Le Canada*, 10 février 1947, p. 14.

⁸⁰¹ Larivière, *Albert Saint-Martin*, p. 160.

⁸⁰² *Ibid.*, p. 7-8.

⁸⁰³ Le documentaire de la cinéaste Manon Barbeau témoigne bien de ces difficultés : Manon Barbeau, *Les enfants de Refus global*, Office National du Film, 1998, 74 minutes, https://www.onf.ca/film/enfants_de_refus_global, consulté le 6 décembre 2019.

pèse lourd dans la transmission du patrimoine culturel et politique. Il en va de même pour le bilan – positif ou négatif – que peuvent faire les militants sur leur propre engagement passé.

Si les militants sont en partie responsables de cette coupure générationnelle en omettant de préserver et de mettre en valeur leur propre patrimoine, d'autres facteurs plus fondamentaux permettent d'expliquer cette situation. Dans le cas présent, une partie de la réponse réside dans l'écart entre les fondements de la culture politique des militants communistes libertaires et les valeurs dominantes de la société canadienne-française, mais aussi dans les modes d'expression privilégiés par ces militants pour faire rayonner leurs idées.

Telle qu'elle se manifeste au début des années 1930, la culture politique du milieu communiste libertaire est le résultat d'une longue évolution qui remonte bien avant la Première Guerre mondiale. Celle-ci trouve d'abord son origine dans les combats menés au début du 20^e siècle par les cercles socialistes et anarchistes de langue française à Montréal. Dès 1905, on voit se constituer dans la métropole une myriade de groupes, de collectifs et de partis révolutionnaires au sein desquels plusieurs militants comme Albert Saint-Martin font leurs premières armes. Divisées sur le plan idéologique et segmentées sur des assises ethnolinguistiques, ces formations développent néanmoins des pratiques d'entraide débouchant sur des projets communs : célébration du 1^{er} mai, partage de locaux, formation de coopératives, campagnes de solidarité, soutien aux travailleurs en grève. La plupart de ces groupes mettent aussi l'accent sur l'éducation comme moyen d'émancipation, que ce soit par le biais de conférences et d'assemblées publiques, de la diffusion de journaux, de tracts et de brochures, ou encore par la constitution de bibliothèques où les militants mettent en commun leurs ressources et leurs références.

La culture politique des militants communistes libertaires possède ainsi des références qui les distinguent des autres groupes militants. Le concept de référence s'imbrique dans une analyse de la culture politique car il implique la socialisation au sens donné par Fernand Dumont. Dans *Genèse de la société québécoise*⁸⁰⁴, Dumont explicite la référence comme un élément distinctif partagé par une communauté affective, communauté qui n'est pas nécessairement exclusive et peut aussi participer d'une autre. Ces références – l'anticléricalisme, l'anticapitalisme, la révolution, l'antiautoritarisme et l'internationalisme – sont des dimensions essentielles de la culture politique des militants communistes libertaires.

⁸⁰⁴ Fernand Dumont, *Genèse de la société québécoise*, Montréal, Boréal, 1993, p. 342-352.

Une culture anticléricale

Un certain nombre de références distinguent les militants de langue française de leurs camarades juifs ou anglophones. Le premier d'entre eux est sans contredit la lutte contre l'influence religieuse. Si l'on sait que les anarchistes juifs furent actifs sur cette question, l'enjeu occupe une place centrale dans les milieux progressistes francophones. L'anticléricisme est en effet une référence dominante qui permet d'unir ces militants avant, pendant et après la Première Guerre mondiale. Si la plupart d'entre eux sont athées et cherchent à démontrer l'inexistence de Dieu à l'aide d'arguments inspirés de leurs lectures philosophiques ou scientifiques, leur critique est d'abord dirigée vers les institutions religieuses. Revendiquant la liberté de conscience, les militants communistes libertaires s'opposent vigoureusement à l'autorité du clergé dans les affaires temporelles, tout particulièrement en matière d'éducation. L'attitude de ces militants face aux croyants ne fait toutefois pas consensus. Certains encouragent leur présence aux assemblées, pourvu qu'ils soient prêts à débattre de leurs idées. D'autres, au contraire, considèrent avec mépris ceux qui persistent à se faire « bourrer le crâne » par le clergé et s'obstinent à conserver leurs « superstitions ». Les mêmes dynamiques s'observent chez leurs adversaires. Si les milieux catholiques intransigeants refusent d'engager tout « dialogue » avec les « apostats », d'autres comme le père Archange Godbout se prêteront au jeu, suscitant la réprobation autour d'eux.

Ces prises de position placent évidemment les militants en porte-à-faux avec les valeurs dominantes de la société canadienne-française, marquée par une forte imprégnation du fait religieux dans divers aspects de la vie quotidienne, à la fois dans l'espace public et dans la sphère privée. Avant la Première Guerre mondiale, les socialistes et les anarchistes peuvent compter sur l'appui des réseaux de libres penseurs et le soutien discret du journal *Le Pays* ou des loges franc-maçonnnes. Dans ce milieu, le socialisme et l'anarchisme sont perçus comme des philosophies politiques dont on peut discuter les mérites. Ce soutien disparaît presque entièrement après 1914 alors que les milieux libéraux progressistes se rallient majoritairement à l'effort de guerre. Ses principaux porte-paroles ne cachent pas leurs inquiétudes face à la révolution d'Octobre et aux thèses défendues par les bolchéviques. Il faut attendre le milieu des années 1930 pour que ces rapports puissent reprendre timidement, au moment où se multiplient les attaques de l'État et du clergé catholique contre la liberté de conscience et de parole.

Une culture anticapitaliste

La critique des fondements du système capitaliste est une autre référence essentielle de la culture politique des militants communistes libertaires. Influencé par Marx et Proudhon, Albert Saint-Martin s'attaque vigoureusement à la propriété privée des moyens de production et dénonce l'exploitation salariale. Il imagine très tôt les contours d'une société sans argent, où les producteurs s'organiseraient selon le principe communiste : « De chacun selon ses moyens à chacun selon ses besoins ». Déjà présente chez les socialistes utopiques avant d'être reprise par Marx et des penseurs anarchistes comme Kropotkine, cette maxime sera abondamment utilisée par les membres du milieu communiste libertaire afin de décrire leur programme économique. Elle constitue un trait d'union, voire un élément d'appartenance communautaire entre les militants issus de la tradition socialiste et ceux provenant de l'anarchisme.

Très tôt, ceux-ci cherchent à appliquer ce principe à travers une série d'expériences coopératives préfigurant la société communiste à laquelle ils aspirent. Nous avons décrit en détail le fonctionnement de ces coopératives de production et de consommation dans notre premier chapitre. Celles-ci trouvent leur aboutissement avec La Kanado, un « milieu libre » qui se développe à partir de 1910 grâce aux efforts déployés par un militant anarchiste, Arthur Maillard, et un militant socialiste, Albert Saint-Martin. Après une pause pendant la guerre, les expériences préfiguratives reprennent à partir de 1925 avec la mise sur pied de la coopérative Canada Taxicab et des comptoirs d'épicerie Spartakus. D'autres coopératives verront le jour pendant la crise économique des années 1930, mais celles-ci prennent un aspect plus politique qu'économique. À la fois comme objectif stratégique et comme praxis, cette forme d'engagement constitue l'une des caractéristiques fondamentales de la culture de ce milieu et de ses militants pendant près d'une trentaine d'années.

Une culture révolutionnaire

Le désir de révolution est la troisième référence centrale de la culture politique du milieu communiste libertaire. À l'image de la plupart des militants révolutionnaires avant la Première Guerre mondiale, les socialistes de langue française ont les yeux tournés vers la France lorsqu'il s'agit de trouver des modèles auxquels se rattacher : la Grande Révolution de 1789 bien sûr, mais aussi la Commune de Paris de 1871. Cette influence se reflète notamment dans leurs codes culturels. Après avoir adopté la Marseillaise, qui est d'abord pour eux un hymne

révolutionnaire bien avant d'être un chant patriotique, ils optent ensuite pour l'Internationale, dont les paroles raisonneront dans chacune de leurs réunions jusqu'au milieu des années 1930.

Avant 1917, Albert Saint-Martin reste attentif aux stratégies mises de l'avant par les socialistes français. Il se présente comme candidat à diverses reprises lors d'élections municipales et provinciales, profitant de la tribune qui lui est offerte pour faire connaître ses idées. Sans rejeter d'emblée la voie électorale, Saint-Martin demeure convaincu que le changement social ne peut survenir sans un renversement de l'ordre établi, tournant le dos au réformisme qui caractérise ses premières années d'implication au Parti ouvrier.

La révolution d'Octobre bouleverse complètement la donne. Après avoir soutenu l'idée de grève générale entre 1917 et 1919, la majorité des communistes libertaires adoptent une position que nous pourrions qualifier d'insurrectionnaliste. Ils se tournent pendant quelques années vers les formes d'organisation proposées par les bolchéviques russes qu'ils tentent de reproduire à Montréal, non sans difficulté. Rattrapés par la « realpolitik » du Komintern et les volontés hégémoniques du PCC, Saint-Martin et ses camarades partent à la recherche de nouveaux modèles. Délaissant l'idée de construire un parti d'avant-garde à partir de 1924, ils s'intéressent pendant un temps à la révolution mexicaine avant d'aboutir au début des années 1930 à des conceptions qui s'apparentent au davantage spontanéisme. Dans le chaos causé par la crise économique, ces militants estiment que le changement révolutionnaire peut surgir de l'exacerbation des contradictions internes du système capitaliste grâce à l'auto-organisation des masses. Le rôle des militants n'est pas de diriger cette lutte, mais plutôt d'effectuer un travail d'éducation afin de faire prendre conscience aux exploités qu'ils ont la force nécessaire pour procéder, sans intermédiaire, au renversement du système capitaliste.

Une culture antiautoritaire

De façon générale, la culture politique de ces militants repose tout au long de la période étudiée sur une référence antiautoritaire. Cela se traduit par une volonté assumée de penser par eux-mêmes en développant un esprit critique face aux dogmes religieux, politiques, économiques et sociaux. Leur répertoire d'action repose en grande partie sur la création d'un rapport de force face au pouvoir. Refusant la discipline imposée par en haut, ces militants affichent également une méfiance face aux partis politiques « traditionnels » qui les conduits,

au début des années 1930, à refuser le jeu électoral et à promouvoir l'abstentionnisme. En lieu et place, ils privilégient l'action directe et la mise en place de contre-institutions. Critique face au mariage et au modèle de la famille patriarcale, le milieu communiste libertaire reste toutefois marqué par une culture militante très masculine, ce qui a des conséquences négatives sur la représentation des femmes au sein du mouvement.

Cette référence antiautoritaire ne se vit pas en vase clos : elle s'exprime sur la place publique et dresse contre elle de puissantes institutions. Marginale avant 1914, la répression s'abat sur le milieu communiste libertaire à deux moments précis : pendant de la crise de la conscription et les premières années d'après-guerre (1917-1921), puis au début des années 1930, alors que la crise économique est à son paroxysme (1932-1935). D'après les sources que nous avons consultées, environ le quart des militants actifs pendant l'entre-deux-guerres ont des démêlés avec la justice en lien avec leurs activités politiques, en plus d'être fichés et espionnés par la police. Pour certains, cette pression se prolonge bien après la fin de leur implication active dans le mouvement. Trouvé coupable d'avoir eu en sa possession de la littérature communiste en 1942, le cas d'Émile Arbogast illustre bien les difficultés rencontrées par plusieurs militants au cours de la Deuxième Guerre mondiale⁸⁰⁵. La situation politique de l'après-guerre, marquée par la Guerre froide et un climat de répression anticommuniste, ne fait rien pour améliorer les choses. Beaucoup n'ont d'autre choix que de tirer un trait sur leur engagement passé.

Une culture internationaliste

Tout au long de la période étudiée, les pratiques militantes du milieu communiste libertaire demeurent ancrées dans l'espace politique montréalais. Rejetant le nationalisme étroit et les grands récits patriotiques, ces révolutionnaires vont toutefois affirmer très tôt leur solidarité avec les luttes menées par la classe ouvrière par-delà les frontières. Avant la Première Guerre mondiale, ceux-ci apportent leur soutien aux militants persécutés à travers le monde en organisant des levées de fonds, des campagnes pour sensibiliser la population montréalaise à leur situation ou encore des assemblées publiques pour souligner leur mémoire. Les manifestations du 1^{er} mai leur donnent l'occasion de montrer qu'ils font partie d'un vaste mouvement à l'échelle

⁸⁰⁵ D'anciens militants de l'Association humanitaire comme Napoléon Nadeau seront notamment détenus dans des camps d'internement à cause de leur appartenance au PCC. Voir à ce sujet : Michael Martin, *The Red Patch. Political Imprisonment in Hull, Quebec during World War II*, 2007, 284 p., <https://www.socialisthistory.ca/Docs/History/RedPatch.pdf>, consulté le 6 décembre 2019.

transnationale, uni par des sensibilités politiques communes⁸⁰⁶. Pendant la crise de la conscription, les militants révolutionnaires vont établir des liens entre le combat mené au Québec contre l'impérialisme britannique et les luttes de libération nationale qui se dessinent en Irlande ou en Inde. L'internationalisme constitue ainsi une autre référence des militants.

Tournant le dos à toute rhétorique militariste ou xénophobe, ils maintiennent pendant toute la durée du conflit des positions similaires à celles des tendances internationalistes qui expriment leur dissidence au sein du mouvement ouvrier français et européen. La guerre terminée, les militants ralliés au communisme se portent à la défense de la révolution russe et dénoncent à de nombreuses reprises le régime fasciste de Benito Mussolini, de même que les agressions impérialistes en Chine ou encore l'assassinat programmé de Nicola Sacco et de Bartolomeo Vanzetti par la justice américaine.

De manière plus concrète, les idées et les pratiques internationalistes du milieu communiste libertaire montréalais sont en grande partie tributaires des liens étroits que ses membres ont noué avec des militants de différentes origines. La présence d'un nombre significatif d'immigrants au sein des groupes formés par ce milieu a permis à celui-ci de s'ouvrir à d'autres réalités. Ces échanges ont pris plusieurs formes au fil des ans : accueil de militants étrangers, séjour « politique » en France, diffusion à grande échelle de littérature révolutionnaire importée d'Europe ou des États-Unis, etc. L'importance accordée à l'esperanto, puis à l'ido, témoigne également de cette sensibilité.

Un message inaudible ?

L'expérience vécue par les communistes libertaires montréalais pendant l'entre-deux-guerres est exemplaire. Ses militants vont chercher à tracer leur propre voie, malgré la complexité des obstacles qui se dressent devant eux. On constate toutefois que leur message devient de plus en plus inaudible à partir du milieu des années 1930. Divers facteurs nous semblent avoir eu effet déterminant sur cette perte d'influence et la dissolution subséquente de ce milieu à la fin de la décennie.

⁸⁰⁶ Voir à ce sujet : Danielle Tartakowsky, « Le 1^{er} mai », Pigenet et Tartakowsky, dir., *Histoire des mouvements sociaux en France*, p. 271-282.

Le premier de ces facteurs est lié à la formation politique d'Albert Saint-Martin, laquelle reste marquée par les combats menés avant la Première Guerre mondiale par les groupes socialistes et les réseaux de libres penseurs. Si la pensée et les pratiques de Saint-Martin évoluent après la révolution russe, les positions qu'il défend au cours des années 1930 trahissent son « âge » militant. Nous pensons notamment à ses nombreuses références au socialisme « utopique », lesquelles semblent de plus en plus anachroniques face aux nouveaux enjeux posés par la crise économique. Alors que la plupart des formations politiques de gauche s'opposent au libre-marché en revendiquant une plus grande intervention de l'État dans l'économie, les militants regroupés autour d'Albert Saint-Martin cherchent à « moderniser » leur projet révolutionnaire – le communisme intégral – en s'inspirant des idées émises aux États-Unis par les partisans de la Technocratie. Dans sa forme comme dans son contenu, cette approche s'avère peu concluante et montre rapidement ses limites.

L'isolement politique du milieu communiste libertaire nuit également à son développement. La force de l'Église catholique dans la société canadienne-française a permis au milieu communiste libertaire de s'établir comme contre-pouvoir dans les quartiers centraux de Montréal. Ce rapport de force est toutefois inégal. Le poids politique de l'Église est considérable : elle peut compter sur un puissant réseau de militants et d'organisations sociopolitiques. Ce réseau va mobiliser toutes ses énergies pour mettre en échec l'Université ouvrière en déployant différentes stratégies : interventions répétées auprès du gouvernement de Louis-Alexandre Taschereau, harcèlement des militants anticléricaux, mise sur pied de contre-mouvements. À l'inverse, le milieu communiste libertaire ne peut compter que sur ses propres moyens pour assurer sa survie. Du côté du PCC, on estime que cette lutte contre l'Église catholique est perdue d'avance. La GRC arrive également au même constat : « (...) it is very obvious that any radical who attacks the church in this province is asking for trouble »⁸⁰⁷.

Les attaques répétées du milieu communiste libertaire contre la religion catholique servent également de prétexte à l'extrême droite pour s'en prendre physiquement à ses membres, comme le montre l'attaque contre la salle de conférence de l'Université ouvrière sur la rue Saint-Zotique en 1933. Les 75 militants communistes libertaires présents sur place ne font pas le poids devant les 3500 personnes mobilisées par les organisations fascistes italiennes et canadiennes-françaises. Les signes d'affrontements entre les forces de gauche et celles de droite s'accumulent tout au long de cette décennie, que ce soit à l'échelle locale ou à l'échelle internationale.

⁸⁰⁷ Kealey et Whitaker, *Depression Years, Part I*, p. 41.

Ce contexte rend nécessaire aux yeux de nombreux militants la création de nouveaux réseaux de résistance. Si des militants de l'UO participent à l'organisation de rassemblements antifascistes⁸⁰⁸, leurs positions pacifistes tranchent avec celles de la majorité des militants révolutionnaires. Lors d'un meeting organisé à Verdun le 10 octobre 1933 auquel participent plus de 200 représentants d'une quarantaine d'organisations ouvrières, « One Bedard [Philippe Bédard], a member of the Association Humanitaire, deprecated the use of force in opposing Fascism, saying that to do this would encourage the Fascists to use weapons against them »⁸⁰⁹. Les membres du PC envisagent pour leur part la mise sur pied d'unités d'autodéfense pour assurer la protection des réunions politiques contre les fascistes, une proposition accueillie favorablement par de nombreux délégués présents à cette assemblée.

En adoptant sa ligne de front antifasciste, le PCC arrive à répondre au défi posé par la montée de l'extrême droite. Le parti met notamment sur pied la Ligue canadienne contre la guerre et le fascisme, à laquelle se joint l'Association humanitaire⁸¹⁰. Cette ouverture l'amène à proposer la création du Front populaire, une vaste coalition progressiste mise sur pied à Montréal à l'initiative des militants du PCC. Le Front populaire ratisse large, par-delà les frontières linguistiques ou ethnoculturelles⁸¹¹. Comprenant à la fois des organisations politiques, des groupes religieux⁸¹² et divers mouvements sociaux présents à l'échelle des quartiers, le Front populaire arrive à créer un rapport de force favorable face à l'administration municipale dirigée par le maire Camillien Houde en mobilisant des milliers de personnes lors d'une série d'assemblées publiques organisées tout au long de l'année 1936.

L'isolement politique du milieu communiste libertaire se manifeste également à d'autres échelles. Bien qu'intégrés aux réseaux d'échanges transnationaux, ses militants demeurent confinés en périphérie des grands

⁸⁰⁸ « Plusieurs orateurs s'attaquent au Fascisme, hier soir », *La Patrie*, 28 juin 1933, p. 3.

⁸⁰⁹ Kealey et Whitaker, *Depression Years, Part I*, p. 48-49.

⁸¹⁰ L'Association humanitaire participe au 2^e congrès de cette organisation qui se tient à Toronto du 6 au 8 décembre 1935. Voir à ce sujet : *The People versus War and Fascism, Proceedings : Second National Congress Against War and Fascism*, Toronto, Canadian League against War and Fascism, 1935, 39 p.

⁸¹¹ On compte parmi les groupes associés au Front Populaire l'Afro-Canadian League, mise sur pied par les éditeurs du journal *Free Lance*, Edward Packwood, William Trott et Eric Hercules. « *The Free Lance* fait la promotion des idées de Marcus Garvey, chef de file du Back to Africa Movement et fondateur de la Universal Negro Improvement Association, et maintient une perspective résolument antifasciste et anti-impérialiste ». Voir à ce sujet l'étude cas de Dorothy W. Williams publiée dans Carole Gerson et Jacques Michon, dir., *Histoire du livre et de l'imprimé au Canada, v. 3. De 1918 à 1980*, nouvelle édition [en ligne], Montréal, PUM, 2007. <http://books.openedition.org/pum/17089>, consulté le 6 décembre 2019.

⁸¹² Pensons notamment à la Mission Chrétienne Française, dirigée par le pasteur Joseph-Albert Giguère. Cet ancien Oblat est également président de la section française de l'Association des amis de l'Union soviétique en 1936-1937.

débats idéologiques qui agitent le mouvement ouvrier à travers le monde. Les militants communistes libertaires n'adhèrent à aucune « internationale » et les rares tentatives de se joindre à des mouvements pancanadiens – comme l'OBU – se soldent par des échecs. Ce n'est donc pas une surprise si l'écho des luttes qu'ils mènent dans la métropole résonne très peu dans les milieux révolutionnaires à l'extérieur du Québec.

À l'occasion d'un séjour de recherche à Paris à l'automne 2015, nous avons dépouillé une partie de la presse anarchiste, syndicaliste révolutionnaire et communiste intégrale produite en France entre 1906 et 1914, puis de 1919 à 1925, à la recherche d'articles portant sur le Québec ou le Canada. Sans être exhaustif, cet exercice nous a permis de faire quelques observations. Avant la Première Guerre mondiale, on remarque la publication de nombreux articles portant sur les campagnes menées par les milieux socialistes et libertaires montréalais, mais aussi sur l'influence du cléricisme dans la société canadienne-française. Ces textes se retrouvent tout particulièrement dans le journal anarchiste *Les Temps Nouveaux* et dans le bulletin anticlérical *La Calotte*. Souvent anecdotiques, la plupart d'entre eux sont écrits par Arthur Maillard, un militant-pivot actif au cercle Alpha Omega et au PSC. Après la guerre, les articles se raréfient. Hormis la couverture du mouvement de grève générale à l'été et à l'automne 1919 dans les pages de *La Vie Ouvrière* et d'une poignée de compte-rendu de voyage insérés dans des publications associés à la mouvance anarchiste-individualiste, la plupart des textes que nous avons retrouvés sont d'ordre purement général, traitant vaguement des conditions économiques dans le Dominion ou encore du mode de vie des Doukhobors établis dans l'Ouest canadien.

Un article publié en première page du journal communiste *L'Internationale* au mois d'avril 1919 a toutefois retenu notre attention. Le texte présente une critique de l'impérialisme britannique et de l'hypocrisie de la politique extérieure de la Grande-Bretagne, en lien avec la lutte menée par les Canadiens-français pour le respect de leurs droits. Le directeur de *L'Internationale*, Raymond Péricat⁸¹³, offre à ses lecteurs cette mise en contexte : « Le document que nous reproduisons ci-dessous est extrait de deux articles [parus] le 11 et 12 avril 1916 dans un journal [canadien] *Le Devoir*, sous la signature de son directeur M. Henri Bourassa. Est-il besoin d'ajouter que ces [événements] sont inconnus en France. Malgré que sa publication au Canada date de trois ans, nous croyons devoir en publier des extraits [pensant] qu'ils intéresseront les lecteurs de *L'Internationale* »⁸¹⁴. Le fait de retrouver un texte signé par l'un des principaux chefs de file du mouvement nationaliste canadien-français en première page d'une publication française apportant son soutien incondicional à la révolution d'Octobre peut

⁸¹³ Au sujet de Raymond Péricat, voir : <http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article125547>, notice PÉRICAT Raymond, Louis par Stéphane Sirot, version mise en ligne le 30 novembre 2010, dernière modification le 9 juillet 2019.

⁸¹⁴ « Une opinion sur l'Angleterre », *L'Internationale*, 12 avril 1919, p. 1.

sembler incongru. Cet exemple témoigne à notre avis des nouvelles lignes de fractures apparues pendant la guerre, lesquelles se répercutent à toutes les échelles, brouillant les repères traditionnels et modifiant le jeu des alliances. Il montre aussi les effets de la censure sur les échanges transnationaux. Pendant la guerre, ceux-ci ralentissent considérablement, jusqu'à tomber au point mort. Beaucoup de « relais » – militants, publications, organisations – s'effacent au cours de cette période, retardant la reprise de ces échanges après 1918.

Une culture orale

Un autre facteur nous permet d'expliquer en partie le caractère unidirectionnel de ces échanges transnationaux. Lorsqu'on s'attarde aux modes de diffusion privilégiés par les militants montréalais pour faire rayonner leur pensée et leurs actions, un constat s'impose : leur culture politique s'est transmise par la parole plutôt que par l'écrit. L'oralité s'inscrit pleinement dans la culture politique du Canada français de cette période. Cette dernière découle de la culture politique britannique, où les rituels des *speaker corners* et des duels oratoires sont prisés⁸¹⁵. L'oralité participe aussi de l'habilitation civique : dans un monde où l'analphabétisme et l'illettrisme sont monnaie commune, la prise de parole permet aux chômeurs, aux ouvriers, aux immigrants de s'émanciper en participant à la vie politique. Plus qu'une simple stratégie de communication, l'oralité devient une référence de la culture militante. Elle est valorisée par les membres du milieu communiste libertaire qui y voient un prolongement de leur action. Entre 1906 et 1935, ceux-ci ne collaborent qu'à une demi-douzaine de bulletins ou de journaux produits localement dont l'existence est souvent éphémère. Quant aux brochures publiées par ces militants, elles peuvent se compter sur les doigts d'une main. Le seul livre écrit par Albert Saint-Martin au cours de cette période est aujourd'hui introuvable, ce qui laisse planer un doute sur la diffusion de ce manuscrit à l'extérieur des cercles militants.

Dans le cadre de notre recherche, nous avons procédé à une recension méthodique des conférences publiques organisées par les membres de ce milieu entre 1906 et 1934. Même en excluant les « réunions d'affaires » se déroulant en privé, les nombreuses conférences présentées par Albert Saint-Martin au Labor College et les cours de langue qu'il anime pendant plus d'une trentaine d'années, les chiffres obtenus donnent le vertige. Entre 1906 et 1914, on dénombre près de 75 conférences publiques organisées à Montréal par ces militants, dont

⁸¹⁵ Martin Pâquet, « Le sport de la politique. Transferts et adaptations de la culture politique britannique au Québec, 1791-1960 », Hélène Destrempe et al. dir., *Des cultures en contact. Visions de l'Amérique du Nord francophone*. Québec, Nota Bene, 2005, p. 149-170.

une quarantaine en 1911 et 1912 alors qu'elles commencent à être annoncées dans le journal *Le Pays*. Entre 1915 et 1934, plus de 375 conférences publiques sont tenues au Temple du travail et dans les différentes salles occupées par l'Université ouvrière, dont 123 entre 1933 et 1934, deux années pendant lesquelles ces rencontres sont sténographiées par la police.

Les militants communistes libertaires affirment en 1933 que plus de 50 000 personnes ont participé aux rencontres tenues à l'Université ouvrière depuis sa fondation⁸¹⁶. En apparence élevé, ce chiffre nous semble toutefois assez proche de la réalité si l'on le compare aux estimations réalisées par les policiers ou les journalistes qui assistent à ces assemblées. L'importance de ce travail d'éducation et de propagande est colossal. Si le contenu de ces rencontres laisse des traces chez les participants et s'adapte aux caractéristiques de la classe ouvrière canadienne-française, ce mode de transmission a également ses limites. D'une part, elle n'encourage pas le développement du courant communiste libertaire à l'extérieur de la métropole, ce qu'un journal peut arriver à accomplir auprès de militants « isolés ». D'autre part, elle limite la possibilité d'échanges transnationaux bilatéraux, malgré l'intérêt et l'originalité de certaines des positions développées par les militants montréalais.

Le succès de cette formule est intimement lié à la capacité de ses acteurs à « captiver » les foules. Les conférences, ne l'oublions pas, sont alors considérées comme une forme de divertissement par beaucoup d'ouvriers. Comme le souligne Martin Pâquet, la culture politique canadienne-française assimile les formes de la culture sportive⁸¹⁷. C'est d'ailleurs ce qui ressort de divers témoignages de participants aux assemblées de l'Université ouvrière. Si le milieu communiste libertaire peut compter sur quelques orateurs chevronnés – pensons à Albert Saint-Martin, Gaston Pilon ou encore Albert-Ernest Forget – beaucoup de militants hésitent à monter sur la tribune pour exprimer leurs points de vue. L'Université ouvrière tente de pallier à ce problème en offrant des cours d'art oratoire à ses membres afin d'assurer une relève à l'organisation. Force est de constater l'échec de cette démarche : le vide causé par le départ de Saint-Martin et de Pilon ouvre la porte aux militants du PCC qui monopolisent la tribune de l'Université ouvrière à partir du début de l'année 1935. À défaut de pouvoir compter sur de nouveaux « passeurs » qui prendront à leur charge la transmission des connaissances

⁸¹⁶ BANQ-Q, Département du Procureur-Général de la Province de Québec, Dossier 722-1933. Rapports RE : Communistes à Montréal. Assemblée de l'Université ouvrière, 5 janvier 1933.

⁸¹⁷ Pâquet, « Le sport de la politique », p. 159-170.

et du savoir, le sort réservé à la parole ouvrière reste incertain. À l'image des autres cultures reposant sur la tradition orale, celle-ci résiste difficilement à l'épreuve du temps face aux cultures de l'écrit.

Du passé au présent

Au terme de notre thèse, nous devons nous interroger sur l'empreinte mémorielle et le patrimoine politique laissés par Albert Saint-Martin et les autres membres du milieu communiste libertaire dans l'expression de la culture politique des mouvements sociaux au Québec. Si l'expérience menée par ces militants prend fin à la fin des années 1930 après l'adoption de la Loi du cadenas, elle trouve un écho dans les luttes menées par les groupes populaires et les associations de défense des droits sociaux qui émergeront après la Révolution tranquille dans les principaux centres urbains de la province.

Comme le souligne Bernard Vallée, « les réalisations originales d'Albert Saint-Martin préfigurent le mouvement communautaire des années 1970 »⁸¹⁸, tout particulièrement en ce qui a trait aux champs d'intervention et aux modes d'organisation privilégiés. Le début des années 1970 au Québec reste marqué par une recrudescence des conflits de travail dans le secteur public comme dans le secteur privé, caractérisée par la grève générale du Front commun en 1972. Signe de la radicalisation et de la politisation du mouvement ouvrier, les centrales syndicales québécoises délaissent la Fête du travail et renouent avec la tradition du 1^{er} mai en organisant de grandes manifestations à travers la province dès 1973. Ce cycle de mobilisation s'accompagne d'un regain d'intérêt pour l'histoire du mouvement ouvrier. Grâce au soutien financier des centrales syndicales, le journal *Québec-Press* publie à deux reprises des cahiers spéciaux sur l'histoire des luttes ouvrières au Québec afin de souligner le 1^{er} mai⁸¹⁹. La mise sur pied des Éditions coopératives Albert Saint-Martin, qui publient en 1979

⁸¹⁸ Institut canadien d'éducation des adultes, *Les actes du colloque national sur l'éducation populaire au Québec*. 1991. Cité par le Regroupement d'éducation populaire en action communautaire des régions de Québec et Chaudière-Appalaches : <http://repac.org/leducation-populaire-a-une-histoire/>, consulté le 1^{er} décembre 2019. Henri Lamoureux arrive aux mêmes conclusions. Voir à ce sujet : Henri Lamoureux, « Les pratiques de lutte au décrochage dans le contexte de l'action communautaire autonome : au-delà d'une problématique de diplomation », *Actes de la 2^e rencontre nationale des organismes communautaires de lutte au décrochage*, ROCQLD, octobre 2009, p. 19. <https://www.roclد.org/wp-content/uploads/2018/10/Actes-2e-RN.pdf>, consulté le 2 décembre 2019.

⁸¹⁹ « 150 ans de luttes ouvrières au Québec », *Québec-Press*, 29 avril 1973, Supplément 1^{er} mai, 40 p. ; « Histoire du 1^{er} mai au Québec », *Québec-Press*, 5 mai 1974, Supplément, 28 p. À cette époque, le tirage moyen du journal s'établit à 25 000 exemplaires.

la biographie rédigée par Claude Larivière, contribue elle-aussi à raviver l'intérêt pour les idées et les pratiques des militants socialistes actifs au début du 20^e siècle.

Divers courants politiques s'intéressent aux expériences menées par Saint-Martin afin d'établir une filiation mémorielle entre les luttes du présent et celles du passé. Ce processus s'amorce en 1960 alors que réapparaît l'Université ouvrière. Le projet est mené par des membres du groupe communiste dirigé par Henri Gagnon, qui a rompu avec le PCC. On compte parmi ses membres des militants qui ont participé aux activités de l'Université ouvrière pendant les années 1920, dont Évariste Dubé et Willie Fortin⁸²⁰. D'autres secteurs des mouvements sociaux trouvent une correspondance entre leurs pratiques et celles mises de l'avant par les militants de l'Université ouvrière. C'est tout particulièrement le cas pour les groupes s'inscrivant dans une démarche d'éducation populaire autonome. Comme les membres du Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Québec le soulignent :

L'éducation populaire autonome, c'est l'ensemble des démarches d'apprentissage et de réflexion critique par lesquelles des citoyens et citoyennes mènent collectivement des actions qui amènent une prise de conscience individuelle et collective au sujet de leurs conditions de vie ou de travail, et qui vise à court, moyen ou long terme, une transformation sociale, économique, culturelle et politique de leur milieu.

Les luttes sociales sont indissociables des pratiques d'[éducation populaire autonome]. Une lutte, c'est une action soutenue et énergique d'un individu ou d'un groupe pour résister à quelque chose ou pour atteindre un certain but. Par l'expression « luttes sociales », on entend donc désigner l'ensemble des actions soutenues et énergiques qui permettent de s'organiser collectivement pour résister aux injustices sociales et pour transformer la société dans une perspective de justice sociale, notamment en identifiant les injustices, en les dénonçant, en les combattant et en proposant des alternatives⁸²¹.

Pour ces groupes, le retour critique sur l'histoire des mobilisations est essentiel afin « [d'] identifier les continuités, les similitudes dans nos démarches, dans nos acquis, comme dans nos doutes, malgré les ruptures

⁸²⁰ Voir à ce sujet : « A Tribune Populaire : "Le NP peut-il résoudre le chômage ?" », *La Presse*, 14 décembre 1960, p. 16. Des groupes associés au courant anarchiste, comme la Fédération des communistes libertaires du Nord-Est ou l'Union communiste libertaire, se réfèrent régulièrement aux initiatives d'Albert Saint-Martin dans leurs publications. Plus récemment, des militants de gauche montréalais ont parrainé la réalisation d'une murale dédiée à l'œuvre d'Albert Saint-Martin. Celle-ci se trouve dans le quartier du Plateau Mont-Royal, au 4532, rue Drolet. Voir à ce sujet : <http://montreal.murmitoyen.com/events/vanille/montreal/detail/628881-inauguration-de-deux-murales-socialistes-sur-le-plateau-mont-royal>, consulté le 2 décembre 2019.

⁸²¹ <http://www.mepacq.qc.ca/education-populaire-et-luttes-sociales/quelques-definitions/>, consulté le 2 décembre 2019.

idéologiques, les changements d'époque et de conjoncture »⁸²². Si la société québécoise s'est considérablement transformée depuis la période de l'entre-deux-guerres, des hommes et des femmes poursuivent le combat contre les injustices et les inégalités.

Aujourd'hui comme hier, l'éducation demeure l'une des clés de voute de l'émancipation individuelle et collective, tout particulièrement lorsqu'elle s'inscrit dans un processus de partage, de conscientisation et de lutte. Elle permet de renforcer notre capacité d'agir, de faire face aux discours portés par les institutions qui défendent le statu quo et d'imaginer les contours d'une société égalitaire.

Nouvelles pistes de recherche

La démarche sociobiographique utilisée dans le cadre de cette thèse nous a permis d'identifier plusieurs centaines de militants actifs dans les milieux socialistes, anarchistes et communistes avant la Deuxième Guerre mondiale. Appliquée à d'autres groupes et à d'autres époques, cette méthode d'analyse pourrait nous permettre de mieux comprendre les dynamiques sociales, culturelles et politiques présentes au sein du mouvement ouvrier, y compris à l'extérieur de Montréal. La numérisation d'une partie importante de la collection de périodiques de la BANQ offre de nouvelles possibilités pour le traitement des données, tout comme l'accès à de nombreuses bases de données nominatives⁸²³.

À l'occasion de nos séjours de recherche en Europe, nous avons pu constater la richesse de nombreux fonds d'archives encore sous-exploités, notamment à l'Institut international d'histoire sociale à Amsterdam, à l'Institut français d'histoire sociale et au Centre d'études, de documentation, d'information et d'action sociales (CEDIAS) à Paris. Nous pensons tout particulièrement aux dossiers conservant la correspondance échangée entre des militants et des organisations à l'échelle transnationale. L'analyse de ces fonds d'archives permettrait non seulement de jeter un regard nouveau sur le rôle joué par des militants québécois ou canadiens à l'échelle

⁸²² <http://repac.org/education-populaire-a-une-histoire/>, consulté le 2 décembre 2019.

⁸²³ Nous pensons notamment à celles rendues disponibles sur la plateforme Ancestry. L'accès à ces bases données est toutefois payant, ce qui limite leur utilisation. Il faut se questionner sur la privatisation de ces ressources qui relèvent selon nous du domaine public, alors que la valeur marchande de la plateforme Ancestry est estimée à plus de trois milliards de dollars américains.

transnationale, mais aussi de replacer l'expérience vécue par ces hommes et ces femmes au cœur de la démarche historiographique.

Bibliographie

I - Sources

1. Fonds d'archives

AJ. Fonds Joseph-Papin Archambault.

AM. MG10 A14-2. Fonds R.B. Russell.

AMM. Registre des syndicats coopératifs, 1906-1975. 108-02-01-20.

BAC. Demande d'accès à l'information 88-06-20.

BAC. Demande d'accès à l'information 87-12-15.

BAC. Demande d'accès à l'information A-2016-00352. Sup. 1. Vol. 1 à 8.

BAC. Demande d'accès à l'information A-2016-00353. Sup. 1. Vol. 1 à 3.

BAC. Fonds du Département de la Justice. RG13 A2. Volume 233.

BAC. Fonds du Département de la Sécurité nationale RG24. Volume 4472. Military District no. 4.

BAC. Fonds du Service canadien de renseignement de sécurité. RG146. Dossier 92-A-00012.

BAC. Fonds du Secrétariat d'État. RG6 E. Volume 614. Dossier 292, partie 3 et 4

BANQ-M. Greffe du notaire Alfred Zénon Gratton.

BANQ-Q. E24 1987. Cours des sessions de la paix. Rex vs Albert St-Martin, 13 novembre 1933.

BANQ-Q. Département du Procureur-Général de la Province de Québec. Dossier, 2909-1919.

BANQ-Q. Département du Procureur-Général de la Province de Québec. Dossier 5007-1919.

BANQ-Q. Département du Procureur-Général de la Province de Québec. Dossier 1224-1932. Société St-Jean-Baptiste de Montréal.

BANQ-Q. Département du Procureur-Général de la Province de Québec. Dossier, 1738-1932. Résolutions de communistes.

BANQ-Q. Département du Procureur-Général de la Province de Québec. Dossier 722-1933. Rapports RE : Communistes à Montréal.

BANQ-Q. Département du Procureur-Général de la Province de Québec. Dossier 478-1934. Rapports RE : Activités de l'Université ouvrière.

BANQ-Q. Département du Procureur-Général de la Province de Québec. Dossier 479-1934. Rapports RE : Discours sténographiés (l'Université ouvrière).

BANQ-Q. Département du Procureur-Général de la Province de Québec. Dossier 480-1934. Rapports RE : Discours sténographiés (L'Association humanitaire inc.).

BANQ-Q. Département du Procureur-Général de la Province de Québec. Dossier 506-1934. Communisme à Montréal. Rapports des indicateurs.

BANQ-Q. Département du Procureur-Général de la Province de Québec. Dossier 546-1934. Activités communistes en général à Montréal.

BANQ-Q. Département du Procureur-Général de la Province de Québec. Dossier 765-1934. Rapport au sujet du communisme à Joliette (Association humanitaire inc.).

BANQ-Q. Ministère du travail. 1960-01-040/80. Divers dossiers. Communisme.

BANQ-Q. Ministère du travail. 1960-01-040/80. Divers dossiers. Université ouvrière.

BNF. Direction de la Sûreté générale. Fonds Moscou. 19940455/48.

BNF. IFHS. 14AS 205B. Fonds Raymond Pericat.

BNF. IFHS. 14AS 209. Fonds E. Armand.

BNF. IFHS. 14AS 211. Fonds E. Armand.

BNF. IFHS. 14AS 654/80. Fonds Dr Pierrot.

IIHS. Coll00212. Canada, Social and Political Developments Collection.

IIHS. Fonds *Freedom Press*. Boite 456-465. Correspondance (1902-1919).

KEALEY, Gregory S. et Reg WHITAKER. *RCMP Security Bulletins : The Depression Years, Part I, 1933-1934*, Canadian Committee on Labour History, 1993, 514 p.

KEALEY, Gregory S. et Reg WHITAKER. *RCMP Security Bulletins : The Depression Years, Part II, 1935*, Canadian Committee on Labour History, 1995, 728 p.

KEALEY, Gregory S. et Reg WHITAKER. *RCMP Security Bulletins : The Depression Years, Part III, 1936*, Canadian Committee on Labour History, 1996, 619 p.

KEALEY, Gregory S. et Reg WHITAKER. *RCMP Security Bulletins : The Depression Years, Part IV, 1937*, Canadian Committee on Labour History, 1997, 560 p.

KEALEY, Gregory S. et Reg WHITAKER. *RCMP Security Bulletins : The Depression Years, Part V, 1938-1939*, Canadian Committee on Labour History, 1997, 508 p.

KEALEY, Gregory S. et Reg WHITAKER. *RCMP Security Bulletins : The Early Years 1919-1929*. St-John's, Canadian Committee on Labour History, 1994, 819 p.

UBC. Special Collections Division. One Big Union Records.

UQAM. Services des archives. Fonds Stanley-B. Ryerson. 27P.

UQAM. Services des archives. Fonds Henri-Gagnon. 54P.

2. Sources étatiques officielles

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC. Débats de l'assemblée législative (débat reconstitués). 18^e législature, 2^e session (10 janvier 1933 au 13 avril 1933). <http://www.assnat.qc.ca/fr/travaux-parlementaires/assemblee-nationale/18-2/journal-debats/19330328/92509.html>. Consulté le 2 décembre 2019.

GAZETTE OFFICIELLE DU QUÉBEC. 1906-1935. <http://numerique.banq.qc.ca/ressources/details/GOQ1>. Consulté le 2 décembre 2019.

MINISTÈRE DU COMMERCE. *Sixième recensement du Canada, 1921*. Volume 1 à IV. Ottawa, F.A. Acland, 1924.

3. Bases de données en ligne

Arrivées par la mer (Formulaire 30A), Canada, 1919 à 1924. Provo, UT, USA. Ancestry.com Operations, Inc., 2009. Données originales : Bibliothèque et Archives Canada. *Formulaire 30A, 1919-1924 (Arrivées par la mer)*. Ottawa, Ontario, Canada, Bibliothèque et Archives Canada, n.d. RG 76. Fonds du ministère de l'Emploi et de l'Immigration. Microfilms T-14939 to T-15248.

Canada and the Spanish Civil War. <https://spanishcivilwar.ca/volunteers/>. Consulté le 2 décembre 2019.

Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier, mouvement social. <http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/>. Consulté le 2 décembre 2019.

Dossiers de service du Corps expéditionnaire canadien (CEC) durant la Première Guerre Mondiale, Canada, 1914 à 1918. Lehi, UT, USA. Ancestry.com Operations, Inc., 2016. Données originales : Canadian Expeditionary Force. CEF Personnel Files, 1914-1918. Accession 1992-93/166. Record Group 150. Library and Archives Canada, Ottawa, Ontario, Canada.

Listes de passagers canadiens, 1865 à 1935. Provo, UT, USA. Ancestry.com Operations Inc, 2010. Données originales : Bibliothèque et Archives Canada. *Listes de passagers, 1865 à 1935*. Ottawa, Ontario, Canada, Bibliothèque et Archives Canada. RG 76-C. Fonds du ministère de l'Emploi et de l'Immigration. Microfilms T-479 à T-520, T-4689 à T-4874, T-14700 à T-14939, C-4511 à C-4542.

Passages à la frontière canado-américaine, 1895 à 1960. Lehi, UT, USA. Ancestry.com Operations, Inc., 2010. Données originales : *Records of the Immigration and Naturalization Service, RG 85*. Washington, D.C., National Archives and Records Administration.

Passages à la frontière, des États-Unis au Canada, 1908 à 1935. Provo, UT, USA. Ancestry.com Operations Inc, 2008. Données originales : Bibliothèque et Archives Canada. *Arrivées par la frontière : des États-Unis au Canada, 1908 à 1935*. Ottawa, Ontario, Canada, Bibliothèque et Archives Canada, n.d. RG76-C. Fonds du ministère de l'Emploi et de l'Immigration. Microfilms T-5461 à T-5507, T-15249 à T-15344, T-15346 à T-15393.

Projet d'indexation du recensement du Canada de 1901.
<http://automatedgenealogy.com/census/index.jsp?locale=en>. Consulté le 2 décembre 2019.

Projet d'indexation du recensement du Canada de 1911.
<http://automatedgenealogy.com/census11/index.jsp?locale=en> . Consulté le 2 décembre 2019.

Recensement du Canada de 1921. Provo, UT, USA. Ancestry.com Operations Inc, 2013. Données originales : Library and Archives Canada. *Sixth Census of Canada, 1921*. Ottawa, Ontario, Canada. Library and Archives Canada, 2013. Series RG31. Statistics Canada Fonds.

Registres paroissiaux et Actes d'état civil du Québec (Collection Drouin). 1621 à 1968. Provo, UT, USA. Ancestry.com Operations, Inc., 2008.

4. Journaux

Canadian Labour Defender (1930-1935).

Clarté (1937).

Compromise (1935).

Cotton's Weekly (1910-1914).

Discussion (1937).

L'Action catholique (numéros choisis).

L'Action sociale (numéros choisis).

L'Aube des temps meilleurs (1908).

L'Autorité (numéros choisis).

L'Écho de Terrebonne (1917, 1921).

L'En dehors (numéros choisis).

L'Étoile du Nord (numéros choisis).

L'Illustration nouvelle (numéros choisis).

L'Internationale (1919).

L'Ouvrier Canadien (numéros choisis).

L'Union des Cantons de l'Est (numéros choisis).

Labor (1918-1919).

La Calotte (numéros choisis).

La Chandelle (1934).

La Croix (numéros choisis).

La Fouine (1934).

La Libre Parole (numéros choisis).

La Patrie (numéros choisis).

La Presse (numéros choisis).

La Revue Franciscaine (1934-1935).

La Tribune (numéros choisis).

La Vérité (1905-1914).

La Vie Syndicale (numéros choisis).

La Vie Ouvrière (1920).

La Vigie (numéros choisis).

Le Bulletin (numéros choisis).

Le Bulletin des Agriculteurs (numéros choisis).

Le Bulletin communiste (1920-1922).

Le Canada (numéros choisis).

Le Courrier de Saint-Hyacinthe (numéros choisis).

Le Devoir (numéros choisis).

Le Jeune Ouvrier (numéros choisis).

Le Libéraire (1919-1920).

Le Monde ouvrier (numéros choisis).

Le Nationaliste (numéros choisis).

Le Passe-Temps (numéros choisis).

Le Pays (1910-1914).

Le Peuple (1921-1922).

Le Pourquoi-Pas ? (1910)
Le Quotidien (numéros choisis).
Le Soleil (numéros choisis).
Le Soviet (1920).
Le Travailleur / The Worker (1920).
Les Temps nouveaux (numéros choisis).
OBU Bulletin (1919-1929).
Sherbrooke Daily Tribune (numéros choisis).
Spartakus (1932)
The Canadian Forward (1917).
The Gazette (numéros choisis).
The Montreal Star (numéros choisis).
The Quebec Chronicle (numéros choisis).
The Western Clarion (numéros choisis).
The Worker (numéros choisis).
The Workers' Guard (1922).

5. Brochures

CHAREST, Fernand. *L'Université ouvrière et ses dangers*. Montréal, Le Miroir, 1931, 11 p.

COTTON, W.U. *Cotton's Compendium of Facts*. Cowansville, Cottons Co-Operative Pub. 1913, 140 p.

OUIMET, Mignonne. « *La Femme* ». *Conférence donnée par Mlle. M. Ouimet le 15 mars 1931 à l'Université ouvrière*. Montréal, L'Université ouvrière, n.d., n.p.

PILON, Gaston. *Du communisme au catholicisme*. Montréal, L'Apostolat Populaire, 1935, 20 p.

ROLLIEU, Jean. *Gaston Pilon*. Montréal, L'Apostolat Populaire. c1934, 16 p.

SAINT-MARTIN, Albert. *T'as menti!* Section de Langue Française du Parti Socialiste. 1920, 40 p.

Sandwiches "à la shouashe". *Citations du journal Spartakus*. Spartakus, 1932, 24 p.

VALJEAN, Jean. *La Crise. Conférence donnée devant la Ligue des sans-travail*. s.e., 1922, 32 p.

II Ouvrages généraux

1. Sur l'histoire de Montréal et du Québec

DICKINSON, John A. et Brian YOUNG. *Brève histoire socio-économique du Québec*. Bibliothèque québécoise, 2014, 486 p.

FOUGÈRES, Dany, dir. *Histoire de Montréal et de sa région, tome 1 et 2*. Québec, PUL, 2012, 1596 p.

LINTEAU, Paul-André. *Histoire de Montréal depuis la confédération*. Montréal, Boréal, 2000, 662 p.

2. Aspects théoriques

BERSTEIN, Serge, dir. *Les cultures politiques en France*. Paris, Le Seuil, 2003, 436 p.

BOURDIEU, Pierre. *Propos sur le champ politique*. Lyon, Presses universitaires de Lyon, 2000, 110 p.

BRODY, David. « The Old Labor History and the New : In Search of an American Working Class ». *Labor History*, 20 (1979), p. 111–126.

BRODY, David. « Reconciling the Old Labor History and the New ». *Pacific Historical Review*, 62, 1 (février 1993), p. 1-18.

BURGESS, Joanne. « Exploring the Limited Identities of Canadian Labour : Recent Trends in English-Canada and in Quebec ». *International Journal of Canadian Studies*, 1, 2 (1990), p. 149-173.

CASTEL Robert. *Les métamorphoses de la question sociale*. Paris, Gallimard, 1999, 813 p. Coll. « Folio ».

COLLINS, Patricia Hill. *Black Feminist Thought : Knowledge, Consciousness, and the Politics of Empowerment*. Boston, Unwin Hyman, 1990, 384 p.

CROUCHER, Richard. « The History of Unemployed Movements ». *Labour History Review*, 25, 1 (avril 2008), p. 1-17.

DUMONT, Fernand. *Genèse de la société québécoise*. Montréal, Boréal, 1993, 393 p.

FILLIEULE, Olivier. « Tombeau pour Charles Tilly. Répertoires, performances et stratégies d'action ». FILLIEULE, Olivier, Éric AGRİKOLIANSKY et Isabelle SOMMIER, dir. *Penser les mouvements sociaux. Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines*. Paris, La Découverte, 2010, p. 77-100.

FRADER, Laura. « Labor History After the Gender Turn : Transatlantic Cross Currents and Research Agendas ». *International Labor and Working-Class History*, 63 (printemps 2003), p. 21-31.

GOTTRAUX, Philippe. « *Socialisme ou barbarie* » : *Un engagement politique et intellectuel dans la France de l'après-guerre*. Lausanne, Editions Payot, 1997, 427 p.

GUÉRIN, Daniel. *Pour le communisme libertaire*, Paris, Spartacus, 2003 (1960), 191 p.

HAUPT, Georges. « Pourquoi l'histoire du mouvement ouvrier? ». *L'historien et le mouvement social*. Paris, François Maspero, 1980, p. 17-44.

HOBBSAWM, Eric J. « Labor History and Ideology ». *Journal of Social History*, 7, 4 (été 1974), p. 371-381.

HOBBSAWM, Eric J. *L'Âge des extrêmes. Le Court Vingtième Siècle 1914-1991*. Bruxelles, Éditions Complexe, 2003 (1994), 810 p.

LAMOUREUX, Diane. *Pensées rebelles. Autour de Rosa Luxemburg, Hannah Arendt et Françoise Collin*. Montréal, Les éditions du remue-ménage, 2010, 200 p.

LÖWY, Michael. « Notes critiques sur la Critique du programme de Gotha. Un hommage à Sonia Dayan-Herzbrun, historienne du mouvement ouvrier », *Tumultes*, 2, 37 (2011), p. 39-48.

PALMER, Bryan D. « Fin-de-Siècle Labour History in Canada and the United States : A Case for Tradition ». LUCASSEN, Jan, dir. *Global Labour History. A State of the Art*. Berne, Peter Lang, 2006, p. 195-226.

PALOMARES, Élise et Armelle TESTENOIRE. « Indissociables et irréductibles : les rapports sociaux de genre, ethniques et de classe ». *L'Homme et la société*, 2, 2010 (176-177), p. 15-26.

PÂQUET, Martin. « Le sport de la politique. Transferts et adaptations de la culture politique britannique au Québec, 1791-1960 ». MORENCY, Jean, DESTREMPES, Hélène, MERKLE, Denise et Martin PÂQUET, dir. *Des cultures en contact. Visions de l'Amérique du Nord francophone*. Québec, Nota Bene, 2005, 552 p.

RIOUX, Gabriel. *Le milieu de l'urbanisme à Montréal (1897-1941), histoire d'une « refondation »*. Thèse de doctorat (Études urbaines et histoire), Université du Québec à Montréal – Université Paris 1 Panthéon Sorbonne, 2013, 379 p.

SCOTT, Joan W. « Gender : A Useful Category of Historical Analysis ». *The American Historical Review*, 91, 5 (décembre 1986), p. 1053-1075.

SCOTT, Joan W. « On Language, Gender, and Working-Class History ». *International Labor and Working-Class History*, 31 (printemps 1987), p. 1-13.

SIMMEL, Georg. *Sociologie. Étude sur les formes de la socialisation*. Paris, PUF, 2013, 756 p.

STUDER, Brigitte. « Genre, travail et histoire ouvrière ». STUDER, Brigitte et François VALLOTTON, dir. *Histoire sociale et mouvement ouvrier. Un bilan historiographique, 1848-1998*. Éditions d'En bas et Chronos Verlag, Lausanne et Zurich, 1997, p. 63-90.

THOMPSON, Edward P. *Misère de la théorie. Contre Althusser et le marxisme anti-humaniste*. Paris, L'Échappée, 2015, 385 p.

VAN DER LINDEN, Marcel. *Globalizing Labour Historiography : The IISH Approach*. Amsterdam, International Institute of Social History, 2002, 14 p.

VIGREUX, Jean et Serge WOLIKOW. *Cultures communistes au XX^e siècle. Entre guerre et modernité*. Paris, La Dispute, 2003, 316 p.

3. Aspects méthodologiques

BOURDIEU, Pierre. « L'illusion biographique ». *Actes de la recherche en sciences sociales*, 62-63 (juin 1986), pp. 69-72.

CARREZ, Maurice. « Otto Ville Kuusinen avant 1918 : les archives et leur interprétation ». WOLIKOW, Serge, dir. *Une histoire en révolution? Du bon usage des archives, de Moscou et d'ailleurs*. Dijon, Éditions universitaires de Dijon, 1996, p. 41-54.

CHARLE, Christophe. « Du bon usage de la biographie sociale comparée ou les trois âges de la biographie collective ». DREYFUS, Michel, PENNETIER, Claude et Nathalie VIET-DEPAULE, dir. *La part des militants*. Paris, Les Éditions de l'Atelier, 1996, p. 51-71.

COMEAU, Robert et Robert TREMBLAY. « Le dictionnaire biographique du mouvement ouvrier québécois : histoire, choix et méthodes ». *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 34 (1994), p. 28-32.

FILLIEULE, Olivier et Bernard PUDAL. « Sociologie du militantisme. Problématisations et déplacement des méthodes d'enquête ». FILLIEULE, Olivier, Éric AGRIKOLIANSKY et Isabelle SOMMIER, dir. *Penser les mouvements sociaux. Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines*. Paris, La Découverte, 2010, p. 163-184.

GROPPO Bruno, PENNETIER, Claude et Bernard PUDAL. « Mouvement ouvrier : renouveau comparatiste et biographique ». *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 104-105 (2011), p. 1-5.

GROPPO, Bruno. « Les dictionnaires biographiques du mouvement ouvrier : analyse comparée d'un genre scientifique ». *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 104-105 (2011), p. 6-15.

LEMERCIER Claire et Emmanuelle PICARD. « Quelle approche prosopographique ? ». NABONNAND Philippe et Laurent ROLLET, dir. *Les uns et les autres... Biographies et prosopographies en histoire des sciences*. Nancy, Presses universitaires de Nancy, 2012, p. 605-630.

PENNETIER, Claude. « Le Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français : entre passé et avenir ». DREYFUS, Michel, PENNETIER, Claude et Nathalie VIET-DEPAULE, dir. *La part des militants*. Paris, Les Éditions de l'Atelier, 1996, p. 331-352.

WOLIKOW, Serge, dir. « Écrire des vies : biographie et mouvement ouvrier, XIX^e-XX^e siècle ». *Territoires contemporains*, 1 (1994), 117 p.

4. Sur le rôle du livre et de la presse écrite

GERSON, Carole et Jacques MICHON, dir. *Histoire du livre et de l'imprimé au Canada, v. 3. De 1918 à 1980*. Nouvelle édition [en ligne]. Montréal : Presses de l'Université de Montréal, 2007. <http://books.openedition.org/pum/17089>. Consulté le 6 décembre 2019.

LAMONDE, Yvan, FLEMING, Patricia et Fiona A. BLACK, dir. *Histoire du livre et de l'imprimé au Canada, v. 2. De 1840 à 1918*. Montréal, PUM, 2005, 659 p.

III Études

1. L'expérience ouvrière : approches comparées

CAMPBELL, Lara. *Respectable Citizens : Gender, Family and Unemployment in Ontario's Great Depression*. Toronto, University of Toronto Press, 2009, 280 p.

COPP, Terry. *Classe ouvrière et pauvreté*. Montréal, Boréal Express, 1978, 213 p.

DUMAS, Jean. « L'évolution des premiers mariages au Canada ». *Cahiers québécois de démographie*, 16 (2), 1987, 237–265.

GERMAIN, Annick. « L'émergence d'une scène politique : mouvement ouvrier et mouvements de réforme urbaine à Montréal au tournant du siècle — Essai d'interprétation ». *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 37, (2), 1983, p. 185-199.

MCKAY, Ian. *Reasoning Otherwise: Leftists and the People's Enlightenment in Canada, 1890-1920*. Toronto, Between the Lines, 2008. 643 p.

PALMER, Bryan D. *Working-Class Experience : Rethinking the History of Canadian Labour, 1800-1991*. Toronto, McClelland & Stewart, 1992, 455 p.

PERREAULT, Isabelle. « Sans honte et sans regret : Les chemins de traverse entre le pénal et le psychiatrique dans les cas d'aliénation criminelle à Montréal, 1920-1950 ». *Canadian Bulletin of Medical History*, 32, 1 (printemps 2015), p. 51-75.

RODRIGUE, Martine. « Les Franco-Américains à Montréal en 1901 : un regard sur le retour au pays ». *Francophonies d'Amérique*, 9 (1999), p. 107–115.

TÉTREAULT, Martin. « Les maladies de la misère — aspects de la santé publique à Montréal — 1880-1914 ». *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 36, (4), 1983, p. 507-526.

VIGNA, Xavier. *Histoire des ouvriers en France au XX^e siècle*. Paris, Perrin, 2012, 404 p.

2. Syndicalisme et mouvements sociaux avant la Deuxième Guerre mondiale

2.1 Québec, Canada

DANSEREAU, Bernard. « Le mouvement ouvrier montréalais, 1918-1929 : structure et conjoncture ». Thèse de doctorat (histoire), Montréal, Université de Montréal, 2000, 420 p.

ENDICOTT, Stephen L. *Raising the Workers' Flag : The Workers' Unity League of Canada 1930-1936*. Toronto, University of Toronto Press, 2012, 480 p.

EWEN, Geoffrey. « The International Unions and the Worker's Revolt in Quebec, 1914-1925 ». Thèse de doctorat (histoire), North York, York University, 1998, 510 p.

GRUPE DE CHERCHEURS DE L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL SUR L'HISTOIRE DES TRAVAILLEURS QUÉBÉCOIS, *L'action politique des ouvriers québécois*, Montréal, Presses de l'Université du Québec, 1976, 176 p.

HARVEY, Fernand, dir. *Aspects historiques du mouvement ouvrier au Québec*, Montréal, Boréal express, 1973, 227 p.

HERON, Craig, dir. *The Workers' Revolt in Canada : 1917-1925*. Toronto, University of Toronto Press, 1998, 382 p.

KEALEY, Linda. « No Special Protection – No Sympathy : Women's Activism in the Canadian Labour Revolt of 1919 ». HOPKIN, Deian R. et Gregory S. KEALEY, dir. *Class, Community and the Labour Movement : Wales and Canada, 1850-1930*. Canadian Committee on Labour History, Edmonton, Athabasca University Press, 1998, p. 134-159.

MANLEY, John. « "Starve, be damned!" Communists and Canada's Urban Unemployed, 1929-1939 ». *The Canadian Historical Review*, 79, 3 (1998), p. 466-491.

MICHELL, Humphrey. « The Co-Operative Store in Canada ». *Queen's Quarterly*, 23, 3 (janvier-février-mars 1916).

PETERSON, Larry. « The One Big Union in International Perspective : Revolutionary Industrial Unionism 1900-1925 ». *Labour/Le Travailleur*, Halifax, Canadian Committee on Labour History, 7 (printemps 1981), p. 41-66.

ROUILLARD, Jacques. *Histoire du syndicalisme québécois*. Montréal, Les éditions du Boréal, 1989, 535 p.

SCHULZE, David. « The Industrial Workers of the World and the Unemployed in Edmonton and Calgary in the Depression of 1913-1915 ». *Labour/Le Travail*, 25 (printemps 1990), p. 47-75.

THWAITES, James D. dir. *Travail et syndicalisme. Origines, évolution et défis pour une action sociale*. Québec, PUL, 2007, 3^e édition, 700 p.

TRICOCHÉ, George Nestler. « La coopération au Canada ». *Revue des études coopératives*, 24 (juillet-septembre 1927), p. 384-412.

2.2 À l'extérieur du Québec et du Canada

DREYFUS, Michel. *Histoire de la CGT. Cent ans de syndicalisme (1895-1995)*. Complexe, Bruxelles, 1995, 407 p.

DUBOFSKY, Melvyn. « The IWW, the Culture of Poverty and the Concept of Power ». *Hard Work. The Making of Labor History*. Urbana & Chicago, University of Illinois Press, 2000, p. 66-80.

PIGENET, Michel et Danielle TARTAKOWSKY, dir. *Histoire des mouvements sociaux en France de 1814 à nos jours*. Paris, La Découverte, 2012, 800 p.

PROST, Antoine. *La CGT à l'époque du Front populaire (1934-1939)*. Colin, Paris, 1964, 242 p.

SALERNO, Salvatore. *Red November Black November. Culture and Community in the Industrial Workers of the World*. Albany, State University of New York Press, 1989, 220 p.

SIROT, Stéphane. *Le syndicalisme, la politique et la grève. France et Europe : XIX^e-XX^e siècles*. Arbre bleu, Nancy, 2011, 357 p.

TARTAKOWSKY, Danielle. *Manifestes à Paris*. Champs Vallon, Seyssel, 2010, 284 p.

3. Gauche et mouvements révolutionnaires avant la Deuxième Guerre mondiale

3.1 Québec, Canada

ANGUS, Ian. *Canadian Bolsheviks : the Early Years of the Communist Party of Canada*, Montréal, Vanguard Publication, 1981, 404 p.

ANGUS, Ian. « A Party of a New Type. The Socialist Party of Canada and the Birth of Canadian Communism », *Marxism: A Socialist Annual*, Volume 4 (2006). <https://www.socialisthistory.ca/Docs/History/Party-New-Type.htm>. Consulté le 2 septembre 2019.

AVAKUMOVIC, Ivan. *The Communist Party in Canada : a History*. Toronto, McClelland & Stewart, 1975, 309 p.

BEAULIEU, Michel S. *Labour at the Lakehead : Ethnicity, Socialism and Politics, 1900-1935*. Vancouver, UBC Press, 2011, 299 p.

CAMPBELL, Peter. *Canadian Marxists and the Search for a Third Way*. McGill-Queen's University Press, 2000, 312 p.

COMEAU, Robert et Bernard DIONNE, dir. *Le droit de se taire: histoire des communistes au Québec de la Première Guerre mondiale à la Révolution tranquille*. Outremont, VLB, 1989, 546 p.

FOURNIER, Marcel. « Clarté ou le rêve d'un Front populaire ». DUMONT, Fernand, MONTMINY, Jean-Paul et Jean HAMELIN, dir. *Idéologies au Canada français, 1930-1939*. Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1978, p. 273-294.

GAUVIN, Bernard. *Les Communistes et la Question Nationale au Québec*. Montréal, Les Presses de l'unité, 1981, 151 p.

HOULE-COURCELLES, Mathieu. *Sur les traces de l'anarchisme au Québec (1860-1960)*, Montréal, Lux Éditeur, 2008, 280 p.

HOULE-COURCELLES, Mathieu. « Une Grande Union pour tous les travailleurs : la One Big Union au Québec (1919-1929) ». Mémoire de maîtrise (histoire), Université Laval, 2013, 160 p.

HOULE-COURCELLES, Mathieu. « Censure et surveillance de la presse socialiste au Québec (1918-1920) : le cas du journal Labor et de son éditeur Isidore Boltuck ». *Bulletin d'histoire politique*, 24 (3), 34–50.

HOULE-COURCELLES, Mathieu. « Un syndicat pour les chômeurs : la One Big Union et le mouvement des sans-travail à Montréal (1921) ». *Cheminements* (mai 2016), p. 47-56.

IACOVETTA Franca et Robert VENTRESCA. « Italian Radicals in Canada. A Note on Sources in Italy ». *Labour/Le Travail*, 37 (Printemps 1996), p. 205-220.

LEROUX, Éric. « L'influence du radicalisme français au Québec au début du XXe siècle ». *Mens*, 4, 2 (printemps 2006), p. 167-204.

LÉVESQUE, Andrée. « Le Québec et le monde communiste : Cowansville 1931 ». *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 34, 2 (septembre 1980), p. 171-182.

LÉVESQUE, Andrée. *Virage à gauche interdit : les communistes, les socialistes et leurs ennemis au Québec 1929-1939*. Montréal, Les éditions du Boréal Express, 1984, 186 p.

LÉVESQUE, Andrée. *Scènes de la vie en rouge. L'époque de Jeanne Corbin 1906-1944*. Montréal, Éditions du Remue-ménage, 1999, 309 p.

LÉVESQUE, Andrée. « Évariste Dubé, un Gaspésien communiste ». *Magazine Gaspésie*, 53, 3 (novembre 2016), p. 41-43.

LONGSTAFF, Alison. *Ludger Larose. Un artiste engagé au tournant du XXe siècle*. Québec, PUL, 2017, 269 p.

MARSAN, Benoit. « Battez-vous, ne vous laissez pas affamer ! ». *Les communistes et la lutte des sans-emploi pendant la Grande Dépression*. Saint-Joseph-du-Lac, M éditeur, 2014, 126 p.

MCKAY, Ian. *Rebels, Reds, Radicals : Rethinking Canada's Left History*. Toronto, Between the Lines, 2007, 254 p.

PETROU, Michael. *Renégats : les Canadiens engagés dans la guerre civile espagnole*. Montréal, Lux, 2015, 404 p.

PRINCIPE, Angelo. « The Least, The Last, The Lost : The Italian Radicals in Canada (1900-1925) ». *Rivista di Studi Italiani*, 3, 1 (2013), p. 925-959.

ROBIN, Régine. « Sidney Sarkin : Un destin juif canadien ». MAJER, Krzysztof, FRUZIŃSKA, Justyna, KWATERKO, Józef et Norman RAVVIN, dir. *Kanade, di Goldene Medine ?* Leiden, Brill, p. 218-229.

RODNEY, William. *Soldiers of the International. A History of the Communist Party of Canada 1919-1929*. Toronto, University of Toronto Press, 1968, 204 p.

TOMCHUK, Travis. *Transnational Radicals : Italian Anarchist Networks in Southern Ontario et the Northeastern United States, 1915-1940*. Thèse de doctorat (histoire), Kingston, Queen's University, 2010. 379 p.

3.2 Gauche et mouvements révolutionnaires à l'extérieur du Québec et du Canada

ALEXANDER, Robert J. *The Lovestoneites and the International Communist Opposition of the 1930s*, Westport, Greenwood Press, 1981, 342 p.

AUZIAS, Claire. *Mémoires libertaires : Lyon 1919-1929*. Paris, Éditions l'Harmattan, 1993, 316 p.

BANTMAN, Constance. *The French Anarchists in London, 1880-1914. Exile and Transnationalism in the First Globalisation*. Liverpool, Liverpool University Press, 2013, 219 p.

BERRY, David. *Le mouvement anarchiste en France 1917-1945*. Les Éditions libertaires & Éditions Noir et rouge, 2014, 450 p.

BOUBEKER Ahmed et Abdellali HAJJAT, dir. *Histoire politique des immigrations (post)coloniales : France, 1920-2008*. Paris, Éditions Amsterdam, 2008, 317 p.

CORDILLOT, Michel. *La Sociale en Amérique. Dictionnaire biographique du mouvement social francophone aux États-Unis (1848-1922)*. Paris, Les Éditions de l'Atelier, 2002, 431 p.

DAVRANCHE, Guillaume. *Trop jeunes pour mourir. Ouvriers et révolutionnaires face à la guerre (1909-1914)*. Paris, Libertalia et L'insomniaque, 2014, 544 p.

DUCOULOMBIER, Romain. *Camarades! La Naissance du Parti Communiste en France*. Perrin, Paris, 2010, 430 p.

DUPUIS-DÉRI, Francis. « Les anarchistes et la prostitution : perspectives historiques ». *Genre, sexualité & société*, 9 (printemps 2013). <http://journals.openedition.org/gss/2775>. Consulté le 13 décembre 2019.

HEURÉ, Gilles. « Itinéraire d'un propagandiste : Gustave Hervé, de l'antipatriotisme au pétainisme (1871-1944) ». *Vingtième Siècle*, 55 (Juillet-Septembre 1997), p. 16-28.

KRIEGEL, Annie. *Aux origines du communisme français, 1914-1920 : contribution à l'histoire du mouvement ouvrier français*. Mouton, Paris, 1964, 995 p.

MAITRON, Jean. *Le mouvement anarchiste en France. Tome 2 : de 1914 à nos jours*. Paris, François Maspero, 1975, 440 p.

MANFREDONIA, Gaetano. « Unité et diversité de l'anarchisme : un essai de bilan historique ». *L'anarchisme a-t-il un avenir? Histoire de femmes, d'hommes et de leurs imaginaires*. Lyon, Atelier de création libertaire, 2001, p. 13-25.

MANFREDONIA, Gaetano. *Anarchisme et changement social. Insurrectionnalisme, syndicalisme, éducationniste-réalisateur*. Lyon, Atelier de création libertaire, 2007, 348 p.

MANFREDONIA, Gaetano et Francis ROSIN. *E. Armand et « la camaraderie amoureuse »*. *Le sexualisme révolutionnaire et la lutte contre la jalousie*. Amsterdam, IISH, 6 octobre 2000. <http://www.iisg.nl/womhist/manfredo.pdf>. Consulté le 6 décembre 2019.

PALMER, Bryan D. *James P. Cannon and the Origins of the American Revolutionary Left. 1890-1928*. Champaign, University of Illinois Press, 2010, 576 p.

PUDAL, Bernard. *Prendre parti. Pour une sociologie historique du PCF*. Paris, Presses de la FNSP, 1989, 329 p.

SHIPWAY, Marc. *Anti-Parliamentary Communism : the Movement for Workers' Council in Britain, 1917-1945*. Houdmills, MacMillan Press, 1988, 239 p.

ZIMMER, Kenyon. « "The Whole World Is Our Country" : Immigration and Anarchism in the United States, 1885-1940 ». Thèse de doctorat (histoire), Pittsburgh, University of Pittsburgh, 2010, 540 p.

4. Femmes et féminismes pendant l'entre-deux-guerres

BARD, Christine. *Les filles de Marianne : histoire des féminismes 1914-1940*. Fayard, Paris, 1995, 528 p.

BAILLARGEON, Denyse. *Ménagères au temps de la crise*. Montréal, Éditions du remue-ménage, 1991, 311 p.

COVA, Anne. *Féminismes et néo-malthusianismes sous la IIIe République : « La liberté de la maternité »*. Paris, L'Harmattan, 2011, 298 p.

FRADER, Laura L. « Femmes, genre et mouvement ouvrier en France aux XIX^e et XX^e siècles : bilan et perspectives de recherche », *Clio. Histoire, femmes et sociétés*, 3, 1996. <http://journals.openedition.org/clio/472> Consulté le 7 décembre 2019.

GAUVREAU Danielle et Diane GERVAIS. « Les chemins détournés vers une fécondité contrôlée : le cas du Québec, 1930-1970 », *Annales de démographie historique*, n° 106 (2003), p. 89-109.

LÉVESQUE, Andrée. *Éva Circé-Côté, libre-penseuse, 1871-1949*. Éditions du remue-ménage, 2010, 478 p.

SANGSTER, Joan. *Dreams of Equality : Women on the Canadian Left, 1920-1950*. Toronto, McClelland & Stewart, 1989, 273 p.

5. L'anticommunisme pendant l'entre-deux-guerres

5.1 Mouvements d'action catholique

BIENVENUE, Louise. *Quand la jeunesse entre en scène : l'action catholique avant la révolution tranquille*. Montréal, Boréal, 2003, 291 p.

BONAFoux-VERrAx, Corinne. *À la droite de Dieu : la Fédération nationale catholique, 1924-1944*. Paris, Fayard, 2004, 658 p.

Boily, Frédéric. « Une figure du catholicisme social canadien-français de l'entre-deux-guerres : le père Joseph-Papin Archambault, s.j. ». *Mens*, 1, 2 (printemps 2001), p. 141-161.

ST-AMANT, Jean-Claude. « La propagande de l'École sociale populaire en faveur du syndicalisme catholique 1911-1949 ». *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 32, 2 (septembre 1978), 203-228.

ROUTHIER, Gilles. « L'ordre du monde. Capitalisme et communisme dans la doctrine de l'École sociale populaire, 1930-1936 ». *Recherches sociographiques*, 22, 1 (1981), p. 7-47.

5.2 Extrême droite

PERIN, Roberto. « Conflits d'identité et d'allégeance. La propagande du consulat italien à Montréal dans les années 1930 ». *Questions de culture*, 2 (1982), p. 81-102.

PRINCIPE, Angelo. *The Darkest Side of the Fascist Years : The Italian-Canadian Press, 1920-1942*. Toronto, Guernica, 1999, 272 p.

SOUcY, Robert. *Fascismes français : 1933-1939. Mouvements antidémocratiques*. Paris, Autrement, 2004, 474 p.

STERNHELL, Zeev. *Naissance de l'idéologie fasciste*. Paris, Gallimard, 1994, 556 p.

THÉORÊT, Hughes. *Les chemises bleues. Adrien Arcand, journaliste antisémite canadien-français*. Québec, Septentrion, 2012, 410 p.

5.3 Répression politique

BECKER Jean-Jacques et Serge BERSTEIN. *Histoire de l'anticommunisme en France, Tome 1, 1917-1940*. Orban, Paris, 1987, 389 p.

EATON, C. Scott. « A Sharp Offensive in all Direction : The Canadian Labour Defense League and the Fight against Section 98, 1931-1936 ». *Labour / Le Travail*, 82 (automne 2018), p. 41-80.

FRANCIS, Daniel. *Le péril rouge : La première guerre canadienne contre le terrorisme, 1918-1919*. Montréal, Lux Éditeur, 2012, 271 p.

KEALEY, Gregory S. « State Repression of Labour and the Left in Canada, 1914-20 : the Impact of the First World War ». *Canadian Historical Review*, 73, 3 (1992), p. 281-314.

KEALEY, Gregory S. « The Early Years of State Surveillance of Labour and the Left in Canada : the Institutional Framework of the Royal Canadian Mounted Police Security and Intelligence Apparatus, 1918-26 ». *Intelligence and National Security*, 8, 3 (1993), p. 129-148.

MOSSE Georges L. *De la Grande Guerre au totalitarisme : la brutalisation des sociétés européennes*. Paris, Hachette, 2000, 291 p.

ROBERT, Marie-Pierre. « Des crimes religieux : aux confluent du droit pénal et de la liberté de religion ». *Les Cahiers de Droit*, 3-4, 50 (septembre-décembre 2009), p. 663-690.

WRIGHT, Barry, Tucker, Eric et Susan BINNIE, dir. *Canadian State Trials Volume IV. Security, Dissent, and the Limits of Toleration in War and Peace, 1914-1939*. Toronto, University of Toronto Press, 2015, 544 p.

Annexe A

Illustrations



Figure 1 La manifestation du 1er mai 1910 à Montréal

La Presse, 2 mai 1910, p. 1

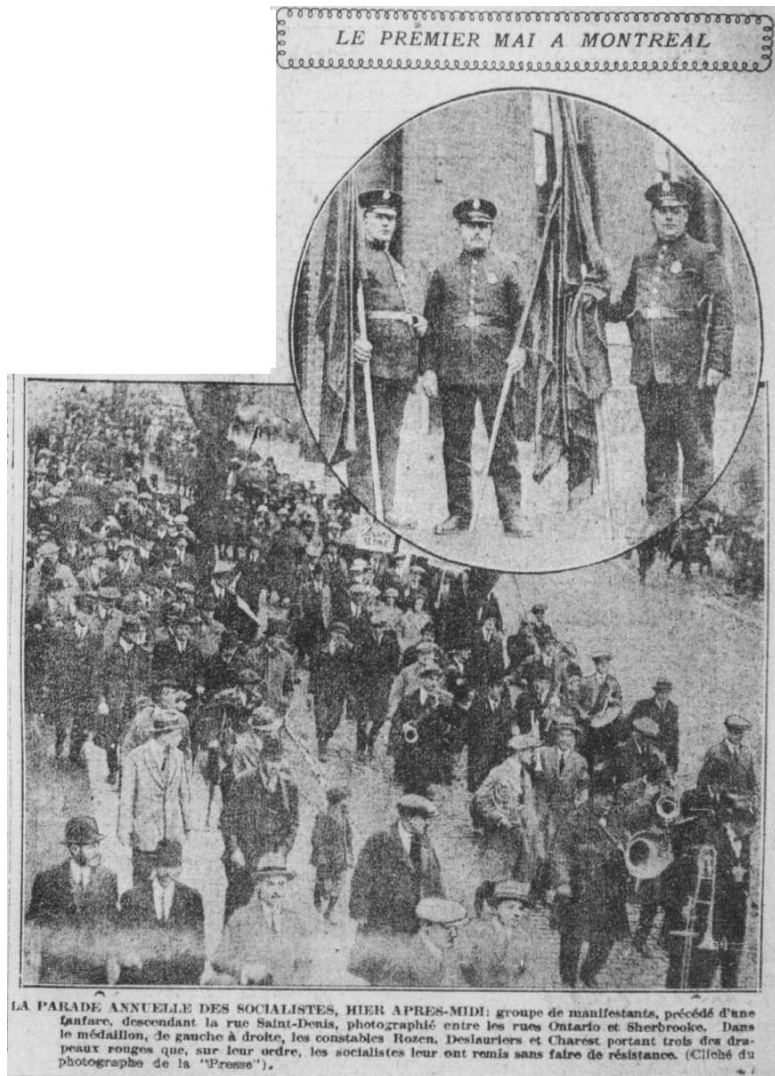


Figure 2 La manifestation du 1er mai 1923 à Montréal

La Presse, 3 mai 1923, p. 11



Figure 3 Assemblée de la Ligue des sans-travail en 1922

La Presse, 7 avril 1922, p. 1.



Figure 4 Assemblée de l'Association des ouvriers sans-travail en 1925

La Presse, 22 décembre 1925, p.23.



Figure 5 Armand Guérard, chômeur de la rue Logan

La Presse, 8 novembre 1933, p. 11.

Plan de naissance 562 de Rue Montcalm
 Date " " 20 - Juin 1915
 Sex " " Male
 Nom donné Jaurès Isser
 " du père Conrad Lacombe
 Age " " 29 ans
 Nationalité Can. Français
 occupation Vendeur
 Religion Libre Penseur
 Nom de la mère Evelina St. Martin
 Age " " 39 ans
 Nationalité Can. Français
 Lieu de domicile 562 de Rue Montcalm

 Signature père

 Conrad Lacombe
 Enregistré le quinzième jour du mois juillet
 Mil neuf cent quinze
 Signature du commissaire greffier
 J. H. W.

Figure 6 Certificat de naissance de Jaurès Lacombe

Jaurès Lacombe est le fils de Conrad Lacombe et Évelina Saint-Martin.

Greffe de l'Hôtel de ville de Montréal, registre des athées, 15 juillet 1915. Collection Drouin.

Place de la naissance Women Hospital
 Date de la naissance 7 mai 1913
 Sexe Male
 Nom Hugo Ferrer Zola Marcelin
 Nom du père Zotique Marcelin
 Age du père 32 ans
 Occupation Journalier
 Religion Absence
 Nationalité Canadien Français
 Nom de la mère Malvina Dubeau
 Age 36 ans
 Nationalité Canadien Français
 Prénoms domicile 62 de l'ontario
 Signature du père
 Zotique Marcelin
 Lu et enregistré ce troisième jour
 du mois de juin, mille neuf
 cent quinze
 Louis Pharrar
 Commis enregistré

Figure 7 Certificat de naissance de Ferrer et Zola Marcelin

Ferrer et Zola Marcelin sont les fils de Zotique Marcelin et Malvina Dubeau.

Greffe de l'Hôtel de ville de Montréal, registre des athées, 3 juin 1913. Collection Drouin.



Figure 8 Albert Saint-Martin

Le Passe-Temps, 11, 262 (8 avril 1905), p. 1.

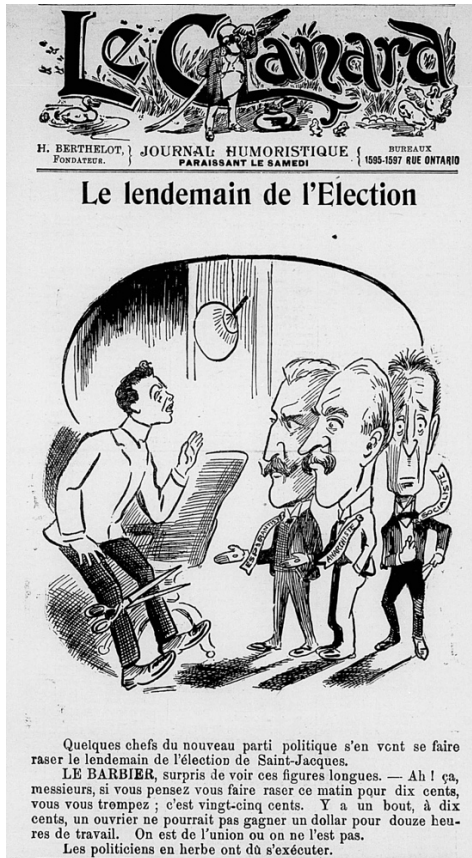


Figure 9 Albert Saint-Martin, Joseph-Alphonse Rodier et Alphonse Verville

Le Canard, 22 avril 1905, p. 1.

Parti Socialiste du Canada.

CONFERENCES

Tous les Dimanches à 2 hrs p.m., à la Salle de l'Union
St-Joseph, 182, Rue Ste-Catherine Est.

Entrée libre. Les dames sont spécialement invitées.

L'homme est né sociable, pour la société, cherchant la société.

Qu'est-ce que le Socialisme ?

1. Le Socialisme est une assurance mutuelle et universelle de tous pour tous. Moyennant un travail modéré, facilité par les machines, le Socialisme assure ou garantit à chacun l'éducation, la faculté de se marier, la nourriture, le vêtement, le logement ; en un mot, tout.
2. Le Socialisme supprime la propriété individuelle et la monnaie, source de crimes et de misère.
3. Le Socialisme, c'est la régénération de la société toute entière corrompue où, le riche est exposé à être volé, assassiné, le pauvre à mourir de faim et abandonné.
4. Le Socialisme renferme toutes les questions de morale, de philosophie, d'industrie, d'économie politique et de législation.
5. Avec le Socialisme, tous pour chacun, chacun pour tous ; à chacun suivant ses besoins, de chacun suivant ses forces, c'est la communauté. Avec le Socialisme, plus de pauvres ni d'oisifs, plus de crimes ni de supplices, plus d'impôts ni de police, plus de contestations ni de procès, plus d'inquiétude ni de soucis ; tous les citoyens amis et frères ; tous non seulement heureux mais également heureux !
6. Enfin le Socialisme, c'est la société organisée, et fondée sur l'égalité et la fraternité, c'est la République universelle, le bonheur commun, l'avenir de l'Humanité.

LIBERTE

EGALITE

FRATERNITE

La réforme sociale s'impose !

Citoyens de tous les partis la réforme sociale s'impose ! Ouvrons les yeux. Unissons-nous, groupons-nous, l'union fait la force. — Association, Société, Socialisme.

Le Parti Socialiste c'est la Réforme universelle, le Parti de l'avenir, la grande famille humaine, la vraie Patrie !

Etudiez les beautés du Socialisme ! Prêchez et propagez sa sublime doctrine, défendez son glorieux drapeau !

Soyons Socialistes, soyons des hommes, soyons libres ! Qui n'est socialiste est un esclave, un aveugle, — un égoïste !

Beaucoup sont socialistes sans le savoir.

7

1911

Figure 10 « Qu'est-ce que le Socialisme ? »

Tract, Parti socialiste du Canada, Montréal, c1911. IISH, ColI00212, Canada, Social and Political Developments Collection.



Figure 11 « Le policeman Albert Saint-Martin... »

Lettre anonyme, c1913. IHS, Coll00212, Canada, Social and Political Developments Collection.



Figure 12 Arthur Maillard

La Presse, 24 décembre 1923, p.13.



Figure 13 Conrad Lacombe

La Presse, 2 mai 1910, p. 1.



Figure 14 Louis-Napoléon-Gustave Pagé

La Presse, 1^{er} décembre 1906, p. 27.



Figure 15 Napoléon Ménard

La Presse, 9 août 1915, p. 7.



Figure 16 « Les orateurs anticonscriptionnistes » :

De gauche à droite : Paul Lafortune, Alphonse Bernier, Paul-Émile Mongeau, Anatole Grenier, Fernand Villeneuve et Fred Côté. *La Presse* 21 septembre 1917, p. 11



Figure 17 Joseph Campbell

BAC, MG30-E173, R2609-1-2-E, MIKAN 3213632.



Figure 18 Joseph-Émile Godin

Compromise, février 1935, p. 7.



Figure 19 Joseph-A. Saint-André

La Presse, 17 juin, 1929, p. 9.



Figure 20 Gaston Pilon et le père Archange Godbout

La Presse, 10 mai 1935, p. 3.



Figure 21 Page couverture de la brochure « La Femme »

Mignonne Ouimet, « *La Femme* », *Conférence donnée par Mlle. M. Ouimet le 15 mars 1931 à l'Université ouvrière*. Montréal, L'Université ouvrière, n.d., n.p.

L'Armée des Travailleurs

CHANSON D'ACTUALITÉ

PAROLES ET MUSIQUE DE L. LAMONTAGNE

REFRAIN



Aug-men-tez nos rangs, ci - toy - ens ; Ve - nez lut-



ter en no - bles coeurs. Pour le sa - lut du genre hu - main

1er COUPLET



Formons l'ar - mée des tra - vail - leurs. Les armées de la ter - re,



Composées de tra-vail-leurs, Ignorants, pro-lé - tai-res, Tuant pour les pro - fi -



teurs, E-clairons, cama - ra-des, Ces malheureux é - ga - rés Qui vont aux em-bus-



ca - des, Croy - ant qu'ils vont tout ga - gner.

00109

2

Figure 22 « L'Armée des travailleurs »

BAC, Demande d'accès à l'information A-2016-00352, RCMP, Supp. 1, Vol. 8, p. 128.



Figure 23 Albert Saint-Martin

L'illustration nouvelle, 15 avril 1936, p. 7

Annexe B

Albert Saint-Martin et le communisme intégral.

Il faut faire disparaître tous les droits de propriété privée ainsi que le papier-monnaie... Les cultivateurs exploiteraient en commun une unité agricole qui s'étendrait de Montréal à... disons à mi-chemin pour Sorel. On y construirait une immense maison à appartements capable de loger 40,000 personnes. Il y aurait là tout le perfectionnement moderne : chauffage central, écoles, amusements, médecins, gardes-malades, etc. Une immense salle à manger pourrait y accommoder simultanément 10,000 personnes. La communauté se choisirait des contremaitres et des techniciens pour diriger le travail qui s'effectuerait 24 heures par jour par des équipes qui travailleraient chacune 3 ou 4 heures chaque jour. Chacun ferait le travail pour lequel il a des aptitudes... Les camarades employés à chaque spécialité se choisiraient eux-mêmes comme dirigeant le mieux qualifié d'entre eux. Cependant, tout le monde voterait pour le choix d'un arbitre qui aurait à régler les difficultés. Lorsqu'il s'en présenterait, chacun des deux partis fournirait à l'arbitre les noms de dix personnes en qui ils ont confiance, et s'il s'en trouve une sur les deux listes, c'est celle-là qui, ayant la confiance des deux plaideurs, doit juger la question définitivement et sans frais.

Nul cependant ne doit juger plus d'une cause dans sa vie car autrement cette personne en viendrait à se croire importante comme juge, et si elle rendait plusieurs jugements, elle les écrirait et formerait une jurisprudence. D'après mon expérience de quarante-sept ans dans le rouage judiciaire, il n'y a rien de plus efficace pour permettre de violer la loi que la jurisprudence.

Tous travailleraient en commun pour la communauté. Tous pour chacun et chacun pour tous. Le cuisinier et son aide qui donnent tout leur travail méritent autant de la société que l'ingénieur et le technicien.

On établirait la valeur des marchandises par le calcul du temps qu'il a fallu à toute la communauté, homme, femmes et enfants, pour les produire. On dirait quelque chose comme ceci : un gallon de lait vaut une heure de travail.

Dans les villes, on exploiterait des unités industrielles qui fabriqueraient... disons, des claques... Une maison à appartements comme ci-dessus, d'une capacité de 50,000 personnes, abriterait les membres de chaque unité.

On échangerait les produits avec les autres unités et on donnerait... disons dix gallons de lait pour des claques évaluées à dix heures de travail.

Tous seraient ainsi égaux. Il ne serait plus question des sept péchés capitaux : point d'orgueilleux, ni d'envieux, tous seraient égaux. Chacun travaillerait suivant sa volonté et sa capacité... Les paresseux qui, cela est prouvé, sont des gens qui ont le malheur d'être nés fatigués, méritent la pitié plus que toute autre chose. Tant pis pour les gourmands qui mangent à se rendre malades, quand ils sont certains de ne jamais en manquer et qu'ils peuvent manger à toutes les heures s'ils le veulent.

Les rapports des hommes et des femmes ne seraient conditionnés qu'à leur volonté réciproque... Il n'y aurait plus de Madame Une telle. La vie et l'avenir des enfants ne seraient plus subordonnés aux moyens et à l'intelligence de leurs pères et mères. Ils seraient les enfants de la société et élevés dans d'immenses pouponnières sous les soins de « nurses » compétentes. Il y aurait là tous les jouets et tout ce qu'il faut pour leur développement physique et moral.

Je rêve souvent, dit M. Saint-Martin, que je vois les communistes s'emparer de tous les papiers qui constituent la monnaie et les droits de propriété, et tous les brûler sur le Champ de Mars. Chacun d'entre vous serait disposé à fournir l'allumette pour y mettre le feu... J'y vois s'évanouir avec la fumée, les dernières illusions de ceux qui ont encore confiance au capitalisme et à la propriété privée.

Source : Donat-C Noiseux, « Doctrines communistes! », *Le Bulletin des Agriculteurs*, 25 février 1932, p. 1.

« Lettre d'une suffragette »

Au chroniqueur ouvrier de la « Patrie »

Monsieur,

J'ai lu dans divers journaux que certaines femmes s'opposaient au droit de suffrage pour le sexe féminin. Elles semblent dire que ce serait une dure corvée pour elles de se déranger pour aller voter. Il faut en conclure qu'elles n'ont rien à demander à la législation. Ce n'est pas étonnant outre mesure. Elles vivent dans un milieu où la misère est inconnue, et elles préfèrent le rôle passif dans lequel nous relèguent les lois que font les hommes au rôle actif que jouent nos maris. Elles préfèrent s'occuper à des bagatelles plutôt que d'être des compagnes intéressées aux affaires sérieuses qui occupent l'esprit de ceux au sort desquels elles sont liées.

Il n'en est pas de même de la femme de l'ouvrier qui sans cesse est rappelée aux devoirs que lui imposent les conditions économiques dans lesquelles elle vit et qui l'obligent souvent à travailler en dehors de son foyer pour pouvoir vivre, elle et ses enfants. Elle sait qu'elle est assujettie aux lois encore plus durement que son mari, puisque celui-ci peut s'emparer du salaire qu'elle a gagné et en disposer à son gré. Si donc les lois faites par les hommes sont injustes à son égard, est-ce qu'elle n'a pas raison de réclamer le droit de suffrage afin d'avoir droit au chapitre? Si tous deux, d'ailleurs, doivent obéissance aux lois, en vertu de quel principe de justice ces lois doivent-elles être faites par l'un d'eux seulement?

Puisque nous avons des devoirs égaux à remplir, n'est-il pas juste que nous jouissions des mêmes droits?

Mme Solomon Larocque

« Chronique ouvrière : Lettre d'une suffragette », *La Patrie*, 15 décembre 1908 p. 3.

Annexe C

L'implantation géographique du milieu communiste libertaire à Montréal, 1906-1935

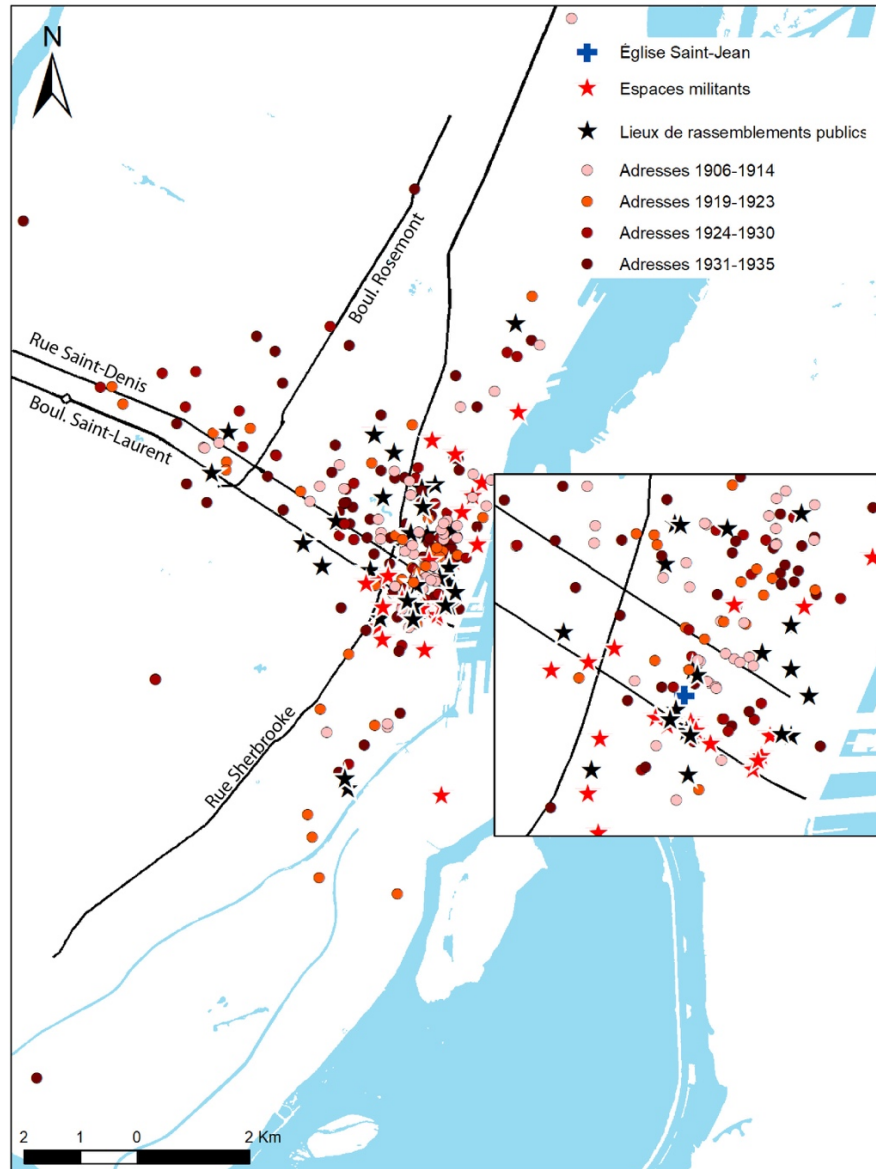


Figure 24 L'implantation géographique du milieu communiste libertaire montréalais, 1906-1935

Mathieu Houle-Courcelles et Benoit Lalonde. 2019.

Annexe D

Liste des brochures anarchistes diffusées par Paul Faure pendant la période de l'entre-deux-guerres à Montréal

ARMAND, E. et MAURICIUS. *L'anarchisme comme vie et comme activité individuelles : rapports présentés au Congrès libertaire d'Amsterdam*. Paris, Imprimerie des Causeries populaires, 1907, 20 p.

ARMAND, E. *De la liberté sexuelle ; Variations sur la volupté*. Orléans, Par-delà la mêlée, 1916, 15 p.

ARMAND, E. *La Camaraderie amoureuse*, Paris et Orléans, L'En dehors, 1929, 15 p.

ARMAND, E. *La Prostitution et ses multiples aspects*. Paris et Orléans, L'En dehors, 1933, 24 p.

ARMAND, E. *Obscénité, pudeur*. Orléans, L'En dehors, 1932, 8 p.

ARMAND, E. *La Réciprocité*. L'En dehors, 1933, 15 p.

BERTHELOT, Paul. *L'Évangile de l'heure*. Paris, Groupe de propagande par la brochure, 1926, 31 p.

BOSSI, Emilio. *Jésus-Christ n'a jamais existé*. Paris, La Brochure mensuelle, c1930, 14 p.

BOUCHER DE PERTHES, [Jacques]. *À bas la patrie*. Publication mensuelle de *L'Anarchie*, octobre 1927, no. 7.

CHAPELIER, Émile. *Pourquoi je ne crois plus en Dieu*. Paris, Groupe de propagande par la brochure, 1927, 52 p.

CHAUGHY, René. *Immoralité du mariage*. Paris, La Brochure mensuelle, [sans date ; 1ère éd. 1898].

Déclarations de Ravachol en Cour d'Assises. Publication mensuelle de *L'Anarchie*, avril 1928.

DÉJACQUE, Joseph. *À bas les chefs ! ; L'Autorité et la paresse*. Paris, Groupe de propagande par la brochure, 1923 14 p.

ELMASIAN, Dikran. *Dieu n'existe pas*. Paris, Groupe de propagande par la brochure, 1932, 5 p.

ELMASSIAN, Dikran, SATTERTHWAITTE, Alba. BAKOUNINE, Michel et Herbert SPENCER. *Dieu n'existe pas ; Le Grand fléau : le christianisme ; L'Absurdité-Dieu ; La Prière de l'athée*. Orléans, L'En dehors, s.d. 8 p.

FAURE, Sébastien. *Les douze preuves de l'inexistence de Dieu*. Paris, Groupe de propagande par la brochure, 1923, 32 p.

FAURE, Sébastien. *Les crimes de Dieu*. Paris, Groupe de propagande par la brochure, 1924, 32 p.

FAURE, Sébastien. *Réponse aux paroles d'une croyante*. Paris, Groupe de propagande par la brochure, 1933, 31 p.

FOURNIER, Eliezer et Albert DEANENS. *Le péché d'Adam et d'Eve et le dogme chrétien*. Paris et Orléans, L'En dehors, 1932, 22 p.

GOHIER, Urbain. *Aux femmes*. Paris, Groupe de propagande par la brochure, 1926, 6 p.

GRANDJEAN, Valentin. *Sur la vie sexuelle : conseils aux jeunes hommes et aux jeunes filles : ce qu'ils doivent connaître avant le mariage : amour, passion, instinct devant la morale rationnelle*. Lausanne, Libre Pensée internationale, 1916, 60 p.

LACAZE-DUTHIERS, Gérard de. *Du vrai progrès*. Orléans, L'En dehors, 1932, 8 p.

MÉRIC, Victor. *La guerre aux civils : discours prononcé au cours de la Croisade de la paix organisée par la Ligue Internationale des combattants de la Paix*. Paris, Ed. de la Patrie Humaine, 1932, 27 p.

MOST, Johann. *La Peste religieuse*. Paris, Groupe de propagande par la brochure, 1924 (1892), 20 p.

ODIN, Raoul. *L'amour, la femme et l'enfant*. Paris, Publications mensuelles de *L'Anarchie*, 1927, 16 p.

KROPOTKINE, Pierre. *Aux jeunes gens ; L'Ordre*. Paris, Groupe de propagande par la brochure., 1923, 29 p.

KROPOTKINE, Pierre. *La Loi et l'autorité ; La Révolution sera-t-elle collectiviste ?* Paris, Groupe de propagande par la brochure, 1923, 32 p.

KROPOTKINE, Pierre. *L'idée révolutionnaire dans la Révolution*. Paris, Groupe de propagande par la brochure, 1925, 24 p.

KROPOTKINE, Pierre. *La décomposition des états*, Publication mensuelle de *L'Anarchie*, 1928

KROPOTKINE, Pierre. *L'État, son rôle historique*. Paris, Groupe de propagande par la brochure, 1928, 61 p.

KROPOTKINE, Pierre, *La décomposition des états*. Paris, Publication mensuelle de *L'Anarchie*, 1928.

RECLUS, Élisée. *L'Anarchie et l'Église*. Paris, Groupe de propagande par la brochure, 1923, 14 p.

RECLUS, Élisée. *Évolution et Révolution*. Paris, Groupe de propagande par la brochure, 1927, 32 p.

RELGIS, Eugen *Les principes humanitaristes et l'Internationale des intellectuels*. Paris, Groupe de propagande par la brochure, 1927, 21 p.

ROTHEN, Édouard [pseudonyme de Charles Hotz]. *Politiciens. Pièce en un acte*. Paris, Groupe de propagande par la brochure, 1930.

Sources : IFHS, 14AS, Fonds E. Armand, Correspondance entre P. Faure et E. Armand (divers dossiers). ; BANQ, Fonds du Département du procureur général de la province de Québec (divers dossiers). ; Paul Cazeau, « Leurs ordures littéraires », *La Croix*, 5 novembre 1927, p. 1. ; Fernand Charest, *L'Université ouvrière et ses dangers*, Montréal, Le Miroir, 1931, p. 8.